



Corentin de Salle

La Tradition de la Liberté

Tome III

Splendeur et misères
du capitalisme

**Synthèse détaillée de textes
majeurs de la tradition libérale**

Préfacé par Felicity Medved et
Charles Michel

Corentin de Salle

La Tradition de la Liberté

**Tome III - Splendeur et Misères du
Capitalisme**

**Synthèse détaillée de textes majeurs
de la tradition libérale**

Préfacé par Felicita Medved et Charles Michel

Je dédie ce livre à tous ceux qui n'aiment pas le libéralisme.

Pas pour leur dire qu'ils ont tort - la diversité d'opinions est tout à la fois la condition, le critère et la conséquence d'une société libre - mais pour tenter de les convaincre que promouvoir le libéralisme et le capitalisme est une position intellectuellement cohérente et moralement respectable.

Préface



C'est un beau projet qui aboutit aujourd'hui avec la publication du dernier tome de cette trilogie. Ce panorama de la pensée libérale des origines à nos jours est le fruit d'un travail de plusieurs années. Se trouve ici présentée la quintessence de trois siècles de pensée libérale dans les différents Etats du continent européen et de l'Amérique. Ce ne sont pas moins de 10.000 pages des plus grands textes libéraux qui se trouvent synthétisées dans ces trois tomes.

Il s'agit d'une synthèse et non d'un résumé. L'auteur, Corentin de Salle, n'a pas voulu se contenter d'énumérer scolairement les thèses contenues dans tel ou tel ouvrage. Il a restitué le raisonnement de ces penseurs dans leurs diverses étapes. Il en a suivi fidèlement le déploiement chapitre après chapitre. Il a repris les objections auxquelles ces penseurs avaient été confrontés de leur vivant ou celles qu'ils avaient anticipées. Il a restitué les réponses à ces critiques. A lire ces grands textes, on sent combien les libéraux sont attachés à la culture du débat rationnel et argumenté. Il était important de montrer que ces idées ont été forgées dans tel ou tel contexte politique, économique, social et culturel et que, à aucun moment de son histoire, le libéralisme n'a été déconnecté de la réalité.

Ce faisant, l'auteur démontre clairement que les principes, théories, analyses et positions du libéralisme ne sont pas des dogmes et articles de foi mais, tout simplement, des « recettes » qui fonctionnent. C'est pour cette raison que le libéralisme n'est pas une idéologie mais une doctrine. Ce sont des pratiques, des règles de conduite qui furent inventées anonymement au fil des siècles, qui furent imitées car elles fonctionnaient, qui furent améliorées et qui continuent à évoluer en fonction des nouveaux défis. Les grands penseurs libéraux n'ont pas « inventé » ces idées. Ils les ont « découvertes ». Ils les ont thématiques, théorisées, systématisées.

Parce qu'il s'agit d'une pensée vivante et évolutive, l'auteur n'a pas voulu tomber dans le piège de l'académisme. Plusieurs de ces penseurs ont été récompensés par le Prix Nobel et quantité de distinctions prestigieuses mais ce sont avant tout des témoins engagés de leur temps. Dans cet ambitieux travail de condensation, l'auteur désirait éviter que cette pensée soit « fossilisée ». Il a conservé le caractère vivant de celle-ci en adoptant le style littéraire - parfois très imagé - de chacun des penseurs, en faisant de larges citations, en reprenant beaucoup d'exemples et d'anecdotes. Il a clarifié sans jamais simplifier. Il a gardé un style suivi, sans rupture ni discontinuité, qui permet au lecteur de découvrir et de s'instruire avec plaisir.

La table des matières de toute la trilogie figure à la fin de ce dernier tome. Le découpage est quelque peu particulier. Ceci mérite un mot d'explication. Initialement, le tome I était conçu pour être unique. Corentin de Salle l'a donc conçu pour couvrir l'ensemble de l'histoire du libéralisme (de John Locke à Milton Friedman). Mais, alors qu'il achevait ce premier tome, il a appris que le Forum Libéral Européen avait accepté de continuer l'aventure éditoriale.

Ainsi, les tomes II et III constituent un approfondissement du tome I. Le tome II est consacré aux « Lumières libérales », c'est-à-dire aux grands auteurs (écossais, anglais, français et allemand) qui ont vécu dans l'Europe du XVIII^{ème} et du XIX^{ème} siècle et qui sont les pères fondateurs du libéralisme. Le tome III est consacré aux XX^{ème} et XXI^{ème} siècle. Il commence à partir de la crise de 1929 et s'achève à la crise de 2007-2009. Le traumatisme occasionné par la crise et par les deux guerres mondiales a été considérable. On retrouve cette inquiétude dans les premiers ouvrages présentés dans ce tome III. L'Union Européenne, née après la seconde guerre mondiale, est la consécration d'un grand idéal libéral du XIX^{ème} siècle. C'est la matérialisation d'un grand nombre d'idées et de recommandations formulées par les auteurs dont la pensée est synthétisée dans le tome II.

En raison de l'impact considérable des crises économiques et financières (de 1929 et 2007-2009), une bonne partie du tome III est consacrée à les analyser sous un angle libéral. Mais cet ouvrage traite aussi de quantité d'autres questions : la démocratie, l'Etat, le socialisme, la planification, le totalitarisme, l'inflation législative et réglementaire, les questions écologiques, les ressources énergétiques, la croissance démographique, le tiers-monde, le sous-développement, la pauvreté, l'immigration, la croissance, la mondialisation, la production culturelle dans toutes ses dimensions (littéraire, musicale, cinématographique, etc.). A tous ces problèmes existent des réponses libérales stimulantes et rafraîchissantes. Elles sont également présentées en détail dans cet ouvrage.

Ce tome III est extrêmement diversifié et volumineux. Cela s'explique très simplement : il s'est passé beaucoup de choses ce dernier siècle. Et ce n'est pas prêt de s'arrêter. L'auteur démontre d'ailleurs que le libéralisme n'est pas une doctrine du passé : sur les dix ouvrages présentés dans ce tome III, cinq ont été publiés après l'an 2000.

Cette trilogie est un outil précieux qui mérite d'être largement diffusé. A cet égard, le Forum Libéral Européen a déjà, sur proposition de plusieurs de ses membres, traduit les deux premiers tomes en plusieurs langues. La version électronique est accessible gratuitement sur le site du Forum Libéral Européen. Cet ouvrage présente des idées et des théories qui ont influencé profondément le monde dans lequel nous vivons. Elles font partie du patrimoine de l'humanité. Raison pour laquelle tout homme et toute femme doit pouvoir en prendre connaissance facilement.

FELICITA MEDVED
Présidente du Forum Libéral Européen

Introduction



L'ouvrage que vous tenez entre les mains offre un aperçu des idées libérales élaborées durant ces cent dernières années. Il témoigne de la richesse, de la diversité et de la vitalité de ce courant de pensée. L'auteur m'a confié que la principale difficulté de son entreprise tenait à la surabondance des choix d'ouvrages qui s'offraient à lui et entre lesquels il lui a fallu choisir.

Corentin de Salle boucle ici sa trilogie consacrée à la tradition libérale, trilogie qui synthétise - saluons la performance - pas moins de 10.000 pages de doctrine libérale des trois derniers siècles. Pourtant l'auteur n'a jamais prétendu et n'a jamais souhaité se montrer exhaustif. Dix tomes n'auraient pas suffi à un pareil dessein. Quantité d'autres penseurs de premier plan, quantité d'analyses originales, quantité de théories stimulantes, quantité d'idées novatrices auraient pu figurer dans ce livre déjà volumineux. Mais l'auteur ne désirait pas confectionner un herbier complet. Il n'entendait pas non plus ériger un temple en hommage aux divinités statufiées du libéralisme.

L'ambition de l'auteur est toute autre. Il s'attache à présenter des ouvrages dont les idées, valeurs et principes sont plus que jamais d'actualité, quand bien même ils seraient nés dans un contexte fort différent du nôtre. Toutes les traditions de pensée politique ne peuvent en dire autant. Ces dernières comptent beaucoup d'intellectuels qui se sont égarés, qui ont prétendu transformer l'homme, qui ont poussé à l'expérimentation de recettes économiquement et socialement désastreuses, qui ont justifié ou fermé les yeux sur des actes inacceptables, qui ont cru que les fins justifiaient les moyens, qui ont exalté les foules, qui ont poussé à la guerre, qui ont émis des prophéties ratées, qui ont repoussé le progrès, qui se sont opposés à des avancées sociales, qui ont alimenté des peurs infondées, etc. Un libéral, lui, n'a pas à rougir de sa tradition de pensée. Dès les origines, le libéralisme a promu les libertés fondamentales, la démocratie, l'Etat de droit, les Droits de l'Homme. Ses auteurs étaient progressistes, réformateurs, pacifistes, anticolonialistes et partisans du marché européen plus de deux siècles avant sa consécration.

L'histoire évolue ; de nouveaux problèmes se substituent aux anciens ; chaque génération affronte de nouveaux défis ; des questions autrefois locales ou nationales acquièrent une dimension mondiale. Pourtant, comme on s'en convainc aisément à la lecture de ces pages, le libéralisme offre, perpétuellement et dans tous les domaines, les

solutions les plus efficaces, les plus responsables et les plus innovantes. Cela s'explique par le caractère profondément empirique et non-dogmatique du libéralisme. Le libéralisme « colle » au réel et évolue avec lui. Non seulement, il s'adapte au changement mais l'anticipe et l'appelle.

Le présent ouvrage contient des centaines de chiffres et de statistiques, des conclusions d'enquêtes et de rapports en tous genres. La plupart des auteurs se livrent par ailleurs à des enquêtes sur le terrain un peu partout dans le monde (à propos de l'immigration, de l'aide au développement, de la mondialisation, etc.). C'est une constante dans la tradition libérale : la « Richesse des Nations » d'Adam Smith contient plusieurs témoignages tirés d'entretiens du philosophe avec des pêcheurs, des fermiers, des ouvriers, des mineurs, etc. Les intellectuels libéraux sont passionnés par le modus operandi, les procédés de fabrication, les détails, le fonctionnement des marchés, etc. C'est toujours à partir de l'examen d'une question concrète dans un contexte déterminé qu'ils peuvent généraliser et tirer des principes.

Ce troisième tome fourmille de précisions très diverses : le modèle de production intégrée des Beattles, les contrats de travailleurs saisonniers hispaniques au Canada, le fonctionnement des agences de notation, la politique des salaires durant la crise de 1929, la logique entrepreneuriale à l'œuvre dans les bidonvilles actuels, l'activité des juristes romains, les pratiques syndicales en Russie Soviétique, les causes économiques de la domination mondiale du cinéma français au début du siècle passé, l'évolution du prix des matières premières au cours des siècles, la fuite des cerveaux du tiers-monde, l'influence de la Fed sur la BCE, le déclenchement des famines dans le tiers monde, la crise asiatique, la politique économique du Troisième Reich, les subprimes, la pollution au Moyen Age, la politique de contrôle des naissances, les conséquences économiques de l'immigration russe en Israël, les procédures de légalisation du secteur informel au Pérou, l'impact de la politique agricole commune sur l'économie africaine, l'harmonisation des règles comptables aux Etats-Unis et en Europe, etc.

Sur les dix ouvrages synthétisés dans ce volume, cinq ont été publiés après l'an 2000. L'auteur a voulu montrer de manière très argumentée que le libéralisme n'était pas, n'en déplaise à certains, une doctrine « dépassée ». Bien au contraire, les solutions parfois assez audacieuses préconisées par ces auteurs tranchent par rapport à certaines recettes socio-démocrates pratiquées sans grands résultats ces dernières décennies.

Non seulement le libéralisme n'est en rien une doctrine figée mais, contrairement à ce qu'on entend parfois, elle n'est en rien une doctrine du statu quo. Depuis le Moyen Age, le libéralisme est en lutte contre l'ordre établi. Le politique a un rôle important à jouer et il ne peut le faire que s'il raisonne au-delà de l'immédiat. Corentin de Salle explique qu'une des plaies de notre société, c'est le court-termisme (en matière politique, économique, législative, etc.). Il appelle ici à la poursuite de certaines « utopies libérales », c'est-à-dire des idéaux de liberté qui peuvent sembler irréalistes dans l'immédiat mais dont il faudrait s'approcher à long terme. Il aspire à un monde où toute personne pourrait décider d'aller vivre et travailler dans le pays de son choix, un monde

où le tiers-monde s'affranchirait de la pauvreté, un monde sans protectionnisme, un monde débarrassé de peurs inutiles, un monde où les hommes seraient davantage responsabilisés, un monde où l'on exploiterait de manière plus optimale la ressource de toutes les ressources, la « ressource ultime » : l'intelligence humaine.

Au total, ce livre intellectuellement exigeant est un livre profondément optimiste. C'est un livre qui invite à se défaire de manières de penser négatives, défaitistes et culpabilisatrices, un livre qui appelle à relever des défis, un livre qui tente de montrer que, contrairement aux discours catastrophistes, nous disposons de toutes les ressources et de toutes les forces nécessaires pour rendre le monde plus prospère, plus juste et plus libre.

CHARLES MICHEL

Président du Mouvement Réformateur

Avant-propos



Pourquoi « synthétiser » ?

Voici le troisième et dernier volet de cette trilogie consacrée à quelques moments forts de la pensée libérale. **Concrètement, nous synthétisons ici dix ouvrages publiés durant ces cent dernières années.** Cinq d'entre eux l'ont été depuis le début de ce siècle et les cinq autres au siècle passé. Il peut sembler bizarre que le siècle passé soit présenté à travers cinq ouvrages seulement, mais, comme en atteste la table des matières globale de la trilogie reprise en fin de ce tome, six ouvrages parus au courant du XX^{ème} siècle ont déjà été présentés dans le premier tome. Par ailleurs, nous avons pris le parti de montrer en quoi la doctrine libérale est toujours on ne peut plus actuelle.

Pourquoi « synthétiser » ? Pourquoi un tel travail ? N'aurait-il pas été plus pertinent d'écrire un ouvrage sur les diverses dimensions du libéralisme et sur son évolution à travers les siècles ? N'aurait-il pas été plus pertinent de relever les similitudes et les divergences d'analyses entre les auteurs, d'opérer une périodisation et de dresser un tableau global ?

Nous répondrons en disant qu'il existe déjà plusieurs ouvrages qui présentent de manière systématique les idées des grands penseurs du libéralisme. Ce que nous avons essayé de faire est différent. Nous avons voulu éviter cet aplanissement, cette simplification qui est inhérente à tout projet de systématisation. **Quand on veut généraliser, on est contraint de sélectionner un nombre assez réduit d'idées fortes, de les déraciner du contexte où elles sont nées, de gommer les nuances et de les « désarmer »**, c'est-à-dire de les séparer d'une bonne partie des arguments qui les appuient et des réponses aux objections que l'auteur avait pressenties ou qui lui avaient déjà été adressées de son vivant. **Notre manière de procéder permet de conserver tout le relief et la vigueur de cette pensée.**

Par ailleurs, nous pensons que cette fidélité - on peut même parler de servilité - dans la restitution permet d'offrir à tout le monde un outil intéressant. Ceux qui ne partagent pas nos convictions libérales ont ici l'assurance de retrouver les thèses des auteurs telles qu'ils les ont exposées. **Pour les étudiants, les chercheurs, les professeurs, les intellectuels, c'est là, pensons-nous, un outil qui leur permet de juger par eux-mêmes en toute objectivité, d'alimenter leur réflexion, de générer leurs propres interprétations, de créer leurs propres liens, etc.** En effet, nous nous

sommes abstenus de prendre position. En dehors de cet avant-propos, des conclusions et de quelques notes infrapaginales, nous nous contentons de restituer le plus fidèlement possible les propos des divers auteurs.

Cette trilogie n'est pas non plus une anthologie. Il ne s'agit pas d'un florilège de textes reproduits tels quels. Le projet est autrement plus ambitieux car **tous ces textes sont synthétisés**, réduits à environ 10 à 25% (en fonction de leur densité) de leur taille initiale. Cela permet de présenter, sous une forme concentrée, un nombre assez important d'idées, d'analyses et de théories.

Nous pensons également qu'il est plus agréable, plus savoureux, de suivre le déroulement de la pensée des auteurs. Ils sont rafraichissants car toujours actuels. L'avantage des auteurs libéraux, c'est que, contrairement aux penseurs d'autres traditions politiques, leurs ouvrages n'apparaissent pas, avec le recul, comme truffés d'erreurs et de théories démenties par la pratique. Ceci explique qu'on peut les lire encore aujourd'hui en savourant leur pertinence. Les solutions qu'ils proposent peuvent nous inspirer. Les problèmes de leur époque ressemblent parfois aux nôtres. **C'en en ce sens que la présentation que nous avons choisie possède une dimension jurisprudentielle** au sens anglo-saxon du terme. **Les juges de la Common Law** - mais c'était aussi le cas pour les juges romains - **procèdent au cas par cas.** Ils ne généralisent pas. Ils estiment que dans telle ou telle situation, il faut résoudre le problème de telle manière. **Ils tentent de « découvrir » la bonne règle et non pas de « l'inventer ».** Ils se basent sur la pratique, sur le comportement des gens. Nous pensons que ce qui est valable pour le droit est également valable pour le libéralisme. Contrairement à ce que prétendent ses détracteurs, **le libéralisme ne nous fournit pas des dogmes et règles immuables, des articles de foi. Il nous fournit des recettes éprouvées au fil du temps. Il nous donne des principes et valeurs de nature à guider notre réflexion dans la recherche d'une solution.**

Il n'existe pas de « Petit Livre rouge » du libéralisme. Il n'existe pas de « Manifeste du Parti Libéral ». C'est normal et c'est heureux. C'est normal car le libéralisme ne dit pas aux gens comment penser, comment agir et comment organiser leur vie. C'est heureux car c'est seulement dans des sociétés libérales que peuvent s'épanouir des individus libres et responsables.

Néanmoins, cette trilogie entend constituer une sorte de « corpus » du libéralisme. Il permet aux libéraux d'approfondir leur connaissance de cette doctrine et il permet aux autres de s'en faire une idée sans doute plus documentée. Juger et condamner le libéralisme est effectivement un sport auquel s'adonnent volontiers les intellectuels depuis plus de deux siècles. **Chacun a bien entendu le droit de faire le procès du libéralisme. Mais autant le « juger sur pièces » plutôt que sur des préjugés ou malentendus.**

Le « néolibéralisme » n'existe pas

La pensée libérale du siècle écoulé est souvent caricaturée. Quand l'expression « néolibéralisme » est utilisée, il y a neuf chances sur dix que ce soit par un antilibéral. Il est vrai qu'au siècle passé, plusieurs penseurs libéraux (Jacques Rueff, Maurice Allais, etc.) se sont revendiqués comme étant « néolibéraux ». Par ailleurs, entre les années 50 et 70, ce terme servait même à désigner des sociaux-démocrates tels que John Maynard Keynes. **Mais, pris au sens qu'on lui donne la plupart du temps, le terme « néolibéralisme » est une mystification intellectuelle :** c'est une théorie inventée de toutes pièces par des intellectuels antilibéraux et qui est présentée comme un catalogue de dogmes et d'articles de foi de la communauté libérale dans le but de discréditer le libéralisme. Comparable à ces mannequins en paille qu'on utilisait naguère dans les casernes pour familiariser les soldats aux techniques de combat, **le « néolibéralisme » est un agrégat de propositions caricaturales, contradictoires, d'idées déformées, d'affirmations cyniques, de mythes** (sélection du plus fort, dictature des marchés, reproduction des inégalités, etc.), **de citations tronquées ou tirées de leur contexte et mensongèrement attribuées aux libéraux :** Milton Friedman et Friedrich von Hayek habituellement qualifiés de « néolibéraux » se sont toujours, en réalité, proclamés « libéraux ».

Depuis lors, les choses se sont encore compliquées : en raison du caractère prolifique et envahissant de cette littérature antilibérale depuis des décennies, **les intellectuels antilibéraux en sont venus à considérer de bonne foi que les amalgames, simplismes, mensonges et calomnies de leurs prédécesseurs sur le libéralisme constituaient réellement le corpus du libéralisme.** Beaucoup considèrent sincèrement que cette idéologie repoussoir a réellement été construite par des penseurs libéraux au cours du dernier siècle. **Ces derniers sont qualifiés de « néolibéraux ».** **Qu'est-ce que cela signifie ? Rien.** Quand il est prononcé par des antilibéraux, le préfixe « néo » joue au minimum cinq fonctions. Ces dernières peuvent se contredire mais, quand ils s'en prennent au libéralisme, les antilibéraux ne sont pas tous et tout le temps très cohérents. Par ailleurs, ces arguments ne sont pas tous mobilisés par un même auteur.

Premièrement, le terme « néolibéralisme » **laisse supposer que le libéralisme en tant que tel serait une idéologie dépassée,** obsolète car vieille de trois siècles.

Deuxièmement, ce préfixe **laisse entendre que la construction intellectuelle est artificielle, factice, sans âme, ornementale, copiée sur l'ancien** (comme les styles architecturaux : néo-roman, néo-gothique, néo-renaissance, etc.) tout en réduisant cette doctrine séculaire à une mode intellectuelle passagère.

Troisièmement, ce préfixe a la **même connotation péjorative que le préfixe « ultra »** abondamment utilisé lui aussi : il véhicule l'idée que, certes, dans le domaine des idées politiques, le libéralisme a apporté une contribution qui n'est pas dénuée de valeur (les libertés fondamentales, la première génération des droits de l'homme, plusieurs principes démocratiques, etc.) mais que, sous peine de se contredire et de s'annihiler, il doit être absolument tempéré, canalisé, contrebalancé, régulé, etc. par des considérations sociales, humanistes, etc.

Quatrièmement, en accréditant l'idée fautive que libéralisme politique et économique obéissent à des logiques différentes, ce préfixe est une **invitation fallacieuse** (et souvent efficace !) **faite aux libéraux à rejeter, au nom du « bon sens », un certain nombre de principes essentiels de l'économie de marché et à souscrire, tout en continuant à se prétendre libéraux, aux idées dominantes de la social-démocratie** qui ont pourtant conduit aujourd'hui nos démocraties occidentales au bord de la faillite.

Cinquièmement, ce préfixe stigmatisant est un **déni répété et permanent d'une réalité incontestable : l'existence du libéralisme**. Ce préfixe « confiscatoire » porte à l'actif de la social-démocratie ce qui résulte en réalité de l'application des principes libéraux depuis plusieurs siècles. **C'est l'application des principes libéraux qui génère les richesses. Pas les politiques redistributives et les prétendus « plans de relance » des sociaux-démocrates**. Cela fait plus de deux siècles que, à la suite de Marx, les antilibéraux prédisent la faillite imminente du système capitaliste qui est pourtant une condition nécessaire (quoique non suffisante) de notre société libérale. Or le libéralisme, même si c'est sous une forme imparfaite, pervertie et bâtarde, existe toujours. Les antilibéraux essayent donc d'accréditer ce mensonge : le libéralisme est une idéologie dépassée et seule existe une idéologie néolibérale qui, à chaque crise, secoue constamment le modèle social-démocrate et menace de le faire s'effondrer.

Le libéralisme, une pensée méconnue

Quoique généralement plus connue que la pensée libérale du siècle écoulé, la pensée libérale du XVIII^{ème} et du XIX^{ème} siècle est généralement appréhendée de manière superficielle. Comme en témoignent les tables exhibant les nouveautés dans les librairies, une meute d'intellectuels publie chaque année une série d'essais sur la « barbarie capitaliste », « l'aveuglement des marchés » et autres « psychanalyses » ou « livres noirs » du libéralisme. La meilleure preuve de cette ignorance, c'est que les antilibéraux n'incriminent quasiment jamais aucun ouvrage de la tradition libérale, hormis, peut-être, la « Richesse des Nations », que (quasiment) personne n'a lu afin d'ironiser sur le concept de « main invisible » que (quasiment) personne ne comprend. Nous avons, dans le second tome de cet ouvrage, tenté de dissiper le malentendu dont fait l'objet cette notion.¹ Adam Smith n'a jamais prétendu qu'il existerait une harmonie naturelle des intérêts, indépendante des normes et institutions apparues progressivement dans l'histoire. **Selon lui, le libéralisme ne peut exister sans règles mais ces dernières sont générées naturellement et anonymement par des millions de personnes au fil des siècles. C'est la théorie de l'ordre spontané** dont les « Lumières écossaises » (Hume, Mandeville, Ferguson, Smith, etc.) sont les premiers grands représentants.

Autre indice de cette confusion intellectuelle : dans certains cénacles, il est admis comme une évidence que Thomas Hobbes (1588-1679) serait un auteur libéral. Ce grand penseur de l'absolutisme, ce précurseur du totalitarisme doit se retourner

1 C. de Salle, *La Tradition de la Liberté, Tome II, Les Lumières libérales*, Centre Jean Gol, 2011, pp.44 et s.

dans sa tombe. Quel auteur libéral prétendrait qu'au sortir de l'état de nature, l'homme abdique de toutes ses libertés pour les déposer entre les mains du Léviathan ? On y voit une preuve de l'incohérence du libéralisme prêt à brader les libertés en échange de la sécurité des biens et des personnes. **De là provient aussi cette idée fausse selon laquelle les libéraux voient dans l'homme un être intrinsèquement mauvais et calculateur.** Le malentendu provient du fait que Thomas Hobbes est l'une des figures incontournables du « contractualisme » (ou théorie du contrat social), courant de pensée dans lequel s'inscrit John Locke, père du libéralisme politique. Hobbes a ceci de commun avec les auteurs libéraux qu'il rejette l'idée d'un ordre naturel ou divin à l'origine des sociétés politiques mais la comparaison s'arrête là. Il existe d'autres penseurs contractualistes, tels Jean-Jacques Rousseau, qui ne sont pas libéraux et il existe de nombreux penseurs libéraux qui ne sont pas contractualistes, à commencer par Hayek qui voit dans cette « fiction » du contrat social l'origine de cette « superstition collectiviste » qu'est le concept de souveraineté.² Quoi qu'il en soit, deux authentiques libéraux, sir Edward Coke (1552-1634) et sir Matthew Hale (1609-1676), contemporains de Hobbes, ont maintes fois croisé le fer avec lui.

On le voit, **la pensée libérale est largement méconnue.** Elle est méconnue **par le monde des faiseurs d'opinion, des éditorialistes et des journalistes.** Elle est, dans une moindre mesure, méconnue **par le monde intellectuel européen** (exception faite de l'Angleterre en raison de la tradition anglo-saxonne du débat intellectuel en petits séminaires). Elle est, à plus forte raison, **méconnue dans le monde politique,** y compris chez les mandataires des partis libéraux en Europe. Certes, ces mandataires se reconnaissent dans les valeurs du libéralisme. Il arrive même qu'ils s'en revendiquent ouvertement et avec fierté. Ils sont en mesure, le plus souvent, de percevoir instinctivement, dans les propositions défendues par les partis adverses, tout ce qui peut attenter à la liberté. Mais, le plus souvent, ils ne sont pas au fait des idées, des analyses et des théories libérales contemporaines. Le problème, c'est que lorsqu'il s'agit de réfléchir à des questions sociétales complexes, on se réfère automatiquement aux grilles d'analyse dominantes social-démocrates, celles qu'on enseigne dans les écoles, qu'on professe dans les universités, qu'on véhicule dans la presse et qui, aux yeux de l'honnête homme, passent pour l'expression du « bon sens ».

Or, comme le constateront ceux qui liront le présent ouvrage, la pensée libérale est, sur quantité de points, en désaccord avec les analyses socio-démocrates. Souvent même, elle s'oppose frontalement à quantité d'idées reçues. Citons en quelques unes : **la crise financière de 2007-2009 n'est en rien une crise du capitalisme.** une crise de la social-démocratie et la conséquence inéluctable de l'interventionnisme étatique via la politique monétaire, immobilière, bancaire, etc. A cet égard, elle est comparable à la crise de 1929. **Non, le secteur bancaire et financier n'est pas insuffisamment réglementé.** Il est, au contraire, hyperréglementé et déresponsabilisant. **Non, nos ressources - énergétiques et autres - ne sont pas limitées.** Elles sont potentiellement illimitées. C'est l'accès aux ressources qui est limité. **Non, il n'y pas de limites à la croissance.** Mais il est politiquement possible de la freiner voire de la

2 Sur ce point, confer le Tome I de « La Tradition de la Liberté », pp. 304 et s.

tuer. **Non, la croissance démographique n'est pas un problème.** C'est une aubaine car, comme on le constate depuis toujours, les ressources augmentent à mesure que croît la population mondiale. **Non, le capitalisme ne détruit pas l'environnement.** Il le protège et le rend accessible à chacun. **Non, le tiers-monde ne manque pas de richesses :** il en regorge mais il manque cruellement d'une harmonisation du droit de la propriété et d'une volonté politique capable de faire entrer le secteur extralégal dans la légalité et de transformer le capital « mort » en capital « vivant ». **Non, la multiplication des textes de lois n'augmente en rien notre sécurité juridique.** Tout au contraire, cette inflation législative détruit l'Etat de droit et nous replonge dans l'état de nature, nous livrant à la pression des groupes organisés. **Non, la culture n'est pas menacée par la mondialisation.** Jamais l'offre culturelle n'a été si riche, si diversifiée, si pointue et si féconde dans l'histoire de l'humanité. **Non, la mondialisation n'appauvrit pas le tiers-monde.** Elle élève constamment les standards de vie de chacun. **Non, l'immigration ne détruit pas les richesses du pays d'accueil.** Bien gérée, elle augmente la richesse du pays d'accueil, la richesse du pays d'origine et la richesse mondiale. Etc.

Arrivé à ce stade, nous craignons d'avoir déjà perdu une partie de nos lecteurs qui seront sans doute surpris, voire choqués, de lire des idées apparemment aussi absurdes. Nous en sommes désolés et pouvons seulement leur dire que c'est à une démonstration argumentée, chiffrée et documentée de ces idées (et de bien d'autres encore) que sont consacrées les quelque 500 pages qui suivent.

Libéralisme et Capitalisme

On entend souvent, y compris dans les rangs libéraux, qu'il importe de distinguer soigneusement le libéralisme du capitalisme. **Il est vrai qu'il s'agit de deux notions distinctes mais on a tort, comme c'est trop souvent le cas, d'opposer le premier au deuxième.** On a tort d'imputer au capitalisme (ou au « capitalisme sauvage ») les crises financières, les bulles, les faillites en chaîne, l'instabilité monétaire, etc. Diaboliser le capitalisme pour encenser le libéralisme n'a intellectuellement aucun sens. C'est encore une déplorable habitude de pensée d'inspiration social-démocrate qui procède du conformisme, de la veulerie ou de l'ignorance. **Charger le capitalisme pour se faire pardonner d'être libéral est le propre du libéralisme honteux.**

Il importe évidemment de distinguer les choses. Si on les aborde d'un point de vue finaliste, on peut dire, très simplement, que le **libéralisme** vise à consacrer, préserver et accroître la **liberté** alors que le **capitalisme** vise à créer, préserver et accroître la **prospérité**. On peut encore faire équivaloir le capitalisme au libéralisme économique. Le capitalisme est un sous-ensemble, une composante du libéralisme qui comprend une composante politique, une composante philosophique et une composante éthique. Mais chacune de ces composantes est structurée par des normes. Aucune n'est, en soi, « amoral ».

Le capitalisme est un instrument extrêmement sophistiqué, l'une des créations les plus grandioses de l'esprit humain. Il s'est patiemment édifié au fil des siècles

en synthétisant des éléments empruntés à des traditions et activités humaines très diverses : la « bona fides » (bonne foi) des Anciens, les institutions juridiques du droit romain (droit des contrats, droit des obligations, droit de la responsabilité civile, etc.), l'activité bancaire, une éthique du travail, le respect de la propriété, la monnaie, la spécialisation des tâches, la vision prométhéenne de la modernité, l'esprit technicien de la révolution industrielle, les principes de la « Rule of Law », la comptabilité en partie double, le prêt à intérêt, l'épargne, l'organisation taylorienne du temps de travail, le marketing, le calcul des risques, les techniques boursières, l'analyse financière, etc. L'apparente simplicité du capitalisme ne doit pas abuser. **Certes, sa force réside dans la clarté et la parcimonie de ses règles de fonctionnement mais ces dernières sont la résultante d'une expérimentation séculaire qui se poursuit de nos jours.** Ceci explique un autre trait du capitalisme : sa souplesse, laquelle lui permet de s'adapter à des contextes culturels très divers et de se métamorphoser indéfiniment pour répondre à des défis toujours nouveaux. Sans respecter les règles qui le norment, le capitalisme ne peut tout simplement pas exister en tant que tel et dégénère rapidement.

Libéralisme économique et libéralisme politique marchent de concert. Benjamin Constant les comparait aux deux jambes d'un même corps et reprochait à ceux qui croyaient au libéralisme politique mais pas au libéralisme économique d'être hémiplegiques. **Le libéralisme ne peut exister sans le capitalisme** car une société où les individus ont le ventre vide ne peut garantir les libertés. **Pas de libéralisme politique sans libéralisme économique. L'Égypte est l'exemple tragique d'une société libérale qui, en 1952, a renoncé à l'économie de marché et qui, dès lors, a rapidement perdu toutes ses libertés.** La première constitution d'Égypte, proclamée en 1923 par le roi Fouad, est calquée sur la constitution belge de 1830 considérée par beaucoup comme « l'une des plus libérales au monde ». Cette libéralisation fut malheureusement interrompue dans les années 1950 avec l'accession au pouvoir de Gamal Abdel Nasser et le triomphe du panarabisme et du socialisme dans le monde arabe. Sans les recettes de l'économie de marché, les beaux principes libéraux finissent rapidement par être étouffés et piétinés. Dans un contexte de guerre froide, le nassérisme a coïncidé avec la disparition progressive, en Égypte, de la bourgeoisie, des partis, du pluralisme politique, de la vie culturelle et des libertés.

Une pathologie du capitalisme : le « capitalisme de connivence »

Il existe, il est vrai, une **forme pervertie de capitalisme** qui constitue une réelle menace pour l'économie et la démocratie. **Ce type de capitalisme est en réalité exactement l'opposé de cet épouvantail, de cette menace imaginaire qu'on appelle le « capitalisme sauvage ».** Précisons d'abord que le capitalisme n'est pas une force brute, une puissance aveugle qui devrait être « domptée », « domestiquée » ou « encadrée ». C'est au contraire un **système complexe et délicat dont la finalité consiste à créer des richesses.** Un marché n'est rien d'autre que la somme des individus qui le composent et qui échangent des biens entre eux. Evidemment, ces personnes peuvent abuser de leurs droits ou violer les droits d'autrui. A ce titre, elles sont bien sûr soumises au droit. Le libéralisme nécessite, avons-nous dit, des règles, un appareil judiciaire pour les appliquer, etc. C'est aussi le cas du libéralisme économique. Mais **ces**

règles ne sont pas extérieures au capitalisme. Elles sont nées en même temps que lui, ont évolué avec lui. Elles le structurent et le constituent. Elles ont été édifiées par la pratique capitaliste. Elles sont thématiques, verbalisées dans les décisions de justice. Elles sont parfois coulées sous forme de lois, systématisées dans des codes mais, toujours, elles procèdent de la pratique. **Le « capitalisme sauvage » est un oxymore, une conception totalement absurde, car cela signifierait un capitalisme sans ossature.** C'est une notion étatiste qui procède de l'ignorance des réalités économiques, qui laisse sous-entendre que les richesses s'engendreraient naturellement. Venons-en maintenant à l'examen de cette perversion du capitalisme. **Ce mécanisme de création de richesse qu'est le capitalisme peut être perverti non pas en raison de l'absence de règles (sans règles, il n'y aurait ni capitalisme ni richesses) mais, bien au contraire, en raison d'une surréglementation, d'une intervention intempestive de l'Etat. On appelle cela « capitalisme de connivence » (« crony capitalism »).**

La surréglementation est une condition nécessaire mais pas suffisante pour conduire au capitalisme de connivence. C'est son biotope. On observe en pratique que cette perversion s'accroît à mesure que s'accroît la masse des textes réglementaires. C'est donc en facteur majeur mais pas la clé du phénomène. **La proximité entre élites économiques et élites politiques n'est pas, en soi, un élément constitutif du capitalisme de connivence. Il faut qu'il y ait collusion.** Cela prend plusieurs formes. Par exemple, l'Etat adopte des **réglementations favorables à certaines entreprises** (par exemple pour s'en faire des alliés relativement à une réforme qu'il veut faire passer). Autre exemple, l'Etat adopte des **réglementations très contraignantes** (en matière sociale, environnementale, etc.) pour toute entreprise, mais **qui handicapent le développement voire menacent la survie des plus petites entreprises** car elles sont financièrement moins solides que les grosses entreprises qui, souvent, ont suggéré à l'Etat d'adopter ces réglementations pour se débarrasser d'un nouveau concurrent. Autre exemple : **l'Etat privilégie une filière** (par exemple dans le domaine de l'énergie) au détriment de toutes les autres en raison d'une proximité idéologique. Autre exemple, **l'Etat offre des garanties à un secteur** (par exemple le secteur bancaire ou financier) **qui ont pour effet d'inciter ce dernier à agir de manière imprudente voire carrément irresponsable.** Autre exemple : l'Etat distribue des subsides, des incitants fiscaux, des avantages de toute nature qui vont **motiver des entreprises à réorienter leurs activités de manière à acquérir des rentes de situation** : le but est ici non pas de satisfaire les besoins des consommateurs mais bien de capter, par exemple, une partie des milliers de milliards de dollars dépensés chaque année par l'Etat américain. Ce qui conduit à dépenser beaucoup de ressources (humaines, financières, etc.) à chasser des rentes de situation plutôt qu'à développer des activités socialement utiles. Autre exemple : l'Etat ne poursuit pas des hommes d'affaires qui ont violé la loi car ces derniers sont aux commandes de sociétés renflouées par l'Etat qui ne désire pas que de telles inculpations débouchent sur la faillite de la société renflouée. Etc.

Ce n'est pas du capitalisme. Ce sont des pratiques qui le dénaturent. Contrairement à ce que l'on croit parfois, **les associations patronales ou autres groupements professionnels mènent parfois des actions dommageables voire hostiles aux principes du capitalisme.** Les entreprises sont, très logiquement, mues par la

recherche de l'intérêt personnel. Si elles désirent survivre, elles sont obligées de se montrer pragmatiques. Si l'Etat leur donne l'occasion de gagner de l'argent au détriment des contribuables, d'obtenir des avantages au détriment d'autres entreprises, elles n'hésiteront pas. Adam Smith dénonçait déjà ces pratiques (notamment en ce qui concerne les Compagnies maritimes exclusives)³ mais elles ont augmenté en fréquence et en volume à mesure que l'Etat développait son champ d'activité et sa sphère d'influence. Plus l'Etat règlemente, plus on voit fleurir des lobbys, des groupes de pression et autres bureaux d'étude autour des centres politiques de décision. **Ces pratiques sont la négation même de la concurrence des acteurs économiques dans un marché libre. Elles attentent au fonctionnement de la démocratie et faussent totalement le jeu de l'économie.** Ce sont des monstruosité qui doivent être combattues. C'est dans ce contexte pathologique que sont nées les entreprises « too big to fail », c'est-à-dire prétendument « trop grosses que pour être mises en faillite ». Ce qui pose problème avec de pareils établissements, ce n'est pas tant leur taille que le fait qu'ils doivent être soutenus par les pouvoirs publics et qu'ils jouissent d'une garantie étatique qui leur permet de faire un peu près n'importe quoi en vertu du principe « les bénéficiaires sont privatisés et les pertes sont collectivisées ». **En réalité, des entreprises « too big to fail » sont des entreprises « too big to exist » et il serait plus que temps que l'Etat responsabilise le secteur bancaire et financier.**

Les auteurs présentés dans cet ouvrage

Les auteurs classiques, libéraux ou non, peuvent être définis comme ceux que tout le monde connaît mais que seule une minorité lit dans le texte. Ce sont aussi des auteurs qui, généralement, sont d'une clarté et d'une profondeur telles qu'ils sont compréhensibles par tous ceux qui font l'effort de les lire. Choisir dix auteurs n'a pas été une tâche facile. C'est un choix forcément contestable. Ce n'est pas à nous de distribuer des bons points ou d'accorder des palmes. Nous aurions pu nous cantonner à quelques valeurs sûres et décider, comme le font les historiens, de ne pas parler des événements de ces trente ou quarante dernières années et **laisser opérer le tribunal de l'histoire.** Mais l'intention de cet ouvrage est aussi, comme on l'a dit, de combattre cette idée fautive que la doctrine libérale est une idéologie dépassée. Dès lors, **les cinq derniers textes présentés dans cet ouvrage ont été choisis moins pour l'originalité ou la nouveauté de la pensée de leurs auteurs que pour leur talent à traiter de manière argumentée et convaincante quelques grandes questions de notre actualité** et, par là-même, pour leur capacité à prouver l'actualité et la pertinence du libéralisme. **Dans les grands auteurs du XX^{ème} siècle, on s'étonnera peut-être de ne pas voir figurer John Rawls.** C'est assurément un auteur incontournable de la pensée politique. Son apport à la pensée du libéralisme politique est inestimable. Mais il reste la figure de proue des sociaux-démocrates plutôt que des libéraux. Ses positions sont, à bien des égards, libérales mais cet auteur est à ce point connu et célébré qu'il eût été dommage de lui consacrer une centaine de pages - un minimum pour une pensée aussi dense - au détriment d'autres auteurs moins connus. Présentons brièvement les dix ouvrages sélectionnés.

3 Sur ce point, conférer le Tome II de « La Tradition de la Liberté », pp. 43 et s.

« Capitalisme, Socialisme et Démocratie » (1942) de Joseph Schumpeter

Nous avons commencé par un livre assez particulier. Ecrit en plein cœur de la guerre et dans le sillage de la crise de 1929, c'est un livre pessimiste, le seul, au demeurant, de ce tome III qui, pour le reste, est fondamentalement optimiste. C'est un hommage au libéralisme mais c'est aussi un chant du cygne. **Il n'est pas courant de lire sous la plume d'un auteur libéral que le libéralisme est condamné à s'autodétruire. Non pas, comme le pensait Marx, en raison de la misère qu'il engendre ou de ses échecs mais, bien au contraire, en raison de son triomphe.** Le capitalisme génère une prospérité à ce point spectaculaire que **son succès mine les institutions sociales qui le protègent** et engendre inévitablement des conditions dans lesquelles il ne lui sera pas possible de survivre et qui désignent nettement le **socialisme comme son héritier présomptif.**

Plusieurs causes expliquent cette « décomposition » du capitalisme. Schumpeter explique que **le développement des grandes entreprises a nécessité de placer à leur tête des salariés** (les managers) qui, contrairement aux propriétaires fondateurs de dynasties industrielles, sont moins concernés par la survie de l'entreprise que par les bénéfices à court terme. **Les niveaux d'existence constamment améliorés** et, en particulier, les loisirs que le capitalisme moderne procure au travailleur jouissant du plein emploi, **ont paradoxalement pour effet de rendre les gens plus exigeants, critiques et insatisfaits. Ces derniers forment une majorité politique.** Or, pour comprendre les thèses capitalistes, le grand public devrait être doué d'une pénétration et d'une puissance d'analyse qui lui font entièrement défaut. Quant au politicien contemporain, s'il veut défendre le capitalisme, il doit faire litière de ses ambitions personnelles. Par ailleurs, le capitalisme a donné naissance au XIX^{ème} à **une mentalité d'objecteurs qui**, après avoir détruit l'autorité morale de multiples institutions non capitalistes, **en sont venus à se tourner contre les institutions propres à ce régime. L'accroissement considérable de l'appareil enseignant nécessité par le développement économique d'une société capitaliste** a eu pour conséquence une **surproduction de diplômés dont les conditions d'emploi sont peu satisfaisantes** et qui, aigris, s'en prennent au système qui les a fait naître. Par ailleurs, **la bourgeoisie, tout en éduquant ses propres ennemis, se laisse à son tour éduquer par eux.** Elle absorbe sans résistance les formules du radicalisme en vogue et paraît tout à fait consentante à se laisser convertir à une doctrine incompatible avec son existence même. Le bourgeois perd rapidement foi en sa propre doctrine. **Le bourgeois abdique. Quand il est attaqué, il discute et il plaide. Il saute sur chaque chance de compromis.** Il est toujours prêt à céder.

Le socialisme est peut-être le seul moyen de restaurer la discipline de travail. C'est ce qu'illustre, nous dit Schumpeter, la situation des syndicats en Russie soviétique. Ces derniers **ont accepté avec empressement l'allongement de la journée de travail sans rémunération supplémentaire.** Ils **ont laissé tomber le principe des salaires égaux** et donné leur adhésion à un système de primes et à d'autres incitations à l'effort - stakhanovisme et tutti quanti. **Ils ont reconnu le droit du gérant de renvoyer à volonté des ouvriers** (ou ils s'y sont résignés). Enfin, coopérant avec les 'tribunaux des

camarades' et les 'commissions d'épuration', **ils ont approuvé des directives** quasi-draconiennes **à l'encontre des « fainéants » et des « infranormaux »**. **Il ne fut plus jamais question du droit de faire grève**, ni du droit de contrôler la production.

Pourquoi le choix d'un tel auteur dans le présent ouvrage ?

Premièrement, parce qu'il est **primordial d'examiner très attentivement les critiques formulées contre le projet libéral**. Les critiques et les objections les plus pertinentes sont souvent formulées pas nos **proches**. Parce qu'ils nous connaissent bien.

Deuxièmement, parce que **Schumpeter est un auteur qui prend le socialisme au sérieux**. Il ne le congédie pas d'emblée avec quelques idées toutes faites. Karl Marx fut un géant et les auteurs libéraux du siècle passé l'ont étudié avec soin et intérêt. C'est un exercice très intéressant que celui de ce libéral qui essaye de réfléchir comment le socialisme pourrait marcher une fois que le capitalisme se sera effondré. Il donne des conseils sur les secteurs à nationaliser en priorité et graduellement pour que cela se passe en douceur et non pas sous le règne de la terreur, etc.

Troisièmement, parce que **cet ouvrage a le mérite de nous rappeler que le capitalisme est vulnérable**. Pour parodier Paul Valéry, nous pourrions dire que, depuis la grande dépression de 1929, « nous, civilisation libérale, savons désormais que nous sommes mortelle ». Nous sommes aujourd'hui à un tournant. La crise financière, économique et budgétaire que nous traversons aujourd'hui est d'une ampleur inouïe. Gardons toujours à l'esprit que rien n'est jamais acquis.

Quatrièmement, Schumpeter estime très sérieusement que le socialisme va supplanter le capitalisme. Mais on peut lire son essai comme un **exercice intellectuel, une « expérience de pensée » au sens que René Descartes donnait à son hypothèse du doute radical**. C'est un exercice très instructif pour un libéral car il amène ce dernier à se décentrer et à **se mettre dans la tête d'un planificateur socialiste**. Il le pousse à trouver des solutions très concrètes et très pragmatiques pour résoudre les problèmes de planification. Ce qui est amusant, c'est que, en prenant le projet socialiste au sérieux et en examinant ces questions de façon très technique, Schumpeter en déduit que **ces problèmes feront réapparaître, par la force des choses une série de pratiques, recettes et institutions de type capitaliste**. Du moins si on aspire réellement à sauver ce dernier et qu'on est intellectuellement à même de faire les concessions nécessaires, ce qui ne fut apparemment pas le cas des dirigeants soviétiques. Par ailleurs, un tel exercice amène à comparer les forces et les faiblesses du modèle socialiste et du modèle libéral. **A certains points de vue, le régime socialiste est mieux à même que le régime libéral, de résoudre certaines difficultés. Mais la somme des inconvénients dépasse largement celle des avantages**. Ce type d'exercice rappelle celui qu'Alexis de Tocqueville fait subir à la démocratie quand il la compare à l'aristocratie. Dans un régime aristocratique, on n'a pas à redouter la culture de masse, les postes de ministres échoient généralement aux personnes les plus compétentes du royaume (souvent d'extraction roturière voire étrangère), etc. Cela dit, la démocratie offre une somme d'avantages qui surclasse de loin ses désagrément. **Si l'on désire défendre un système** (la démocratie, le libéralisme, etc.),

il est intellectuellement honnête et stratégiquement judicieux d'en connaître et d'en reconnaître les faiblesses.

Cinquièmement, **on peut se demander si, d'une certaine manière, la funeste prédiction de Schumpeter ne s'est pas réalisée en partie. Est-on si éloigné aujourd'hui de ce « socialisme démocratique » appelé à succéder au capitalisme triomphant du XIX^{ème} siècle ?** Nos Etats-Providence ponctionnent plus de la moitié du PIB. Depuis la parution du livre de Schumpeter, l'Etat n'a cessé de croître et la bureaucratie de s'étendre. Les entrepreneurs sont menacés d'asphyxie et on enregistre des faillites chaque année. Notons aussi le pourcentage très élevé des allocataires sociaux, l'habitude des budgets déficitaires, l'endettement abyssal dont le remboursement nécessite une confiscation des ressources. Comme l'écrivait récemment Bruno Colmant, « **une dette publique excessive n'est-elle pas la négation de l'économie de marché et de la propriété privée des moyens de production ?** La dette, remboursée par l'impôt et l'inflation, fait en effet planer un risque de confiscation sur les revenus du travail et du capital. Dès lors, une dette publique outrancière s'assimile, pour partie, à une nationalisation pernicieuse de toute l'économie ».⁴ Le modèle « moderne » brossé par Pascal Salin (et exposé dans le dernier texte synthétisé de cet ouvrage) se distingue clairement du modèle « de référence » du XIX^{ème} siècle : **la « discipline du capitalisme » s'est singulièrement érodée** et la valeur bourgeoise de la « responsabilité » a cédé la place à une certaine **désinvolture** des grands acteurs bancaires et financiers en raison du rôle de « prêteur en dernier ressort » de la banque centrale. L'Etat pressure l'épargne de quantité de façons.

Certes, Schumpeter s'est montré trop pessimiste. Il a sous-estimé la capacité du capitalisme à se métamorphoser en fonction des circonstances. Il accorde une place trop importante à la dimension culturelle du capitalisme alors que, selon Hernando de Soto, Tyler Cowen ou Philippe Legrain, le capitalisme n'a nul besoin de s'enraciner dans une éthique protestante. Il n'a pas réalisé, contrairement à son contemporain Hayek, les impasses de la planification. Tout en connaissant les arguments de Von Mises et de Hayek, il n'a compris ni l'impossibilité épistémologique de l'économie planifiée ni le rôle primordial de la concurrence et du système des prix pour véhiculer l'information. Il s'est aussi montré fort naïf sur l'efficacité de la bureaucratie.

« La route de la servitude » (1944) de Friedrich August von Hayek

Ecrit à la même période et dans les mêmes circonstances, **le livre de Friedrich von Hayek est également un livre fort sombre.** Lui aussi considère que « le succès du libéralisme est devenu cause de son déclin ». Pourquoi ? Car la réussite du libéralisme a rendu l'homme de moins en moins tolérant par rapport aux maux encore existants. Il déplore le changement des mentalités, la « fonctionnarisation » des esprits. Hayek retrouve dans l'Angleterre d'après-guerre le même climat intellectuel que dans l'Allemagne des années 30. **En Allemagne, le collectivisme socialiste a pavé la route au**

4 B. Colmant, **Une nationalisation pernicieuse de l'économie**, Trends Tendances, 2 février 2012

nazisme. Il ne faut jamais oublier qu'un des facteurs décisifs de l'avènement du totalitarisme sur le continent européen fut une classe moyenne dépouillée de ses biens. Ce ne sont pas les fascistes mais les socialistes qui ont commencé à enrégimenter des enfants, dès l'âge le plus tendre, dans des organisations politiques pour les éduquer en bons prolétaires. Ce ne sont pas les fascistes mais les socialistes qui ont songé les premiers à organiser des clubs sportifs de parti dont les membres ne devaient pas être contaminés au contact de gens d'opinion différente. Ce sont d'abord les socialistes qui ont **obligé leurs adhérents à se distinguer des autres hommes par une façon particulière de saluer et de s'interpeller.** Ce sont eux qui par leur organisation particulière des « cellules » et de la surveillance permanente de la vie privée ont créé le prototype du parti totalitaire.

L'appel à la dictature économique est une étape nécessaire du mouvement vers le planisme. Beaucoup de gens pensaient à l'époque qu'il suffisait de se décharger sur l'Etat du souci mesquin de faire fonctionner l'économie afin de se consacrer à des activités plus épanouissantes. On croyait que le planisme ne pouvait affecter les valeurs essentielles de notre vie. C'est faux : **en réalité, celui qui contrôle la dimension économique de notre vie nous contrôle totalement.** A l'époque où Hayek écrit ce livre, **le libéralisme était conspué et les idéaux planificateurs avaient le vent en poupe.** Les Anglais rejetaient avec mépris tout ce qui évoquait le libéralisme. L'Angleterre empruntait, elle aussi, « la route de la servitude » Mais, à la différence de Schumpeter, Hayek pense que cette évolution n'a rien d'inéluctable : **en réalité, il n'y a d'inéluctable que ce que l'on croit inéluctable.** Une force historique peut être endiguée ou modifiée.

Hayek expose clairement aussi que le protectionnisme pratiqué durant ces années-là a contracté significativement l'économie européenne et fut l'une des causes du conflit mondial. Cette tentation protectionniste est très présente dans le gouvernement Hollande actuellement. C'est aussi un des grands thèmes de campagne de Marine Le Pen qui, selon les sondages, est devenue la personnalité politique la plus populaire en France... Hayek plaidait, en 1945, pour l'instauration d'une « fédération d'Etats » qui préfigurait Union Européenne. **Ajoutons que les séductions de la planification économique ne sont pas mortes.** En témoigne le **plan « Energie 100% renouvelable en 2050 »** commandité à un consortium par les 4 ministres de l'énergie belge qui, sans se soucier le moins du monde de l'explosion vertigineuse du coût de l'énergie et de la compétitivité des entreprises, invite, sous couvert de réduire les émissions de CO₂, à intervenir dans tous les domaines de l'existence (au point de quantifier le nombre de grammes de viande que nous devons consommer à cette époque).

« La liberté le droit » (1961) de Bruno Leoni

Dès les années 60, Bruno Leoni s'inquiète de **l'inflation législative.** Cette dernière constitue une réelle menace pour la certitude du droit. Entendons-nous : **la législation est presque toujours certaine, c'est-à-dire précise, formulée par écrit et identifiable aussi longtemps qu'elle reste en vigueur. Mais elle n'est pas certaine**

au sens que l'on peut être sûr qu'elle sera encore en vigueur demain matin. Cela nous empêche de prévoir les conséquences juridiques de nos comportements quotidiens. Notre quotidien peut être perturbé du jour au lendemain par l'action d'un groupe d'individus que sont les législateurs. Cette action peut contrecarrer voire ruiner des projets mûris depuis longtemps et en cours d'exécution. A contrario, la sagesse des systèmes juridique du droit anglais ou du droit romain tenait au fait qu'ils étaient indépendants de la législation pour tout ce qui concerne la vie quotidienne des gens. Ces deux systèmes partagent une idée commune : « **Le droit est quelque chose qui se découvre et non pas qui se décrète** ». Ce sont les juristes romains et les juges anglais qui se chargeaient de cette tâche consistant à « **découvrir** » le droit. Les « **rationes decidendi** » (le droit secrété par une longue série de juges) sont préférables aux règles élaborées dans les assemblées. La codification du XIX^{ème} siècle un un peu partout en Europe consista à reformuler ce droit en le réécrivant dans des codes. Le droit romain qui reste le cœur du droit européen est donc une création libérale.

Il existe une relation étroite entre l'économie de marché et le système reposant sur des juges et/ou des juristes et non sur la législation. Par ailleurs, **il y a plus qu'une simple analogie entre l'économie planifiée et la législation**. En effet, les idéaux socialistes ne peuvent être adoptés que sous la contrainte de l'Etat. **Cela ne veut pas dire que la législation n'est pas utile**. Il est des situations où il est intéressant d'avoir des règles de conduite bien déterminées. Cela dit, il faudrait **revenir à un système basé sur la liberté individuelle** car « (...) à chaque fois que la loi de la majorité est substituée - alors que ce n'est pas nécessaire - au choix individuel, la démocratie est en conflit avec la liberté individuelle ». ⁵ Déplacer le centre de gravité des systèmes légaux de la législation à d'autres processus d'élaboration du droit ne peut se faire à court terme mais peut cependant être la conséquence d'un changement dans l'opinion publique

« L'homme, notre ultime ressource » (1996) de Julian Simon

Dans cet ouvrage magistral, Julian Lincoln Simon explique que l'homme connaît un problème d'accès aux ressources naturelles depuis la préhistoire. Mais, contrairement à Malthus, il estime que les ressources s'accroissent à mesure qu'augmente la population.

Voici comment les choses se sont toujours passées : un accroissement de la population et un plus haut standard de vie génèrent - il est vrai - des pénuries dans le présent et dans le futur proche. Dès lors, les prix augmentent. Une augmentation des prix représente une **opportunité** qui attire des entrepreneurs à la recherche du profit et des inventeurs désireux de trouver de nouveaux moyens pour satisfaire les besoins (de nouveaux procédés d'exploitation, un meilleur rendement énergétique, une source de substitution : du charbon plutôt que du bois, du pétrole plutôt que du charbon, de l'énergie nucléaire plutôt que pétrole, etc.). **Malgré de nombreux échecs, des solutions sont toujours trouvées dans une société libre** (qui garantit

5 B. Leoni, **La Liberté et le Droit**, Les Belles Lettres, 2006 (1961), p.213

les libertés indispensables à l'éducation de tous, à la recherche, à la propriété du fruit de son travail). **Finalement, les prix de la ressource menacée s'abaissent et la résolution du problème nous place dans une situation meilleure** que celle qui prévalait avant la survenance du problème. Cela signifie que **nous avons besoin de problèmes**. Cela dit, nous ne devons pas non plus intentionnellement nous créer de nouveaux problèmes. **Plus de monde sur terre, c'est plus de problèmes. Mais plus de monde, c'est aussi le moyen de solutionner ces problèmes**. Le principal carburant de notre progrès, c'est notre stock de connaissances. Le frein, c'est notre manque d'imagination. **La ressource ultime, c'est l'homme**, c'est-à-dire des gens compétents et pleins d'espoirs qui mobilisent leur volonté et leur imagination à leur propre bénéfice mais dont les succès bénéficient inévitablement au reste de l'humanité.

L'environnement ne se dégrade-t-il pas ? Non. Dans le monde occidental, la qualité de l'air et de l'eau s'est améliorée sensiblement durant les dernières décennies, la surface forestière mondiale a augmenté ces cinquante dernières années, etc. **Comment évaluer la pollution dans le temps et l'espace ? Par l'espérance de vie.** C'est un critère simple pour évaluer le degré de pollution et c'est aussi le critère le plus inclusif. On constate alors que la pollution a diminué depuis le début de l'espèce humaine. **La croissance démographique ne constitue-t-elle pas un danger ? Dans les pays pauvres, une augmentation du niveau de revenu conduit à court terme à une augmentation de la fertilité.** La baisse de la mortalité infantile ne déclenche pas immédiatement une limitation des naissances car les familles continuent, un bref moment, à appliquer les comportements du passé où il était rationnel d'avoir beaucoup d'enfants pour s'assurer que quelques-uns au moins survivent jusqu'à l'âge adulte. **Mais à long terme, cette augmentation continue conduit finalement à une baisse de la fertilité.** La chute de la mortalité infantile, l'augmentation du niveau d'éducation, l'accès aux méthodes contraceptives et l'exode rural vers la ville contribuent à cet abaissement du taux de natalité. Les enfants coûtent plus cher à élever en ville et rapportent moins d'argent à la famille qu'ils ne le faisaient à la campagne. Le processus est connu sous le nom de « **transition démographique** ». **La croissance démographique génère des économies d'échelle dans l'industrie et des gains de connaissance qui, à leur tour, engendrent une productivité accrue.**

« Plaidoyer pour la culture commerciale » (1998) de Tyler Cowen

Dans cet ouvrage, Tyler Cowen se définit comme un « optimiste culturel » en opposition aux « pessimistes culturels ». Ces derniers, majoritaires, défendent l'idée que l'art est menacé et qu'il décline pour telle ou telle raison. Les pessimistes culturels existent depuis l'Antiquité. **Les cibles de ces attaques changent de génération en génération.** Après avoir condamné la **poésie** et le **théâtre** pour leur prétendue action corruptrice, les pessimistes culturels ont condamné les **livres** à partir du moment où on commençait à les imprimer massivement. Puis ils s'en sont pris, durant les XVIII^{ème} et XIX^{ème} siècles, aux **correspondances sentimentales**, aux **journaux**, à l'**opéra**, au **music-hall**, à la **photographie**, aux **virtuoses** instrumentaux (tels que Liszt ou Paganini). Au XX^{ème} siècle, on trouva de nouveaux boucs émissaires dans la **radio**, les **films**, la télévision, le **rythm and blues**, le **rock and roll**, les clips de **MTV**, le **rap** et les **jeux vidéo**.

Chaque nouvelle forme d'art a été accusée de corrompre la jeunesse de la nation et de promouvoir une sensualité excessive, la subversion politique et le relativisme moral.

C'est dans un ordre libéral que l'art s'épanouit pleinement. Beaucoup d'artistes ne peuvent vivre de leur art mais **une économie prospère offre beaucoup plus d'opportunités de sources de financement à l'artiste qu'une économie qui ne l'est pas.** Tyler Cowen passe en revue les **grandes capitales culturelles de l'histoire** (Athènes, Venise, Florence, Amsterdam, Paris, Vienne, New York, Hollywood, etc.) et montre qu'elles furent toutes les **principales puissances commerciales de leur époque.** L'argent permet d'acheter les **matériaux nécessaires** à la création artistique. Les sculpteurs peuvent ainsi se procurer du bronze, de l'aluminium, de la pierre. Les écrivains peuvent voyager et trouver ainsi idées et inspiration. Les musiciens et les photographes peuvent se procurer du meilleur matériel, etc. En raison de l'évolution économique, la **diminution du prix des matériaux a permis à des millions d'amateurs enthousiastes de se lancer dans l'activité artistique.**

Quantité de faits présentés dans cet ouvrage attestent que les arts bénéficient grandement du progrès technologique. L'imprimerie, le papier et, aujourd'hui, internet ont augmenté dans des proportions considérables l'accès à l'écriture. Les Impressionnistes doivent leurs couleurs magnifiques aux innovations de l'industrie chimique. L'enregistrement et la radio ont amélioré le rayonnement et la productivité des orchestres symphoniques. Ces œuvres musicales peuvent désormais toucher des millions de personnes bien plus aisément que naguère. Le progrès technologique améliore la condition de l'artiste de manière constante et cumulative. Un musicien peut aujourd'hui accéder facilement à tout le patrimoine musical mondial, échanger avec les meilleurs critiques, les meilleurs interprètes, les meilleurs musiciens. Tout cela alimente son inspiration et améliore considérablement la diffusion de ses œuvres.

« Le mystère du capital » (2000) d'Hernando de Soto

L'ouvrage de cet économiste péruvien est véritablement révolutionnaire et permet de relier entre eux toute une série de phénomènes qui, pris séparément, sont toujours mal interprétés : l'exode rural, la croissance démographique, l'expansion des bidonvilles, le développement d'immenses mégapoles, etc. A court terme, ces phénomènes sont des problèmes mais, en réalité, ce sont de fantastiques opportunités. **Le mystère du capital est le suivant : pourquoi triomphe-t-il en Occident et échoue-t-il partout ailleurs ?** Pourtant, si le capitalisme ne marche pas dans le tiers-monde, ce n'est pas faute, pour ce dernier, d'avoir essayé de l'appliquer. **Est-ce à dire que les populations du tiers-monde ne sont pas assez entreprenantes ?** Qu'elles ne partagent pas cet éthos typiquement protestant qui, selon Max Weber, a fait le succès du capitalisme en Occident ? **C'est difficile à croire lorsqu'on voit l'activité déployée par tous les petits entrepreneurs du tiers-monde.**

D'où vient donc le problème ? De la difficulté quasiment insurmontable qu'ont la majorité des habitants du tiers-monde de légaliser les biens qu'ils possèdent et les activités qu'ils exercent. Pour passer de l'économie informelle à l'économie

formelle, il faut parfois plusieurs années de démarches. En conséquence, deux tiers de ces habitants vivent dans l'extralégalité. En réalité, la plupart des pays pauvres possèdent déjà suffisamment de biens pour réussir le capitalisme. **La valeur de leurs économies est immense : elle s'élève à quarante fois le montant total de l'aide étrangère reçue dans le monde entier depuis 1945.** Mais ces ressources ne se présentent pas comme il faudrait : ce sont des maisons bâties sur des terrains sans titre de propriété bien certain, des entreprises non déclarées à la responsabilité mal définie, des industries installées hors de la vue des financiers et des entrepreneurs. **Faute de documents** désignant nettement leur propriétaire, **ces possessions ne peuvent être directement transformées en capital**, elles ne peuvent être vendues en dehors de petits cercles locaux où les gens se connaissent et se font mutuellement confiance, elles **ne peuvent servir à garantir des emprunts**, elles ne peuvent servir d'apport en nature lors d'un investissement.

En Occident, au contraire, toute parcelle de terrain, toute construction, toute machine, tout stock est représenté par un **titre de propriété qui est le signe visible d'un vaste processus caché reliant tous ces biens au reste de l'économie.** Grâce à ce processus de représentation, les biens peuvent mener une **vie invisible**, parallèlement à leur existence matérielle. Ils peuvent servir à **garantir des crédits.** (Les prêts garantis par une hypothèque sur les logements des entrepreneurs sont la source de financement la plus importante pour les nouvelles entreprises aux Etats-Unis). Ces titres permettent de retracer l'historique du bien approprié, une **adresse certaine** pour le recouvrement des créances et des impôts, une base pour la mise en place de **services publics** fiables, un support pour la **création de valeurs mobilières** (telles que des obligations représentatives d'emprunts hypothécaires) susceptibles d'être ensuite cédées et revendues sur des marchés secondaires. **Grâce à ce processus, l'Occident confère une vie propre aux biens et leur permet de générer du capital.**

Ce système n'a pas surgi de lui-même. Il a fallu plusieurs siècles à l'Europe pour unifier son droit de propriété. L'Amérique fut d'abord une nation de « squatteurs ». Il a fallu tout le XIX^{ème} siècle pour faire entrer le secteur extralégal dans la légalité. Les pays du tiers-monde en sont exactement là où l'Europe, le Japon et les Etats-Unis en étaient il y a deux siècles. **La solution au problème du développement du tiers-monde tient à l'indispensable passage du capital mort au capital vif.** Cela passe, dit de Soto, par un **long processus** : une stratégie de découverte, une stratégie politique et juridique, une stratégie opérationnelle et une stratégie commerciale. Faute d'opérer ce passage, d'établir ce pont, la mondialisation de l'économie restera l'affaire d'un club privé, celui regroupant les différents habitants des « cloches de verre » en divers endroits du monde, le reste de la population - la majorité - restant condamnée à demeurer dans la périphérie.

« La Destruction Créatrice. Comment la mondialisation change les cultures du monde » (2002) de Tyler Cowen

La mondialisation a-t-elle élargi ou rétréci l'offre culturelle ? Le commerce international stimule-t-il la diversité artistique dans le monde ou la détruit-il ? La

réponse est nuancée. La mondialisation a considérablement accru la diversité « dans » chaque société : jamais la **richesse de choix du « menu culturel »** n'a été aussi vaste que maintenant. Nous avons facilement accès au patrimoine culturel mondial présent et passé. Par contre, la diversité culturelle existant « entre » les sociétés, s'est fortement réduite. Les pays du monde sont beaucoup plus semblables qu'ils ne l'étaient il y a cinquante ans. **Ces deux formes de diversité s'orientent dans des directions opposées.** Quand une société vend une nouvelle œuvre d'art à une autre société, **la diversité à l'intérieur de la société qui l'acquiert augmente** (les consommateurs ont un plus grand choix) **mais la diversité entre les deux sociétés diminue** (les deux sociétés deviennent plus similaires). **L'homogénéisation culturelle et l'hétérogénéisation ne sont pas les deux branches d'une alternative. En réalité, elles sont interdépendantes.** Ces deux phénomènes se déploient en tandem. La **massification de la culture crée l'infrastructure de diffusion** dans laquelle vont s'insérer des niches de produits pour des consommateurs spécifiques et minoritaires.

Cowen parle de « l'ethos ». Par cette notion, il entend « **la saveur spécifique d'une culture** ». C'est la base d'un ensemble de **conceptions du monde**, de styles et d'inspirations qu'on trouve dans une société ou encore le **cadre interprétatif que se donne une culture. L'ethos peut être affaibli ou détruit par une influence commerciale extérieure**, quand bien même cette influence améliore le bien-être humain au sens général. **Les échanges interculturels, alors qu'ils altèrent et perturbent chaque société qu'ils touchent, vont simultanément stimuler considérablement l'innovation et les énergies créatives de l'humain.** Le monde dans son ensemble a une carte de menu beaucoup plus large mais les vieilles formes de culture doivent céder la place à de nouvelles formes syncrétiques de culture. **La « destruction créatrice » du marché est, de manière surprenante, « artistique » au sens littéral du mot.** Elle crée une pléthore d'innovations et de créations de haute qualité dans différents genres, styles et medias. **Néanmoins**, une attitude cosmopolite documentée se doit d'être prudente. Il faut **fuir l'autosatisfaction et les slogans superficiels pro-mondialisation.** En effet, cet ouvrage montre également que **les individus sont souvent plus créatifs quand ils ne partagent pas cette conception cosmopolite.**

Ce n'est pas une coïncidence si on retrouve à la fois à Hollywood les plus importants studios du monde et le plus grand nombre de films à micro-budgets. Cette ville a créé une **gigantesque infrastructure** (de salles de cinéma, de compagnies de production, d'écoles de cinéma, d'institutions de marketing, etc.) **dont bénéficient également les petits réalisateurs indépendants.** Inversement, les grands studios (les « Majors »), toujours à l'affût de nouveautés rentables, tentent constamment « **d'acheter** » et de « **corrompre** » **les réalisateurs indépendants talentueux.** Ces deux secteurs sont toujours en guerre mais, en un certain sens, ils sont **complémentaires.** En Europe, on trouve aussi quantité de petits **réalisateurs talentueux à micro-budgets.** Malheureusement, il n'y a **pas de grands studios européens qui peuvent les propulser vers un succès mondial.** Cela dit, cette faiblesse a aussi ses vertus. Beaucoup des qualités intéressantes du cinéma européen viennent précisément de son « incapacité » à toucher le marché mondial à large échelle. En réalité, le **paradoxe** est assez cocasse : c'est la **domination même du cinéma américain** (aux caractéristiques très

universelles) qui a, par réaction, stimulé la diversité de la production culturelle à travers le monde...

« Plaidoyer pour la mondialisation capitaliste » (2003) de Johan Norberg

Écrit quelques années avant l'irruption de la crise financière, cet ouvrage dépeint de manière très convaincante les vertus de la mondialisation. Les **indicateurs sont unanimes. La pauvreté a régressé de façon spectaculaire** (en 1820, 85% de la population mondiale vivait avec l'équivalent d'un dollar par jour : ce chiffre était de 50% en 1950, de 31% en 1980 et est de 20% aujourd'hui), **la faim dans le monde a régressé** (il y a 30 ans, 37% de la population du tiers-monde souffraient de la faim. Ce chiffre est tombé à moins de 18%), **l'espérance de vie a augmenté** (en moins d'un siècle, elle est passée de 30 ans dans les pays du tiers-monde à 65 ans ; chez nous, elle est de 80 ans), **l'éducation aussi** (en 1950, 70% de la population du tiers-monde étaient illettrés contre 25 à 30% aujourd'hui), **la démocratie se généralise** (il y a à peine 100 ans, pas un seul pays au monde n'avait consacré le suffrage universel ; aujourd'hui, il existe 121 démocraties avec un système multipartite et le suffrage universel. De ces 121 démocraties, 85 peuvent être considérées comme « libres » : cela représente 40% de la population de la planète⁶) ; **l'oppression des femmes diminue, les inégalités diminuent** (le coefficient de Gini est passé de 0,6 à 0,52 en moins de trente ans).

Malheureusement, près de vingt pays, principalement dans le Sud de l'Afrique, se sont appauvris depuis 1965. Il s'agit des pays dont les dirigeants ont délibérément décidé de se tenir à l'écart de la mondialisation. **Pauvreté et privation ont toujours été la règle dans l'humanité et la prospérité, l'exception.** Les politiques libérales, partout où elles ont été autorisées, ont permis d'inverser les choses : **l'exception (la richesse) est devenue la règle et la règle (la pauvreté) l'exception.** Toutes choses étant pesées, il n'y a pas de raison de ne pas se montrer optimiste. Johan Norberg plaide pour le libre-échange. Il juge « criminel » le protectionnisme que nos pays maintiennent à l'égard des produits en provenance du tiers-monde et « désastreux » les tarifs douaniers que ces pays du tiers-monde appliquent entre eux.

Les entreprises et les capitaux ne vont-ils pas migrer dans ces pays ? La mondialisation ne va-t-elle pas détruire l'emploi chez nous ? Le monde n'a pas assisté à une détérioration des conditions de travail ou des salaires dans les dernières décennies. **Les entreprises ne cherchent pas à tout prix la main d'œuvre la moins payée pour aller s'établir quelque part. Si c'était vrai, le centre mondial de production serait localisé au Nigeria.** Ce que recherchent les entreprises, c'est de retirer autant que possible du capital qu'elles possèdent. **La main d'œuvre dans les pays pauvres est bon marché car elle n'est pas très qualifiée** et utilise des machines moins efficaces. Ce qu'on constate, c'est que les grandes entreprises se développent aussi bien en Occident qu'au tiers-monde car elles trouvent des avantages et des inconvénients dans toutes les parties du monde.

6 La situation évolue constamment dans le sens indiqué. Ainsi, les chiffres du rapport 2013 de «Freedom House» sont les suivants: 118 démocraties dont 90 peuvent être considérées comme «libres», c'est-à-dire 46% de la population de la planète.

Le futur n'est pas prédéterminé. Il n'y a pas un sentier unique et rien ne nous force à accepter la mondialisation. Sur ce point, les altermondialistes ont parfaitement raison : **le capital peut être confisqué, les flux d'échange bloqués et les frontières barricadées. C'est déjà arrivé au moins une fois dans l'histoire, suite à la mondialisation de la fin du XIX^{ème} siècle.** Le monde avait expérimenté plusieurs décennies de démocratisation et d'ouverture. Les gens passaient les frontières sans permis de travail. Ils pouvaient aisément devenir citoyens là où ils s'établissaient. **Mais, après des décennies de propagande antilibérale et de nationalisme, cette ouverture fut remplacée, au début du XX^{ème} siècle, par la centralisation et la fermeture des frontières.** Les pays qui avaient été des partenaires commerciaux se perçurent alors comme des ennemis à combattre au nom de vieilles valeurs. Les marchés furent alors considérés comme des choses à conquérir par la force et non plus par la concurrence. **Le déclenchement de la guerre de 1914 fut la conséquence logique de ce déferlement d'antilibéralisme.** Le protectionnisme et l'obligation de détenir un passeport furent alors introduits pour la première fois depuis plusieurs générations.

« Nous avons besoin des immigrants » (2006) de Philippe Legrain

Etre libéral, c'est considérer que la liberté d'émigrer et d'immigrer sont des droits absolus. Cet ouvrage est un magnifique plaidoyer pour l'immigration libre. L'expérience historique en témoigne : **la croissance stupéfiante de l'économie américaine entre 1870 et 1920 a coïncidé avec la migration de dizaines de millions d'Européens en Amérique.** Une étude menée dans 15 pays européens démontre qu'une augmentation de 1% de la population du fait de l'immigration est associée à une croissance de l'économie entre 1,25 et 1,5%.⁷ Selon la Banque Mondiale, si les pays riches augmentaient leurs forces de travail de 3% en laissant entrer 14 millions d'immigrants en provenance des pays pauvres entre 2001 et 2025, cela aurait pour conséquence que l'économie mondiale ferait un bénéfice de 356 milliards \$ par an.⁸ **Une immigration libre pourrait apporter des bénéfices économiques gigantesques** car elle redéployerait les travailleurs aux endroits où ils sont le plus productifs. Le monde serait plus riche si on ne limitait pas ou si on ne bloquait pas aux frontières la circulation des biens et des personnes.

Richesse et cosmopolitisme vont souvent de pair. Selon les travaux⁹ du professeur **Richard Florida** (George Mason University, USA), **les villes dont les universités font les plus grandes innovations technologiques sont les villes les plus multiculturelles de la planète et les plus tolérantes, celles où convergent des personnes venues de tous les continents, celles où on trouve la plus grande concentration d'homosexuels, celles où on parle en moyenne 300 langues, celles où on trouve la plus grande concentration de ce qu'il appelle les « bohémiens » (artistes, peintres, musiciens, écrivains, acteurs, etc.), celles où l'on trouve les plus impressionnantes boîtes de nuit, c'est-à-dire Los Angeles, New York, San Francisco, San Diego, Chicago, Houston, Boston, Washington DC, etc. L'explication ? Plus grande est la diversité, plus grande est l'innovation.**

7 Steven Glover et al., **Migration: An Economic and Social Analysis**, RDS O.P., 67, 2001

8 World Bank, **Global Economic Prospects**, 2006, Table 2.3, page 34

9 R. Florida, **The Rise of creative class**, Basic Books, 2002

A en croire certains, la sécurité sociale exercerait un **véritable effet magnétique**. Cette **accusation est grotesque**, en particulier lorsque la migration clandestine est coûteuse et risquée. **Pour un Afghan, cela vaut-il réellement la peine de payer 5000€ à un passeur pour bénéficier d'une allocation de chômage de 50€ par mois en Angleterre ?** Par ailleurs, dans ce genre de calcul, on oublie souvent que le coût de la vie est incomparablement plus élevé dans un pays riche que dans un pays pauvre. Si les pays européens **veulent contrecarrer leur baisse démographique, ils doivent promouvoir l'immigration**. Le « **ratio de dépendance démographique** » correspond au nombre de personnes pensionnées divisé par le nombre de personnes actives. **Il est aux alentours de trois**, c'est-à-dire qu'un pensionné est supporté par un peu moins de trois travailleurs. **Pour maintenir ce ratio de dépendance démographique au-dessus de 3, il faudrait un flux de migrants de trois millions chaque année à l'intérieur de l'Union Européenne.**

Que penser de la fuite des cerveaux ? Elle est dramatique quand elle concerne les médecins en Afrique (et il est impératif que ces pays rémunèrent davantage ces derniers) mais elle est bénéfique dans la plupart des cas. La diaspora expédie une partie du salaire au pays d'origine. Dans 20 pays sous-développés, le montant des versements représente parfois plus du dixième de l'économie. **Contrairement aux aides au développement, ils vont directement dans les poches des gens qu'ils veulent aider.** Quand ils sont utilisés dans l'économie locale ou pour développer de petits commerces, ils bénéficient plus généralement à toute la communauté.

« Revenir au capitalisme. Pour éviter les crises » (2010) de Pascal Salin

Ce grand économiste français propose une lecture de la crise financière à 180 degrés des analyses bien-pensantes. Cette analyse profonde et intellectuellement exigeante s'écarte des explications simplistes et des considérations émotionnelles. Selon Pascal Salin, les **causes principales de la crise proviennent de l'interventionnisme étatique**. Loin d'être le « sauveur » de l'économie, l'Etat a joué un rôle majeur dans cette crise.

Pascal Salin fait de la **politique monétaire** le facteur essentiel de la crise. **La gestion de la monnaie a été placée sous le contrôle des autorités monétaires à partir de XIX^{ème} siècle et, depuis, il n'y a jamais eu dans l'histoire autant d'inflation et de crises monétaires.** Il y adjoint trois autres séries de facteurs : la **politique du logement**, la **règlementation financière** et la **gouvernance des organisations financières**. Le dénominateur commun à ces quatre facteurs, c'est l'interventionnisme étatique et l'affaiblissement de la discipline du capitalisme que cet interventionnisme a engendré.

Le modèle « moderne » qui s'applique à notre époque, se caractérise par une épargne peu abondante, en particulier l'épargne investie en fonds propres. Plusieurs raisons expliquent cela. **Primo, c'est la prédominance des régimes de retraite par répartition.** On n'éprouve pas le besoin d'épargner pour sa retraite car on sait qu'on vivra aux dépens des travailleurs du moment. On n'a d'ailleurs pas la possibilité d'épargner car l'Etat confisque une bonne partie pour financer ce régime. **Secundo, la fisca-**

lité décourage l'épargne et incite les investisseurs à préférer le financement par les fonds empruntés au financement par les fonds propres. Or, ces derniers sont au fondement du capitalisme.

Un des grands problèmes de notre société, c'est la perte du sens des responsabilités. La responsabilité, c'est le fait de supporter soi-même les conséquences de ses actions. **L'affaiblissement du sens des responsabilités provient de l'environnement institutionnel dans lequel on place de force les individus.** En raison de la pression fiscale, ceux qui aspirent à une profession entrepreneuriale vont soit renoncer à celle-ci soit choisir des **activités certes risquées** mais laissant espérer une forte possibilité de gains. **Pour ce faire, autant minimiser ses apports en fonds propres et recourir massivement à l'emprunt (autant perdre l'argent des autres que le sien si on est déclaré en faillite).** C'est là un **comportement tout à fait rationnel.** Il n'est pas étonnant que ce dernier ait été si prisé par les financiers au cours des années qui ont précédé la crise financière.

Une autre **caractéristique de ce modèle « moderne »**, c'est **l'expansion du crédit et de la masse monétaire ou la politique du bas taux d'intérêt.** Ce faisant, l'Etat envoie des faux signaux : il fait croire qu'un secteur est rentable alors qu'il ne l'est pas. Il fait croire qu'il y a abondance d'épargne alors qu'il s'agit d'une épargne fictive. **La crise, quand elle survient, se traduit par des modifications des structures productives artificiellement générées par la politique monétaire.** La crise permet alors, par des ajustements, de restaurer des structures productives normales. Comme ces **ajustements ne sont pas instantanés**, il faut du temps pour que les secteurs sinistrés, artificiellement gonflés (par exemple l'immobilier ou l'industrie automobile), se déplacent vers d'autres secteurs, ce qui signifie du chômage. Malheureusement, **les keynésiens (qui ont l'oreille du pouvoir) ne s'interrogent pas sur les déformations des structures productives et raisonnent uniquement en termes globaux à partir d'agrégats plus ou moins arbitraires** (la demande globale, la consommation globale, le déficit public). Ils ne savent pas expliquer pourquoi le sous-emploi des facteurs de productions est apparu. Ils se posent uniquement cette question : **comment mieux utiliser les capacités de production existantes pour diminuer le chômage et le sous-emploi du capital ? Leur réponse est aussi simple que fausse : il faut augmenter la demande globale.** Dès lors, les producteurs pourront, pour y répondre, utiliser leurs capitaux et embaucher des travailleurs. Ce faisant, les keynésiens ne comprennent pas que ce qu'ils essayent de résoudre n'est pas un problème global mais un problème de structures sectorielles. **Au lieu de laisser s'opérer naturellement les ajustements nécessaires dans ces secteurs, ils interviennent massivement pour perpétuer les déséquilibres existants.** Non seulement ils gaspillent les ressources mais ils stimulent certains secteurs de manière excessive par rapport à ce qui est désirable dans le long terme.

La **croissance ne résulte pas des incantations keynésiennes** pour « relancer » cet agrégat mythique de la « demande globale ». **D'où peut venir la croissance ? De la décision des producteurs de produire plus.** Comme ils anticipent des besoins futurs, les producteurs vont devoir préfinancer cet accroissement de production. **Ils ont be-**

soin de ressources. D'où viennent-elles ? De l'épargne. En croyant que la production répond immédiatement à la demande, les keynésiens ignorent purement et simplement l'existence du capital, c'est-à-dire l'accumulation de l'épargne. Stimuler la demande ne peut pas s'obtenir, comme essayent de le faire les Etats, par le fait de dépenser ou de gaspiller des ressources. En réalité, il faut impérativement deux choses : une épargne abondante (et non illusoire) et l'existence d'un **esprit d'entreprise et de motivations à prendre des risques**. Dans les deux cas, l'Etat pourrait, en baissant sa fiscalité, stimuler l'entrepreneuriat.

Les dirigeants des vingt pays membres du G20 ont convenu de se réunir tous les six mois. Il y a là **l'amorce d'un gouvernement mondial** qui risque d'imposer les mêmes règles et les mêmes politiques économiques. Même si les vingt membres de ce cartel ne représentent pas le monde entier, ils ont les moyens de faire pression sur les autres pays pour faire adopter les recettes keynésiennes désastreuses qu'ils préconisent. **Le problème, en soi, ce n'est pas la crise. C'est ce qu'elle risque d'entraîner : l'emprise d'un gouvernement mondial irresponsable sur la vie de tous les citoyens du monde.**

Joseph Aloïs Schumpeter

(1883-1950)

Capitalisme, socialisme et démocratie

1967, Payot, 433 p.

(Capitalism, Socialism and Democracy, George Allen & Unwin Ltd. Londres, 1942)



Préface de 1942

Ce livre contient quatre parties distinctes qui sont presque autonomes

Première partie : exposé critique de la doctrine marxiste. Il s'agit, dit Schumpeter, d'une pensée importante même pour le non-marxiste qu'il est. Cette partie est une stèle majestueuse dressée en hommage à cet auteur qu'il critique fortement par ailleurs.

Seconde partie : le capitalisme peut-il survivre ? Tout libéral qu'il est, Schumpeter répond non à cette question. Ce qu'il affirme, c'est que le capitalisme est en voie d'être tué non pas en raison de ses contradictions mais par ses réussites mêmes.

Troisième partie : le socialisme peut-il fonctionner ? Schumpeter estime que le socialisme peut devenir immédiatement réalisable sous l'influence de la deuxième guerre mondiale.

Quatrième partie : socialisme et démocratie. Schumpeter examine cette question mais seulement sur le plan des principes.

Préface de 1946

Rien n'a été changé à la première édition si ce n'est l'adjonction d'un chapitre. Dans cette nouvelle préface, Schumpeter se défend de l'accusation d'avoir écrit un livre politique. Il se défend d'ailleurs d'avoir plaidé pour une solution collectiviste. Il a juste essayé de réfléchir - et de faire réfléchir - à ces questions en dehors des arguments familiers. Il refuse également l'accusation qui lui a été faite d'être « défaitiste ». Ce terme n'est pas applicable à un effort d'analyse, car « le compte-rendu qu'un navire est

en train de couler n'est pas défaitiste ». ¹⁰ Cela dit, rien n'empêche l'équipage de courir aux pompes. Nous savons tous que nous allons mourir un jour ou l'autre mais cela ne nous empêche pas de défendre chèrement notre vie.

Première Partie : La doctrine marxiste

Prologue

La pensée de Marx appartient aux grandes créations de l'esprit humain. Ces vingt dernières années, nous avons assisté, nous dit Schumpeter, à une résurrection remarquable du marxisme. En Russie Soviétique évidemment, mais également aux Etats-Unis.

Chapitre I : Marx le prophète

Le terme « prophète » n'est pas anodin. A bien des égards, le marxisme est une religion. A ses fidèles, il offre un système des fins dernières et un guide qui révèle le mal dont doit être délivrée l'humanité pour atteindre le paradis sur terre. Ceci explique le succès du marxisme. Une réussite purement scientifique –et même bien plus parfaite que ne l'est l'œuvre de Marx - n'aurait jamais conquis l'immortalité. Son arsenal de formules partisanses, ses phrases incandescentes, ses accusations passionnées, ses phrases vengeresses prêtes à être utilisées sur n'importe quelle tribune n'auraient pas non plus suffi à faire de Marx ce qu'il est. **La vérité, c'est que Marx est un prophète. Il a vécu en un temps où les réalisations bourgeoises étaient parvenues à leur zénith et la civilisation bourgeoise à son nadir.** Son message n'était pas, en soi, très en phase avec l'actualité intellectuelle. Comment expliquer qu'il toucha directement des millions de cœurs humains ?

Le point important, c'est que le message a été ordonné et exprimée sous une forme propre à le faire accepter par la mentalité positiviste de l'époque, mentalité essentiellement bourgeoise. **Cela peut sembler paradoxal mais le marxisme est essentiellement un produit de l'esprit bourgeois.** Avec un art insurpassé, il a réussi à articuler, d'une part, un discours de nature religieuse avec tout ce que cela comporte d'aspirations extra-rationnelles et, d'autre part, une démonstration obéissant aux canons du rationalisme et du matérialisme propres à une époque qui ne consentait à tolérer aucune croyance dépourvue d'attributs scientifiques ou pseudo-scientifiques. Un sermon n'aurait pas fait impression. A contrario, une sèche analyse du processus social n'aurait retenu l'intérêt que de quelques centaines de spécialistes. Mais **envelopper le sermon dans les formules de l'analyse, tel est le génie de Marx** qui lui a conquis l'allégeance passionnée de millions de personnes.

10 J. Schumpeter, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Payot, 1967 (1942), p.14

Il démontrait que les objectifs du socialisme seraient atteints avec certitude. Pour autant, Marx n'a jamais glorifié les ouvriers. Il était totalement immunisé contre cette tendance, si évidente chez ses successeurs, à lécher les bottes du travailleur. Par ailleurs, il était beaucoup trop civilisé pour tomber dans les mêmes travers que les socialistes vulgaires dénonçant le capitalisme, les socialistes incapables de reconnaître un temple quand il se dresse sous leurs yeux. **Marx admirait les accomplissements de la civilisation bourgeoise.** Un passage du Manifeste du Parti Communiste témoigne de la largeur d'esprit de Marx. C'est celui où figure un compte-rendu des achèvements du capitalisme qui fait quasiment figure de panégyrique. Schumpeter cite quelques paragraphes de **Karl Marx** :

« **La bourgeoisie a joué dans l'histoire un rôle éminemment révolutionnaire.** Partout où elle a conquis le pouvoir, **elle a foulé aux pieds les relations féodales**, patriarcales et idylliques. Elle a déchiré sans pitié la multiplicité colorée des liens féodaux qui attachaient l'homme à ses supérieurs naturels pour ne laisser subsister d'autre lien, entre l'homme et l'homme, que le froid intérêt, les dures exigences du «paiement au comptant»(...).

La bourgeoisie a révélé comment la brutale manifestation de la force au Moyen Age, si admirée de la réaction, trouvait son complément naturel dans la paresse la plus crasse. C'est elle qui, la première, a fait voir ce dont est capable l'activité humaine. **Elle a créé bien d'autres merveilles que les pyramides d'Égypte, les aqueducs romains, les cathédrales gothiques;** elle a conduit à bien d'autres expéditions que les grandes invasions et les croisades.

La bourgeoisie ne peut exister sans révolutionner constamment les instruments de production, ce qui veut dire les rapports de production, c'est-à-dire l'ensemble des rapports sociaux. Le maintien sans changement de l'ancien mode de production était, au contraire, pour toutes les classes industrielles antérieures, la condition première de leur existence. Ce bouleversement continu de la production, ce constant ébranlement de tout le système social, cette agitation et cette insécurité perpétuelles distinguent l'époque bourgeoise de toutes les précédentes. **Tous les rapports sociaux, figés et couverts de rouille, avec leur cortège de conceptions et d'idées antiques et vénérables, se dissolvent;** ceux qui les remplacent vieillissent avant d'avoir pu s'ossifier. (...)

Par l'exploitation du marché mondial, **la bourgeoisie donne un caractère cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays.** Au grand désespoir des réactionnaires, elle a enlevé à l'industrie sa base nationale. Les vieilles industries nationales ont été détruites et le sont encore chaque jour (...).

A la place de l'ancien isolement des provinces et des nations se suffisant à elles-mêmes, se développent des relations universelles, une interdépendance universelle des nations. Et ce qui est vrai de la production matérielle ne l'est pas moins des productions de l'esprit. **Les œuvres intellectuelles d'une nation deviennent la propriété commune de toutes.** L'étroitesse et

l'exclusivisme nationaux deviennent de jour en jour plus impossibles et de la multiplicité des littératures nationales et locales naît une littérature universelle.

Par le rapide perfectionnement des instruments de production et l'amélioration infinie des moyens de communication, **la bourgeoisie entraîne dans le courant de la civilisation jusqu'aux nations les plus barbares. (...). Elle a créé d'énormes cités**; elle a prodigieusement augmenté la population des villes par rapport à celle des campagnes, et par là, **elle a arraché une grande partie de la population à l'abrutissement de la vie des champs**. De même qu'elle a soumis la campagne à la ville, les pays barbares ou demi-barbares aux pays civilisés, elle a subordonné les peuples de paysans aux peuples de bourgeois, l'Orient à l'Occident (...).

En un siècle à peine de domination, la bourgeoisie a créé des forces productives plus nombreuses et plus colossales que l'avaient fait toutes les générations passées prises ensemble. La domestication des forces de la nature, les machines, l'application de la chimie à l'industrie et à l'agriculture, la navigation à vapeur, les chemins de fer, les télégraphes électriques, le défrichement de continents entiers, la régulation des fleuves, des populations entières jaillies du sol - quel siècle antérieur aurait soupçonné que de pareilles forces productives dorment au sein du travail social ? ».¹¹

Même quand il prononce la condamnation à mort du capitalisme, Karl Marx ne manque jamais de reconnaître sa nécessité historique.

Chapitre II : Marx le sociologue

Schumpeter est bien conscient du caractère sacrilège de sa démarche : il découpe en morceaux l'œuvre de Marx qui forme une unité. S'il le fait, c'est parce qu'il estime qu'il y a dans cette œuvre des vérités à extraire et que ces dernières restent valides même si le reste de l'œuvre est erroné. Schumpeter évacue d'abord la dimension philosophique de l'œuvre de Marx. Certes, Marx utilisait la phraséologie hégélienne et on constate d'évidentes analogies entre la forme de son argumentation et celle de l'argumentation hégélienne mais cela s'arrête là. Nulle part Marx ne trahit la science positive en faveur de la métaphysique.

Marx le sociologue disposait pour l'aider dans sa tâche d'une impressionnante érudition historique. Certes, sa connaissance des faits contemporains restera toujours un peu périmée car il était le plus livresque des hommes et les matériaux de base, par opposition avec ceux que fournissent les journaux, ne lui parvenaient qu'avec un temps de retard, mais cette érudition lui permettait d'embrasser les faits d'un seul coup d'œil. **Son « interprétation économique de l'histoire » reste un des plus grands accomplissements individuels en matière de sociologie.**

11 Karl Marx & Friedrich Engels, **Manifeste du Parti Communiste**, 1973 (1848), Livre de Poche, pp.8-12

L'interprétation économique de l'histoire ne signifie pas, pour Marx, que les hommes soient exclusivement mus, consciemment ou pas, par des motifs économiques. Les religions, les métaphysiques, les écoles artistiques, les conceptions éthiques, les volitions politiques ne sont pas réductibles à des motifs économiques ou dépourvues d'importance. **Marx désire juste mettre en lumière les conditions économiques qui modèlent ces données culturelles et par lesquelles s'expliquent leur croissance et leur déclin.** L'interprétation économique de l'histoire a fréquemment été baptisée interprétation « matérialiste » de l'histoire. Il a lui-même utilisé ce terme mais elle est entièrement vide de sens. Sa philosophie n'est pas davantage matérialiste que celle d'Hegel et sa théorie n'est pas plus matérialiste que tout autre effort visant à rendre compte de l'évolution historique.

Une importante contribution scientifique consiste dans son analyse de sa théorie des classes sociales. Curieusement, les économistes ont tardé à déceler le phénomène des classes sociales. Certes, ils ont de tout temps classé les catégories d'agents économiques. Mais ces dernières classes consistaient simplement à leurs yeux en groupes d'individus présentant quelques caractères communs (par exemple, les propriétaires, les ouvriers, etc.). Marx a fait entrer en scène cette notion avec sa célèbre théorie de la lutte des classes. Il a bien entendu amplifié et dramatisé le rôle des conflits sociaux mais si on s'en tient à une version édulcorée de cette idée, cette dernière s'avère aussi féconde que l'interprétation économique de l'histoire.

Quoi qu'il en soit, cette théorie des classes est paradoxalement restée incomplètement élaborée. Peut-être avait-il remis cette question à plus tard. Marx a proposé des applications à des cas particuliers (notamment dans son « Histoire des luttes sociales en France ») mais nous ne disposons que de digressions incidentes et d'aperçus disséminés dans « Le Capital » et le « Manifeste Communiste ».

L'idée fondamentale est néanmoins suffisamment claire. **Le facteur de stratification entre classes réside dans la propriété ou la non-propriété des moyens de production, tels que bâtiments d'usine, machines, matières premières et objets de consommation entrant dans le budget des travailleurs.** Nous sommes fondamentalement en présence de deux classes (et pas une de plus) :

- les **possédants** (celle des propriétaires, des capitalistes) ;
- les **non-possédants** (celle de tous ceux qui sont forcés de vendre leur force de travail pour vivre : la classe laborieuse, le prolétariat, etc.)

Marx ne conteste pas l'existence de classes intermédiaires (fermiers, artisans qui emploient de la main d'œuvre, professions libérales, employés, etc.) mais les traite comme des anomalies destinées à disparaître. Les deux classes fondamentales sont essentiellement antagonistes. **Cet antagonisme est fondé sur le contrôle des moyens de production.** La relation qui s'établit entre la classe capitaliste et le prolétariat est, nécessairement, une relation de lutte : la **guerre des classes**. Marx s'efforce de montrer qu'au cours de la guerre des classes, les capitalistes se détruisent

réciroquement et finiront pas détruire également le capitalisme. Il essaie également de montrer comment la propriété du capital conduit à une accumulation accrue.

Néanmoins, cette argumentation pose la **question de « l'accumulation initiale »**. **Comment les capitalistes sont-ils devenus capitalistes ?** Comment ont-ils acquis le stock de marchandises qui, selon la doctrine marxiste, leur était nécessaire pour commencer à exploiter les travailleurs ? **Il rejette dédaigneusement « le conte »** de ma Mère l'Oye (Kinderfibel) **d'après lequel certaines personnes, plutôt que d'autres, sont devenues et continuent chaque jour à devenir des capitalistes grâce à leur intelligence supérieure et à leur capacité de travail et d'épargne.**

La **meilleure méthode pour écarter une vérité gênante consiste à la tourner en dérision**. Cependant, dit Schumpeter, quiconque considère les faits historiques avec impartialité, constatera que dans neuf cas sur dix, l'intelligence et l'énergie dépassant la norme expliquent la fondation des positions industrielles. De plus, l'épargne a été et continue à être un élément important du progrès. Le gros de l'accumulation provient des profits et, par conséquent, présuppose des profits. C'est d'ailleurs pour cette véritable raison qu'il faut bien distinguer l'épargne de l'accumulation.

En effet, les **ressources nécessaires à la création d'une entreprise proviennent normalement des épargnes d'autrui**, c'est-à-dire des gens qui ont placé de l'argent à la banque. Ce sont de nombreuses petites cellules de ruche qui expliquent la formation du capital. **Néanmoins, il est vrai que les capitalistes épargnent également**. Ceci leur permet de se soustraire à la nécessité des routines quotidiennes imposées par le souci de gagner sa vie au jour le jour. Cela leur permet d'échafauder des projets à long terme, de réunir des concours, etc. Marx n'a pas tort quand il parle d'accumulation du capital – chose que les auteurs classiques n'avaient pas perçue – mais il en a exagéré la valeur et en a tiré des conclusions erronées.

Les sarcasmes de Marx ne seraient pas plus justifiés si la théorie classique était valable. D'ailleurs la théorie classique n'est pas aussi erronée que le prétend Marx. **L'épargne constituée par des économies personnelles** d'individus qui deviendront plus tard des capitalistes fut un procédé non négligeable d'accumulation initiale. Par ailleurs, beaucoup de fabriques des XVII^{ème} et XVIII^{ème} siècles étaient tout bonnement des **hangars qu'un homme seul pouvait construire de ses mains** et dont l'exploitation ne nécessitait qu'un équipement fort rudimentaire. Néanmoins, ces sarcasmes ont accompli leur tâche et **ont permis à Marx d'imposer sa théorie alternative de l'accumulation initiale : force, brigandage, asservissement des masses facilitant leur spoliation, les produits de ces pillages facilitant à leur tour l'asservissement, etc.** Bref une théorie cadrant avec toutes les idées admises de nos jours par les intellectuels de tout poil.

Mais comment - si l'on prend la théorie de Marx au sérieux - ces personnes ont-elles acquis le pouvoir d'asservir et de dépouiller ? Le caractère historique de toutes les grandes théories de Marx offre l'apparence d'une solution. **Aux yeux de Marx, il est essentiel**, du point de vue de la logique du capitalisme **que ledit capitalisme**

soit issu de l'état social de la féodalité. L'asservissement et l'exploitation des masses étaient déjà un fait accompli sous la féodalité. **Les seigneurs féodaux se seraient transformés en industriels.**

Il est vrai, admet Schumpeter, que les données historiques prêtent un certain appui à cette thèse. Beaucoup de seigneurs féodaux, notamment en Allemagne, établirent et dirigèrent effectivement des fabriques, en tirant de leurs rentes féodales les ressources financières nécessaires et en faisant travailler la population agricole. Néanmoins, avant de discuter sur le fond de cette thèse, Schumpeter fait d'abord remarquer que ce n'est pas la simple possession de biens volés qui permet de réussir dans les affaires. A supposer que la théorie du brigandage soit correcte et attestée partout (Schumpeter ne nie pas que le brigandage a pu jouer un rôle historiquement), encore fallait-il que ce « brigandage heureux » soit fondé sur la supériorité intellectuelle personnelle de certains pillards. C'est là un élément étranger à la théorie marxiste car **Marx explique la stratification sociale uniquement par la seule détention de ce capital initial.** Expliquer la position sociale de quelqu'un par le simple fait qu'il la doit à la détention d'une propriété est aussi peu rationnel que de définir un soldat comme un homme ayant, par chance, un fusil.

Par ailleurs - et ce point est plus fondamental - la théorie est viciée d'un point de vue logique. **Passé encore que le brigandage explique le lancement initial mais comment expliquer l'investissement ultérieur ?** Comme la plupart des méthodes d'accumulation initiale valent également pour l'accumulation ultérieure - l'accumulation primitive, en tant que telle, se poursuivant à travers toute l'ère capitaliste - il n'est pas possible de soutenir que la théorie marxiste des classes sociales soit satisfaisante, sinon pour expliquer les difficultés relatives au processus d'un passé lointain.

La notion d'une cloison étanche entre les gens qui (avec leurs descendants) seraient une fois pour toutes des **capitalistes et les autres** qui (avec leurs descendants) seraient **une fois pour toutes des prolétaires** est à la fois **dépourvue de réalisme et ignorante du phénomène d'ascension et de décadence continues des familles individuelles**, accédant aux couches supérieures ou en étant exclues.

Quel rôle joue cette théorie des classes dans le système de Marx ? C'est d'abord une théorie indissociable de celle de **l'interprétation économique de l'histoire.** Toutes les deux déterminent la structure sociale et, à travers cette dernière, toutes les manifestations de la civilisation et toute l'évolution de l'histoire politique et culturelle. Ensuite, **Marx définit le capitalisme en utilisant la ligne même de démarcation qui lui sert à définir sa division des classes.** Une telle façon de procéder n'était ni nécessaire ni naturelle. Marx a associé le destin du phénomène des classes au destin du capitalisme. Pour ce faire, il était obligé de se tenir à une théorie des classes reposant sur un antagonisme fondamental entre deux classes. Il a ainsi négligé ou minimisé tous les autres principes de division dont ceux (talent, travail, épargne, intelligence, etc.) qui étaient beaucoup plus plausibles. Cette insistance excessive sur la rigidité et l'épaisseur de la ligne de démarcation séparant la classe capitaliste et le prolétariat a encore été aggravée par l'insistance excessive sur l'antagonisme opposant ces deux classes.

En réalité, pour tout esprit non obnubilé par la récitation du chapelet marxiste, il est évident que la relation normale entre les classes est fondée sur la coopération et que toute théorie contraire ne peut qu'être fondée sur des cas pathologiques. Mais Marx n'avait pas le choix car il voulait aboutir à des conclusions révolutionnaires.

Chapitre III : Marx l'économiste

En économie, Marx a eu un maître, David Ricardo (1772-1823). Non seulement, les thèses de cet économiste ont également servi de point de départ à ses argumentations, mais il a appris de ce dernier l'art de construire une théorie. Une autre influence importante sur la pensée économique de Marx est François Quesnay (1694-1774) dont il tira sa conception fondamentale du processus économique.

Marx a fait de la théorie de la valeur de Ricardo la pierre angulaire de sa propre construction théorique. Ricardo, comme Marx, énonçait que la valeur de chaque marchandise est proportionnelle à la quantité de travail incorporée dans cette marchandise, pourvu que ce travail ait été effectué conformément aux normes existantes de l'efficacité productive (« quantité de travail socialement nécessaire »). Cette quantité est mesurée en heures de travail.

Cette théorie de la valeur n'est pas satisfaisante, estime Schumpeter. Il ne veut pas discuter ici de la question de savoir si le travail est la véritable « source » ou « cause » de la valeur économique. Cela, c'est une question philosophique et même éthique (des philosophes sociaux ont tenté d'en inférer des droits éthiques à faire valoir sur le produit).

Schumpeter, lui, désire se cantonner à l'économie politique en tant que science positive et pense qu'il est plus important de **se demander si cette théorie de la valeur-travail joue son rôle d'instrument analytique. Non, répond Schumpeter : elle joue très mal ce rôle.** Pourquoi ? En premier lieu, ladite théorie n'est aucunement applicable, sinon dans le cas de la concurrence parfaite. En second lieu, même dans ce cas-là, elle ne cadre jamais facilement avec les faits, à moins que le travail ne soit le seul facteur de production et qu'il soit parfaitement homogène. Si l'une de ces deux conditions n'est pas remplie, il faut alors introduire des hypothèses supplémentaires et les difficultés analytiques augmentent dans une mesure telle qu'il devient impossible de les surmonter. **La théorie qui a remplacé la théorie ricardienne, à savoir la théorie de l'utilité marginale, peut être tenue pour supérieure** à de nombreux égards (elle peut s'appliquer, d'une part, aussi bien aux monopoles qu'à la situation de concurrence parfaite et, d'autre part, à l'intervention des autres facteurs de production ainsi qu'à celle des mains-d'œuvre extrêmement variées aux points de vue nature et qualité).

Marx a remplacé à bon escient la distinction de Ricardo entre « capital fixe » et « capital circulant » par une distinction entre « capital constant » et « capital variable » (salaires). Aux notions rudimentaires de Ricardo concernant la durée du processus de

production il a substitué le concept beaucoup plus rigoureux de la « structure organique du capital », laquelle repose sur cette distinction capital constant/capital variable.

Sa trouvaille, c'est la **théorie de l'exploitation**. Cela a assurément immensément alimenté sa popularité. Les théoriciens qui l'avaient précédé n'avaient pas réussi à démontrer en quoi consistait cette prétendue exploitation qu'ils dénonçaient par ailleurs. Ce que Marx a voulu démontrer, c'est que **l'exploitation ne résultait pas, occasionnellement et accidentellement, de telle ou telle situation spécifique, mais qu'elle dérivait, inévitablement et tout à fait indépendamment de toute volonté individuelle, de la logique profonde du système capitaliste.**

Le cerveau, les muscles, les nerfs d'un travailleur constituent, en eux-mêmes, un « stock » de travail potentiel. Ce stock est une sorte de « substance » qui existe en quantité définie et qui, dans une société capitaliste, constitue une marchandise comme une autre. Le point de vue de Marx, c'est qu'il n'existe **pas de différence essentielle** (bien qu'il existe nombre de différences secondaires) **entre le contrat de travail et l'achat d'un esclave.**

Tout travail doit obtenir un salaire proportionnel au nombre d'heures ouvrées. Quel est ce nombre d'heures ouvrées entrant dans la production du stock de travail potentiel emmagasiné sous la peau d'un travailleur ? **Le nombre d'heures qui ont été et sont effectivement ouvrées pour élever, nourrir, vêtir et loger l'ouvrier.** Ce nombre constitue la valeur du stock de travail potentiel. Si l'ouvrier vend une fraction dudit stock, il reçoit un salaire correspondant à la valeur-travail de ces fractions. De la même façon que l'esclavagiste recevait, en vendant l'esclave, un prix proportionnel au nombre total d'heures ouvrées consacrées à l'élevage et l'entretien du sujet, l'ouvrier reçoit pour lui-même un prix déterminé de la même manière.

Notons ici que, **contrairement à une présentation déformée - et très courante - qui est faite de ses idées, Marx ne prétend pas que le travailleur est contraint d'accepter les conditions** qui lui sont imposées. Les choses ne se passent pas aussi simplement : **l'ouvrier obtient la pleine valeur de son potentiel de travail.** La démonstration est différente : une fois que les capitalistes ont acquis ce stock de services potentiels, **ils sont en mesure de faire travailler l'ouvrier davantage d'heures qu'il ne serait nécessaire pour produire un tel stock de services potentiels.** Ils peuvent donc prélever, dans ce sens, davantage d'heures effectives de travail qu'ils n'en ont payé. Comme les produits sont également vendus à un prix proportionnel au nombre d'heures ouvrées consacrées à leur production, il existe une différence entre les deux valeurs. Cette différence, attribuée au capitaliste a pour nom «**plus value**».

En réalité, **il est facile, écrit Schumpeter, de prouver que la doctrine de la plus-value est insoutenable à partir des hypothèses mêmes de Marx.** La théorie de la valeur fondée sur le travail - à supposer même qu'elle soit valable pour toute autre marchandise - ne peut jamais être appliquée à la « marchandise » travail. Pourquoi ? Car cela impliquerait que les ouvriers puissent, comme les machines, être produits sur base de calculs rationnels de prix de revient. Comme ce n'est pas le cas, Marx

échoue à démontrer que la valeur de l'énergie laborieuse doit être proportionnelle au nombre d'heures ouvrées appliquées à sa production. Par ailleurs, on peut démontrer qu'un équilibre de concurrence parfaite ne saurait exister dans une situation telle que tous les employeurs-capitalistes réalisent des profits d'exploitation. En effet, en pareille situation, ces employeurs s'efforceraient individuellement de développer leur production et ces efforts, dans leur ensemble, tendraient inévitablement à faire monter les salaires et à ramener à zéro les profits de cette nature.

Schumpeter examine alors encore deux théories économiques célèbres de Karl Marx : la « **théorie de la paupérisation** » et la « **théorie du cycle économique** » élaborées par lui et Engels. Dans le premier cas, l'analyse et la prévision marxiste aboutissent à un échec lamentable. Par contre, elles se manifestent à son **avantage** dans le second.

La « **théorie de la paupérisation** » repose sur l'idée que, au cours de l'évolution, **les taux de salaires réels et le niveau d'existence des masses étaient voués à décroître**, dans le cas des catégories les mieux rémunérées, ou à ne pas s'améliorer, dans le cas des catégories les moins payées. Une telle détérioration surviendra, prédit Marx, non pas sous l'influence de circonstances accidentelles ou externes mais en raison de la logique même du processus capitaliste.

Cette prédiction fut, comme on le sait, singulièrement malencontreuse car elle fut largement invalidée par la suite des événements. Les marxistes ont accompli beaucoup d'acrobaties interprétatives pour tenter de sauver cette théorie. Ils expliquèrent par exemple que cette théorie se rapportait non pas aux salaires réels mais à la part relative des revenus du travail par rapport au revenu national total. Cela contredit la pensée de Marx. Une autre issue pour sauver la théorie fut d'expliquer que **cette tendance inhérente au système capitaliste avait été inhibée en raison de l'expansion coloniale** ou, plus généralement, par l'ouverture de nouvelles contrées au cours du XIX^{ème} siècle, ce qui, selon ces interprètes, aurait valu un temps de répit aux victimes de l'exploitation dans les pays coloniaux. Schumpeter reviendra sur cette théorie dans le chapitre suivant.

Quoiqu'il en soit, cette intuition de Marx repose elle-même sur une base analytique défectueuse. En effet, le fondement de la théorie de la paupérisation est fourni par la **théorie de « l'armée de réserve industrielle »**, c'est-à-dire la théorie thématissant l'existence, sur le marché de l'emploi, d'un large contingent de personnes à la recherche d'un emploi. L'usage du mot « armée » fait référence au travailleur conscrit et enrégimenté sur le lieu de travail dans une hiérarchie sous le commandement ou l'autorité des détenteurs du capital. Selon Marx, le chômage trouvait sa cause dans la mécanisation des processus de production.

En effet, cette théorie de « l'armée de réserve » était à son tour fondée sur la doctrine exposée par Ricardo dans son chapitre consacré au « machinisme ». Or, nous dit Schumpeter, cette théorie de Ricardo était plus une hypothèse qu'une théorie. Elle est formulée, comme souvent chez cet auteur, comme un « cas imaginaire renforcé ». Ricardo affirmait lui-même que son raisonnement reposait sur une

possibilité, au demeurant assez vraisemblable, mais il affirmait aussi que les choses pouvaient tourner différemment. Pourtant, Marx a toujours défendu cette théorie de son maître avec l'énergie du désespoir. Il faut dire que Marx avait absolument besoin de cette théorie de l'armée de réserve (et donc de la doctrine du machinisme qui la fonde) car cette théorie était le rouage qui lui manquait pour fonder sa théorie de l'exploitation.

Schumpeter en vient alors à l'examen de la « **théorie des cycles économiques** ». C'est là une chose assez compliquée, car **Marx n'a construit aucune théorie simple des cycles économiques**. Il en parle dans des douzaines de passages, pour la plupart occasionnels, dispersés dans ses écrits. D'une part, Marx met en relief la puissance extraordinaire avec laquelle le capitalisme développe la capacité de production. D'autre part, il souligne inlassablement la misère croissante des masses. Il en déduit naturellement que les crises ou dépressions tiennent au fait que les masses exploitées ne peuvent pas acquérir les objets que l'appareil productif constamment accru produit ou est prêt à produire et que, pour cette raison, le taux de profit fléchit jusqu'au niveau de banqueroute. Il s'agirait donc d'une théorie, assez banale, de la sous-consommation ou de la surproduction.

Il n'y a pas réellement, chez Marx, d'explication fondamentale à cette théorie des cycles. On retrouve, certes, des « lois » de l'évolution économique (l'accumulation du capital, la mécanisation, une chaîne logique aboutissant à la catastrophe du système capitaliste, etc.) mais aucune véritable théorie aboutie. Néanmoins, le simple fait d'avoir perçu l'existence de mouvements cycliques constituait pour l'époque un grand accomplissement. D'autres l'avaient fait avant lui mais leur attention était restée centrée essentiellement sur les effondrements spectaculaires auxquels a été donnée l'appellation de « crises ». Marx est le premier économiste qui ait anticipé sur l'œuvre de Clément Juglar. Il fut le premier à donner des durées à ces cycles sur les causes desquels il s'interrogeait.

Par ailleurs, quand Marx parle de « crise », il utilise le mot dans le sens habituel de l'époque (la crise de 1823, celle de 1847, etc.). Mais il en parle aussi dans un sens différent pour désigner les événements qui émaillent le processus funeste qui mènera à l'explosion du capitalisme. Ces « crises récurrentes » sont autant de « répétitions » de la catastrophe finale. **Cette thèse selon laquelle l'évolution capitaliste aboutira à faire éclater les institutions de la société capitaliste offre un exemple de combinaison, chez Marx, d'un « non sequitur »** (c'est-à-dire une erreur de raisonnement consistant dans le fait que la conclusion ne peut être déduite des prémisses) **avec une intuition profonde qui aide l'auteur à sauver sa conclusion.** Elle est fondée sur la thèse de l'aggravation du paupérisme et de l'oppression qui doivent pousser les masses à la révolte. C'est, on l'a vu, une erreur. Néanmoins, Schumpeter estime, comme on le verra, que Karl Marx a raison de prédire que l'évolution capitaliste finira par détruire les fondements de la société capitaliste.

De cet examen fort sommaire des principales idées économiques de Marx, Schumpeter conclut qu'**on ne saurait reconnaître à Marx le mérite d'une entière réussite dans**

ce domaine mais on ne saurait davantage parler d'un échec complet. Son appareil analytique était inadéquat. Il a émis un grand nombre de conclusions ne dérivant pas de prémisses ou qui se sont révélées complètement erronées. Enfin, il a commis plusieurs erreurs dont la correction invalide plusieurs déductions. Néanmoins, ses critiques – souvent excellents économistes – n'ont pas toujours été dans le vrai et il faut reconnaître à Marx ses contributions – tant positives que négatives – à un grand nombre de problèmes spécifiques (les cycles économiques, la théorie de la structure des capitaux physiques, etc.).

La théorie économique de Marx ne parvient pas à étayer son échafaudage sociologique mais, tout en échouant, Marx n'en a pas moins fixé un but et défini une méthode.

Chapitre IV : Marx le Professeur

Marx a réussi à faire la synthèse de ses différentes théories sociologiques et économiques en les unifiant en un tout qui propose de révéler à ses contemporains **le sens profond de tous les phénomènes passés et présents** : guerres napoléoniennes, guerre de Crimée, frondes françaises, révolution française, révolutions de 1830 et de 1848, le libre-échange britannique, le mouvement ouvrier, l'expansion coloniale, les réformes institutionnelles, etc. Par ailleurs, il analyse la politique de manière telle qu'elle cesse d'être un facteur indépendant. Il affirme que la politique est elle-même déterminée par la structure et la conjoncture du système économique.

On comprend la fascination que cette synthèse a pu exercer, en particulier sur les jeunes et les intellectuels du monde journalistique. Marx a distingué plus nettement qu'un autre écrivain de son temps non seulement l'avènement de la grande entreprise mais encore certaines caractéristiques de l'état des choses subséquent. **Néanmoins, Marx s'est aussi beaucoup trompé dans ses pronostics.** Dans le chapitre précédent, nous avons déjà vu l'échec patent de certaines prédictions, notamment celle de la paupérisation progressive des masses. Par ailleurs, l'expérience 1929-1939 semblait, dans un premier temps, donner raison à Marx. Cependant, aucune donnée de faits n'est venue justifier un diagnostic spécifiquement marxiste. Nous ne sommes pas en présence d'une mutation structurelle du processus capitaliste. Tous les phénomènes observés (chômage exceptionnel, disparition des opportunités d'investissement, contraction des valeurs nominales, pertes, etc.) rentrent dans **le modèle bien connu des périodes de dépression prédominante** telles que celles survenues de 1870 à 1890.

Afin d'illustrer à la fois les mérites et les tares de la synthèse marxiste, Schumpeter va examiner deux de ses théories : la théorie marxiste de l'impérialisme et celle de l'autodestruction du capitalisme.

Schumpeter examine en premier lieu la **théorie marxiste de l'impérialisme**. Ses racines plongent dans l'œuvre de Marx mais elle fut élaborée par ses épigones, l'école néo-marxiste, qui a fleuri durant les vingt premières années du XX^{ème} siècle.

Sous peine de disparaître, les capitalistes doivent perpétuellement rétablir les profits qui sont constamment éliminés par le fonctionnement même du système. Cela les pousse à déployer des efforts incessants pour accumuler du capital. Or, **l'accumulation constitue un remède à double tranchant** car, si elle améliore provisoirement le sort du capitaliste individuel, elle se traduit en fin de compte par une aggravation de la situation générale. Cédant à la pression du taux décroissant des profits (décroissant parce que, d'une part, les salaires tendent à monter et les heures de travail à diminuer et, d'autre part, parce que le capital constant augmente plus fortement que le capital variable), **le capital cherche des débouchés dans les pays où il existe encore de la main d'œuvre susceptible d'être exploitée à merci et où le processus de mécanisation n'est pas très avancé.**

On assiste alors à une **exportation du capital vers les pays non développés** (fournitures de biens d'équipement ou de marchandises de consommation employées pour acquérir de la main d'œuvre). Il s'agit également d'exportations de capitaux au sens usuel car les marchandises exportées ne sont pas payées - du moins pas immédiatement - par des produits, services ou monnaie fournis par le pays importateur. Ces exportations conduisent à la **colonisation des pays non développés pour protéger les investissements** contre les réactions hostiles du milieu indigène et contre la concurrence des autres nations capitalistes.

Par ailleurs, précise Marx, **la colonisation doit se réaliser pendant les derniers stades de l'évolution capitaliste. L'impérialisme est le dernier stade de cette évolution.**

Cette théorie offre un **bon exemple de la façon de la méthode marxiste pour résoudre les problèmes en renforçant, chemin faisant, son prestige.** Toute l'argumentation se déroule avec une admirable aisance à partir de deux prémisses fondamentales solidement encastrées dans les fondations du système : la théorie des classes et la théorie de l'accumulation.

A première vue, la théorie paraît s'ajuster passablement bien à certains cas, dont les plus importants nous sont offerts par les conquêtes tropicales des Anglais et des Hollandais. **Par contre, elle ne convient nullement à d'autres cas tels que la colonisation de la Nouvelle Angleterre** (qui devait devenir le cœur politique, économique et culturel des Etats-Unis). **D'ailleurs, même dans les premiers cas, cette théorie marxiste de l'impérialisme ne donne pas une explication satisfaisante :** selon Marx, l'expansion coloniale serait provoquée en vertu de l'accumulation sur le taux de profit et illustrerait un capitalisme sinon décadent du moins parvenu à sa pleine maturité. Or **l'époque héroïque des aventures coloniales a précisément coïncidé avec celle du capitalisme primitif,** à peine formé, à un stade où l'accumulation avait à peine commencé.

L'autre pilier de la théorie - la lutte des classes - est tout aussi fragile. Le colonialisme est plutôt **une des expressions les plus remarquables de la coopération des classes.** Le colonialisme a été orienté tout autant vers l'accroissement des salaires que vers le gonflement des profits et, quand on regarde les choses à long terme, **il**

a certainement favorisé davantage les prolétaires que les capitalistes (en partie grâce à l'exploitation de la main d'œuvre indigène).

En fait, les **grandes entreprises**- ou la haute finance, des Fugger aux Morgan - ont exercé **très peu d'influence sur la politique étrangère** et, dans presque tous les cas où la grosse industrie, en tant que telle, ou les intérêts bancaires, en tant que tels, ont eu l'occasion d'intervenir, leur dilettantisme naïf a abouti à des fiascos.

En ce qui concerne la **tendance à l'autodestruction**, Schumpeter a déjà répondu à cette question : Marx n'a pas valablement démontré la doctrine selon laquelle l'économie capitaliste serait inévitablement condamnée à se disloquer pour des raisons purement économiques.

L'ordre socialiste ne se réalisera en aucun cas automatiquement. Même si l'évolution capitaliste engendrait, selon les modalités les plus marxistes, toutes les conditions d'un tel régime, une intervention distincte n'en serait pas moins nécessaire pour le mettre en selle. Schumpeter aborde alors la question classique, celle qui divise les disciples du maître : révolution ou évolution ? Selon lui, quiconque est familier de la pensée de Marx peut déduire que, pour Marx, l'évolution était mère du socialisme. La révolution marxiste consiste essentiellement dans un phénomène mûri dans la plénitude du temps.

Seconde partie : Le Capitalisme peut-il survivre ?

Prologue

« Le capitalisme peut-il survivre ? Non, je ne crois pas qu'il le peut ». Mais cette opinion personnelle, dit Schumpeter, est en soi « complètement dépourvue d'intérêt ». Ce que peut faire le scientifique, c'est une analyse rigoureuse de la situation. Une analyse peut pointer des tendances mais n'a jamais une valeur prophétique. Il existe quantité de variables qui ôtent toute certitude aux pronostics. Cela dit, certaines déductions peuvent être tirées de ce tableau non pas avec une certitude euclidienne mais avec un très grand degré de probabilité.

« Dernière remarque liminaire : **la thèse que je vais m'efforcer d'établir consiste à soutenir que les performances réalisées et réalisables par le système capitaliste sont telles qu'elles permettent d'écarter l'hypothèse d'une rupture de ce système sous le poids de son échec économique, mais que le succès même du capitalisme mine les institutions sociales qui le protègent et crée « inévitablement » des conditions dans lesquelles il ne lui sera pas possible de survivre et qui désignent nettement le socialisme comme son héritier présomptif.** Par conséquent, ma conclusion finale (mais pas l'argumentation qui m'y a conduit) ne diffère pas de celle à laquelle parviennent la plupart des auteurs socialistes et, notamment, tous les marxistes.

Cependant, il n'est pas nécessaire d'être un socialiste pour s'y rallier. Un pronostic n'implique aucun jugement de valeur relatif à la série d'événements prévue. Si un médecin prédit que son client va mourir sur l'heure, ceci ne veut pas dire qu'il souhaite ce décès. On peut détester le socialisme ou, à tout le moins, l'observer d'un œil froidement critique et, néanmoins, prévoir son avènement ».¹²

Chapitre V : Le taux de croissance de la production totale

Dans le climat de détestation actuel qui entoure le capitalisme, il est difficile pour les non spécialistes de se faire une opinion personnelle de ses performances économiques et culturelles. **Quelles que soient ses préférences politiques, tout écrivain ou orateur s'empresse de se conformer à ce code d'étiquette et d'affirmer son attitude critique**, son refus de toute « complaisance », sa croyance à l'insuffisance des accompagnements **capitalistes**, son aversion à l'égard de tous les capitalistes et sa sympathie pour les intérêts anticapitalistes. Les vérités les plus évidentes sont récusées *a limine* et les contrevérités les plus grossières sont affirmées et applaudies.

Un premier critère des réalisations économiques est fourni par la production globale, c'est-à-dire par le total des marchandises et services fournis par unité de temps. **Schumpeter évalue à 2% le taux annuel d'accroissement.** Telle est la grandeur de la performance accomplie par le régime capitaliste. La crise qui s'est développée entre le dernier trimestre 1929 et le troisième trimestre 1932 ne prouve pas qu'une rupture spéciale ait affecté le mécanisme moteur de la production capitaliste, étant donné que des crises d'une sévérité analogue sont survenues à plusieurs reprises, approximativement tous les cinquante ans. Les mesures du New Deal ne sont, à la longue, pas compatibles avec le fonctionnement efficace du régime de l'initiative privée. L'efficacité de ce programme du New Deal pose question car, affirme Schumpeter, il est impossible d'expliquer pourquoi les Etats-Unis, qui disposaient des meilleurs atouts de récupération rapide, furent précisément le pays où la reprise fut la moins satisfaisante.

Si cet accroissement se poursuit au même rythme, le volume de production en 1978 (50 ans après 1928) sera 2,7 fois plus élevé que celui de 1928 et le revenu moyen par tête, compte tenu de l'évolution démographique, doublera (passant de 650 \$ à 1300 \$). Si, à partir de 1928, le capitalisme renouvelait cette performance durant un demi-siècle, il éliminerait du même coup, à l'égard des couches de la population les plus déshéritées, tous les symptômes de la pauvreté. Par ailleurs, cette évolution du pouvoir d'achat ne tient pas compte non plus des nouveaux biens de consommation apparus dans l'entretemps, qu'on appelle les « loisirs volontaires ». Par ailleurs, on ne tient pas compte, avec ce chiffre, des améliorations en qualité de ces biens (une automobile de 1900 n'est pas la même chose qu'une automobile de 1940). Par ailleurs le rendement économique des matières premières (un lingot d'acier, une tonne de charbon, etc.) a été multiplié de plusieurs unités au fil des décennies. Peu de recherches ont été orientées dans cette voie mais ce phénomène et ceux précédemment énumérés

12 J. Schumpeter, **Capitalisme, socialisme et démocratie**, Payot, 1967 (1942), p.14

permettent de penser que cet indice est bien supérieur à 2,7, ce qui donne à ce chiffre une marge de sécurité.

Par ailleurs, ce qui n'est pas non plus mesuré par ces chiffres, ce sont les progrès au point de vue de la dignité ou de l'intensité ou de l'agrément de la vie humaine. C'est le principal. C'est là le critère décisif, le fruit de la production capitaliste. Si elle ne contribuait pas à ce bien-être, la production ne mériterait guère d'être étudiée en elle-même.

Tenons-nous en, cependant, à 2%, dit Schumpeter. Un autre point important, c'est qu'une proportion croissante du pouvoir d'achat des masses est consacrée à acquérir des services personnels et des marchandises confectionnées à la main. Ce qui a changé fondamentalement depuis le Moyen Age, ce n'est pas tant le confort des riches (encore que Louis XIV aurait été enchanté de bénéficier des prothèses dentaires aujourd'hui à la portée de tous) mais celui des masses. La reine Elizabeth possédait des bas de soie. Ils sont désormais à la portée d'une ouvrière d'usine.

Dans les sociétés capitalistes, l'évolution économique progresse par vagues. Chaque fois, une nouvelle révolution industrielle provoque un saut qui est suivi d'une période d'assimilation. De telles révolutions remodelent périodiquement la structure existante de l'industrie, en introduisant de nouvelles méthodes de production (l'usine mécanisée, l'usine électrifiée, la synthèse chimique, et ainsi de suite), de nouveaux biens (les services ferroviaires, les automobiles, les appareils électriques, etc.), de nouvelles formes d'organisation (les fusions de sociétés), de nouvelles sources d'approvisionnement (laine de la Plata, coton d'Amérique, cuivre du Katanga), de nouvelles routes commerciales et de nouveaux marchés pour les achats et pour les ventes.

Ce processus de mutation imprime l'élan fondamental qui donne leur ton aux affaires. La prospérité est prédominante lorsque ces nouveautés sont mises en œuvre mais **ces phases d'ascension sont suivies, quand elles s'achèvent et que leurs fruits commencent à affluer, par une période de « dépression » où l'on assiste à l'élimination des éléments périmés** de la structure économique. Ainsi se succèdent des périodes prolongées de gonflement et de dégonflement des prix, des taux d'intérêt et de l'emploi, et ainsi de suite, ces phénomènes constituant autant de pièces du mécanisme de rajeunissement récurrent de l'appareil de production.

Même si elles provoquent des troubles, des pertes et du chômage, ces révolutions sont suivies par une avalanche de biens de consommation. Ces biens accroissent le pouvoir d'achat du dollar-salaire plus que celui de n'importe quel autre dollar. En dépit de ses vicissitudes, l'évolution capitaliste améliore progressivement le niveau de vie des masses.

Et ce n'est pas encore tout. Il serait incomplet - et incidemment anti-marxiste - de s'en tenir à la seule production matérielle : le régime capitaliste rend possible certains **aspects du progrès social**. On célèbre beaucoup la lutte pour la législation sociale et sa conquête. Mais on oublie deux faits : en premier lieu, une partie de cette législation est conditionnée par une réussite capitaliste préalable (la création de richesses due à l'initiative capitaliste) et, en second lieu, beaucoup de mesures développées et généralisées par la législation sociale ont été auparavant amorcées par l'action de la classe capitaliste elle-même.

Si le système capitaliste pouvait poursuivre sa course comme il l'a fait depuis soixante ans, toutes les demandes, revendications, vœux des réformateurs sociaux, syndicalistes et autres utopistes pourraient recevoir satisfaction ou être accomplis sans que le fonctionnement du système capitaliste en soit appréciablement troublé.

Mais Schumpeter ne pense pas que le chômage soit un des maux que l'évolution capitaliste pourrait finir par éliminer d'elle-même. On peut expliquer le chômage qui a précédé 1930 (et, davantage encore, celui qui a sévi de 1930 à 1940) par des raisons qui n'ont rien de commun avec une tendance séculaire, par des raisons qui tiendraient à des causes inhérentes au mécanisme même du capitalisme. Certes, il y a ces phases de dépression mais cela c'est du chômage temporaire. Non, les causes de ce chômage anormalement élevé durant ces périodes sont distinctes du capitalisme : conséquences de la première guerre, dislocation des échanges extérieurs, innovations institutionnelles, politiques fiscales, etc.

Durable ou temporaire, le chômage est et a toujours été un fléau. Néanmoins, le capitalisme permet désormais de financer les chômeurs, ce qui fait perdre au chômage sa dimension d'effroi. De même ont disparu le travail des enfants, la journée de seize heures, la chambre habitée par cinq personnes, etc. On peut aussi porter au crédit du capitalisme la protection des vieillards, des malades, l'éducation, l'hygiène, etc. Un nombre croissant de marchandises sont appelées à devenir pratiquement disponibles jusqu'à satiété. **A condition évidemment que le capitalisme continue sa course sans entraves...**

Chapitre VI : Plausibilité du capitalisme

Peut-on, demande Schumpeter, extrapoler, comme il l'a fait au chapitre précédent, que le taux d'accroissement enregistré ces soixante dernières années restera analogue dans les cinquante années qui viennent ? N'est-ce pas un crime de lèse-statistique ? Avant d'être en mesure de discuter des chances qu'a le capitalisme de renouveler ses performances, il faut **se demander s'il y a bien une relation de cause à effet entre le mécanisme capitaliste et les performances économiques** et culturelles dont Schumpeter a parlé dans le chapitre précédent. Pour admettre qu'il y a plus qu'une coïncidence, il faut examiner trois choses :

- existe-t-il une **relation logique entre l'ordre capitaliste et le taux observé d'accroissement de la production** ?
- si cette relation est attestée, peut-on prouver que **le taux d'accroissement a été motivé par elle et non par des conditions particulièrement défavorables, extrinsèques au capitalisme** ?
- existe-t-il des raisons de penser que la **machine capitaliste soit, au cours des cinquante années à venir, hors d'état de fonctionner comme elle l'a fait jusqu'à présent** ?

Premièrement, on dispose d'un ensemble considérable de données statistiques exprimant un **taux de « progrès » admiré même par des esprits très critiques**. Il y a bel et bien un lien incontestable entre le système capitaliste et l'accroissement de la production.

A la différence de la classe des seigneurs féodaux, **la bourgeoisie industrielle et commerçante a grandi par son succès dans les affaires**. Cette société a été coulée dans un moule purement économique. Ses fondations, ses poutres, ses lanternes sont toutes composées de matériaux économiques. Ce système donne suite avec une rapidité inexorable aux promesses de richesses et aux menaces de ruine qui sanctionnent ses règles de conduite. Ces promesses sont assez fortes pour attirer dans les affaires la grande majorité des intelligences exceptionnelles. **Les récompenses ne sont pas distribuées à l'aveuglette mais cette réussite présuppose une part de chance**. Tout homme d'affaire persévère inlassablement dans l'espoir de décrocher le gros lot. L'incompétence est sanctionnée mais la faillite menace également et même engloutit plus d'un homme capable. **Ce risque immanent tient en haleine tous les entrepreneurs et confère ainsi au système une efficacité** beaucoup plus grande que ne le ferait un système de pénalités plus égalitaire et plus « juste ».

Cet appareil social sélectionne ipso facto les individus et les familles appelés à accéder à cette classe ou à en être exclus. Il a donc à la fois une **fonction de sélection et d'impulsion**. Normalement, les méthodes de sélection sociale - à la différence de la sélection biologique - ne garantissent nullement le rendement des individus sélectionnés. C'est même l'un des problèmes cruciaux de l'organisation socialiste. **En revanche, dans le système capitaliste, accéder à une position et réussir dans cette position sont synonymes**.

Deuxièmement, posons-nous la question: cette performance est-elle au service du bien-être ou exclusivement du profit ? Sert-elle à améliorer la consommation ou uniquement à faire de l'argent? L'opinion que le capitalisme est uniquement au service du profit n'est pas partagée par la classe bourgeoise mais a toujours été partagée par le peuple et a été parfois défendue parfois combattue par les économistes.

Les économistes classiques (Smith, Ricardo, Malthus, Stuart Mill, etc.) étaient parfaitement unanimes sur le fait que dans le cadre institutionnel du capitalisme, les intérêts personnels des industriels et des commerçants tendent à assurer un maximum de rendement dans l'intérêt de tous. **Les classiques** - il est vrai - **raisonnaient en**

fonction de leur époque qu'ils idéalisait et dont ils tiraient des généralisations sans esprit critique. Beaucoup ne raisonnaient d'ailleurs qu'en fonction des intérêts britanniques. Raison pour laquelle beaucoup, dans d'autres pays et à d'autres époques, se sont détournés de leurs théories sans même se donner la peine de les comprendre. C'est une erreur : un homme qui a des préjugés peut néanmoins dire la vérité. Les successeurs et adversaires des classiques ont, eux aussi, des œillères, certes différentes mais non moins nombreuses.

Le principal mérite des classiques consiste dans leur réfutation de l'idée que, dans une société capitaliste, l'activité économique, du seul fait qu'elle est axée sur le motif du profit, doit nécessairement aller à l'encontre des intérêts des consommateurs ; ou encore que la conquête de l'argent détourne nécessairement la production de ses objets sociaux ; ou enfin que les profits privés se traduiraient toujours par une perte nette pour le public, à l'exception des individus qui les encaissent et représenteraient un gain net susceptible d'être moissonné par des mesures de socialisation.

La sagesse pratique de la doctrine des classiques, leur souci de responsabilité envers les générations futures et leur qualité de courage **contrastent favorablement avec nos hystéries contemporaines.** Néanmoins, estime Schumpeter, ils ont bien « conçu » mais jamais réellement « prouvé » que la chasse au profit était compatible avec le rendement maximum. Leur « intuition » était sûre mais leur « théorie » peut être tenue pour un château de cartes...

Troisièmement, la machine capitaliste va-t-elle continuer à fonctionner dans le futur comme elle l'a fait jusqu'à présent ? Sur ce point, qu'il développera dans la suite de son ouvrage, **Schumpeter se montre beaucoup plus pessimiste.** Concernant la période qui précède 1919, il estime que le modèle d'Alfred Marshall (1842-1924) et de Knut Wicksell (1851-1926) est parfaitement adapté. Le volume de production des firmes coïncide, en règle générale, avec celui de la production « socialement désirable ». Les acteurs économiques sont contraints, par le motif du profit, de bander toutes leurs énergies aux fins de maximiser la production et de minimiser les coûts. Dans ce modèle, il n'y a pas de gaspillage social.

Néanmoins, pour la période qui suit 1919, il apparaît que les classiques ont minimisé le phénomène du monopole. Adam Smith en parlait, certes, mais les classiques tenaient les cas des monopoles comme des exceptions susceptibles d'être éliminées à la longue. Marshall et Wicksell restent, eux aussi, prisonniers d'un modèle de la concurrence parfaite qu'ils considèrent comme étant la règle. **Schumpeter considère que les cas où peut jouer la concurrence parfaite ne sont pas nombreux, à l'exception de la production agricole** où elle peut jouer pleinement.¹³ Chaque épicier, chaque station d'essence, chaque fabricant de gants ou de crème à raser dispose en propre d'un petit marché précaire qu'il essaie de créer et de maintenir en faisant jouer la stratégie des prix, la stratégie des qualités et la publicité.

13 Rappelons que cet ouvrage date de 1942. La politique agricole commune a été créée en 1957 et mis en place en 1962

Pour une large gamme de produits substantiellement homogènes (matières premières industrielles, produits semi-finis tels que lingots d'acier, cotonnades unies, ciments, etc.), le schéma, correctement adapté, du monopole paraît décrire ce type de politique commerciale beaucoup mieux que ne le fait celui de la concurrence parfaite. Dès lors, l'équilibre (c'est-à-dire un état déterminé de l'organisme économique vers lequel tend n'importe quel autre état temporaire) est beaucoup plus difficile à atteindre que dans celui de concurrence parfaite (et encore plus difficile à maintenir).

De plus, il y a beaucoup plus de chances pour que la concurrence « bienfaisante » de type classique fasse place à une concurrence destructrice, à une « guerre au couteau ». De telles manœuvres sont source de gaspillage social. Enfin, dans les conditions envisagées, l'équilibre, même s'il est finalement atteint en usant de procédés extrêmement onéreux, cesse de garantir, soit le plein emploi, soit la production maximum au sens de la concurrence parfaite. L'équilibre « peut » exister sans plein emploi ; il « doit », semble-t-il, s'établir à un niveau de production inférieur au maximum réalisable. La stratégie visant à défendre le profit, inapplicable dans les cas de concurrence parfaite, non seulement devient possible mais encore s'impose d'elle-même.

Parvenu à ce stade, Schumpeter s'interroge : l'analyse moderne n'a-t-elle pas complètement réfuté la doctrine classique tout en justifiant les opinions populaires ?

Chapitre VII : Le processus de destruction créatrice

Les partisans des théories de la concurrence monopolistique et oligopolistique ont deux manières de défendre l'idée que le capitalisme est incompatible avec le rendement maximum de la production. **Soit on dit que cela a toujours été le cas à travers les âges et que la production s'est développée en dépit du sabotage perpétré par les dirigeants bourgeois.** Schumpeter discutera de cette théorie dans le chapitre IX. **Soit on admet que la réalité capitaliste aurait tendu naguère à favoriser le rendement productif maximal mais que cette tendance a été désormais renversée par le foisonnement ultérieur - destructeur de la concurrence - des structures monopolistiques.**

Cette dernière thèse suppose l'existence d'un âge d'or de la concurrence parfaite. Or, répond Schumpeter, la concurrence parfaite ne s'est jamais concrétisée davantage qu'aujourd'hui. **Par ailleurs, le taux d'accroissement n'a pas diminué à partir de 1890-1900, c'est-à-dire à partir de la période où, selon Schumpeter, la prévalence des très grandes entreprises s'est affirmée. Les standards de vie des masses se sont améliorés durant la période où les grosses affaires étaient relativement libres de toute entrave.** Quand on observe l'évolution du prix des biens entrant dans le budget d'un ouvrier moderne à partir de 1890 jusqu'à maintenant en la calculant en nombre d'heures de travail nécessaires pour les acquérir (ce qui revient à diviser chaque année les prix nominaux par les salaires horaires), on ne peut manquer d'être frappé par **l'allure du progrès qui est plus rapide qu'elle l'a jamais été auparavant.**

Quand on parle du capitalisme, il faut comprendre que l'on a affaire à un processus évolutif. Cette vérité a d'ailleurs été mise en lumière par Karl Marx.

« Le **capitalisme**, répétons-le, constitue, de par sa nature, un type ou une méthode de **transformation économique** et, non seulement il n'est jamais stationnaire, mais il ne pourrait jamais le devenir ».¹⁴

Comment expliquer ce caractère évolutionniste ? Par un cadre social et naturel qui se transforme incessamment ? Par un accroissement quasi-automatique de la population et du capital ? Non. Ce sont des facteurs de cette évolution mais pas les causes premières. En réalité, **l'impulsion fondamentale** qui met et maintient en mouvement la machine capitaliste est imprimée par les nouveaux objets de consommation, les nouvelles méthodes de production et de transport, les nouveaux marchés, les nouveaux types d'organisation industrielle, c'est-à-dire tous des éléments créés par l'initiative capitaliste.

« Comme nous l'avons montré dans le chapitre précédent, le contenu des budgets ouvriers, disons de 1760 à 1940, n'a pas simplement grossi sur la base d'un assortiment constant, mais il s'est constamment modifié du point de vue qualitatif. De même, l'histoire de l'équipement productif d'une ferme typique, à partir du moment où furent rationalisés l'assolement, les façons culturales et l'élevage jusqu'à aboutir à l'agriculture mécanisée contemporaine - débouchant sur des silos et des voies ferrées - ne diffère pas de l'histoire de l'équipement productif de l'industrie métallurgique, depuis le four à charbon de bois jusqu'à nos hauts fourneaux contemporains, ou de l'histoire de l'équipement productif d'énergie, depuis la roue hydraulique jusqu'à la turbine moderne, ou de l'histoire des transports, depuis la diligence jusqu'à l'avion. L'ouverture de nouveaux marchés nationaux ou extérieurs et le développement des organisations productives, depuis l'atelier artisanal et la manufacture jusqu'aux entreprises amalgamées telles que l'U.S. Steel, constituent d'autres exemples du même **processus de mutation industrielle** - si l'on me passe cette expression biologique - qui révolutionne incessamment de l'intérieur la structure économique, en **détruisant continuellement ses éléments vieillissants et en créant continuellement des éléments neufs. Ce processus de Destruction Créatrice constitue la donnée fondamentale du capitalisme** : c'est en elle que consiste, en dernière analyse, le capitalisme et toute entreprise capitaliste doit, bon gré ou mal gré, s'y adapter ».¹⁵

Les théoriciens et les commissions gouvernementales ne prennent généralement pas conscience de ce mécanisme. Ils se focalisent sur la manière dont le capitalisme gère les structures existantes alors que le problème qui importe est celui de **découvrir comment il crée, puis détruit ces structures**. Faute d'étudier la vie économique de manière dynamique, ces théoriciens ne comprennent pas que les décisions prises par

14 J. Schumpeter, **Capitalisme, socialisme et démocratie**, Payot, 1967 (1942), p.121

15 J. Schumpeter, **Capitalisme, socialisme et démocratie**, Payot, 1967 (1942), p.122

les entreprises sont à lire comme autant des tentatives des firmes de se maintenir en équilibre sur un terrain qui se dérobe sous leurs pieds.

Ce qui est ici jeté par-dessus bord, c'est la conception traditionnelle du fonctionnement de la concurrence. Auparavant, les économistes se focalisaient sur les prix. Dès que la concurrence des qualités et l'effort de vente sont admis dans l'enceinte sacrée de la théorie, la variable prix cesse d'occuper sa position dominante. Contrairement à ce qu'enseignent les manuels, la **concurrence ne joue pas uniquement sur les prix.** Un nouveau produit, une nouvelle technique, une source de ravitaillement, un nouveau type d'organisation (par exemple l'unité de contrôle à très grande échelle) constituent une concurrence qui ne s'attaque pas seulement aux marges bénéficiaire de l'entreprise concurrencée mais bien à leurs fondements et à leur existence même. Un exemple de ce phénomène, ce sont les grands magasins appelés, selon Schumpeter, à éliminer tôt ou tard les boutiques.

Chapitre VIII : Pratiques monopolistiques

Que penser, dans le contexte de la destruction créatrice, des pratiques monopolistiques ? La thèse que Schumpeter développe dans ce chapitre, c'est que **ces pratiques constituent, dans bien des cas, une défense et une adaptation nécessaires des entreprises au sein de cet ouragan perpétuel de destruction créatrice.** Ce faisant, il rompt avec la conception économique classique qui considère que la concurrence parfaite est supérieure aux monopoles en ce qu'elle permet de produire plus et de vendre à un prix moins élevé.

On vient de voir, écrit Schumpeter, que le choc des innovations - par exemple des techniques nouvelles - sur la structure existante d'une industrie réduit grandement l'efficacité des pratiques visant à maintenir des situations acquises et à maximiser les profits qu'elles procurent. Ces pratiques restrictives de concurrence prennent un sens nouveau quand on envisage l'économie comme un processus de destruction créatrice. En effet, dans cette hypothèse, **des pratiques restrictives peuvent contribuer beaucoup à redresser le navire et à atténuer des difficultés temporaires.**

Investir à long terme quand les conditions se modifient rapidement (et notamment quand elles changent ou peuvent changer à tout moment sous le choc de techniques ou produits nouveaux) **constitue un exercice un peu près aussi hasardeux que celui consistant à tirer sur une cible mobile qui se déplace par saccades.** On peut s'assurer contre certains risques mais pas contre tous. En outre, le prix de ce genre d'assurances peut être prohibitif. Une autre méthode de protection consiste dans les brevets. Ou encore une politique des prix permettant d'amortir plus rapidement qu'il ne serait rationnel de le faire si les aléas commerciaux étaient moins élevés. **Quand il analyse ces stratégies d'affaires, l'économiste ou le fonctionnaire enquêteur observe des politiques de prix qui lui semblent abusives** et des restrictions de production qu'il assimile à un refus d'exploiter toutes les possibilités de vente. **Mais il ne voit pas que de tels agissements constituent,** au sein de l'ouragan perpétuel,

de simples **incidents**, souvent inévitables, **qui encouragent, bien loin de le freiner, le processus d'expansion à long terme**. En d'autres termes, c'est parce qu'elles sont munies de frein que les voitures roulent plus vite.

Ainsi, certaines entreprises, agressives par nature, lancent parfois de nouvelles affaires à une telle échelle et avec des **capitaux à ce point gigantesques** qu'elles **découragent ou écœurent d'emblée la concurrence potentielle**. Si ce n'était pas le cas, la nature du projet le rendrait suicidaire car l'innovateur a besoin d'un champ d'action et du temps nécessaire pour pousser ses avantages. Parfois même, elles **obtiennent des privilèges** constituant, aux yeux du public, une arme déloyale (par exemple, un tarif ferroviaire de faveur). La mise en œuvre de tels procédés peut être éventuellement nécessaire pour écarter les obstacles que l'institution de la propriété privée dresse sur la voie du progrès. Ce sont des appâts qui attirent le capital sur des pistes inexplorées.

Les branches établies de longue date et les vieilles affaires, qu'elles soient ou non attaquées, sont également prises dans cet ouragan perpétuel. **Le processus de destruction créatrice engendre des situations où risquent de succomber beaucoup de firmes qui seraient pourtant capables de continuer à vivre vigoureusement** et utilement pour peu qu'elles réussissent à surmonter telle ou telle tempête spécifique. Des situations localisées surviennent dans lesquelles le changement rapide de données désorganise momentanément une branche jusqu'à lui infliger des pertes anormales et à engendrer du chômage évitable. Il ne faut pas maintenir les branches désuètes mais il faut essayer d'éviter qu'elles ne s'effondrent d'un coup afin de convertir une déroute en une retraite ordonnée.

Face à cela, les restrictions commerciales de type cartel ainsi que celles consistant dans de simples ententes tacites relatives à la concurrence par les prix peuvent, en cas de dépression, constituer des remèdes efficaces. Pour autant qu'elles agissent, elles peuvent, en fin de compte, se traduire, par une expansion de la production globale plus régulière mais aussi plus forte que celle qui pourrait être réalisée par des concurrents engagés dans une course absolument incontrôlée. **Cela dit, Schumpeter ne s'oppose pas à la réglementation des ententes par l'Etat car il admet que, dans certains cas, un système de cartels peut saboter le progrès. Néanmoins, un système de cartels peut aussi réaliser à moindre frais sociaux et privés tous les résultats que l'on prête à la concurrence privée**. Il affirme seulement qu'il n'existe pas de motifs valables dans tous les cas justifiant le démembrement sans discrimination des trusts ou l'ouverture de poursuites contre toutes les pratiques pouvant être qualifiées de restriction commerciale.

Schumpeter examine alors une des objections traditionnelles au système des monopoles : la rigidité des prix. Selon lui, le thème des « prix rigides » n'est qu'un des aspects du problème qui vient d'être discuté. **Un prix est rigide s'il réagit moins aux conditions de l'offre et de la demande que ce ne serait le cas si la concurrence parfaite prévalait**. Même si des quantités plus élevées pouvaient être vendues, toutes choses étant égales par ailleurs, à des prix plus flexibles, il ne s'ensuit aucunement que, soit la production des marchandises considérées soit la production totale (et par

conséquent, l'emploi) augmenteraient effectivement. Etant donné les conditions créées par l'évolution capitaliste, **la flexibilité parfaite et universelle des prix risquerait, en temps de crise, de déstabiliser davantage encore le système**, au lieu de le stabiliser, comme elle le ferait, à n'en pas douter, dans les conditions envisagées par la théorie générale.

Schumpeter passe alors à l'examen d'une autre objection qui prend la forme d'une doctrine qui s'est cristallisée dans un slogan, à savoir que, à **l'ère des entreprises géante**, le maintien de la valeur des investissements antérieurs - c'est-à-dire la conservation du capital - devient le principal objectif de l'activité des entrepreneurs et **tend apparemment à bloquer toutes les améliorations susceptibles de bloquer le prix de revient. Dès lors, le capitalisme serait incompatible avec le progrès.**

Schumpeter répond que cette doctrine se borne à décrire un aspect particulier de la stratégie restrictive des affaires et qu'il y a déjà répondu sur le fond. Il se borne à faire plusieurs remarques spécifiques. Si l'on se place sur le terrain des faits, on remarque que **toute entreprise moderne se hâte, quand elle en a les moyens, de se doter d'un service de recherches** dont chaque agent sait que son gagne-pain dépend du succès avec lequel il mettra au point des perfectionnements inédits. On cite parfois le cas de brevets acquis par de grandes entreprises et jamais exploités. En réalité, s'ils ne le sont pas, cela peut tenir à des causes tout à fait légitimes, par exemple parce que ce brevet se révèle défectueux à l'expérience.

Il existe un autre élément à ne pas perdre de vue : **la « conservation ex ante du capital dans l'attente d'un progrès futur »**. L'innovation est un processus comparable à une chaîne à plusieurs maillons correspondant à divers degrés de perfectionnements. Une entreprise ne peut pas investir sur chacun des maillons mais doit choisir judicieusement sur lesquels. Une machine est un des maillons de cette chaîne et devient vite désuète. L'entreprise doit donc opérer un compromis entre ne pas sacrifier le capital à peine investi et continuer à investir dans le progrès. **Toute entreprise doit attendre un certain temps afin de se faire une opinion sur l'évolution technique.** Vue de l'extérieur, cette attitude peut passer pour une tentative visant à étouffer le progrès aux fins de conserver les valeurs de capital existantes. Néanmoins, dans un régime socialiste, le plus patient des « camarades » se révolterait à bon droit si le comité central - suivant l'avis d'un théoricien - était assez déraisonnable pour mettre chaque année au rancart ses outillages et équipements à peine usés.

Après avoir passé en revue ces objections traditionnelles, **Schumpeter en vient maintenant au cœur de son argumentation.** Il n'a pas encore défini ce qu'était pour lui un monopole. **Étymologiquement, monopoleur signifie « vendeur unique »**. Est donc monopoleur, au sens littéral, toute personne qui vend un objet qui n'est pas à tous points de vue (y compris l'emballage, le point de vente, les services accessoires) rigoureusement identique aux objets vendus par d'autres personnes. Mais Schumpeter donne ici un sens précis à ce terme :

« (...) nous appliquons exclusivement cette désignation à ceux des **vendeurs uniques dont les marchés ne sont pas ouverts à des producteurs potentiels d'un même produit ou à des producteurs effectifs de produits analogues**, ou encore, pour employer un langage un peu plus technique, à ceux des vendeurs uniques placés en présence d'un jeu donné de courbes de demandes, sur lequel leur action propre ou les réactions des autres entreprises à cette action ne sauraient exercer aucune influence ».¹⁶

Pris en ce sens, on se rend bien compte que **les cas purs de monopole à long terme ne peuvent se produire que dans des occurrences rarissimes**. Pourquoi tout ce battage à propos des monopoles ? Ce concept a été débattu sur la place publique avec toute l'imprécision inhérente au monde des journalistes et des politiciens. C'est un **terme péjoratif** avec lequel on excite à coup sûr l'hostilité du public contre n'importe quel intérêt ainsi baptisé.

La théorie du monopole simple et discriminateur nous enseigne que - sauf dans les cas limites - **le prix du monopole est plus élevé et la production moindre que ne le sont le prix et la production concurrentiels**.

En réalité, écrit Schumpeter, **le monopoleur peut recourir à des méthodes supérieures** qui ne sont pas applicables, ou en tout cas moins facilement, par une foule de concurrents. Lesquelles ? La possibilité de purger l'entreprise monopolistique des personnes médiocres, le fait de disposer d'un prestige financier, etc. Dans toutes ces occasions, **la formule « prix de monopole plus élevé, production plus faible » cesse d'être vraie**. Les prix de monopole ne sont donc, selon Schumpeter, pas nécessairement plus élevés, ni les productions de monopoles plus faibles que ne le seraient les prix et productions concurrentiels aux niveaux d'efficacité productive et d'organisation qui sont à la portée du type d'entreprise compatible avec l'hypothèse de la concurrence.

Ces entreprises surgissent dans le contexte de la destruction créatrice et fonctionnent selon des modalités totalement différentes de celles inhérentes à un plan statique. Dans bien des cas, elles fournissent le seul cadre permettant d'atteindre l'objectif visé. **Même si le seul objectif de telles entreprises monopolistiques consistait à essayer d'imposer des prix**, la pression des méthodes perfectionnées ou d'un équipement gigantesque les conduirait à déplacer le point d'optimum du monopoleur **vers ou en dessous du prix de vente fondé sur le prix de revient spécifiquement concurrentiel**. En d'autres termes, cette pression jouerait le rôle de la concurrence.

Evidemment, dans le cas des cartels où les méthodes de production, d'organisation, etc. ne sont pas améliorées, la formule « prix de monopole plus élevé, production plus faible » retrouve sa pertinence. Il est aussi des cas où le monopole a un effet soporifique qui fait également retrouver sa valeur à la formule classique mais **une position de**

16 J. Schumpeter, **Capitalisme, socialisme et démocratie**, Payot, 1967 (1942), p.142

monopole ne constitue pas, en règle générale, un mol oreiller sur lequel on puisse dormir. En réalité, l'énergie et la vigilance sont indispensables tant pour acquérir que pour conserver cette position.

Selon Schumpeter, on a découvert un nombre croissant d'exceptions aux vieilles propositions relatives à la concurrence parfaite et au libre-échange. On ne peut plus accorder la même confiance absolue aux vertus de ladite concurrence. En particulier, **les thèses selon lesquelles un système parfaitement concurrentiel ménagerait un maximum de ressources disponibles et les affecterait dans des proportions optimales** par rapport à une répartition donnée du revenu national, ces thèses, qui se relie au problème de l'efficacité productive, **ne sauraient plus, désormais, être soutenues avec la même assurance.**

Une branche parfaitement concurrentielle risque beaucoup plus qu'une poignée d'entreprises géantes d'être traumatisée sous le chaos du progrès. En dernière analyse, l'agriculteur américain, les charbonnages britanniques, l'industrie textile anglaise ont, entre les deux guerres, coûté bien davantage aux consommateurs et ont compromis bien davantage la production totale que cela n'aurait été le cas si chacune de ces branches avait été contrôlées par une douzaine d'hommes de valeur.

La concurrence parfaite est irréalisable dans les conditions industrielles modernes (peut-être l'a-t-elle d'ailleurs toujours été). **On doit accepter l'entreprise opérant sur une grande échelle ou l'unité de contrôle comme un mal nécessaire, inséparable du progrès économique.** Schumpeter se dit obligé de reconnaître que l'entreprise géante est finalement devenue le moteur le plus puissant de ce progrès et, en particulier, de l'expansion à long terme de la production totale. La concurrence parfaite est non seulement irréalisable mais inférieure et n'a aucun titre à être présentée comme un modèle idéal d'efficacité.

Chapitre IX : La chasse est fermée

Le premier problème abordé dans cette seconde partie du livre consistait à **trouver une relation logique entre les caractéristiques structurelles du capitalisme et sa performance économique** telle qu'elle est illustrée, durant l'époque de capitalisme intact, par l'indice de **production totale**. Schumpeter, on l'a vu, adhère aux thèses habituellement défendues par les économistes jusqu'au moment où entre en scène le phénomène habituellement qualifié de « tendance moderne au contrôle monopolistique ». A partir de ce point, Schumpeter s'écarte des conceptions courantes car il **a tenté de montrer que les supériorités reconnues pratiquement par tout économiste au capitalisme de concurrence parfaite doivent être également reconnues, et même à un degré plus élevé, au capitalisme des entreprises géantes.**

Il est cependant impossible d'isoler le système et son moteur dans un laboratoire expérimental et, dès lors, il **n'est pas possible de démontrer, sans contestation possible, que le capitalisme des entreprises géantes a effectivement contribué**

au développement de la production. Tout ce que nous pouvons dire, c'est que la performance a été des plus remarquables et que le capitalisme a accompagné son accomplissement. Cela dit, il n'est pas impossible que la performance observée s'explique par des circonstances exceptionnelles qui sont indépendantes du système capitaliste. **On peut, dit Schumpeter, distinguer cinq types de facteurs.**

Le premier de ces facteurs est l'action de l'Etat qui peut être considéré comme une donnée extérieure du monde des affaires. Or, la période 1870-1914 se caractérise par une absence exemplaire d'intervention du secteur politique dans le monde économique. Certes, un certain nombre de choses, telles que la législation sociale, ont été progressivement imposées mais nul ne soutiendra que ces facteurs ont joué un rôle dans la vie économique d'avant 1914.

Le deuxième de ces facteurs n'est autre que l'or. Il faut l'exclure directement, car il est resté rare lors des vingt premières années de la période considérée. Il a déferlé à partir d'environ 1890 mais son taux d'accroissement durant ces vingt premières années n'a pas été inférieur à ce qu'il est devenu ultérieurement. Il ne peut donc pas être un facteur primordial de la performance productive du capitalisme.

En troisième lieu, on peut citer l'accroissement démographique qui, cause ou conséquence du progrès économique, a incontestablement été l'un des éléments déterminants de la situation. Si cet accroissement est à ce point spectaculaire répond Schumpeter, c'est assurément parce que ce système capitaliste a produit davantage de ressources. Mais admettons, non pas que l'accroissement démographique n'a rien à voir avec le capitalisme, ce qui serait absurde, mais qu'il ne tient pas exclusivement au progrès économique. Admettons qu'une fraction de cet accroissement soit survenue indépendamment des résultats acquis par le système capitaliste. Mais alors, il faudrait expliquer comment ces travailleurs supplémentaires ont pu trouver les ressources nécessaires à leur subsistance

Le quatrième facteur tiendrait aux conquêtes géographiques. On pourrait se demander si les vastes étendues de terre qui, économiquement parlant, ont élargi au cours de cette période la sphère européo-américaines, si les masses énormes de denrées, de matières premières agricoles et minérales, déversées par ces espaces, si les villes et industries multiples qui ont grandi en tout lieu sur cette base nourricière ne sont pas autant d'atouts qui auraient assuré à n'importe quel système économique un enrichissement énorme.

« L'exploitation des pays neufs a permis, selon eux [des penseurs socialistes], d'éviter que l'exploitation de la main d'œuvre ait été davantage intensifiée ; grâce à ce facteur, **le prolétariat a pu jouir d'une saison de 'fermeture de la chasse'** ». ¹⁷

17 J. Schumpeter, **Capitalisme, socialisme et démocratie**, Payot, 1967 (1942), p.156

Il ne faut pas minimiser, répond Schumpeter, l'importance des chances offertes au capitalisme par l'ouverture des pays neufs et, bien entendu, ces chances ne se réalisent qu'une seule fois. Toutefois, les chances « objectives » constituent invariablement les conditions préalables du progrès et chacune d'elles ne se réalise qu'une seule fois dans l'histoire (présence de houille et de minerai de fer dans le sol anglais, présence de pétrole aux USA et dans d'autres pays, etc.).

Or c'est précisément la force du capitalisme que d'exploiter de telles chances au fur et à mesure qu'elles rentrent dans le champ d'action de l'entrepreneur.

Il n'existe aucune raison de considérer l'expansion géographique comme un facteur externe au développement du capitalisme. La mise en valeur des pays neufs a été réalisée pas à pas, par l'initiative des entrepreneurs, en même temps que le capitalisme en fournissait tous les moyens (constructions ferroviaires et hydroélectriques, transports maritimes, machines agricoles, etc.). Ce processus d'expansion a marché de concert avec le capitalisme et ne peut en être dissocié.

Le cinquième et dernier « évènement hors-série » consiste dans le progrès technique. La performance constatée n'est-elle pas due au flot d'inventions qui ont révolutionné les méthodes de production plutôt qu'à l'appât du profit des hommes d'affaire ? Non. C'est précisément la mise en application de ces innovations techniques qui a constitué le gros de l'activité de ces hommes d'affaires. Et l'activité inventive a elle-même été conditionnée par le processus capitaliste, créateur des habitudes d'esprit qui donnent naissance aux inventions. Il est donc faux (et même antimarxiste) de prétendre que l'initiative capitaliste et le progrès technique ont été deux facteurs distincts dans le développement de la production.

Cela dit, bien que ces progrès techniques constituent bel et bien des réussites du capitalisme, il est concevable que celles-ci ne puissent plus être renouvelées.

Il reste à répondre à cette question : jusqu'à quel point est-il légitime d'admettre que le moteur capitaliste fonctionnera – ou plutôt fonctionnerait si on le laissait faire – aussi efficacement dans un proche avenir qu'il a fonctionné jusqu'à présent ?

Chapitre X : La disparition des occasions d'investissement

La génération actuelle a assisté non seulement à une **crise mondiale exceptionnellement sévère et prolongée**, mais encore à une période ultérieure de reprise hésitante et décevante. Beaucoup d'économistes, en particulier les **socialistes, estiment qu'il s'agit là d'une faillite du système capitaliste**. Ils se sont tous jetés sur cette aubaine avec un empressement particulier. Sur cette base, certains ont même reconstruit complètement leur argumentaire anticapitaliste. Ce faisant, ils se sont appuyés sur Marx qui avait prédit l'avènement d'un tel état des choses. Selon lui, le capitalisme, avant de s'effondrer, devait entrer dans un stade de crise permanente, temporairement interrompue par de faibles reprises ou par la survenance de hasards favorables.

La théorie hybride qui en est sortie peut être appelée « théorie des occasions d'investissement décroissantes ». Selon cette dernière, l'accumulation et la concentration des capitaux impactent sur le taux des profits puis, par le truchement de ce taux, sur les possibilités d'investissement. Il faut reconnaître que les événements de la décennie 1930-1940 (chômage, réserves excédentaires de crédit, engorgement des marchés monétaires, marges de profit insuffisantes, stagnation des investissements privés, etc.) concordent parfaitement avec cette théorie.

Admettons, dit Schumpeter, que cette théorie soit vraie et qu'une maladie de langueur ronge le capitalisme jusqu'à aboutir à la paralysie finale, il ne s'ensuit pas que les vicissitudes de la période 1930-1940 aient tenu à ces forces ni que l'on doive s'attendre à ce que des vicissitudes analogues perdurent durant les quarante prochaines années. On peut classer en **trois groupes les facteurs mis en avant pour justifier l'impossibilité pour le capitalisme de renouveler sa performance** passée :

- les **facteurs d'ambiance** : comme Schumpeter va essayer de le démontrer par la suite, l'évolution capitaliste engendre une répartition du pouvoir politique et une attitude socio-psychologique se traduisant par des mesures législatives et administratives qui sont hostiles au capitalisme mais aussi à l'énergie dynamique de l'économie bourgeoise elle-même;
- le **mécanisme capitaliste en soi** : le capitalisme à très grande échelle constituerait un type pétrifié de capitalisme auquel seraient liés les pratiques de restriction, les rigidités des prix, le souci exclusif des valeurs en capital existantes ;
- la « matière » dont se **nourrit le système capitaliste**, c'est-à-dire les chances qui s'offrent aux initiatives et investissements nouveaux. Selon cette hypothèse, les possibilités d'initiative privée et d'investissement vont décroissant pour les raisons suivantes : saturation, population, nouveaux territoires, innovations techniques, etc.

N'est-il pas concevable que les besoins puissent un jour recevoir une satisfaction si complète qu'ils n'évolueront plus ultérieurement ? Schumpeter ne pense pas que ce danger menace. Si le fléchissement en cours du taux de natalité devait se confirmer, cela deviendrait, il est vrai, un facteur important de réduction des possibilités d'investissement. Ce serait le cas si tous nos besoins étaient satisfaits ou quasi satisfaits. Ce n'est pas le cas. L'argent économisé par les ménages en raison de l'abaissement du taux de natalité peut être consacré à d'autres emplois. En réalité, il est même possible que la réduction du nombre d'enfants soit motivée par la volonté de combler des besoins alternatifs.

Schumpeter ne prend pas à la légère le phénomène démographique. Le fléchissement du taux de natalité est une caractéristique importante de notre époque qui revêt une importance capitale à la fois en tant que symptôme et en tant que cause de transformation des motifs d'activité économique. Mais les effets mécaniques de ce fléchissement ne justifient aucune prévision pessimiste en ce qui concerne le développement de la production par tête au cours des quarante prochaines années.

D'ailleurs, on affolait naguère le public pour des raisons inverses : l'augmentation des bouches à nourrir.

L'exploitation des pays neufs est une chance unique d'investissement qui ne pourra jamais se reproduire. Admettons que la frontière géographique de l'humanité est définitivement atteinte (il n'existerait plus de zones habitables en dehors de celles actuellement habitées), ce qui est douteux car des déserts recouvrent désormais des zones autrefois habitées, admettons aussi que rien ne contribuera désormais au bien-être humain autant que l'ont fait les denrées et matières affluant des pays neufs, il ne s'ensuit pas que la production totale par tête doive diminuer ou même augmenter à un rythme ralenti. Le progrès technique a effectivement renversé toute tendance de ce genre. Il est beaucoup plus probable que, au cours de l'avenir calculable, nous vivrons dans un embarras de richesses, tant en ce que concerne les denrées alimentaires que les matières premières.

Une autre éventualité serait d'admettre que même si la production ne baisse pas, les pays neufs sont effectivement amplement développés et que l'épargne, faute de pouvoir être employée, risque de devenir un facteur de gaspillage et de perturbations. Ce deux hypothèses sont parfaitement irréalistes mais, même si on ne les met pas en doute, la conclusion qu'on en tire est conditionnée par une troisième hypothèse : l'absence de débouchés alternatifs.

Cette dernière hypothèse tient simplement à un manque d'imagination. C'est une erreur fréquente. **Des faits contingents sont très souvent interprétés par des analystes comme des causes fondamentales.** Par exemple, le phénomène de « croissance du capitalisme » a coïncidé avec l'afflux de métal argent extrait des mines de Potosi et le fait que les dépenses des princes excédaient leurs revenus, les contraignant à emprunter à jet continu. Ces deux événements ont assurément eu une influence sur le cours des choses mais ils ne furent pas les causes premières du développement du capitalisme. Peut-être ont-ils favorisé son avènement mais ils l'ont probablement retardé à d'autres points de vue.

Que penser de l'opinion, largement répandue, selon laquelle la principale étape du progrès technique aurait été couverte, seuls des perfectionnements mineurs restant à accomplir ? Selon Schumpeter, l'absence de projets nouveaux s'explique par la crise de 1929. Pour l'instant, nous sommes dans le creux de la vague industrielle de l'énergie électrique (centrales, industries, électrification des logements et des campagnes) mais nous sommes bien incapables de repérer les sources d'un progrès comparable. Ce sera peut-être le cas des promesses de l'industrie chimique. Les possibilités technologiques peuvent être comparées à une mer dont la carte n'a pas été dressée.

« (...) les **inventions qui dorment encore dans le giron des dieux** peuvent être plus ou moins productives que celles qui nous ont été révélées jusqu'à ce jour ». ¹⁸

18 J. Schumpeter, **Capitalisme, socialisme et démocratie**, Payot, 1967 (1942), p.167

Il n'y a aucune raison de s'attendre à un fléchissement du taux de production qui serait causé par l'épuisement des possibilités techniques.

Schumpeter examine encore deux variantes de cette théorie de la décroissance des possibilités d'investissement. Première variante : chaque pays a dû se doter d'instruments de travail nécessaires à sa main d'œuvre. Cet équipement a été réalisé en gros pendant le XIX^{ème} siècle et, corrélativement, des demandes nouvelles pour les biens d'équipement et des outils ont afflué constamment. Mais, désormais, jusque dans l'avenir le plus reculé, il ne resterait plus à satisfaire que des commandes de renouvellement. Dès lors, la période de construction capitaliste aurait été un intermède unique dans l'histoire.

Pour Schumpeter, **cette hypothèse est une description « abasourdissante » du processus économique.** N'existait-il pas d'équipement au XVIII^{ème}, voire à la période de l'homme des cavernes ? Si c'est le cas, pourquoi les additions du XIX^{ème} auraient-elles exercé un effet de saturation supérieur à celui de toutes les additions antérieures ? **Supposons même contre toute logique que cette hypothèse soit vraie et que nous disposions de biens instrumentaux dotés d'une immortalité économique.** Nous pourrions en tirer des conclusions opposées : ces outils nous permettraient de faciliter l'accroissement ultérieur de la production totale. Ainsi, l'industrie de l'acier n'a pas éprouvé de difficultés quand cette branche, qui produisait naguère presque exclusivement des biens instrumentaux, s'est reconvertie dans la fabrication de biens de consommation.

La deuxième variante consiste à dire que **l'importance relative des dépenses consacrées à la construction instrumentale va désormais décroître** car on aurait découvert de nouveaux procédés techniques absorbant moins de capital. **En réalité,** répond Schumpeter, **cette tendance des procédés techniques à absorber moins de capital est démentie par les faits.** Les chiffres indiquent plutôt une évolution inverse. Supposons néanmoins que ce soit le cas. En réalité, presque chaque procédé nouveau économiquement applicable économise à la fois de la main d'œuvre et du capital. Les chemins de fer ont économisé des capitaux par rapport à l'époque du transport par diligences ou charrettes. Ces considérations sont attristantes pour les possesseurs de capitaux consacrés à des techniques périmées. Cependant, ces économies de capital n'impliquent certainement pas un ralentissement dans l'expansion de la production.

Chapitre XI : La civilisation du capitalisme

Schumpeter en vient maintenant à **l'aspect culturel de l'économie capitaliste, sa « structure socio-psychologique »**, pour employer le vocabulaire marxiste. **Il y a cinquante mille ans,** l'homme a affronté des dangers avec un comportement spécifique comprenant deux éléments : d'une part, une **attitude « collective » et « affective »** (de petits groupes sociaux indifférenciés partageant des idées communes et un dédain pour les règles de la logique, notamment celle de la non-contradiction) et, d'autre part,

une **attitude « magique »** (un système de croyances qui insèrent dans la succession des phénomènes observés des entités, des puissances émanant de sources non empiriques).

A une période ultérieure, l'attitude rationnelle s'est imposée à l'esprit humain sous la pression de la nécessité économique. Ce processus de rationalisation n'est pas lié au type capitaliste. **Néanmoins, le capitalisme développe la rationalité du comportement et en renforce le tranchant par deux moyens connexes.**

« En premier lieu, **le capitalisme élève l'unité monétaire**- qui, en soi, n'a pas été créée par lui -**à la dignité d'une unité de compte.** En d'autres termes, la pratique capitaliste convertit l'unité de monnaie en un instrument de calcul rationnel des coûts et des profits, grâce auquel il **construit le monument grandiose de la comptabilité en parties doubles** ». ¹⁹

Par son pouvoir de clarification et de précision arithmétique, il imprime une impulsion vigoureuse à la logique de l'entreprise. Ce type de logique ou de méthode a envahi le reste de la société en subjuguant, en rationalisant les outils et les philosophies de l'homme, ses pratiques médicales, sa vision cosmique, sa conception de l'existence, etc. D'ailleurs, la science moderne mathématico-expérimentale s'est développée aux XV^{ème}, XVI^{ème} et XVII^{ème} siècles en parallèle de la croissance du capitalisme et à l'extérieur de la forteresse scolastique qui lui était hostile. Ce sont des procédés mécaniques utilitaires, inventés par des hommes de manière artisanale, qui ont été à l'origine de la physique moderne.

En second lieu, **Le capitalisme ascendant a aussi créé des réalisateurs et des moyens de réalisation.** En brisant le cadre féodal et en troublant la paix intellectuelle du manoir et du village, il a ouvert un espace social à une nouvelle classe et **a attiré sur ce terrain économique les fortes volontés et les esprits vigoureux.** Jusqu'alors, les principales avenues conduisant vers la promotion sociale et les gros revenus étaient celles tracées par l'Église et par la hiérarchie des seigneurs militaires. S'ouvre alors une troisième avenue, celle des affaires. Le succès des entrepreneurs, quoique d'une portée assez restreinte dans un premier temps, était assez fascinant du point de vue de la majorité des contemporains (exception faire des couches supérieures de la société féodale) pour attirer les meilleurs éléments de la société qui ne bénéficiaient pas, par la naissance, d'une position confortable.

A terme, ce développement conduira à l'usine moderne mécanisée et au volume de la production qui en sort. La technique moderne, l'organisation économique, **toutes les caractéristiques et les performances de la civilisation moderne sont issues, directement ou indirectement, du processus capitaliste.** Considérons le développement de la science moderne et la longue liste de ses applications (avions, réfrigérateur, télévision, hôpitaux, etc.). Considérons l'art capitaliste et le style d'existence capitaliste qui permet de le financer. De Giotto à Matisse, nous avons une ligne qui est celle du rationalisme capitaliste. Considérons la démocratie et ses progrès.

19 J. Schumpeter, **Capitalisme, socialisme et démocratie**, Payot, 1967 (1942), p.175

« Les extrémistes peuvent bien proclamer que les masses implorent d'être déli-
vrées de leurs souffrances intolérables et agitent leurs chaînes dans les ténèbres
du désespoir - mais soyons sérieux, **il n'a jamais, à aucune époque, existé au-
tant de liberté personnelle de corps et d'esprit pour tous**, jamais autant de
facilité à tolérer et même à financer les ennemis mortels de la classe dirigeante,
jamais autant de sympathie agissante à l'égard des souffrances réelles
ou imaginaires, **jamais autant de bonnes volontés** à assumer des charges
sociales que ce n'est le cas dans la société capitaliste moderne ; et il n'est pas de
démocratie connue (en dehors des communautés rurales) qui ne se soit dévelop-
pée dans le sillage du capitalisme, tant ancien que moderne ». ²⁰

La législation sociale ou, plus généralement, **les réformes institutionnelles en faveur des masses** n'ont pas été simplement une charge imposée à la société capitaliste par la nécessité inéluctable de soulager la misère des pauvres. En relevant automatiquement le niveau d'existence des masses par le jeu de son fonctionnement, **le capitalisme a également fourni les moyens matériels d'une telle législation** et la « volonté » de les mettre en œuvre. Le processus capitaliste rationalise le comportement et les idées. La « **libre-pensée** » dérive de cette refonte non pas logiquement mais naturellement. Tels sont les facteurs associés à **l'enthousiasme typiquement capitaliste pour « l'Efficacité » et le « Service »** (entités totalement différentes de celles que ces termes auraient évoqué dans l'esprit d'un chevalier de l'ancien temps), qui nourrissent la « volonté » sociale dans le sein de la bourgeoisie elle-même. A ce titre, le **féminisme** est aussi un phénomène essentiellement capitaliste.

La civilisation capitaliste est rationaliste et « antihéroïque », les deux caractéristiques allant de pair. Evidemment, la réussite industrielle et commerciale réclame du cran mais ces activités sont essentiellement antihéroïques au sens chevaleresque du terme. Possédant des biens qui allèchent le pillard ou le percepneur, la bourgeoisie industrielle et commerciale est foncièrement pacifiste et inclinée à réclamer que les principes moraux de la vie privée soient étendus aux relations commerciales. Même s'ils ont été préconisés par des sociétés non capitalistes et institutions précapitalistes (l'Eglise catholique du Moyen Age par exemple), **le pacifisme et la morale internationale modernes n'en sont pas moins des produits du capitalisme**. Plus la structure et l'attitude d'une nation sont foncièrement capitalistes, plus cette nation est pacifiste et prompte à supputer le coût ruineux d'une guerre.

Cela dit, Schumpeter ne soutient pas que ces achèvements économiques impressionnants et les achèvements culturels encore plus impressionnants ainsi que les immenses perspectives de progrès **sont en eux-mêmes suffisants pour rendre inébranlable la thèse d'après laquelle on devrait laisser le système capitaliste fonctionner** et, du même coup, comme on peut facilement le démontrer, décharger l'humanité du fardeau de la pauvreté.

20 J. Schumpeter, **Capitalisme, socialisme et démocratie**, Payot, 1967 (1942), p.179

Pourquoi ? C'est qu'on ne peut dégager aucun jugement de valeur décisif des faits et des relations entre les faits. Il ne résulte pas de la « performance économique » que les hommes soient « plus heureux » dans les sociétés industrielles contemporaines qu'ils ne l'étaient dans leur village médiéval. Du point de vue culturel, on peut saluer les réalisations du capitalisme tout en détestant leur caractère utilitariste et la destruction globale des valeurs spirituelles qu'impliquent ces réalisations.

La performance capitaliste ne saurait servir à formuler un pronostic. L'histoire regorge de civilisations qui se sont éteintes avant d'avoir eu le temps de tenir leurs promesses. Schumpeter ne va donc pas soutenir, en se fondant sur ces considérations de performance, que l'intermède capitaliste a des chances de se prolonger. En réalité, il va même en venir à une conclusion diamétralement opposée.

Chapitre XII : Les murs s'effritent

I. Le crépuscule de la fonction d'entrepreneur

Les besoins de l'humanité en viendraient-ils à être si complètement assouvis qu'il ne subsisterait plus guère de motifs de faire de lourds investissements ? Schumpeter n'y croit pas : un tel état de satiété est extrêmement lointain. Quand bien même on les assouvirait, de nouveaux besoins apparaîtraient ou seraient créés.

Imaginons pourtant qu'on arrive à un tel état. Le capitalisme s'atrophierait. Les entrepreneurs se verraient privés de tout champ d'activité, un peu comme des généraux dans une société de paix perpétuelle. Les profits et, simultanément, les taux d'intérêt convergeraient vers zéro. **Les couches de la bourgeoisie qui vivent de profits et d'intérêts tendraient à disparaître.** Les industries et les commerces devraient juste faire l'objet d'une administration courante et leur personnel se fonctionnariserait. **Toute l'économie deviendrait bureaucratique.** Un socialisme terre à terre accèderait presque automatiquement à l'existence. L'énergie humaine s'écarterait des affaires et des activités extra-économiques attireraient les meilleurs esprits.

Cet état stationnaire est hors de notre vue à une période comme la nôtre, mais **peut-être pouvons nous déjà discerner une évolution vers cet état.** Le progrès peut lui-même être « mécanisé », ce qui affecterait l'initiative individuelle. Pour le démontrer, Schumpeter va d'abord examiner la fonction de l'entrepreneur et ensuite ce qu'elle signifie pour la société bourgeoise du point de vue de la survivance du régime capitaliste.

Le rôle de l'entrepreneur consiste à réformer ou à révolutionner la routine de production en exploitant une invention ou, plus généralement, une possibilité technique inédite. La mise en œuvre de telles innovations est extrêmement difficile et pénible. Pourquoi ? Parce que l'activité de l'entrepreneur se détache des besognes et routines familières à tous et parce que le milieu économique y résiste par des moyens

divers, parfois violents. Pour ce faire, des aptitudes sont nécessaires qui n'existent que dans une faible fraction de la population

Cette fonction sociale est en voie de perdre son importance et ce processus va s'accélérer et cela même si le régime économique lui-même, dont l'initiative des entrepreneurs a été le moteur premier, continue à fonctionner sans perturbations. D'une part, parce que l'innovation est en voie d'être ramenée à une routine. Elle devient affaire de spécialistes entraînés à travailler sur commande. D'autre part, parce que la personnalité et la force de volonté doivent nécessairement peser moins lourd dans des milieux qui sont habitués au changement économique. Quand disparaissent les résistances aux changements, disparaît aussi la nécessité d'un caractère fort pour les affronter et les vaincre.

Le travail des bureaux et des commissions tend à se substituer à l'action individuelle. On peut expliquer cela par une métaphore militaire. Naguère, le général était un entraîneur d'hommes et par « succès », on entendait le succès personnel du chef qui récoltait tous les profits de la victoire. La présence de Napoléon était et devait effectivement être sentie sur les champs de bataille. **Aujourd'hui, le travail d'état-major, spécialisé, rationalisé, est en voie d'effacer la personnalité ;** le calcul des résultats se substitue à l'intuition. Au Moyen Age, la guerre était affaire éminemment individualiste. Les chevaliers bardés de fer s'entraînaient depuis leur enfance au métier de la guerre. Mais, en raison de l'évolution technique et sociale, la guerre est devenue de plus en plus mécanique.

Le même processus social amoindrit de nos jours le rôle et la position sociale de l'entrepreneur capitaliste. Quoique moins spectaculaire que celui des seigneurs médiévaux de la guerre, ce rôle constituait un autre type de commandement individuel agissant par la vertu de l'énergie personnelle et de la responsabilité directe du succès. Les besoins sociaux sont désormais satisfaits par d'autres méthodes plus impersonnelles.

Un tel phénomène affecte la position de la couche bourgeoise toute entière. Même si, à la base, les entrepreneurs ne font pas tous partie de la bourgeoisie, ils s'y agrègent en cas de succès. **Les entrepreneurs ne constituent pas une classe sociale mais la bourgeoisie les absorbe** ainsi que leurs familles et leurs parents. Du même coup, la bourgeoisie se recrute et se revivifie constamment tandis que les familles qui quittent les « affaires » retombent dans le commun en l'espace d'une ou deux générations.

Economiquement et sociologiquement, directement et indirectement, la bourgeoisie dépend donc de l'entrepreneur et, en tant que classe, elle est condamnée à vivre et à mourir avec lui. Il est probable que cette disparition se fera durant une période de transition plus ou moins prolongée comme cela se produisit effectivement dans le cas de la civilisation féodale.

Si l'évolution capitaliste - le « progrès » - ou bien prend fin, ou bien devient complètement automatique, le support économique de la bourgeoisie industrielle

sera finalement réduit à des salaires analogues à ceux qui rémunèrent la besogne administrative courante.

II. La destruction des couches protectrices

Dans les chapitres précédents, Schumpeter a examiné les effets de l'évolution capitaliste sur les bases économiques supportant les couches supérieures de la société capitaliste, ainsi que sur leur position et leurs prestiges sociaux. Cependant, ces effets se sont étendus au cadre institutionnel qui protégeait ces couches.

L'évolution capitaliste a anéanti ou a poussé très loin la destruction des aménagements institutionnels du monde féodal (le manoir, le village, la guilde artisanale, etc.). Le monde des artisans a été broyé par la pression automatique de la concurrence faite par les entrepreneurs capitalistes. Le monde des seigneurs et des villageois a été détruit par des mesures politiques et le capitalisme a converti en grands domaines agricoles ces systèmes économiques fermés que constituaient les « manoirs » germaniques.

Les processus simultanés du développement de la bourgeoisie capitaliste et du développement des Etats nationaux ont engendré aux XVI^{ème}, XVII^{ème} et XVIII^{ème} siècles une structure sociale qui peut nous sembler ambiguë bien qu'elle ne soit pas plus ambiguë ni transitoire que n'importe quelle autre.

Ces éléments étaient davantage que des reliques. La charpente de cette structure continuait à consister dans le matériel humain de la société féodale et ce matériel continuait à s'organiser selon les formes et les règles précapitalistes. **La noblesse peuplait les bureaux de l'Etat, commandait l'armée et concevait les mesures politiques. C'était la « classe dirigeante ».** La racine du pouvoir restait féodale au sens historique et sociologique du terme.

L'élément aristocratique a continué à tenir les leviers de commande jusqu'à la fin de la période du capitalisme intact et vigoureux. La partie économiquement active des classes bourgeoises ne s'est guère opposée à cette prolongation du pouvoir aristocratique. **Une telle division du travail social arrangeait les classes bourgeoises et elles s'y prêtaient volontiers.** Quelquefois, la bourgeoisie s'est révoltée ou a pris certaines des rênes politiques mais leurs réussites gouvernementales n'avaient rien de remarquable. Ces échecs s'expliquent par la prédisposition atavique de la noblesse à commander et à être obéie.

« Les seigneurs et les chevaliers se sont métamorphosés avec une aisance et une grâce suprêmes en courtisans, administrateurs, diplomates, politiciens, ainsi qu'en officiers d'un type qui n'avait rien de commun avec celui du chevalier médiéval ».²¹

21 J. Schumpeter, **Capitalisme, socialisme et démocratie**, Payot, 1967 (1942), p.193

Par contre, l'industriel et le négociant sont tout à fait dépourvus de ce fluide mystique qui imprègne ces grands commis de l'Etat. **Le commandement économique ne se transforme pas facilement en commandement politique.** L'aptitude des bourgeois à la gestion des municipalités ne dément pas ce qui vient d'être dit et s'explique par le fait qu'avant l'avènement des métropoles modernes, la gestion des villes s'apparentait à la gestion des entreprises. Quand les questions politiques étaient principalement d'ordre commercial ou industriel, ils y excellaient. Les républiques de Gènes ou de Venise furent des républiques commerçantes de ce type. Le cas des Pays-Bas rentre dans la même catégorie. Il est instructif de constater que cette république mercantile a invariablement échoué chaque fois qu'elle s'est livrée au grand jeu de la politique internationale.

Sauf circonstances exceptionnelles, la classe bourgeoise est mal équipée pour affronter les problèmes, tant intérieurs qu'internationaux, auxquels doit normalement faire face tout pays de quelque importance. **Or le processus capitaliste, tant par son mécanisme économique que par ses conséquences psycho-sociologiques, a éliminé ce maître protecteur.** Le capitalisme a fait disparaître les remparts politiques. Il a poussé leur destruction beaucoup plus loin qu'il n'était nécessaire.

« **En brisant le cadre précapitaliste de la société, le capitalisme a donc rompu, non seulement les barrières qui gênaient ses progrès, mais encore les arcs-boutants qui l'empêchaient de s'effondrer.** Ce processus de destruction, impressionnant par son caractère de fatalité inexorable, n'a pas seulement consisté à émonder le bois mort institutionnel, mais aussi à éliminer ces partenaires de la classe capitaliste dont la symbiose avec cette dernière était un élément essentiel de l'équilibre du capitalisme ».²²

Dès lors, on peut **se demander si le capitalisme, plutôt que d'être un type sui generis, n'est pas en réalité le dernier stade de décomposition du régime féodal.** Schumpeter pense néanmoins qu'il s'agit d'un type distinct de société.

III. La destruction du cadre institutionnel de la société capitaliste

Après avoir détruit le cadre institutionnel de la société féodale, le capitalisme est en voie de miner, de la même façon, son propre support. Son succès même tend paradoxalement à compromettre le prestige ou à affaiblir le poids social de la classe qui en a été le principal artisan.

On critique souvent le « déclin de la concurrence » en accusant les monopoles modernes de détériorer progressivement le rendement économique du régime capitaliste. Schumpeter, on l'a vu, a rejeté cette hypothèse. **Sur le plan économique, ni les avantages de la concurrence, ni les inconvénients inhérents à la concentration**

22 J. Schumpeter, **Capitalisme, socialisme et démocratie**, Payot, 1967 (1942), p.196

du contrôle économique ne sont aussi considérables qu'on le prétend ordinairement. De toute façon, ce n'est pas ici que réside le nœud du problème. Même si toutes les entreprises géantes étaient gérées avec une perfection quasi divine, les conséquences politiques de la concentration n'en seraient pas modifiées d'un iota. En effet, la structure politique d'une nation est grandement affectée par l'élimination d'une multitude de petites et moyennes entreprises.

Le processus capitaliste s'attaque, au-dedans des grandes entreprises, à son propre cadre institutionnel. En effet, **la silhouette du propriétaire et, avec elle, l'œil du maître ont disparu du tableau.** On trouve désormais trois catégories de personnes dans ces entreprises géantes : les dirigeants salariés, les gros actionnaires et les petits actionnaires. Le premier groupe a développé une mentalité d'employé et ses membres s'identifient rarement aux intérêts des actionnaires. Le second groupe n'agit ni ne réagit comme le ferait un véritable propriétaire. Le troisième groupe, les petits actionnaires, ne se soucient pas, la plupart du temps, de ce qui constitue pour eux une faible source de revenus. Etant souvent mal traités, ils se laissent régulièrement entraîner à une attitude d'hostilité envers « leurs » sociétés, envers les grandes firmes en général et, quand les affaires prennent une mauvaise tournure, envers le régime capitaliste en tant que tel.

La liberté de contracter, au temps de sa pleine vitalité, signifiait que le pouvoir de contracter individuel s'exerçait par un choix personnel entre un nombre infini de possibilités. Aujourd'hui, le contrat contemporain stéréotypé, anonyme, impersonnel et bureaucratisé n'offre qu'une **liberté très restreinte de choix** et aboutit le plus souvent à un « c'est à prendre ou à laisser ». Ces précieuses qualités du contrat traditionnel sont devenues incompatibles avec l'existence de sociétés géantes. **L'évolution capitaliste dévitalise la notion de propriété.** Elle relâche l'emprise, naguère si forte, du propriétaire sur son bien, d'abord en affaiblissant son droit légal et en limitant sa possibilité d'en jouir comme il l'entend. Ensuite, parce que le possesseur d'un titre abstrait perd la volonté de combattre économiquement, politiquement, physiquement pour « son » usine.

Chapitre XIII : L'hostilité grandit

I. L'atmosphère sociale du capitalisme

Le capitalisme donne naissance à une mentalité d'objecteurs qui, après avoir détruit l'autorité morale de multiples institutions non capitalistes, **en viennent à se tourner contre les propres institutions de ce régime.** En effet, l'esprit rationaliste ne se limite pas à mettre en question la légitimité des rois et des papes. Poursuivant son offensive, il s'en prend à la propriété privée et à tout le système des valeurs bourgeoises.

Pourquoi, se demande maint industriel avec une candeur désarmante, le régime capitaliste aurait-il besoin d'être protégé à un degré quelconque par des forces extra-capitalistes ou par des loyalismes extra-rationnels ? Pourquoi, se diront ces industriels, un

travailleur raisonnable ne serait-il pas capable de soupeser le pour et le contre dans son contrat et d'en conclure que ce dernier est équilibré pour les deux parties ?

Premièrement, **les critiques d'ordre politique ne sauraient être effectivement réduites au silence par des arguments rationnels**. Il est erroné de penser que les offensives politiques sont primordialement suscitées par des griefs et qu'elles pourraient être stoppées par des justifications. De telles ripostes « peuvent déchirer l'accoutrement rationnel des assaillants, mais elles ne peuvent jamais atteindre les forces d'impulsion extra-rationnelles qui se dissimulent derrière ce camouflage ». ²³

Deuxièmement, **tout argument pro-capitaliste doit être fondé sur des considérations à long terme**. A court terme, ses superbénéfices et ses efficacités se profilent au premier plan. Pour comprendre les thèses capitalistes, le grand public devrait être doué d'une pénétration et d'une puissance d'analyse qui lui font entièrement défaut.

« Pour s'identifier au système capitaliste, le chômeur contemporain devrait faire complètement abstraction de son propre destin et le politicien contemporain devrait faire litière de ses ambitions personnelles ». ²⁴

Troisièmement, **dans tout système social, chacun fait face à des difficultés quotidiennes et à des menaces**. Des frictions, des incidents désagréables, petits ou grands, blessent, exaspèrent et contrarient. On en accusera presque toujours le système, quel qu'il soit.

Quatrièmement, **les niveaux d'existence constamment améliorés** et, en particulier, les loisirs que le capitalisme moderne procure au travailleur jouissant du plein emploi, **ont paradoxalement pour effet de rendre les gens plus exigeants, critiques et insatisfaits**.

II. La sociologie de l'intellectuel

La formation d'une telle atmosphère de révolution suppose l'existence de groupes ayant intérêt à brasser et à organiser les ressentiments, à les alimenter, à s'en faire les interprètes et à les diriger. Tel est l'un des paradoxes de ce système : à la différence de tout autre type de société, le capitalisme, en raison de la logique même de sa civilisation, a pour effet inévitable d'éduquer et de subventionner les professionnels de l'agitation sociale.

23 J. Schumpeter, **Capitalisme, socialisme et démocratie**, Payot, 1967 (1942), p.201

24 J. Schumpeter, **Capitalisme, socialisme et démocratie**, Payot, 1967 (1942), p.202

Schumpeter entreprend ici de brosse à gros traits une sociologie de l'intellectuel. La chose est malaisée car **les intellectuels ne forment pas une classe sociale au sens où les paysans ou les travailleurs industriels constituent de telles classes**. Ils accourent de tous les coins de la société. Néanmoins, ils prennent des attitudes de groupe et défendent des intérêts de groupe, ce qui les constitue en une sorte de classe sociale. Les gens qui en font partie ont reçu normalement une éducation supérieure. Pas les autres. Par ailleurs, il faut aussi que ces gens s'expriment oralement ou par écrit sur des sujets étrangers à leurs compétences professionnelles. Les médecins et les avocats ne sont donc pas, en tant que tels, des intellectuels. Ils peuvent le devenir s'ils s'expriment sur des sujets divers en dehors de leurs activités professionnelles. L'intellectuel ne possède, en général, aucune connaissance de première main que fournit l'expérience. Il est un observateur qui arrive à s'imposer en raison des embarras qu'il suscite.

Le développement de la pensée rationnelle a évidemment précédé de plusieurs milliers d'années la naissance du capitalisme mais ce dernier a imprimé à cette dernière une impulsion nouvelle et une orientation particulière. **Auparavant, le savant n'avait pas accès aux masses**. Il ne pouvait, sous peine de passer pour un hérétique, se heurter de front aux thèses dominantes. **Il avait besoin d'un protecteur** puissant et il lui en coûtait cher s'il ruait dans les brancards.

« Mais si le monastère a été la nursery des intellectuels du monde médiéval, c'est le capitalisme qui les a lâchés en liberté et qui leur a donné la presse typographique ».²⁵

La coïncidence de la naissance de l'humanisme avec la naissance du capitalisme est très frappante. A la base, les humanistes sont des philologues mais ils ont rapidement envahi les domaines de la morale, de la politique, de la religion et de la philosophie. Pourquoi ? Parce que c'étaient des esprits critiques. De la critique d'un texte à la critique de la société, le pas est rapidement franchi. **Grâce à l'imprimerie et aux changements qu'opérait le capitalisme dans la société, les humanistes furent les premiers intellectuels à disposer d'un public au sens moderne du terme**.

Comme le savait pertinemment le célèbre écrivain et dramaturge italien médiéval Pierre l'Arétin (1492-1556), l'obséquiosité et la flatterie sont souvent moins fructueuses que l'arrogance et l'insulte. Connue dans toute l'Italie, ce pamphlétaire n'a été surpassé par aucun mortel dans l'art de manier ces dernières. Il aurait pu devenir un critique acerbe et impitoyable des mœurs un peu légères (au demeurant très communes pour un gentilhomme de cette époque) de Charles Quint durant les campagnes qui le tenaient éloigné de l'impératrice durant de longs mois. Mais Charles Quint lui graissait la patte pour l'empêcher de rendre publiques ses aventures galantes. Charles Quint n'en éprouvait aucun ressentiment et détournait parfois sa route pour honorer l'écrivain. Il recevait de lui plus que son silence : la pleine contrepartie de ses dons. La plume de l'Arétin était plus forte que l'épée.

25 J. Schumpeter, **Capitalisme, socialisme et démocratie**, Payot, 1967 (1942), p.206

Pendant les cent cinquante ans qui suivent, aucune figure intellectuelle équivalente à l'Arétin ne peut être observée. Cette période coïncide en Europe avec le recul qui affecta l'évolution capitaliste avant de reprendre sa course. Au XVIII^{ème}, **Voltaire est l'exemple type de l'intellectuel qui aborde tous les sujets sans en maîtriser aucun.** L'intellectuel se dote d'un nouveau « protecteur », le public bourgeois. Suit alors la période des publicistes de la Révolution française (Marat, Desmoulins, etc.). Mais la Terreur et l'Empire contrôlent sévèrement les intellectuels par la suite.

Au XIX^{ème}, pratiquement tous les gouvernements européens tentent vainement de mettre au pas tous les intellectuels. La tâche est impossible. Pourquoi ? Parce que, **dans une société capitaliste, toute attaque dirigée contre les intellectuels se heurte nécessairement aux forteresses privées des milieux d'affaires bourgeois dont certaines donnent refuge aux écrivains traqués.** On ne peut emprisonner des intellectuels sans porter directement atteinte aux libertés chères à la classe bourgeoise. Même si elle peut désapprouver ces enfants terribles, elle fera toujours bloc derrière eux. Pourquoi ? Parce qu'en défendant les intellectuels en tant que groupe, la bourgeoisie défend sa propre cause et son programme d'existence. Ceci explique la répugnance du régime capitaliste à contrôler les intellectuels et son inaptitude à exercer un tel contrôle.

L'accroissement des ressources de la société capitaliste est tout bénéfique pour l'intellectuel : citons l'apparition des loisirs, la réduction du prix des livres et des journaux, la naissance des sociétés de presse à grand tirage, la radio, etc. Par ailleurs, l'abolition de toute contrainte favorise la liberté d'expression. Et cela à un point tel que la société bourgeoise devient incapable de la contrôler.

Une autre cause majeure de développement de la catégorie des industriels, c'est **l'accroissement considérable de l'appareil enseignant nécessité par le développement économique d'une société capitaliste.** Cela engendre diverses conséquences dont la première est une surproduction de diplômés susceptibles d'accéder aux « métiers à col blanc ». Une seconde conséquence, c'est que, **en raison de cette surproduction de diplômés, les conditions d'emploi sont peu satisfaisantes pour ces diplômés.** Ils sont contraints d'accepter des travaux inférieurs ou des salaires moins élevés que ceux des ouvriers mieux rémunérés. Une troisième conséquence est l'inemployabilité de plusieurs diplômés. Après avoir fréquenté un lycée ou une université, ils deviennent psychologiquement inemployables dans des fonctions manuelles sans être devenus pour autant employables dans les professions libérales. Ce phénomène préoccupant s'accroît à mesure qu'un nombre toujours plus important de personnes est drainé vers l'enseignement supérieur.

Tout ceci engendre naturellement une insatisfaction chez ces diplômés au chômage, mal employés ou inemployables. L'insatisfaction engendre le ressentiment. Ce dernier s'exprime sous la forme d'une **critique sociale.** Ce groupe nombreux est coloré d'une teinte prolétaire. Ce groupe développe un intérêt collectif et une hostilité envers le régime capitaliste. **Cette hostilité s'explique bien davantage par la situation socioprofessionnelle des intellectuels que par une indignation vertueuse** qui serait simplement provoquée par le spectacle d'exactions honteuses.

D'ailleurs, ce qui confirme cette analyse, c'est le fait que, loin de diminuer, cette hostilité s'accroît chaque fois que l'évolution capitaliste se traduit par une nouvelle réussite.

L'évolution capitaliste engendre un mouvement travailliste qui n'est évidemment pas créé par le groupe intellectuel. Ce mouvement attire évidemment nombre d'intellectuels. **Le syndicalisme n'a jamais demandé à être guidé par des intellectuels mais ces derniers ont envahi la politique syndicale.** Ils lui fournissent des théories ou des slogans comme celui de la « guerre des classes ». Ces intellectuels **ont rapidement radicalisé ce mouvement et lui ont imprimé une orientation révolutionnaire.** Par ailleurs, vu le gouffre existant entre l'ouvrier et l'intellectuel, ce dernier a dû faire preuve de beaucoup de démagogie, de flatterie, de promesses, etc. pour conquérir ce nouveau public. Il a dû prendre à cœur les cas douteux ou submarginaux et s'être déclaré prêt à obéir en toute occasion. Bref, il s'est comporté envers les masses comme ses prédécesseurs s'étaient comportés envers leurs supérieurs ecclésiastiques, puis envers les princes et autres protecteurs individuels.

Tout cela a forgé une « atmosphère sociale » toujours plus hostile au capitalisme. Les groupes politiques se sont montrés également réceptifs aux thèses intellectuelles car ils y trouvaient, en tant que groupes, des idées de nature à conforter leurs intérêts particuliers, lesquels sont parfois, en raison de leur corporatisme, en opposition avec les intérêts du groupe qu'ils « représentent ». Par ailleurs, la bureaucratie s'est également montrée réceptive à ces thèses intellectuelles anticapitalistes et cela d'autant plus que se relâchait l'esprit de caste qui naguère dressait une barrière entre la bureaucratie et la sphère intellectuelle.

Chapitre XIV : Décomposition

En butte à l'hostilité croissante de leur entourage et aux pratiques législatives, administratives et judiciaires engendrées par cette hostilité, **les entrepreneurs et les capitalistes**- en fait, toute la couche sociale qui accepte le programme d'existence bourgeois -**finiront par cesser de remplir leurs fonctions.** La plus spectaculaire des ambitions bourgeoises, à savoir la fondation d'une dynastie industrielle, est déjà devenue irréalisable dans la plupart des pays. Même des buts plus modestes sont désormais si difficiles à atteindre que le jeu n'en vaut plus la chandelle.

L'affaiblissement de l'activité bourgeoise génère à l'intérieur du régime capitaliste des troubles fonctionnels qui sont autrement plus importants que ceux mis en cause par la théorie de la « disparition des chances d'investissement ». Cet affaiblissement s'explique en raison d'attaques par des forces extérieures à la mentalité bourgeoise mais aussi pour des raisons d'ordre interne.

Une de ces causes internes est l'évaporation de la substance de la propriété. Les **hommes d'affaire** modernes appartiennent généralement à la catégorie des **fondés de pouvoir** et non plus à celle des propriétaires. Dès lors, ils ne sont plus animés par la même volonté de lutter et de maintenir qui étaient celles des hommes qui exerçaient au

plein sens des termes le droit de propriété et les responsabilités qu'il implique. Ainsi, **la société par actions, bien que fille de l'évolution capitaliste, socialise la mentalité bourgeoise.** Elle finira même par détruire les racines mêmes de ce régime.

La cause interne la plus importante d'affaiblissement, c'est la désintégration de la famille bourgeoise. La vie de famille, la paternité, la maternité signifient moins aujourd'hui que ce qu'elles signifiaient naguère. On ne contracte plus de mariages pour constituer des alliances industrielles. On fait moins d'enfants qu'auparavant. Evidemment, ce phénomène s'étend à toutes les classes sociales mais il s'est manifesté en premier lieu dans la classe bourgeoise et, dans le cadre de cette analyse, l'importance symptomatique aussi bien que causale de la dénatalité concerne exclusivement cette classe.

Les sacrifices qu'implique l'entretien d'une famille nombreuse ne sont pas uniquement monétaires. Il y a aussi les pertes de confort, d'insouciance, de chances à profiter d'alternatives. Les parents potentiels, quand ils cessent de considérer comme allant de soi les arrangements traditionnels de leur entourage social pour regarder les choses de manière plus utilitaire, ne peuvent manquer de se poser cette question : **pourquoi couper les ailes de nos aspirations et appauvrir notre existence pour finir par être négligés et traités par-dessous la jambe dans nos vieux jours ?** C'est l'évolution capitaliste elle-même qui, en raison des attitudes psychiques qu'elle engendre, estompe progressivement les valeurs de la vie de la famille et favorise simultanément les nouvelles mœurs.

La demeure d'ancien style a cessé, dans les milieux bourgeois, d'être le cadre indispensable d'une vie confortable et raffinée. La bourgeoise déserte le grand hôtel, le château ou la villa. Les agréments de la demeure bourgeoise s'effacent derrière ses charges. L'appartement et la « résidence » fournissent un type d'habitat rationalisé et correspondant à un nouveau style d'existence mené principalement dehors. **La disparition des demeures spacieuses constitue un motif supplémentaire d'éviter les soucis de la paternité.** Par ailleurs, dans la mesure où les dépenses portant sur les éléments les plus permanents du train de vie - notamment l'immeuble, le mobilier, les tableaux - étaient naguère financés par les prélèvements sur les revenus antérieurs, on peut conclure que **l'évolution contemporaine rend considérablement moins nécessaire l'accumulation du « capital de consommation ».**

Pour bien comprendre les conséquences de la dénatalité et de la réduction du train de vie sur le rendement du système de production capitaliste, il faut rappeler que **la famille et la demeure familiale constituaient naguère les ressorts profonds de la passion du gain** dans les milieux typiquement bourgeois. **A partir du moment où l'homme cesse de travailler et d'épargner pour sa femme et ses enfants, il cesse d'obéir à l'éthique capitaliste** qui enjoignait de travailler pour l'avenir, que l'on fût ou non destiné à engranger la récolte. **Le nouvel homme d'affaire peut très bien être un célibataire sans attache ou dans un ménage sans enfant.** Cela donne un type d'homo oeconomicus différent, mû par des préoccupations différentes et agissant selon des directives différentes. La bourgeoisie investissait à long terme. **Désormais, l'horizon temporel de l'homme d'affaire se rétrécit jusqu'à ne pas dépasser, en**

gros, son « espoir de vie » au sens actuariel du terme. Il sera peut-être encore moins enclin au sacrifice en réalisant que le fruit de ses efforts gonfle le montant de ses impôts.

Le trait le plus saillant du tableau consiste peut-être dans le fait que **la bourgeoisie, tout en éduquant ses propres ennemis, se laisse à son tour éduquer par eux.** Elle absorbe sans résistance les formules du radicalisme en vogue et paraît tout à fait consentante à se laisser convertir à une doctrine incompatible avec son existence même. Le bourgeois perd rapidement foi en sa propre doctrine. **Le bourgeois abdique. Quand il est attaqué, il discute et il plaide. Il saute sur chaque chance de compromis.** Il est toujours prêt à céder.

Il existe une **tendance à l'autodestruction, inhérente au système capitaliste, qui, dans les premiers temps, peut prendre la forme d'une tendance au ralentissement du progrès.** Ces facteurs travaillent non seulement à détruire la civilisation capitaliste mais encore à engendrer une civilisation socialiste. Chemin faisant, hommes et institutions sont transformés dans des conditions qui les préparent toujours davantage aux modalités socialistes.

En fin de compte, il n'y a pas autant de différence qu'on pourrait le croire entre dire que la décadence du capitalisme tient au succès de ce régime et dire qu'elle tient à son échec. Il est très probable que le capitalisme cède la place au socialisme. Nous ne savons encore rien de la nature du socialisme au-delà du fait qu'il implique la nationalisation des industries. Schumpeter va essayer de cerner cela de plus près. On verra que ce régime est compatible avec une variété infinie de possibilités économiques et culturelles. On ne sait pas non plus comment le socialisme va advenir : cela prendra-t-il la forme d'une bureaucratisation progressive ou d'une révolution spectaculaire ? On ne sait pas non plus si le socialisme se maintiendra durablement. Rappelons aussi que la famille bourgeoise n'est pas encore morte. Toutes ces questions sont importantes à court terme mais sont des phénomènes de surface par rapport à la **marche dont la lente gestation se poursuit en profondeur vers une civilisation nouvelle.**

Troisième partie : Le socialisme peut-il fonctionner ?

Chapitre XV : Pour déblayer le terrain

Le socialisme peut-il fonctionner ? A coup sûr, il le peut. Pour deux raisons : parce que le stade idoine d'évolution industrielle a été atteint et parce que les problèmes de transition peuvent être résolus avec succès. On examinera plus tard la question de savoir si le socialisme peut être démocratique. Schumpeter envisage seulement deux types de sociétés : la société mercantile et la société socialiste.

- la **société mercantile** : système institutionnel qui comporte deux éléments : la **propriété privée des moyens de production** et la **régulation du processus productif par le contrat (ou la gestion ou l'initiative) privé.** Tel type de société-

té n'est pas purement bourgeois. Il n'est pas non plus nécessairement capitaliste. La **société capitaliste est un cas particulier de société mercantile** qui se caractérise par le mécanisme additionnel de **création du crédit** (les initiatives sont financées au moyen du crédit bancaire, c'est-à-dire avec de la monnaie ou des dépôts fabriqués ad hoc).

- la **société socialiste** : système institutionnel dans lequel **l'autorité centrale contrôle les moyens de production et la production** elle-même ou encore, dans lequel les **affaires économiques** de la société **ressortissent**, en principe, au **secteur public**, et non pas au secteur privé.

La définition de Schumpeter exclut le socialisme des guildes, le syndicalisme, etc. En effet, le socialisme centralisé dont il parle lui paraît l'emporter tellement nettement que ce serait une perte de temps que d'en examiner d'autres formes. Le poids de l'autorité centrale (**Conseil central** ou **Ministère de la production**) peut-être très variable. Son pouvoir ne doit pas nécessairement être absolu. Rien n'exclut qu'il puisse être contrôlé par une autorité de supervision et de contrôle (une sorte de cour des comptes). Rien n'exclut non plus de laisser une certaine marge de manœuvre aux différents directeurs d'usine.

Schumpeter n'a pas défini les termes « collectivisme » et « communisme » pour les distinguer du socialisme. Il n'utilise jamais le premier terme et n'emploiera le second qu'à l'occasion. Dans son esprit, ce sont des synonymes du « socialisme ». **L'un des documents classiques du socialisme s'intitule « Manifeste du Parti Communiste »**. D'autres concepts sont souvent mobilisés mais leur signification dépend trop d'un contexte particulier pour être théorisés dans ce cadre-ci. C'est le cas de propriété, appropriation, taxation, etc. Ils ont un sens dans le cadre de la société mercantile mais pas en dehors. C'est aussi le cas du terme « Etat ». A moins de transformer ce concept substantiel en un simple fantôme légal ou philosophique, on ne peut le transplanter dans la société socialiste (ni d'ailleurs dans la société féodale) car cette société n'a pas établi ni consenti à établir la ligne de démarcation entre secteur privé et secteur public qui donne à l'Etat sa signification essentielle.

La société socialiste ainsi définie pivote exclusivement sur un support économique. Cela dit, l'aspect économique n'est pas le seul ni même le plus important aux yeux de Schumpeter ou de ceux à qui on demande de placer leur confiance dans le socialisme. Tous les socialistes ne sont pas d'odieux matérialistes. Ce projet vise des objectifs plus élevés que celui consistant à remplir les panses. Quels sont-ils ? Ou, plus exactement, à quel monde culturel aspire le socialisme ?

A première vue, les matériaux sont abondants. Il y a des tendances rousseauistes et benthamiennes (paix, amour, chaînes brisées, horizons élargis, énergies culturelles libérées, etc.), des tendances syndicalistes, etc.

Schumpeter défend ici la **thèse de l'« indétermination culturelle du socialisme »**. Une société socialiste peut tout aussi bien être soit dirigée par un monarque absolu soit être organisée sous la forme la plus démocratique qui soit concevable. Elle peut être aristocratique ou prolétarienne. Ascétique ou jouisseuse. Energique ou molle. Belliqueuse ou pacifique. Nationaliste ou internationaliste. Elle peut se reproduire à partir de ses meilleures ou de ses pires souches. **Le socialisme est, à n'en pas douter, un Protée²⁶ culturel.**

Chapitre XVI : L'organigramme socialiste

Il convient de rechercher si le modèle d'une économie socialiste est cohérent. **Existe-t-il une fêlure dans la logique pure du socialisme ?** La cohérence d'un système n'est évidemment pas la preuve qu'il faille l'adopter mais son incohérence est une raison valable pour ne pas l'adopter. La question que se pose ici Schumpeter est la suivante : dans les conditions d'une économie socialiste, les données et principes du système fournissent-ils au comité central ou au ministère de la production des équations qui soient indépendantes, compatibles - c'est-à-dire libres de toute contradiction - et suffisamment nombreuses pour déterminer univoquement les inconnues du problème ?

Schumpeter répond par l'affirmative : **il n'existe aucune fêlure dans la logique pure du socialisme.** Cette **cohérence est évidente et reconnue par tous les économistes. A part un seul, le professeur Ludwig Von Mises.** Cet auteur libéral part de la proposition selon laquelle le **comportement économique rationnel présuppose des calculs rationnels de prix de revient et nécessite donc des marchés sur lesquels se forment ces prix et ces facteurs.** En l'absence de tels marchés dans une société socialiste, ces faisceaux lumineux que sont les prix, faisceaux orientant la production rationnelle feraient défaut, en sorte que le système fonctionnerait en plein chaos, en admettant même qu'il puisse fonctionner.

A cette critique, les tenants de l'orthodoxie socialiste n'ont rien su répondre si ce n'est que les gérants socialistes pourraient partir du système de valeurs élaboré par leurs prédécesseurs capitalistes. **C'est l'économiste Enrico Barone qui a résolu le problème.** Schumpeter retrace une brève esquisse de sa thèse.

La différence logique entre une économie mercantile et une économie socialiste consiste en ce que, dans cette dernière, la solidarité de la production et de la répartition cesse d'exister. En effet, les moyens de production ne sont pas évalués par un marché et les principes d'une société socialiste ne lui permettent pas, même si de telles valeurs existaient, d'en faire le critère de la répartition. Dès lors, **l'automatisme répartiteur d'une société mercantile fait défaut à une société socialiste.** C'est une décision politique qui doit se substituer au marché. La répartition devient distincte, complètement coupée de la production.

26 Fils du dieu Poséidon, Protée est une divinité marine de la mythologie grecque. Il possède le don de métamorphose.

Cette décision de répartition de la production est forcément arbitraire d'un point de vue économique. Elle peut être motivée par des principes très variables (égalitaires ou inégalitaires, privilégiant un secteur particulier, poursuivant telle ou telle performance, etc.). Quelle règle examiner ? Supposons, dit Schumpeter, que les convictions éthiques de notre communauté socialiste, tout en étant foncièrement égalitaires, prescrivent simultanément que les camarades soient libres de choisir à leur convenance entre tous les biens de consommation que le ministère est en mesure de produire et consent à produire. Admettons aussi que, pour satisfaire à l'idéal égalitaire, chaque personne reçoive des tickets donnant droit à la $x^{\text{ème}}$ partie de la production durant une période comptable, chaque ticket non utilisé étant annulé au terme de la période. Ces tickets, pour éviter le troc entre camarades seraient libellés en unités, en lunes, soleils...ou même dollars. Le total des tickets distribués devait équivaloir au prix global de la production à distribuer.

Comment fixer les prix ? Le ministère de la production ferait des suggestions initiales. Par leurs réactions initiales, les camarades feraient comprendre à quel prix ils sont prêts à acquérir telle ou telle marchandise et quelles sont celles dont ils ont moins besoin. Le ministère abaisserait alors les prix des marchandises dont il veut liquider les stocks.

Le comité central pourrait se fragmenter en comités spécialisés par branches de production ou, mieux, **admettons qu'une autorité soit instituée pour chaque branche, une autorité chargée de la gérer et de se coordonner avec le comité central.** Les gérants devraient produire aussi économiquement que possible. A chaque période, ils seraient tenus « d'acheter » au comité central des unités de biens et de services qu'ils paieraient, à un prix fixé à l'avance, avec les « dollars de consommateurs » que leur ont procurés leurs livraisons antérieures de biens de consommation. Ces gérants seraient tenus d'utiliser toutes les quantités que, en produisant de la façon la plus économique, ils sont en mesure de vendre au même prix aux consommateurs. La somme de dollars gagnée correspond à celle qui doit être versée au comité central. En d'autres termes, **la production doit atteindre, dans toutes les branches, un volume tel que les « prix » deviennent égaux (et pas seulement proportionnels) aux coûts marginaux.** Les prix des facteurs instrumentaux, à la différence des prix des biens de consommation, seraient, quant à eux, unilatéralement fixés par le conseil central.

Pour compléter cette démonstration, il manque encore une **règle visant à régir la fixation des prix par le conseil central.** Cette règle est évidente : il suffit que le conseil fixe un seul prix pour chaque bien instrumental d'une qualité donnée et s'assure qu'un tel prix « déblaie le marché » de façon à ce qu'aucune quantité inutilisée de biens instrumentaux ne lui reste sur les bras et qu'aucune qualité supplémentaire ne soit commandée à ces prix. Cette règle permettrait ainsi de calculer rationnellement le prix de revient. Voilà la démonstration du modus operandi à suivre dans ce régime socialiste qui est ici un régime d'activité économique stationnaire.

Oui, **mais comment gérer, dans ce régime stationnaire, l'évolution industrielle ?** Ce régime pourrait-il résoudre les problèmes posés par le progrès ? Oui, il est possible

de mettre au point une méthode rationnelle. Supposons qu'une machine nouvelle plus efficace ait été dessinée. Elle peut être produite par les mêmes usines qui produisent les machines identiques moins efficaces. La nouvelle machine sera adoptée par l'industrie X et celle-ci produira la même quantité de marchandises avec une plus petite quantité de moyens de production. En conséquence, le gérant devra verser au comité central un montant de « dollars de consommateur » équivalent à ce qu'il verse depuis toujours mais inférieur à celui versé par le consommateur cette période-là (puisque'il a pu produire davantage de biens avec la même quantité de ressources). Elle aura fait un « **profit** ». Ce dernier devra être signalé. Il faudra indiquer l'orientation et l'extension à donner à la redistribution de ce supplément de biens.

Il peut aussi arriver qu'une amélioration (un nouveau pont, une nouvelle voie ferrée) exige une **augmentation des moyens de production. Les camarades devraient alors travailler temporairement au-delà du nombre d'heures fixé ou restreindre leur consommation.** Cela dit, on pourrait aussi abroger la disposition qui annule tous les **tickets non utilisés la période précédente** et payer avec ces derniers les heures supplémentaires sous forme de « **primes** ». Cela reviendrait alors aussi à faire sauter le principe d'égalité des salaires. Ces primes récompenseraient aussi les travailleurs qui ont réduit leur consommation, c'est-à-dire qu'elles récompenseraient les... « épargnes » !

Une relation évidente s'établirait entre les primes et le caractère attrayant ou fastidieux de chaque emploi. Les primes présenteraient ainsi une certaine similitude avec le barème des salaires d'une société capitaliste. Sans pousser trop loin l'analogie, il n'est pas défendu de parler, dans ce cas, d'un « **marché du travail** » !

Comme on le voit, il existe un air de famille entre l'économie mercantile et l'économie socialiste. Cela dit, Schumpeter - peut-être soucieux de ne pas effrayer ses lecteurs socialistes - écrit que le socialisme qu'il présente n'emprunte rien au capitalisme. C'est le capitalisme qui emprunte beaucoup à la logique du choix qui est, elle, de portée parfaitement générale. Il y a, en effet, toujours des similitudes entre deux comportements rationnels différentes. Dans le comportement économique, l'influence normative de la rationalité pénètre très loin.

Revenons à la critique de Von Mises : **en jetant par-dessus bord les « marchés », ne sacrifions-nous pas du même coup la rationalité et le déterminisme économique ?** Schumpeter répond qu'en l'absence de marchés, une autorité doit être chargée de procéder aux évaluations, c'est-à-dire d'établir un barème d'indices significatifs pour tous les biens de consommation. Un peu comme Robinson Crusoé. Après quoi, le reste du processus de planification pourrait suivre son cours.

Le système socialiste est cohérent d'un point de vue logique. Mais il est possible, comme le fait Hayek, de formuler directement une seconde objection, non sur la cohérence logique du système mais sur son applicabilité. Selon Hayek (et d'autres), la planification économique est frappée d'une « impossibilité pratique ». En effet, la tâche du Conseil central serait d'une complexité dépassant l'entendement humain.

Schumpeter rappelle que la solution du problème théorique est éminemment opérationnelle. Elle définit les mesures à adopter. Il serait même possible d'élaborer le plan de production « ab ovo », c'est-à-dire sans aucune expérience préalable des quantités et des valeurs. En outre, il ne faut pas perdre de vue que **le conseil central s'appuiera sur une immense bureaucratie** (quel que soit le sentiment qu'on peut éprouver à l'égard de la bureaucratie) et **qu'il n'y a aucune raison de croire qu'elle pliera sous le fardeau.**

Cette bureaucratie socialiste disposerait de renseignements suffisants pour évaluer avec un degré d'approximation raisonnable les quantités de production correctes en ce qui concerne les principales branches. Pour le surplus, elle procéderait à des ajustements par voie de tâtonnements méthodiques. A ce point de vue, il n'y a pas de différence fondamentale entre les régimes mercantile et socialiste. Les managers du privé cherchent, eux aussi, à atteindre un état des choses qualifié d'« optimal ».

Par ailleurs, **dans un système socialiste, la solution des problèmes ne serait pas seulement tout aussi réalisable que dans un système mercantile. Elle serait même plus facile.** En effet, l'une des difficultés les plus sérieuses dans la conduite d'une entreprise privée, c'est le halo d'incertitudes qui entoure chaque décision et cela principalement dans deux domaines : la réaction des concurrents effectifs et virtuels et l'évolution prochaine de la conjoncture générale. **Dans une société socialiste, les gérants de branches seraient tenus au courant des intentions de leurs collègues.** Ils pourraient même se concerter. Par ailleurs, le conseil central pourrait diffuser autant de renseignements que nécessaires pour éviter l'incertitude.

L'existence d'un tel « **cerveau central** » réduirait immensément la quantité de travail à accomplir par les cerveaux-relais des gérants et l'intelligence requise pour faire fonctionner un tel système serait beaucoup moins grande que celle mobilisée actuellement par le capitaine d'industrie à travers les brisants de la mer capitaliste.

Chapitre XVII : Organigrammes comparés

I . Une observation préalable

Est-il possible de se livrer à une appréciation comparée du plan socialiste et du système mercantile ? Non, dit Schumpeter. A moins d'être dépourvu du sens de la responsabilité scientifique, on ne peut comparer entre un système que nous avons vécu et un système qui jusqu'à présent est resté à l'état de projection mentale.

Néanmoins, il accepte de se hasarder à opérer une **comparaison sur le strict plan de la logique** et en mettant de côté ses convictions et préférences personnelles. Cela implique aussi de s'abstenir de comparer les deux projets sur le plan culturel. Le phénomène que Schumpeter a appelé l'« indétermination culturelle du socialisme » rend d'ailleurs vaine toute tentative de ce genre.

II. Analyse des rendements comparés

Comme précisé auparavant, Schumpeter **s'en tient ici à la sphère économique**. Le chapitre précédent a permis de conclure à la possibilité de réalisation du système socialiste et à son caractère pratique. Il y a de fortes raisons de croire à la supériorité de son rendement économique.

Pour démontrer cette supériorité, il faut comparer le socialisme avec le capitalisme dit « monopolistique » étant donné sa supériorité par rapport au capitalisme « concurrentiel ». Il est vrai, concède Schumpeter, que beaucoup d'économistes estiment au contraire que le capitalisme concurrentiel l'emporte sur le premier mais ils se fondent sur des conditions parfaitement irréalistes. A supposer même qu'on admette qu'elles se réalisent un jour, il n'en demeure pas moins que le rendement effectif du mécanisme de production capitaliste pendant l'ère des unités de très grand taille a été beaucoup plus élevé qu'il ne l'a été pendant l'ère précédente des unités de taille moyenne ou petite.

Schumpeter ramène le rendement (*efficiency*) économique d'un système à son rendement productif. L'idée est de déterminer lequel, du système socialiste ou capitaliste, est le plus efficace, au sens de celui qui produirait à long terme un flux plus considérable de biens de consommation pendant une même unité de temps.

Evidemment, on peut rétorquer à Schumpeter que la production de biens de consommation n'est pas le seul critère ni même le critère décisif pour se prononcer sur l'efficacité. Schumpeter dit lui-même que les socialistes convaincus tireront satisfaction du simple fait de vivre dans une société socialiste. Le pain socialiste sera pour eux meilleur que le pain capitaliste pour la seule raison qu'il est socialiste. Et cela même si on y trouvait des cancrelats... Par ailleurs, si le système socialiste adopté concorde avec les convictions morales de nombreuses personnes, cette satisfaction donnée au sens de la justice figurerait évidemment parmi les titres du régime à la prééminence.

Schumpeter répond que **si l'on se base sur la satisfaction, autant la déterminer d'un point de vue économique**. Si les revenus sont répartis de manière égalitaire comme le préconise le socialisme, l'addition des préférences donnera une somme supérieure dans le régime socialiste par rapport au régime capitaliste (et cela même si la production est égale dans les deux systèmes). Toutefois, certains objecteront que les satisfactions ne sont pas mesurables. Nous n'avons pas besoin d'aller aussi loin, répond Schumpeter. Si l'on veut se prononcer sur le système le plus efficace, ce qui importe, c'est la quantité totale de biens produits. La question de la distribution est, quant à elle, superflue.

Néanmoins, il existe une autre raison d'associer les niveaux similaires d'efficacité productive avec les niveaux de bien-être. **Les socialistes soutiennent qu'à niveau national égal, une société socialiste serait plus à son aise qu'une société capitaliste parce qu'elle ferait un usage plus rationnel de ses ressources.** Pourquoi ? Parce qu'elle négligerait certains postes de dépenses (armements, entretien des églises, etc.) au profit d'autres jugés plus utiles (hôpitaux). Cela dit, estime Schumpeter, cet

argument nécessite des jugements de valeur dont on ne peut affirmer avec certitude qu'ils sont inhérents au socialisme.

Un autre argument consiste à soutenir que **presque toutes les sociétés socialistes édifieraient à coup sûr un type d'économie nouveau, à savoir une économie dont serait éliminée la classe des oisifs, des « riches paresseux »**. Ces personnes devraient travailler et produire des richesses au lieu de consommer celles produites par autrui. L'institution du système socialiste se traduirait donc par **un gain net**. Cela dit, estime Schumpeter, l'existence, dans nos sociétés actuelles, d'un régime de droits de succession ramène ce « gain net » à des proportions quasiment négligeables. Mais, pourraient objecter les socialistes, l'existence de ces impôts est déjà une institution anticapitaliste. Si l'on veut comparer objectivement les modèles socialiste et capitaliste, autant imaginer un régime capitaliste intact, un monde dont les racines économiques n'ont pas encore été attaquées. Schumpeter se base sur les chiffres de 1929. On peut estimer les dépenses de consommation personnelles effectuées par les gens riches à 4,33 milliards \$ soit 4,6% du revenu national. Cela dit, une bonne partie de cet argent, contribuant à la promotion sociale des familles, reste un levain actif d'initiatives et d'efforts qui contribuent aux performances du capitalisme. **En bout de course, le « gain net » serait peu significatif.**

III. Motif de supériorité de l'organigramme socialiste

Le critérium schumpétérien de supériorité ou d'infériorité est, tout compte fait, plus extensif qu'on aurait pu le croire à première vue. **Schumpeter va donc exposer ici les arguments qui plaident en faveur de la supériorité du socialisme.**

Dans le chapitre VIII, on a vu, alors qu'il était question des pratiques restrictives de concurrence, que **beaucoup d'arguments dirigés contre le capitalisme ont pour défaut de considérer comme « pathologiques », des phénomènes qui sont en réalité « physiologiques »** au sens où ils remplissent des fonctions importantes au cours du processus de destruction créatrice. **Dès lors, un bon nombre d'arguments traditionnellement opposés au régime capitaliste et en faveur du régime socialiste s'effondrent.**

Néanmoins, dans un système capitaliste, les décisions économiques sont prises dans un contexte d'incertitudes qui émousse le fil de l'action, tandis qu'une telle stratégie et une telle incertitude brilleraient par leur absence en régime socialiste. **Par ailleurs le régime socialiste est mieux à même de diminuer, voire de résorber les capacités excédentaires** que ne peut le faire le régime capitaliste. Il existe en effet des capacités excédentaires génératrices de pertes et qui pourraient être éliminées par une gestion socialiste, par exemple celle créée aux fins de mener une guerre économique contre les concurrents.

Cette observation vaut d'ailleurs pour tous les rouages des cycles économiques. L'initiative capitaliste ne manque pas de régulateurs dont certains pourraient être repris dans un ministère socialiste de la production. **Cependant, en régime socialiste, la planification du progrès serait incomparablement plus efficace, aux fins**

d'inhiber, à certaines époques, les poussées d'activités anormales et, à d'autres époques, les réactions dépressives, que ne sauraient l'être n'importe quelles modifications, automatiques ou manipulées, du taux de l'intérêt ou du contingent des crédits.

Le régime socialiste pourrait mieux gérer la fermeture des moyens de production désuets que ne le fait un régime capitaliste où cela se traduit par une paralysie temporaire et par des pertes en partie gratuites. Concrètement, la fermeture d'une industrie cotonnière obsolète en régime capitaliste peut entraîner l'arrêt temporaire de la construction des logements dans la région touchée. En régime socialiste, la production de coton serait probablement fortement comprimée mais un tel ralentissement, loin d'arrêter la construction des maisons, constituerait un motif pour l'intensifier.

Quels que soient les objectifs économiques souhaités par quiconque est en mesure de traduire ses désirs en actes, **la gestion socialiste pourrait les atteindre moyennant moins de troubles et moins de déperdition sans nécessairement s'exposer aux inconvénients** qui accompagnent les essais de planification du progrès quand ils sont effectués dans le cadre des institutions capitalistes.

La socialisation consiste à dépasser à grandes enjambées ces très grandes entreprises sur la voie qu'elles ont jalonnée. Le socialisme peut faire preuve, par rapport au capitalisme des trusts, du même type de supériorité dont ce capitalisme des trusts a fait preuve face au capitalisme concurrentiel. Cela dit, nous sommes toujours, rappelle Schumpeter, au niveau de la pure théorie. Il n'est pas certain que, mis au pied du mur, le socialisme soit en mesure de réaliser cela. Mais, du point de vue purement logique, il est incontestable que l'organigramme socialiste correspond à un degré supérieur de rationalité.

D'autres arguments peuvent encore être avancés en faveur du socialisme. Ainsi, **le chômage serait moindre dans une société socialiste, surtout en raison de l'élimination des crises.** Dans le cas où adviendraient des progrès technologiques qui diminueraient le besoin de main d'œuvre, le ministère de la production pourrait réaffecter les chômeurs à de nouveaux emplois.

Le trait caractéristique d'une société mercantile consiste dans la séparation du secteur privé et du secteur public. Ce secteur privé est séparé du secteur public non seulement en droit, mais encore en fait. Ces deux secteurs sont manœuvrés par des équipages différents et sont organisés aussi bien que gérés selon des principes différents et fréquemment opposés, générateurs de normes différentes et souvent incompatibles.

Une telle coexistence ne peut fonctionner sans frictions que temporairement. Les interférences gouvernementales entravent et paralysent le fonctionnement du mécanisme de production privée. Dans les frais engendrés par cette confrontation entre secteur public et secteur privé, comptons l'absorption des talents par des activités purement défensives. En effet, une partie considérable du travail accompli par les hommes de loi se dépense dans la lutte menée par des hommes d'affaires contre l'Etat et ses représentants. La perte sociale afférente à une utilisation aussi stérile de beaucoup

des meilleurs cerveaux est considérable. Les impôts n'ont cessé de grandir depuis 1914, jusqu'à devenir, par degrés, l'élément dominant des budgets familiaux ou des budgets d'entreprise. En outre, un gigantesque appareil administratif a été érigé dont la seule fonction consiste à se coller avec la bourgeoisie pour lui soutirer les recettes fiscales. Le dit organisme a réagi en développant des organes défensifs qui accomplissent un énorme travail d'autoprotection.

Dans une société socialiste, de tels gaspillages n'existeraient plus. Comme elle contrôlerait toutes les sources de revenus, les impôts disparaîtraient en même temps que l'Etat (ou, si on ne se rallie pas à la conception schumpetérienne de l'Etat, en même temps que l'Etat bourgeois). En effet, il n'y aurait pas de sens à ce que le conseil central verse des revenus aux particuliers aux fins d'en récupérer une fraction. **Les hommes de gauche, plutôt que d'aspirer constamment à une hausse des impôts auraient dû reconnaître depuis longtemps que la suppression des impôts constitue l'un des titres de supériorité les plus éclatants du plan socialiste.**

Chapitre XVIII : L'élément humain

Avertissement

Beaucoup d'adversaires du socialisme peuvent accepter les conclusions précédentes mais s'écrieront : « **Eh bien soit ! Si vous trouvez des demi-dieux pour piloter la locomotive socialiste et des archanges pour la chauffer,** les choses pourraient bien se passer comme vous dites ». **Mais, ajouteront-ils, le malheur, c'est que vous n'en trouverez pas** et, la nature humaine étant ce qu'elle est, le capitalisme, avec son système d'incitations, de récompenses et de punitions, est la meilleure organisation concevable.

I. Relativité historique de l'argument

L'argument précédent, non dépourvu de pertinence en apparence est en fait très relatif. Il fait partie des arguments valables dans certains contextes et pas dans d'autres. Ainsi, si l'on remonte à la période féodale, toute l'administration publique était, d'une certaine façon, « privée ». En effet, c'est le chevalier ou seigneur suzerain qui considérait son fief comme un « bénéfice » ou une « récompense ». La fonction publique qu'il détenait était une sorte de rémunération des services rendus à quelque suzerain supérieur. Cette organisation - qui a perduré des siècles - était la seule praticable eu égard au contexte. Ceci permet de prendre conscience que telle ou telle organisation (en l'occurrence le régime capitaliste) n'est « irremplaçable » que dans un contexte donné.

II. Sur les demi-dieux et les archanges

En vérité, aucun demi-dieu ne sera requis pour piloter le système socialiste. Car la tâche ne sera pas plus difficile et sera même plus facile que celle qui incombe

au capitaine d'industrie dans le monde moderne. L'appel aux archanges signifie qu'il faudrait des hommes d'une élévation morale exceptionnelle pour diriger la bureaucratie socialiste. Si on leur fait ce reproche, les socialistes n'ont qu'à s'en prendre à eux-mêmes car c'est en fustigeant les prétendues abominations du système capitaliste qu'ils se sont exposés à ce qu'on exige d'eux qu'ils soient moralement irréprochables.

En réalité, ce nouvel environnement nécessitera un reconditionnement et le fait de se débarrasser d'« habitudes », c'est-à-dire des manières de procéder contractées aujourd'hui et qui résisteront un certain temps aux changements. Toutefois, aucune refonte profonde de l'âme humaine ne sera nécessaire aux fins de faire fonctionner le socialisme. Après sa journée de travail, l'ouvrier s'occupera comme il lui plaira et jouera peut-être au football socialiste alors qu'il jouait auparavant au football bourgeois.

Se pose le problème des groupes qui s'attendent à devenir les victimes de l'organisation socialiste. **Que deviendront les bourgeois et membres de la classe actuellement dirigeante ?** Faudra-t-il s'en débarrasser comme des frelons ? Ces gens n'ont-ils pas - comme le prétendent nombre de socialistes - créé des crises par leur manie de thésauriser leur butin ? Selon Schumpeter, tout socialiste civilisé ne peut se laisser entraîner dans ces propos démagogiques et faux. Marx a lui-même reconnu le rôle éminemment positif joué par la bourgeoisie dans le développement économique. D'ailleurs, **si l'on raisonne comme un marxiste, il faut considérer les bourgeois comme des gens prisonniers d'un système** qui les opprime moralement autant qu'il opprime économiquement les masses.

Enfin, **la coopération des éléments bourgeois pourrait bien constituer pour le régime socialiste la condition essentielle du succès.** En effet, il existe une classe qui, par le jeu du processus de sélection dont elle est issue, contient un matériel humain d'une qualité supérieure à la normale²⁷ et constitue un actif précieux à utiliser judicieusement.

III. Le problème de la gestion bureaucratique

L'exploitation rationnelle des valeurs bourgeoises constitue, sans aucun doute, entre tous les problèmes, le plus difficile à résoudre par un régime socialiste et seul un optimiste invétéré pourrait se porter garant qu'il sera résolu avec succès.

Le régime socialiste aurait tout intérêt, une fois qu'il sera instauré, à utiliser adéquatement les anciens bourgeois à exercer un travail pour lequel ils sont qualifiés par leurs aptitudes et leurs traditions. Dès lors, **pour le recrutement des gérants, il faudrait adopter des méthodes de sélection fondées uniquement sur les capacités personnelles**, à l'exception de préjugés défavorables à l'encontre des ex-bourgeois.

Schumpeter ne peut pas se représenter une organisation socialiste autrement que sous la forme d'un appareil bureaucratique gigantesque et tentaculaire. Certains socialistes

27 Schumpeter veut dire ici que **l'individu de la classe bourgeoise est, en ce qui concerne ses dons d'intelligence et de volonté, supérieur à l'individu médian de n'importe quelle autre classe** de la société industrielle. Il en va de même de toutes les classes dominantes dans l'histoire. Ce déclassement peut s'opérer aussi bien par le haut que par le bas et cela en une ou deux générations.

eux-mêmes ont peur d'un trop grand appareil bureaucratique. Pourtant, **Schumpeter estime que loin d'être un obstacle à la démocratie, la bureaucratie en est le complément inévitable.** Tout comme elle est le complément inévitable de l'évolution économique moderne et elle est appelée à jouer un rôle plus que jamais essentiel dans une communauté socialiste.

La bureaucratie a pour désagrément d'inhiber les initiatives et de stériliser les énergies. Pour y remédier, il faudrait un **système d'incitants afin d'en tirer le maximum de rendement.** Dans une société capitaliste, l'argent permet de conférer un prestige social. Dans un régime socialiste, le motif de prestige peut être facilement remodelé. Il s'agirait de conférer aux personnes méritantes des **privileges et des décorations.** Par ailleurs, Schumpeter pense qu'il faut conserver des stimulants économiques et permettre aux hauts fonctionnaires de gagner des traitements plus conséquents que les autres. En **Russie**, les haut-fonctionnaires sont très modestement rémunérés mais ils reçoivent des **honneurs, des résidences officielles, des serviteurs, des indemnités pour leurs réceptions officielles, des navires de guerre, des yachts, des allocations supplémentaires pour services rendus à l'étranger, etc.**

IV. Epargne et discipline

La fonction de l'épargne est actuellement presque entièrement assumée par la bourgeoisie. Comment l'autorité centrale en régime socialiste s'y prendra-t-elle pour l'assumer ? Tout simplement en affectant directement une fraction des ressources nationales à la construction des usines et des machines nouvelles. Ce faisant, elle accomplira beaucoup plus efficacement tous les investissements actuellement accomplis par l'épargne privée. C'est ce qui se passe en Russie Soviétique. Le Kremlin a imposé aux citoyens des privations et un régime d'abstinence et d'autorité qu'aucune société capitaliste n'aurait pu obtenir.

Concernant la discipline, il existe un lien évident entre le rendement du système économique et l'autorité sur les travailleurs dont la société mercantile investit l'employeur bourgeois par le truchement d'institutions telles que la propriété privée et la « liberté » de contracter. A cet égard, il existe deux raisons de s'attendre à ce que l'autodiscipline (discipline inculquée antérieurement, voire héréditairement) et la discipline de groupe (discipline résultant de la pression de l'opinion collective sur chaque membre du groupe) deviennent plus strictes en régime socialiste.

Premièrement, **le travailleur dans un régime socialiste consentira davantage à la discipline car il adhère moralement au socialisme.** Cela lui inspirera une conception plus saine de ses devoirs. Il ne verra plus dans la soumission aux devoirs l'expression d'une domination de la classe supérieure. Deuxièmement, **le travailleur comprendra mieux les phénomènes économiques une fois qu'on aura supprimé le profit.** Il comprendra mieux, par exemple, l'avantage de procéder à des échanges commerciaux internationaux : si on exporte, c'est un sacrifice à consentir pour jouir, en contrepartie, des produits importés. Il ne soutiendra plus des mesures protectionnistes vu qu'il comprendra qu'elles tournent à son détriment.

V. Discipline autoritaire en régime socialiste : la leçon russe

Le régime capitaliste ne parvient plus à maintenir l'autorité et la discipline dans l'entreprise. Ces problèmes s'accroîtront à mesure que le processus de désintégration du capitalisme avancera. On a vu que en détruisant lui-même sa couche protectrice, en acceptant l'égalité en matière politique, la bourgeoisie a sacrifié cet avantage hérité du système féodal. Le patronat a perdu la bienveillance dont il jouissait auprès des administrations publiques qui, auparavant, prêtaient main forte au patron mais qui, désormais, soutiennent les syndicats. Ce délitement de la discipline a des conséquences économiques. On parle de « rendement infranormal » qui toucherait une large frange de la population laborieuse, peut-être 25%.

Le socialisme pourrait être le seul moyen de restaurer la discipline de travail. En effet, les instruments de discipline seront beaucoup plus variés que ceux qui sont encore à la portée d'une gestion capitaliste. Par ailleurs, l'utilisation de ces instruments est beaucoup plus facile dans un régime socialiste car il n'y a pas de gouvernement pour intervenir dans les conflits de travail. Au contraire, le gouvernement - et en particulier le ministère de la production - a tout intérêt à ce que la production ne soit entravée par rien et certainement pas par des doléances d'ouvriers. C'est en tout cas ce qu'illustre la situation actuelle des syndicats en Russie soviétique.

« **Les syndicats n'ont pas été supprimés en Russie.** Tout au contraire, ils ont été encouragés par le gouvernement. (...) cessant d'être les porte-parole des intérêts des groupes et de contrarier la discipline et le rendement, **ils sont devenus les porte-parole de l'intérêt social, incitant à la discipline et au rendement,** et ils ont, du même coup, adopté une attitude différant à un point tel de celle habituelle aux syndicats des pays capitalistes que certains travaillistes occidentaux ont refusé de les reconnaître comme des syndicats proprement dits. Ils ont désormais cessé de s'opposer aux privations inhérentes à un rythme accéléré d'industrialisation. **Ils ont accepté avec empressement l'allongement de la journée de travail sans rémunération supplémentaire. Ils ont laissé tomber le principe des salaires égaux** et donné leur adhésion à un système de primes et d'autres incitations à l'effort - stakhanovisme et tutti quanti. **Ils ont reconnu le droit du gérant à renvoyer à volonté des ouvriers** (ou ils s'y sont résignés), ils ont découragé les 'palabres démocratiques' – c'est-à-dire la pratique consistant pour le travailleurs à discuter les ordres reçus et à ne les exécuter qu'après les avoir approuvés – enfin, coopérant avec les 'tribunaux des camarades' et les 'commissions d'épuration', **ils ont approuvé des directives quasi-draconiennes à l'encontre des fainéants et des infranormaux. Il ne fut plus jamais question du droit de faire grève,** ni du droit de contrôler la production ». ²⁸

28 J. Schumpeter, **Capitalisme, socialisme et démocratie**, Payot, 1967 (1942), p.298

Rien là que de très logique, dit Schumpeter. Cela peut surprendre mais, quand on y réfléchit, ces pratiques sont conformes à l'idéologie marxiste. Pourquoi ? Parce qu'il n'y a **plus d'exploitation. Pourquoi ? Parce qu'il n'y a plus de guerre de classes. Pourquoi ? Parce qu'il n'y a plus de classes.** Tous les efforts sont tendus vers la raison d'Etat qui exige une pleine utilisation de la main d'œuvre. Tout ce qui contrarie cet effort est qualifié de « contre-révolutionnaire ».

Les **différents syndicats** ont été assujettis au contrôle du gouvernement et du parti communiste. Ils sont **devenus des organes de discipline autoritaire.** Evidemment, dans un pareil système, on ne tourne plus en dérision le « sens du devoir » et « l'orgueil de son métier » car la propagande joue à plein et les intellectuels n'ont évidemment pas intérêt à la contrario. Des brigades de choc visent au maintien de la discipline. Au besoin, on renvoie ou on déporte. Ces sanctions, qu'un employeur capitaliste n'oserait appliquer même s'il en avait le pouvoir, permettent de comprendre que le régime socialiste a été capable d'imposer la discipline autoritaire. Notons que ces cruautés furent indispensables en Russie car les mentalités n'étaient probablement pas encore mûres. A un stade ultérieur, elles ne seront sans doute plus nécessaires.

Ainsi, **abstraction faite des mérites et démérites des organigrammes, la comparaison avec le capitalisme entravé tourne en faveur de l'alternative socialiste.** Quant à savoir si le socialisme est compatible avec la démocratie, c'est une autre question. Elle sera traitée dans la partie suivante.

Chapitre XIX : Transition

I. Deux problèmes distincts

Quelles que soient les circonstances dans lesquelles il se réalise, on admet généralement que le passage du régime capitaliste au régime socialiste posera invariablement des problèmes sui generis. On peut envisager **deux hypothèses : soit la socialisation survient dans une situation de maturité, soit elle survient dans une situation d'immaturité.**

II. Socialisation dans une situation de maturité

Que veut dire Schumpeter quand il parle de « maturité » ? Il parle de l'hypothèse d'une socialisation de l'économie (et de la société) se produisant dans une **situation où la résistance est faible et où la coopération de la majeure partie de toutes les classes est acquise.** Le nouveau régime peut alors être adopté par voie d'amendements faits à la Constitution, c'est-à-dire de manière pacifique, sans rupture de la continuité légale.

Dans le cas d'une socialisation parvenue à maturité, les difficultés que la « socialisation après la lettre » (« socialization after the act ») aura pour tâche de résoudre ne seront ni insurmontables ni même très graves.

Même en pareil cas, il ne faut pas exclure l'éventualité d'une révolution, c'est-à-dire d'un groupe d'hommes s'emparant du pouvoir et secondés de bureaucrates d'Etat et d'entreprises bien entraînés. Le nouveau ministère - ou « conseil central » - aurait tout intérêt à préserver la tranquillité des ruraux s'il désire éviter une confrontation qui risque d'être fatale, la passion de la propriété n'étant nulle part aussi vivace que chez les agriculteurs ou paysans.

Quant aux intérêts capitalistes, ils pourront, après un certains temps, être assimilés à ceux des porteurs d'actions et d'obligations. Contrairement à ce que croient beaucoup de socialistes, on découvrirait alors que ce groupe de porteurs n'est pas constitué d'une poignée d'oisifs immensément riches mais qu'il correspond en réalité, du moins aux Etats-Unis, à la majorité des électeurs... Ceux-ci verraient d'un mauvais œil toute proposition visant à confisquer leurs titres, si minime que soit chaque portefeuille individuel.

La fondation de nouvelles firmes serait prohibée. La structure des relations juridiques entre sociétés serait rationalisée, c'est-à-dire réduite aux seules relations qui favorisent l'efficacité administrative. **Les banques seraient toutes converties en agences de la banque centrale** d'émission. Le conseil central démarrant d'abord tout lentement et s'emparant graduellement et sans secousses des rênes, le système économique aurait le temps de s'installer et de s'y reconnaître. D'un socialisme de ce type, on est en droit d'attendre qu'il réalise avec le temps toutes les possibilités, inhérentes à son organigramme, de performance supérieure.

III. Socialisation dans une situation d'immatunité

Cette seconde hypothèse ne permet pas de prédire ce qui se passerait réellement. C'est la situation où les socialistes s'emparent du pouvoir étatique et s'assurent le contrôle des organismes centraux de l'Etat capitaliste mais sans que les choses et les âmes aient été préparées à l'ordre nouveau.

Imaginons que le « Peuple Révolutionnaire » conquière tous les services centraux de l'Etat, les partis non-socialistes, la presse non-socialiste, etc. et mette ses hommes en place. **Le traitement réservé aux membres des classes naguère dominantes sera pour le moins draconien.** Les révolutionnaires ne pourront s'empêcher de traiter avec une férocité criminelle des adversaires considérés par eux comme des criminels féroces. Les chefs syndicalistes et des intellectuels prendraient la direction des usines et, tout en fusillant à droite et à gauche, l'armée révolutionnaire aurait, imaginons-le, assez de bon sens pour laisser les paysans et les agriculteurs en paix.

Que devra faire le conseil central ?

La première chose à faire consiste à entrer dans la voie de l'inflation. Il faut saisir les banques et les fondre avec le Trésor public ou les coordonner avec lui. Schumpeter tient cette inflation pour inévitable. Cela dit, cela n'aurait pas les conséquences dramatiques de l'inflation allemande avant et après la première guerre mondiale ou de celle subie par la France durant et après la Révolution de 1789 car sa persistance

a précisément tenu au refus de rompre avec le système de propriété privée et avec les méthodes de la société mercantile. Ce ne serait pas le cas « au lendemain du grand soir » puisque tout serait encore fluide.

La seconde chose à faire après la conquête du pouvoir consisterait à socialiser, c'est-à-dire nationaliser le secteur privé. Cette socialisation doit-elle être totale ou partielle, en bloc ou graduelle ? La question dont on traite ici, c'est celle de la transition en situation d'immaturation, c'est-à-dire celle qui se produit « après » que les socialistes aient investi l'appareil d'Etat. Il est assez peu réaliste de penser que les socialistes laisseront subsister certains pans du secteur privé. **Les bourgeois, soumis aux commissaires du peuple, se révolteraient moins que les agriculteurs car il n'est pas dans la tradition bourgeoise de se dérober à ses devoirs quotidiens.** Par contre, il serait avisé que le conseil central, dans sa tentative de nationaliser l'agriculture, manœuvre avec stratégie et prudence.

Une socialisation réalisée dans des conditions assez prématurées conduirait à la révolution, interromprait la continuité légale et imposerait le règne de la terreur. Cela ne profiterait à personne. C'est aux agitateurs à se poser la question de l'opportunité de chauffer les passions révolutionnaires et de mettre en péril la révolution elle-même. Quant à Schumpeter, son rôle se limite juste à mettre en garde et contenir.

IV. Politique socialiste avant la lettre : l'exemple anglais

Les socialistes sérieux sont-ils, dès lors, condamnés à ne rien faire avant cinquante ou cent ans sinon à prêcher et attendre ? Non. Une politique de socialisation avant la lettre offrirait les meilleures chances de succès. Il subsiste en Angleterre une forte dose d'individualisme, mais le peuple anglais est désormais rompu à l'étatisme. **Les secteurs d'activités économiques suivants pourraient être socialisés sans déperdition du rendement :**

- **l'appareil bancaire anglais** est, à n'en pas douter, tout à fait mûr pour la socialisation ;
- la **branche des assurances**, désormais automatisée dans une large mesure, est depuis longtemps candidate à la nationalisation ;
- peu de personnes seraient apparemment enclines à protester beaucoup contre la **nationalisation des chemins de fer, voire même des transports routiers** ;
- la **nationalisation des mines** (en particulier des mines de charbon et des produits tirés de la houille) pourrait éventuellement se traduire par un gain d'efficacité immédiate et se révéler comme un grand succès pourvu que les problèmes de main d'œuvre puissent être réglés dans des conditions satisfaisantes ;
- la **nationalisation de la production, du transport et de la distribution de l'énergie électrique est pratiquement achevée** ;
- la **socialisation de l'industrie du fer et de l'acier** est certainement plus sujette à caution, mais cette industrie pourrait néanmoins être « administrée » ;

- les **industries du bâtiment et des matériaux de construction** pourraient, nous dit Schumpeter, être exploitées avec succès par une corporation publique judicieusement conçue.

Ce programme ne s'arrêterait pas nécessairement là mais il y a déjà de quoi travailler. Toute nationalisation additionnelle (armement, cinéma, constructions navales, commerce de denrées alimentaires, etc.) devrait être justifiée par des motifs spéciaux, généralement d'ordre extra-économique. **La présente guerre est appelée à modifier profondément les données sociales, politiques et économiques du problème.** Beaucoup de choses deviendront possibles, beaucoup d'autres impossibles qui ne l'étaient pas antérieurement.

Quatrième partie : Socialisme et Démocratie

Chapitre XX : La position du problème

La dictature du prolétariat

Aussi longtemps que subsiste ce pouvoir économique, il ne saurait exister de vraie démocratie et la démocratie politique ne peut être qu'un simple trompe-l'œil. L'élimination du dit pouvoir marquera, en même temps que la fin de « l'exploitation de l'homme par l'homme », le début du « règne du peuple ».

Une fois réalisé, le socialisme pourrait bien représenter le véritable idéal d'une démocratie. Cependant, les socialistes ne font pas mystère du fait qu'ils n'excluent pas de recourir à la violence et même à la terreur pour parvenir à leurs fins. Marx estimait pourtant que cette révolution pouvait s'opérer pacifiquement. Pour lui, révolution et évolution peuvent se concilier. La révolution n'est pas nécessairement synonyme de tentative pour une minorité d'imposer sa volonté à un peuple récalcitrant.

Il n'est pas sûr cependant que ses héritiers aient la même délicatesse. **On entend plutôt fleurir une théorie selon laquelle on pourrait provisoirement mettre la démocratie entre parenthèses pour mettre en place une « vraie » démocratie.** Mais c'est là un excellent prétexte pour les promoteurs de cette solution de se dispenser de toute responsabilité envers la démocratie. De tels « arrangements provisoires » peuvent durer un siècle, voire davantage. Et un groupe dirigeant, une fois mis en selle par une révolution victorieuse, dispose de moyens adéquats pour la prolonger sine die ou pour adopter la forme de la démocratie en en répudiant la substance.

II. Le dossier des partis socialistes

Pour y voir plus clair, penchons-nous, dit Schumpeter, sur les agissements passés des socialistes. Quand on regarde de plus près le comportement des partis socialistes dans

l'histoire, on ne peut s'empêcher de mettre en doute la validité de leurs prétentions à avoir été constamment les champions de la doctrine démocratique.

En premier lieu, il existe une grande communauté socialiste qui est gouvernée par un parti minoritaire qui n'offre à aucun autre parti la moindre chance de faire ses preuves. C'est évidemment de la Russie Soviétique que Schumpeter parle ici. Se dénommant elle-même, « la plus parfaite démocratie du monde », cette démocratie est tellement parfaite qu'elle vote pour un candidat unique, à savoir le camarade Staline

En second lieu, ceux des groupes socialistes qui sont invariablement restés fidèles à la loi démocratique n'ont jamais eu d'occasion ou de motif pour en professer une autre. Ce n'est pas par choix qu'ils sont demeurés démocrates mais parce qu'ils ont vécu dans des milieux que des discours ou des actes antidémocratiques auraient violemment irrités. Ainsi, les parti socialistes allemands se sont fait appeler « socio-démocrates » parce qu'ils obéissaient à des considérations de prudence élémentaire.

En troisième lieu, rares et peu convaincants sont les cas où cette conviction démocratique a été mise victorieusement à l'épreuve. Ainsi, face à la révolution russe, le parti socio-démocrate allemand s'est positionné pour la démocratie en 1918 et a combattu les communistes. Mais ce parti s'est déchiré en interne à propos de la question de cette répression. Le parti est resté démocrate en dépit d'une forte opposition à l'interne. Non pas par idéal mais parce que cette stratégie leur permettait de siéger au gouvernement et autorisait également les syndicats à obtenir nombre d'avantages dont une participation au pouvoir. Par contre, quand le bolchévisme prit le pouvoir en Hongrie en 1919, les socio-démocrates n'hésitèrent pas une minute et s'allièrent avec les communistes et adoptèrent les méthodes soviétiques antidémocratiques.

III. Une expérience mentale

Imaginons un pays démocratique qui, respectant les procédures, persécuterait les chrétiens, brûlerait les sorcières et égorgerait les Juifs. Même si elles ont été validées démocratiquement, de pareilles pratiques ne seraient évidemment pas acceptables à nos yeux. Imaginons que ces pratiques soient compatibles avec la constitution de cet Etat. La question est la suivante : **accepterions-nous qu'on modifie - de manière non-démocratique - cette Constitution pour que ces pratiques soient désormais interdites ? Si nous répondons oui, nous sommes comparables à ces socialistes** qui considèrent que le capitalisme est tellement abominable qu'il faut l'abattre par tous les moyens, y compris les méthodes non-démocratiques. En réalité, dit Schumpeter, **force est de reconnaître que nous sommes, à ce point de vue, logés à la même enseigne que les socialistes.**

Il existe des idéaux et intérêts que le plus ardent démocrate place au-dessus de la démocratie et, en professant une allégeance inébranlable à ce régime, il exprime simplement sa conviction profonde que la démocratie garantira ces idéaux et intérêts (par exemple la liberté de conscience, la liberté de presse, etc.).

En premier lieu, étant une méthode politique, la **démocratie ne saurait, pas plus que toute autre méthode, constituer une fin en soi.**

En second lieu, **souscrire de manière inconditionnelle à la démocratie en considérant qu'elle est le rempart indestructible de certains idéaux et intérêts jugés fondamentaux est, on l'a vu, une attitude assez naïve.** Dès lors, on ne peut plus prétendre que la démocratie, même imparfaite, doit être défendue quel qu'en soit le prix parce que c'est la seule manière de défendre en tout temps et en tous lieux ces mêmes idéaux et intérêts. La démocratie peut assurément jouer ce rôle mais seulement dans certaines situations socio-historiques stables. Les propositions relatives au fonctionnement de la démocratie sont dépourvues de sens si elles ne se réfèrent pas à des temps et à des lieux et à des situations données. On peut en dire autant pour les arguments anti-démocratiques.

IV. A la recherche d'une définition

Le projet de Schumpeter consiste à tenter d'analyser les relations existant entre la démocratie et le socialisme. Pour ce faire, il faut se doter d'une définition de la démocratie. Il y a deux éléments dans cette notion :

- le « demos » (populus en latin) : le peuple ;
- le « Kratein » : le pouvoir

En ce qui regarde le premier élément - le populus – notons qu'il a parfois été conçu de façon telle qu'on en **excluait les esclaves** et partiellement d'autres habitants. La loi peut en effet reconnaître un nombre indéfini de statuts entre l'esclavage et la citoyenneté. Il y a aussi des systèmes électoraux qui excluent les **femmes** du droit de vote. D'autres qui conditionnent le droit de vote à l'aptitude à subvenir soi-même à ses propres besoins.

On pourrait dire qu'une société démocratique est une société qui ne procède pas à de telles discriminations, tout au moins dans les matières telles que le droit de vote ou qui touchent aux affaires publiques. **Toutefois, il a existé des nations qui pratiquaient des discriminations de ce genre et qui présentaient la plupart des caractéristiques habituellement associées à la démocratie.** Par ailleurs, on ne peut jamais complètement éviter toute discrimination. Ainsi, dans aucun pays, si démocratique soit-il, le droit de vote n'est accordé aux individus n'ayant pas atteint un certain âge. Plutôt que de qualifier d'antidémocratiques ces pays pratiquant des discriminations qui nous choquent, ne devrions-nous pas plutôt condamner fermement les théories à la base de ces discriminations et laisser à chaque populus le soin de se définir lui-même ?

Le second élément de la démocratie – le **Kratein** - soulève des difficultés encore plus sérieuses. Si le pouvoir doit être exercé par le peuple, la question est de savoir

« comment » il va être mis techniquement en mesure de gouverner. Dans les petites communautés, la solution est simple : il s'agit de la démocratie « directe ». Dans tous les autres cas, c'est problématique. Le peuple ne peut pas gouverner « par » lui-même. **On peut s'en sortir en parlant de « gouvernement approuvé par le peuple ».** Mais cela pose un autre problème : quantité de régimes dans l'histoire (autocraties, monarchies, oligarchies, ploutocraties, aristocraties, etc.) ont reçu l'allégeance incontestée, voire fervente de l'immense majorité de toutes les classes du peuple. A moins de ne plus rien vouloir faire signifier au terme de « démocratie », on ne peut pas soutenir que ce sont là des régimes « démocratiques ». **Cette définition - gouvernement approuvé par le peuple - est donc à rejeter.**

Les théories légales de la démocratie nées à partir du XVII^{ème} et XVIII^{ème} siècle offrent une autre solution : **le peuple est « représenté »**. On invoque des « contrats sociaux » passés à l'origine de la société et par lesquels le peuple délèguait tout ou partie de ses pouvoirs. Le peuple reste « souverain » et désigne des représentants. Le problème, c'est que cette délégation a été faite par le « peuple » et non pas par chaque individu pris séparément. Le peuple n'a pas de personnalité juridique. Les termes de délégation et représentation n'ont de sens que s'ils se réfèrent, non pas à des citoyens isolés, mais au peuple dans son ensemble.

Quoiqu'il en soit, ces théories relatives à la souveraineté, la délégation, la représentation sont **nées dans le prolongement d'une sociologie ou philosophie sociale du corps politique. Cette philosophie est essentiellement rationaliste, hédoniste et individualiste.** Le « bonheur » est considéré comme le grand but de la vie et comme le grand principe d'action aussi bien dans la sphère privée que dans la sphère politique. Ces théories fournissent aussi un fondement à la croyance dans la Volonté du Peuple (volonté générale). Cette doctrine, qui fut assaillie de critiques romantiques contre le rationalisme dès le XVIII^{ème} siècle, peut être qualifiée de « doctrine classique de la démocratie ».

Chapitre XXI : La doctrine classique de la démocratie

I. Le bien commun et la volonté du peuple

Schumpeter définit la **conception classique de la démocratie** de la manière suivante :

« (...) la méthode démocratique est la technique institutionnelle de gestation des décisions politiques **qui réalise le bien commun en chargeant le peuple** lui-même de faire pencher le plateau de la balance **en élisant des individus qui se réunissent ensuite pour accomplir sa volonté** ». ²⁹

Cette doctrine consiste à soutenir qu'il existe un « **bien commun** ». Ce dernier, invoqué constamment pour justifier telle ou telle mesure, est toujours présenté comme évident à tout le monde, comme allant de soi et ne requérant aucune explication. En outre, ce bien commun implique des réponses précises à toutes les questions spécifiques, si bien que chaque fait social, chaque mesure prise ou à prendre peuvent être classés sans équivoque comme « bons ou mauvais ». Tous les citoyens doivent par conséquent tomber d'accord. Il existe également une « **Volonté commune du peuple** ».

La gestion de certaines affaires suppose des aptitudes et techniques particulières et doit être confiée à des spécialistes. Ces spécialistes agiront seulement en vue d'accomplir la volonté du peuple qu'ils auront identifiée. **On ne soumettra que les décisions les plus importantes au verdict du citoyen** - disons, par voie de **référendum-et on fera régler les autres par un comité nommé par les citoyens - une assemblée ou Parlement** dont les membres seront élus par vote populaire. Un comité ou une assemblée de délégués représentera le peuple non pas au sens légal du terme « **représenter** » mais dans un sens moins technique : il exprimera, reflètera ou concrétisera la volonté du corps électoral. Un tel comité pourra se diviser en petits comités auxquels seront confiés les différents départements des affaires publiques. Parmi ces comités, un - le **cabinet ou gouvernement** - sera chargé de coordonner les autres et sera dirigé par un secrétaire général ou bouc émissaire, c'est-à-dire un « **premier ministre** ».

Cette théorie repose sur plusieurs hypothèses que Schumpeter s'attache à réfuter.

En premier lieu, il n'existe aucune entité consistant dans un bien commun sur lequel tous les hommes peuvent tomber d'accord ou puissent être mis d'accord par la force convaincante d'arguments rationnels. Pourquoi ? Parce que le bien commun doit nécessairement signifier des choses différentes pour des individus et groupes différents. Ainsi, certains Américains sont belliqueux, d'autres sont pacifistes : ils ne partagent pas la même conception du bien commun.

En second lieu, même si un lieu commun suffisamment précis - tel que, par exemple, le maximum utilitariste de satisfaction économique³⁰ - se révélait comme acceptable pour tous, cela ne permettrait aucunement d'apporter des réponses

29 J. Schumpeter, **Capitalisme, socialisme et démocratie**, Payot, 1967 (1942), p.341

30 Le véritable sens de « bonheur maximum » est des plus ambigus. Il est calculé selon diverses méthodes et correspond à la **somme maximale de bonheur que peuvent atteindre les membres d'une société**. C'est le concept fondamental de la pensée utilitariste.

également précises aux problèmes spécifiques à résoudre. Il peut déjà y avoir des divergences d'opinion suffisamment sérieuses pour faire échouer un accord sur les fins à atteindre. Il y a aussi désaccord sur la manière d'évaluer les satisfactions. Il y a désaccord quant à la question de savoir si on préfère le socialisme ou le libéralisme, etc.

En troisième lieu, la **conception particulière, adoptée par les utilitaristes, de la volonté populaire ou de la volonté générale s'évanouit en fumée.** En effet, cette conception présuppose elle-même l'existence d'un bien commun uniquement déterminé et discernable par tous.

I. Volonté du peuple et volition individuelle

Il faut élaborer une conception alternative plus réaliste. **Il faut abandonner la notion utilitariste de bien commun. Mais, même si l'on saute le pas, subsiste alors la nécessité d'attribuer à la volonté de l'individu une indépendance et une qualité rationnelle. C'est là une chose parfaitement irréaliste.** Chacun devrait savoir précisément et exactement où il veut que le gouvernement en vienne. Chacun devrait pouvoir avoir accès à toutes les informations et être capable de les évaluer avec un recul critique. Chaque citoyen devrait accomplir cette performance sans se laisser influencer par la pression des cliques et de la propagande.

Même si les opinions et désirs des citoyens individuels constituaient des données parfaitement définies et indépendantes qui pourraient être traitées dans le processus démocratique, même si chacun agissait avec une rapidité et une rationalité idéale, il n'en découle pas que **les décisions politiques correspondraient à une entité qu'on pourrait qualifier de « volonté du peuple ».** Il est très probable que le résultat ne serait pas conforme « à ce que les gens désirent réellement ». Mais, pourrait-on objecter à Schumpeter, ne serait-ce pas « un honnête compromis » ? **Cela peut être le cas mais pour des problèmes d'ordre quantitatif. Pour ce qui concerne les questions, très nombreuses, d'ordre qualitatif, la chose n'est pas possible.** Par exemple, faut-il déclarer la guerre ou persécuter les hérétiques ? Le résultat atteint par voie démocratique déplaira à tout le monde alors qu'une décision imposée par une autorité non démocratique peut être bien mieux accueillie.

Un exemple permet de **montrer comment, de manière non démocratique, un dirigeant peut rencontrer la volonté du peuple.** Le gouvernement de Napoléon était une dictature militaire. Une des nécessités politiques les plus pressantes à l'époque où il était premier consul était de remettre de l'ordre dans le chaos légué par la Révolution et de ramener la paix dans le pays. Il réussit quelques coups de maître, culminant avec le concordat avec le pape et dans les « articles organiques » (1802) qui, réconciliant l'inconciliable, ménagèrent ce qu'il fallait de liberté pour les cultes tout en maintenant la primauté de l'Etat. Il a réorganisé et refinancé l'Eglise catholique française, réglé la question délicate du « clergé constitutionnel ». Ce faisant, il répondait parfaitement aux aspirations du peuple. **Cela a grandement contribué à la sympathie quasi universelle dont a joui le régime consulaire.** Mais ce résultat n'aurait sans doute jamais été atteint avec des méthodes démocratiques. Jamais les Jacobins vaincus, les

anticléricaux, les catholiques assoiffés de revanche n'auraient réussi à s'entendre. Jamais le Saint-Siège n'aurait pu être traité avec autant de fermeté.

Ce cas n'est pas unique. Si **des résultats donnant, à long terme, satisfaction au peuple dans son ensemble doivent servir de pierre de touche au gouvernement du peuple pour le peuple, la définition du gouvernement par le peuple, tel qu'il est conçu par la doctrine classique, n'est pas, on le voit, véritablement appropriée, il s'en faut de beaucoup.**

II. La nature humaine en politique

L'électeur est-il un être dont les aspirations sont claires, définies et forgées de manière indépendantes ? Est-il à même d'observer et d'interpréter les faits et d'en tirer des conclusions raisonnées ? **Ce problème est un problème de psychologie sociale.** En résumé, la question est de savoir ce qu'est la nature humaine en politique.

Durant la seconde moitié du XIX^{ème} siècle, **les notions d'une personnalité humaine considérée comme une entité homogène et d'une volonté définie ont constamment perdu du terrain** et cela bien même avant l'époque de Sigmund Freud. On a de plus en plus attiré l'attention sur l'influence considérable des éléments extra-rationnels et irrationnels sur le comportement humain. Schumpeter relève deux sources théoriques qui plaident contre l'hypothèse de la rationalité.

La première, ce sont les **travaux sur la psychologie des foules de Gustave Le Bon**. Ce dernier fait ressortir, quoiqu'en exagérant, les réalités du comportement humain lorsque, sous l'empire de l'excitation, disparaissent les contraintes morales et les manières civilisées de penser et de sentir et qu'émergent brutalement les impulsions primitives, les infantilismes et les propensions criminelles. Ces phénomènes ne se limitent pas aux émeutes. En période de crise grave, une enceinte parlementaire, un conseil de guerre, etc. peut présenter les mêmes symptômes mais sous une forme atténuée. Par ailleurs, il est très facile de transformer les lecteurs de journaux, les auditeurs de la radio, les membres d'un parti en une foule psychologique.

L'autre source théorique relativisant la prégnance de la rationalité humaine provient du champ économique. Les économistes se sont rendu compte que les consommateurs, dans les actes les plus courants de la vie quotidienne, **ne répondent pas à l'idée flatteuse que s'en faisaient les manuels** d'économie politique. D'abord, ils n'identifient pas toujours précisément leurs besoins. Ensuite, ils sont facilement manipulables par les techniques publicitaires. Une simple affirmation plusieurs fois répétées a plus de poids qu'un argument rationnel.

Il est néanmoins des **domaines où l'on ne peut nullement mettre en doute la capacité de l'homme à agir le plus rationnellement qu'il lui est possible. C'est le cas du petit champ d'action privé que l'esprit du citoyen embrasse.** Cet enclos comprend les objets qui concernent directement l'individu lui-même, sa famille, ses affaires, ses amis, sa ville, son quartier, etc. Il existe aussi de nombreux problèmes

nationaux qui concernent les individus assez directement pour motiver chez eux des aspirations parfaitement pesées et précises. Par exemple, le paiement d'allocations, les droits de douane, les subventions aux producteurs, etc.

Quand, cependant, on s'éloigne encore davantage de ces préoccupations où l'objet est dans le champ de vision du citoyen, pour pénétrer le domaine des affaires nationales ou internationales qu'aucun lien direct et visible ne rattache à ses préoccupations, la **conception classique de la démocratie cesse d'être réaliste.** Dans ce cas, on assiste de manière frappante à une quasi disparition du sens des réalités. Certes, l'électeur a, en matière de politique générale, ses formules toutes faites, ses sympathies et ses antipathies. Mais il n'a pas réellement de « volonté » au sens fort du mot, c'est-à-dire la contrepartie psychique d'une action responsable visant des objectifs précis. **L'affaiblissement du sens des responsabilités et l'absence de volonté effective expliquent cette ignorance du citoyen moyen et son incapacité à se prononcer valablement dans de nombreux domaines** de la politique intérieure et extérieure.

Le citoyen typique, dès qu'il se mêle de politique, régresse à un niveau inférieur de rendement mental. Cette dégradation intellectuelle entraîne deux conséquences déplorables :

- en premier lieu, même s'il ne trouvait pas des partis politiques pour l'influencer, le citoyen typique tendrait, en matière d'affaires publiques, à **céder à des préjugés et impulsions extra-rationnels ou irrationnels ;**
- en second lieu, **plus le rôle de l'élément logique est faible dans la formation de l'opinion publique,** plus la critique rationnelle et l'influence rationalisatrice de l'expérience et de la responsabilité personnelle y brillent par leur absence – et **plus s'accroît la facilité pour les groupes de la manipuler.**

La propagande politique rencontre, fort heureusement, des limites. En témoignent deux belles citations. L'une est de **Jefferson** : « **à la longue, le peuple est plus sage que ne peut l'être n'importe quel individu** ». L'autre est de **Lincoln** : « **On peut tromper tout le monde une fois, on peut tromper une même personne plusieurs fois mais il est impossible de tromper tout le temps tout le monde** ». Le point commun à ces déclarations, c'est qu'elles concernent le **long terme**. Il est certain qu'avec le temps, la conscience collective secrète des opinions souvent remarquables par leur caractère extrêmement raisonnable et même par leur finesse. **Malheureusement, l'histoire consiste en une succession de situations à court terme qui peuvent modifier définitivement le cours des choses.** En réalité, ce n'est pas le peuple qui pose les questions, ni qui en décide. Les questions dont dépend le sort du peuple sont normalement soulevées et décidées en dehors de lui.

IV. Raison de la survivance de la doctrine classique

Comment expliquer qu'une doctrine si manifestement contraire à la réalité ait survécu ?

En premier lieu, même si la doctrine classique de l'action collective est démentie pas les faits, elle n'en est pas moins puissamment étayée par son **association à une croyance de nature religieuse**. En effet, on retrouve dans l'utilitarisme qui est à la base de cette théorie classique de la démocratie, bon nombre de traits essentiels de la foi protestante. La voix de Dieu est ici sécularisée sous la forme de la voix du peuple. On retrouve aussi la fibre égalitaire propre au christianisme.

En second lieu, n'oublions pas que dans beaucoup de pays, les formules et la phraséologie de la démocratie classique sont **associées à des événements et des évolutions historiques qui sont approuvés avec enthousiasme par la grande majorité du peuple**. Ainsi, le texte de la Déclaration d'Indépendance des Etats-Unis ainsi que celui de la Constitution américaine sont présentés comme incarnant la cause du « peuple » contre les « tyrans ».

En troisième lieu, il faut **reconnaître qu'il existe des systèmes sociaux dans lesquels la doctrine classique s'ajuste effectivement aux réalités avec un degré d'approximation suffisant**. C'est le cas de sociétés petites ou primitives. C'est aussi le cas de sociétés qui ne sont pas primitives pourvu qu'elles ne soient pas trop différenciées et qu'elles n'aient pas à digérer des problèmes trop ardues. La Suisse en est le meilleur exemple.

Enfin et en quatrième lieu, **les politiciens apprécient, bien entendu, une phraséologie qui leur permet de flatter les masses** tout en leur procurant d'excellentes occasions non seulement d'éviter leurs responsabilités mais encore d'accabler leurs adversaires « au nom du peuple souverain ».

Chapitre XXII : Une théorie alternative de la démocratie

I. Compétition pour la direction politique

La plupart des spécialistes partagent les critiques contre la doctrine classique de la démocratie. Il faut adopter une autre théorie se rapprochant plus de la réalité tout **en sauvant du naufrage une bonne partie des éléments de la méthode démocratique**.

Le principal **problème de la théorie classique, c'est la croyance que le peuple se formerait une opinion précise et rationnelle sur chaque problème spécifique** et donnerait effet à cette opinion en élisant des « **représentants** » chargés de mettre ses volontés à exécution. Dès lors, selon cette théorie classique, le choix des représentants est subordonné à l'objectif primordial de la démocratie : investir le corps électoral du pouvoir de statuer sur les problèmes politiques pendants.

Schumpeter propose l'inverse : **l'objectif primordial de la démocratie n'est plus de permettre au corps électoral de statuer sur des problèmes mais bien de lui faire choisir les représentants qui trancheront ces questions.** Le rôle du peuple consiste à **accoucher d'un gouvernement ou d'un organisme intermédiaire qui choisira le pouvoir exécutif.** Quelle est la définition correspondant à cette nouvelle théorie ?

« La méthode démocratique est le système institutionnel, aboutissant à des décisions politiques, dans lequel des individus acquièrent le pouvoir de statuer sur ces décisions à l'issue d'une lutte concurrentielle portant sur les votes du peuple ».³¹

Tant en ce qui concerne la plausibilité des hypothèses que la crédibilité des propositions, cette nouvelle conception constitue un **grand progrès par rapport à la théorie classique.**

En premier lieu, cette définition permet de différencier les gouvernements démocratiques des autres. La pierre de touche est ce procédé opératoire. Une monarchie parlementaire à la mode anglaise satisfait au test mais pas une monarchie constitutionnelle car le corps électoral et le Parlement n'ont pas, dans ce cas, le pouvoir d'imposer leur volonté dans le choix de la composition du cabinet.

En second lieu, **cette définition rend bien compte du rôle capital de l'état-major politique,** ce qui n'était pas le cas de la théorie classique qui attribuait aux électeurs un degré parfaitement irréaliste d'initiative jusqu'à ignorer pratiquement le rôle du commandement.

En troisième lieu, **cette définition ne néglige aucunement les « volitions collectives authentiques »**, par exemple, la volonté formulée par les chômeurs de recevoir des allocations ou la volonté de les secourir exprimée par d'autres groupes. Ces volitions sont recueillies par quelque chef de parti qui, par une opération d'alchimie, les fera exister politiquement.

En quatrième lieu, **cette définition n'est pas plus précise que ne l'est le concept de compétition (ou concurrence) pour la direction politique.** Comme la concurrence économique, la concurrence politique n'est à peu près jamais parfaite. Il existe dans le champ politique des situations analogues à la concurrence déloyale.

En cinquième lieu, **cette théorie paraît clarifier la relation qui subsiste entre la démocratie et la liberté individuelle.** Certes, aucune société ne tolère une liberté absolue (fût-ce de conscience et d'expression). Les sociétés se distinguent par le degré de liberté qu'elles accordent à l'individu. Mais, quoiqu'il en soit, dans une société démocratique, chacun est libre de faire acte de candidature électorale et, dès lors, c'est ici que réside le lien entre démocratie et liberté individuelle car **cette possibilité de se porter candidat se traduit dans la plupart des cas (mais non dans tous) par une**

31 J. Schumpeter, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Payot, 1967 (1942), p.367

grande liberté d'expression pour tous et, notamment, par une liberté de presse très large.

En sixième lieu, **si le corps électoral a le pouvoir d'accoucher d'un gouvernement, il possède de facto celui de le révoquer.** Nomination et révocation sont les deux moyens de contrôle du corps électoral.

En septième lieu, **cette théorie a le mérite de ne plus se confronter au problème, propre à la doctrine classique, de la loi de la majorité qui ne représente que la volonté de la majorité et pas celle du peuple.** Ce problème n'existe plus ici car le véritable objet du vote consiste pour les électeurs à se donner des chefs.

II. Application du principe

Une fois exposée cette théorie alternative, attachons-nous, écrit Schumpeter, à dégager certaines des plus importantes caractéristiques inhérentes à la structure et au fonctionnement du mécanisme politique dans les pays démocratiques.

Dans une démocratie, la fonction primordiale du vote électoral consiste à accoucher d'un gouvernement. Hormis le cas des Etats-Unis, l'électorat démocratique n'élit jamais le chef de l'Etat. Il élit un organe intermédiaire que l'on nomme parlement. Comment un parlement engendre-t-il un gouvernement ? La méthode la plus naturelle consiste pour lui à élire les ministres ou, plus réalistement, à élire le Premier Ministre. Son mode effectif de nomination est purement une question de forme.

Le rôle du Premier ministre en tant que chef politique comporte trois éléments distincts. Il est d'abord **chef de son parti au Parlement.** Une fois installé, il devient, en un certain sens, **chef du Parlement,** chef direct de l'assemblée dont il est membre, mais aussi **chef indirect de l'autre chambre.** Enfin, il acquiert aussi une influence sur les autres partis et sur leurs membres.

Schumpeter en vient alors à la nature et au rôle du **cabinet.** Cet organisme curieusement équivoque est engendré conjointement par le Parlement et par le Premier ministre. Il assume une fonction de direction intermédiaire sur les affaires courantes traitées par les différents ministres dans les départements respectifs.

Qu'en est-il du Parlement ? La fonction primordiale du Parlement est l'accouchement d'un gouvernement. Schumpeter reconnaît qu'on pourrait lui objecter de ne pas faire état de ses autres fonctions. Il est vrai qu'il légifère et qu'il administre. **Il vote le budget, il est vrai mais l'enjeu de ce vote est toujours, en dernière analyse d'accepter ou de refuser de maintenir le gouvernement au pouvoir.** Par ailleurs, c'est le Premier ministre qui choisit, dans le flux incessant des problèmes en instance, ceux qu'il se propose de convertir en problèmes parlementaires, c'est-à-dire ceux à l'occasion desquels son gouvernement à l'intention de déposer

des projets de loi ou, tout au moins, s'il n'est pas sûr de cette affaire, des projets de résolution.

Il existe certes deux exceptions à **ce principe de domination gouvernementale dans les assemblées « représentatives »** mais leur existence confirme indirectement la véracité de ce principe de domination dans toutes les autres hypothèses.

En premier lieu, aucune domination n'est absolue. La domination politique exercée en conformité avec la méthode démocratique l'est encore moins que les autres en raison de l'élément concurrentiel qui est l'essence même de la démocratie. Le premier ministre peut toujours se faire supplanter par un de ses lieutenants s'il faillit ou baisse la garde.

En second lieu, il existe des cas dans lesquels l'organisme politique ne parvient pas à digérer certains problèmes, soit parce que les grands états-majors des forces du gouvernement et de l'opposition sont hors d'état de jauger leur valeur politique, soit parce que cette valeur est effectivement douteuse.

Schumpeter examine enfin le rôle du corps électoral. Le choix du corps électoral idéologiquement glorifié par l'expression Investiture populaire (Call from the People) - **n'émane pas de son initiative mais est manipulé et cette manipulation constitue un élément essentiel du processus démocratique.** Les électeurs ne décident pas des problèmes en instance. Mais ils ne choisissent pas davantage en toute liberté d'esprit les membres du Parlement parmi les citoyens éligibles. Ils ratifient ou non l'initiative prise par le candidat qui brigue le mandat.

Les partis existent, non pas pour promouvoir l'intérêt public sur base d'un certain nombre de principes. Ils ont effectivement un stock de principes comme un magasin expose des articles dans sa devanture mais **leur but est la conquête du pouvoir.** Ils sont indispensables parce que la masse des électeurs est incapable d'agir autrement que les moutons de Panurge. Ils représentent une tentative de régulariser les modalités de concurrence politique, exactement semblables aux pratiques correspondantes des syndicats de commerçants. **Slogans et chansons de marche ne sont pas de simples accessoires. Ils sont l'essence même de la politique.**

Chapitre XXIII : En conclusion

I. Quelques implications de l'analyse précédente

La théorie du commandement concurrentiel a donné une explication satisfaisante des phénomènes qui se manifestent au cours du processus démocratique. Quelles relations entretiennent le socialisme et la démocratie ? Selon les socialistes, non seulement ces deux entités sont compatibles mais en outre ils affirment également que la démocratie implique le socialisme et qu'il ne saurait y avoir de véritable démocratie, sinon en régime socialiste. Dans le camp d'en face, on affirme au contraire qu'une économie

planifiée, sans même parler d'un socialisme intégral, est complètement incompatible avec la démocratie. **Où est la vérité ? Selon Schumpeter, il n'y a pas, comme il l'a montré, de relation nécessaire entre socialisme et démocratie. L'un peut exister sans l'autre. Simultanément, il n'existe pas non plus d'incompatibilité entre les deux.** Dans des conditions appropriées du milieu social, le système socialiste peut fonctionner selon des principes démocratiques.

L'analyse du processus démocratique précédemment développée a trois implications.

Premièrement, **la démocratie ne signifie pas et ne peut signifier que le peuple gouverne effectivement dans aucun des sens évidents que prennent les termes « peuple » et « gouverner ».** La démocratie signifie seulement que le **peuple est à même d'accepter ou d'écarter les hommes appelés à le gouverner.** Mais ce critère n'est pas encore suffisant car le peuple pourrait encore prendre cette décision par des procédés parfaitement antidémocratiques. Il faut donc resserrer la définition et y ajouter le critère supplémentaire suivant : **la libre concurrence entre les candidats soumis aux votes des électeurs** et en lice pour les postes de commandement.

Un aspect de ce critère peut être expliqué en disant que **la démocratie est le règne du politicien.** Beaucoup de laudateurs de la démocratie ont affirmé avec énergie, parfois avec passion, que la politique ne doit pas être une profession et que chaque fois qu'elle en devient une, la démocratie dégénère. Mais cette conception ressortit à la pure idéologie. Il faut voir les choses telles qu'elles sont. **Inévitablement, la politique devient une carrière.** Les activités professionnelles parallèles ou antérieures - s'il y en a - finissent, dans la plupart des cas, à être reléguées au rang d'occupations accessoires ou de corvées. Cette constatation conduit à reconnaître **l'existence d'intérêts spécifiques chez le politicien professionnel.** Il faut, dès lors, **cesser de s'étonner de voir si souvent les politiciens manquer d'honorer les intérêts de leur classe ou des groupes auxquels ils sont personnellement affiliés.** Il n'y a aucune raison de penser que le comportement du politicien soit meilleur ou pire dans une société socialiste.

Deuxièmement, les théoriciens de l'organisation politique ont toujours éprouvé des **doutes en ce qui concerne l'efficacité administrative de la démocratie dans les sociétés nombreuses et complexes.** Par comparaison avec d'autres systèmes, on fait valoir que le rendement du gouvernement démocratique est inévitablement compromis en raison de la dépense inouïe d'énergie imposée aux dirigeants par la bataille qu'ils doivent incessamment livrer à l'intérieur et à l'extérieur du Parlement. Le gaspillage d'énergie n'est pas le seul inconvénient inhérent à la méthode démocratique. Il faut encore ajouter la lutte incessante pour accéder au pouvoir et pour s'y maintenir. La nécessité d'« opérer sur les votes » impose aux hommes placés au gouvernail ou près du gouvernail une vision à court terme et leur rend extrêmement difficile l'accomplissement d'efforts persévérants orientés vers le service des intérêts à long terme du pays.

Troisièmement, il existe de nombreuses critiques dénonçant le fait que **la méthode démocratique sélectionne pour les postes de commandement des hommes qui n'ont pas nécessairement les qualités d'intelligence et de caractère qui en font de bons administrateurs**. Schumpeter répond que, quelle que soit la méthode, il n'existe pas de système de sélection, exception faite peut-être du capitalisme concurrentiel, qui soit exclusivement fondé sur l'aptitude aux performances. Tous les systèmes tiennent également compte d'autres qualités. **Il est faux de prétendre que le succès politique ne prouve rien en faveur de celui qui le remporte**. En effet, pour accéder à un mandat, la personne élue a généralement dû affronter de nombreux obstacles, ce qui prouve qu'elle est rompue à la technique du maniement des hommes. **Ces écueils barrent la route à l'idiot du village et à l'outre gonflée de vent**. Il est facile de lister les échecs de la méthode démocratique. Mais il y a aussi des succès. Schumpeter rappelle que **les généraux romains de l'ère républicaine étaient tous d'anciens politiciens** et qu'ils obtinrent leurs commandements militaires en liaison directe avec des emplois politiques qu'ils détenaient ou avaient détenus précédemment. Pourtant, l'armée romaine a, comme chacun sait, remporté des victoires éclatantes.

II. Conditions de succès de la méthode démocratique

La démocratie peut s'accommoder à quantité de sociétés mais il faut qu'au moins quatre conditions soient réunies pour qu'elle fonctionne avec succès.

Premièrement, **il faut que le matériel humain de la politique**- les personnes qui peuplent les comités de partis, sont élus membres, accèdent au poste ministériel **-soit de suffisamment bonne qualité**. Cela suppose l'existence d'une sorte de « strate » sociale elle-même fondée sur un processus de sélection sévère dont les éléments s'orientent naturellement vers la politique. Cette classe ne doit être ni trop exclusive, ni trop accueillante aux nouveaux venus.

Deuxièmement, **le domaine effectif des décisions politiques ne doit pas être exagérément élargi**. Cette condition peut être remplie grâce à une limitation correspondante des activités de l'État.

Troisièmement, dans les sociétés industrielles modernes, un gouvernement démocratique doit disposer, pour tous les objectifs englobés dans la sphère d'activité publique, des services d'une **bureaucratie bien entraînée, jouissant d'une bonne réputation et s'appuyant sur de solides traditions**, douée d'un sens vigoureux du devoir et d'un esprit de corps non moins vigoureux. Cette bureaucratie doit être efficiente mais également assez forte pour guider et, en cas de besoin, pour instruire les politiciens placés à la tête des ministères. Ici aussi, la question du matériel humain disponible présente une importance capitale.

Quatrièmement, **il faut un « autocontrôle démocratique »**. Cela implique plusieurs choses. D'abord que les corps électoraux et les parlements se situent à un niveau intellectuel et moral suffisamment élevé pour être à l'épreuve des combinards et des loufoques. Ensuite, les **politiciens du parlement doivent résister à la tentation**

de renverser ou d'embarrasser le gouvernement chaque fois qu'ils seraient en mesure de le faire. Ensuite, les électeurs situés à l'extérieur du parlement doivent respecter la **division du travail** entre eux-mêmes et les politiciens qu'ils élisent. Enfin, la concurrence entre aspirants au pouvoir suppose, pour être effective, un large degré de **tolérance pour les différences d'opinions.**

Pratiquement toutes les constitutions (en ce compris la constitution américaine) consacrent la possibilité pour le chef de l'Etat d'acquérir, dans certaines circonstances, le pouvoir qui en fait, à toutes fins utiles, un dictateur au sens romain du terme. Si ce monopole est limité soit à une période déterminée soit à la prolongation de difficultés temporaires nettement définies, l'application du principe démocratique est simplement suspendue. **Si, au contraire, le monopole en fait et en droit n'est pas limité dans sa durée, le principe démocratique est abrogé et en cas, nous nous trouvons dans une dictature** au sens contemporain du terme.

III. La démocratie en régime socialiste

L'idéologie démocratique dans la doctrine classique est une idéologie bourgeoise. Historiquement, la démocratie a grandi en même temps que le capitalisme et en relation causale avec lui. C'est par des procédés démocratiques que la bourgeoisie a remodelé et rationalisé la structure sociale et politique antérieure à l'avènement de cette classe. Il est vrai que la méthode démocratique fonctionne dans certaines sociétés précapitalistes et extra capitalistes. Cependant, la démocratie moderne est un produit du processus capitaliste.

Toute autre est la question de savoir si la démocratie, fruit du capitalisme, peut survivre sans le capitalisme. Une autre question est de savoir si la société capitaliste est qualifiée pour appliquer la méthode démocratique qu'elle a engendrée. **Il est évident qu'elle se qualifie bien à un certain point de vue.** Elle limite le champ de compétence des activités de l'Etat. Son idéal est celui d'un Etat parcimonieux qui existe primordialement aux fins de garantir la légalité bourgeoise et de procurer un cadre solide aux initiatives individuelles autonomes dans tous les domaines. La démocratie bourgeoise est une démocratie. Si elle pâlit, il faut se rappeler combien elle a été éclatante. Elle accorde l'égalité des chances et garantit une large liberté personnelle. Par ailleurs, la bourgeoisie est beaucoup plus disposée qu'aucun type d'être humain à faire acte de tolérance pour les dissidences politiques et de respect pour les opinions qu'elle ne partage pas.

Néanmoins, **le capitalisme est en train de perdre les avantages qu'il possédait naguère.** Les raisons en ont été exposées dans la seconde partie de ce livre. Cette décomposition explique que la bourgeoisie n'a pas pu produire une classe politique efficiente alors qu'elle aurait pu le faire avec la troisième génération des dynasties industrielles. Schumpeter n'a pas caché son pessimisme en la matière.

L'idéologie du socialisme classique est la fille de l'idéologie bourgeoise. Elle partage l'arrière-plan rationaliste et utilitariste de cette dernière et beaucoup de conceptions et

idéaux incorporés à la doctrine classique de la démocratie. Cependant, c'est la pratique qui intéresse Schumpeter. Il a montré que le socialisme non démocratique est tout à fait possible. La question est de savoir si le socialisme se qualifie bien ou mal pour la tâche consistant à faire fonctionner la méthode démocratique.

A cet égard, Schumpeter énonce un point essentiel : **aucune personne sensée ne peut envisager sans appréhension les conséquences d'une extension de la méthode démocratique** (c'est-à-dire de la sphère politique) à toutes les affaires économiques. Si elle croit que le socialisme démocratique est synonyme d'une telle extension, cette personne sensée conclura nécessairement que le socialisme est nécessairement voué à l'échec.

Toutefois, cette conclusion ne s'impose pas inévitablement. L'extension de la zone de gestion publique n'implique pas une extension de la zone de gestion politique. On peut très bien imaginer que l'Etat absorbe toutes les affaires économiques de la Nation tout en respectant scrupuleusement les limitations inhérentes à la méthode démocratique.

Ce qui importe, c'est que le Conseil central, l'institution faîtière de la bureaucratie économique, soit préservé, dans l'accomplissement de ses devoirs courants, de toute immixtion de la part de politiciens ou, ce qui reviendrait au même, de comités de citoyens. A cet égard, il faut s'opposer à toutes les conceptions populaires de « démocratie industrielle ». Il faut préserver l'autorité et l'indépendance du personnel dirigeant.

Les formes et organes contemporains de la procédure démocratique (élections générales, partis, parlements, cabinets, premiers ministres, etc.) **et le principe fondamental de la démocratie lui-même sont issus du monde bourgeois.** Néanmoins, Schumpeter estime que le régime socialiste peut les préserver et les utiliser pour débattre de nouvelles questions et affronter de nouveaux problèmes. Par exemple la question de savoir quel doit être le volume d'investissement, comment doivent être amendées les règles en vigueur pour la répartition du produit social, etc. **Cela implique que tous les citoyens soient substantiellement d'accord de se plier aux règles du jeu démocratique. Ce n'est actuellement pas le cas** car de nombreux citoyens condamnent le capitalisme en même temps que la démocratie. Mais Schumpeter estime que le socialisme est capable de restaurer l'harmonie en ce qui concerne les principes de liaison du tissu social. Le socialisme donnera peut-être naissance à une caste politique sur la qualité de laquelle il serait vain de se livrer à des spéculations.

Il y a de sérieuses raisons de s'attendre à ce que le total des questions litigieuses diminue, même par comparaison avec ce qu'il était au temps du capitalisme intact. La vie politique se verrait purifiée de toute une série de controverses telles que les relations entre agricultures et industries, grandes et petites entreprises, industries protectrices et industries consommatrices d'acier, branches exportatrices et branches protectionnistes. Toutes ces questions cesseront d'être politiques pour devenir

techniques. Des techniciens pourront y donner des réponses non équivoques avec l'aide de la froide raison.

Ainsi le socialisme marque jusqu'à présent des points. Néanmoins sa capacité à maintenir la ligne de conduite démocratique peut se révéler à l'expérience extrêmement ardue. Les hommes placés au gouvernail seront toujours tenté d'abuser **du formidable pouvoir que l'organisation socialiste permet d'exercer sur le peuple**. Après tout, la gestion effective de l'économie socialiste est synonyme de dictature à l'usine, non pas « du » prolétariat mais « sur » le prolétariat. **En tout cas, cette démocratie ne sera pas synonyme de liberté individuelle accrue.**

Annexe : Ultima Verba.

La marche au socialisme : Les perspectives du capitalisme américain (1949)³²

Le socialisme de type centralisé est l'organisation de la société dans laquelle l'autorité publique (et non pas des entreprises placées sous le régime de la propriété et de la gestion privée) contrôle les moyens de production et décide ce qui sera produit, comment cela sera produit et à qui seront attribués les fruits de la production. L'expression « marche au socialisme » doit ici être entendue avec le sens suivant : **processus par lequel les affaires économiques sont transférées du secteur privé au secteur public.**

Schumpeter ne préconise pas le socialisme ni ne prophétise son avènement. Il observe juste que **le régime capitaliste tend à se détruire lui-même** et que le socialisme centralisateur a les meilleures chances de devenir son héritier présomptif. Les raisons de ce phénomène peuvent être ramenées à quatre propositions.

En premier lieu, **le succès de la classe industrielle aux Etats-Unis et le fait que ce succès a créé de nouvelles normes d'existence pour toutes les classes ont paradoxalement miné la position sociale et politique de la classe des affaires** dont la fonction économique, bien que non désuète, tend à tomber en déshérence pour faire place à la bureaucratisation.

En second lieu, étant essentiellement « rationnelle », **l'activité capitaliste tend à répandre des habitudes d'esprit rationnelles et à détruire ces loyalismes et ces habitudes de subordination et de commandement** qui sont pourtant essentielles à la gestion institutionnalisée des usines : aucun système social ne peut fonctionner s'il est exclusivement fondé sur un réseau de libres contrats conclus entre parties contractantes (légalement) égales, chacune de ces parties n'étant, par hypothèse, guidée par rien d'autre que par ses propres fins utilitaires à court terme.

32 Ce texte, tiré d'une communication de Schumpeter le 30 décembre 1949 au congrès de l'*American Economic Association* à New York, a été ajouté dans les éditions ultérieures.

En troisième lieu, **la focalisation de la classe des hommes d'affaires sur les tâches d'usines et de bureau leur a fait négliger le monde politique et le monde intellectuel.** La classe politique et la classe intellectuelle ont développé des intérêts propres, une attitude d'indépendance et puis, finalement, d'hostilité, à l'égard des intérêts des grandes entreprises. Ces dernières sont de moins en moins capables de se défendre contre des razzias qui, à court terme, sont extrêmement fructueuses pour les autres classes.

En quatrième lieu et en conséquence des trois phénomènes précités, **le prestige de la société capitaliste et son système de valeurs perdent leur emprise non seulement aux yeux du publics mais aux yeux de la classe capitaliste elle-même.**

Force est de constater que le **processus de désintégration du capitalisme est très avancé** dans notre société. La meilleure preuve, c'est que les implications de cette désintégration sont **acceptées par la classe des affaires elle-même et les économistes qui se considèrent opposés au socialisme à 100%**. Généralement, ces personnes **ne se rendent même pas compte de cette tendance en direction de ce régime** et ils se rallient sans discussion aux points suivants :

- les **politiques de stabilisation économique** visant à prévenir les récessions ou à tout le moins les dépressions ;
- la « désirabilité » d'une **plus grande égalité des revenus** ;
- un riche assortiment de mesures de **réglementation des prix**, fréquemment rationalisée, en les assaisonnant de slogans braqués contre les « trusts » ;
- un **contrôle public sur les marchés de la main d'œuvre et de la monnaie** ;
- une **extension infinie de la catégorie des besoins qui devraient être**, dans le présent ou dans l'avenir, **satisfaits par l'initiative publique** ;
- tous les types de **sécurité sociale**.

Schumpeter s'abstient de porter un jugement sur la pertinence de ces politiques mais constate que **l'on s'est éloigné considérablement des principes du capitalisme.** Selon ce schéma, le fonctionnement des entreprises privées ne diffère plus guère de la planification socialiste authentique. **Les économistes en question divergent sur l'emplacement où s'arrêtera, à mi-chemin entre libéralisme et socialisme, leur maison démontable** mais ils reconnaissent tous ce que Marx n'a pas voulu reconnaître : d'une part, **les immenses capacités productives du système capitaliste qui assure aux masses des niveaux d'existence inespérés**, complétés par des services gratuits, **le tout sans expropriation complète des propriétaires** et, d'autre part, la mesure dans laquelle les **intérêts capitalistes peuvent en fait être expropriés sans paralyser le système capitaliste** et la mesure dans laquelle on peut faire fonctionner ce système dans l'intérêt des travailleurs.

Ces économistes ont découvert la possibilité d'un « capitalisme travailliste » et ils en arrivent à conclure que ce capitalisme peut survivre indéfiniment, tout au moins s'il est placé dans certaines conditions favorables. Schumpeter n'exclut pas que les événements puissent tourner de la sorte mais sa thèse n'en est pas réfutée pour autant car - même

si ces pronostics se vérifient - ce qui aura bel et bien disparu, c'est la civilisation du capitalisme.

Le processus de « socialisation » s'est accéléré à la faveur des deux « guerres totales » de ce siècle. Elles ont exercé une **action de déblaiement** en écartant les obstacles qui obstruent les canaux par où progressent les tendances socialistes. **Pour un socialiste, ce n'est pas nécessairement une raison de se réjouir, avertit Schumpeter.** Sans ces guerres, l'évolution vers le socialisme aurait été plus lente mais elle aurait été plus régulière. De même que l'existence d'une opposition efficace constitue une condition de fonctionnement régulier d'un gouvernement démocratique, de même l'existence de forces économiques résistant aux transformations institutionnelles peut être nécessaire afin d'empêcher que la vitesse de ces transformations dépasse la vitesse de sécurité.

L'inflation est l'un des facteurs les plus puissants parmi ceux qui contribuent à accélérer les mutations sociales. Une pression inflationniste perpétuelle peut jouer un rôle important dans la conquête éventuelle du système des entreprises privées par la bureaucratie. On pourrait en effet accuser injustement ces entreprises d'être responsables des frictions et à-coups résultant de l'inflation. C'est alors un prétexte à de nouvelles restrictions et réglementations. Il en **résulterait alors une situation où la majorité du public considérerait la planification intégrale comme le moindre des maux possibles.**

Marx s'est trompé dans son pronostic des modalités d'effondrement de la société capitaliste mais il n'a pas eu tort de prédire qu'elle s'effondrerait finalement...

Friedrich August von Hayek

(1899-1992)

La Route de la Servitude

1946, PUF, 176 p.

(Road to Serfdom, Routledge Press, 1944)



Préface

Hayek commence son ouvrage par ce liminaire :

« (...) Ceci est un livre politique. J'aurais pu le dissimuler en lui donnant le nom plus élégant et plus pompeux d' « essai de philosophie sociale », mais je n'en ferai rien. Le nom fait peu de choses à l'affaire. Ce qui compte, c'est que toute ce j'ai à dire provient d'un certain nombre de valeurs essentielles. (...) J'ajouterai ceci : encore que ce livre soit un livre politique, je suis aussi certain qu'on peut l'être que les croyances qui y sont exposées ne sont pas déterminées par mes intérêts personnels. Je ne vois pas pourquoi la société qui me paraît désirable m'offrirait plus d'avantages qu'à la majorité des gens de ce pays. **Mes collègues socialistes ne cessent de me dire qu'un économiste comme moi aurait une situation beaucoup plus importante dans le genre de société dont je suis l'adversaire.** Mais il faudrait évidemment que je parvienne à adopter leurs opinions. Or, j'y suis opposé, bien que ce soient les **opinions que j'ai eues dans ma jeunesse** et qui m'ont amené à devenir économiste de profession. Pour ceux qui, comme c'est la mode, attribuent à des mobiles intéressés toute profession de foi politique, j'ajouterai que **j'ai toutes les raisons du monde de ne pas écrire ni publier ce livre.** Il blessera certainement beaucoup de gens avec lesquels je tiens à conserver des relations d'amitié ; il m'a forcé à abandonner des travaux pour lesquels je me sens mieux qualifié et auxquels j'attache plus d'importance en définitive ; et par-dessus tout il aura une influence fâcheuse sur l'accueil fait aux résultats du travail plus strictement académique auquel me mènent mes penchants ».³³

33 F.A. Hayek, **La route de la servitude**, 1985 (1943), Presse Universitaires de France (Quadrige), p.7

Mais la rédaction de cet ouvrage est pour Hayekun devoir moral : la majorité des fonctionnaires sont absorbés par la guerre depuis plusieurs années et tenus à un devoir de réserve vu les fonctions publiques qu'ils occupent. Le soin de guider l'opinion publique est remis dans les mains de fantaisistes, d'aigris, d'amateurs ou de hâbleurs. Il en va de l'avenir de l'économie de ce pays. Le danger est très important et le public ne s'en rend compte que très insuffisamment.

Introduction

Le présent nous mène sur une terre inconnue. Quoique l'histoire ne se répète jamais tout à fait, il est possible, jusqu'à un certain point, d'apprendre du passé comment éviter de retomber dans les mêmes erreurs. Un danger menace : l'Angleterre est en passe de connaître le sort de l'Allemagne. Les influences auxquelles obéit le mouvement des idées dans la plupart des pays civilisés sont presque les mêmes mais ne s'exercent pas nécessairement en même temps et au même rythme. Or, **la route empruntée par l'Angleterre ressemble à celle empruntée par les Allemands il y a 20 ans.** C'est une route qui, s'y on s'y engage trop, ne nous permet plus de rebrousser chemin par la suite. Chaque jour, nous sommes prisonniers des idées que nous avons créées. Certes, rien n'est prédéterminé. On peut encore éviter le danger mais à condition de le reconnaître à temps.

L'Angleterre d'aujourd'hui professe le même « réalisme », le même fatalisme sur les prétendues « tendances inéluctables » et nourrit le même mépris pour le libéralisme du XIX^{ème} que l'Allemagne de l'entre-deux guerres. Hayek a passé environ la moitié de sa vie d'adulte dans son pays natal, en Autriche, et l'autre moitié aux Etats-Unis et en Angleterre. Il estime aujourd'hui que les forces qui ont détruit la liberté en Allemagne sont en train de se manifester en Angleterre. Ironie du sort : **ce sont des hommes que l'on admire actuellement qui ont, hier, préparé sinon créé le régime qu'ils détestent aujourd'hui.** Lutter contre ce danger exige le courage intellectuel d'affirmer ceci : l'ascension du nazisme et du fascisme n'a pas été une réaction contre les tendances socialistes de la période antérieure mais un résultat inévitable de ces tendances.

Cette évolution vers la servitude n'est pas inéluctable, écrit Hayek. Autrement, ce livre ne servirait à rien. Le socialisme est aujourd'hui partagé, à des degrés divers, par tous les gens dont l'opinion exerce une influence sur la marche des événements. Ce mouvement n'est pas inéluctable. Si nous marchons dans cette direction, ce n'est pas en raison de faits objectifs mais parce que tout le monde le veut. Où ce mouvement nous mènera-t-il ? A un résultat exactement opposé à celui poursuivi.

Pour éviter cette catastrophe, il faudrait, dit Hayek, comprendre l'ennemi et l'enjeu de cette lutte. Il faut de fermes croyances pour s'opposer aux idées nocives. Or, il apparaît que dans leur politique à l'égard des dictateurs avant la guerre, les Anglais ont témoigné d'une grande indécision et une incertitude qui ne peut s'expliquer que par une confusion régnant dans leurs esprits tant au sujet de leur idéal qu'au sujet des

différences qui les distinguent de leurs ennemis. Non, le national-socialisme n'est pas au service du capitalisme. Non, il n'est pas opposé à toute forme de socialisme.

Il importe d'expliquer le développement des idées qui gouvernent actuellement les Allemands. **Ce n'est pas, comme le prétendent certains, par un « vice congénital » que les Allemands se dirigent vers de pareilles extrémités. Affirmer cela, c'est méconnaître tout ce que l'Allemagne a apporté de grand à l'humanité et à l'Angleterre,** c'est méconnaître, par exemple, tout ce que Stuart Mill doit à Goethe et à Wilhelm von Humboldt. A l'inverse, on oublie un peu trop vite, dans ce cas-là, que **deux des plus importants précurseurs du nazisme, Thomas Carlyle et Chamberlain, étaient respectivement Ecossais et Anglais.** La vraie question, c'est de se demander par quelle évolution, ces soixante-dix dernières années, certaines idées ont fini par triompher et conférer le pouvoir aux plus méchants Allemands. **Haïr les Allemands plutôt que les idées nocives qu'ils partagent maintenant est d'ailleurs dangereux car ces dernières existent aussi en Angleterre.** Double danger : primo, en ne les identifiant pas, on ne peut les combattre ; secundo, en affirmant que seule la méchanceté allemande est cause du régime nazi, on a alors un prétexte pour imposer ces mêmes institutions qui ont précisément rendu ce peuple méchant.

Une explication superficielle et erronée sur le nazisme circule dans les milieux qui professent les opinions socialistes aujourd'hui prédominantes : le national-socialisme serait une réaction fomentée par tous ceux dont le progrès du socialisme menacerait les prérogatives et les privilèges. **Hayek ne remet pas en cause la sincérité des socialistes qui s'opposent au nazisme mais il constate que ces derniers sont des personnes qui, ayant contribué à ce mouvement d'idées qui a mené au nazisme, se sont arrêtés en chemin,** sont entrés en conflit avec les Nazis et ont été contraintes de quitter l'Allemagne.

Cette montée en puissance du nazisme a été assurée par le triomphe préalable des idées socialistes et l'évacuation du libéralisme en Allemagne. Le conflit entre la « droite » nationale-socialiste et la « gauche » n'est, en définitive, qu'un conflit entre factions socialistes rivales. Dès lors, les authentiques socialistes exilés d'Allemagne professent, souvent sans le savoir, des opinions semi-fascistes. Les Anglais attribuent les idées des réfugiés au fait qu'ils soient Allemands alors que la véritable raison, c'est qu'ils sont des socialistes dont l'évolution des idées est déjà allée plus loin qu'en Angleterre. Il est vrai que la tradition prussienne et la parenté de cette tradition avec le socialisme, ont servi à la réception des idées socialistes en Allemagne. Mais le prussianisme était absent en Italie et en Russie alors que les idées socialistes étaient prédominantes dans ces deux pays.

Chapitre I : La route abandonnée

Le mouvement contemporain vers le socialisme constitue une rupture brutale avec le passé récent mais aussi avec toute l'évolution de la société occidentale dans laquelle se retrouvent Erasme, Montaigne, Cicéron, Tacite, Périclès et Thucydide.

Le mot « individualisme » a aujourd'hui mauvaise presse. On le confond avec l'égoïsme.

« **Il n'y a rien dans les principes du libéralisme qui permette d'en faire un dogme immuable** ; il n'y a pas de règles stables, fixées une fois pour toutes. Il y a un principe fondamental : à savoir que dans la conduite de nos affaires nous devons faire le plus grand usage possible des forces sociales spontanées et recourir le moins possible à la coercition ». ³⁴

Il existe une infinité de moyens d'aménager un régime de liberté. Cela nécessite évidemment la mise en place active d'institutions (telles que celles organisant la concurrence) et non pas une acceptation passive des institutions telles qu'elles sont.

« **Rien n'a sans doute tant nui à la cause libérale que l'insistance butée de certains libéraux sur certains principes massifs** comme avant tout la règle du laissez-faire ». ³⁵

Cela dit, c'était sans doute nécessaire et inévitable : seule une règle rigide, prompte et efficace pouvait faire barrage à la multitude des intérêts immédiats qui poussaient les gouvernements à intervenir. On a donc présenté cette règle comme étant dépourvue d'exceptions. Cette règle a été reprise par tellement de vulgarisateurs de la doctrine libérale qu'il était inévitable que cette doctrine allait s'écrouler une fois qu'on aurait établi qu'il existait des exceptions à cette règle.

Une chose qui dévalorise le libéralisme aux yeux de certains, c'est son incapacité à proposer des solutions immédiates. En effet, si l'on veut exploiter au mieux ces forces sociales, il faut d'abord les connaître, ce qui implique de les étudier préalablement et de n'améliorer les institutions que de manière graduelle. **Le libéral est comme un jardinier qui cultive une plante et qui doit créer les conditions les plus favorables à sa croissance.** Les principes politiques du libéralisme dégagés au XIX^{ème} siècle étaient encore assez grossiers. Ce n'était encore qu'un commencement et il y avait encore d'immenses possibilités de progrès dans cette route que nous avons suivie. Pour cela, il fallait maîtriser des problèmes de plus en plus complexes : la politique monétaire, la prévention des monopoles, etc. Dans un même mouvement, le libéralisme a entraîné un progrès tellement substantiel qu'il en est venu à être considéré comme naturel.

34 F.A. Hayek, **La route de la servitude**, 1985 (1943), Presse Universitaires de France (Quadrige), p.20

35 F.A. Hayek, **La route de la servitude**, 1985 (1943), Presse Universitaires de France (Quadrige), p.20

Le succès du libéralisme devint la cause de son déclin. Pourquoi ? Parce que la réussite du libéralisme a rendu l'homme de moins en moins tolérant par rapport aux maux encore existants.

Vers la fin du XIX^{ème} siècle, **la foi dans les principes essentiels du libéralisme fut progressivement abandonnée**. On crut que les résultats atteints étaient acquis pour toujours comme une possession sûre et impérissable. On se persuada qu'il fallait procéder à une refonte totale de la société, qu'il fallait non pas améliorer ou augmenter l'outillage existant mais le mettre entièrement au rebut. On se désintéressa du fonctionnement de la société existante. **Grisé par le succès du maniement des outils techniques** et les prouesses réalisées par les ingénieurs, **on entreprit de réorganiser tout la société en utilisant la planification**. Ce changement d'attitude aboutit à un renversement complet de la tradition individualiste qui est au fondement de notre civilisation occidentale. On décida de remplacer le mécanisme impersonnel et anonyme du marché propre à une société libre et individualiste par une direction collective et « consciente » de toutes les forces sociales en vue d'objectifs délibérément choisis.

C'est vers 1870 que l'Angleterre a perdu sa maîtrise intellectuelle dans le domaine politique et social et est devenue un pays importateur d'idées. L'Allemagne est alors devenue le centre à partir duquel les idées sont passées tant à l'Est qu'à l'Ouest. La pensée collectiviste et socialiste doit beaucoup à des auteurs tels que Hegel, Marx, List, Schmoller, Sombart et Manheim. Même si le socialisme n'est pas né en Allemagne,³⁶ c'est dans ce pays que les idées socialistes se sont perfectionnées et ont atteint leur complet développement entre le dernier quart du XIX^{ème} siècle et le premier quart du XX^{ème}. Une génération avant que le socialisme soit sérieusement discuté en Angleterre, l'Allemagne comptait déjà un fort parti socialiste dans son parlement.

Cette influence de l'Allemagne s'explique tant par le progrès matériel de l'Allemagne que par l'extraordinaire renommée de ses savants et penseurs acquise durant les cent années précédentes. **L'ironie du sort voulut que cette réputation allemande légitimement méritée servit à véhiculer des idées dirigées contre les fondements de la civilisation** occidentale, à savoir le libéralisme, la démocratie, le capitalisme, l'individualisme, le libre-échange, l'internationalisme et l'amour de la paix sous toutes leurs formes.

Chapitre II : La grande utopie

Le socialisme a désormais conquis les esprits. **Ce qui est paradoxal, c'est que cette idéologie est adoptée par les gens épris de progrès et au nom même de la « Liberté » alors même que cette pensée collectiviste et autoritaire est**, suivant la volonté de ses concepteurs, **franchement hostile à la liberté**. Les fondateurs du socialisme considéraient, au XIX^{ème} siècle, la liberté de pensée comme la source de

36 C'est principalement en France et en Angleterre que sont nées les idées socialistes.

tous les maux. Saint-Simon, le premier des planistes modernes, prédisait que ceux qui n'obéissaient pas à ses plans seraient « traités comme du bétail ».

À la faveur de la révolution de 1848, le socialisme, alors hostile aux forces de la liberté, commença à s'allier à ses dernières. Néanmoins, un auteur tel que Tocqueville ne nourrissait aucun doute quant au caractère antidémocratique du socialisme :

« La démocratie étend la sphère de l'indépendance individuelle, le socialisme la resserre. La démocratie donne toute sa valeur possible à chaque homme, le socialisme fait de chaque homme un agent, un instrument, un chiffre. **La démocratie et le socialisme ne se tiennent que par un mot, l'égalité ; mais remarquez la différence : la démocratie veut l'égalité dans la liberté et le socialisme veut l'égalité dans la gêne et dans la servitude** ».³⁷

Dans un second temps, le socialisme, soucieux de gagner les esprits, décida d'exploiter à son profit cette aspiration généralisée à la liberté. Il recourut de plus en plus à la promesse d'une « nouvelle liberté ». Cette liberté nouvelle, c'était la liberté économique sans laquelle la liberté politique ne vaut rien. Ce faisant, les théoriciens du socialisme modifiaient subtilement la signification du mot « liberté ».

Pour les libéraux, être libre signifie être libre de toute coercition, de tout arbitraire exercé par autrui, être dégagé des liens qui obligeaient l'homme à obéir aux ordres de son supérieur.

Pour les socialistes, être libre signifie être libre de tout besoin, libre de l'obligation des circonstances qui limitent inévitablement, encore qu'inégalement, la possibilité de choix de chacun de nous. Dans ce sens, le mot liberté n'est évidemment qu'un autre mot donné au pouvoir ou à la richesse. **Cette confusion, dit Hayek, est aussi vieille que le socialisme lui-même. Elle serait même, à elle seule, tout le socialisme.**

Cette promesse d'une plus grande liberté - promesse inconsidérée d'un accroissement des richesses dans la société socialiste - fut sans aucun doute l'une des armes les plus efficaces de la propagande socialiste. Elle a séduit un grand nombre de libéraux et les a entraînés sur la voie socialiste. Ces gens croyaient sincèrement et authentiquement que le socialisme apporte la liberté alors qu'il ne conduit qu'à la servitude.

Ce que l'on remarque depuis quelques années, c'est l'étonnante proximité, l'extraordinaire ressemblance qui existe entre la vie en régime fasciste et celle en régime communiste. Même si les « progressistes » continuaient à les considérer comme deux pôles opposés, de plus en plus de gens se demandaient si ces nouvelles tyrannies n'étaient pas l'aboutissement d'une même tendance. Max Eastman, le vieil ami de Lénine, fut obligé de le reconnaître : le stalinisme est un « superfascisme ». Il dit

37 A. de Tocqueville, Discours prononcé à l'Assemblée constituante le 12 septembre 1848 sur la question du droit au travail, **Cœuvres complètes d'Alexis de Tocqueville**, vol. IX, 1866, p.546 in F.A. Hayek, **La route de la servitude**, 1985 (1943), Presse Universitaires de France (Quadrige), p.25

aussi, de façon significative : « Le stalinisme est le socialisme », car il est la résultante du processus de nationalisation et de collectivisation enclenché pour constituer une société sans classe :

« Le fascisme est le stade qu'on atteint après que le communisme s'est révélé n'être qu'une illusion. Et il s'est révélé tel autant en Russie staliniste qu'en Allemagne pré-hitlérienne ».

D'un point de vue plus biographique, Hayek relève d'ailleurs que bon nombre de dirigeants nazis et fascistes ont commencé par être socialistes. Ce fut le cas de Mussolini, de Laval, de Quisling, etc. **Ce qui est vrai des dirigeants l'est encore plus des militants.** On savait très bien comment en Allemagne, on pouvait rapidement convertir un jeune communiste au nazisme et vice-versa. Par ailleurs, **tant les nazis que les communistes savaient à quel point il était aisé de gagner des recrues parmi les jeunes socialistes.** Mais l'un comme l'autre savaient qu'il était impossible de gagner de vrais libéraux à leurs idées : il ne peut y avoir aucun compromis entre eux et ceux qui croient vraiment en la liberté individuelle.

Tous savaient que le libéralisme était l'ennemi à abattre. Comme le disait Eduard Heimann, un des chefs du socialisme religieux allemand : « **Le libéralisme a donc le privilège d'être la doctrine la plus détestée par Hitler** ». Cela dit, cette haine a eu peu d'occasion de se manifester parce que, au moment où Hitler est arrivé au pouvoir en Allemagne, le libéralisme était déjà mort. Et c'est le socialisme qui l'avait tué. Beaucoup de socialistes ont encore une profonde croyance dans l'idéal libéral de liberté et reculeraient d'horreur si on les persuadait que la réalisation de leur idéal signifierait la destruction de la liberté. Dans cet ouvrage, Hayek va s'employer à retracer cette évolution dans le détail et de manière aussi argumentée que documentée

Chapitre III : Individualisme et collectivisme

Hayek entreprend ici la tâche d'éclaircir une confusion. **Cette confusion, c'est celle qui porte sur le concept même de « socialisme ».** Habituellement, ce terme désigne les **idéaux** de justice sociale, d'égalité, de sécurité accrues qui sont les fins dernières de cette doctrine. Mais il désigne aussi la **méthode particulière** par laquelle les socialistes désirent atteindre ces fins : abolition de l'entreprise privée, de la propriété privée des biens de production et création d'un système d'économie planifiée où le chef d'entreprise travaillant pour un profit est remplacé par un organisme planificateur central. Cette méthode, c'est celle du « **planisme économique** ».

Beaucoup de gens se disent socialistes au sens premier du terme sans se soucier de la méthode et même sans savoir que c'est celle-là seule qui est préconisée pour atteindre ces fins. Dès lors, la **controverse sur le socialisme est devenue en grande partie une controverse sur les moyens et non sur les fins.** Ce qui accroît encore plus cette confusion, c'est qu'on accuse ceux qui refusent les moyens de mépriser les fins. Par ailleurs, autre source de confusion, le planisme économique peut

être utilisé à d'autres fins que le socialisme. Par exemple, si l'on veut donner plus de biens à une pseudo élite raciale, aux membres d'un parti ou une aristocratie, on utilisera les mêmes méthodes.

Dès lors, **il serait injuste d'utiliser le mot « socialisme » pour définir ces méthodes plutôt que ces fins.** Il vaut mieux utiliser un autre terme pour désigner ces méthodes qui peuvent être mobilisées à d'autres finalités. Ce terme, c'est le « **collectivisme** ». Le socialisme n'est qu'une variété du genre. Le « **planisme** », s'il est entendu au sens de **traiter les problèmes aussi rationnellement que possible et de la manière la plus prévoyante**, est évidemment une chose qui a la sympathie de tout homme politique. Un libéral peut être planiste si on définit simplement par là le cadre permanent le plus rationnel à l'intérieur duquel les individus se livreraient à leurs activités conformément à leurs plans personnels. **Mais ce n'est évidemment pas en ce sens-là que l'entendent les planistes modernes.** Ce qu'ils exigent, c'est la **direction centralisée de toute l'activité économique en vertu d'un plan unique** déterminant la direction des ressources en vertu de buts déterminés.

Ne confondons pas, dit Hayek, l'opposition au planisme et l'attitude du « laissez-faire dogmatique ».Quelle est la différence ? **Le laissez-faire, c'est laisser les choses en état où elles sont. Le libéralisme, par contre, c'est faire le meilleur usage des forces de la concurrence en tant que moyen de coordonner les efforts humains.** Un des arguments principaux en faveur de la concurrence est qu'elle permet de faire l'économie d'un « contrôle social conscient ». Elle donne aux individus le choix de décider d'embrasser ou non un métier en mesurant les avantages et inconvénients respectifs.

Pour que cette concurrence puisse jouer un rôle bienfaisant, il faut, nous dit Hayek, qu'elle soit soigneusement conçue et nécessaire. A cet égard, les lois existantes ont de graves défauts. **Mais le libéralisme s'oppose aux méthodes de coordination des efforts humains.** Il s'oppose à tout ce qui limiterait la liberté des parties d'acheter ou de vendre au prix, quel qu'il soit, auquel elles trouvent une contrepartie. Il s'oppose à tout ce qui limite l'accès de divers métiers. **Il s'oppose à tout essai de contrôle des prix et des quantités** car cela prive la concurrence de son pouvoir de coordonner efficacement les efforts individuels. Pourquoi ? Parce que les variations des prix cessent alors d'enregistrer toutes les modifications de circonstances et ne fournissent plus un guide sûr à l'action individuelle.

Cela dit, certaines mesures étatiques sont utiles : les mesures de contrôle des méthodes de production (interdiction des substances toxiques ou imposant des précautions pour les utiliser), mesures de préservation de la concurrence par un système juridique approprié (les lois sur les brevets et sur les sociétés sont, à cet égard, fort défectueuses), les mesures pour lutter contre les effets funestes du déboisement, de certaines méthodes agricoles, de la fumée, du bruit des usines, etc.

L'autorité doit intervenir chaque fois qu'il est impossible de faire fonctionner la concurrence. Dans les cas où elle fonctionne, il faut évidemment la maintenir. Ces domaines d'activités où l'Etat doit intervenir, ce sont ceux qui fournissent des services

utiles à la collectivité mais qui, comme le dit Adam Smith, sont de telle nature que le coût excède le profit que peut en tirer un individu ou un petit groupe d'individus : l'érection de poteaux indicateurs, la confection des routes, etc. **Un système rationnellement soutenable nécessite toujours l'action de l'Etat ainsi qu'une armature juridique intelligemment conçue et constamment adaptée.**

Socialistes de droite et de gauche éprouvent une hostilité commune à la concurrence et veulent la remplacer par une économie dirigée. Mais supprimer la concurrence, c'est arriver à une solution bien pire. **En détruisant progressivement la concurrence dans toutes les industries, on met le consommateur à la merci soit des monopoles capitalistes soit des monopoles ouvriers dans les industries les mieux organisées.** C'est la situation qui existe déjà en Angleterre dans de nombreux domaines. Ce stade une fois atteint, on aboutit à soumettre les monopoles au contrôle de l'Etat.

Ce qui est en tout cas impossible, n'en déplaie aux gens « raisonnables », c'est de trouver une voie médiane entre la libre concurrence et la centralisation totale du plan unique. On croit parfois qu'on peut trouver une combinaison judicieuse entre les deux mais le bon sens est un mauvais guide en la matière. Le planisme combattu dans ce livre est donc uniquement celui qui est dirigé contre la concurrence, qui veut remplacer la concurrence.

Chapitre IV : Le planisme inéluctable

Hayek constate un fait curieux : peu de planistes se contentent de dire que le planisme centralisé est désirable. La plupart affirme que nous n'avons pas le choix. Selon cette idée, la concurrence se trouverait spontanément éliminée en raison de transformations techniques. Cet argument est en réalité dépourvu de fondement. La tendance vers le planisme n'a rien d'automatique. Elle n'est pas le résultat de « faits objectifs ». Elle résulte en réalité d'opinions nourries et propagées pendant un demi-siècle et qui ont fini par dominer toute la politique anglaise.

Que les monopoles aient crû, c'est là un fait incontesté, mais ce n'est pas en raison des progrès techniques. C'est une conséquence des politiques publiques. Les monopoles sont apparus au cours du dernier tiers du XIX^{ème} dans les deux Etats industriels relativement jeunes que sont les Etats-Unis et l'Allemagne. Dans ce dernier pays, la croissance des cartels et des syndicats depuis 1878 a été encouragée par une politique systématique. C'est une politique à la fois protectionniste, subsidiante et contraignante qui a engendré ces monopoles géants. **Tout cela était évitable et ne représente en rien une tendance irréversible du capitalisme.** En 1931, l'Angleterre se lança, elle aussi, dans une politique de protectionnisme général. A partir de ce moment, la croissance des monopoles s'est déroulée à un rythme stupéfiant. **En progressant vers une société totalement planifiée, les Allemands ne font que suivre une voie que leur ont tracée certains penseurs du XIX^{ème},** en particulier des Allemands, au premier rang desquels figure l'économiste et sociologue Werner Sombart (1863-1941).

En réalité, il n'y a d'inévitables que les choses qu'on pense être inévitables. On dit parfois que la complexité de notre civilisation industrielle moderne crée des problèmes nouveaux que nous ne pouvons espérer traiter efficacement que par le planisme centralisé. Il existe effectivement certains problèmes qui doivent être traités de manière centralisée, dit Hayek : les services publics par exemple. Par contre, prétendre qu'il faut nécessairement recourir à la coordination d'un organe central pour éviter que la vie sociale ne devienne un chaos, est une affirmation erronée.

Cet argument repose sur l'ignorance complète du rôle de la concurrence. **La concurrence n'est pas un outil qui convient seulement aux situations simples. C'est au contraire en raison de l'extrême complexité née de la division du travail qu'il révèle toute son utilité.** C'est en effet la seule méthode capable de réaliser la coordination recherchée, c'est-à-dire une coordination qui doit permettre aux organismes isolés libres d'ajuster leurs activités aux faits qu'eux seuls peuvent connaître et simultanément d'ajuster leurs plans respectifs les uns aux autres. **Pour cela, on a besoin d'un appareil qui enregistre automatiquement les effets des actions individuelles. Cet appareil existe : c'est le système des prix en régime de concurrence.** Les chefs d'entreprise surveillent quelques prix comme le pilote surveille des cadrans et ils peuvent, ce faisant, ajuster leurs activités à celles de leurs confrères. Pour que les informations soient fiables, il est indispensable que la concurrence règne.

C'est en raison de cette méthode décentralisée que nous avons atteint un tel degré de développement économique. A côté de celle-là, la méthode de la direction centralisée est incroyablement grossière, primitive et limitée en portée.

Une autre théorie prétend non pas que la technique détruit la concurrence mais qu'il sera impossible d'utiliser une grande partie de ses possibilités si l'on ne se défend pas de la concurrence, c'est-à-dire si l'on ne crée pas un monopole. Ceux qui affirment cela disent par exemple qu'une technique nouvelle est tellement meilleure qu'elle doit s'imposer en dépit de toute concurrence. **Par exemple, on dira que l'électricité reviendrait moins cher à chacun si on forçait tout le monde à l'utiliser.** En supprimant la variété au-delà d'un certain degré, nous pourrions obtenir un accroissement d'abondance qui nous dédommagerait de cette restriction faite à notre choix.

A cela, Hayek répond que même si cela était vrai, cela ne suffirait pas à prouver que le progrès technique rend inévitable une direction centralisée de l'économie. C'est vrai que nous troquerions ici un gain immédiat contre une partie de notre liberté mais ce gain immédiat aurait également un autre coût. Lequel ? Le fait de bloquer des développements futurs. Même si la variété coûte cher, elle ouvre tout un champ de possibles et on ne peut jamais savoir quelle forme d'un produit ou d'un service peut donner lieu à un progrès. L'avantage de la liberté est de laisser le champ libre au progrès futur imprévisible.

Ce qui est certain, c'est que le mouvement vers le planisme est le résultat d'une action délibérée. Aucune nécessité externe ne nous y contraint. On ne peut pas nier

que des sociétés planifiées ou semi-planifiées offrent des exemples de bienfaits. C'est notamment le cas des magnifiques autoroutes en Allemagne et en Italie. Mais il serait absurde de prétendre que ces réalisations prouvent la supériorité générale du planisme. Ce que prouvent plutôt ces réalisations d'une excellence hors de proportion avec la situation générale, c'est le fait que les ressources des pays précités sont mal utilisées : on trouve moins de voitures sur ces autoroutes que sur le réseau secondaire.

Le spécialiste- et dans nos prédilections et intérêts nous sommes tous des « spécialistes » -a **l'illusion que dans une société planifiée, il arrivera à attirer davantage l'attention sur les objectifs dont il se soucie le plus.** Tout spécialiste pense que son échelle de valeurs n'est pas personnelle mais universelle et désire, dès lors, imposer ses propres vues : l'amateur des paysages champêtres, l'hygiéniste enthousiaste, l'automobiliste, le fanatique du rendement, l'idéaliste, etc., tous savent que leur but ne peut être totalement atteint que par le planisme. Raison pour laquelle ils veulent le planisme. **Ils s'illusionnent car ce planisme qu'ils réclament à cor et à cri ne peut, une fois adopté, que faire éclater le conflit entre tous ces buts différents.** Le mouvement pour le planisme doit sa force au fait qu'il unit tous les idéalistes unilatéraux aux buts opposés. Tous ces idéalistes ont une vue très limitée de la société. Ces hommes sont sincères et mêmes dignes d'admiration par leur ferveur. Mais les hommes les plus désireux de planifier la société seraient les plus dangereux si on les laissait faire et les plus intolérants à l'égard du planisme d'autrui. De l'idéaliste au fanatique, il n'y a qu'un pas.

Chapitre V : Planisme et démocratie

Tous les systèmes collectivistes ont en commun l'organisation des travaux de la société en vue d'un but social déterminé. Ces différents systèmes collectivistes (socialisme, communisme, fascisme, etc.) diffèrent entre eux par la nature du but vers lequel ils veulent orienter les efforts de la société. Mais ils **ont tous en commun de s'opposer au libéralisme et à l'individualisme** sur un point : ils veulent organiser l'ensemble de la société et toutes ses ressources en vue de cette fin unique. Ils refusent de reconnaître les sphères autonomes où les fins individuelles sont toutes-puissantes.

Ce but social ou but commun est toujours désigné par un terme vague : « bien commun », « bien-être général », « intérêt général ». A eux seuls, ces termes ne peuvent définir une politique. **Le bien-être d'un peuple ou d'un homme ne peut être défini comme une fin unique mais comme une hiérarchie de fins.** Si l'on veut diriger les actions de tous les hommes de l'humanité, il nous faut disposer d'un code éthique complet où toutes les valeurs sont mises à leur place légitime.

Or c'est précisément ce que nous n'avons pas et qu'il est impossible d'obtenir. Nous ne cessons de choisir entre des valeurs différentes en fonction des circonstances. Les règles qui composent notre morale sont devenues moins nombreuses et plus générales. L'évolution de nos sociétés a fait que **les règles très nombreuses qui encadraient précisément les activités assez uniformes et monotones des sociétés anciennes,**

se sont progressivement évaporées au profit de quelques règles générales qui encadrent la sphère de toutes les activités que nous pouvons faire librement. L'homme primitif vivait entouré de tabous et était lié par un rituel compliqué dans chacune de ces activités. Vouloir, ainsi qu'y aspire le socialisme, retourner à une situation où un code éthique complet réglerait chacun de nos actes, c'est aller radicalement contre le sens de l'évolution.

Nous ne disposons pas d'échelle complète des valeurs. C'est impossible. Aucun être humain ne peut embrasser l'infinie variété des besoins divers des individus qui convoitent les ressources disponibles. Il ne peut se soucier que d'une fraction infinitésimale des besoins de l'humanité. C'est sur ce fait fondamental que repose d'ailleurs la philosophie de l'individualisme. Son principe n'est pas que l'homme est égoïste. Elle part du constat des limites de notre esprit et de notre échelle de valeurs. Il n'y a d'échelles de valeurs que partielles, diverses et souvent incompatibles. Dès lors, autant laisser l'individu libre de ses actes, ses paroles, ses mouvements à l'intérieur de sa sphère. C'est cela **l'individualisme : laisser à chacun choisir ses valeurs, laisser à chacun choisir le sens de sa vie et les fins à poursuivre** et laisser à chacun le soin de gouverner ses actes en fonction de ses opinions.

Certes, il peut exister des « fins sociales » mais ce sont seulement celles qui sont identiques pour un grand nombre d'individus. En outre, très souvent, ces fins ne seront pas des fins dernières mais des moyens que des individus différents utilisent en vue de buts différents. **Des individus peuvent s'associer pour réaliser des fins qui leur sont communes.** Ils forment des organisations dotées de leur propre système de fins et de leurs propres moyens. **L'État est l'une de ces organisations mais cette organisation étatique reste une « personne » parmi tant d'autres.** Beaucoup plus puissante que les autres, il est vrai, mais limitée à ses fins. Si l'État se limite aux domaines où l'accord existe, la liberté individuelle de ses membres est sauvegardée mais, hélas, ce n'est pas seulement lorsque l'État décide de franchir ces limites qu'il supprime nécessairement la liberté individuelle. **Une fois que l'État entreprend de gouverner au-delà de ces limites et que cet empiètement sur des secteurs qui devraient rester libres dépasse une certaine proportion, l'effet de son action domine le système tout entier. Même s'il ne gère qu'une partie des ressources disponibles, son impact sur le reste de l'économie est tel qu'il contrôle indirectement presque tout.**

On a décidé de planifier la société sans se mettre d'accord sur le but du plan. C'est comme si on décidait de partir en voyage sans se mettre d'accord sur l'endroit où aller. Le problème du planisme, c'est qu'il faut nécessairement régler la totalité du réel. Il faut donc se mettre d'accord sur tout pour faire quoi que ce soit.

Cela va rendre **impossible la constitution d'un accord unanime sur un plan économique complet au sein du parlement.** L'inaptitude des assemblées démocratiques à arriver à un pareil accord va discréditer, aux yeux du peuple, les institutions démocratiques. On en viendra alors à considérer les assemblées comme d'inutiles parloles. C'est une dénonciation récurrente chez les socialistes. Ainsi, en

Angleterre, les Webb ont commencé à se plaindre il y a 25 ans de l'inaptitude croissante de la Chambre des Communes à remplir sa tâche. Un autre théoricien socialiste, Laski, **en vient à se demander s'il est opportun pour le gouvernement travailliste, dans une période de transition vers le socialisme, de risquer de voir ses mesures renversées par les prochaines élections générales !**

Si les assemblées sont peu efficaces dans l'art de la planification, la faute n'en incombe pas aux parlementaires mais aux contradictions inhérentes à cette tâche. On ne leur demande pas d'agir là où se dégage un accord mais d'être en accord sur tout. Si l'on fait jouer la loi de la majorité, il n'est pas certain qu'on parvienne à en dégager une car il y a un nombre considérable de directions possibles à donner à un plan. **On pourrait alors diviser le plan en parties et faire voter ce dernier point par point. Mais c'est une entreprise absurde** de voter et d'amender un plan économique complet clause par clause car cela fait forcément voler en éclat la dimension unitaire qui fait qu'un plan est un plan. Un ensemble complexe dont toutes les parties doivent être soigneusement ajustées ne peut être réalisé par un compromis entre opinions divergentes. **C'est un peu comme si on établissait un plan de campagne militaire par une procédure démocratique.** A la rigueur, un plan militaire serait encore plus facile à réaliser démocratiquement car il est tendu par un but unique et clair (la victoire), ce qui n'est pas le cas d'un plan économique.

On devra alors recourir aux experts. On leur donnera aussi le pouvoir de décider. On justifie généralement cette délégation en raison du caractère technique de la tâche. C'est faux. Ce n'est pas en raison de la technicité du sujet que l'on délègue cette mission : les modifications des structures du droit civil sont tout aussi techniques et tout aussi difficiles à apprécier dans leurs incidences. Pourtant, ce sont les parlementaires qui s'en acquittent. Non, ici, **la délégation est rendue nécessaire en raison de l'impossibilité de concilier des intérêts à ce point divergents.** Le problème ce n'est pas la délégation du pouvoir législatif en tant que telle. S'opposer à la délégation, c'est s'attaquer au symptôme du problème plutôt qu'à sa cause. Si la mission du pouvoir délégué consistait à déterminer des règles générales, ce pourrait être une bonne chose de confier cela à une autorité locale. Non, le problème, c'est que **le recours à la délégation est motivé par la volonté de lui faire prendre des décisions discrétionnaires** dans les cas particuliers, c'est-à-dire à juger au cas par cas et sans respecter des règles claires et stables.

Mais cette délégation des tâches à des organismes séparés n'est qu'un premier pas par lequel une démocratie s'engage sur la voie du planisme et se dépouille graduellement de ses pouvoirs. **Cette délégation elle-même fait surgir un nouvel obstacle.** Lequel ? Supposons que, par ce moyen, la société parvienne à planifier les différents secteurs de l'économie. **Il faudra tout fonder dans un plan unique.** Un grand nombre de plans séparés ne forment pas un tout structuré. Or, on a vu que l'assemblée parlementaire était incapable de concilier tant d'intérêts divergents.

Que faire dès lors ? Le planificateur va exiger que le gouvernement, ou - mieux - un individu quelconque reçoive le pouvoir d'agir sous sa responsabilité.

Libérons-nous, diront les planistes, des entraves de la procédure démocratique. C'est le message de personnes telles que Lord Eustache Percy, Sir Oswald Mosley et Sir Stafford Cripps. **L'appel à la dictature économique est une étape nécessaire du mouvement vers le planisme.**

C'est bien avant l'arrivée de Hitler au pouvoir en 1933 que l'Allemagne, prise dans ce mouvement de planification, en était arrivée au point de ne pouvoir être gouvernée que dictatorialement. **Hitler n'a pas eu besoin de détruire la démocratie. Il a simplement profité de sa décrépitude** et au moment critique, il a bénéficié du soutien de personnes qui, tout en le haïssant, le considéraient comme étant le seul à même d'agir efficacement.

Les planistes répondront généralement qu'il est tout à fait possible de rendre compatibles planisme et démocratie en expliquant que c'est au parlement qu'il appartient en dernier ressort à valider le plan et les actions du gouvernement. C'est là une chose illusoire, rétorque Hayek. De tels plans doivent être acceptés ou rejetés en bloc. L'assemblée ne va pas oser opter pour la seconde solution, du moins pas systématiquement, car elle sait qu'elle s'attirera la réprobation du grand nombre. Le rôle du parlement, dans le meilleur des cas, se réduira à choisir les individus qui recevront un pouvoir pratiquement absolu. Tout le système tendra alors vers cette dictature plébiscitaire.

A contrario, la démocratie n'est possible que lorsque l'Etat se limite aux questions où un consensus est possible. C'est le mérite du libéralisme d'avoir fortement restreint ce champ. Cela a le mérite d'éviter les blocages (alors que dans une société en cours de planification, il devient nécessaire d'imposer au peuple la volonté d'une minorité organisée). **On entend souvent aujourd'hui que la démocratie est incompatible avec le capitalisme. En réalité, répond Hayek, le capitalisme** - entendu comme un système de concurrence basé sur la libre disposition de la propriété privée - **est une condition nécessaire de la démocratie.** Dans un régime collectiviste, la démocratie s'autodétruit nécessairement.

Cela dit, nous ne devons pas, dit Hayek, fétichiser la démocratie. Contrairement à la liberté qui est la fin politique suprême, la démocratie n'est pas une fin en soi. C'est un moyen. Ce moyen, cet outil, sert à préserver la paix intérieure et la liberté individuelle. **Mais la démocratie en tant que telle n'est aucunement infaillible.** Une démocratie, dominée par une majorité homogène et doctrinaire, peut devenir aussi tyrannique que la pire des dictatures. **Le planisme mène à la dictature car la dictature est l'instrument le plus efficace de coercition et de réalisation forcée d'un idéal.**

C'est la liberté qui est le bien le plus menacé. La démocratie est un instrument de préservation de cette liberté et doit également être défendue. Mais, en se focalisant sur la démocratie et en la considérant comme la valeur la plus menacée, on risque de perdre de vue que la démocratie n'est pas une garantie absolue contre la destruction de la liberté. **Croire que la démocratie est une fin en soi nous donne une fausse**

assurance qui nous aveugle contre d'autres dangers. En effet, **on croit parfois que tant que le pouvoir est aux mains de la majorité, il ne saurait être arbitraire. C'est faux : ce n'est pas la source mais la limitation du pouvoir qui l'empêche d'être arbitraire.** Le pouvoir doit nécessairement être limité par des règles fixes. Lesquelles ? C'est l'objet du chapitre suivant.

Chapitre VI : Le planisme et la règle de la loi

Le critère le plus sûr pour distinguer un pays libre d'un pays gouverné de manière arbitraire, c'est le respect des grands principes représentés par la **règle de la loi (rule of law)**. Cela signifie que le **gouvernement est lié dans tous ses actes par des règles immuables et préétablies**. Ces règles jouent un rôle important en ce qu'elles permettent de prévoir avec certitude que, dans des circonstances déterminées, le gouvernement agira de telle ou telle façon. Dès lors, chacun peut accorder sa conduite en fonction de ces prévisions. Evidemment, ce n'est pas une garantie absolue mais cela permet de s'orienter utilement. Ces sont les « règles du jeu ».

Hayek distingue ici clairement deux systèmes:

- **le système de la règle de la loi** (l'Etat de droit) où les règles sont conçues a priori, sous forme de règles fixes ne tenant pas compte des préoccupations et des besoins d'une catégorie quelconque de gens ;
- **le système du gouvernement arbitraire** où l'autorité, refusant de se plier à des règles générales et fixes excluant l'arbitraire, élabore des plans et se prononce constamment sur des cas concrets impliquant des catégories déterminées de gens.

La distinction entre une armature permanente de lois encadrant l'action individuelle et la planification de l'économie confiée à une autorité centrale n'est qu'un cas d'espèce de cette distinction fondamentale. En quoi ces règles fixes et définies se distinguent-elles des règles empiriques ? **La frontière n'est pas toujours simple dans la pratique mais le principe est simple.** On peut illustrer cela par deux conceptions de règlement de la circulation :

- on établit un code de circulation (**règles formelles**)
- on dit à chaque passant et à chaque automobiliste où ils doivent aller (**ordres**)

En bref, ces règles formelles sont des règles générales et abstraites (qui ne visent pas des personnes particulières et des endroits particuliers) mais qui concernent des « situations types », des événements qui peuvent arriver à chacun. Ce sont des instruments au service de chacun. C'est un peu paradoxal, reconnaît Hayek, de prôner un système en raison de l'ignorance de ses effets mais, comme on va le voir, ce paradoxe se dissipera rapidement dans la suite de la démonstration.

Cette démonstration tient en **deux arguments** : un argument économique et un argument moral ou politique.

Premièrement, l'Etat doit se limiter à établir des règles adaptées aux conditions générales et garantir à l'individu la liberté d'action dans toutes les circonstances spécifiques car seul l'individu peut connaître parfaitement ces circonstances particulières et régler sa conduite en conséquence. A contrario, plus l'Etat planifie, plus il devient difficile à l'individu de faire des projets.

Deuxièmement, si l'Etat calcule avec précision l'incidence de ses actes, il ne laisse pas de choix aux individus intéressés. Par là même, l'Etat cesse d'être impartial car son action vise nécessairement à la réalisation de certains buts. **A ce moment, l'Etat cesse d'être une machine créée pour aider l'homme dans son épanouissement** (rôle de l'Etat libéral) **et devient une institution « morale ».** Pourquoi ? Est « morale », toute institution qui impose à ses membres ses opinions concernant toutes les questions d'ordre moral, que ces opinions soient morales ou hautement immorales. **A ce titre un Etat nazi, ou tout autre Etat collectiviste, est un « Etat moral ».** Par contre, **l'Etat libéral ne l'est pas. Il est moralement neutre.**

Ce phénomène conduit à une transformation du droit. On substitue aux principes juridiques de simples références indiquant que telle opération est « correcte » ou « raisonnable », ce qui revient à abandonner la décision, dans les cas concrets, à un arbitre ou à une autorité compétente. Cela conduit à un envahissement de l'arbitraire dans le droit, au déclin de la règle de la loi et, à terme, à la disparition de l'Etat de droit. Le planisme conduit à privilégier certains groupes au détriment des autres. **Cette discrimination signifie en réalité le retour au statut, soit un renversement de la tendance qui, depuis le Moyen Age, va du statut au contrat.** Or, la règle de la loi s'oppose frontalement à la règle du statut. En effet, c'est la règle formelle de la loi, c'est l'absence de certaines catégories de gens privilégiés qui garantit l'égalité devant la loi.

L'égalité formelle devant la loi est en contradiction, voire est incompatible, avec tout effort gouvernemental qui vise à réaliser l'égalité matérielle ou « concrète » entre les hommes. Mettre en place les règles visant à l'idéal de justice distributive conduit directement à la destruction des règles de droit car, en agissant arbitrairement (sans règles formelles), on discrimine forcément.

En raison de son hostilité à ce que l'Etat rompe l'égalité en droit, on accuse le système libéral de paralyser l'action de l'Etat. La question n'est pas de savoir si un Etat doit « agir », « intervenir » ou ne rien faire. **Sans doute, l'Etat, par définition, doit agir et son action génère évidemment des effets.** Ainsi, il est utile que l'Etat contrôle les poids et mesures pour éviter la fraude. **Le problème n'est pas là. Le point qui importe ici, c'est de savoir si l'individu peut prévoir l'action de l'Etat** et si cette connaissance lui fournit des points de repère lui permettant d'y articuler ses propres projets.

La règle de la loi est la gardienne, l'incarnation légale de la liberté. Comme l'écrivait Kant, « l'homme est libre aussi longtemps qu'il n'obéit à personne sauf aux lois ». C'est cela qui est menacé aujourd'hui. Encore une fois, ce n'est pas la règle de la majorité qui fait qu'une législation respecte la règle de la loi (l'Etat de droit). Les

mesures du gouvernement peuvent être parfaitement légales du point de vue juridique tout en violant l'Etat de droit. Ainsi, Hitler a obtenu les pouvoirs illimités d'une façon strictement constitutionnelle mais, à ce moment-là, la règle de la loi (l'Etat de droit) avait déjà volé en éclats.

La législation peut légaliser l'action arbitraire. La démocratie peut instaurer le despotisme le plus absolu. Avec l'extension du planisme, la délégation des pouvoirs législatifs aux ministères et aux autorités se généralise de plus en plus. **La règle de droit (rule of law), au contraire, limite la compétence de la législation.** Elle la réduit aux règles générales des lois formelles et s'oppose à toute législation orientée en fonction des intérêts d'une certaine catégorie de gens. Le pouvoir coercitif ne peut être utilisé que dans des circonstances définies d'avance par la loi et exactement de la façon prévue. Peu importe la forme (charte de droits, constitution, tradition, etc.) par laquelle est consacrée **l'Etat de droit**. Ce dernier implique toujours :

- une limitation des pouvoirs législatifs ;
- la reconnaissance des droits inaliénables des individus ;
- l'inviolabilité des droits de l'homme.

Cette reconnaissance des droits de l'homme implique nécessairement que ces derniers sont foncièrement incompatibles avec le planisme. C'est ce que n'a pas compris quelqu'un comme H.G. Wells qui pense naïvement qu'on peut combiner les deux. Ainsi, il écrit que « chacun a le droit de vendre ou d'acheter sans restriction aucune ». Voilà, dit Hayek, une formule excellente. Le problème, c'est que Wells ajoute : « Mais on ne pourra acheter ou vendre que dans des conditions compatibles avec le bien-être général ». Cette dernière phrase démolit totalement la portée de la première car il est évident que toutes les restrictions à la liberté de commerce sont toujours justifiées par le soi-disant « bien-être général ». **De la même manière, reconnaître aux gouvernements les « pleins pouvoirs »** (en dehors de l'hypothèse assez particulière de la guerre) **est toujours incompatible avec la règle de la loi.** Par ailleurs, la reconnaissance des droits des individus et des droits des minorités perd tout sens lorsque l'Etat s'empare du contrôle total de la vie économique.

Chapitre VII : Contrôle économique et totalitarisme

Selon les planistes, toute l'économie devrait être dirigée par une équipe restreinte de spécialistes. En dernière instance, le pouvoir de décision appartiendrait à un commandant en chef dont l'action ne peut être entravée par des procédures démocratiques. Cela dit, poursuivent les planistes, il n'y a pas lieu de s'effrayer : cette réglementation autoritaire ne s'appliquerait qu'aux seules questions économiques. Ainsi, Stuart Chase, un planiste américain, affirme que dans une société planifiée, « la démocratie politique peut subsister à condition qu'elle s'occupe de tout sauf des décisions économiques ». Grâce à ces experts, nous serions ainsi débarrassés du souci de nous occuper de ces contingences inférieures et sordides de l'existence pour nous consacrer pleinement à l'épanouissement de notre personnalité.

Beaucoup de personnes, même intelligentes, croient naïvement que le pouvoir contrôlant la vie économique n'aurait que peu d'incidences sur les autres dimensions de la vie. Elles ne perçoivent pas la menace d'un pareil contrôle parce qu'elles ne comprennent pas qu'**absolument personne** – hormis le cas pathologique et marginal des avarés – **ne poursuit des finalités exclusivement économiques.** En d'autres termes, si, à travers nos activités diverses, nous aspirons, notamment, à gagner de l'argent, ce n'est pas parce que nous désirons l'argent pour lui-même. Nous désirons l'argent pour tout ce qu'il peut nous procurer.

« **L'argent est un des plus magnifiques instruments de liberté que l'homme ait jamais inventé** ».³⁸

Aujourd'hui, l'argent offre au pauvre un choix extraordinaire de possibilités, beaucoup plus grand que ce qui était accessible au riche il y a à peine quelques générations. Ainsi, nos actions ne sont pas, au sens propre du terme, dirigées par des mobiles économiques. Il y a, il est vrai, des facteurs économiques qui interviennent dans nos efforts vers d'autres fins.

Supposons que, comme le préconisent les socialistes, on décide de remplacer l'argent gagné dans une profession par des rétributions non pécuniaires, des « stimulants extra économiques » (distinctions honorifiques, privilèges, logement, nourriture, etc.), cela **signifierait d'un seul coup une réduction drastique de notre liberté de choix.** Quiconque détermine la rétribution interdit de ce fait même le choix que l'argent autorise : il en fixe la nature et l'importance.

Beaucoup de choses dans notre vie ne peuvent être affectées par des gains ou des pertes économiques. Quand nous sommes libres de décider en matière économique, c'est nous-mêmes qui décidons ce qui est plus ou moins important pour nous, c'est nous qui identifions et sélectionnons quels sont les besoins importants pour nous et quels sont nos besoins subsidiaires. Par contre, **dans une économie planifiée, l'individu n'a plus le pouvoir de décider par lui-même lesquels de ses besoins sont essentiels et lesquels sont subsidiaires.** On croit que le planisme ne peut affecter les valeurs essentielles de notre vie. C'est faux : **en réalité, celui qui contrôle la dimension économique de notre vie nous contrôle totalement.**

Le contrôle économique ne concerne pas un secteur isolé de la vie humaine mais le contrôle des moyens susceptibles de servir à toutes les fins possibles. Le contrôle économique est bien le contrôle tout court de toute la vie.

Dans un système où l'Etat contrôle toute la production, sa mainmise est totale : contrôler la production et les prix confère un pouvoir presque illimité. Mais l'Etat contrôle aussi la consommation et le commerce extérieur. Contrôler la consommation, c'est soumettre les gens à un monopole public qui décide lui-même le genre et la quantité de ce qu'ils vont consommer. Contrôler le commerce extérieur, c'est supprimer

38 F.A. Hayek, **La route de la servitude**, 1985 (1943), Presse Universitaires de France (Quadrige), p.69

les droits individuels, c'est livrer chacun à la tyrannie de l'Etat : plus personne ne peut voyager librement, acheter des livres ou des journaux étrangers. C'est rompre toute communication avec l'extérieur. C'est la prise de contrôle la plus efficace et la plus complète de l'opinion publique.

Une autre liberté fondamentale qui, dans une économie planifiée, est éliminée ou fortement limitée, c'est la liberté de choisir un métier ou d'en changer. Les planistes promettent de conserver et même d'augmenter le libre choix mais ils promettent plus qu'ils ne peuvent accomplir. En effet, pour exécuter le plan, il faut contrôler l'embauche ou le barème des salaires (ou les deux). **Dès lors, la discrimination s'imposera par la nature des choses et cela sans considérer les préférences individuelles des candidats.**

Dans une société libre, un candidat qui n'a pas toutes les qualités requises peut encore s'entendre avec l'employeur, peut consentir à un salaire au rabais, peut arriver à le convaincre en prouvant son ardent désir de travailler, peut plus tard révéler des qualités insoupçonnées au premier abord, etc. Dans une économie planifiée, il sera systématiquement écarté s'il ne passe pas le test objectif. Il ne pourra pas parler à un patron mais se heurtera à l'administration.

Le but proclamé du planisme est de faire de l'homme quelque chose de plus qu'un simple moyen de production. En réalité, l'individu le sera plus que jamais puisque le plan ne peut tenir compte de préférences individuelles. **Dans une société libre basée sur la concurrence, on peut tout obtenir en payant le prix.** Evidemment, c'est un prix souvent cruellement élevé. Mais la liberté n'a pas de prix. Elle exige des sacrifices. Cela implique des sacrifices personnels parfois douloureux de certains besoins secondaires au profit de valeurs plus essentielles. **Faire de pareils choix est pénible. Mais ce qui compte, c'est que ces choix soient faits par nous. Dans une économie planifiée, nous serions débarrassés de la nécessité de faire de pareils choix mais nous aurions aussi perdu toute liberté.**

Evidemment, **quand on n'a pas conscience de tout ce que nous perdrons ainsi dans notre vie quotidienne, il est parfois tentant d'abdiquer de notre liberté et de s'en remettre aux planificateurs.** Certains pensent que, dans un système planifié, la productivité serait plus grande. C'est la théorie, pour la moins aventureuse, dit Hayek, de la « richesse potentielle ». Selon cette dernière, le monde disposerait virtuellement de tous les biens nécessaires à la subsistance de l'humanité.

Pourtant, depuis cent ans que cette théorie circule, aucun système planifié n'a jamais réussi à dépasser ni même à atteindre la productivité de l'économie de marché. **Un grand nombre d'économistes socialisants en conviennent mais continuent à prôner le planisme afin de permettre une répartition plus juste et plus équitable des richesses. C'est, dit Hayek, le seul argument en faveur du planisme qui**

mérite d'être examiné sérieusement,³⁹ mais ce qu'il faut se demander, c'est si la réalisation de cet idéal de justice n'entraînerait pas plus de mécontentement et plus d'oppression que n'en a jamais produit le libre jeu tant décrié des forces économiques.

On pourrait se dire que, tout compte fait, l'avènement du planisme centralisé signifie en réalité un simple retour, après la courte parenthèse de l'économie libre, aux limitations et aux règlements qui, au cours des siècles, ont toujours prévalu dans le domaine économique. En réalité, ce serait assurément bien pire car **une société totalitaire est beaucoup plus destructrice de la liberté que les anciens régimes**. Les méthodes de contrôle d'autrefois ne permettaient pas autre chose que des directives très générales. Ce qui a changé, c'est que la spécialisation progressive du travail propre au libéralisme a conduit à une intégration de toutes nos activités dans le processus social. Il est impossible d'arrêter ce développement sans affecter directement le bien-être relatif des populations du monde entier dont le nombre s'est immensément accru.

Une planification de l'économie soumettrait au pouvoir des autorités une part beaucoup plus importante de notre vie que celles que les autorités de l'Ancien Régime étaient capables de contrôler. **Ce contrôle ne se limiterait pas à notre activité économique mais à tous nos actes** puisque chacun d'entre eux dépend de l'activité économique de quelqu'un d'autre. Il n'est guère surprenant que dans les pays totalitaires (Russie, Allemagne ou Italie),⁴⁰ même l'organisation des loisirs a été prise en charge par les planificateurs. A cet égard, les Allemands ont inventé un terme affreux et auto-contradictoire : « **Freizeitgestaltung** », littéralement « **règlementation pour l'emploi du temps libre** ». A travers ces divertissements, les dirigeants totalitaires veillent à l'éducation politique des masses.

Chapitre VIII : Pour qui ?

L'argument le plus courant contre la concurrence consiste à dire qu'elle est « aveugle ». Rappelons que, pour les Anciens, la cécité était un attribut de la divinité de la justice. **Concurrence et justice ont en commun** - et c'est sans doute leur point commun - de ne **pas tenir compte des considérations personnelles**. Dans le système planiste, la volonté de quelques-uns décide quelle part attribuer à chacun. Dans un système de libre concurrence, les capacités et les actes de chacun déterminent, autant que les circonstances imprévues, la place que chacun occupera. **Dans une société de la concurrence, certains partent avantagés** (relations, héritage, etc.) **mais le pauvre est quand même plus libre qu'une personne disposant d'un plus grand bien-être matériel dans un autre genre de société**. Dans une société de la concurrence, on peut progresser socialement par son travail, son talent et son mérite.

39 Hayek a consacré le deuxième tome de sa fameuse trilogie « Droit, Législation et Liberté », à la réfutation de cet argument. Cet ouvrage, intitulé « Les mirages de la justice sociale » a été synthétisé dans le premier tome du présent ouvrage « La Tradition de la Liberté ».

40 Cet ouvrage a été écrit en 1945 et publié en 1946

Nous avons oublié ce que signifie le manque de liberté. Nous trouvons tout naturel de pouvoir changer de travail ou de résidence, de passer nos loisirs comme et où nous l'entendons, d'émettre publiquement des opinions personnelles, etc. Si toutes les propriétés sont mises à disposition de l'Etat comme moyens de production, toutes ces libertés s'évanouiraient bientôt.

« **Notre génération a oublié que la meilleure garantie de la liberté est la propriété privée,** non seulement pour ceux qui la possèdent, mais presque autant pour ceux qui n'en ont pas. C'est parce que la propriété des moyens de production est répartie entre un grand nombre d'hommes agissant séparément, que personne n'a un pouvoir complet sur nous et que les individus peuvent agir à leur guise ».⁴¹

On croit parfois qu'un système consacrant la propriété privée est cause de l'inégalité entre les hommes. **En réalité, la société communiste soviétique est plus inégalitaire que la société de concurrence.** D'après un article de Trotski, **les dirigeants du parti (11 à 12% de la population soviétique) recevaient, en 1939, environ 50 % du revenu national ! Aux Etats-Unis, la même année, les 10% correspondants recevaient** (ou plutôt acquéraient par leur travail, leur talent et la prise de risques) **environ 35%.** D'après les documents soviétiques officiels, les écarts salariaux en URSS variaient de 1 à 50.

Une fois mis en route et parvenu à un certain point, le planisme ne peut plus être arrêté par rien. Cela s'explique, on l'a vu, par l'interdépendance de tous les phénomènes économiques. **Quand les gens comprennent que leur situation** n'est pas, comme dans la société de libre concurrence, déterminée par des forces impersonnelles et par l'émulation mais **par l'autorité,** leur attitude change à l'égard de leur situation dans le cadre social. S'ils ne réussissent pas professionnellement, s'ils n'obtiennent pas tel ou tel poste, s'ils perdent leur emploi, ils ne verront plus cela comme une malchance mais comme une décision de l'autorité. **Comme cela affectera cruellement leur dignité, ils ne se résigneront pas** comme on le fait habituellement dans une société libérale.

Lénine est l'auteur du slogan « Qui ? Pour qui ? ». Ce dernier a été adopté par le peuple pour résumer le critère général de la société socialiste. Qui fait des plans pour qui, qui dirige et qui commande, qui assigne leur place aux hommes dans la vie, qui aura à recevoir sa part déterminée par d'autres ? Seul le pouvoir suprême peut décider de ces questions capitales.

Socialistes et nazis ont en commun de dénoncer « la séparation artificielle entre l'économie et le politique ». Cette accusation illustre bien la différence entre le système totalitaire et le système libéral. Dans ce dernier, non seulement le pouvoir économique s'exerce indépendamment du gouvernement, mais il peut le faire à des fins que le gouvernement n'approuve pas.

41 F.A. Hayek, **La route de la servitude**, 1985 (1943), Presse Universitaires de France (Quadrige), pp.78-79

Comment le gouvernement planiste va-t-il procéder pour réaliser son idéal de justice distributive ? En vertu de quels principes ? En vertu de quelle échelle de valeurs ? Il n'existe qu'un seul principe pouvant offrir une réponse satisfaisante à toutes ces questions : l'égalité complète de tous les individus dans toute circonstance humainement contrôlable.

Pourtant, ce programme d'égalité complète ne séduit pas. Aucun mouvement socialiste qui a poursuivi cet idéal n'a trouvé beaucoup d'écho. **Les socialistes ne prônent jamais l'égalité absolue mais une répartition plus juste et plus équitable.** Le but n'est donc pas l'égalité absolue mais « une plus grande équité ». La nuance est importante : ce sont deux choses essentiellement différentes. L'égalité absolue offrirait un objectif clair au planiste. Par contre, le désir d'une plus grande équité est un critère purement négatif par rapport à la situation actuelle. Il ne fournit aucune indication au planiste. **Tout ce que cette formule suggère, c'est de prendre aux riches autant que possible.**

Nous sommes placés ici devant une question insoluble : qu'est-ce qu'une répartition équitable ? L'homme ne dispose pas d'un étalon moral ni pour répondre parfaitement à cette question ni même pour y répondre à la satisfaction relative de tous, en un mot, mieux que ne le fait le système de concurrence. Ce que l'on appelle le juste prix et le juste salaire sont soit le prix ou le salaire que nous connaissons soit celui qu'on obtiendrait s'il n'y avait pas de monopoles. Un moment, les socialistes ont défendu l'idée que les ouvriers devraient recevoir le bénéfice total de leur travail mais ils l'ont abandonnée car cela signifierait que les ouvriers travaillant dans une usine importante recevraient un revenu plus important que ceux travaillant dans des usines peu capitalisées. Solution injuste aux yeux des socialistes.

Une autre piste socialiste serait de fixer objectivement le juste prix d'un objet ou la juste rémunération d'un travail en se basant sur les besoins des gens et sans tenir compte du prix de revient. Mais, ce faisant, le planiste doit aussi fixer la quantité de chaque article qu'on produira. Il sera forcé de décréter l'importance relative des différents groupes et des différentes personnes. On a moins besoin d'horlogers et d'architectes que de fermiers. Combien ? Ce n'est plus le marché qui décide mais lui. Il ne pourra pas éviter le fait que des gens sont plus productifs que d'autres. En témoigne le fait que, dans un marché libre, certains médecins, plombiers, écrivains, acteurs, etc. gagnent des fortunes et d'autres subsistent à peine. Les premiers comblent plus de « besoins » des gens que les autres de la même profession. Ces différences existent dans n'importe quelle profession. Si l'on veut rémunérer ces travailleurs en fonction des besoins comblés des gens, il faudra les payer davantage. Même s'il essaye de standardiser en créant diverses catégories, **le planiste ne pourra éviter de différencier les individus et de faire des choix qui privilégient certains individus, certains groupes** et qui pénalisent les autres. Non seulement, il fera cela infiniment moins bien que ne le fait le libre jeu de la concurrence mais cela lui conférera un pouvoir direct sur la situation des catégories et des individus.

En vertu de quels critères poser ces choix ? Pourquoi privilégier tels groupes ? Les socialistes ne savent pas vraiment y répondre. Ils comptaient sur l'éducation pour résoudre ce problème. Mais quelle éducation ? La connaissance ne crée pas, à elle seule, de valeurs éthiques. Raison pour laquelle, il faut créer une foi. **Pour réussir, il faut implanter la croyance en une philosophie commune. Les socialistes s'y sont employés en Allemagne** et ont créé tous les **moyens de propagande susceptibles d'inculquer la doctrine**. Les fascistes et les nazis n'ont pas eu grand-chose à inventer. Les socialistes avaient déjà pavé la route.

« **Ce ne sont pas les fascistes mais les socialistes qui ont commencé à enrégimenter des enfants, dès l'âge le plus tendre**, dans des organisations politiques pour les éduquer en bons prolétaires. Ce ne sont pas les fascistes mais les socialistes qui ont songé les premiers à organiser des **clubs sportifs** de parti dont les membres ne devaient pas être contaminés au contact de gens d'opinion différente. Ce sont d'abord les **socialistes** qui **ont obligé leurs adhérents à se distinguer des autres hommes par une façon particulière de saluer** et de s'interpeller. Ce furent eux qui par leur organisation particulière des « **cellules** » et de la surveillance permanente de la vie privée ont créé le prototype du parti totalitaire. Ballila et Hitlerjungend, Dopolavoro et Kraft durch Freude, **uniformes politiques et formations militaires** d'un parti, ne sont que des imitations plus ou moins fidèles d'anciennes institutions socialistes ». ⁴²

A mesure que progresse le socialisme, il apparaît de plus en plus clairement à chacun que sa situation est déterminée par l'appareil coercitif de l'Etat. La meilleure manière d'améliorer sa condition est de se fédérer en groupes et de tenter, par ce moyen, d'influer ou de contrôler l'appareil de l'Etat. Le **groupe qui s'imposa au parti socialiste** ne fut pas celui des intellectuels d'avant-garde qui l'avaient créé mais **l'organisation des ouvriers industriels**.

Les socialistes tablaient sur la disparition rapide de la vieille classe moyenne. Ils n'avaient pas prévu **l'avènement d'une nouvelle classe moyenne** composée d'employés, de fonctionnaires, d'instituteurs, de petits commerçants et d'intellectuels mal payés. Dans un premier temps, cette nouvelle classe moyenne a fourni des chefs au parti socialiste. Dans un second temps, la situation de cette classe nouvelle intermédiaire empira. Parallèlement, le sort des ouvriers industriels s'améliorait sensiblement. **Ce groupe fournissait un soutien puissant au parti socialiste mais déclencha la jalousie des groupes rivaux**. L'idéal politique défendu par cette organisation perdait de son attrait aux yeux de tous à mesure qu'elle devenait une sorte d'aristocratie ouvrière. Comme, dans le même temps, la nouvelle classe moyenne se prolétarisait, elle devint de plus en plus frustrée. **Ce « prolétariat en faux col »** (chômeurs diplômés, ingénieurs, avocats sans cause, etc.) ressentait de l'envie à l'égard du mécanicien, du typo et des autres membres des organisations ouvrières privilégiées. Il allait constituer le terreau du fascisme.

42 F.A. Hayek, **La route de la servitude**, 1985 (1943), Presse Universitaires de France (Quadrige), p.85

Ce phénomène se produisit aussi bien en Allemagne qu'en Italie. **Le conflit entre le fascisme, le national-socialisme et les anciens partis socialistes est une lutte qui devait infailliblement survenir entre factions socialistes rivales.** Idéologiquement, elles étaient toutes d'accord que c'est l'Etat qui doit désigner à chacun sa place dans la société. Ce qui les divisait, c'était de savoir quels groupes et quelles classes occuperaient quelles places.

Les vieux chefs socialistes n'y comprenaient plus rien. Ils pensaient que leur parti était le fer de lance du prolétariat. Ils ne comprenaient pas ce ressentiment éprouvé contre eux par les masses pauvres. Les organisations ouvrières et les vieux partis socialistes avaient obtenu de larges concessions des employeurs et avaient fini par pactiser avec le patronat alors que des masses très importantes restaient dans la misère. Comme ils étaient privilégiés, on les considérait, non sans raison, comme appartenant au camp des exploités.

Ce fait est confirmé à l'époque par un **grand théoricien belge du socialisme** :

« Il y a juste douze ans **qu'un des plus brillants intellectuels socialistes d'Europe, Henri de Man** (qui, avec une certaine suite dans les idées, **évolua depuis et se rallia au nazisme**) a remarqué : « Pour la première fois depuis les débuts du socialisme, le **sentiment anticapitaliste se dirige contre le mouvement socialiste** ». (Sozialismus und National-Faszismus, Postdam, 1931, p.6) ». ⁴³

Ce ressentiment des recrues du fascisme était accentué par le fait que ces hommes aspiraient aux fonctions dirigeantes qu'ils pensaient mériter en raison de leur éducation. Ce nouveau mouvement put ainsi attirer tous ceux qui croyaient au planisme et à la mainmise de l'Etat sur toute chose mais qui détestaient l'aristocratie des ouvriers industriels. Le socialisme s'était développé dans un monde démocratique et libéral, y adaptant ses tactiques et reprenant des idées libérales. **Le fascisme et le national-socialisme naquirent dans cette société de plus en plus règlementée qu'avaient engendré les socialistes.** Ils **n'étaient plus démocrates.** Ils ne croyaient plus que l'égalitarisme suffirait à résoudre les problèmes. Ces fascistes ont réussi parce qu'ils offraient une théorie, une conception générale du monde, qui paraissait justifier leurs promesses. ⁴⁴

43 F.A. Hayek, **La route de la servitude**, 1985 (1943), Presse Universitaires de France (Quadrige), p.87

44 Sur ces questions (les conceptions économiques du nazisme, la proximité idéologique entre ces deux formes de collectivisme et l'inévitabilité de la guerre suite à l'adoption de recettes économiques protectionnistes), voyez l'excellent ouvrage de B. Malbranque, **Le socialisme en chemise brune**, Deverle, 2012. Selon l'auteur, l'application des recettes socialistes semble, dans un premier temps, avoir fonctionné en Allemagne pour redresser ce pays qui avait subi de plein fouet la crise de 29. Ce redressement s'explique en réalité par d'autres causes. Dans un second temps, la volonté de vivre en autarcie économique (quitte à étendre « l'espace vital »), un protectionnisme forcené (en application des idées de « l'Etat commercial fermé » de Fichte) ont coupé l'Allemagne du reste du monde et, en 1938, Hitler lui-même a affirmé que la guerre était inévitable car les finances du Reich étaient catastrophiques. L'ouvrage est téléchargeable gratuitement à l'adresse url suivante :

<http://ben.lp.free.fr/lesocialismeenchemisebrune/Benoit%20Malbranque%20-%20Le%20Socialisme%20en%20Chemise%20Brune.pdf>

Chapitre IX : Sécurité et Liberté

On prétend souvent que la sécurité économique est une condition indispensable à la véritable liberté. Cela est vrai en un certain sens. Mais l'idée de « sécurité économique » est très vague. L'aspiration générale à cette sécurité peut devenir dangereuse pour la liberté.

Il faut distinguer ici entre **sécurité limitée** (qu'on peut accorder à tous) et **sécurité absolue** (qu'aucune société libre ne peut accorder à tous). La première est l'attribut légitime de chacun, la seconde est un privilège. Par exemple, le juge doit jouir d'une indépendance complète dans l'intérêt même de la société. La première revient à disposer d'un minimum vital, la seconde à jouir de la sécurité d'un certain standard de vie.

Dans une société ayant atteint un certain niveau de prospérité comme la nôtre, **on peut assurément**, sans mettre en danger notre liberté, **garantir à chacun un minimum de nourriture, de vêtements et un abri** pour sauvegarder sa santé et sa capacité de travail. Par ailleurs, l'Etat peut également protéger les citoyens contre les hasards courants de la vie en organisant un système complet d'assurances sociales. Là encore, il n'y a pas d'incompatibilité de principe entre l'intervention de l'Etat pour assurer une plus grande sécurité et la liberté individuelle. Hayek dit bien « en principe » car sous l'étiquette de l'assurance sociale, on peut édicter des mesures susceptibles de supprimer partiellement ou totalement la concurrence. On peut enfin envisager le problème de la lutte contre les fluctuations générales de l'activité économique et les vagues périodiques de chômage massif qui les accompagnent. Pour résoudre ce problème, **Hayek accepte une forme de planisme au sens positif** (par exemple, l'organisation de travaux publics) à condition de surveiller très attentivement ces mesures afin d'éviter que toute l'activité économique ne devienne progressivement tributaire des commandes gouvernementales.

Le « planisme de sécurité » est une autre sorte de planisme qui, lui, compromet la liberté. Il entend protéger les individus ou les groupes contre la diminution de leurs revenus suite à des circonstances imprévisibles. Il arrive parfois que l'utilité d'un métier ou d'une industrie diminue, voire disparaît. Souvent suite à une invention ou une innovation majeure. Généralement, cela bénéficie à l'ensemble de la société mais c'est une situation tragique pour l'ouvrier spécialisé. Cela peut émouvoir les masses.

Cela dit, **si l'on devait protéger contre les pertes imméritées ceux dont l'utilité a diminué**, par suite de circonstances imprévisibles et empêcher ceux dont l'utilité a augmenté, suite à d'autres circonstances, de toucher des gains immérités, **la rémunération cesserait d'avoir la moindre relation avec l'utilité effective.** C'est l'autorité qui déciderait si ces circonstances étaient imprévisibles ou pas. Ces décisions seraient forcément, en grande partie, arbitraires. Cela serait sans doute assez démotivant car les efforts ne seraient plus récompensés et les erreurs ne seraient plus sanctionnées. **Les travailleurs ne pourraient même plus juger de l'importance sociale de leur travail car le salaire serait déconnecté du réel.**

Les hommes ne donnent généralement le meilleur d'eux-mêmes que si leur intérêt est directement en jeu. Par ailleurs, s'il n'existe plus de sanctions telles que le licenciement, le problème de la discipline dans un Etat planifié va se poser d'une façon assez dramatique : s'il n'existe plus un réservoir d'hommes d'où extraire des ouvriers en cas de besoin et où les reléguer lorsqu'il est renvoyé pour faute ou négligence, la seule sanction possible, c'est la punition corporelle ou le travail forcé : « (...) en dernier ressort, la société de concurrence recourt à l'huissier, et l'économie dirigée, au bourreau ».⁴⁵

A l'intérieur du système du marché, on peut garantir la sécurité de certains groupes déterminés seulement par le genre de planisme appelé « **restrictionnisme** ». Le « contrôle », c'est-à-dire la limitation de la production, peut, en maintenant les prix à un certain niveau, assurer un rendement suffisant.

Cette protection s'exerce évidemment au détriment des autres travailleurs. On protège un producteur contre la concurrence, c'est-à-dire des entreprises où travaillent d'autres personnes. Ces dernières ne sont pas protégées contre une diminution des revenus. Ceux qui demeurent en dehors des professions protégées sont plongés dans une situation difficile. Quand la production baisse, les privilégiés voient leurs salaires préservés alors que ceux qui ne le sont pas peuvent être licenciés. En Angleterre, ce phénomène existe déjà. **Si les travailleurs privilégiés renonçaient à une fraction de leur salaire en faveur des autres, on éviterait déjà des licenciements.** Souvent même la renonciation à de nouvelles augmentations serait d'un grand secours. Mais la protection de leur « standard de vie », de leur « juste salaire », de leur « tarif syndical » auxquels ils ont un droit sacré exclut qu'ils consentent à pareil sacrifice. **Jamais une classe ne fut exploitée d'une façon plus cruelle que le sont les couches les plus faibles de la classe ouvrière par leurs frères privilégiés.**

« En résumé, **plus on tente d'assurer une sécurité complète en intervenant dans le système de marché, plus l'insécurité augmente. Plus la sécurité devient un privilège,** plus le fait d'en être exclu comporte de dangers, **plus on appréciera la sécurité** ».⁴⁶

A partir de cet instant, nos repères moraux changent, nous dit Hayek. Ce qui situera un homme, désormais, ce n'est plus l'indépendance mais la sécurité. On préférera se marier à un salarié car il a droit à la « retraite ». La société se transforme et on en vient à dénigrer systématiquement toute activité économique qui comporte des risques. Par ailleurs, on jette l'opprobre moral sur ce qui est la contrepartie du risque : le bénéfice. Dès lors, on ne peut réellement blâmer un jeune homme qui préfère se salarier. Depuis son plus jeune âge, il entend que l'emploi fixe est un travail supérieur et désintéressé.

45 F.A. Hayek, **La route de la servitude**, 1985 (1943), Presse Universitaires de France (Quadrige), p.93

46 F.A. Hayek, **La route de la servitude**, 1985 (1943), Presse Universitaires de France (Quadrige), p.96

« **L'école et la presse ont inculqué à notre jeune génération l'habitude de considérer toute entreprise commerciale comme suspecte, tout profit comme immoral** ». ⁴⁷

Employer dans une firme privée une centaine d'hommes revient à les exploiter. En commander le même nombre dans une administration est une tâche honorable. Cela conduit progressivement à la « militarisation » de la vie civile. Ce processus a débuté en Allemagne il y a une vingtaine d'années. Tous les peuples s'entraînent à la guerre, c'est entendu mais ce qui distingua l'Allemagne, c'est l'envahissement de la logique militaire dans une multitude de domaines.

« Il est probable que la force ne peut pas anéantir **l'esprit de liberté** mais quel peuple aurait pu résister au processus par lequel il a été **étouffé en Allemagne** ? Il y fallait être d'abord fonctionnaire salarié pour obtenir une distinction ou un avancement quelconque ; remplir des devoirs prescrits y était considéré comme plus méritoire que de choisir son propre champ d'activité ; toute entreprise qui ne tendait pas à être consacrée officiellement y était mal vue ; **comment voulez vous que dans de pareilles conditions un homme préfère plus longtemps la liberté à la sécurité** ? Et lorsque le contraire de la sécurité devient un état extrêmement précaire, où l'on est méprisé en cas de réussite autant qu'en cas d'échec, il reste bien peu d'hommes pour le choisir. **Arrivé à ce degré, parler de liberté devient presque de l'ironie, puisqu'on ne peut l'obtenir qu'en y sacrifiant presque tout ce qui est précieux sur terre** ». ⁴⁸

Un certain degré de sécurité est indispensable à la sauvegarde de la liberté. Mais pour que ce souci de sécurité n'étouffe pas la liberté, il faut **s'abstenir d'exercer une pression sur le marché et laisser libre jeu à la concurrence**. La liberté se conquiert et ne se préserve que moyennant des sacrifices. En son temps, Benjamin **Franklin** a formulé magistralement cette idée dans des termes qui s'appliquent aussi bien aux individus qu'aux nations :

« **Ceux qui sont prêts à abandonner des libertés essentielles contre une sécurité illusoire et éphémère ne méritent ni liberté ni sécurité** ».

Chapitre X : La sélection par en bas

Une croyance assez répandue est celle qui consiste à penser que le caractère répugnant du système totalitaire est dû à un accident historique, au fait qu'il a été instauré par des bandits et des assassins. Selon cette croyance, cela prouve juste que les Allemands étaient corrompus mais pas que le système totalitaire est mauvais. Dirigé par des hommes probes, il serait une bénédiction.

47 F.A. Hayek, **La route de la servitude**, 1985 (1943), Presse Universitaires de France (Quadrige), p.96

48 F.A. Hayek, **La route de la servitude**, 1985 (1943), Presse Universitaires de France (Quadrige), p.97

En réalité, rien ne prouve qu'un fascisme anglais ne se montrerait pas, à la longue, aussi intolérable que les autres. Les manifestations les plus répugnantes du totalitarisme se produiraient tôt ou tard. Il attirerait rapidement les hommes sans scrupules.

Hayek examine les **conditions qui précèdent la suppression des institutions d'un régime démocratique et l'instauration d'un régime fort**. C'est le stade du mécontentement général, de la paralysie bureaucratique. On réclame **l'action pour l'action**. On cherche un **homme providentiel**. Un nouveau type de parti apparaît, organisé selon des méthodes militaires. Les partis socialistes ont échoué car ils n'ont pas voulu recourir à la force. Ils ont reculé parce que cela gênait leurs idéaux démocratiques. Ils étaient face à une tâche que seuls peuvent exécuter des hommes durs, cruels, prêts à bouleverser toute barrière morale.

Un groupe suffisamment nombreux et fort, présentant des opinions suffisamment homogènes a plus de chance d'être formé par les **pires éléments de la société** et cela pour trois raisons.

Premièrement, plus on cultive l'intelligence, plus on développe l'instruction, plus les opinions et les goûts des individus se différencient, et, plus difficilement ils s'entendent sur une certaine hiérarchie des valeurs. Inversement, **plus on recherche l'uniformité, plus il faut descendre dans des régions d'un climat moral et intellectuel primitif**, où les instincts et les goûts ordinaires dominent. Hayek ne veut pas dire ici que la majorité du peuple ait un niveau moral inférieur. Il dit juste que le groupe numériquement le plus important partageant des conceptions analogues est composé de gens d'un niveau assez bas. Le plus bas dénominateur commun réunit le plus grand nombre d'individus. Mais le dictateur ne peut se contenter de ce genre d'hommes. Il doit en convaincre d'autres.

Deuxièmement, on parvient à embrigader les gens dociles et faciles à duper qui, sans convictions personnelles bien définies, acceptent tout système de valeurs du moment qu'on leur répète des slogans appropriés assez fort et avec suffisamment d'insistance.

Troisièmement, on parvient à souder les gens avec un programme négatif - la haine de l'ennemi, l'envie des plus favorisés - plutôt que par un programme positif. L'opposition entre « nous » et « eux » scelle solidement l'union d'un groupe. Il faut un ennemi : le Juif, le koulak, etc. Les Juifs étaient perçus comme les représentants caractéristiques du capitalisme. C'est la vieille histoire : seuls les métiers les moins estimés sont rendus accessibles aux étrangers et on les déteste davantage parce qu'ils se dégradent en les exerçant.

On prétend parfois que le politique collectiviste devient nationaliste par opportunisme et pour s'assurer des adhésions indéfectibles. En réalité, **un programme collectiviste se conçoit nécessairement comme au service d'un groupe déterminé**. Le collectivisme à l'échelle mondiale est inconcevable. Il soulèverait des problèmes d'ordre technique et moral. Aucun socialiste n'envisage sérieusement une répartition égale des

richesses existantes entre tous les peuples du monde. **La solidarité que les socialistes proclament à l'égard des concitoyens d'un Etat donné ne concerne pas dans leur esprit l'étranger.** Ceux qui exigent la répartition se rendent compte qu'en l'exigeant pour l'humanité entière, ils perdraient presque autant que les nations les plus riches. **Aussi longtemps qu'il reste théorique, le socialisme est internationaliste. Sitôt en pratique, il devient violemment nationaliste.** C'est ce que confirme la situation en Allemagne et en Russie. Un « socialisme libéral » ne peut exister car

« Le collectivisme ne tolère pas le large humanitarisme des libéraux, il impose l'étroit particularisme des totalitaires ».⁴⁹

Comme l'homme ne peut poursuivre d'autres fins légitimes que de travailler pour l'intérêt de la communauté, sa **dignité lui est conférée par son appartenance au groupe et non par sa qualité de personne humaine.** Par ailleurs, c'est souvent par sentiment d'infériorité qu'un individu s'intègre dans un groupe afin de pouvoir, en tant que membre d'une communauté, manifester sa supériorité sur d'autres. Parfois cette volonté d'identification au groupe lui permet, envers les autres groupes, de donner libre cours aux instincts violents qu'il doit réfréner à l'intérieur du groupe. Agir pour le compte d'un groupe semble libérer les hommes de toute entrave morale.

Une autre raison pour laquelle le **planiste est hostile à l'internationalisme, c'est que tout ce qui est étranger risque de contaminer les valeurs et idées du groupe.** Les planistes sont donc des nationalistes militants. Le cas des deux Webb et celui de leur ami Bernard Shaw est exemplatif : quoique socialistes, ils étaient virulemment impérialistes lors de la guerre des Boers. Ils se souciaient peu de l'indépendance des petites nations à la défense desquelles sont attachés les tenants de l'individualisme libéral. L'opinion de Marx et Engels concernant les petits pays n'était pas différente de celles des autres collectivistes. Il suffit de lire ce qu'ils disent des Tchèques et des Polonais.

L'individualiste considère toujours le pouvoir comme le mal par excellence. Le collectiviste le prend comme but principal. Il veut même en créer un d'une étendue jamais connue auparavant. En mettant à la disposition de quelques-uns un pouvoir jadis exercé par beaucoup, on crée un **pouvoir infiniment plus grand qu'il n'en a jamais existé.** Dans une société libre, personne ne peut exercer même une fraction du pouvoir détenu par un conseil de planisme socialiste. Il est donc **faux de prétendre que le pouvoir totalitaire correspond au total des pouvoirs conférés aux capitalistes** ou aux « directeurs des conseils d'administration privés » car l'étendue de ces derniers est infiniment moindre et ils ne se concertent pas, n'accordent pas entre eux leur action. Partager ou décentraliser le pouvoir, c'est en diminuer la force absolue. Ainsi, **seul le système de concurrence est capable de réduire le pouvoir exercé par l'homme sur l'homme.**

49 F.A. Hayek, *La route de la servitude*, 1985 (1943), Presse Universitaires de France (Quadrige), p.104

On a vu que la séparation des buts politiques et économiques est une garantie essentielle de la liberté individuelle. La « substitution du pouvoir politique au pouvoir économique » n'en est pas une. Car ce qui apparaît, c'est un pouvoir exclusif et total auquel nul ne peut se soustraire. Par contre, le pouvoir économique dans une société libre est toujours un pouvoir limité détenu par des individus particuliers et n'est jamais un pouvoir sur la vie des hommes.

Il existe deux qualités essentielles pour tout système collectiviste :

- la nécessité de buts acceptés par tous les membres du groupe ;
- le désir dominant d'assurer au groupe le pouvoir maximum pour atteindre ses buts

Cela donne naissance à une morale collectiviste. Celle-ci est tellement particulière qu'on peut d'ailleurs se demander si c'est réellement une morale. Pourquoi ? Les règles de l'éthique individuelle sont générales et absolues comme la loi formelle. Par contre, l'éthique collectiviste ne laisse à la conscience de l'individu aucune liberté d'appliquer ses propres règles. Elle ne connaît aucune règle que l'individu devrait ou pourrait observer en toutes circonstances. Pas même l'interdiction du vol, de la tromperie, de la torture et du meurtre.

« Le **principe selon lequel la fin justifie les moyens** est considéré dans l'éthique individualiste comme **la négation de toute morale**. Dans l'éthique collectiviste, il devient la règle suprême ; là, il n'existe littéralement rien que le collectiviste conséquent n'accepterait de faire pour le bien de la communauté, ce « bien de la communauté » étant le seul critère valable pour décider ce qu'on doit faire. **La raison d'Etat, la formule la plus réussie de l'éthique collectiviste**, ne connaît d'autres limite que l'opportunité, la mesure dans laquelle un acte particulier sert la fin envisagée ». ⁵⁰

L'éthique collectiviste ne comprend pas de règles formelles absolues mais développe néanmoins certaines « **habitudes utiles** » dans la communauté collectiviste et en condamne d'autres. Ce sont des « qualités » qui doivent être renforcées par une pratique constante. Ce ne sont pas des vertus morales car l'individu doit les subordonner aux ordres qu'il reçoit. Que veut dire Hayek ici ? Laissons-lui la parole :

« La différence entre les qualités appréciées en système collectiviste et celles qui n'y seront pas tolérées ressortira d'une comparaison entre les qualités de l'Allemand ou plutôt du « **type prussien** » reconnues même par son pire ennemi, et celles de l'Anglais. Celui-ci s'enorgueillit, avec quelque justification d'ailleurs, de posséder des qualités qui font défaut à l'Allemand. Tout le monde acceptera qu'en général les Allemands sont **laborieux et disciplinés, énergiques et**

50 F.A. Hayek, **La route de la servitude**, 1985 (1943), Presse Universitaires de France (Quadrige), p.106

tenaces, consciencieux et sincères dans tout ce qu'ils entreprennent ; qu'ils possèdent un sens de l'ordre et du devoir solide, une disposition innée à l'obéissance et se montrent souvent courageux et prêts au sacrifice personnel. **Tout ceci fait des Allemands des instruments dociles pour l'exécution de tâches déterminées.** Tous ces traits de leur caractère furent soigneusement développés dans l'ancienne Prusse et le sont dans le nouveau Reich dominé par la Prusse. Le « type de l'Allemand » **manque**, à l'avis général, **de maintes qualités individualistes**, notamment de tolérance et de respect envers d'autres individus, d'une certaine indépendance d'esprit et de la droiture de caractère, **de la disposition à défendre ses convictions contre un supérieur**, une chose que les Allemands, conscients de leurs propres défauts, désignent du terme de Zivilcourage ; ils n'ont pas d'égards pour les faibles et les infirmes et ne possèdent pas **ce robuste dédain, cette aversion du pouvoir que seule une vieille tradition de liberté personnelle peut donner.** Ils sont privés aussi de ces qualités en apparence insignifiantes mais importantes en réalité qui facilitent les rapports entre les gens dans une société libre : une certaine gentillesse, le sens de l'humour, la modestie, le respect pour la vie privée et la bonne foi ». ⁵¹

Ce système totalitaire cultive pourtant la ferveur morale dont l'intensité ne peut se comparer qu'aux grands mouvements religieux de l'histoire. L'individu n'est qu'un moyen au service des entités supérieures. Les philosophes allemands déclarent avec insistance que l'aspiration au bonheur personnel est en elle-même immorale. Seul l'accomplissement des devoirs imposés est méritoire. **Pour collaborer de façon efficace à l'administration de l'Etat totalitaire**, il ne suffit pas d'accepter toutes les justifications sophistiques des actes criminels. **Il faut également être prêt à violer toutes les règles morales chaque fois que les fins poursuivies l'exigent.** Les dirigeants se recrutent donc parmi les hommes les plus immoraux. La disposition à prêter la main à n'importe quelle besogne devient un titre d'avancement. Ces fins poursuivies, d'où viennent-elles ? Du chef suprême. Ses instruments ne peuvent, eux, avoir de convictions morales personnelles.

Chapitre XI : La fin de la vérité

L'oppression dans les pays totalitaires est ressentie de manière plus supportable qu'on ne le croit parfois dans les pays libéraux. Pourquoi ? La raison en est simple : les dirigeants des régimes totalitaires arrivent à **faire penser le peuple de la manière qui leur convient le mieux.** Le propagandiste habile dispose du pouvoir de modeler l'esprit, de diriger les idées dans un sens déterminé, influence à laquelle succombent même les plus intelligents et les plus indépendants.

Cette propagande détruit la morale en s'attaquant à la base même de toute morale, c'est-à-dire au sens et au respect de la vérité. Pour faire accepter aux hommes les valeurs officielles, il faut les justifier par des valeurs déjà reconnues. Il faut

51 F.A. Hayek, **La route de la servitude**, 1985 (1943), Presse Universitaires de France (Quadrige), p.108

aussi bien distinguer les fins et les moyens, le but concret et les mesures, de manière à faire accepter ces dernières.

Dans une société libre, il n'existe pas d'accord sur un code éthique complet. Un plan, pour être cohérent, devrait se référer à un système universel de valeur. Ce dernier devrait être créé. Mais le planiste n'en a cure. Il ne s'embarrasse pas de ces questions. En chemin, il prend conscience de différents conflits moraux surgissant entre différentes contingences. Il tranche au cas par cas, au coup par coup. Il n'a pas de règles morales définies mais **il doit, à un moment donné, justifier ses décisions devant le peuple ou du moins lui faire croire qu'elles sont justes.** Le peuple doit se référer à un principe souverain. C'est ainsi que s'explique la naissance de « mythes » justificatifs. Chez les nazis, ce sera le mythe « Aryen », le mythe du « Sang et du Sol », etc.

La meilleure façon de faire admettre aux hommes l'authenticité des valeurs qu'on leur propose, c'est de les persuader de leur identité avec celles qu'ils avaient toujours appréciées, sans les avoir auparavant parfaitement comprises ou reconnues. C'est une technique éprouvée : employer des termes anciens en leur prêtant un sens nouveau. La **perversion du langage**, la transformation du sens des mots qui expriment l'idéal d'un nouveau régime sont caractéristiques du climat intellectuel du système.

La plus grande victime de cette **opération de transformation des mots** est le mot « **liberté** ». Les Etats totalitaires emploient généreusement ce mot. On nous promet des libertés « nouvelles » en échange des anciennes. On parle de « plan pour la liberté », de « liberté collective du groupe ». En réalité, cette « liberté collective », c'est la liberté absolue, illimitée, du planiste d'agir à sa guise. **Ce terme ne désigne plus la liberté mais le pouvoir absolu.**

La confusion est d'autant plus grave que le changement de sens subi par des mots n'est pas un évènement isolé. C'est une technique pour diriger le peuple. Le langage devient totalement vicié et les mots deviennent des coquilles vides, dépourvus de toute signification définie, pouvant désigner indifféremment une chose et son contraire.

Les écoles, la presse, la radio, le cinéma, sont employés pour la diffusion des conceptions, justes ou fausses, qui peuvent renforcer la croyance dans la sagesse des décisions prises par le gouvernement. **Tout ce qui est de nature à soulever des doutes ou à provoquer l'hésitation est interdit.**

Toute activité intellectuelle désintéressée est condamnée. De là l'aversion prononcée des totalitaristes pour la science purement théorique,⁵² pour la pensée abstraite, pour les mathématiques pures. Comme l'affirmait le ministre de la justice nazi, quiconque émet une nouvelle théorie scientifique doit d'abord se demander : « Est-ce que je serai par là le national-socialisme pour le plus grand profit de tous ? ».

52 La théorie de la relativité a été présentée comme « une attaque sémitique contre les bases de la physique chrétienne et nordique ».

On voit que **le mot « vérité » est l'autre victime de cette perversion du langage.** Non seulement, on le vide de toute signification mais on traite ce qu'il représentait avec un cynisme absolu. La vérité n'est plus une chose qu'il faut trouver en soumettant chaque preuve exclusivement au jugement de la conscience individuelle. C'est devenu une chose imposée par l'autorité, en laquelle on doit croire dans l'intérêt de l'unité d'un effort organisé et qui peut être modifiée si les nécessités de cet effort l'exige. Derrière cela affleure puis éclate le **mépris pour la liberté intellectuelle.** Ensuite l'intolérance est ouvertement exaltée, comme ce fut le cas lorsque les Nazis persécutèrent les savants et brûlèrent les livres scientifiques.

Le raisonnement de ces propagandistes est le suivant : il n'y a de toute façon pas de véritable liberté de pensée dans notre société puisque l'opinion publique, le goût des masses sont façonnés par la publicité, presse, etc. au profit des classes dirigeantes. Dès lors, autant recourir à ces mêmes procédés pour diriger les idées dans un sens que nous estimons souhaitable. Hayek réagit en écrivant ceci :

« Il est probablement exact qu'une grande majorité des hommes n'est pas capable de penser d'une façon indépendante et qu'elle accepte sur un grand nombre de questions des opinions toutes faites. Il lui importe peu d'être assujettie à une conception ou une autre. **La liberté de penser ne compte réellement que pour une minorité assez restreinte.** Mais cette circonstance ne confère à personne la compétence et le pouvoir de choisir les élus auxquels on accordera cette liberté ».

« (...) **Minimiser la valeur de la liberté intellectuelle parce qu'elle ne donne pas à tout le monde les mêmes possibilités de penser** d'une façon indépendante, **c'est méconnaître les raisons qui font le prix de la liberté intellectuelle.** Ce qui est essentiel, c'est qu'elle remplisse ses fonctions en tant qu'initiateur principal du progrès intellectuel ; ce qui ne consiste pas à rendre tout le monde capable de penser et d'écrire quelque chose, mais à garantir que toute question ou toute idée puisse être débattue librement ».⁵³

Cette influence mutuelle des individus ayant des connaissances et opinions différentes constitue la vie même de la pensée. C'est ainsi que se développe la raison. Voilà le **paradoxe et la tragédie de la pensée collectiviste. A la base, elle met la raison au dessus de tout.** Elle pense qu'on peut remodeler la société grâce à la planification rationnelle d'une élite intellectuelle. **Mais elle aboutit à la dégradation de la raison** car elle méconnaît et méprise le processus dont dépend le développement de l'intelligence. A contrario, l'éthique individualiste consiste à cet égard en une attitude d'**humilité** à l'égard du processus social et de **tolérance** face aux opinions d'autrui.

53 F.A. Hayek, **La route de la servitude**, 1985 (1943), Presse Universitaires de France (Quadrige), p.119

Chapitre XII : Les racines socialistes du nazisme

On croit parfois erronément que le national-socialisme est une révolte contre la raison, un mouvement irrationnel sans fond intellectuel. C'est en réalité le résultat d'une longue évolution de pensée. Même si on en désapprouve les prémisses, force est de reconnaître que les créateurs de cette nouvelle doctrine ont été des écrivains puissants qui ont marqué la pensée européenne d'une profonde empreinte. Quand des philosophes parviennent à faire admettre leurs prémisses par le peuple, ce dernier finit par adhérer à toutes les conséquences qui en découlent, aussi impitoyables soient-elles. **Les philosophes allemands ont été les fers de lance de ce mouvement** qui a conduit au national-socialisme mais ils furent aidés par des gens tels que Thomas Carlyle, Houston Stewart Chamberlain, Auguste Comte et Georges Sorel. A lire ces auteurs, on réalise que, depuis au moins 150 ans, et sous une forme à peine larvée, les idées nationales-socialistes réapparaissent périodiquement. Cependant, avant 1914, ce courant de pensée coexistait en Allemagne avec plusieurs autres et cette tendance pré-nazie était vouée au mépris général.

Qu'est-ce qui, au-delà de la défaite et des souffrances subséquentes, a favorisé le développement de ces idées en Allemagne après la première guerre ? Leur **anticapitalisme foncier**. Ces idées furent surtout appuyées par des socialistes. **Ce n'est pas la bourgeoisie qui contribua à la réalisation de ces idées nationale-socialistes mais l'absence d'une bourgeoisie forte.** Ces idées ne s'opposaient pas aux éléments marxistes du socialisme mais bien à ses éléments libéraux, à l'internationalisme et à la démocratie. Les socialistes de gauche finirent pas prendre leurs distances avec ces derniers éléments et se rapprochèrent de plus en plus du socialisme de droite. C'est l'union des forces anticapitalistes de gauche et de droite, la fusion des socialismes radical et conservateur qui mit fin au libéralisme en Allemagne.

Notons, dit Hayek, qu'il est significatif que les précurseurs les plus importants du national-socialisme, Fichte, Rodbertus, Lassalle, furent en même temps les ancêtres du socialisme. L'hystérie guerrière de 1914 qui, en raison même de la défaite, n'a jamais été complètement guérie, est à l'origine de l'évolution qui a produit le national-socialisme, largement soutenu, pendant cette période, par d'anciens socialistes. Le professeur **Werner Sombart** (1863-1941) est le premier et le plus caractéristique des représentants de cette évolution. Plus que quiconque, il a pu susciter le ressentiment anticapitaliste à travers l'Allemagne. Son influence était également très grande à l'étranger. De nombreux théoriciens anglais et américains du planisme le citent abondamment.

En publiant en 1915 son fameux « Haendler und Helden » (Marchands et Héros), **Sombart présentait la guerre en cours comme inéluctable et s'en réjouissait** car elle résultait d'un conflit inévitable entre la civilisation commerciale de l'Angleterre et la culture héroïque de l'Allemagne. **Son mépris pour les opinions « commerciales » du peuple anglais, qui a perdu tout instinct guerrier, est illimité.** A ses yeux, **rien n'est plus méprisable que l'aspiration universelle au bonheur individuel.** Ce qu'il estime être la maxime essentielle de la morale anglaise, à savoir « Sois juste afin qu'on

le soit envers toi, et pour prolonger tes jours sur terre » est, selon lui, « la maxime la plus ignoble qu'un esprit commercial ait jamais formulée ». A contrario, il considère que l'individu n'a pas de droits mais seulement des devoirs. Son idée allemande de l'Etat magnifie la culture héroïque, l'esprit de sacrifice, l'effacement de l'individu, le dégoût du confort et la magnification de la guerre.

Un autre auteur, plus modéré et plus scientifique, fut le professeur **Johann Plenge** (1874-1963). Comme Sombart, c'était un spécialiste de Marx. Dans un premier temps, il voulait réconcilier l'idéal de la liberté et celui de l'organisation, mais il abandonna bien vite ses idées libérales. Appliquant de manière rigide la méthode scientifique aux problèmes sociaux, il considérait que l'organisation est l'essence du socialisme. Il fut **profondément influencé par H.G. Wells** (1866-1946)⁵⁴ qu'il considérait comme un personnage de tout premier plan parmi les dirigeants du socialisme moderne. Comme Sombart, **Plenge exaltait les valeurs de la guerre et considérait cette dernière comme un grand évènement de l'humanité car l'économie de guerre créée en Allemagne en 1914 correspondait à ses vœux socialistes** : une économie organisée au service de la communauté du peuple. Selon lui, le socialisme doit être une « politique de force » et faire place à « un chef exemplaire ». Il annonce toutes les idées qui, plus tard, justifieront l'ordre nouveau d'Hitler.

Ces idées plaisaient particulièrement dans un certain milieu d'universitaires et d'ingénieurs dont elles émanaient peut-être en partie. Parmi ces derniers, Hayek cite Wilhelm Ostwald, Walther Rathenau, Friedrich Naumann et Paul Lentsch. Ces derniers réclamaient l'organisation de tous les secteurs de la vie selon un plan centralisé. Ces auteurs ont inspiré les prédécesseurs immédiats du national-socialisme dans le domaine des idées, notamment l'historien et philosophe **Oswald Spengler** (1880-1936) et l'historien et écrivain **Arthur Moeller van Den Bruck** (1876-1925). Oswald Spengler condamne les libéraux allemands dans une brochure intitulée « Prussianisme et Socialisme » et les considère comme « une armée anglaise invisible que laissa derrière lui Napoléon, après la bataille d'Iéna, sur le sol allemand ». **Cet esprit anglais « doit être extirpé » par un « socialisme autoritaire » essentiellement antilibéral et antidémocratique.**

Spengler exalte le « système prussien de l'activité économique ». A l'époque de la Prusse, l'Allemagne était, selon lui un « **Etat véritable**, dans le sens le plus complet du mot, **ne tolérant littéralement aucune personne privée** ». Ce système fonctionnait « **comme une horloge** » dont les citoyens étaient les « **rouages** ». « L'Etat de l'avenir deviendra un Beamtenstaat, un Etat de fonctionnaires ». La question décisive, écrit Spengler, est la suivante : « Est-ce l'industrie qui dans l'avenir gouvernera l'Etat, ou est-ce l'Etat qui gouvernera l'industrie ? ».

Il n'y avait plus qu'un pas à franchir pour parvenir au national-socialisme. C'est Moeller van den Bruck qui proclama la guerre mondiale entre libéralisme et socialisme.

54 Théoricien zélé du socialisme, H.G. Wells est évidemment plus connu comme étant l'un des pères de la science-fiction. C'est l'auteur de plusieurs chefs d'œuvre : « La Guerre des Mondes », « La Machine à remonter le temps », « L'homme invisible » et « L'île du docteur Moreau ».

Selon cet auteur, « la jeunesse allemande d'aujourd'hui reconnaît dans le libéral son ennemi par excellence ». La lutte contre le libéralisme sous toutes ses formes, ce libéralisme qui avait, disait-on, conduit l'Allemagne à la défaite, fut l'idée commune qui réunit les socialistes et les conservateurs. Ce fut d'abord le « Mouvement de la Jeunesse Allemande » d'inspiration presque entièrement socialiste qui, converti à ces idées, accepta la fusion du socialisme et du nationalisme.

Chapitre XIII : Les totalitaires parmi nous

Selon Hayek, **l'Angleterre présente des ressemblances de plus en plus marquées non pas avec l'Allemagne actuelle mais avec celle d'il y a vingt ou trente ans.**⁵⁵ Cela paraît improbable voire absurde, dit Hayek, mais il y a quinze ans, la possibilité d'une évolution pareille aurait paru tout aussi absurde à neuf dixièmes des Allemands et même aux observateurs étrangers les plus hostiles à l'Allemagne. Ce qui est significatif, c'est le rapprochement toujours plus grand entre les conceptions économiques de la gauche et de la droite, leur opposition commune au libéralisme. On observe aussi en Angleterre une vénération grandissante pour l'Etat.

Des hommes comme Lord Morley, Henry Sidgwick, Lord Acton ou Albert Venn Dicey, admirés dans le monde entier comme **les plus brillants représentants de la sagesse politique anglaise, sont considérés aujourd'hui comme des Victoriens démodés.** La jeune génération raille Gladstone en raison de sa moralité victorienne, mais elle admire Bismarck.

Les idées qui, en Allemagne, ont fait le lit du totalitarisme exercent une fascination grandissante en Angleterre. En vérité, dit Hayek, on pourrait à peine trouver une page d'Hitler que quelqu'un en Angleterre n'ait pas proposé pour notre propre usage. Même si ces idées sont proférées par des personnes qui se considèrent de bonne foi comme des ennemis d'Hitler en raison d'un trait particulier de son système. Beaucoup de réfugiés allemands en Angleterre sont des personnes qui ont été chassées d'Allemagne en raison de l'antisémitisme alors que ces personnes partageaient un grand nombre des idées totalitaires du régime.

La plupart des ouvrages qui préparent la voie au totalitarisme en Angleterre sont issus d'un idéalisme sincère et écrits par des hommes d'une grande élévation d'esprit. C'est le cas des livres du professeur Carr. Il plaide en faveur du « réalisme » qui consiste à considérer que « la logique n'admet pas d'autres échelles de valeur que celle fixée par des faits », l'ancienne morale, avec « ses principes abstraits et généraux » devant, quant à elle, disparaître vu qu'il faut juger au cas par cas. Le professeur Carr estime que l'Angleterre ne s'est pas battue du bon côté. En refusant de distinguer entre « société » et « Etat », il énonce précisément la doctrine du professeur **Carl Schmitt**, théoricien nazi du totalitarisme, lequel affirmait que « **la production en**

55 C'est-à-dire l'Allemagne des années 30

série de l'opinion est le corollaire de la production en série d'objets ». Il invite à se convertir aux idées totalitaires dont la diffusion est, selon lui, inéluctable.

Cette conviction de l'inévitable se base sur des sophismes économiques courants (la prétendue nécessité de l'accroissement des monopoles par suite des progrès techniques, la soi-disant « richesse potentielle », etc.) et ses raisonnements ne valent pas grand chose. Au demeurant, Carr n'est pas un économiste. Il manifeste un mépris aussi profond que n'importe lequel des auteurs allemands cités plus haut pour les économistes libéraux. Il reprend cette thèse allemande selon laquelle la politique de libre échange serait inspirée uniquement par les intérêts particuliers de l'Angleterre du XIX^{ème} siècle et ne conviendrait qu'à celle-ci. Il plaide au contraire pour l'autarcie économique. Par ailleurs, il célèbre les « fonctions morales de la guerre » dans laquelle il voit « le plus puissant instrument de solidarité sociale ».

« Dans toute l'histoire de l'avènement au pouvoir du national-socialisme, le spectacle le plus déprimant et le plus honteux est celui **des savants et des universitaires qui, à peu d'exceptions près, se sont mis servilement à la disposition des dirigeants**. C'est un fait bien connu que des universitaires et des ingénieurs, qui s'étaient si bruyamment proclamés les chefs d'une marche vers un monde meilleur et nouveau, se sont soumis à la tyrannie avec plus d'empressement que toute autre classe de la société ».⁵⁶

Les nazis ont pu relativement facilement mettre au pas les savants universitaires, surtout les savants des sciences naturelles. Les quelques rares professeurs à ne pas avoir été mis au pas par les nazis étaient généralement des professeurs de sciences sociales qui connaissaient mieux et critiquaient plus âprement le programme des nazis. En publiant en 1927 la « **Trahison des Clercs** », **Julien Benda** (1867-1956), en France, a prévu avec une impressionnante lucidité le rôle joué par les intellectuels dans la transformation totalitaire de la société. Le passage où il parle de la « superstition de science » est prophétique. Il dénonce par là cette croyance selon laquelle la science serait compétente dans tous les domaines, y compris le domaine moral. Cette conception, qui considère que l'histoire obéit à des lois, est surtout prêchée par des partisans de l'autorité et élimine la liberté humaine.

Un autre intellectuel, le docteur Waddington, méprisait la liberté. Selon lui, ce sont des savants qui doivent diriger la société totalitaire. Il fustige les « humanités dépravées ». Elles ont évidemment le grand tort d'enseigner la tolérance... Lui aussi a foi dans les courants historiques inéluctables. **Cette évolution n'est pas inéluctable mais il est probable que si l'on progresse sur la même route, nous arriverons infailliblement au totalitarisme.**

Le système étatique favorise, on l'a vu, la constitution de monopoles. Les industriels capitalistes qui profitent provisoirement de l'augmentation de leurs pouvoirs s'illusionnent s'ils croient que l'Etat leur laissera longtemps diriger ces derniers. L'Etat

56 F.A. Hayek, **La route de la servitude**, 1985 (1943), Presse Universitaires de France (Quadrige), p.139

qui autoriserait pareille accumulation de pouvoirs ne pourrait se permettre d'en laisser le contrôle aux individus. Ces industriels voudraient à la fois cumuler les hauts revenus qu'apporte la société de concurrence aux heureux gagnants et la sécurité du fonctionnaire.

Ce qui facilite l'essor des monopoles, c'est la propagande des partis de gauche contre la concurrence. Souvent, d'ailleurs, les mesures destinées à limiter les monopoles ne font en réalité qu'augmenter leur pouvoir. Le danger s'accroît quand le capitaliste s'adjoint le soutien de l'État et qu'un certain nombre de groupes privilégiés participent aux bénéfices d'un monopole. Ces groupes privilégiés peuvent être des travailleurs dont les privilèges s'exercent aux dépens des consommateurs, des chômeurs, des plus pauvres et des ouvriers employés dans des industries moins organisées.

La mainmise que l'État peut exercer sur un monopole est plus nocive que l'existence même de ce monopole. Pourquoi ? Parce qu'un monopole privé n'est presque jamais complet et est souvent précaire. Un monopole d'État, par contre, est toujours protégé par l'État, à la fois contre la concurrence potentielle et contre la critique. Un État lié dans tous les sens par la direction des entreprises du monopole sera un État faible. Si le monopole est réellement inévitable, la solution américaine consistant à faire exercer par l'État un contrôle sévère sur les monopoles privés, est meilleure qu'une mainmise de l'État.

Il est triste, déplore Hayek, de voir un grand mouvement démocratique soutenir une politique qui mène nécessairement à la destruction de la démocratie. Les dirigeants ouvriers qui se réjouissent de la disparition progressive de la concurrence proclament la condamnation de la liberté individuelle. En effet, si l'on quitte la discipline impersonnelle du marché, on se dirige vers un système dirigé par la volonté de quelques individus. **Le programme récent du Labour Party préconise la création d'une société organisée selon les principes du « planisme ».** Ce qui est tragique, dit Hayek, c'est que c'est ce grand parti qui remplace désormais, au Parlement et dans l'opinion publique, les partis progressistes du passé. Que les progrès de passé soient menacés par les forces traditionnalistes de la droite, c'est là une chose qui a toujours existé. Le problème, c'est que l'opposition est elle-même devenue le monopole permanent d'un deuxième parti réactionnaire.

Chapitre XIV : Conditions matérielles et fins idéale

La génération actuelle se vante d'accorder moins d'importance que l'ancienne aux considérations économiques. La « fin de l'homo economicus » est devenue l'un des mythes dominants de notre époque. **Ce mépris pour les arguments économiques s'enracine dans une foi et des croyances guidées plus que jamais par des doctrines économiques antilibérales.** Ces doctrines entretiennent savamment l'idée du caractère irrationnel du système économique qu'elles combattent. Elles prétendent que sans ce système, on pourrait créer de la richesse pour tous. **Ces thèses séduisent**

car la nouvelle génération aspire au confort et se montre peu disposée à se plier aux nécessités économiques. Elle refuse d'admettre des obstacles à l'accomplissement de ses désirs. Il vaut mieux parler ici « d'économophobie » que de « fin de l'homme economicus ». L'homme se révolte contre les « forces impersonnelles » qu'il a fini par haïr alors que ce sont ces dernières qui ont permis à la société d'arriver au stade de développement économique actuel.

Cette révolte est simplement l'illustration d'un phénomène plus global : le refus d'obéir à une règle ou à une nécessité dont on ne comprend pas la justification rationnelle. Cette attitude est compréhensible et même salutaire dans le domaine de la morale. Mais dans d'autres domaines où il est impossible de satisfaire complètement cette aspiration à comprendre, **ce refus de nous soumettre à la nécessité peut mener à la destruction de notre civilisation. Pourquoi ? Parce que la survie d'une civilisation aussi complexe que la nôtre nécessite l'adaptation de l'individu à un certain nombre de transformations** (baisse de salaire, perte d'un emploi pour cause de compression, etc.) **pas toujours compréhensibles pour lui** car résultant d'un nombre important de facteurs extérieurs. On rejette souvent la responsabilité sur une cause immédiate qui paraît évitable mais qui masque en réalité ces causes complexes de la transformation.

Il est impossible de comprendre tous les ressorts de ces forces impersonnelles du marché. Il faut donc accepter que l'individu s'y adapte, que ses efforts soient coordonnés par elles. Le refus de céder à des forces qu'on ne comprend pas est une attitude arrogante qui procède d'un rationalisme incomplet⁵⁷ et donc erroné. Dans son désir d'échapper aux restrictions pénibles qu'il supporte aujourd'hui, **l'individu ne réalise pas que les restrictions autoritaires délibérément imposées sont autrement plus dures à supporter** pour chacun. Vouloir maîtriser les forces de la société comme on a pu le faire avec celles de la nature, c'est s'engager sur la voie du totalitarisme, à détruire notre civilisation et à se fermer à toute perspective de progrès.

A l'exception de la guerre ou d'autres désastres temporaires, la liberté individuelle est incompatible avec la suprématie d'un but unique auquel toute la société est subordonnée en permanence. On peut tolérer un sacrifice temporaire de la liberté pour mieux la garantir dans l'avenir mais on ne peut concevoir pareil sacrifice pour un système permanent. Les slogans catégoriques du genre « à tout prix » peuvent causer des désastres.

Au lendemain de la guerre, il faudra procéder à des réaménagements car il sera impossible économiquement de payer, dans un premier temps, le même salaire relativement élevé que l'on gagnait à la période plus prospère précédant l'entrée en guerre. Il faut évidemment revenir à ces standards et même les dépasser mais cela implique une certaine souplesse dans un premier temps, c'est-à-dire une baisse légère et provisoire des salaires. Si les syndicats s'opposent radicalement et avec succès à toute

57 Pour une analyse de la conception hayékienne de la rationalité, il faut consulter le premier tome de Droit, Législation et Liberté qui a été synthétisé dans le premier tome du présent ouvrage, La Tradition de la Liberté.

diminution de salaires de certains groupes privilégiés, cela signifiera qu'il faudra laisser un beaucoup plus grand nombre de personnes au chômage que si on procédait à cet ajustement. **Si maintenant, on refuse également à tout prix le chômage, il faudra recourir à toutes sortes d'expédients désespérés** dont aucun n'apportera une solution durable et qui tous gêneront l'exploitation productive de nos ressources. Cela risque de prendre la forme d'une élévation de tous les revenus et salaires au niveau des groupes privilégiés et cela provoquera une inflation. Cette inflation sera telle que les perturbations de tout ordre, la misère et les injustices qui en découleront, dépasseront, de loin le mal qu'on aurait voulu guérir.

Après la guerre, il faudra tout reconstruire et la reconquête du standard de vie exigera des sacrifices en Angleterre. Le plus important est de ne pas essayer de remédier à la pauvreté en redistribuant le revenu au lieu de l'augmenter. Cela démoraliserait certaines couches de la population. **Il ne faut jamais oublier qu'un des facteurs décisifs de l'avènement du totalitarisme sur le continent européen fut une classe moyenne récemment dépouillée de ses biens.** En conséquence, il faut employer les ressources de façon à augmenter la richesse de tous. Il faut certes garantir un minimum vital à chacun mais, en contrepartie, il faut, estime Hayek, **faire disparaître le privilège de sécurité octroyé à tel ou tel groupe** : cela signifie qu'il ne doit plus exister de règles permettant à certains groupes d'interdire à des nouveaux venus de participer à leur prospérité relative de crainte de la voir diminuer.

On estime aujourd'hui qu'il faut consentir à des sacrifices matériels en vue de fins idéalistes. En réalité, cinquante ans d'efforts collectivistes ont conduit non à une élévation du niveau moral mais à une dégradation de ce dernier. Certes, on a multiplié la manifestation de bons sentiments mais les principes fondamentaux ont été peu à peu désertés à mesure que le collectivisme étouffait la sphère de liberté et de la responsabilité individuelles.

« Au-delà de la sphère de la responsabilité individuelle il n'y ni bonté, ni méchanceté, ni aucune possibilité de faire preuve de qualités morales ni de donner la mesure de sa conviction en sacrifiant ses désirs à la justice ».⁵⁸

L'Etat nous force à être solidaires. Or, **une décision n'a de valeur morale que dans la mesure où nous sommes responsables de nos propres intérêts et libres de les sacrifier.** Il n'y a aucun mérite à être altruiste si nous n'avons pas le choix.

Pour développer le sens moral, il faut une atmosphère de liberté. Il faut avoir le choix. Il faut avoir la possibilité d'engager notre responsabilité. Selon Hayek, l'essence même de toute morale, c'est la responsabilité non pas devant un supérieur mais devant notre propre conscience. **A cet égard, le collectivisme a été presque entièrement destructeur.** Pourquoi ? Parce qu'il ôte la responsabilité aux individus. Ces derniers tolèrent plus facilement les abus et les injustices touchant les autres car ils comptent sur le système qui y mettra bon ordre.

58 F.A. Hayek, **La route de la servitude**, 1985 (1943), Presse Universitaires de France (Quadrige), p.151

Chaque génération reclasse les valeurs. Quelles sont les valeurs les plus prisées en ce moment ? Personne ne va évidemment parler contre le confort matériel, l'élévation du niveau de vie, la garantie d'une position. Par contre, **ce qui est présenté comme des « illusions du XIX^{ème} siècle », ce sont avant tout les valeurs morales sur lesquelles repose essentiellement la société individualiste.** Les qualités qu'on apprécie le moins, les plus rares aujourd'hui sont **celles dont s'enorgueillissait légitimement le peuple anglais** et dans lesquelles il excellait : l'indépendance, la confiance en soi, l'initiative individuelle, le sens des responsabilités, le goût du risque, l'aptitude à défendre ses opinions contre la majorité, la confiance justifiée dans les actes de la volonté libre, le respect du prochain et la tolérance envers les hommes et les mœurs étranges. Enfin, une saine méfiance envers le pouvoir et l'autorité.

Ces valeurs qui ont « créé le climat moral de l'Angleterre » sont vouées à la destruction progressive. En tant qu'étranger, Hayek se sent en mesure de discerner une chose que les Anglais ne perçoivent plus assez : « le spectacle le plus décourageant est de voir que les choses les plus précieuses que l'Angleterre ait données au monde sont méprisées précisément en Angleterre ».

Hayek juge désastreuse et inefficace la propagande anglaise menée à la fin de la guerre auprès de la population allemande. Pourquoi ? Parce que ceux qui la mènent semblent avoir eux-mêmes perdu foi dans les valeurs spécifiques de la civilisation anglaise. **Les intellectuels de gauche font l'apologie des valeurs collectivistes qui ont précisément mené les Allemands à la ruine.** Or, il faut plutôt convaincre les Allemands que nous avons quelque chose à leur apporter. Nous n'allons pas les convaincre en les suivant jusqu'à mi-chemin du totalitarisme. Pour la reconstruction de l'Europe, il faut tabler sur une catégorie d'Allemands que l'expérience « a rendus sages et tristes ». Ce contre quoi ils désirent être préservés, c'est l'Etat-monstre. Ils ne désirent pas des projets d'organisation sur une échelle colossale mais la possibilité de reconstruire en paix et en liberté le petit monde de chacun d'eux. Gagner la guerre des idéologies, c'est rétablir la foi dans les valeurs traditionnelles (liberté, responsabilité, autonomie, bonheur individuel, tolérance, droiture, indépendance, etc.) défendues par le passé.

Chapitre XV : Les perspectives d'un ordre international

Dans aucun domaine l'abandon du libéralisme au XIX^{ème} siècle n'a coûté aussi cher au monde que dans celui où il a commencé à se manifester : celui des relations internationales. Toutes les variantes du planisme produisent nécessairement des effets désastreux et cela tant sur le plan économique que géopolitique. Elles sont à l'origine des conflits internationaux. Un ordre international ou une paix durable est illusoire aussi longtemps que chaque pays se sent libre d'user tous les moyens qu'il estime utiles à ses intérêts sans se soucier du tort qu'il génère dans les autres pays.

Le planisme crée artificiellement des blocs nouveaux d'intérêts opposés qui menacent la paix de manière imperceptible mais réelle. Pourquoi ? Parce qu'il

amène à considérer les ressources d'une nation comme la propriété exclusive de cette nation. Parce qu'il remplace les rapports entre individus habitant dans divers pays par des relations entre nations organisées en entités économiques.

« **Au lieu d'une « lutte » toute métaphorique entre concurrents**, on aura affaire à un **conflit de forces, on transférera des rivalités** que les individus règlent normalement sans recourir à la force, **à des Etats puissamment armés qui échappent à toute loi supérieure**. Les transactions économiques entre nations qui sont en même temps, chacune pour elles-mêmes, les seuls juges de leur propre conduite, qui ne se plient à aucune loi supérieure et dont les représentants ne se sentent liés par aucune considération autre que l'intérêt immédiat, **mènent à des conflits internationaux** ». ⁵⁹

Certains en tirent la conclusion erronée que le planisme économique doit être mis en œuvre internationalement, c'est-à-dire par une autorité supra-nationale. C'est là reproduire à un échelon beaucoup plus vaste les difficultés inhérentes au planisme. Le conflit entre liberté et planisme ne peut que s'aggraver si la similitude du niveau de vie et des valeurs des hommes soumis à un plan unifié est moindre. Il n'est pas très difficile de « planifier » la vie économique d'une petite famille mais plus l'échelle grandit, plus l'accord sur les fins diminue et plus il est nécessaire de recourir à la force, à la contrainte.

Le planisme, à l'échelle internationale, n'est qu'une application de la force brute : un petit groupe impose à tous les autres un standard de vie et un plan de travail qu'il estime juste. Les Allemands parlent d'ailleurs d'une « race de seigneurs » pour administrer ces vastes « espaces vitaux ». La brutalité et l'absence de scrupules moraux dans la mise en œuvre de cette tâche ne découlent pas uniquement de la méchanceté spécifique des nazis mais aussi et surtout de la nature de la tâche.

Beaucoup estiment que si on laissait au « peuple » le pouvoir de décider, la solidarité d'intérêts entre les classes ouvrières des divers pays triompherait des divergences qui séparent les classes dirigeantes. **En réalité, les conflits d'intérêts économiques qui se produisent aujourd'hui entre nations prendraient une forme encore plus aigüe s'ils devenaient des conflits entre ouvriers de tous les pays.** Quand un ouvrier d'un pays riche demande que la loi garantisse un salaire minimal, il le fait pour se protéger de la concurrence potentielle de son camarade d'un pays pauvre, empêchant ce dernier d'améliorer sa situation en travaillant plus pour compenser la situation qui le défavorise.

Le planisme nécessite la détermination d'un ordre d'urgence entre les différents besoins. Ceux des uns auront priorité sur ceux des autres. Ceux qui seront défavorisés en nourriront un ressentiment. Une fois le plan mis en œuvre dans telle ou telle région, toutes les ressources de la région doivent y contribuer et il faudra mettre au pas tous les récalcitrants qui pensent qu'ils pourraient s'en sortir mieux tout seuls. Il faudra

59 F.A. Hayek, **La route de la servitude**, 1985 (1943), Presse Universitaires de France (Quadrige), p.159

employer la force. Les bureaucrates idéalistes qui s'estiment parfaitement capables de trancher objectivement ces questions seront les premiers surpris de ces résistances.

En réalité, la seule tâche légitime d'une autorité internationale serait de maintenir l'ordre et de créer les conditions dans lesquelles les peuples peuvent se développer eux-mêmes. Mais elle ne peut régenter le développement économique. Beaucoup partagent l'illusion que le planisme est une tâche purement technique qu'on peut confier à des experts jugeant en toute objectivité alors que les affaires vraiment vitales resteraient sous contrôle des autorités politiques démocratiques. **En réalité, même en confiant des tâches délimitées à une pareille autorité économique, celle-ci pourrait rapidement devenir tyrannique.** Il n'existe aucune décision qu'on ne puisse justifier par des nécessités techniques. Imaginons qu'on attribue à cette autorité la tâche de répartir les matières premières. En décidant de l'affectation du pétrole, du caoutchouc, du bois, de l'étain, cette autorité deviendrait le maître incontesté d'industries entières et de pays entiers. Aucune entreprise nouvelle ne pourrait se créer sans son accord. Toute innovation serait soumise à son veto.

Certains « réalistes » qui estiment que le planisme économique serait « pratique » feignent d'ignorer ces conséquences dont ils ont parfaitement conscience parce qu'ils désirent de cette manière que les grandes puissances dont ils font partie puissent ainsi imposer leurs volontés aux petites nations. C'est par exemple le cas des Fabiens mais aussi de capitalistes qui aimeraient utiliser pleinement leur outillage construit pour les besoins de la guerre afin de diriger la reconstruction de l'Europe au profit des intérêts particuliers de l'industrie britannique.

Cela dit, tous ces gens ont raison sur un point : après la guerre, nous n'aurons ni ordre ni paix durable si les Etats, petits ou grands, reprennent leur souveraineté illimitée en matière économique. Ce qui ne veut pas dire qu'il faille attribuer à un super-Etat les pouvoirs que les différents Etats se sont indûment arrogés en matière économique. **Non, il faut simplement créer un pouvoir capable d'empêcher les différentes nations de faire du tort à leurs voisins.** Il faut établir des règles définissant ce qu'un Etat peut faire et une autorité en mesure de faire respecter ces règles. Cette autorité serait essentiellement dotée d'un pouvoir négatif : celui de dire non à toutes les mesures restrictives.

« **On croit communément à l'heure actuelle que nous avons besoin d'une autorité économique internationale, et que les Etats peuvent en même temps conserver leur souveraineté politique. C'est exactement le contraire qui est vrai.** Ce qu'il nous faut, ce n'est pas accroître les pouvoirs d'un irresponsable organisme économique international, mais au contraire créer un pouvoir politique suprême capable de faire échec aux intérêts économiques (...). **Ce qu'il faut, c'est une autorité politique internationale** qui, sans avoir le pouvoir de prescrire aux gens ce qu'ils doivent faire, soit **capable de les empêcher de nuire à autrui** ». ⁶⁰

60 F.A. Hayek, **La route de la servitude**, 1985 (1943), Presse Universitaires de France (Quadrige), pp.165-166

Les pouvoirs de cette autorité ne doivent pas être ceux, excessifs, que les divers Etats se sont octroyés au fil du temps. Ils doivent être ceux d'un Etat ultra-libéral où règne le laisser-faire. Dans le domaine international, plus encore que dans la sphère nationale, l'autorité doit être strictement limitée par la règle de la loi.

Quelle forme prendrait ce gouvernement international ? La fédération est, selon Hayek, la seule forme d'association de peuples différents permettant de créer un ordre international sans faire obstacle à leurs légitimes désirs d'indépendance.

Seul ce fédéralisme permettrait de limiter le planisme aux domaines dans lesquels un véritable accord peut être atteint. On peut même espérer qu'à l'intérieur de la fédération, l'ancien processus de centralisation puisse être inversé en attribuant une part du pouvoir des Etats aux autorités locales. En réalité, **cette idée selon laquelle le monde ne trouvera la paix qu'en réunissant des Etats séparés en groupes de fédérations n'est pas neuve : elle est l'idéal de presque tous les philosophes libéraux du XIX^{ème} siècle**, à commencer par Tennyson.

Nous gagnerons tout, dit Hayek, à créer un monde dans lequel les petits Etats peuvent subsister. C'est dans ces derniers qu'on trouve généralement le plus de bonheur et de contentement car ils ont évité le fléau de la centralisation. Là où l'échelle grandit, là grandit aussi la bureaucratie et là diminue l'impulsion créatrice de l'individu. Le but de cette autorité se limiterait à **préserver l'indépendance des petites nations et à assurer le respect des règles dans l'ordre international.** Si à la fin de cette guerre, les grandes puissances victorieuses se plient d'abord elles-mêmes à un système de règles qu'elles pourront faire respecter et acquièrent ainsi le droit moral de les imposer aux autres, un grand pas aura été franchi. Le but est de créer une communauté de nations composées d'hommes libres.

Qu'en est-il du projet d'une organisation universelle englobant le monde entier ? Hayek constate que **la Société des Nations a échoué en raison d'ambitions démesurées.** Une Société des Nations plus modeste et plus puissante aurait été un meilleur instrument pour préserver la paix. **Nous pourrions, dit Hayek, ressusciter ce projet sous cette forme grâce à une collaboration plus étroite et efficace entre l'Empire britannique, les nations de l'Europe et probablement les Etats-Unis.** Cela serait beaucoup plus efficace qu'une organisation constituée à l'échelle universelle.

Ceci dit, la formation de différents blocs de fédérations régionales n'élimine pas la possibilité de guerres entre eux. Raison pour laquelle il faudrait une organisation plus vaste pour tisser des liens entre ces blocs.

« Tout en cherchant à empêcher les guerres futures, **nous ne devons pas nous imaginer pouvoir créer d'un coup une organisation permanente capable de prévenir tout conflit dans toutes les parties du monde.** Non seulement, nous n'y arriverions pas, mais nous perdriions probablement nos chances d'y réussir dans une sphère plus limitée ». ⁶¹

61 F.A. Hayek, **La route de la servitude**, 1985 (1943), Presse Universitaires de France (Quadrige), p.169

Conclusion

A travers cet ouvrage, Hayek n'a pas voulu fournir le programme complet et détaillé de l'ordre social futur qu'il désire. C'est d'ailleurs une tâche impossible. Mais **la guerre nous a appris qu'il importe de se doter d'une armature susceptible de déterminer l'évolution future**. Son élaboration sera graduelle. Ce qui importe avant tout, c'est de nous débarrasser de quelques erreurs et de nous entendre sur un certain nombre de principes.

Il vaut mieux créer des conditions favorables au progrès que faire « un plan du progrès ». Le planisme est une erreur, un égarement. Il faut se débarrasser de la tentation d'un « ordre nouveau » ou de la croyance en une évolution « inéluctable » vers le collectivisme.

Mieux vaut réaliser l'idéal des libéraux du XIX^{ème} siècle : créer un monde d'hommes libres. Ce ne se sont pas nos grands-parents qui se sont égarés mais bien nous qui avons commis des folies. Leurs idées étaient plus sages et plus prometteuses. La seule politique vraiment progressive, c'est celle de la liberté individuelle. C'est même un principe suprême.

Bruno Leoni

(1913-1967)

La Liberté et le Droit

1961



Introduction

Actuellement, la liberté est principalement défendue par des économistes. Pourtant, nous dit Bruno Leoni, elle mériterait de l'être par les juristes et les politologues également.

Le problème c'est que les juristes, rivés sur leur expertise professionnelle, ont tendance à parler, pour reprendre l'expression de lord Bacon, « comme s'ils étaient pieds et poings liés ». Pourtant, ils savent comment le droit « fonctionne » et leur éclairage pourrait élargir l'horizon des économistes et des politologues. Les politologues, quant à eux, ont souvent tendance à assimiler la politique à une technique comparable à la mécanique. Un peu comme si gens étaient comparables à des machines dont s'occupent les ingénieurs. Cette conception ne sert pas la cause de la liberté. Pourtant, la politique peut aussi être vue comme un moyen d'action pour les gens.

En réalité, la liberté n'est pas seulement un concept économique ou politique mais également et avant tout un concept juridique puisqu'il implique inévitablement un ensemble de **conséquences légales**. Pour analyser la liberté, il faut combiner des approches philosophiques, économiques, politiques et juridiques. Pour que cette tentative réussisse, il faut d'abord définir la liberté mais pour cette définition soit acceptée, il faut fournir des arguments vraiment convaincants. C'est là un vieux problème d'ordre philosophique qui, d'ailleurs, est le problème de toute définition. Dès lors, l'approche de cette question doit à la fois être philosophique, juridique, économique et politique.

Leoni va développer, on va le voir, une **définition de la liberté en tant qu'absence de contrainte**. Cela ne signifie pas, aussi paradoxal que cela puisse paraître, qu'il prêche pour une absence totale de contrainte. Il est évidemment des cas où la contrainte

est nécessaire pour éviter que certains (voleurs, meurtriers, etc.) n'empiètent sur la liberté des autres. C'est aussi le cas, de manière moins évidente, contre d'autres types de contrainte dont il parlera. Certaines doctrines défendent l'idée malencontreuse que, en raison du lien entre liberté et contrainte, plus on accroît la contrainte, plus on accroît du même coup la liberté. C'est un malentendu et aussi le signe d'une tendance dangereuse.

Les gens entendent souvent par « liberté » à la fois l'absence de contrainte et quelque chose d'autre aussi. Quoi ? Une sécurité économique qui offre à celui qui la détient la possibilité de jouir d'une vie satisfaisante. Ces gens ne parviennent pas à comprendre que **si l'Etat doit garantir ce type de « liberté » matérielle à chacun, il ne peut le faire qu'on portant atteinte à la liberté personnelle.** D'autres gens prétendent qu'il faut augmenter la contrainte pour accroître la liberté au sein de leur société. En réalité, ils omettent de préciser que la contrainte qu'ils veulent augmenter doit s'appliquer aux autres et la liberté qui doit s'accroître est en réalité la leur.

L'importance croissante accordée à la législation dans la plupart des systèmes juridiques mondiaux constitue, avec les progrès technologiques et scientifiques, la caractéristique la plus remarquable de notre époque. La législation apparaît aujourd'hui comme un moyen plus rapide, plus rationnel et de plus grande envergure pour résoudre toutes sortes de maux et de désagréments. Pourtant, ce « remède » est, dit Leoni, trop rapide pour être efficace, trop imprévisible pour être bénéfique et trop soumis à la contingence pour offrir une solution satisfaisante pour tous.

Les partisans de la législation justifient leur position en assimilant totalement la législation au droit et jugent que les lois doivent perpétuellement s'adapter aux changements apportés par la technologie. En réalité, rien ne prouve, dit Leoni, que nos maux actuels s'expliquent par ces changements ni que l'on sache mieux les résoudre avec la législation. **Certains prétendent que l'inflation législative est la contrepartie nécessaire du progrès scientifique et technologique contemporain.** En réalité, le développement de la législation, d'une part, et celui de la science et de la technologie, d'autre part, sont fondés chacun sur deux idées complètement différentes et même contradictoires. En effet, **la science et la technique progressent là où règnent l'initiative et la liberté individuelle** et souvent en rupture voire en opposition avec ce que pense la majorité. **La législation, par contre, progresse là où règne l'autorité, la loi de la majorité** (qui va habituellement à l'encontre de l'initiative individuelle et de la liberté).

Leoni questionnera, dans cet ouvrage, la **pertinence du concept de « représentation »**. Les représentants sont-ils vraiment à même de savoir ce que veulent les électeurs ? Les législateurs s'abstiennent encore de légiférer sur le choix de nos vêtements, de nos voyages, de nos partenaires, de notre style de vie. Mais ils commencent à le faire dans d'autres pays. Nous avons pourtant conscience qu'il serait absurde qu'ils interviennent dans ces domaines. Pourtant cela ne réussit pas à nous faire comprendre que cela devrait concerner un grand nombre d'actions et de décisions qui sont prise dans le domaine du droit. **L'approche que nous avons du droit est invariablement altérée**

par l'importance écrasante que nous attachons au rôle de la législation, c'est-à-dire à la volonté des autres (quels qu'ils soient) en ce qui concerne notre comportement quotidien.

Avec cette législation, nous sommes loin d'atteindre la certitude idéale du droit. Entendons-nous : **la législation est presque toujours certaine, c'est-à-dire précise, formulée par écrit et identifiable aussi longtemps qu'elle reste en vigueur. Mais elle n'est pas certaine au sens où l'on peut être sûr qu'elle sera encore en vigueur demain matin.** Cela nous empêche de prévoir les conséquences juridiques de nos comportements quotidiens. Notre quotidien peut être perturbé du jour au lendemain par l'action d'un groupe d'individus que sont les législateurs. Cette action peut contrecarrer voire ruiner des projets mûris depuis longtemps et en cours d'exécution.

Si nous en sommes là aujourd'hui, c'est en raison de **l'inflation législative et de l'accroissement titanesque de l'activité quasi-législative ou pseudo-législative du gouvernement.** De nombreux auteurs, dont Hayek, ont déploré l'affaiblissement du pouvoir législatif traditionnel du Congrès américain ou la « mort » du Parlement britannique face à l'accroissement concomitant des activités quasi-législatives des gouvernements.

« Le paradoxe de notre époque, c'est que **nous sommes aujourd'hui gouvernés par des hommes. Non pas,** comme l'aurait soutenu la théorie classique aristotélicienne, **parce que nous ne serions pas gouvernés par des lois mais précisément parce que nous le sommes.**⁶²

Passé un certain seuil, la législation devient incompatible avec la liberté individuelle. Elle porte alors atteinte à l'initiative et à la prise de décision individuelle. Les sociétés contemporaines semblent avoir **dépassé ce seuil depuis longtemps.**

Ceux pour qui la liberté individuelle a de la valeur devraient se demander non pas si telle ou telle liberté (de commercer, de s'exprimer, de s'associer avec d'autres, etc.) **est menacée mais bien si la liberté individuelle est en pratique compatible avec le système** actuel qui est centré sûr (et **presque totalement identifié à) la législation.** En d'autres termes, Leoni se demande si la création du droit qui, actuellement, est presque entièrement assumée par les assemblées législatives, n'est pas une atteinte à notre liberté individuelle. En effet, ce mode de création oblige la minorité (changeante) à obéir à des règles qu'elle n'a pas approuvées.

Heureusement, il existe **deux systèmes légaux qui peuvent nous servir de modèle** à ce point de vue. Il s'agit du droit romain et droit anglais. En quoi réside la sagesse de ces systèmes ? En ce qu'ils ont en commun d'être indépendants de la législation pour tout ce qui concerne la vie quotidienne des gens. La sphère individuelle est importante dans les deux cas au cours des siècles où leurs systèmes légaux ont été les plus florissants.

62 B. Leoni, **La Liberté et le Droit**, Les Belles Lettres, 2006 (1961), p.34

Ces deux systèmes partagent une idée commune : « **Le droit est quelque chose qui se découvre et non pas qui se décrète** ». Ce sont les juristes romains et les juges anglais qui se chargeaient de cette tâche consistant à « **découvrir** » le droit. Ces deux catégories professionnelles sont, dans une certaine mesure, comparables aux experts scientifiques d'aujourd'hui. On désignait d'ailleurs le droit continental comme étant le « **droit des juristes** ». **La codification du XIX^{ème}** consista à reformuler ce droit en le réécrivant dans des codes.

Le tableau a tout à fait changé aujourd'hui, tant en Europe que dans les pays anglo-saxons. La législation et les codes sont de plus en plus l'expression directe de la volonté contingente de ceux qui les décrètent. **Ils n'énoncent plus le droit tel qu'il est**, c'est-à-dire tel qu'il résulte d'un processus séculaire **mais le droit tel qu'il devrait être**. Ce droit ne correspond plus à une volonté commune, c'est-à-dire à une volonté que l'on suppose partagée par tous mais à l'expression d'une volonté particulière de certains individus et de groupes organisés qui ont pu convaincre une majorité de législateurs. **La législation ressemble de plus en plus à l'expression d'un diktat que les majorités victorieuses imposent aux minorités**. Les minorités vaincues s'y plient dans l'espoir de gagner la majorité un jour ou l'autre.

Ces majorités peuvent être faites ou défaites grâce à une procédure qu'on appelle le « **marchandage politique** » et qu'on devrait plutôt qualifier de « **négoce de votes** ». **A ceci près que ce n'est pas un marché comme un autre. Dans un marché commercial, l'acheteur potentiel qui n'est pas satisfait est toujours libre de ne rien acheter. Par contre, sur le marché politique, ceux qui ont choisi autre chose recevront ce que la majorité a accepté d'acheter et rien d'autre.**

Ceux qui défendent l'inflation législative affirment que cette imposition est le prix à payer pour les bénéfices qui profitent aux groupes travaillant comme des unités. Autrement, on devrait diviser les groupes en fractions de plus en plus petites pour finalement en arriver aux individus eux-mêmes et il n'y aurait plus de normes communes. **Leoni répond qu'il ne nie pas le fait qu'une décision de groupe nécessite une perte de liberté individuelle mais que ce coût devrait être payé beaucoup moins fréquemment.**

Les législateurs contemporains pensent que la législation est toujours bonne en elle-même. A contrario, Leoni estime que la thèse selon laquelle une loi vaut mieux que rien devrait être étayée.

« Il semble incontestable qu'à partir de là nous devrions refuser de recourir à la législation dès lors qu'elle sert uniquement à assujettir les minorités afin de les traiter comme les perdants de la course. Il apparaît également évident que nous **devrions rejeter le processus législatif dès lors qu'il est possible pour les individus concernés d'atteindre leurs objectifs sans dépendre de la décision d'un groupe** et sans forcer quiconque à faire ce qu'il n'aurait jamais fait sans y avoir été contraint. Finalement, il semble tout simplement évident que, **dès lors qu'un doute survient sur l'utilité d'un processus législatif** comparé à d'autres types de processus ayant pour objet de fixer des règles de conduite, une **enquête très précise devrait être réalisée** avant que le processus législatif soit adopté ». ⁶³

Les sociétés contemporaines ont violé ce vieux précepte évangélique et même confucéen : « **Ne faites pas à autrui ce que vous n'aimeriez pas qu'autrui vous fasse** ». C'est sans doute l'assertion la plus concise qui existe dans le domaine de la philosophie morale. Il semble terne à côté de nombre de systèmes moraux sophistiqués mais ce principe peut conditionner la restauration et la préservation de la liberté individuelle.

Il n'est pas toujours aisé de déterminer ce que les gens ne voudraient pas que les autres leur fassent mais c'est en tout cas plus facile que de déterminer ce qu'ils voudraient qu'on leur fasse. La volonté générale est beaucoup plus facile à discerner si elle est exprimée de manière « négative » comme c'est le cas dans le principe confucéen.

Il est certain qu'il y a toujours une corrélation entre la machine étatique qui produit les changements et l'opinion publique. Le problème, c'est que cette corrélation n'est pas forcément révélatrice des véritables opinions de divers citoyens. **La plupart du temps, la notion d'opinion publique n'a pas de sens.** Il n'y a aucune raison d'élever au rang « d'opinion publique » les opinions personnelles de quelques groupes ou personnes particulières qui se trouvent en position de force aux dépens d'autres groupes et individus.

Il faut toujours se méfier de ceux qui se font l'interprète de « l'opinion publique » et qui invoquent « l'urgence » pour agir. **Les partisans de l'inflation législative** partent néanmoins de l'hypothèse plausible selon laquelle les convictions dans une société sont très diverses et difficilement identifiables. Ils en tirent la conclusion - assez singulière - qu'il faut donc faire abstraction de ces dernières et **laisser au législateur le soin de décider à leur place.** De cette façon, **la législation permet, disent-ils, d'introduire de l'homogénéité.** Par conséquent, la législation est, comme le disait Max Weber (1864-1920), une des composantes du processus de **rationalisation.**

Mais **Weber soulignait lui-même les limites de la coercition.** Elle reste impuissante si les citoyens sont récalcitrants. La législation peut avoir un **effet négatif sur l'efficacité des règles.** Elle peut même troubler l'homogénéité, détruire des règles déjà établies,

63 B. Leoni, **La Liberté et le Droit**, Les Belles Lettres, 2006 (1961), p.40

supprimer des accords, des usages et des contrats. On tue ce que le juriste et sociologue autrichien Eugen Ehrlich (1862-1922) appelait le « droit vivant des gens ».

Sans aller jusqu'à prétendre, à l'instar de Schumpeter, que la démocratie « représentative » est une « imposture », Leoni affirme que plus on désire, par le truchement du processus législatif, « représenter » un nombre important de gens, **plus on augmente le nombre de domaines dans lesquels on essaie de les représenter, moins le mot de représentation a de rapport avec la volonté réelle des gens.** En réalité, la volonté exprimée n'est pas la volonté des « représentés » mais celle des personnes qui ont été désignées comme leurs « représentants ».

Leoni fait alors une analogie entre, d'une part, la déconnexion entre représentants et représentés et, d'autre part, la déconnexion d'une économie centralisée et les phénomènes qu'elle est censée régir. Ludwig Von Mises (1881-1973) a démontré qu'une économie centralisée dirigée par un comité qui supprime les prix ne fonctionne pas. Car sans les prix, il est impossible de connaître l'état de l'offre et de la demande. Cette démonstration, estime Leoni, est « la contribution actuelle la plus importante et la plus durable des économistes à la cause de la liberté individuelle ». Mais ces conclusions, poursuit Leoni, ne sont qu'un cas particulier d'un ensemble plus général : aucun législateur ne pourrait déterminer à lui seul, sans une quelconque collaboration continue de toutes les personnes concernées, les règles gouvernant le comportement de chacun au sein d'une infinité de relations avec les autres.

Le comportement des gens s'adapte continuellement de lui-même aux changements de situation. La conclusion, c'est qu'il faudrait procéder à une restriction drastique du nombre de domaines dans lesquels les gens sont « représentés ». Cela augmenterait de façon correspondante le nombre de domaines dans lesquels les gens prennent des décisions libres.

Ce à quoi nous assistons aujourd'hui n'est ni plus ni moins qu'une « guerre légale de tous contre tous » par le biais de la législation et de la représentation. En effet, contrairement à ce que pensait Thomas Hobbes, ce n'est pas dans une société libre que règne le « bellum omnium contra omnes » dont nous ne pourrions sortir qu'en entrant dans l'Etat démocratique. **En réalité, c'est précisément dans l'Etat démocratique lui-même que règne la guerre de tous contre tous.** Pourquoi ? Parce que les décideurs sont assaillis pas les lobbys, les groupes d'intérêt, etc. qui exercent un lobbying important. C'est le système représentatif des intérêts qui produit une logique d'exploitation et de parasitisme généralisé.

Comment résoudre ce problème ? Est-ce que la réduction des champs de compétences du législateur suffirait ? Non, une simple réduction de la sphère couverte par la législation ne suffirait pas. Il faut encore découvrir des éléments tels que l'usage, les règles tacites, les implications des conventions, les critères généraux, etc. C'est une tâche difficile, parfois douloureuse. Le moyen habituel consiste à confier ce processus à des gens dont c'est le métier comme les juristes et les juges.

Pourquoi eux ? Le rôle des avocats et des juges des pays occidentaux est fondamentalement différent de celui des législateurs, tout au moins sur trois points fondamentaux. D'abord, les premiers n'interviennent que quand les gens font appel à eux. Ensuite, la décision des juges ne s'applique qu'aux parties concernées et rarement à une tierce personne. Enfin, juges et juristes prennent rarement des décisions sans tenir compte de ce que les autres juges et juristes ont fait dans des cas similaires.

Cela signifie que les auteurs des décisions ne peuvent exercer un pouvoir sur les citoyens au-delà de la mission qui leur a été confiée. Cela signifie aussi que ce pouvoir est limité par le fait que chaque décision se réfère de façon incontournable à toutes celles qui ont été prises antérieurement. Enfin, tout ce processus est une collaboration continue et spontanée entre tous les acteurs et cette collaboration peut être comparée à bien des égards à celle qui existe entre les divers acteurs d'un marché libre. **En comparaison, les législateurs exercent un pouvoir bien plus étendu sur les gens, mais aussi moins précis, moins impartial et moins fiable.**

A ce niveau, on peut donc dire que **le système légal reposant sur la législation est comparable à une économie centralisée** au sein de laquelle les décisions importantes sont prises par une poignée de dirigeants dont la connaissance de la situation est inévitablement limitée.

Il est **regrettable que les économistes qui défendent actuellement l'économie de marché ne se soient jamais posé la question de savoir si un libre marché pourrait vraiment perdurer au sein d'un système légal fondé sur la législation.** Les économistes sont rarement des juristes et vice versa. Raison pour laquelle les systèmes économiques et les systèmes légaux font généralement l'objet d'analyses distinctes. Pourtant, il existe une relation étroite entre l'économie de marché et le système reposant sur des juges et/ou des juristes et non sur la législation. Par ailleurs, **il y a plus qu'une simple analogie entre l'économie planifiée et la législation.**

Cela ne veut pas dire que la législation n'est pas utile. Il est des situations où il est intéressant d'avoir des règles de conduite bien déterminées. Même dans la Rome antique, période où le droit était majoritairement non écrit, les gens, dans certaines situations, préféraient se référer à une règle écrite plutôt qu'à pas de règle du tout. **Notre situation est différente : nous avons une pléthore de règles dont beaucoup sont inutiles voire nuisibles.** Par ailleurs, dans certains pays, les cours suprêmes en sont venues elles-mêmes à faire œuvre législative, ce qui donne à ces juges le pouvoir d'imposer leur volonté personnelle. C'est une dérive à laquelle on peut apporter remède comme Leoni tend à le montrer à la fin de l'ouvrage.

Chapitre I : Quelle liberté ?

Il existe plusieurs définitions de la liberté et cela engendre pas mal de malentendus. Si nous voulons définir la liberté, il faut d'abord décider dans quel but nous le faisons. On peut évidemment supprimer cette difficulté en recourant à une **définition « réaliste »** de la liberté, c'est-à-dire à une définition qui considère que la liberté est une chose qui est « là ».

Un exemple de définition « réaliste » a été donné par Lord Acton (1834-1902). Ce grand intellectuel libéral catholique qui, à son plus grand regret, n'avait pas pu entrer à Cambridge en raison d'une législation, abrogée de son vivant, qui interdisait l'inscription aux étudiants qui n'appartenaient pas à l'Eglise Réformée d'Angleterre, **traite souvent de la « liberté » mais ne désigne sous ce mot rien d'autre que la liberté religieuse.** Pourtant, il ne la présente pas comme telle. Il parle de liberté tout court. Voici sa définition : « Par liberté, j'entends l'assurance que tout homme sera protégé, lorsqu'il accomplit ce qu'il croit être son devoir, contre l'influence de l'autorité et des majorités, de la coutume et de l'opinion ».

Mieux vaut procéder plus prudemment et mener une enquête préliminaire avant de définir ce terme. La liberté est avant tout un mot. Ce n'est pas « seulement » cela mais c'est d'abord cela. Essayons de voir ce que nous apprend la linguistique. La **définition d'un objet matériel** est plutôt aisée. Si l'on désire se faire comprendre par l'interlocuteur, il suffit de montrer l'objet. Si on utilise deux mots différents pour parler du même objet, on peut en déduire qu'il s'agit de deux mots équivalents. Ainsi, les biologistes de divers pays peuvent s'entendre sur le sens de mots en désignant les phénomènes auxquels ils renvoient.

La définition se corse quand elle porte sur un objet immatériel. En ce cas, il est impossible de montrer concrètement à quoi renvoie le mot. Par exemple, **la justice, le droit, l'Etat.** On ne peut pas en parler comme du soleil ou de la lune. Pourtant d'éminents auteurs pensaient que de tels mots renvoyaient à une chose très concrète. Ainsi John Austin, célèbre fondateur de la théorie du droit, affirmait que sa définition du droit correspondait au « droit correctement défini » sans jamais émettre le moindre doute qu'il existe un droit correctement défini. Hans Kelsen définissait l'Etat comme étant « l'ordre légal ».

Pourtant, cette croyance naïve selon laquelle les choses non matérielles peuvent être correctement définies s'effondre rapidement dès qu'on essaye de traduire, par exemple, en italien ou en français des termes juridiques tels que « trust », « equity » ou « common law ». Il n'existe pas – et ne peut exister – un dictionnaire qui nous donnera l'équivalent italien ou français du mot. **Ce sont des « entités »** mais on ne peut, en les employant, désigner une réalité immédiatement compréhensible aux personnes qui non seulement parlent une langue différente mais vivent dans un autre système juridique. A la place d'une définition, il faut une longue explication.

Quand des termes techniques sont introduits dans le langage courant, ils deviennent rapidement des termes non techniques ou semi-techniques parce que plus personne ne s'embarrasse de connaître leur signification d'origine. Ainsi, **quand on utilise le mot « inflation », les gens entendent « augmentation des prix ».** C'est là prendre l'effet pour la cause. En réalité, l'inflation, c'est l'augmentation de la masse monétaire en circulation dans un pays. L'augmentation des prix est une conséquence de cette pratique. Confondre la cause et l'effet revient, en l'occurrence, à prendre le risque d'adopter une solution inadaptée au problème.

Un exemple frappant de confusion sémantique est fourni par l'utilisation contemporaine du mot « démocratie » dans plusieurs pays et par différentes personnes. Appartenant au langage de la politique et de l'histoire des institutions, ce mot est entré dans le langage courant. Cela génère quantité de malentendus. Souvent, ces termes techniques appartiennent à un langage technique (en l'occurrence, le langage politique) et leurs significations étaient souvent associées à d'autres mots techniques qui, eux, n'ont pas été introduits dans le langage courant parce qu'ils n'étaient pas facilement ou pas du tout traduisibles

Ainsi, le mot « démocratie » appartenait au langage politique de la Grèce à l'époque de Périclès. On ne peut en comprendre le sens sans se référer à des termes techniques tels que « polis », « demos », « ecclesia », « isonomia » et ainsi de suite. Coupés de leur sens technique, les termes techniques ou mi-techniques sont dévoyés dans le langage courant.

Hayek et Von Mises ont fréquemment insisté sur la nécessité de supprimer les confusions sémantiques. Pas seulement chez les économistes mais aussi chez les politologues. Evidemment, ces confusions ne sont pas fortuites mais correspondent à des tentatives malintentionnées de subvertir le sens de mots tels que « démocratie » pour convaincre les gens d'adopter tel ou tel comportement.

Ce processus touche les mots tels que « freedom » et son synonyme d'origine latine « liberty » ainsi qu'à certains mots dérivés tels que « libéral » et « libéralisme ». **Il est impossible de montrer une « chose » matérielle quand on se réfère à la liberté, ce qui rend la prolifération de sens beaucoup plus aisée.** Ces différents mots ont été déconnectés de leur contexte de sens : « libertas » ne peut se comprendre qu'en référence à la « res publica », le « jus civitatis », la « manus » (le pouvoir du pater familias sur sa femme, ses enfants, ses esclaves, ses terres, ses biens, etc.). De même, le mot « freedom » ne peut se comprendre sans « l'habeas corpus », la « rule of law ».

Le mot liberté est entré très tôt dans le langage courant des pays occidentaux. Cela amena à une lente déconnexion de ce terme avec le contexte politique et juridique dans lequel il était né. Finalement, au cours des cent dernières années, il a commencé à flotter sans ancrage. Les changements sémantiques ont été introduits à volonté. Des personnes habiles ont essayé d'exploiter ses connotations positives pour convaincre les autres de changer leurs modes de comportement. Quand le colonel Nasser ou les fellaghas algériens parlent aujourd'hui de leur « libertés », ils se réfèrent à

quelque chose de complètement différent de ce que voulaient dire les Pères fondateurs de la Déclaration d'Indépendance.

Les systèmes politiques anglais et américains ont été imités par les nations européennes et par leurs colonies respectives. **Dès lors, le mot « liberté signifie des choses très différentes en fonction du contexte dans lequel il est utilisé.** La liberté pour les Américains (qui se comprend notamment en référence avec l'institution de l'habeas corpus et les dix premiers amendements de la Constitution américaine) n'est pas la même chose que la liberté pour les Italiens. Même si les règles semblent identiques, elles ne fonctionnent pas de la même façon. Les affaires criminelles en Angleterre et aux Etats-Unis doivent être réglées par un « procès rapide et public » en vertu du sixième amendement de la constitution américaine alors qu'en Italie, un suspect peut être maintenu un ou deux ans en détention préventive avant d'être jugé. La liberté n'a pas le même sens dans les deux cas.

L'histoire de la conscription militaire dans les pays anglo-saxon illustre la diversité de significations du mot « liberté ». Jusqu'il y a peu, la conscription militaire était considérée comme incompatible avec la liberté par les Anglais et les Américains. Par contre, les Français ou les Allemands considéraient ce devoir comme allant de soi. Le père de Bruno Leoni, en visite en Angleterre en 1912, demandait aux Anglais pourquoi la conscription n'existait pas dans ce pays et obtenait toujours la même fière réponse: « Parce que nous sommes un peuple libre ». Désormais, la conscription existe dans les pays anglo-saxons et le sens du mot liberté a évolué en conséquence. **A cause de ces changements de sens du mot « liberté, des relations que l'on tenait pour acquises auparavant sont maintenant perdues** et des contradictions apparaissent qui sont assez étranges aux yeux des techniciens mais que les autres acceptent volontairement ou non.

Ainsi, les pouvoirs légaux sans précédents qui ont été conférés aux syndicats en Angleterre et aux Etats-Unis illustrent bien ces « contradictions ». Le Trade Disputes Act de 1906 conférait au syndicalisme britannique une position aussi privilégiée que celle dont bénéficiait encore la Couronne britannique dix ans auparavant en dépit des actes injustes et abusifs perpétrés sous son nom. Cette loi accordait à un groupe de personnes (les membres du syndicat) une protection contre les poursuites judiciaires relativement à une série d'actions qui, auparavant, avaient toujours été exposées à des poursuites parce qu'elles causaient une perte ou un préjudice aux intérêts d'autrui (en l'occurrence l'employeur). Par ailleurs, un pouvoir politique énorme a été conféré aux syndicats anglais par le Trade Union Act de 1912 et le Trade Disputes and Trade Union Act de 1946, autorisant ces derniers à dépenser l'argent de leurs adhérents à des fins étrangères à l'action syndicale et sans même consulter ces derniers.

Le Norris-LaGuardia Act de 1932 aux Etats-Unis, pendant américain du Trade Disputes Act de 1906, a limité les juges fédéraux dans leur utilisation des injonctions pour les conflits de travail. **En droit américain, les injonctions sont des ordres de tribunaux imposant à certaines personnes de ne pas faire certaines choses qui causeraient des pertes qu'aucun procès en compensation ne pourrait réparer.**

Les tribunaux n'avaient pas de préjugés contre les syndicats mais ils adoptaient vis-à-vis d'eux les mêmes principes que ceux qu'ils appliquent contre toutes les personnes qui conspirent par exemple pour détériorer la propriété d'autrui. Que ces personnes soient des fonctionnaires syndiqués ou des membres de syndicats ne changeait rien à l'affaire. Il fallait protéger les employeurs contre ces atteintes. A cet égard, le terme « libéré de la contrainte » avait pour les juges une signification technique évidente, à savoir la situation qui, pour l'employeur, résulte du fait que les tribunaux ont procédé à des injonctions contre les syndicats qui les menacent. **Après la mise en vigueur du Norris-LaGuardia Act, on a dit, par un retournement sémantique, que les syndicats, « libérés » de la menace de subir des injonctions, furent « libérés de la contrainte » des tribunaux !** Par contre, les employeurs étaient désormais démunis face aux syndicats qui pouvaient les menacer impunément de causer des dommages si on ne satisfaisait pas leurs exigences.

Un autre détournement sémantique extraordinaire en la matière est celui que les syndicats ont réussi à faire subir au terme « interférence ». Le sens premier de ce terme juridique est le suivant : « personne ne devrait interférer avec les activités légitimes de qui que ce soit si interférer signifie faire usage de la coercition, de la fraude, de l'intimidation, de la restriction ou de paroles insultantes ». Un employé qui quitte General Motors pour aller travailler chez Chrysler n'interfère pas. Par contre, le Wagner Labor Relation Act de 1935 a interprété le terme « interférence » de telle manière qu'un employeur qui décidait d'engager préférentiellement des candidats non syndiqués aux syndiqués, était considéré comme « interférant » avec les activités syndicales.

Le résultat de ce détournement est surréaliste : alors que les syndiqués qui menacent leurs employeurs de dommages ne sont pas considérés, ce faisant, comme « interférant » avec l'activité des entreprises, les employeurs sont, eux, considérés comme interférant bien qu'ils ne contraignent personne à faire quoi que ce soit. Les énormes groupes de pression et de propagande ont promu et prouvent encore dans le monde entier des changements sémantiques de la signification du mot « liberté » dans le langage courant. Ils ont inversé son sens pour le rendre applicable à désigner la condition d'individus vivant dans un système au sein duquel ils n'ont d'autre droit que celui d'obéir aux ordres.

Dès lors, on ne peut clairement utiliser le mot liberté et être correctement compris sans définir clairement le sens que l'on attache à ce mot. **Dans cette tentative de définir la liberté, l'approche « réaliste » ne peut malheureusement pas réussir car la liberté n'est pas une entité qui existerait indépendamment des gens qui en parlent.** Or, la liberté n'est pas comme un objet que l'on peut montrer.

Chapitre II : « Liberté » et « contrainte »

Mieux vaut, dit Leoni, abandonner le projet d'une définition « réaliste » de la liberté et attaquer le problème par une enquête préliminaire concernant la nature et l'objectif d'une telle définition. On peut **distinguer deux types de définitions** :

- la **définition « stipulative »** : définition qu'un auteur se propose d'adopter pour un mot ;
- la **définition « lexicographique »** : sens que les gens donnent communément au mot dans l'usage courant.

Puisque la liberté ne correspond pas à un « objet » qu'on peut aisément désigner, mieux vaut non pas restituer mais donner un sens à ce mot. Non pas le décrire mais le créer. La philosophie linguistique nous apprend qu'à côté du langage « **descriptif** », **il y a le langage « persuasif », c'est-à-dire celui où l'on élabore un sens aux mots qui permet d'inciter les gens à adopter certaines croyances** ou certains types de comportement. Tel est l'objectif des définitions « stipulatives ».

A première vue, les définitions stipulatives semblent être une solution au problème. Stipuler, c'est faire dépendre entièrement la définition de celui qui stipule ou au plus d'un partenaire qui est d'accord avec celui qui stipule. Ces définitions sont foncièrement arbitraires. Ainsi, **Humpty Dumpty**, l'un des personnages que Lewis Caroll a créé dans son célèbre « Alice au Pays des Merveilles », **faisait dire aux mots ce qu'il voulait qu'ils disent**. Ni plus ni moins. Alice était sceptique : pouvez-vous réellement faire signifier aux mots tant de choses différentes ? Humpty Dumpty répond : « la question est qui doit être la maître, c'est tout ». C'est-à-dire que **la question n'est pas de savoir si on a le droit de donner arbitrairement des définitions aux mots mais si on a le pouvoir d'imposer ces significations à la société**.

Le problème, c'est que les définitions stipulatives fonctionnent très bien dans certains domaines (par exemple dans la logique et les mathématiques) **mais beaucoup moins dans d'autres**. Le triangle est un concept. C'est un concept parmi une multitude d'autres dans le domaine des mathématiques. Les mathématiciens le définissent avec soin dans le départ. La liberté est aussi un concept. On peut le définir. Mais pas de manière arbitraire. Car, pour beaucoup de gens, la liberté est une raison de vivre. Hormis quelques mathématiciens (et encore), il est douteux que les gens se battaient pour des triangles. Par contre, beaucoup de gens sont prêts à mourir pour la liberté.

Pourquoi les gens se battent-ils pour la liberté et non pour les triangles ? Parce qu'ils disent qu'ils ont « maintenu », « perdu », « restauré » la liberté mais ne disent pas cela des triangles. Dès lors, même si la liberté n'est pas une chose concrète, c'est néanmoins une réalité. Ce n'est pas une pure entité nominale. Ce n'est pas quelque chose à propos de laquelle on peut proposer une définition stipulative comparable à celles mathématiques et de la logique.

Ici, il faut tenir compte de la définition lexicographique. Si on stipule sur un terme qui concerne autant de monde, on ne peut faire l'économie des significations du langage courant. Les stipulations sont simplement des dispositifs utiles pour transmettre aux autres quelque chose que nous voulons qu'ils sachent. C'est un moyen de communiquer, de transmettre de l'information. Mais l'information elle-même ne peut pas être stipulée. **Pour qu'une stipulation soit possible, il faut qu'existe un facteur commun qui permet sa communication.** Cela peut-être une intuition en mathématique, une expérience sensorielle en physique, une expérience psychologique en politique, mais ce facteur commun ne peut, lui, être un sujet de stipulation.

Dès lors, il ne serait pas très utile de faire une définition stipulative de la liberté qui ne transmettrait pas aux gens certaines informations incluses dans le sens véritable de ce mot tel qu'il est déjà compris. **Si une définition stipulative de la « liberté » veut faire sens, elle doit transmettre de l'information.** Autrement, elle ne sera adoptée par personne. Si elle est complètement personnelle à l'auteur, elle ne « touchera » personne et personne ne la relayera.

Une définition réellement effective de la liberté doit par conséquent passer par une recherche lexicographique. Ainsi, la « liberté » est un mot utilisé par les gens dans le langage courant pour signifier **certains types d'expériences psychologiques.** Ces dernières varient dans le temps et l'espace et sont également liées à des concepts abstraits. Une définition stipulative est possible, utile et même nécessaire mais ne peut être purement abstraite. Elle doit se rattacher à des significations que les gens attachent réellement aux mots dans le langage courant.

Quelles sont ces significations ? La liberté est un mot à connotations positives. Les gens usent de ce mot pour désigner leur attitude positive autour de ce qu'ils appellent « être libre ». **Etre libre, c'est être libre de quelque chose et cette chose sera forcément négative.** On ne va pas dire : « je suis libéré de la bonne santé » ; « je suis libéré de l'argent », etc. Etre libéré de quelque chose veut plutôt dire « être libéré de quelque chose qui n'est pas bon pour nous ». Evidemment, la liberté, c'est aussi la liberté de faire quelque chose. Mais **la présence d'une implication négative dans le terme liberté est indéniable** et cela aussi bien en Europe qu'aux Etats-Unis.

Plus précisément, la liberté signifie une attitude négative par rapport à la « contrainte ». Dans le langage courant, « liberté » et « contrainte » **sont des termes antithétiques.** On peut aimer la contrainte. Tolstoï disait que les officiers de l'armée russe aimaient la vie militaire parce qu'elle s'est avérée une sorte de « paresse forcée ». **Même si cela nous paraît bizarre, beaucoup de gens aiment la contrainte.** Aristote divisait les gens en deux catégories : ceux qui sont nés pour décider et ceux qui sont nés pour obéir.

Mais, même si on apprécie la « contrainte », **ce serait un abus de langage de dire que la « contrainte », c'est la liberté.** Cela dit, l'idée que la « contrainte » est quelque chose d'associé de très près à la liberté est au moins aussi vieille que l'histoire des théories politiques du monde occidental. La principale raison, c'est que personne ne

peut être « libéré » d'autrui si autrui est « libre » de le contraindre d'une façon ou d'une autre. Pour le dire autrement : **chacun est libre s'il peut contraindre les autres à s'abstenir de la contraindre à certains égards. En ce sens, liberté et contrainte sont inévitablement liées.**

Cette contrainte est uniquement une contrainte « négative », c'est à-dire une contrainte imposée exclusivement aux autres pour les faire renoncer à contraindre à leur tour. Ce n'est pas un jeu de mot. C'est la description abrégée de la signification des mots dans le langage courant. **Les gens ont un pouvoir négatif leur permettant d'être dits « libres »**. Un « marché libre » et un marché libre de la contrainte. De la contrainte de quoi ? De la contrainte excessive du gouvernement mais aussi de la contrainte de ceux qui volent, menacent ou abusent, c'est-à-dire des actions de personnes que, précisément, le contrainte gouvernementale peut empêcher d'agir en ce sens.

Von Mises définit la liberté de la manière suivante :

« (...) la liberté est un terme employé pour décrire les conditions sociales des membres individuels d'une société de marché au sein de laquelle le pouvoir de **l'appareil hégémonique indispensable**, l'Etat, est limité sous peine de mettre en danger le fonctionnement du marché ».

L'économiste parle bien de « l'appareil hégémonique indispensable ». Il vise ici implicitement (mais sans l'avoir néanmoins écrit), le contrôle imposé par l'exercice du pouvoir policier. **L'Etat n'est donc pas**, contrairement à la conception simpliste qu'on peut avoir du libéralisme, **seulement une chose à limiter mais aussi et surtout cette chose que nous utilisons pour limiter les actions des autres. Chaque économiste devrait davantage prendre conscience du fait que chaque acte économique est**, en règle générale, **également un acte légal dont les conséquences peuvent être imposées par les autorités.**

Les économistes ont longuement débattu sur la distinction entre travail productif et improductif. Un certain Lindley Frazer a étudié le **travail « malproductif »**, c'est-à-dire le travail qui est utile pour le travailleur mais pas pour ceux pour qui ou contre qui il travaille. C'est le travail des mendiants, des maître-chanteurs et des voleurs. Si ce « travail » n'est pas pris en compte, c'est parce qu'il est généralement illégal. Cela prouve une chose : **les économistes considèrent que les besoins à prendre en considération sont uniquement ceux qui sont compatibles avec le droit existant de la plupart des pays.** Economie et droit sont liés. **Un marché libre n'est pas « naturel ».** **Il a besoin du droit pour exister.** Un marché n'est pas plus naturel qu'un gouvernement

La prise de conscience de ce lien a fait germer l'idée que l'accroissement de la liberté pouvait être compatible avec l'accroissement de la contrainte. Mais cette idée erronée résulte du même type de confusion des termes qui a déjà été dénoncé. Von Mises dit que la liberté est un concept humain. Cela ne veut pas dire qu'un homme est libre

uniquement quand il est libéré, hors d'atteinte du pouvoir des autres hommes. Cela veut dire aussi qu'il est libéré de la maladie, de la peur, du besoin, etc. Cela a généré une nouvelle confusion. Laquelle ? Celle existant entre :

- être libéré de la contrainte du besoin,
- être libéré de la contrainte des autres hommes.

Certains penseurs, aussi bien anciens que modernes, ont prétendu que cela était la même chose. Ils ont soutenu l'idée que **si certains manquent de choses nécessaires, c'est qu'ils en sont injustement privés par les autres.** Les stoïciens d'abord, les Pères de l'Eglise (tels Saint-Ambroise) ensuite, les marxistes enfin **considérait que l'origine de la propriété, c'est simplement la violence.** Ils estiment qu'il existait, **au tout début, un état où toutes les choses étaient communes à tout le monde.** Karl Marx distingue plusieurs étapes dans l'histoire humaine : une étape où les relations de production étaient fondées sur la coopération, une seconde où quelques personnes ont pris le contrôle des facteurs de production mettant ainsi une minorité dans la position d'être nourrie par la majorité.

La confusion sémantique dans l'usage du mot « commun » introduite par les stoïciens et les premiers Pères chrétiens dans cette relation, a été entretenue par toutes sortes de mensonges de la part des socialistes modernes. C'est là qu'on trouve l'origine de cette tendance actuelle consistant à associer le fait d'être « libéré du besoin » avec le fait d'être « libéré de la contrainte des autres ». **Qui a décrété que les choses étaient communes à tous ?** Tout comme les Pères de l'Eglise, les avocats du communisme justifient cette idée par le fait que la lune, le soleil et la pluie sont communes à tous les hommes et que, dès lors, il n'y a pas de raison d'affirmer que toutes les autres choses (en ce compris les terres) ne sont pas communes à tous. **La confusion sémantique tient au fait que le mot « commun » n'est pas utilisé avec la même signification** dans les deux cas. On ne parle pas de la même chose. **Il n'y a pas de rareté des rayons de lune alors qu'il y a rareté de terres.**

Cette confusion est associée à son tour avec une autre. Si un médecin, un épicier et un avocat débutant dans la profession attendent leurs premiers clients et que ceux-ci ne viennent pas, il serait abusif de prétendre que ces clients forcent le médecin, l'épicier et l'avocat à mourir de faim. Personne n'a exercé de contrainte à leur égard du simple fait de ne pas s'être présentés chez eux. **Si un client se présente et propose un prix extrêmement faible pour acheter un bien ou un service et que le médecin, l'épicier et l'avocat acceptent, cela n'a aucun sens de dire que ce client les aurait « contraints » à accepter son tarif.**

Toutes les théories socialistes sur la prétendue « exploitation » des travailleurs par les employeurs et des « dépossédés » par les « possédants » s'enracinent dans cette confusion sémantique. L'idée d'exploitation présuppose que les employeurs faisaient usage de la « contrainte » sur les travailleurs pour leur faire accepter les maigres salaires de leur dur labeur. Selon la signification admise par le langage courant, vous êtes « libre » quand vous pouvez contraindre les gens à s'abstenir de vous contraindre. C'est

d'ailleurs le type de justification mobilisée pour le Trade Disputes Act de 1906 analysé précédemment : les syndicats recevaient le privilège de contraindre les employeurs à accepter leurs exigences pour éviter que ces derniers ne contraignent les travailleurs à accepter de bas revenus au lieu de salaires élevés.

En réalité, des historiens impartiaux tels que Thomas S. Ashton ont démontré que **la situation générale des classes pauvres** de la population anglaise après les guerres napoléoniennes **n'ont rien à voir avec le comportement des entrepreneurs de la nouvelle ère industrielle** de ce pays et que **l'origine de cette pauvreté remontait loin dans l'histoire ancienne de l'Angleterre**.⁶⁴ De nombreux économistes ont par ailleurs prouvé que de bons salaires dépendent du rapport entre le montant du capital investi et le nombre de travailleurs. Ce n'est pas parce que les entrepreneurs ne réalisent pas, quelle qu'en soit la raison, d'énormes investissements dans les machines qu'on peut dire d'eux qu'ils « contraignent » les travailleurs à accepter de bas salaires. On ne peut affirmer que les entrepreneurs de l'époque industrielle « contraignaient » les travailleurs à habiter dans de vieilles maisons insalubres simplement parce qu'ils n'avaient pas construit pour leurs travailleurs un nombre suffisant de nouvelles et bonnes habitations.

Ces définitions « persuasives » de la contrainte sont le fait de groupes de propagande et il en résulte que des gens sont accusés (voire parfois condamnés) d'avoir « contraint » des personnes avec lesquelles ils n'ont jamais eu affaire. C'est d'ailleurs un des ressorts de la propagande d'Hitler avant et pendant la seconde guerre mondiale. **Hitler accusait le Canada et les Etats-Unis de « contraindre » les Allemands à se contenter de leurs pauvres ressources matérielles et de leurs territoires** comparativement plus étroits. Mussolini usait, lui aussi, du même argument. Bien après la guerre, on entendait cette thèse que les « possédants » de l'Italie « condamnaient » les « dépossédés » à vivre pauvrement, que les habitants du Nord de l'Italie « contraignaient » ceux du Sud à se contenter des revenus de l'agriculture au lieu de ceux des industries du bâtiment, etc.

Sans se faire beaucoup d'illusion sur la capacité de réconcilier les points de vue, Leoni estime qu'une clarification sémantique serait beaucoup plus utile qu'on le croit généralement.

64 A cet égard, on consultera le très intéressant ouvrage collectif de T.S. Ashton, L. Hacker, F.A. Hayek, W.H. Hutt and B. de Jouvenel (edited by F.A. Hayek), **Capitalism and the Historians**, 1954, the University of Chicago Press

Chapitre III : La liberté et la Rule of Law

Il est difficile d'expliquer ce que les anglophones entendent par l'expression « Rule of Law ». Le sens de ces mots a changé au cours des soixante dernières années et ce détournement du sens est, selon Hayek, une « révolution silencieuse ». Mais la formule « Rule of Law » a autrefois correspondu à une idée qui, comme l'écrit Hayek, « a entièrement conquis les esprits, sinon la pratique, des nations occidentales » si bien que « peu de gens doutaient qu'elle était destinée bientôt à gouverner le monde ». L'histoire de ce processus ne peut être encore écrite car elle est toujours en cours mais elle concerne tous les pays occidentaux qui ont participé et participent toujours à l'idéal judiciaire signifié par l'expression « Rule of Law », mais aussi à l'idéal politique désigné par le mot « liberté ».

Hayek ajoutait : « **C'est dans une discussion technique concernant le droit administratif que le sort de notre liberté est décidé** ». Leoni préfère dire que cette destinée est également décidée à d'autres endroits (les parlements, la rue, la maison, les esprits, etc.). Le changement en cours n'est pas révolutionnaire selon Leoni mais progressif. Il ne résulte pas, contrairement à ce que pense Hayek, de la décision de techniciens, avocats et fonctionnaires mais bien d'un mouvement, d'une tendance générale dans la population. C'est une confusion sémantique, comparable à celle de la confusion sémantique concernant le terme liberté mais tout aussi importante quoique beaucoup moins évidente.

Depuis l'époque de Montesquieu et de Voltaire, les penseurs de l'Europe continentale, en dépit de leur sagesse, de leur instruction et de leur admiration pour le système politique britannique, **n'ont pas été en mesure de comprendre la signification correcte de la Constitution britannique**. C'est le cas de Montesquieu en ce qui concerne son interprétation de la séparation des pouvoirs en Angleterre alors que ces derniers n'ont jamais été réellement séparés (cette erreur a, quoi qu'il en soit, eu des répercussions gigantesques sur les pays anglophones eux-mêmes). Mais, inversement, le juriste britannique Albert Venn Dicey (1835-1922) a commis une erreur fondamentale d'interprétation du droit administratif français.

Leoni estime néanmoins que ces deux erreurs d'interprétations sont moins fondamentales que celles des savants et gens ordinaires qui, essayant d'adopter la « Rule of Law » en Europe - sous la forme de « **l'Etat de Droit** » en France, du « **Rechtsstaat** » en Allemagne et du « **Stato di diritto** » en Italie - se sont imaginés que l'imitation continentale était très ressemblante au modèle. Ce n'est pas le cas. Cela dit, l'idéal de la Rule of Law et celui de ses correspondants continentaux ont néanmoins beaucoup en commun.

La suprématie du droit est la principale caractéristique de la « Rule of Law » citée par Albert Dicey. Comme le mentionne le vieux droit des tribunaux anglais :

« **La loi est le bien le plus important dont le roi hérite, car lui et tous ses sujets sont gouvernés par elle**, et sans elle il n'y aurait plus ni droit ni royaume ». ⁶⁵

Selon Dicey, **la suprématie de la loi était à son tour un principe qui correspondait à trois autres concepts** et qui impliquaient dès lors **trois sens différents et concomitants** de l'expression « Rule of Law » :

- (I) **L'absence de pouvoir arbitraire** des gouvernements pour punir les citoyens ou pour commettre des actes allant à l'encontre de la vie ou de la propriété ;
- (II) **L'assujettissement de tout homme**, quel que soit son rang ou quelle que soit sa condition, à la loi ordinaire du royaume et à la juridiction des tribunaux ordinaires ;
- (III) une **prédominance de l'esprit légal** au sein des institutions anglaises grâce auquel, comme l'explique Dicey, « les principes généraux de la constitution anglaise (comme par exemple le droit à la liberté personnelle ou le droit de réunion publique) sont le **résultat de décisions judiciaires**... ; tandis que, sous de nombreuses constitutions étrangères, la sécurité donnée aux droits des individus résulte ou semble résulter des principes généraux (abstraits) de la constitution ».

Le système américain est un exemple typique d'un Etat vivant sous la Rule of Law. Les libertés individuelles et les principes inscrits dans leur Constitution et dans les dix premiers amendements en témoignent. Leur système s'enracine dans la tradition anglaise. Le bill of rights écrit n'était pas considéré, dans un premier temps, comme nécessaire par les Pères Fondateurs qui ne l'ont même pas inclus dans la Constitution même. Enfin, une autre preuve qu'il s'agit typiquement d'un système de Rule of Law, c'est l'importance accordée aux décisions judiciaires des tribunaux ordinaires.

Friedrich Hayek a pris en compte quatre caractéristiques qui correspondent dans une certaine mesure, bien que pas complètement, à la description de Dicey. Il s'agit de **quatre critères pour déterminer si la Rule of Law prévaut ou non** :

- **généralité de la loi ;**
- **égalité de la loi ;**
- **certitude de la loi ;**
- le fait que **l'action administrative** doive puisse toujours être **contrôlée par de tribunaux indépendants** lorsqu'elle interfère avec la personne où la propriété d'un citoyen.

La « **généralité de la loi** » est ce qui, selon Hayek, distingue la loi du décret. Le décret est une décision de l'exécutif. La loi, elle, ne doit **jamais concerner les individus**

65 B. Leoni, **La Liberté et le Droit**, Les Belles Lettres, 2006 (1961), p.109

particuliers ni être mise en vigueur si, au moment de sa promulgation, on peut prédire quels individus particuliers elle favorisera ou lésera. C'est sans doute un prolongement de l'idée de Dicey qui exclut le pouvoir arbitraire du gouvernement.

Concernant « **l'égalité de la loi** », il y a ici une différence entre Dicey et Hayek. Hayek estime qu'il faut des tribunaux administratifs indépendants pour protéger le citoyen des abus de l'administration. Selon lui, Albert Dicey avait tort de croire que le droit administratif français en particulier (et le droit administratif des autres pays du continent européen en général) était arbitraire parce qu'il n'était pas administré par des tribunaux ordinaires. Dicey estimait en effet que seuls des tribunaux ordinaires pouvaient protéger le citoyen. **L'existence de juridictions administratives rendait, selon lui, les jugements partiiaux.** Dans un litige entre un citoyen et un fonctionnaire, la juridiction administrative risquait de prendre position préférentiellement pour le fonctionnaire. Dès lors, concluait Dicey, l'égalité de la loi pour tous les citoyens n'était pas vraiment respectée sur le continent.

C'est là, dit Hayek, une « erreur fondamentale » d'analyse. Erreur qui a eu des conséquences car, outre qu'il la propageait, Dicey, sur base de cette erreur, a énormément contribué, du fait de son immense influence, à empêcher l'apparition de ce genre de juridictions en Angleterre. **En réalité, estime Hayek, le Conseil d'Etat procure, aussi bien en France que dans la plupart des pays de l'Europe occidentale, une protection relativement impartiale et efficace** contre « l'arrogance du pouvoir ». Cela dit, le fait que ce genre de juridiction ne soit pas apparue en Angleterre s'explique plus par la réticence des Anglais à importer des concepts européens sur leur territoire (idée « horrificante » pour beaucoup d'entre eux) que par la répugnance de Dicey vis-à-vis de ces juridictions.

Dicey et Hayek soutiennent tous deux que des tribunaux indépendants de l'exécutif sont essentiels pour accorder aux citoyens l'égalité devant la loi. Mais ils divergent sur la question de savoir s'il faut un ou deux ordres judiciaires différents. Dicey estime qu'il n'en faut qu'un alors que Hayek considère qu'il en faut un pour juger les conflits entre les citoyens ordinaires et un autre pour régler ceux survenant entre les citoyens ordinaires d'une part et les fonctionnaires de l'Etat d'autre part. Leoni pense que Dicey a raison parce que l'existence de deux ordres judiciaires accrédite l'idée que l'égalité des citoyens devant la loi n'est pas réellement respectée en raison de l'absence d'un seul droit sur un seul territoire.

Une tendance contemporaine vise à subordonner les intérêts de l'individu à ceux des fonctionnaires publics en autorisant ces derniers à identifier une partie de la controverse avec « l'intérêt public » et à lui donner une plus grande importance et cela peu importe que ces points soient jugés par des tribunaux indépendants ou non. Cette « suprématie » de l'administration sur l'individu s'exprime désormais dans tous pays en Europe occidentale et, dans une certaine mesure, dans tous les pays du monde. En vertu de cette tendance, les fonctionnaires seront favorisés par rapport aux citoyens. Ils ne sont plus au même niveau. **Dicey a raison, estime Leoni, de considérer qu'il ne faudrait qu'un seul ordre judiciaire et un seul droit à prendre en compte et**

que celui-ci devrait être en conformité avec la Rule of Law. Dès lors, les tribunaux administratifs ne sont pas souhaitables. Seuls les tribunaux ordinaires le sont.

Cette conclusion découle logiquement du principe d'égalité devant la loi. Dicey se réjouit du fait qu'en Angleterre règne l'égalité légale ou « **l'assujettissement universel de toutes les classes à un seul droit administré par des tribunaux ordinaires** » : tous les fonctionnaires, du premier ministre jusqu'au constable ou au collecteur d'impôts, sont soumis aux mêmes responsabilités pour chaque fait commis sans justification légale, au même titre que les autres citoyens. Mais cette situation décrite par Dicey en 1885 n'est plus celle qui prévaut de nos jours nous dit Leoni. Aujourd'hui, un grand nombre de procès dans lesquels l'exécutif est partie du conflit, sont purement et simplement supprimés des juridictions ordinaires.

Le principe « d'égalité devant la loi » a été détourné au point de devenir parfois purement formel voire protocolaire. Il est en effet possible, si l'on se détourne de l'esprit de la Rule of law, de créer autant de catégories de gens que nous voulons pour leur appliquer des lois particulières. Evidemment, au sein de chacune de ces catégories, ils sont considérés comme pareillement « égaux » devant la loi particulière qui leur est applicable. Leoni fournit des exemples : la loi distingue, par exemple, entre diverses catégories de propriétaires. Certaines catégories sont lourdement pénalisées alors que d'autres le sont moins voire pas du tout. Ces gens ne sont pas traités de façon égale par la loi du territoire, dans le sens voulu par Dicey.

Ce phénomène - l'existence de plusieurs droits valables à la même époque pour des catégories différentes de citoyens au sein d'un même pays mais les traitant différemment - est également **une atteinte directe au principe de la généralité de la loi.** On crée plusieurs « genres » pour lesquelles on élabore des lois « générales ». On peut même considérer que chacun de ces genres se subdivise en plusieurs « espèces ».

« **L'esprit légal** » est, selon Dicey, un attribut spécifique des institutions britanniques. L'ensemble du **système politique anglais est fondé sur des principes généraux qui résultent des « décisions judiciaires qui déterminent les droits des personnes privées** dans des cas particuliers portés devant les tribunaux ». Sur le continent, par contre, la sécurité accordée aux droits des individus vient ou semble provenir des principes généraux de la Constitution qui, elle, émerge d'un acte législatif. Il compare ainsi le système anglais et le système belge : **en Belgique, les droits individuels sont des « déductions » tirées des principes de la Constitution alors que les droits individuels anglais sont des « inductions », des généralisations fondées sur des décisions particulières prononcées par les juges.** La Constitution française de 1791 a proclamé une série de droits. Or, jamais dans l'histoire, on en a vu, estime Dicey, d'aussi « incertains voire inexistantes ».

La raison de ces différences ? Dicey répond qu'il s'agit du manque de compétences légales des législateurs. Pourtant, il n'était pas opposé au principe de constitutions écrites vu qu'il admirait la constitution américaine. Mais, c'est parce que ce système était un système de type rule of law. Par contre, si on compare le système juridique

britannique aux autres systèmes du continent européen, le premier était plus « certain » que le second.

La « certitude » est un point qui retient beaucoup l'attention de Hayek. Selon cet auteur, la certitude de la loi est **probablement la condition la plus importante pour les activités économiques de la société**. Elle a beaucoup contribué à une plus grande prospérité du monde occidental par rapport à l'Orient, où la certitude de la loi n'est pas arrivée aussi tôt. Mais qu'est-ce que la certitude de la loi ? Ni Hayek ni Dicey n'ont réellement approfondi la question, affirme Leoni. Il va, dès lors, s'y employer lui-même.

Différentes significations de l'expression « certitude de la loi » peuvent être à l'origine de la plupart des malentendus entre les penseurs anglais et ceux d'Europe continentale. Dicey liait la certitude à l'absence de règles écrites. **Pour que les règles soient « certaines », il importe qu'elles ne soient pas écrites**. Cela peut sembler bizarre mais c'est fort logique : le droit commun traditionnel britannique, en ce compris le droit constitutionnel, sera plus « certain » s'il n'est pas écrit car ainsi il ne sera pas aisément révisable par une majorité législative.

Les principales attaques contre « l'incertitude » de la jurisprudence viennent de l'école réaliste qui, elle, considère au contraire que la certitude réside dans une formule écrite avec précision dont les mots ne doivent pas être changés à volonté. Cette école démontre une tendance qui donne une importance toujours plus grande au droit statutaire par rapport à la jurisprudence. La certitude est alors associée à des formules écrites avec précision.

Quel sens donne Hayek à cette notion ? Pour lui, la certitude implique également l'écrit et la précision. **Il n'est pas opposé au principe de la délégation de l'élaboration des règles à une sorte d'autorité non élue**. Pareille délégation n'est pas nécessairement contraire à la Rule of Law si cette autorité s'est bornée à établir et à publier les règles avant leur mise en application. Là où il y a problème, c'est le fait qu'on ait donné à des autorités le pouvoir d'exercer la coercition sans règles, parce qu'aucune règle générale ne peut être formulée pour l'exercice des pouvoirs en question.

Ce qui compte pour Hayek, c'est que le droit administratif soit administré par des tribunaux indépendants en dépit de l'existence de cette chose singulière que l'on appelle le « droit administratif ». Peu importe que ces tribunaux soient spéciaux ou non. **Ce qui importe aussi, c'est que ces règles soient générales, clairement établies et publiées à l'avance**. Des réglementations établies en temps échu et portées à la connaissance des citoyens permettent à ces derniers de **prévoir ce qui arrivera au niveau légal en conséquence de leur comportement**.

C'est là une interprétation classique de la certitude de la loi. C'est même la plus connue. **Elle prend racine dans l'Antiquité, dans cet idéal du « gouvernement des lois », dans cet idéal d'un droit écrit, conçu de façon générale et connu par tous les citoyens**. Les lois étaient inscrites sur les murs des bâtiments et sur des morceaux de bois ou

de pierre. Aristote voulait prémunir ses concitoyens contre le préjudice d'une règle arbitraire, contingente et imprévisible.

Cet idéal de certitude a été implanté et renforcé en Europe continentale suite à une longue succession d'évènements. Le « Corpus Juris Civilis » justinien a été pendant de longs siècles l'ouvrage au sein duquel l'idéal de certitude de la loi, compris comme la certitude d'un **droit écrit**, semblait être incarné aussi bien dans les pays latins que germaniques. Cet idéal s'est accentué aux XVII^{ème} et XVIII^{ème} siècles quand les gouvernements absolutistes ont voulu s'assurer que les juges n'altéraient pas le sens de leurs règles. **Le XIX^{ème} fut l'époque des constitutions et des codes écrits** en Europe avec cette idée que des formules écrites avec précision protégeraient la société contre des tyrans éventuels. Les gouvernements et les tribunaux ont accepté cette interprétation de l'idée de la certitude de la loi comme étant la précision d'une formule écrite. On le voit, **l'idée continentale de la certitude de la loi correspondait à l'idée d'une formule écrite en des termes bien précis.**

Nous sommes, dit Leoni, obligés d'admettre que les règles générales, formulées par écrit en des termes précis, constituent un progrès par rapport aux ordres et aux décrets imprévisibles des tyrans. **Mais tout ceci ne nous fournit aucune assurance d'être « libérés » des autorités. Le problème ici est que le processus d'élaboration de la loi se fait par le biais de la législation.** Et ce processus conduit à **l'inflation législative.** Rien qu'en une année, deux mille lois sont adoptées par an en Italie. Certaines lois contiennent des centaines d'articles et il est assez fréquent que certaines lois soient incompatibles avec d'autres. Dès lors, personne ne peut prédire la durée de vie des lois : un an, un mois, un jour ?

Nous sommes toujours « certains » en ce qui concerne le contenu littéral de chaque règle à n'importe quel moment (quoique il y ait souvent des ambiguïtés dans le texte) mais nous ne sommes jamais « certains » que demain nous aurons les mêmes règles qu'aujourd'hui. **Telle est la certitude au sens grec et continental. Mais il en existe une autre qui est plus conforme avec l'idéal de la Rule of Law.**

Chapitre IV : La liberté et la certitude de la loi

La conception grecque de la certitude de la loi était celle d'un droit écrit. Mais cela n'a pas toujours été le cas. Avant, ces règles étaient coutumières et non écrites. A ce moment là, le droit n'était pas encore le « nomos » du cinquième et quatrième siècle avant Jésus-Christ, c'est-à-dire un complexe de formules écrites. **Le grand Périclès**, cité par Thucydide, a utilisé les mots suivants pour décrire le système politique et civil athénien au milieu du cinquième siècle avant Jésus-Christ. Dans sa célèbre oraison funèbre en hommage aux soldats et marins athéniens morts durant la Guerre du Péloponnèse, il décrit **l'idée grecque de la liberté au sein de la première démocratie au monde :**

« Notre constitution politique n'a rien à envier aux lois qui régissent nos voisins ; loin d'imiter les autres, nous donnons l'exemple à suivre. **Du fait que l'Etat, chez nous, est administré dans l'intérêt des masses et non d'une minorité, notre régime a pris le nom de la démocratie.** En ce qui concerne les différends particuliers, l'égalité est assurée à tous par les lois ; mais en ce qui concerne la participation à la vie publique, **chacun obtient la considération en raison de son mérite**, et la classe à laquelle il appartient importe moins que sa valeur personnelle ; enfin nul n'est gêné par la pauvreté et l'obscurité de sa condition sociale, s'il peut rendre des services à la cité. **La liberté est notre règle dans le gouvernement de la république, et dans nos relations quotidiennes la suspicion n'a aucune place** ; nous ne nous irritons pas contre le voisin s'il agit à sa tête (...). La contrainte n'intervient pas dans nos relations particulières ; une crainte salutaire nous retient de transgresser les lois de la république ; **nous obéissons toujours aux magistrats et aux lois** et, parmi celles-ci, surtout à celles qui assurent la défense des opprimés et qui, tout en n'étant pas codifiées, impriment à celui qui les viole un mépris universel ».⁶⁶

Cette idée grecque de la liberté correspond très fort à la nôtre conçue comme un maximum d'indépendance vis-à-vis de la contrainte exercée par les autres, y compris par les autorités, sur notre comportement individuel. La liberté des Grecs n'était pas la « libération du besoin » mais la libération des hommes (au sens où être libre signifie ne pas être contraint par les autres hommes). Beaucoup d'auteurs de cette époque, moins connus que Platon et Aristote, ont écrit sur cette liberté qu'ils plaçaient bien au-dessus de la prospérité. Comme le disait Démocrite, la pauvreté dans une démocratie est de loin préférable à la prospérité sous une oligarchie.

L'élaboration du droit était l'affaire des assemblées législatives populaires et les règles générales déposées sous forme écrite étaient en opposition avec les décrets arbitraires des tyrans mais les **Grecs allaient très vite se rendre compte**, au cours de la deuxième moitié du cinquième et au quatrième siècle avant Jésus-Christ, **des graves inconvénients que représentait un programme d'élaboration du droit au moyen duquel toutes les lois étaient certaines** (c'est-à-dire des formules écrites en des termes précis). Elles étaient « certaines » au sens où elles étaient précises et écrites mais personne n'était certain qu'une loi, en vigueur aujourd'hui, pourrait perdurer jusqu'au lendemain sans être abrogée ou modifiée par une loi ultérieure.

Néanmoins, les Grecs tentèrent de remédier à ce problème. La réforme de la constitution athénienne par Tisamène à la fin du cinquième siècle nous offre un exemple qui devrait inspirer politologues contemporains et politiciens. Une **procédure fut mise en place** qui, d'une part, **soumettait tout projet déposé par un citoyen à un comité spécial de magistrats** (les nomothètes) **dont la tâche était de défendre la législation antérieure vis-à-vis des nouvelles propositions** et qui, d'autre part, rendait l'auteur d'une loi adoptée responsable des dégâts causés par cette nouvelle législation si elle présentait de graves déficiences et si elle était en contradiction irrémédiable avec

66 B. Leoni, *La Liberté et le Droit*, Les Belles Lettres, 2006 (1961), p.132

des lois plus anciennes toujours en vigueur. Dans cette hypothèse, **l'auteur de la loi pouvait être jugé et condamné à des sanctions très graves** allant jusqu'à la peine de mort, même si, en pratique, les infortunés coupables n'ont eu à subir que des amendes.

Quoiqu'il en soit, la notion de « certitude de la loi » avait bel et bien changé de sens. **La certitude ne résidait plus dans le caractère pérenne ou le caractère général de la loi** mais dans le fait qu'elle était écrite et précisément formulée. Ce sens est celui qui est donné de nos jours à ce terme. On peut donc qualifier cette certitude de « **certitude à court terme de la loi** ». On peut d'ailleurs faire aujourd'hui un parallèle frappant entre les types de disposition court-termistes adoptées en matière de politique économique et la certitude à court terme des lois qui sont mises en vigueur pour sécuriser ces dispositions.

« (...) **les systèmes politiques et légaux de la plupart des pays d'aujourd'hui pourraient être définis à cet égard de systèmes court-termistes** par rapport aux systèmes classiques à long terme du passé. La célèbre maxime de lord Keynes, 'à long terme, nous sommes tous morts', pourrait être le slogan que les futurs historiens adopteront pour qualifier notre époque ». ⁶⁷

Pourtant, cet idéal de certitude n'avait pas la même signification dans la Rome antique. **La Grèce antique peut être décrite comme un pays de droit écrit mais, contrairement à ce que l'on croit souvent, ce n'est pas vraiment le cas de la Rome antique.** Nous sommes tellement habitués au Corpus Juris justinien - dont la rédaction fut fort tardive - que nous avons oublié comment fonctionnait le droit romain. **Le droit privé romain a été tenu pratiquement hors de la portée des législateurs pendant presque toute la longue histoire de la République romaine et de l'Empire.** Selon les spécialistes, le cœur du droit romain, c'est le droit civil, une série de principes qui ont évolué progressivement et qui ont été redéfinis par une **jurisprudence s'étendant sur des siècles**, avec une très faible intervention du corps législatif.

Pourtant, les Romains disposaient d'un nombre important de dispositifs législatifs : « leges », « plebis scita » et « senatus consulta » approuvés respectivement par la population ou par le sénat. Mais ils réservaient le droit statutaire à un domaine où les corps législatifs étaient directement qualifiés pour intervenir, à savoir le **droit public**, en ce compris le droit constitutionnel et le droit pénal.

A chaque fois que surgissait un différend, les citoyens pouvaient rarement fonder leurs réclamations sur une loi ou une règle écrite et précise (c'est-à-dire « certaine » au sens grec ou à court terme). Le professeur Fritz Schulz, un des plus éminents spécialistes en la matière, a souligné que **la « certitude » au sens court-termiste du terme était inconnue du droit civil romain.** Néanmoins, les Romains étaient pleinement en mesure de prévoir les conséquences légales futures de leurs actions. En témoigne le développement phénoménal de l'économie romaine.

67 B. Leoni, **La Liberté et le Droit**, Les Belles Lettres, 2006 (1961), p.137

Le droit romain fut pourtant consigné par écrit dans le code justinien et qui se retrouve dans les codes continentaux européens (France, Allemagne, Italie, etc.) mais son droit privé porte la trace de son évolution au fil des siècles sur base de la liberté et de l'individualisme. Il a été catalogué comme « bourgeois » par certains réformateurs socialistes.

Le concept romain de la certitude de la loi consistait en ceci : les changements de la loi existaient mais n'étaient jamais soudains et imprévisibles. Pourquoi ? Parce que ces changements n'étaient pas décrétés par l'autorité mais s'étaient naturellement et imperceptiblement dans le temps. Personne ne mettait en vigueur ce droit. Personne ne pouvait le changer par l'exercice quelconque de sa volonté personnelle. Le droit était « là ». Il faisait partie de l'héritage commun de tous les citoyens. **Le juriste était une sorte scientifique. Il trouvait une solution aux cas que les citoyens lui soumettaient.** Un peu comme un ingénieur résout un problème technique. **Le droit était quelque chose qui se décrivait ou se découvrait et non pas quelque chose qui était décrété.** Les relations juridiques entre les citoyens étaient placées à un niveau très similaire aux relations économiques occasionnées par le libre marché. Cela dit, le droit n'était pas moins libéré de la contrainte que le marché lui-même, car un marché vraiment libre doit nécessairement s'ancrer dans un système légal. Mais ce système légal doit être libre de l'intervention arbitraire, abrupte et imprévisible des autorités.

On pourrait objecter que le système légal romain reposait sur le droit constitutionnel qui, lui, était législatif et donc que, en dernière analyse, la liberté romaine dépendait du droit statutaire. En réalité, répond Leoni, les hommes d'Etat et politiciens romains ont été très prudents en utilisant le droit législatif pour intervenir dans la vie privée des citoyens. **Même des dictateurs comme Sylla ne sont pas intervenus dans ce domaine.** Ils auraient considéré cela comme une idée aussi absurde que le fait de vouloir changer les lois de la physique. Il est vrai que des hommes tels que Sylla ont changé la constitution à bien des égards. Pour assouvir une vengeance personnelle, Sylla a privé les habitants de certaines cités de leur « jus civitatis » (c'est-à-dire de leur citoyenneté) parce qu'ils avaient soutenu son rival Marius. Mais Cicéron a réussi, plus tard, à faire annuler cette loi via une procédure qui prouve que le système juridique savait se défendre contre des interventions intempestives.

Quelle était cette **procédure** ? Les Romains appelaient « **lex rogata** » une loi dont l'approbation avait été requise et obtenue auprès d'une assemblée populaire, par un magistrat élu, selon la procédure légitime. Cicéron nous apprend que **tout projet de loi appelé à devenir une loi statuaire contenait une clause qui permettait qu'elle s'autodétruise** s'il apparaissait qu'elle n'était pas légale.

« Si quid jus non esset rogarier, eius ea lege nihilum rogatum »

« S'il y a dans ce projet de loi dont je vous demande l'approbation, quoi que ce soit qui n'est pas légal, votre approbation sera considérée comme nulle ».

Telle est la formule que le magistrat prononçait devant l'assemblée législative du peuple romain. C'est-à-dire que le **droit romain – si Cicéron dit vrai – était limité par un concept de légitimité**. En effet, avant d'être appliquées, les lois faisaient l'objet d'une enquête impartiale par le juge. C'est d'ailleurs un principe qui existe toujours dans la Rule of Law.

Cela ne laissait-il (ne laisse-t-il) pas une marge d'appréciation démesurée au magistrat ? Leoni reconnaît qu'il est parfois arrivé que même des magistrats aussi éminents qu'Edward Coke (le plus célèbre juge d'Angleterre) ou le Chief Justice Marshall (le plus célèbre juge américain) aient dissimulé leur volonté personnelle sous le couvert d'une affirmation découlant prétendument d'une règle pour qu'une affaire soit statuée d'une certaine manière. **Mais ce système contient de nombreux garde-fous. Les tribunaux ne pouvaient pas** mettre en vigueur, comme peut le faire le législateur, leurs propres **règles arbitraires de manière habituelle, soudaine, impérieuse et de grande envergure**. Comme il y avait tellement de tribunaux en Angleterre et qu'ils étaient tous jaloux les uns des autres, **ils se contrôlaient mutuellement** et la règle du précédent obligatoire n'était pas ouvertement reconnue comme valable par ces derniers. En outre, **le juge** dépendait toujours du cas préalablement présenté par des personnes privées. Il était spectateur et ne devait trancher que ce sur quoi on le sollicitait. Les citoyens gardaient un certain nombre de choses à l'écart. Les citoyens étaient sur la scène et le juge ne pouvait voir que ce qui était joué sur la scène. **Les citoyens ordinaires étaient donc les véritables acteurs du droit**.

L'importance croissante du processus législatif actuellement a éclipsé le fait que le droit est simplement un complexe de règles relatives au comportement des gens ordinaires. Pourtant, d'autres règles courantes de comportement n'ont jamais été juridicisées. Les règles du langage, par exemple, ont été prémunies de toute intervention du législateur. Du moins dans le monde occidental. En Chine communiste, par contre, le gouvernement œuvre avec force pour changer l'écriture traditionnelle. Idem pour la Turquie et différents pays de l'Est. Par le passé - on l'a oublié aujourd'hui - ce sont les banques privées qui fabriquaient initialement les pièces de monnaie et les billets. Le gouvernement se limitait à protéger le citoyen contre les activités frauduleuses des contrefacteurs en certifiant l'authenticité et le poids du métal employé.

Aujourd'hui nous avons pris l'habitude de penser que l'élaboration du droit est un sujet qui concerne les assemblées législatives et non les hommes ordinaires et qu'elle doit s'opérer en fonction des idées personnelles de quelques individus. En réalité, le fait que l'élaboration de la loi était essentiellement une affaire privée concernant des millions de gens au travers de douzaines de générations et s'étalant sur plusieurs siècles est une vérité largement oubliée. **Caton le Censeur**, cité par Cicéron, explique les raisons de la supériorité du droit romain :

« (...) la raison pour laquelle notre système politique était supérieur à ceux de tous les autres pays était la suivante : les systèmes politiques des autres pays ont été créés en introduisant des lois et des institutions sur le conseil personnel de quelques individus, comme Minos en Crète et Lycurgue à Sparte, alors qu'à Athènes les changements de système politique, qui ont eu lieu à plusieurs reprises, ont été le fruit d'un nombre important de personnes comme Thésée, Dracon, Solon, Clisthène et bien d'autres encore... **Notre Etat, au contraire, n'est pas dû à la création personnelle d'un seul homme, mais de beau-coup** ; il n'a pas été fondé au cours de l'existence d'un individu en particulier, mais **à travers une série de siècles** et de générations. Car **il n'a jamais existé aucun homme assez intelligent pour prévoir tout** et, même si nous pouvions mettre les cerveaux de tous dans la tête d'un seul individu, il lui serait impossible de pourvoir à tout, une bonne fois pour toutes, sans avoir **l'expérience** qui vient de la pratique à travers l'histoire ». ⁶⁸

Voilà le message d'un homme d'Etat qui savait de quoi il parlait. **Regardez, disait-il, le destin des cités grecques et comparez-le avec le nôtre.** Ce type d'argumentation fait directement penser à celle que Ludwig Von Mises critiquant la planification économique centralisée. Les autorités centralisées n'ont jamais une connaissance suffisante du nombre infini d'éléments et de facteurs qui concourent aux relations sociales des individus à tout moment et à tout niveau. Mais ces économistes qui ont brillamment défendu le marché libre contre l'intervention des autorités ont généralement négligé de prolonger leur réflexion au domaine du droit : **aucun marché libre n'est vraiment compatible avec un processus d'élaboration de la loi centralisée par les autorités.**

Dès lors, certains de ces économistes n'ont pas compris que la notion de certitude du droit (au sens du droit précis et écrit) est problématique. Ils ne comprennent pas non plus que **les « rationes decidendi » (le droit secrété par une longue série de juges) sont préférables aux règles élaborées dans les assemblées.** Pourtant, l'histoire confirme le lien existant entre marché libre et processus libre d'élaboration du droit : en effet, l'économie de marché était à son apogée dans les pays anglo-saxons à l'époque où le Common Law était pratiquement la seule source du droit privé et du droit commercial. Inversement, l'interventionnisme étatique va de pair avec l'accroissement du droit statutaire dans tous les domaines.

Ainsi Dicey avait raison de dire que **la certitude du droit à long terme ne peut pas dépendre du droit adopté par le législateur mais doit au contraire résulter de l'application de la constitution qui repose elle-même sur les décisions judiciaires.** Seul un fondement de cette nature peut assurer la stabilité, la pérennité et la prévisibilité nécessaires. La Constitution étant fondée sur la Rule of Law, la suppression de la constitution, si elle survenait, ne pourrait être qu'une révolution. C'est malheureusement ce qui est en train de se produire en Angleterre en raison du renversement progressif du droit ordinaire du pays par le droit statutaire. La Rule of Law ressemble de plus en plus à l'Etat de droit continental. En d'autres termes, le droit

68 Ciceron, *De Republica*, ii. 1,2. In B. Leoni, *La Liberté et le Droit*, Les Belles Lettres, 2006 (1961), p.149

impersonnel du pays est de plus en plus en train de passer sous le commandement de l'Etat.

A l'encontre de la tradition de la Rule of Law, le philosophe **Thomas Hobbes** (1588-1679) avait affirmé, dans un ouvrage peu connu (Dialogue on the Common Law) que **tout le monde peut établir des règles générales du droit en utilisant simplement sa raison**. Tout le monde peut, selon lui, rendre justice aussi bien que sir Edward Coke lui-même. Sir Matthew Hale, brillant disciple de Coke, a pris la plume pour défendre son maître. Ce débat est intéressant en ce qu'il permet de comprendre, d'un point de vue méthodologique, les différences existant entre, d'un côté, le travail des juristes et, de l'autre, celui des physiciens ou des mathématiciens. **On a vu que, dans la tradition de la Rule of Law, le juge est comparable à un expert scientifique en ce qu'il « découvre » le droit existant. Mais cela ne signifie pas – bien au contraire – qu'il le fabrique, qu'il puisse le créer ex nihilo comme le prétend Hobbes**. Non, le juge se base sur un droit préexistant. Il peut, tel un ingénieur, trouver une solution à un cas concret mais cela signifie qu'il utilise les règles et pratiques existantes pour élaborer cette solution.

La science du droit, dit Hale, n'est pas comparable aux autres sciences. Pourquoi ? Parce que « pour diriger les sociétés civiles et pour mesurer le vrai du faux », il n'est **pas seulement nécessaire d'avoir de bonnes notions générales mais il faut aussi les appliquer correctement aux cas particuliers**, ce que les juges essayent de faire. Tant Hale que Coke avaient conscience de la certitude à long terme du droit. Il est absurde, poursuit Hale, de remettre en cause une institution parce qu'on croit qu'on aurait pu en faire une meilleure ou parce qu'on croit qu'elle doit être coulée en forme de démonstration mathématique. Le rôle le plus important de la Common Law est de rester aussi proche que possible de la certitude de la loi et de son esprit. Il faut que le droit soit autant que possible une règle uniforme. Cela permet aux citoyens de faire des prévisions et cela permet aussi d'éviter l'arbitraire et l'extravagance de la part de l'autorité.

Hale associe ainsi clairement la certitude de la loi avec le concept d'uniformité des règles à travers les époques et la continuité du travail modeste et limité des tribunaux de justice comparé à celui des assemblées législatives. La certitude à long terme du droit est incompatible avec la certitude à court terme qu'implique l'identification du droit avec la législation. **Les juristes romains manquaient d'individualité**. Le célèbre juriste allemand Carl von Savigny (1779-1861) les a qualifiés de « **personnalités fongibles** ». ⁶⁹ Ce manque d'individualité était une **contrepartie naturelle à leur conception individualiste du droit privé qu'ils étudiaient**. Le **droit privé était le fruit de tous les citoyens**. Pas d'un seul. Leurs successeurs, les juristes anglais ne s'embarrassaient jamais de principes abstraits mais étaient toujours concernés par des « **cas particuliers** ». De même, les juristes romains détestaient les théories abstraites qu'affectionnaient tant les juristes grecs.

69 Humour de juriste : un **bien « fongible »** est un bien qui se caractérise par son appartenance à un genre ou à une espèce et non par une identité propre (par exemple, l'argent, l'huile, le blé ou le vin). Un bien non fongible et un bien certain (par exemple, une œuvre d'art, un appartement dans un immeuble, etc.).

Beaucoup de pays occidentaux ont considéré l'idéal de liberté individuelle (l'absence de contrainte exercée par d'autres, y compris les autorités) comme étant essentiel à leurs systèmes politiques et légaux. Une caractéristique manifeste de cet idéal a toujours été la certitude de la loi. Celle-ci a été conçue de deux façons différentes et, en dernière analyse, incompatibles :

- premièrement, comme la **précision d'un texte écrit émanant des législateurs** ;
- deuxièmement, comme la **possibilité ouverte aux individus de faire des projets à long terme** sur la base d'une série de **règles adoptées spontanément par les gens**, en commun, et **éventuellement constatées par les juges au travers des siècles** et des générations.

Ces deux conceptions ont rarement sinon jamais été constatées par les penseurs. La confusion des significations s'est malheureusement accrue en raison de la tendance de dilution de la Common Law, c'est-à-dire cette tendance à accentuer, dans les pays anglo-saxons, le processus d'élaboration du droit par la voie de la législation au lieu des tribunaux de justice comme cela se pratique depuis longtemps en Europe. « Rule of Law » et « Etat de droit » n'ont pas la même signification. Encore une fois, nous devons combattre ces confusions sémantiques.

Chapitre V : Liberté et législation

Une conclusion très importante à tirer des chapitres précédents est la suivante : **la Rule of Law**, au sens classique de l'expression, **ne peut être maintenue sans en fait que soit assurée la certitude de la loi, conçue comme la possibilité que les individus ont de planifier à long terme leurs comportements** dans la vie privée et commerciale. De plus, la Rule of Law ne peut être fondée sur la législation à moins d'avoir recours à des dispositions draconiennes frisant l'absurde, comme celles qu'élaboraient les Athéniens au temps des nomothètes. Elle doit plutôt reposer sur les décisions de justice.

Les fonctionnaires ont acquis des pouvoirs de plus en plus importants. Auparavant, ces derniers étaient étroitement bornés par la législation. Ils estiment être au-dessus des lois et substituent leur propre volonté aux dispositions du droit, persuadés qu'en agissant de la sorte ils améliorent le droit.

Les initiatives que les fonctionnaires italiens ont prises en matière de **trafic routier**, à l'époque où Leoni rédigeait ce livre, offre une belle illustration de ce phénomène inquiétant. Jugeant la législation trop laxiste, ces fonctionnaires ont pris le réflexe de supprimer le permis des conducteurs dans des cas non prévus par la loi et ce afin de se montrer plus dissuasifs. Certains conducteurs ayant tué accidentellement des piétons ont été placés en détention préventive alors que ce type de détention est conçu pour empêcher les personnes suspectées de récidiver ou de quitter le pays avant le procès, ce qui n'est clairement pas le cas des automobilistes concernés. Les fonctionnaires qui agissent de la sorte le font en toute bonne foi en estimant que, ce faisant, ils atteignent l'objectif souhaité, c'est-à-dire la réduction du nombre de victimes de la route.

Ce sont là des cas typiques du comportement de fonctionnaires qui se substituent au droit en extrapolant la lettre de la loi pour appliquer leurs propres règles sous prétexte que le droit serait - s'il était appliqué littéralement – insuffisant pour atteindre ses objectifs dans une circonstance donnée. En ce cas, il s'agit d'un comportement illégal des fonctionnaires. Ce type de comportement ne doit pas être confondu avec un comportement arbitraire consistant, par exemple, à utiliser pour des expériences agricoles une propriété privée réquisitionnée pendant la guerre dans l'intention d'en faire une aire de bombardements.

Selon Leoni, **la liberté individuelle au sein de tous les pays occidentaux a été progressivement réduite au cours des 100 dernières années**, pas seulement, ou pas principalement, à cause des empiètements et des usurpations de fonctionnaires agissant dans un sens contraire au droit, mais aussi en raison du fait que le droit, à savoir la loi statutaire, a habilité les fonctionnaires à se comporter d'une façon qui, selon le droit précédent, aurait été considérée comme des usurpations de pouvoir et des empiètements sur la liberté individuelle des citoyens.

Le «**droit administratif** » anglais s'est d'ailleurs constitué à partir d'une **succession de délégations statutaires des pouvoirs législatifs et judiciaires aux fonctionnaires de l'exécutif**. Le sort de la liberté individuelle en Occident dépend essentiellement de ce processus «**administratif** ». Mais c'est la législation qui a rendu possible ce pouvoir de l'exécutif sur la liberté individuelle. **Leoni se méfie, tout comme Hayek, de ces empiètements de l'exécutif mais se montre encore plus suspicieux par rapport aux législateurs** car c'est par le truchement de la législation que l'augmentation des pouvoirs des fonctionnaires s'est produite et se produit toujours. De leur côté, les juges ont aussi quelque peu eu tendance à se retirer de plus en plus de tout ce qui est «**purement administratif** » et à s'abstenir de toute intervention sur la politique exécutive. Néanmoins, de nombreux tribunaux britanniques ont lutté victorieusement ces dernières années contre cette tendance.

Nombreux sont ceux qui croient que la législation adoptée par le Parlement fait prévaloir la volonté populaire parce que c'est le peuple qui élit ses représentants. Néanmoins, de nombreux auteurs tels que Mosaca et Pareto, dans leurs célèbres théories sur les minorités dirigeantes (les «**élites**») ont remis en cause cette idée. Le «**peuple** » (ou «**l'électorat**») est un concept qui n'est pas facilement réductible, ou même compatible, avec celui de la personne individuelle telle que «**libérée** » de la contrainte. Plusieurs auteurs (Tocqueville, lord Acton, etc.) ont souligné par le passé que **liberté individuelle et démocratie peuvent devenir incompatibles chaque fois que des majorités sont intolérantes**, chaque fois que les points de vue sont «**irréconciliables** ». Rousseau en était conscient, lui qui disait que seules les décisions unanimes étaient censées refléter la «**volonté générale** ».

Ce qu'entreprend ici Leoni, c'est de dégager un concept de la liberté conçu comme l'absence de contrainte exercée par d'autres, en ce compris les autorités. Or, dans une démocratie, le fonctionnement des assemblées implique que, à défaut

d'unanimité, la minorité subit la coercition de la majorité. Comment résoudre ce problème ? Une des pistes est de comparer les comportements de l'acheteur et du vendeur sur un marché et celui d'un électeur lors du scrutin politique. Cela permet aussi de savoir s'il y a une différence entre la position économique et politique d'un individu au sein d'une même société.

C'est un des principaux problèmes sur lequel libéraux et socialistes s'affrontent depuis plus d'un siècle. Les socialistes estiment que l'égalité en droit n'est pas suffisante. Si des gens n'ont pas les moyens d'exercer ces libertés, elles ne servent à rien. **Les libéraux répondent que si, par liberté, on entend « libération du besoin » et que l'Etat entreprend de combler ces besoins par la force, on en arrive à une situation où l'on supprime la liberté politique et légale.**

Il faut donc distinguer entre :

- **liberté légale et politique de l'individu** (conçue comme absence de contrainte) ;
- et **liberté économique ou naturelle de l'individu** (libération du besoin).

La liberté telle qu'entendue par les socialistes, c'est la seconde, c'est-à-dire la « libération du besoin ». Elle ne peut être appliquée concrètement dans une société qu'en légiférant contre la liberté commerciale. Ces législations ne peuvent passer qu'en recourant à la loi de la majorité.

Aucun système de libre-échange ne peut fonctionner s'il n'est pas enraciné dans un système légal et politique qui aide les citoyens à empêcher l'interférence des autres, y compris celle des autorités, dans leur commerce. Mais les **systèmes de libre-échange** se caractérisent aussi par le fait qu'ils sont compatibles, et probablement **uniquement compatibles, avec des systèmes légaux et politiques qui n'ont pas ou qui ont peu recours à la législation**, du moins pour régir la vie privée et le commerce.

Par contre, les systèmes socialistes ne peuvent pas subsister sans l'aide de la législation. En effet, ces systèmes ne semblent pas pouvoir fonctionner s'ils ne sont pas imposés de force par le législateur. Les systèmes légaux et politiques qui, comme le droit romain ou la Common Law, sont apparus et ont évolué spontanément au gré des besoins des gens, ne sont apparemment pas compatibles avec le socialisme. **L'échec des sociétés socialistes « utopistes » prouve que ce genre de projet n'est pas viable dans la pratique, en tout cas sur une base spontanée.** Très rapidement, ces sociétés de volontaires se sont décomposées ou reconfigurées avec d'anciens volontaires et des nouveaux venus mais qui ne partageaient plus les croyances socialistes.

Socialisme et législation sont inévitablement liés si les sociétés socialistes veulent perdurer. Vu que ces idées envahissent les systèmes de Common Law, cela explique pourquoi ces derniers voient gonfler le nombre de lois et de décrets. Cela explique aussi pourquoi les gens pensent désormais qu'un système légal est un système législatif. Ils ne perçoivent plus la différence.

Affirmer, comme les socialistes, que les gens pauvres sont « privés » par les riches de ce dont ils ont besoin est un abus de langage. Cela supposerait que toutes les choses qui existent appartenaient initialement à tout le monde. L'histoire nous apprend, il est vrai, que les pillages, vols, conquêtes, invasions, chantages, etc. étaient monnaie courante par le passé. Mais ce n'est pas le cas sur un marché libre, c'est-à-dire au sein d'un système qui permet aux acheteurs et aux vendeurs individuels de contrecarrer la contrainte exercée par les autres.

A contrario, la législation implique la coercition. **Cette différence a été ignorée par des théoriciens qui, tels que Duncan Black, ont tenté d'élaborer une théorie des décisions de groupe communes à l'économie et à la politique.** Selon cette théorie, dans les deux cas, il faut combiner des échelles de préférence des différents membres. En économie, le marché permet de combiner celles des acteurs économiques. En politique, une procédure permet de combiner celles des électeurs. Il suffit, dit Black, de calculer à l'avance quelles préférences émergeront de la décision du groupe. En bref, **nous devons considérer à la fois l'économie et la science politique comme deux branches différentes de la même science.**

Selon Leoni, en mettant les décisions politiques et économiques au même niveau et en les considérant comme comparables, on en vient à ignorer délibérément les différences qui existent entre la loi de l'offre et de la demande sur le marché et un droit procédural, quel qu'il soit, régissant le processus de confrontation des préférences politiques, comme, par exemple, la loi de la majorité :

- la **loi de l'offre et de la demande** est une description des ajustements spontanés entre plusieurs échelles de préférence. Elle permet à l'individu de prévoir exactement la conséquence de sa décision et d'établir, en vertu de la divisibilité des biens et des services disponibles sur le marché, une relation concrète entre chaque dollar qu'il dépense et les choses qu'il peut obtenir en contrepartie ;
- un **droit procédural présidant à la décision politique** (tel que la loi de la majorité) est un mécanisme qui, pour l'individu, aboutit à une solution de type tout ou rien. Dans les décisions de groupe, il n'y a pas d'alternative entre le fait d'être du côté des gagnants ou du côté des perdants.

Les choix de groupes tendent à être mutuellement exclusifs. Comme le dit le professeur James Buchanan, les alternatives dites « politiques » ne permettent pas les « combinaisons » ou les « solutions composites » qui rendent les choix sur le marché plus flexibles que les choix politiques. **Il y a dans le vote une coercition possible qu'il n'y a pas sur le marché.** L'électeur choisit uniquement sur des alternatives potentielles. Si son vote est minoritaire, il est forcé d'accepter un résultat contraire à la préférence qu'il a exprimée.

Le processus de vote implique une forme de coercition et les décisions politiques sont atteintes par une procédure qui implique la coercition. Telle est la principale différence entre les décisions sur le marché et celles qui se produisent sur la scène politique. Par ailleurs, sur le marché, l'individu peut prévoir avec une certitude absolue

les résultats directs ou immédiats de son choix. L'électeur, par contre, même omniscient, ne peut jamais prédire avec certitude l'alternative qui sera choisie.

En outre, il est difficile, pour ne pas dire impossible, d'utiliser ici la notion d'équilibre économique. En économie, l'équilibre est défini de telle façon qu'il y ait égalité entre l'offre et la demande (tel bien est échangé contre tel bien). En politique, il ne peut y avoir d'égalité entre l'offre et la demande de lois et décrets : un individu peut demander du pain et recevoir une pierre.

La coercition n'est pas la seule caractéristique de la législation. Il y a aussi l'incertitude qui s'applique tant à ceux qui doivent obéir qu'aux membres du corps législatif lui-même puisqu'ils votent sans connaître les résultats de leur vote avant que la décision ne soit prise. **Même les systèmes fondés sur la démocratie directe ne permettent pas d'échapper à la coercition ou à l'incertitude.** Une froide analyse de faits va nous montrer, dit Leoni, que la démocratie représentative dans tous les pays occidentaux ne donne aucune base réelle de satisfaction sur ce plan-là.

Chapitre VI : Liberté et représentation

Dans son ouvrage « Capitalisme, Socialisme et Démocratie »,⁷⁰ Schumpeter explique, non sans scepticisme, que le concept classique de la « démocratie », tel que formulé aux alentours de la fin du XVIII^{ème} siècle en Angleterre, était censé permettre aux gens de statuer eux-mêmes sur ces questions par l'entremise de représentants élus au parlement. Burke soulignait déjà que, même si le représentant doit tenir compte au plus haut point de l'opinion de l'électeur, il n'est pas tenu par des instructions autoritaires, des mandats assignés auxquels il devrait obéir aveuglement et parfois même contre son jugement.

Il serait naïf de croire que ces représentants prêtaient scrupuleusement attention à la volonté des citoyens. D'ailleurs, la Glorieuse Révolution anglaise (1688-1689) n'était pas démocratique. Le nouveau régime ressemblait plus à une oligarchie vénitienne qu'à une démocratie. On imposait des taxes écrasantes à tous les journaux et à tous les pamphlets pour limiter leur diffusion auprès de la « populace ». Au XVIII^{ème} siècle, le **jeune Charles Fox** (1749-1806) proclama à la Chambre des communes :

« **Je ne prête pas attention quoi qu'il en soit à l'opinion populaire** : notre devoir est de faire ce qu'il convient de faire, sans tenir compte de ce qui peut être populaire ; **leur tâche consiste à nous choisir ; la nôtre est d'agir conformément à la constitution** et de maintenir l'indépendance du Parlement ».⁷¹

Néanmoins, on admettait à l'époque que le Parlement reflétait ou représentait la volonté du corps électoral. Mais, au début du XX^{ème} siècle, Dicey contestait la théorie

70 Ouvrage synthétisé dans le présent volume

71 B. Leoni, **La Liberté et le Droit**, Les Belles Lettres, 2006 (1961), p.189. Suite à ce discours, Charles Fox fut assailli par la foule dans la rue et traîné dans la boue.

du Parlement en tant que « dépositaire » des électeurs « d'un point de vue légal » tout en affirmant que ces derniers étaient, « au niveau politique », les « acteurs principaux ».

Le fameux principe « **pas de taxation sans représentation** », dont il n'est pas nécessaire de rappeler l'importance qu'il a eue sur l'avenir des Etats-Unis, a été formulé en Angleterre dès 1297 dans la déclaration « **De tallagio non concedendo** » et a été confirmée dans la « **Petition of Rights** » de 1628. Olivier Cromwell fut l'un des premiers à utiliser le mot lorsque le 22 janvier 1655, il dit, s'adressant au Parlement : « J'ai pris soin de votre sécurité et de la sécurité de ceux que vous représentez ». Mais l'idée même de la représentation est très ancienne. Une ordonnance d'Henry III en 1275 énonce que le peuple devait « élire » des bourgmestres pour les bourgs, des chevaliers pour les comtés et des citoyens pour les villes. Il est clair que ces gens convoqués par le roi étaient conçus comme des mandataires de leurs communautés. En 1221, déjà, on trouve une version antérieure du principe précité de 1297 sous la forme suivante : « **Pas de taxation sans le consentement de l'individu taxé** ». En 1221, l'évêque de Winchester, appelé à consentir à une taxe de *scutagium* refusa de payer au motif qu'il n'était pas d'accord. Selon le droit germanique, l'unanimité était requise au sein des assemblées plus ou moins représentatives des tribus allemandes.

On voit ainsi que la formation de décisions du groupe suivant la procédure coercitive ne paraissait pas naturelle à nos ancêtres. Lorsque le principe de représentation s'est étendu pratiquement à tous les individus de la communauté politique, trois problèmes majeurs ont surgi auxquels il fallait trouver une solution pour rendre le principe de représentation effectif :

- il faut que le **nombre de citoyens** habilités à choisir des représentants corresponde à la **structure réelle de la nation** ;
- il faut des **candidats**, pour le poste de représentant, **qui expriment fidèlement la volonté du peuple** représenté ;
- il est indispensable de trouver un **système de sélection** des représentants qui reflète au mieux les opinions du peuple représenté

On peut difficilement dire que ces problèmes ont trouvé une réponse satisfaisante. Laissons, dit Leoni, de côté les difficultés techniques (faut-il que les représentés puisse prouver leur aptitude à contribuer aux dépenses publiques ?; cette représentation doit-elle être uniforme ou porter seulement sur certaines questions ?; la « volonté générale » n'est-elle pas un concept contradictoire quand on se réfère aux membres individuels d'une communauté ?; faut-il voter ou tirer au sort , ; etc.). Il y a d'autres difficultés et notamment celle de **savoir s'il faut, oui ou non, obtenir l'accord explicite du représenté**. Schumpeter a donné pour exemple la manière dont Napoléon a mis fin d'autorité aux problèmes religieux à l'époque du Consulat, prenant en compte les « intérêts réels » de la population et sans lui demander son avis. C'est une réforme qui, une fois actée, n'a été contestée par quasiment personne et a contenté tout le monde. C'est aussi le cas des parents qui décident pour leurs enfants encore mineurs.

Cela dit, répond Leoni, personne n'est mieux à même de connaître sa volonté propre que soi-même. Dans la vie courante, engager un mandataire ne pose pas de problème : on négocie un contrat et on établit clairement ce qui doit être mis en œuvre. En politique, ce n'est pas la même chose, car la représentation est étendue à un maximum d'individus. **Plus on essaye d'étendre ce principe, moins il atteint son objectif.** C'est d'ailleurs aussi le cas dans les grandes sociétés privées : plus les actionnaires sont nombreux, moins ils ont d'influence. Il existe, dans le pays de Leoni, un adage : « **chi vuole vada** ». Ce qui signifie : **si vous voulez vraiment quelque chose, vous devez aller voir par vous-mêmes ce qu'il faut faire** au lieu d'envoyer des émissaires.

Selon John Stuart Mill, la représentation ne peut fonctionner à moins que la population représentée **participe** d'une certaine façon à l'activité de ses représentants. Cela est vrai, admet Leoni, mais le mécanisme de la représentation se heurte à des difficultés insurmontables qui ne proviennent pas de l'apathie ou du manque de sagesse du peuple représenté. Elles proviennent du vote, que ce soit celui qui préside à la désignation des représentants ou à l'adoption des textes par ceux-ci. **Dans l'histoire, on peut recenser près de trois cents variantes de la représentation proportionnelle** tentées à un moment donné afin de rendre les votes plus « représentatifs de la volonté des électeurs ». Le problème, c'est que les décisions de groupes recourent – on l'a vu – à des procédures (telles que la loi de la majorité) qui sont incompatibles avec la liberté de choix individuelle. Ainsi, il arrive, dit John Stuart Mill, que **les problèmes politiques sont décidés « par une majorité de la majorité qui peut être et qui est souvent une minorité de l'ensemble »**. Il est effectivement possible que les représentants siégeant dans une assemblée aient été élus par une faible majorité de la population et que, dans l'assemblée, la loi soit adoptée par une faible majorité de ces représentants !

Ainsi, déplore Leoni, **les systèmes « représentatifs » au sein desquels élection et représentation sont associés sont incompatibles avec la liberté individuelle**, au sens de la liberté de choisir, d'approuver et d'instruire un représentant. Pourtant, la « représentation » est un des traits caractéristiques présumés de notre système politique. Encore une fois, on a vidé un terme de sa signification historique pour l'utiliser comme slogan. En réalité, un processus de « **monocratisation** », pour reprendre l'expression de Max Weber, progresse continuellement au sein de groupes tels que **les partis politiques**, du moins en Europe. On désigne ce phénomène comme obéissant à ladite « **loi de fer de l'oligarchie** ».

Mais, pourrait-on objecter, le système représentatif, en dépit de tous ses défauts, n'est-il pas le moins mauvais que nous ayons à notre disposition ?

Les partisans du système représentatif argumentent en faisant valoir le fait que **ce système est consacré légalement et que nous sommes, dès lors, tenus d'y obéir**. Leoni répond qu'il est déjà, en soi, problématique de se réfugier derrière la stricte légalité pour défendre une question de principe mais que, en outre, l'argument de la légalité ne tient pas la route. Pourquoi ? Parce que de grands textes tels que la Constitution américaine et, à une plus petite échelle, la Constitution italienne, ont

été adoptés illégalement. Evidemment, il est difficile d'agir « légalement » dans un contexte révolutionnaire.

Une assemblée, explique Leslie Stephen, est toujours limitée. Elle n'est pas omnipotente. Elle est limitée de l'intérieur (car le législateur est le produit d'une condition sociale) et elle limitée de l'extérieur (elle ne peut faire passer n'importe quelle loi, par exemple une loi génocidaire, sans déclencher des émeutes).

En Italie, les citoyens distinguent souvent le « point de vue légal » des autres. Bruno Leoni confesse avoir toujours admiré les pays où le point de vue légal coïncide autant que possible avec les autres points de vue. Cela prouve le succès politique de ces pays. Mais, en même temps, si cette coïncidence est absolue, cela peut signifier que la population approuve l'autorité aveuglement et sans recul critique. Ce qui témoigne de la distance critique des Italiens par rapport au point de vue légal, c'est un autre adage : « **Chi comanda fa la legge** », c'est-à-dire « **Quiconque a le pouvoir fait la loi** ». Cela exprime un certain cynisme par rapport à la législation. Mais quid des gens qui n'ont pas le pouvoir ? Le proverbe ne dit rien d'autre mais Leoni suppose que ce qu'il sous-entend, c'est que la législation n'est pas la source exclusive du droit, que la vie politique ne se limite pas aux lois et aux constitutions écrites.

Les Italiens, contrairement aux Américains, ne connaissent pas la Constitution par cœur. Pourquoi ? Parce qu'elle change et peut changer. Mais aussi parce qu'elle n'est pas en phase avec le droit coutumier. Il y a une sorte de système cynique de la Common Law qui concurrence le droit écrit en Italie. Mais il diffère de la Common Law britannique en ce qu'il n'est ni écrit ni officiellement reconnu. Leoni pense que ce phénomène est à l'œuvre dans les autres pays. L'inflation législative pousse les gens à prendre distance avec le droit, à le relativiser. Pourquoi ? Parce que cette inflation signifie une substitution toujours plus grande des décisions de groupe aux choix individuels.

« Pour résumer mes observations sur ce sujet : **il y a beaucoup plus de législation**, de décisions de groupe, de choix rigides **et beaucoup moins de « lois coutumières »**, de décisions individuelles, de choix libres, au sein de tous les systèmes politiques contemporains **qu'il n'en faudrait pour préserver la liberté de choix individuelle** ». ⁷²

Pour autant, il ne faut pas éliminer la législation et laisser complètement de côté les décisions du groupe et les lois de majorité. Il y a effectivement des cas où les questions posées concernent tout le monde et ne peuvent pas être réglées par la voie d'ajustements spontanés et de choix individuels compatibles les uns avec les autres.

Cela dit, Bruno Leoni est convaincu que **plus nous réduisons la place prépondérante qu'occupent en politique les décisions de groupe** (et tout l'attirail qui l'accompagne : élections, législation, etc.), **plus nous parviendrons à mettre en place une situation similaire à celle du langage, de la loi commune, du libre marché, de la mode, des**

72 B. Leoni, **La Liberté et le Droit**, Les Belles Lettres, 2006 (1961), p.211

coutumes, etc. Autant de domaines où les choix individuels s'ajustent d'eux-mêmes et où aucun choix individuel n'est laissé de côté. Il faut revoir la carte des domaines où l'intervention législative est jugée indispensable.

Leoni énonce une « règle d'or » :

« (...) toutes les décisions individuelles que l'on peut démontrer comme compatibles les unes avec les autres doivent être substituées aux décisions de groupe correspondantes, et ce pour tout ce qui concerne les alternatives dont on a présumé à tort qu'elles étaient incompatibles ».⁷³

Par exemple, Leoni estime qu'il serait stupide de soumettre au parlement un projet de loi décidant si les gens doivent aller au cinéma ou se promener durant leurs loisirs : en effet, il n'y a nulle incompatibilité entre ces deux choix de comportement individuel. Les partisans des décisions de groupe ont tendance à penser que dans tel ou tel cas les choix individuels sont incompatibles, que les problèmes doivent nécessairement être réglés via une procédure coercitive, comme la loi de la majorité. Ces gens sont, dit Leoni, les « chantres de la démocratie ». Le problème, poursuit-il, c'est que :

« (...) à chaque fois que la loi de la majorité est substituée - alors que ce n'est pas nécessaire - au choix individuel, la démocratie est en conflit avec la liberté individuelle ».⁷⁴

C'est cette forme particulière de démocratie que l'on doit limiter à son strict minimum. C'est seulement ainsi que l'on trouvera l'optimum, c'est-à-dire le point de rencontre entre le maximum de démocratie possible et la liberté individuelle. Evidemment, la liberté doit être entendue comme le fait d'être libéré de la contrainte des hommes et non pas comme le fait d'être « libéré du besoin ». **La révolution à mener consisterait en grande partie à déplacer les règles du domaine du droit écrit à celui du droit non écrit.** Durant ce processus de déplacement, il faudrait prêter une grande attention au concept de certitude de la loi comprise comme une certitude à long terme, afin de permettre aux individus de faire des choix libres en tenant compte du présent mais aussi du futur. La justice doit, dans ce processus, être clairement séparée des autres pouvoirs comme aux temps des Romains et du Moyen Age. Son rôle consistait alors à « découvrir » le droit plutôt qu'à imposer aux parties ce que le juge veut que soit le droit.

Le processus d'élaboration du droit doit être réformé en en faisant principalement, si pas entièrement, un processus spontané, comme celui d'échanger, de parler ou de garder d'autres relations compatibles et complémentaires des individus avec les autres. N'est-ce pas un projet utopique ? Non, un tel monde a fonctionné dans plusieurs pays et à plusieurs époques de l'histoire.

73 B. Leoni, **La Liberté et le Droit**, Les Belles Lettres, 2006 (1961), p.213

74 B. Leoni, **La Liberté et le Droit**, Les Belles Lettres, 2006 (1961), p.213

Chapitre VII : Liberté et volonté générale

En politique, il y a de nombreux domaines où, à première vue, un accord unanime n'est pas possible. Dès lors, on en déduit qu'il faut que ces accords soient obtenus dans des groupes de décision tranchant à la majorité des voix. Les groupes de décision, écrit Leoni, nous font souvent penser à cette **histoire amusante de Lawrence Lowell**, professeur de droit et ancien président de l'Université Harvard (1856-1943): **une bande de voleurs qui, après avoir guetté un voyageur isolé au détour d'une route, fondait sur lui et décidait que, par un vote « démocratique », toutes les personnes présentes allaient, avec le voyageur, décider de l'usage qui devait être fait de son argent.**

Qu'est-ce qui différencie cette « majorité » des « majorités « légales » ? Comparons cette bande de voleurs avec la majorité qui a fait voter l'actuel Landlord and Tenant Acts en Angleterre qui oblige les propriétaires à garder dans leurs habitations des locataires pour un loyer faible et ce contre leur gré et en dépit des accords conclus au préalable. La différence c'est que la deuxième majorité est autorisée par le droit écrit alors que la première – « la majorité lowellienne » ne l'est pas. **Il n'y a, en réalité, qu'une seule différence : la première « majorité » est autorisée par le droit écrit. L'autre pas.** Dans les deux cas, la majorité exerce une contrainte qui impose un préjudice à la minorité. Il n'y a aucune raison de penser que les individus appartenant à la majorité ressentiraient autre chose que leurs victimes s'ils faisaient subitement partie de cette minorité. Ainsi la maxime de l'Évangile d'origine confucéenne « Ne fais pas aux autres ce que tu ne veux pas qu'ils te fassent » est remplacée, dans toutes les majorités lowelliennes par celle-ci : « **Fais aux autres ce que tu ne veux pas que les autres te fassent** ».

Schumpeter avait raison, estime Leoni, de considérer que la « volonté générale » était un trompe-l'œil dans les communautés politiques modernes. Ces décisions sont des mesures coercitives qui n'expriment en aucun cas la « volonté générale », à moins d'identifier cette dernière à la volonté des majorités, au détriment de la liberté des membres de groupes minoritaires. En outre, Leoni donne une définition de la volonté générale qui se distingue de celle adoptée par les partisans des décisions de groupe :

« [La volonté générale est] la volonté qui résulte de la collaboration de tous les individus impliqués sans avoir recours ni à des décisions de groupe ni à des groupes de décision ». ⁷⁵

Il s'agit d'une forme de « **volonté commune** » qui fonctionne parfaitement bien dans quantité de domaines : les règles de courtoisie, les règles morales, les modes, les conventions langagières, les engagements non juridiques, etc. Cette volonté est commune au sens où tous les individus qui y participent sont libres de la

75 B. Leoni, **La Liberté et le Droit**, Les Belles Lettres, 2006 (1961), p.220

faire. Ceux qui sont en désaccord sont libres de ne pas participer. L'histoire nous donne des exemples de sociétés où l'on peut dire que la volonté commune a existé.

Aucune décision de groupe, à moins d'être prise à l'unanimité, n'est l'expression d'une volonté commune à tous les individus participant à cette décision à un instant donné. Cependant, dans certains cas, des décisions sont prises contre des minorités qui ont commis des crimes (des voleurs, des meurtriers, etc.) qui n'hésiteraient pas à prendre la même décision si elles étaient victimes du même préjudice. **Même les pirates et les voleurs doivent accepter de facto une loi commune à tous, sous peine de voir leur bande se désagréger ou s'autodétruire.** C'est la preuve, estime notre auteur, que :

« (...) certaines décisions, bien que n'exprimant pas la volonté de chacun des membres du groupe à tout instant, peuvent être considérées comme « communes » au groupe, dans la mesure où chacun de ses membres les accepte dans des circonstances comparables ».⁷⁶

C'est là, explique Leoni, la clé du mystère pour comprendre certaines réflexions paradoxales de Rousseau jugées idiotes par ses adversaires. Un criminel souhaite, dit-il, sa propre condamnation au sens où il accepterait qu'on condamne de la même manière celui qui se serait comporté vis-à-vis de lui de la même manière qu'il l'a fait avec sa ou ses victimes.

Ici, il y a une différence évidente entre l'objet de décisions collectives condamnant certains types de comportements comme délictuels ou criminels et des décisions concernant d'autres formes de comportements comme ceux que l'on impose aux propriétaires dans les lois dont Leoni a fait état précédemment. Dans le premier cas, le groupe condamne un individu ou une minorité d'individus qui ont commis un vol. Dans le second, le groupe spolie purement et simplement une minorité appartenant au groupe. Dans le premier cas, tout le monde, y compris celui ou ceux qui sont condamnés approuverait la sentence si elle concernait quelqu'un d'autre jugé pour un délit semblable. Dans le second cas, au contraire, la décision ne saurait être approuvée par aucun des membres de la majorité triomphante s'il devait en être lui-même la victime.

Leoni en conclut donc **qu'il existe donc bien des décisions collectives exprimant une « volonté commune », c'est-à-dire des décisions dont l'objet serait approuvé par chacun des membres du groupe dans n'importe quelles circonstances comparables, y compris par la minorité qui en est victime pour le moment.**

Les décisions de groupe de type lowellien (c'est-à-dire du premier type) doivent être totalement supprimées de la carte référençant les domaines où les décisions de groupe sont souhaitables. Ces décisions, par lesquelles certains exploitent d'autres, ont inspiré

76 B. Leoni, **La Liberté et le Droit**, Les Belles Lettres, 2006 (1961), pp.221-222

la fameuse définition de Bastiat il y a un siècle : « L'Etat est la grande fiction à travers laquelle tout le monde s'efforce de vivre aux dépens de tout le monde ».

Cela dit, toutes les décisions de groupes dans notre société ne sont pas vexatoires et toutes les majorités ne sont pas de type lowellien. **Plusieurs de ces règles ne sont que la retranscription de règles non écrites que les habitants ont déjà adoptées dans une société donnée.** Le Corpus Justinien est un cas classique. L'empereur a fait mettre par écrit et édicté en son nom un droit coutumier non écrit. La partie centrale du code, surnommée Pandectes ou Digeste, se composait entièrement de citations d'anciens juristes romains relatives au droit coutumier. Leurs travaux ont été rassemblés et sélectionnés par Justinien.

Du Moyen Age à l'époque moderne, les juristes continentaux ont repris et « interprété » les textes de Justinien, c'est-à-dire qu'ils ont élargi la signification de ces derniers afin de satisfaire de nouvelles exigences tout en conservant l'ensemble du corpus valide. Ces textes séculaires, fruit d'une évolution spontanée ont ensuite été repris dans des codes et constitutions de divers pays européens. Le « Juristenrecht » des Allemands est une version révisée du Corpus de Justinien.

Le mot allemand « **Rechtsfindung** », c'est-à-dire l'opération de « trouver » la loi **semble bien incarner l'idée centrale du « Juristenrecht »** et l'activité des juristes européens. On ne concevait pas, à cette époque, la loi comme quelque chose de promulgué mais bien comme **quelque chose d'existant qu'il fallait « découvrir »**. Cette découverte pouvait se faire en déterminant le sens d'un texte vieux de deux mille ans comme le Corpus justinien. Ce qui, selon Leoni, est intéressant ici, c'est qu'une loi écrite ne signifie pas nécessairement en elle-même législation, c'est-à-dire loi promulguée. Quoiqu'écrit, le Corpus Juris justinien ne constituait plus en Europe une législation.

Les codes de l'Europe continentale furent créés suite à la volonté de dépasser les difficultés que causaient aux juristes la compilation justinienne. Ils voulaient que la loi soit **certaine** et ils entendaient par là qu'elle soit précise. Les Pandectes contenaient des règles davantage considérées comme l'expression de cas particuliers que l'expression d'une règle plus générale. Mais c'était en réalité tout à fait volontaire de la part des rédacteurs. En effet, les **juristes romains avaient délibérément omis de formuler des règles générales pour éviter de se retrouver prisonniers de leurs propres règles** dès lors qu'ils devaient traiter de cas sans précédent.

L'empereur Justinien a essayé de transformer en un système clos et prévisible ce que les juristes romains avaient toujours considéré comme un système ouvert et spontané. Mais, ce faisant, il utilisait le travail de ces mêmes juristes. Ainsi le système justinien s'avéra trop ouvert pour un système clos. Selon certains juristes allemands, cette codification fut plus apparente que concrète : le Juristenrecht survécut de façon presque inaltérée dans les nouveaux codes, bien que sous une forme abrégée. Son interprétation impliquait toujours une vaste connaissance de la jurisprudence passée du continent européen.

Malheureusement, ce projet de donner une forme législative à un contenu non écrit s'avéra au fil du temps de plus en plus auto-contradictoire. En effet, la loi non écrite change en permanence bien que lentement et subrepticement. De nouvelles lois écrites durent être adoptées pour modifier les codes et progressivement le système clos des codes fut encadré et pollué par un nombre extraordinaire de nouvelles règles écrites. Quoiqu'il en soit, les codes sont toujours considérés comme le cœur de la loi.

Dans les pays anglophones, on trouve de nombreux exemples illustrant le même processus. Plusieurs actes promulgués par le Parlement sont plus ou moins des **retranscriptions résumées des « rationes decidendi »** (jugements) élaborées par les cours de justice au fil d'un long processus s'étendant sur toute l'histoire du droit coutumier.

Les Codes de l'Europe occidentale adoptés au XIX^{ème} siècle sous forme de lois promulguées reflètent en réalité, dans leur contenu, un processus d'élaboration de la loi reposant principalement sur le comportement spontané des individus au fil des siècles et des générations. Vu qu'elles ont été élaborées non par un législateur mais par la jurisprudence au fil des siècles, **les règles exprimées dans ces codes ne sont-elles pas les meilleurs exemples de principes libéraux ? Probablement. A ceci près,** estime Leoni, que les partisans des codes mais surtout des constitutions écrites sur le continent européen en vinrent à négliger le fait que ces règles formulées dans les codes avec un vocabulaire précis, théoriquement impartiales et dans une certaine mesure « certaines » puissent avoir un contenu incompatible avec la liberté individuelle. **Les juristes finirent par oublier que le rôle de l'instance législative était seulement d'énoncer un droit qui « existait » déjà, qui avait été élaborée au fil des siècles et non pas de le créer ex nihilo.**

Un autre mouvement se dessina chez les juristes de la seconde génération qui suivit l'adoption de ces codes. Ils prirent l'habitude de se référer bien plus au code qu'à son contexte historique. **La conséquence de cette nouvelle tendance est qu'on s'habitua à considérer que la globalité de la loi était la loi écrite et donc comme une chose produite exclusivement par les assemblées législatives selon la loi de la majorité.**

Dès lors, la loi dans son ensemble commença à être pensée comme le résultat de décisions collectives plutôt que de choix individuels. Selon Hans Kelsen (1881-1973), une règle n'est « légale » qu'à la condition que son inobservation soit sanctionnée par des règles coercitives. Cette conception révolutionnaire de la loi aboutit à ce que le processus d'élaboration de **la loi ne fut plus considéré comme une activité principalement théorique relevant des experts comme des juristes ou des avocats mais comme la simple expression de la volonté de majorités triomphant** au sein des assemblées législatives.

Le processus spontané d'élaboration de la loi n'est en aucun cas un phénomène unique. C'est aussi le cas du langage courant, des échanges économiques quotidiens, des changements de mode, etc. Tous ces processus ont en commun

de s'accomplir à travers la contribution volontaire d'individus, chacun selon ses capacités et ses désirs de conserver ou de modifier les choses. Aucune décision de groupes n'intervient dans ce processus et aucun individu n'est jamais contraint d'utiliser les nouveaux mots plutôt que les anciens ou de porter de nouveaux vêtements plutôt que ceux qu'il affectionne. La législation fait figure d'exception au sein de la multitude d'action et de comportements humains régis par des règles non écrites et non contraignantes.

Une activité humaine qui obéit à une logique totalement différente de la logique législative est celle de la démarche scientifique. L'un des plus grands paradoxes de la civilisation contemporaine est d'avoir à la fois développé des méthodes scientifiques à un niveau remarquable tout en promouvant des procédures aussi antinomiques à cette dernière que les décisions collectives ou la loi de la majorité. **Aucun résultat véritablement scientifique n'a jamais été atteint grâce à des décisions de groupe ou à la loi de la majorité.** Toute l'histoire de la science occidentale montre au contraire qu'aucune majorité, aucun despote, aucun groupe organisé qui veut imposer des décisions collectives s'appuyant sur une procédure de coercition, ne peut résister sur le long terme à des individus capables de démontrer scientifiquement la validité de leurs thèses.

La recherche scientifique est un exemple évident d'un processus spontané impliquant la collaboration volontaire d'un très grand nombre d'individus au sein de laquelle chacun participe selon sa volonté et selon sa capacité.

Que serait-il advenu de la science si le progrès scientifique avait été confié à des assemblées et soumis à la loi de la majorité ? Platon avait déjà envisagé cette situation dans son dialogue « Le Politique ». L'un des personnages du dialogue propose que toutes les normes de médecine, de la navigation, des mathématiques, de l'agriculture et de toutes les sciences et techniques connues à ce jour soient fixées par des règles écrites et promulguées par des instances législatives. **Il est clair**, comme le conclut un des personnages du dialogue, **que toutes les sciences et techniques viendront alors à mourir sans espoir de renaître, condamnées par une loi qui entraverait toute recherche scientifique.**

Il est regrettable qu'après avoir énoncé cette profonde vérité, Platon tire, concernant les domaines législatifs et institutionnels, une conclusion en tous sens opposée : tout le droit doit être figé par écrit. En effet, pour Platon, les lois écrites sont préférables aux actions arbitraires d'un souverain. Leoni affirme que cette conclusion serait valide si et seulement si il n'y avait aucune autre alternative que les lois écrites aux actions arbitraires d'un despote. L'histoire nous démontre heureusement qu'il ne s'agit pas de la seule alternative. La véritable alternative est plutôt la suivante :

- des **règles arbitraires fixées par des individus ou groupes spécifiques ;**
- la **participation spontanée des habitants** d'un pays au **processus d'élaboration de la loi.**

C'est évidemment le second choix - celui de la liberté individuelle - qui s'impose comme une évidence. La législation n'est pas le meilleur outil pour se défendre contre l'arbitraire des dirigeants car ces derniers peuvent fort bien recourir à la législation elle-même, législation concoctée par une poignée d'hommes de pouvoir. Hayek lui-même, grand défenseur des lois écrites, générales et positives comme garde-fou contre l'arbitraire, était très conscient du fait que le règne de la loi ne suffit pas pour protéger la liberté individuelle.

Raison pour laquelle les marchés libres et le libre-échange - systèmes aussi indépendants de la législation que possible - doivent servir de modèles pour n'importe quel autre système visant à favoriser les choix individuels libres, y compris ceux relatifs à la loi et aux institutions légales. **Si l'on veut défendre la liberté individuelle, il ne s'agit pas seulement de se méfier des fonctionnaires et des gouvernants mais aussi des législateurs. Il faut rejeter la définition que Montesquieu donne de la liberté, à savoir « le droit de faire tout ce que la loi nous permet ». Mieux vaut adopter le point de vue de Benjamin Constant :**

« Il ne fait aucun doute qu'il n'y a pas de liberté quand les individus ne peuvent faire ce que ce que la loi leur permet, mais les lois peuvent interdire tellement de choses au point d'en abolir la liberté elle-même ». ⁷⁷

Analyse de certaines difficultés

Au cours des cent dernières années, les gouvernements, les corps législatifs actuels et un pourcentage élevé de gens instruits dans la population ont pris l'habitude de considérer l'intervention des autorités dans les activités privées comme indispensable. Lorsqu'on ose suggérer aujourd'hui que l'autorité devrait se délester de nombre de ses compétences au profit de l'initiative privée, on entend souvent les mêmes critiques selon lesquelles « **nous ne pouvons pas revenir en arrière** », que l'époque du laissez-faire est révolue à jamais, etc.

En réalité, il n'y a d'inéluctable que ce que l'on croit être inéluctable. Une force historique peut être endiguée ou modifiée. Il est vrai que les doctrines socialistes sont souvent plus séduisantes auprès des masses que les raisonnements austères des économistes. Néanmoins, ce ne sont pas les masses qui se forgent elles-mêmes les idées qui ont cours. Les idéologies qui ont provoqué toutes les catastrophes de notre siècle ont été élaborées par des intellectuels, propagées sur les bancs des universités et par l'enseignement, par la presse, les pièces de théâtre, les films et la radio. Ce sont les intellectuels qui sont responsables d'avoir converti les masses au socialisme et à l'interventionnisme.

De nombreux enseignements économiques portant sur les bienfaits que toutes sortes de personnes, y compris socialistes, peuvent tirer des libertés individuelles sont des

77 B. Constant, **Cours de politique constitutionnelle**, Bruxelles, Haumabb, Cattoir and co., 1851, I, 178

développements tellement simples d'hypothèses reposant sur le bon sens que leur véracité ne peut échapper, en fin de compte, au discernement des gens en dépit des enseignements des démagogues et de la propagande socialiste en tout genre. **Leoni se pose la question de savoir si les raisonnements logiques des représentants de la science économique et ceux de la science politique sont suffisants pour fonder les principes libéraux.** De la réponse à cette question dépend le fait que l'on puisse parler d'un système de liberté individuelle.

Il importe de ne pas confondre science et idéologie, c'est-à-dire de distinguer, comme le faisait Max Weber, entre les enseignements sans jugements de valeur et les idéologies qui, elles, constituent des ensembles de jugements de valeur. Par ailleurs, au sein même de la science, la méthodologie du raisonnement économique et politique n'a pas une validité équivalente à celle d'autres raisonnements tels que le raisonnement scientifique ou mathématique. De là proviennent, selon Leoni, les conflits et discordes à ce propos. Même si ce sera peut-être le cas un jour, l'économie en tant que science empirique n'est pas encore arrivée à énoncer des conclusions irréfutables.

A ce propos, Leoni s'accorde avec l'idée, défendue par Milton Friedman selon laquelle il est **impossible pour l'économie de disposer de données parlantes et directes tirées d'une expérience « décisive »** et que cela freine la possibilité de tester les hypothèses de manière adéquate. **Dès lors, l'élimination des hypothèses invalides est « lente et difficile »**. Elles ne peuvent jamais être supprimées définitivement et ne cessent de ressurgir. Par ailleurs, les thèses clairement établies ne cessent d'être remises en cause en dépit des maintes confirmations qu'en donnent l'expérience. Tel est par exemple le cas de celle selon laquelle un accroissement substantiel de la quantité de monnaie sur une relativement courte période va de pair avec une hausse substantielle des prix. Cela se vérifie à chaque phase d'inflation mais, quand c'est le cas, on voit systématiquement proliférer des discours selon lesquels les deux évènements n'ont rien à voir.

Leoni partage l'analyse de Friedman quant au rôle de la preuve empirique dans le travail théorique (à savoir que les hypothèses théoriques ne doivent pas être testées sur la base de leur description présumée de la réalité mais sur la base de leur capacité à faire des estimations suffisamment précises). **Par contre, il refuse d'assimiler, comme le fait Friedman, les hypothèses de la théorie physique et celles de l'économie en ignorant les différences importantes entre les deux.**

Friedman compare en effet une loi physique (l'accélération d'un corps tombant dans le vide est une constante et est indépendante de la forme du corps et de sa façon de tomber) **avec un exemple impliquant un comportement humain** (la possibilité de prédire, selon un certain type d'hypothèses, les coups réalisés par un maître du billard). Sur cette base, il avance l'idée que de telles prévisions couronnées de succès (et basées sur des calculs, des équations, des probabilités, etc.) sont comparables aux calculs que pourraient faire des entreprises cherchant à maximiser leurs recettes et qui, pour ce faire, connaîtraient intégralement les données nécessaires à ces calculs.

Leoni affirme d'abord, avec plusieurs arguments, que les coups d'un maître de billard sont impossibles à prédire parce que les facteurs possibles dont il faut tenir compte sont aussi nombreux que les points d'un espace à sept dimensions. Il déclare ensuite que les calculs relatifs aux résultats de l'activité d'une entreprise sur le marché sont tout autant impossibles à effectuer. Pourquoi ? Parce que, si la maximisation du succès d'une partie de billard peut être un problème numérique, la maximisation d'un succès économique n'est pas identifiable à celle des recettes monétaires car il ne s'agit pas d'un problème numérique. Là encore, nous sommes, dit-il, en présence d'une confusion sémantique.

Dès lors, **le choix d'un système de liberté individuelle, effectué aussi bien par des personnes instruites que par des gens en général, ne peut pas découler d'arguments économiques dont la logique serait comparable à celle des arguments mathématiques ou physiques.** Le même raisonnement s'applique à la science politique, qu'on la considère ou non comme une science au même titre que l'économie. Il est difficile de convaincre les foules avec des arguments économiques libéraux.

Comment, dès lors, convaincre les gens d'adhérer aux idées libérales ? En leur démontrant que chacun connaît sa situation personnelle et est mieux à même de prendre des décisions sur un nombre important de questions qui y sont relatives. Chacun a plus à gagner dans un système au sein duquel ses décisions ne feraient pas l'objet d'une interférence qu'il n'a à perdre du fait qu'il ne pourrait pas interférer à son tour dans les décisions des autres.

Face à cette idée d'un espace maximal laissé au choix individuel, les socialistes avancent des arguments économiques douteux. Il importe, selon eux, de nationaliser certaines industries. Le Parti travailliste anglais avance trois principes fondamentaux. Il faut, selon ce parti, nationaliser :

- **pour s'assurer que les monopoles - dès lors qu'ils sont « inévitables » - n'exploitent pas le public**, ce qui se produirait nécessairement, selon ces socialistes, si les monopoles étaient privés ;
- **pour « contrôler » les industries et les services fondamentaux** dont dépendent la vie économique et le bien-être de la communauté, parce qu'on ne peut laisser, « en toute sécurité », ce contrôle dans les mains des propriétaires privés qui ne sont pas garants de la communauté ;
- **pour s'occuper des industries où persiste « l'inefficacité »** et où les propriétaires n'ont pas la volonté ou la compétence d'y apporter des améliorations.

Aucun de ces principes n'est vraiment convaincant.

Premièrement, les monopoles, quand ils sont nécessaires, peuvent être facilement contrôlés par les autorités. Nul besoin pour elles d'en prendre la direction. Rien ne prouve d'ailleurs que les autorités n'exploiteraient pas elles-mêmes le public. Dans les pays où c'est le cas, on constate que **monopoles publics exploitent la population de façon beaucoup plus systématique** que ne le font les monopoles privés.

Deuxièmement, **les propriétaires privés prennent soin du bien-être de la communauté pour la bonne et simple raison qu'ils en dépendent.** Si la communauté n'est pas satisfaite, ces propriétaires d'industries sont directement sanctionnés par la perte de clients et finissent par être évincés du marché. Par contre, les pouvoirs publics ne subissent pas ce type de sanction. Ils ne sont jamais acculés à la faillite. Ils peuvent lever des taxes supplémentaires pour compenser les pertes occasionnées.

Troisièmement, **aucun argument valable ne peut démontrer que des autorités publiques seraient plus à même que les propriétaires privés de gérer plus efficacement que ces propriétaires privés accusés, fort péremptoirement, de ne pas les gérer assez efficacement.** A quel titre seraient-elles plus qualifiées pour découvrir et même satisfaire les nécessités individuelles ?

Cela dit, Leoni reconnaît qu'il existe des domaines où le monopole public se justifie (par exemple les phares, le recouvrement des frais sur les ponts, les routes très fréquentées, etc.). Ce sont des cas où l'industrie privée ne trouve pas profitable d'investir. Ainsi, le principe du libre choix n'est pas violé dans cette hypothèse. On admet que les gens qui choisissent librement ces services seraient disposés à les payer si c'était possible, et que, par conséquent, on peut les taxer en fonction du bénéfice présumé. Cela dit, la technologie et les modes de vie évoluent et **il n'est pas exclu que le secteur privé puisse, dans le futur, trouver rentable d'investir dans des secteurs jusqu'alors dévolus au secteur public.** Peut-être qu'un jour, estime Leoni, le secteur privé trouvera intéressant d'investir dans la télévision et la diffusion. C'est déjà le cas en Amérique.⁷⁸

Quand la coercition est une action directe, il est facile de l'identifier comme telle. Mais c'est souvent plus subtil. **La coercition est, dans la plupart des cas, exercée comme une menace d'une action physique qui en réalité ne se produit pas.** C'est plus un sentiment d'intimidation qu'un acte physique. Dès lors, l'hypothèse selon laquelle telle action ou tel comportement est coercitif à l'égard de l'action ou du comportement d'autres personnes n'est pas suffisamment claire pour en faire une affirmation empirique vérifiable.

Ce que veut dire Leoni ici, **c'est que la liberté n'est pas une chose constatable, mesurable, démontrable de manière objective, c'est-à-dire qu'il n'y a pas de méthode scientifique ou mathématique pour identifier avec certitude et infailibilité la valeur x de liberté qui doit être assurée** et la valeur y qui corrélativement doit être exercée en contrepartie dans une société donnée. Ni la science économique ni la science politique ne peuvent, par des lois, nous permettre de déterminer scientifiquement ce niveau de liberté qui doit être garantie. **C'est à la société elle-même qu'il appartient de le définir et de le déterminer par une décision de groupe avec une certaine marge de manœuvre.**

78 Rappelons que cet ouvrage date de 1961. Ce passage témoigne du sens visionnaire de Leoni.

Pour illustrer cette idée, Leoni parle de **l'intolérance religieuse**. Certaines personnes sont indignées si, par exemple, on ne manifeste pas assez de respect envers leur religion. Comme par exemple, cette religieuse qui est venue reprocher à Bruno Leoni d'être resté assis à la terrasse de café alors que la procession passait. Pour elle, son Dieu est aussi celui de Bruno Leoni et il lui doit le respect. Lui estime qu'il n'a pas à se faire interpellé alors qu'il ne fait rien de mal. **La religieuse souffre de ce qu'elle interprète comme un manque de respect, elle ressent l'indifférence de Bruno Leoni comme un comportement offensant, comme une atteinte à sa liberté religieuse, bref, comme une « contrainte »**. Leoni pense le contraire : il se sent atteint dans sa liberté de consommer tranquillement son café. **La politique et l'économie ne peuvent déterminer scientifiquement où commence objectivement la contrainte et la liberté pour l'un et pour l'autre. Selon Leoni, c'est à la collectivité de le déterminer.**

Conclusions

Pour synthétiser les propos de cet ouvrage, Bruno Leoni propose de répondre aux cinq questions qui lui sont le plus fréquemment adressées dans les conférences où il expose les thèses de son livre. Ces dernières sont les suivantes :

1. Que veut dire Leoni quand il affirme que « l'opinion publique n'est pas tout » ?
2. Y a-t-il une quelconque possibilité d'appliquer le « modèle Leoni » à nos sociétés actuelles ?
3. Comment la « règle d'or » peut-elle nous permettre de distinguer le domaine de la législation de celui de la common law ?
4. Qui nommerait les juges, les avocats ou les autres « honorations » de ce genre ?
5. Si l'on admet que la tendance générale des sociétés actuelles a été plus contre qu'en faveur de la liberté individuelle, comment lesdits « honorations » pourraient-ils échapper à cette tendance ?

Première question : Que veut dire Leoni quand il affirme que « l'opinion publique n'est pas tout » ?

Non seulement, écrit Leoni, **l'opinion publique peut avoir tort mais elle peut aussi être corrigée en ayant recours à un raisonnement juste**. C'est évidemment un processus long et laborieux. Il a fallu près d'un siècle aux gens pour se familiariser aux idées socialistes. Il leur faudra probablement un autre siècle pour les rejeter. Mais ce n'est pas une raison pour ne pas essayer.

On assiste d'ailleurs depuis plusieurs années à un recul du socialisme. **Ce n'est pas l'objectif des socialistes qui pose problème** (promouvoir l'assistance publique, éliminer - autant que possible - la pauvreté, l'ignorance et les conditions misérables) car cet objectif est non seulement compatible avec la liberté individuelle mais peut également être considéré comme complémentaire à celle-ci. Non, **ce qui pose**

problème, c'est la méthode préconisée par les socialistes pour atteindre cet objectif : le recours à une horde de fonctionnaires qui restreint voire supprime totalement l'initiative privée aussi bien en matière économique que dans une quantité d'autres domaines inextricablement liés au domaine économique. A cet égard, il note la naïveté incroyable de certains leaders du mouvement travailliste en Grande-Bretagne tels que Sidney et Béatrice Webb qui accordent une confiance démesurée « aux experts indépendants et désintéressés » au sein de l'Etat socialiste. Cette foi irresponsable dans la sagesse humaine se couple également avec une incapacité des socialistes à comprendre la fonction même de management et la responsabilité qu'implique le fait de prendre des décisions.

Deuxième question : y a-t-il une quelconque possibilité d'appliquer le « modèle Leoni » à nos sociétés actuelles ?

Déplacer le centre de gravité des systèmes légaux de la législation à d'autres processus d'élaboration du droit ne peut se faire à court terme mais peut cependant être la conséquence d'un changement dans l'opinion publique. L'histoire nous montre que ce processus est possible. Le droit classique grec, fondé sur la législation, a cédé la place au droit romain, fondé principalement sur l'autorité des juriconsultes, de la coutume et du droit judiciaire. Leoni note aussi qu'il est **des pays où les gens préfèrent avoir affaire à des arbitres privés en raison de la complexité, la lenteur, la lourdeur et le coût des procédures judiciaires officielles.** C'est notamment le cas d'hommes d'affaires qui préfèrent recourir à la négociation plutôt qu'à des jugements fondés sur le droit étiqueté.

Un autre signe d'une tendance allant dans le même sens est le comportement de **gens qui, dans certains pays, renoncent volontairement, du moins dans une certaine mesure, à leur droit à tirer profit de lois discriminatoires** comme le Land and Tenant Acts qui permet à l'une des parties de violer des accords antérieurs. Pourquoi ? Parce que les gens répugnent à violer des engagements antérieurs. Paradoxalement, on voit un droit non légiféré prévaloir sur le droit légiféré. On observe aussi une **attitude de rejet des législations qui interviennent dans le domaine de la morale qui relève de la vie privée.** De nombreux sociologues américains dénoncent les tentatives pour imposer la morale par voie de droit. Leoni relève aussi qu'on ignore parfois purement et simplement l'existence de lois. Plus les gens deviennent conscients de ces limites de la législation, plus ils s'accoutument à l'idée que la législation actuelle est beaucoup moins à même d'organiser la vie sociale que ses partisans semblent le croire.

Troisième question : comment la « règle d'or » peut-elle nous permettre de distinguer le domaine de la législation de celui de la Common Law ?

La règle d'or ne peut être transformée en méthode empirique suffisante pour déterminer là où il faut légiférer et là où il faut laisser émerger spontanément des normes. La règle d'or a uniquement un sens négatif puisque sa fonction n'est pas d'organiser la société mais d'éviter autant que possible la suppression de la liberté individuelle au sein de

sociétés organisées. Néanmoins, la **règle précise quand même qu'il faut rejeter la législation dans deux cas :**

- **chaque fois qu'elle est utilisée simplement comme un moyen pour assujettir des minorités** afin de les traiter comme les perdants de la course ;
- **dès lors qu'il est possible pour les individus d'atteindre leurs propres objectifs sans dépendre de la décision d'un groupe** et sans contraindre quiconque à faire ce qu'il n'aurait jamais fait sans contrainte.

Dans les autres cas, il faut évaluer avec soin la rentabilité du processus législatif par rapport à d'autres processus d'élaboration du droit. Tout ce qu'on ne peut pas établir positivement comme relevant du domaine de la législation devrait être laissé à celui de la Common Law. Cela dit, il serait paradoxal de déterminer avec précision les frontières entre législation et Common Law puisque cela reviendrait à dresser les clauses d'un code. Il serait ridicule d'attaquer la législation et en même temps présenter l'esquisse d'un code élaboré par quelqu'un d'autre. Selon le point de vue de la Common Law et celui du droit des juristes, l'application des règles est un processus incessant. Personne ne peut mener à terme ce processus tout seul de son vivant. Si c'était le cas, il faudrait s'y opposer.

Quatrième question : qui nommerait les juges, les avocats ou les autres « honorationes » de ce genre ?

Cette question laisse entendre que la tâche de nommer les juges et leurs semblables doit être accomplie par certaines personnes définies pour un temps défini. En fait, **il est plutôt sans importance d'établir à l'avance qui nommera les juges car, en un certain sens, tout le monde peut le faire.** Ce n'est pas comme nommer des physiciens ou des médecins. L'émergence de bons professionnels n'est pas due à des nominations officielles mais est fondée sur un consentement largement répandu de clients, de collègues et du grand public en général.

Ce qui compte, ce n'est pas qui nommera les juges, mais comment les juges travailleront. Il faudrait évidemment éviter que le droit judiciaire suive certaines déviations dont l'effet serait de réintroduire le processus législatif sous une apparence judiciaire. C'est le cas quand les cours suprêmes sont habilitées à avoir le dernier mot dans la résolution d'affaires déjà examinées par des tribunaux de rang inférieur et quand des décisions sont considérées comme des précédents obligatoires.

C'est malheureusement le cas des pays anglo-saxons aujourd'hui. **La règle du précédent a toujours existé dans la Common Law mais il n'était pas obligatoire comme c'est le cas maintenant.** Cela dit, même les cours suprêmes ne sont pas dans la même position pratique que les législateurs. Les tribunaux inférieurs et les cours suprêmes n'émettent des décisions que si seulement les parties concernées en ont fait la demande. **Par ailleurs, les cours suprêmes se sont toujours bornées à « interpréter » le droit et non à le promulguer.** C'est vrai que cela peut déboucher

sur une législation déguisée mais pas au point d'affirmer que les cours suprêmes sont dans la position du législateur. En ce qui concerne le système du précédent obligatoire, les **tribunaux inférieurs ont toujours le choix de décider si, oui ou non, le cas qu'ils traitent se trouve dans les conditions particulières du précédent.** C'est là une énorme différence entre les juges de la Cour Suprême et les législateurs dans leur capacité d'imposer leur volonté propre.

Pour éviter cette réintroduction du législatif sous une apparence judiciaire, un **système de poids et de contrepoids pourrait être aisément développé au sein de la justice.** Par exemple, l'unanimité pourrait être requise pour des décisions qui renversent des précédents établis depuis longtemps. **Le pouvoir des juges suprêmes n'équivaut pas à celui du législateur.** C'est a fortiori le cas des juges ordinaires et des tribunaux inférieurs. **On affirme souvent que les sentiments privés et les situations personnelles des juges pourraient interférer avec leur fonction judiciaire. Ce à quoi Leoni répond que ceux qui affirment cela feraient bien de se poser la même question concernant les législateurs.** On ne peut éviter ce facteur humain. Autant opter pour la solution où les effets de pareilles interférences sont les moins étendus et les moins décisifs, c'est-à-dire chez les juges.

Cinquième question : si l'on admet que la tendance générale des sociétés actuelles a été plus contre qu'en faveur de la liberté individuelle, comment lesdits « honorations » pourraient-ils échapper à cette tendance ?

Même si les juges ne peuvent effectivement échapper à cette tendance contemporaine, il ne faut pas oublier que, **par leur position, ils sont tenus d'évaluer contradictoirement les arguments des uns et des autres.** Tout refus d'admettre et de peser les arguments et les preuves, etc. fondés sur un a priori, serait inconcevable selon les procédures habituelles de tous les tribunaux, du moins celles du monde occidental.

Les parties sont égales aux yeux du juge. Ces parties ne forment pas un groupe où la minorité dissidente cède la place à la majorité triomphante. Il est d'ailleurs possible d'atteindre à un équilibre très similaire à celui du marché. Cela dit, il est vrai que la partie qui perd est tenue, comme dans une assemblée, de se plier au jugement. Cela n'a pas toujours été le cas d'ailleurs. **L'application obligatoire des décisions judiciaires est un développement relativement tardif du processus d'élaboration du droit par la voie des juges,** des avocats et des personnes du même genre. On a longtemps considéré qu'une décision judiciaire - procédant d'un raisonnement purement théorique - ne devait pas s'opérer de manière coercitive.

Cette même idée selon laquelle il y a une différence de genre entre des décisions judiciaires et d'autres décisions de nature politique et militaires est à la base d'une distinction :

- pouvoir gouvernemental (gubernaculum) ;
- fonction judiciaire (jurisdictio).

Malheureusement, le pouvoir écrasant des parlements et des gouvernements aujourd'hui tend à gommer la distinction entre pouvoir législatif et exécutif d'une part, et le pouvoir judiciaire d'autre part. La cause en est que les gens ont oublié que l'élaboration du droit est un processus beaucoup plus théorique qu'un acte de volonté. Si on réhabilitait cette idée, la fonction judiciaire retrouverait sa vraie portée et l'on reviendrait à cette situation décrite par Tennyson : « **Là où la liberté s'élargit lentement de précédent en précédent** ».

Julian L. Simon

(1932-1998)

L'homme, notre ultime ressource

Seconde édition 1996⁷⁹

Croissance démographique, ressources naturelles et niveau de vie
(The Ultimate Resource 2, Princeton University Press 1998 (1981), 734 p.)



Introduction:

Quels sont les vrais problèmes relatifs à la population et aux ressources ?

Avons-nous un problème avec les ressources naturelles aujourd'hui ? Certainement. Comme depuis toujours. Le problème avec les ressources naturelles, c'est qu'elles sont économiquement « rares » au sens où leur accès nécessite du travail et du capital alors que nous préférerions les avoir gratuitement.

Entrons-nous dans « un âge de la rareté » ? Les données empiriques nous suggèrent précisément le contraire. Les mesures appropriées de la rareté (c'est-à-dire le coût des ressources naturelles en travail et leur prix relatifs aux salaires et autres biens) nous indiquent que les ressources naturelles deviennent de moins en moins rares dans le long terme.

Qu'en est-il de la pollution ? Ne pose-t-elle pas problème elle aussi ? Evidemment que oui. L'humanité a toujours dû se débrouiller avec ses déchets de toute nature de façon à jouir d'un cadre de vie sain et agréable. Mais nous vivons actuellement dans un environnement plus sain et moins sale que dans les siècles passés.

Que penser de la population mondiale ? Sa taille et sa croissance ne constituent-elles pas un sérieux problème également ? Encore une fois, oui, il y a un problème de population. Quand un couple s'apprête à avoir un enfant, il est contraint de faire

79 La première édition de ce livre date de 1981 mais l'auteur a publié en 1996 une seconde édition entièrement refondue et deux fois plus volumineuse. Il a actualisé tous ses chiffres. **Nous nous basons uniquement sur cette seconde édition.** Une traduction en français a paru aux Presses Universitaires (collection Libre Echange) en 1985 mais ne concerne que la première édition.

toute une série de préparatifs. Ces derniers consomment du temps, de l'énergie et de l'argent. Quand un bébé naît ou quand un immigré vient s'installer dans un lieu, cela représente un surcoût pour la communauté de ce lieu qui doit augmenter ses dépenses en matière d'enseignement, de protection, de voirie, etc. Rien de cela n'est gratuit. Durant les premières décennies de sa vie, tout enfant additionnel est assurément un fardeau pour ses parents mais aussi pour les autres (les frères et sœurs qui perdent de la place et une partie de l'attention de leurs parents, les voisins qui subissent plus de bruit, les contribuables qui doivent financer le système scolaire et d'autres services, etc.). Durant ce temps, l'enfant ne produit rien. C'est clairement une « charge » pour la collectivité.

Mais une personne additionnelle est également une « aubaine » pour la collectivité. L'enfant ou l'immigré payera des impôts, fera bénéficier la communauté de son énergie et de ses ressources, produira des biens et des services à destination des autres, contribuera à embellir et à purifier l'environnement. Peut-être améliorera-t-il l'efficacité productive par de nouvelles idées et de nouvelles méthodes.

En réalité, le « problème » démographique n'est pas qu'il y a trop de gens ou trop de bébés qui naissent. Le problème, c'est que les autres doivent supporter des coûts additionnels occasionnés par ces nouveau-nés avant que ces derniers ne contribuent à leur tour au bien-être des autres.

Au total, la croissance démographique est-elle plutôt une charge ou plutôt un fardeau ? Ce livre vise à apporter des éléments pour permettre à chacun de se faire une opinion. Julian Simon avertit que répondre à cette question passe nécessairement par un jugement de valeur. **Il n'y a pas de réponse « objective », « scientifique » à cette question. Tout dépend des valeurs que l'on choisit de favoriser :** préfère-t-on dépenser un dollar maintenant ou un dollar avec des intérêts dans vingt ou trente ans ? Préfère-t-on plus ou moins d'animaux sauvages ? Plus ou moins d'êtres humains ? La croissance démographique est un problème mais *pas seulement* un problème. C'est une bénédiction mais *pas seulement* une bénédiction. Evidemment, il est toujours moins attrayant de payer pour une chose bien avant de pouvoir en tirer avantage. « Voyager maintenant, payez plus tard » est une formule plus séduisante que « Payez maintenant et bénéficiez beaucoup plus tard des bénéfices que vous apportera un enfant ».

Ce livre est un livre optimiste. Pourquoi est-il si positif alors que la plupart des ouvrages populaires traitant de ce sujet sont généralement négatifs ? La raison principale tient dans la nature des comparaisons qui sont faites. **Ce livre compare principalement la situation actuelle avec la situation des périodes antérieures.** Les comparaisons faites par les autres auteurs le sont entre un groupe et un autre, entre la situation actuelle et celle que ces auteurs *voudraient* qu'elle soit, entre notre situation et ce qu'elle *devrait* être selon eux.

Cet ouvrage contient un nombre énorme d'informations chiffrées.⁸⁰ Il faut garder en tête que les arguments défendus dépendent de ces dernières. **Si les conclusions de Julian Simon ne reposaient pas sur des données matérielles très solides, elles prêteraient à rire** tant elles semblent violer le sens commun. Certains les rejetteraient immédiatement car elles contredisent frontalement les conceptions en cours concernant la population et les ressources. On regardera peut-être avec scepticisme certaines statistiques, notamment celles qui démontrent que la production de nourriture et la consommation par tête augmentent année après année même dans les pays pauvres. On pourra demander : mais qu'en est-il des preuves qui démontrent « ce que chacun sait », à savoir que le monde se dirige vers la privation et la famine ? La réponse, c'est qu'il n'y a pas d'autres données. **Simon s'appuie sur les données de l'Organisation des Nations Unies et celles du gouvernement américain, c'est-à-dire les seules données disponibles. Si les Nations Unies et des officiels américains font des déclarations en contradiction avec les données de leurs institutions respectives, c'est parce qu'ils ne les ont pas regardées ou ont délibérément décidé de ne pas en tenir compte.**

A ceux qui, au terme de cet ouvrage, doutent encore de la véracité de ces données, Simon demande de répondre à cette question : « quelles données puis-je citer qui contredisent la proposition que les conditions matérielles de l'existence sont globalement en train de s'améliorer ? ». Et s'ils n'en trouvent pas, qu'ils se demandent quelles données imaginaires seraient susceptibles de les convaincre. Ces dernières se trouvent dans cet ouvrage. Mais s'ils ne peuvent concevoir aucun ensemble de données susceptibles de les convaincre, alors il faut en conclure qu'il n'existe aucun argument scientifique susceptible de les faire changer d'avis. Si aucune donnée ne peut les faire changer d'opinion, cela signifie que celle-ci est de l'ordre de la croyance métaphysique, c'est-à-dire des convictions de même nature que les conceptions théologiques.

La thèse centrale de ce livre est la suivante : à court terme, toutes les ressources sont limitées (un exemple de ressource limitée, c'est le temps ou le degré d'attention que vous pouvez consacrer à la lecture de ce livre) **mais à long terme, par contre, les choses sont différentes.** Nos standards de vie ont augmenté au même rythme que l'accroissement de la population mondiale depuis le début de l'histoire humaine dont nous avons des traces. Il n'y a pas de raisons économiques de penser que cette tendance en direction d'une meilleure vie ne puisse pas continuer indéfiniment.

Beaucoup de gens auront du mal à accepter cet argument économique. Des ressources décroissantes, une pollution en hausse, la famine, la misère, tout cela semble inévitable à moins de réduire la croissance démographique ou de réduire drastiquement la consommation des ressources naturelles. Thomas Malthus (1766-1834) a atteint cette conclusion il y a deux siècles dans son fameux ouvrage intitulé « Essai sur le principe de

80 En raison des contraintes éditoriales et de la nature même du présent ouvrage (une synthèse de grands textes libéraux), **il n'est pas possible de reproduire ici toutes ces données et la multitude de tableaux et graphiques qui émaillent les 700 et quelques pages de l'ouvrage de Julian Simon.** Le lecteur désireux d'approfondir ces questions et d'en contrôler les assertions voudra bien se référer à l'ouvrage de cet auteur (de préférence dans la dernière édition où les chiffres ont été réactualisés) et à l'abondante bibliographie figurant à la fin de ce dernier.

population » (1798, seconde édition remaniée en 1803). L'opinion publique est encore dominée par cette lugubre théorie.

La nouvelle théorie - qui est la clé de cet ouvrage – et qui s'accorde avec les données que nous possédons est la suivante : **une plus grande consommation, engendrée par la croissance démographique et la croissance des revenus, augmente la rareté des biens et fait hausser les prix.** Un prix plus élevé représente une **opportunité** qui conduit les inventeurs et les hommes d'affaires à **chercher de nouvelles méthodes pour combler ces pénuries.** Certains échouent à leurs dépens. Certains réussissent et le résultat, c'est que la situation de chacun est meilleure après qu'elle ne l'était avant que les pénuries ne surviennent. **Cela signifie que nous avons « besoin » de problèmes.** Ce qui ne veut évidemment pas dire que nous devons créer de nouveaux problèmes intentionnellement.

Le bénéfique le plus important que nous tirons de la taille et de la croissance de la population est l'accroissement du stock de connaissances utiles. Economiquement parlant, l'esprit humain importe autant, si pas davantage, que les mains et les bouches. Ce qui détermine principalement le progrès, c'est la disponibilité de travailleurs qualifiés. A long terme, les forces fondamentales influant sur l'état de l'humanité et du progrès sont, premièrement, le nombre de personnes qui consomment mais qui *produisent* des biens et de la connaissance et, deuxièmement, le niveau des richesses.

La richesse consiste en des biens tels que des maisons et des voitures. L'essence de la richesse, c'est la capacité de contrôler les forces de la nature. **L'étendue de richesse dépend du niveau de technologie et de la capacité de créer de la connaissance nouvelle.** Une société prospère peut trouver des remèdes aux maladies nouvelles plus rapidement qu'une société pauvre car elle possède un stock de connaissances et des personnes qualifiées, raison pour laquelle les membres d'une société prospère vivent plus longtemps, en meilleure santé et étant moins exposés aux morts accidentelles. Une caractéristique majeure des sociétés riches, c'est un ensemble assez perfectionné de règles législatives. La richesse à la fois crée de telles règles et dépend de ces dernières pour produire les conditions de liberté et de sécurité que requiert le progrès.

Le monde (en ce compris les Etats-Unis) n'a jamais été aussi prospère qu'aujourd'hui. Pourtant, depuis toujours, certains considèrent qu'il court à sa ruine. On retrouve, sur des **tablettes assyriennes**, écrites il y a quelques millénaires, l'inscription suivante :

« Notre terre dégénère à cette époque ; la corruption et la décadence sont omniprésentes ; les enfants n'obéissent plus à leurs parents ; tout homme désire écrire un livre et la fin du monde est proche ».

Pourtant, comme l'a écrit plaisamment Franklin Pierce Adams : « Rien n'est plus responsable du bon vieux temps qu'une mauvaise mémoire ».

Première Partie

Le futur prometteur des ressources naturelles

Chapitre I : La déconcertante théorie de la rareté des matières premières

Le biologiste Paul Ehrlich, l'auteur de « La Bombe P » (P signifiant « Population»), alors le plus célèbre écologiste de l'époque, a écrit, dans les années 70, que nous entrions « dans l'âge de la rareté ». Selon lui, nos ressources naturelles s'épuisent, notre environnement devient de plus en plus pollué et la croissance de notre population menace notre civilisation et notre existence même.

Qu'en penser ? **La question centrale ici, c'est celle de la rareté.** Si le stock d'une matière s'épuise, quel est le signe le plus sûr qui atteste de sa raréfaction ? Le fait que son prix va augmenter graduellement et continuellement. Ce n'est pas un signe infaillible car il peut arriver que le gouvernement hausse artificiellement le prix d'un bien pour réduire sa consommation. **Quoi qu'il en soit, une règle généralement admise, c'est que la raréfaction d'une matière première entraîne un prix en augmentation.** Mais le contraire n'est pas nécessairement vrai : le prix d'une matière première peut augmenter sans que cela signifie qu'elle se raréfie. Ainsi, un puissant cartel peut avec succès faire gonfler les prix durant un moment – comme le fit l'OPEP en 1973 avec le pétrole – alors même que le coût de production de cette matière première reste inchangé.

Comment estimer l'évolution future des coûts et de la rareté ? Il y a deux méthodes, répond Simon :

- la **méthode de l'ingénieur** : on prévoit l'évolution d'une matière première de la manière suivante :
 1. on estime la quantité physique connue de la ressource (par exemple du cuivre) sur terre qui est accessible par extraction ;
 2. on extrapole le taux d'utilisation future à partir du taux actuel ;
 3. on soustrait les estimations successives de 2 de l'inventaire physique de 1

- la **méthode de l'économiste** (telle que l'entend Julian Simon) :
 1. on se demande, quand on estime les coûts, s'il y a une raison de penser que la période visée par la projection sera différente de la période qui a précédé (on remonte aussi loin en arrière que l'on dispose de données connues et fiables) ;
 2. s'il n'y a pas de raisons de rejeter la tendance passée comme étant représentative du futur, on se demande s'il y a une explication raisonnable de la tendance observée ;

3. s'il n'y a pas de raison d'estimer que le futur sera différent du passé et si on dispose d'une explication solide de la tendance (ou même si l'on ne dispose pas d'explication solide mais que la tendance est écrasante), on projette la tendance dans le futur.

Julian Simon se livre à une étude de l'évolution du prix des matières premières dans le temps. Il cite de nombreux chiffres et aligne de nombreux graphiques relatifs à des matières premières tels que l'étain, le mercure, le cuivre, etc. Pour mesurer le coût d'une matière première, il suffit de faire le ratio entre le prix de la matière considérée et celui d'un autre produit tel que, par exemple, le salaire. **Au terme de ce calcul, il apparaît, de façon assez surprenante, que les matières premières coûtent beaucoup moins cher actuellement que le prix qu'elles valaient il y a un siècle,** souvent jusqu'à un cinquième du prix initial.

Cette tendance plongeante prolongée des prix des matières premières est incompréhensible pour celui qui raisonne avec la méthode de l'ingénieur. Ce dernier est comparable à quelqu'un qui observe une baignoire remplie d'eau et qui traçant un trait au niveau de l'eau, affirme que le niveau de l'eau est limité. Il observe de loin que des gens viennent continuellement puiser de l'eau. Pourtant, quand il revient, il constate que le niveau de l'eau a monté (autrement dit, le prix a baissé). Pourtant, personne n'a intérêt à rajouter de l'eau (personne ne va déverser du pétrole dans un puits de pétrole). Il a dû, pense-t-il, arriver un événement étrange mais exceptionnel. Mais chaque fois qu'il y retourne, le niveau est encore plus haut qu'avant, et l'eau se vend à un prix toujours plus bas. Malgré tout, il continue à répéter que la quantité d'eau est obligatoirement limitée et ne peut continuer d'augmenter, voilà tout.

Au contraire, une personne prudente, après plusieurs augmentations successives de l'eau, conclura que cette tendance risque de se répéter et qu'il serait plus raisonnable d'en chercher des explications plausibles ? N'y a-t-il pas des tuyaux d'arrivée d'eau ? Quelqu'un n'aurait-il pas inventé un procédé pour produire de l'eau ? Les gens consomment-ils moins d'eau qu'avant ? Ne verse-t-on pas de l'eau recyclée ? Quelle que soit l'explication véritable, il est plus logique de chercher la cause de ce prétendu miracle, plutôt que de s'accrocher à une théorie naïve de ressources fixes en soutenant que cela ne peut durer.

Comment expliquer cette baisse du prix des matières premières ? Selon Julian Simon, **lorsque ces dernières se raréfiaient, les prix ont monté, ce qui a poussé à inventer des substituts qui se sont vite révélés plus performants que la ressource en question dont le prix a, dès lors, chuté.** Dans l'entretemps, l'optimisation de la production et de la consommation desdites ressources a permis d'augmenter le stock dans des proportions appréciables. Production et consommation pétrolières se sont accrues mais le stock disponible a augmenté dans des proportions encore plus considérables. Ainsi qu'en attestent les chiffres officiels du ministère américain du commerce et en dépit de l'hallucinante voracité taxatoire de l'Etat, le prix du pétrole relativement aux salaires et à l'indice des prix à la consommation a chuté de

manière spectaculaire de 1870 à nos jours⁸¹ : les quelques « pics » (1973, 1980, etc.) sont imputables à des causes politiques (OPEP) et n'affectent pas, à long terme, cette tendance à la baisse.

En 1980, désireux de démontrer publiquement l'absurdité des thèses relatives à la raréfaction des ressources et à la hausse de leur prix, Julian Simon paria 10.000 \$ avec Paul Ehrlich - alors le prêcheur d'apocalypse le plus connu de la planète - et plusieurs professeurs de Princeton que la valeur d'un panier composé de 5 matières premières – dont le choix était laissé aux opposants - baisserait après une période de dix ans. **Ehrlich et deux collègues écologistes acceptèrent en ricanant, déclarant que « l'attrait de l'argent facile était irrésistible ».** Ils choisirent cinq métaux : le cuivre, le chrome, le nickel, l'étain et le tungstène. **En septembre 1990, non seulement la somme des prix avait diminué mais également le prix de chaque métal pris individuellement. Les écologistes durent signer le chèque.**

Evidemment, il ne peut y avoir de mesure « vraie » ou « absolue » du coût ou du prix. Il y a plutôt différentes mesures du coût que nous donnent différentes sources d'information, utiles pour différents objectifs. **Mais on peut, dit Simon, avancer avec certitude que le coût moyen de tous les biens de consommation pris ensemble – un index des prix à la consommation – a baissé au fil des ans dans les pays développés** quand on le mesure en termes de ce qu'un ouvrier non qualifié peut acheter. Ceci est prouvé par l'augmentation à long terme de nos standards de vie.

En résumé, **quelle que soit la manière dont on le calcule, le coût des matières premières a chuté tout au long de l'histoire.** Cette tendance historique est la meilleure base pour prédire la tendance des coûts futurs. Il est évidemment paradoxal que le coût et la rareté d'une ressource décroissent à mesure que cette ressource est utilisée. Simon va s'employer à résoudre cette énigme dans les deux chapitres qui suivent. Premièrement, en définissant les ressources en fonction des services qu'elles procurent plutôt que comme un stock de matériaux. Deuxièmement, en analysant le concept de finitude.

Chapitre II : Pourquoi les prévisions techniques et économiques relatives aux ressources sont-elles si souvent erronées ?

Les prévisions les plus médiatisées sur la rareté des ressources dans le futur, calculées par des scientifiques et des ingénieurs, s'opposent frontalement aux prévisions économiques sur les ressources exposées dans cet ouvrage. Si l'on regarde l'histoire des prévisions, on constate que ces prévisions d'ingénieurs sont généralement profondément erronées. Les prévisions des ingénieurs (les prévisions « techniques ») peuvent-elles se baser exclusivement sur des principes physiques ? Les prévisions économiques et techniques se contredisent-elles nécessairement ? La réponse à ces deux questions est négative.

81 J.L. Simon, *The Ultimate Resource II*, Princeton University Press, 1996, pp.168-169

La diminution du coût des ressources naturelles- empiriquement constatée dans des études amplement référencées dans cet ouvrage -**réfute l'idée qu'un rendement décroissant fait augmenter le coût et la rareté.** Comment expliquer ce paradoxe qui heurte profondément l'intuition et notre sens commun ?

Le « bon sens » est un mauvais guide en la matière. Pour comprendre ce phénomène curieux, il faut d'abord comprendre la méthode de calcul des ingénieurs. Quand ils procèdent à une estimation, ils estiment la quantité et la qualité des ressources se trouvant dans le sous-sol au moyen des méthodes d'extraction actuelles et également, pour les études plus sophistiquées, au moyen des méthodes d'extraction qui seront, selon leurs estimations, disponibles dans le futur (à des coûts variés). **Toutes ces estimations des ingénieurs sont basées sur un présupposé : il « existe » sur terre une quantité d'un minerai donné et on est capable, au moins en principe, de répondre à la question « quelle est la quantité de ce minerai sur terre ? ».**

Les prévisions techniques sont affectées de plusieurs défauts. Lesquels ?

Premièrement, la plupart de ces prévisions se contentent de diviser les « réserves connues » par le taux actuel de consommation pour estimer le nombre d'années de consommation restantes. Les tableaux de données présentés par Julian Simon montrent que les « réserves connues » sur une période de vingt ans ont presque toutes augmenté tout au long de la période en fonction de la demande croissante. Les réserves connues constituent un plancher de prévision extrêmement pessimiste. **Il faut évidemment se garder, déclare Julian Simon, de confondre « l'abondance du sol » et la « disponibilité économique ».** En effet, si l'on ne peut pas extraire matériellement, en l'état actuel de nos compétences techniques, une ressource qui existe pourtant, **on peut évidemment se retrouver en situation de pénurie.** Cette estimation de « disponibilité économique » de la ressource, beaucoup moins pessimiste que les réserves prouvées, correspond à l'estimation maximale de ressources extractibles. Or, **ces ressources extractibles représentent à peine un centième de 1% (0,0001) du total des matières se trouvant dans la couche supérieure de la croûte terrestre jusqu'à un kilomètre de profondeur.**⁸²

Deuxièmement, l'offre des minéraux est très élastique par rapport au prix. C'est-à-dire qu'une variation minime du prix du minerai provoque généralement une demande importante dans le stock potentiel qui est disponible au sens économique (c'est-à-dire dont l'extraction est rentable). La moindre variation peut faire monter la catégorie « réserve » de manière exponentielle. Or, un grand nombre de prévisions techniques se bornent à recenser le stock d'une ressource disponible aux prix courants avec la technologie actuelle. Pas étonnant, dès lors, que ces prévisions concluent à un épuisement rapide des « réserves ».

82 A l'époque où a été publié ce livre, on n'exploitait pas encore des gisements situés à 2 ou 3 kilomètres de profondeur comme c'est aujourd'hui le cas avec le gaz de schiste.

Troisièmement, contrairement à la méthode économique qui se base sur l'unique hypothèse que la tendance des coûts à long terme se maintiendra, les **prévisions techniques doivent reposer sur un grand nombre de spéculations sur des choses futures** difficilement voire carrément (au-delà d'un certain nombre d'années) impossibles à prévoir.

Quatrièmement, **l'inventaire technique du « contenu » de la terre est totalement incomplet** pour une raison bien simple : des études détaillées coûtent très cher et l'idée de les mener n'a jamais paru rentable.

Cinquièmement, **la prévision dépend fortement de l'aptitude du pronostiqueur à imaginer des méthodes d'extraction qui seront mises au point dans le futur.** Considérer, sur base d'une hypothèse « conservatrice », que la technologie n'évoluera pas, c'est un peu comme si on estimait la production actuelle du cuivre à partir des techniques d'extraction manuelle qui existaient au XVIII^{ème} siècle.⁸³

Les prédictions alarmistes du Club de Rome déclinées dans « Halte à la croissance » (ou « rapport Meadows »), ce best-seller vendu à 4 millions d'exemplaires en 1972, ont été désavouées par l'industriel Aurelio Peccei, le fondateur même du Club, qui a affirmé que les conclusions de ce rapport n'étaient pas véridiques et qu'elles avaient été mises là pour égarer intentionnellement le public afin « d'éveiller » l'opinion publique sur ces questions préoccupantes. En d'autres mots, le Club de Rome a financé et diffusé des mensonges afin d'effrayer les gens. Les auteurs de ce rapport, Meadows en premier, se sont trompés en utilisant la notion de « réserve connue ». Ils estimaient par exemple que l'aluminium serait épuisé dans 49 ans au maximum alors qu'il est abondant aujourd'hui dans le sous-sol. En 1992 parut une suite, « **Beyond the Limits** » (Au-delà des limites), produite par le même groupe qui avait écrit « Halte à la croissance ». Ils reconnurent s'être trompés sur l'échéance temporelle mais maintinrent que leurs idées étaient correctes. Un peu comme si un météorologue affirmait que la tempête de neige qu'il avait annoncée pour le lendemain était non pas une prévision erronée mais une prévision correcte anticipée de quatre mois. Tout ceci, du reste, s'inscrit dans la grande tradition malthusienne puisque Malthus, dans la seconde édition de son livre, changea presque tout à l'exception des conclusions qui le rendirent célèbre.

Ce sont des ingénieurs du MIT qui ont été mobilisés pour la rédaction de ce rapport Meadows.

En réalité, la méthode des ingénieurs ne permet pas de faire des prévisions valables. Les réserves ne constituent qu'une fraction des ressources d'une matière donnée. **Réserves et ressources font partie d'un système dynamique et ne peuvent être inventoriées comme des boîtes de tomates sur les étagères de l'épicier.** Les découvertes, l'exploitation de nouvelles sources d'énergie, les progrès scientifiques, l'augmentation de l'efficacité énergétique, les innovations technologiques, les

83 Ainsi, pour confirmer l'analyse de Simon, il faut savoir que les techniques d'extraction par « fracturation » n'existaient pas à l'époque où ce livre a été publié.

exigences commerciales d'économie, la variation des prix, etc. agissent constamment sur l'importance des réserves et des ressources.

Or, nous n'avons pas d'outils pour mesurer la quantité totale de cuivre, de fer ou de pétrole sur terre. Même si nous avons de pareils outils, nous ne pourrions probablement pas nous entendre sur ce qui peut être considéré comme une « ressource ». En effet, pour calculer la réserve totale de cuivre, faut-il tenir compte de la quantité importante de sels de cuivre dissoute dans l'eau de mer ?

Ainsi, on se heurte à des **difficultés presque insurmontables pour définir, par exemple, le « cuivre » ou le « pétrole » disponible. Lesquelles ?**

Premièrement, la ressource en question se trouve, en des quantités et qualités diverses, éparpillée en différents endroits de la terre et présente une plus ou moins grande difficulté d'accès. Ces quantités présentes en faible concentration ou difficilement accessibles (tels les métaux dissous dans l'eau, présents au fond de la mer, au centre de la terre, etc.) constituent pourtant des **quantités tout à fait considérables dans leur totalité** (si on les compare aux fameuses « réserves prouvées »). Il n'est **pas exclu du tout** (c'est d'ailleurs plutôt le contraire au vu des progrès phénoménaux dans les outils et méthodes d'extraction et de raffinage) **que ces quantités soient exploitables à moyen ou long terme.**

Deuxièmement, nous créons constamment de nouvelles sources de matière première en ce sens que nous en découvrons à des endroits insoupçonnés (plusieurs études affirmaient qu'il n'y avait pas de pétrole au Texas avant qu'on en découvre). Par le passé, on s'est fourni en ressources provenant d'autres continents alors qu'elles étaient présentes dans le pays même. Dans le futur, d'autres ressources seront peut-être extraites de la mer voire d'autres planètes.

D'accord, dira-t-on, mais imaginons que nous puissions opérer un recensement exhaustif et précis sur tous les gisements du monde. Ne serions-nous pas alors en possession d'une réserve « fixe » ? Une telle estimation serait inutile, répond Julian Simon. Pourquoi ? Parce qu'il est impossible de procéder à une telle enquête. **Pareille estimation est non seulement impossible matériellement mais aussi et surtout** - et c'est vraiment cela qu'il importe de bien comprendre ici - **elle est impossible théoriquement.** Pourquoi ? **Parce qu'une définition de ce genre est toujours « opérationnelle ».**

Le stock opérationnel des matières premières est :

- soit celui connu actuellement,
- soit celui que nous pouvons estimer connaître dans l'avenir,
- soit celui susceptible d'être découvert en fonction d'une demande variable.

Or, ces deux dernières grandeurs ne sont pas « fixes » mais, par principe, « variables ». Ce sont ces dernières qui doivent être prises en compte quand on prend des décisions politiques.

Pour le dire autrement, la réserve de matières premières n'est pas comme un stock présent en quantité finie (« fixe ») dans un entrepôt. Croire cela, c'est oublier que nous inventons constamment de nouvelles sources d'énergie et que nous réapprovisionnons constamment cet entrepôt. **Le stock de ressources n'est pas comme une « mine » qui, à force d'être exploitée, finira par se tarir. On crée constamment de nouvelles « mines »** (en recyclant, par exemple, un métal présent dans les déchets).

Le lieu commun culpabilisateur selon lequel l'Américain moyen utilise 90 fois plus de X (où X correspond à telle ou telle ressource) que l'Asiatique ou l'Africain moyen est en réalité non pertinent. Pourquoi ? Parce que l'Américain moyen crée également beaucoup plus de ressources « naturelles » X que ne le fait son homologue africain ou asiatique, en moyenne dans la même proportion que ce qu'il en consomme. Parfois dans une proportion supérieure à ce qu'il consomme. On comprend dès lors pourquoi on utilise les guillemets dans l'adjectif « naturel » de la phrase précédente. **Cela n'a pas de sens, en réalité, de parler de « ressources naturelles ».**

Chapitre III : Est-il vraiment possible que le stock des ressources naturelles soit illimité ? Bien sûr !

Les ressources naturelles ne sont pas limitées. A première vue, cette affirmation semble ridicule. Chacun « sait » qu'elles le sont. Ce chapitre entend démontrer que l'offre des ressources naturelles n'est pas limitée (en aucun des sens économiques possibles), ce qui est une des raisons pour lesquelles leur coût peut continuer à diminuer indéfiniment.

La notion de « limite » est non seulement impropre pour décrire les ressources naturelles mais franchement trompeuse et ce aussi bien au point de vue pratique que théorique. La « limite » est une notion mathématique. Même utilisée dans cette discipline très rigoureuse, cette notion est assez ambiguë et peut avoir deux sens différents qui sont parfois contradictoires. On dira d'une droite de trois centimètres qu'elle est « finie » au sens où elle est comprise entre deux extrémités, mais que le nombre de points présents sur ce segment de trois centimètres est illimité. Pourquoi ? Parce que les points n'ont pas, conceptuellement, de dimensions définies. On ne peut pas les compter. Ils sont en nombre infini. De même, on ne peut absolument pas affirmer que la quantité de cuivre qui sera disponible dans le futur est limitée, car il n'existe pas de méthode (même en principe) pour mesurer cette notion économique. En effet, on peut trouver du cuivre sous forme saline dans l'eau de mer, sur d'autres planètes. **Par ailleurs, ce qui rend - même théoriquement - cette mesure impossible, c'est qu'il est possible de créer du cuivre (ou son équivalent économique) à partir d'autres matières.** Il n'y a pas de frontières quant aux sources potentielles où s'en

procurer. C'est un peu comme si l'on tentait, plaisante Simon, de déterminer le nombre de fèves dans un pot dont la taille est inconnue. Même Dieu ne pourrait le savoir.

L'homme est désormais en mesure de créer de nouveaux matériaux, soit en synthétisant des composantes connues, soit en inventant carrément des matériaux qui n'existent pas dans la nature. Les chercheurs assemblent molécules et atomes et donnent naissance à des matériaux dotés de nouvelles propriétés qui peuvent rendre les mêmes services, voire des services plus nombreux et plus performants que les matériaux existants. Le plastique organique est plus résistant, flexible, léger que le verre ; le palladium peut remplacer la platine dans les pots catalytiques des voitures, etc.

En conséquence, **la quantité d'une ressource naturelle qui sera disponible** - et surtout le nombre de services qui peuvent être effectivement rendus par cette ressource - ne pourra **jamais être connue en principe**. On ne peut compter les points dans le segment ni les fèves dans le pot à taille inconnue. Il n'y a pas de finitude des ressources de quelque manière qu'on puisse l'entendre.

En résumé, une définition *opérationnelle* acceptable de la quantité d'une ressource naturelle ou des services qu'elle nous rend, est la seule définition utile pour prendre des décisions de principe. En effet, ce n'est pas aux ressources elles-mêmes que nous nous intéressons en tant qu'économistes ou consommateurs mais à la somme des services qu'elles peuvent rendre.

Une quantité conceptuelle n'est pas finie ou infinie en elle-même. Elle devient finie ou infinie en fonction de la définition qu'on en donne. Elle sera finie si on choisit de la définir de façon qu'elle le soit, c'est-à-dire de façon suffisamment étroite pour pouvoir la compter, par exemple le montant d'argent présent dans mon portefeuille ou le nombre de chaussettes présentes dans le tiroir supérieur de ma garde-robe.

Le terme « **cornucopians** » (éventuellement traduisible en français par le hideux néologisme « abondantiste ») a été créé par certains pour qualifier ceux qui estiment que la nature, telle une « corne d'abondance », déverserait sans limites ses ressources naturelles sur la terre. Julian Simon se défend d'appartenir à cette catégorie. **Il ne considère pas, en effet, que la nature nous dispenserait des ressources de manière illimitée.** A la base, la nature est plutôt inhospitalière à l'homme. Il suggère plutôt que **les potentialités dans le monde sont suffisamment grandes pour que l'homme, dans l'état actuel de ses connaissances** (sans même parler des probables progrès futurs qui seront peut-être considérables) **est déjà en mesure**, par son imagination et ses capacités d'entrepreneur, **de manipuler et de combiner les éléments de telle manière qu'il puisse disposer de tous les matières premières qu'il désire.** En résumé, la corne d'abondance, ce n'est pas l'environnement naturel, mais l'esprit et le cœur humain.

La « loi » des rendements décroissants

On invoque souvent la « loi des rendements décroissants ». Cette dernière établit que le coût d'exploitation augmente au fur et à mesure que la ressource devient moins accessible.

Cette loi ne trouve pas à s'appliquer ici car elle présuppose que l'élément à exploiter est fixe et que la technologie reste inchangée. Or, on découvre de nouveaux filons et la technologie évolue, raisons pour lesquelles les coûts de production n'ont jamais cessé de diminuer. On me rétorquera, affirme Julian Simon, que la « loi » des rendements décroissants doit bien s'appliquer de temps à autre. En effet, dit-il, **cette loi s'applique aux situations où l'un des éléments possède une quantité fixe** - par exemple une mine déterminée de cuivre aux contours clairement délimités - et où la technologie n'est pas susceptible d'évoluer. Mais aucun de ces facteurs ne s'applique à l'extraction des minerais à long terme.

Julian Simon se risque à formuler une **généralisation : dans les affaires économiques, il y a toujours des rendements décroissants à petite échelle, mais des rendements croissants à large échelle.** Par exemple, si je prélève du pétrole *d'un* puits particulier, le coût des barils futurs va progressivement augmenter. Par contre, si je prélève du pétrole *de tous* les puits, cela finira par faire globalement baisser le coût de l'énergie.

Chapitre IV : La Grande Théorie

Les trois premiers chapitres ont permis d'exposer une **conception assez époustouflante des ressources : plus nous les utilisons, plus nous nous enrichissons.** Et il n'y a pas de limites à nos capacités d'améliorer notre sort (du moins au cours des prochains milliards d'années). Julian Simon a découvert que, loin d'empirer comme on le prétend souvent, notre situation s'améliorait (il va en faire la démonstration dans les chapitres qui suivent). Peut-on dessiner une théorie générale expliquant tous ces phénomènes ? Julian Simon le pense. Laquelle ?

Concernant les ressources, la plus grande et la plus importante tendance- dont les autres tendances font partie - c'est que la Terre devient de plus en plus hospitalière pour les êtres humains. Nous avons une plus grande espérance de vie, une connaissance plus étendue de la nature, nous nous protégeons plus adéquatement des éléments, nous vivons avec plus de sécurité et de confort, etc.

Comment expliquer cette tendance ?

Julian Simon applique à l'exploitation des ressources naturelles par les humains **le schéma évolutionniste que Friedrich Hayek a dégagé pour les ordres spontanés.**⁸⁴ C'est un processus de sélection mais pas- le point est important - de nature biologique.

84 La théorie des ordres de Friedrich Hayek est synthétisée dans le tome I de la Tradition de la Liberté, pages 264 et suivantes.

Ce ne sont pas les individus économiquement les plus adaptés qui seraient sélectionnés. Ce n'est pas, comme on l'a parfois affirmé du « darwinisme social ». **Il s'agit d'une sélection « culturelle » et non pas « naturelle ».** Aucun être vivant n'est sacrifié. **Il s'agit juste ici de la sélection de « règles ».** Les règles de comportement adoptées par des groupes humains et qui se révèlent être les plus efficaces sont sélectionnées et finissent par se généraliser au fil des siècles. Ces règles sont de nature juridique mais précèdent la législation d'origine étatique. Elles se forgent anonymement à travers la pratique de millions de personnes à travers les siècles. Le processus est quasi-inconscient et cette évolution se poursuit constamment à moins d'être contrecarrée par des règles d'origine étatique qui, plutôt que de consacrer légalement ces pratiques qui fonctionnent, imposent des règles artificielles concoctées par quelques idéologues et théoriciens en chambre (ce qui peut conduire à la ruine et à la catastrophe comme le démontre l'issue de l'aventure communiste).

Ce que pense Simon, c'est que cette théorie hayékienne convient également pour décrire les rapports que les hommes entretiennent avec les ressources.

Au fil du temps, les règles qui permettent d'augmenter plutôt que de diminuer la quantité des ressources ont été sélectionnées. Partout et en tout lieu, les hommes vont de préférence adopter les comportements judicieux qui permettent de stocker les ressources en suffisance pour l'hiver, qui permettent de ne pas diminuer les ressources animales et végétales nécessaires à leur conservation, qui permettent de régénérer le bois nécessaire au chauffage, à la cuisine et à la construction, etc. Evidemment, il existe aussi des règles et des comportements destructeurs mais ces derniers, même s'ils sont adoptés un moment finissent par disparaître car ils mènent au suicide. Ce qui finit par s'imposer, ce sont les procédés ingénieux, les trouvailles, les habitudes qui conduisent à une gestion optimale des ressources et qui permettent non seulement de renouveler le stock mais de l'augmenter.

L'évolution de notre espèce nous montre que les groupes humains choisissent spontanément des règles de comportement, ainsi que des règles pour exercer les gens à pratiquer ces comportements qui, quand on regarde les deux plateaux de la balance, tendent à montrer, en dépit d'erreurs, d'errements et de culs-de-sac, que les hommes sont plutôt des créateurs que des destructeurs. En résumé, **l'humanité a évolué en créant des problèmes et en les résolvant.**

Comme on l'a dit, beaucoup de gens ont de ces phénomènes une lecture pessimiste voire catastrophiste. Une théorie à la mode consiste à utiliser, à mauvais escient, des concepts de la thermodynamique pour défendre l'idée que la situation ne peut aller que dans le sens d'une désorganisation croissante. Selon ces théoriciens, l'entropie est la loi suprême de la nature et gouverne tout ce que nous faisons. Ils citent la seconde loi de la thermodynamique qui énonce que **dans un système clos** (la signification de ces deux mots est cruciale), **le désordre entre particules chargées d'énergie s'accroît avec le temps.** Plus vite les particules se déplacent, plus l'énergie est utilisée dans les mouvements et les collisions et plus vite le mouvement va de l'ordre au désordre. Les prêcheurs de l'apocalypse extrapolent de cette simple idée la croyance que plus les humains consommeront d'énergie dans les prochaines décennies, plus rapidement

notre espèce s'éteindra en raison d'une pénurie d'énergie. Dans un univers clos, l'entropie augmente nécessairement. Rien ne peut contrecarrer cette tendance vers un désordre croissant qui tournera au chaos. Ils insistent beaucoup sur le caractère « clos », fermé et isolé de notre système. **Cette théorie sert de prétexte à toute une série de personnes dont l'agenda politique est de renforcer la planification, le contrôle et la centralisation de l'économie.**

En réalité, répond Julian Simon, le concept d'entropie est indéniablement valable à l'intérieur d'un container verrouillé placé dans un laboratoire. Il est aussi pertinent pour des entités plus grandes qu'on peut raisonnablement considérer comme des systèmes clos. Par contre, la Terre n'est pas un système clos car l'énergie (du soleil) et la matière (poussière cosmique, astéroïdes, débris d'autres planètes) « pleuvent » constamment sur la terre. Peut-être parviendra-t-on à prouver un jour que le système solaire est un système isolé. Mais, même si c'est le cas, il va encore perdurer quelques milliards d'années. Et les chances semblent excellentes que, durant cet intervalle, l'être humain parvienne à atteindre d'autres systèmes solaires où trouver des moyens pour convertir la matière des autres planètes en énergie dont nous avons besoin pour continuer à vivre.

Des concepts stimulants de la physique tels que « l'entropie », « la relativité », « le principe d'incertitude d'Heisenberg », etc. **sont souvent, sortis de leur contexte, utilisés à tort et à travers par n'importe qui pour tenter de prouver n'importe quoi.** Or, dit Julian Simon, les plus grands physiciens sont beaucoup plus mesurés, réservés et prudents quand ils manipulent ces concepts. Ainsi un spécialiste aussi respecté que Stephen Hawking pense qu'il est encore difficile de trancher la question de savoir si, dans l'univers, l'entropie augmente ou diminue. Il estime, par ailleurs, que la quantité totale d'énergie dans l'univers est équivalente à zéro, car il existe une balance entre l'énergie positive et négative. Ces considérations cosmologiques devraient inciter certains à plus de modestie.

Quoi qu'il en soit, la théorie appropriée pour le développement humain, c'est l'évolution et non pas l'entropie. Les chapitres qui suivent illustrent cette règle générale.

Chapitre V : La famine en 1995 ?, ou en 2025 ?, ou en 1975 ?

La tendance générale est à l'amélioration des stocks de nourriture pour quasiment tous les segments de la population mondiale. Il y a là un consensus écrasant de tous les scientifiques étudiant ces questions. **Pourtant, le public** qui lit la presse, écoute la radio, regarde la télévision, **a acquis la conviction-** forgée et propagée initialement par une poignée de déclinologues **-que l'humanité se dirige vers une famine généralisée** en raison de l'épuisement des ressources agricoles. Même les écoliers « savent » que la situation empire. Il y a même des livres d'écoliers qui prétendent - dans la plus pure tradition malthusienne - que la population s'accroît de manière géométrique (2, 4, 8, 16, 32, etc.) alors que la production de nourriture progresse seulement de manière arithmétique (2, 4, 6, 8, 10, 12, etc.). La grande majorité des écologistes prédisait, dans

les années 70, que le monde que l'on connaît aujourd'hui serait ruiné dans les années 2000 en raison, notamment, de pénuries alimentaires généralisées.

Heureusement, aucun de ces terribles évènements ne s'est produit. Depuis que ces prédictions sinistres ont été faites, la plupart des gens sont toujours mieux nourris et vivent de plus en plus longtemps. L'évolution de la production alimentaire contredit frontalement ces prévisions effrayantes faites il y a 30 ans. La production alimentaire par tête dans le monde, loin de diminuer, a augmenté de 40% entre 1970 et 1990. **Par ailleurs, le prix de ces matières agricoles a chuté drastiquement (parfois de 90%) entre 1800 et 1980**, ce qui prouve que, à l'époque, Keynes avait tort lorsqu'il s'exprimait sur ce sujet. Comme tant d'autres grands économistes, il a été induit en erreur par la « loi des rendements décroissants » (inappropriée en l'occurrence). La tendance générale montre clairement une amélioration de l'approvisionnement en nourriture pour quasiment tous les segments de la population mondiale.

La famine frappe encore parfois certaines populations dans le monde. A une époque telle que la nôtre, aucun facteur naturel ne peut expliquer que l'homme soit encore affecté par une telle calamité. Pourtant, cela se produit encore. **Les famines modernes surviennent exclusivement dans une société où l'on supprime les exploitations fermières individuelles pour rendre l'Etat propriétaire de ces dernières et placer la production agricole sous le contrôle de bureaucrates. Pire : ces régimes qui, par leur dirigisme et leur incompétence, mènent leur peuple à la famine, s'ingénient même à compliquer voire à contrecarrer l'arrivée des secours internationaux.** Ainsi, l'Éthiopie a sévèrement restreint l'accès au Nord du pays - ravagé par la guerre et la sécheresse - ce qui a conduit à la conséquence aussi absurde qu'absolument révoltante suivante : des centaines de milliers de tonnes de nourriture bloquée dans des entrepôts portuaires qui ne purent jamais être distribués à une population agonisante. Les semences agricoles ne purent, elles non plus, être distribuées, ce qui mena à une réédition de la famine l'année suivante.

La famine n'est en rien une conséquence de la hausse démographique. Paradoxalement, une population plus grande réduit les probabilités d'apparition d'une famine. Une société avec population plus concentrée construit de meilleures routes et développe mieux ses moyens de transport, deux éléments majeurs pour lutter contre la famine.

Julian Simon ne prétend évidemment pas qu'il y a lieu d'être satisfait de la production des ressources alimentaires ni que la faim n'est pas un problème mondial. Quantité de gens meurent de faim. Quantité d'autres aimeraient accéder à une alimentation plus riche (même si, pour nombre d'entre nous, un tel régime serait moins sain). Mais nous constatons que la **tendance à long terme va dans le sens d'une diminution graduelle, décennie après décennie, du prix de la nourriture par rapport au prix du travail** et même par rapport au panier de la ménagère. Pour éviter les famines, il importe de restaurer la liberté économique, c'est-à-dire la propriété privée pour les fermiers, et des marchés agricoles sans entraves, quotas, et restrictions.

Chapitre VI : Quelles sont les limites de la production alimentaire ?

En dépit des prévisions alarmistes, le prix de la nourriture a chuté depuis les dernières décennies, ce qui signifie que les stocks alimentaires mondiaux ont augmenté plus rapidement que la population humaine.

Les techniques modernes (telles, par exemple, que celle de « PhytoFarm » dans l'Illinois) **pourraient**, si elles étaient mises en application, **nourrir une population humaine 100 fois plus importante que la population actuelle, c'est-à-dire près de 500 milliards de personnes avec des fermes de 100 étages qui, au total, n'occuperaient que le centième de la surface agricole actuelle.** Les techniques actuelles⁸⁵ sont telles que la population mondiale pourrait techniquement être nourrie avec une seule ferme sans aucun étage mais qui occuperait le dixième de la surface du Texas ou alors par une ferme de cent étages qui occuperait la surface de la ville d'Austin et de sa périphérie. Julian Simon cite également de nombreux chiffres relatifs aux progrès de l'aquaculture.

Au fil du temps, les fermiers ont concentré le gros de leur activité sur seulement quelques-unes des espèces (blé, maïs, riz et patates) de l'immense variété des espèces sauvages qui étaient mangées auparavant. Certains affirment que cela **fragilise notre situation alimentaire** dans l'hypothèse d'une maladie qui affecterait l'une de ces espèces. Julian Simon répond que la diversité d'aliments accessibles n'a jamais été aussi grande aujourd'hui dans les supermarchés et cela en raison des progrès considérables en matière de transport et de réfrigération. Si une ou deux de ces espèces cultivées en priorité disparaissaient subitement, cela n'aurait que peu d'effets sur notre situation alimentaire car ces graines sont mangées en priorité par nos animaux et pourraient aisément être réorientées vers nos assiettes dans l'attente d'une solution. **L'idée que moins de variétés céréalières conduit à des stocks alimentaires plus fragiles est contredite par des données s'étalant sur plusieurs siècles:** les faits montrent que la mortalité consécutive aux famines a baissé plutôt qu'augmenté.

D'ailleurs, l'idée que nous allons subir une pénurie alimentaire à long terme en raison de l'accroissement de la population et, ainsi que l'affirmait Malthus, d'une réduction de la surface agricole disponible est **actuellement discréditée scientifiquement.** **L'ingénierie génétique** qui permet de produire incomparablement plus de nourriture par hectare **ne sera pas nécessaire avant des décennies ou des siècles.** C'est seulement lorsque la population mondiale se sera accrue substantiellement qu'il y aura suffisamment d'incitants pour adopter les systèmes de production céréalière actuellement utilisés dans les pays les plus avancés. Ce qui est certain, c'est que nos connaissances nous permettent désormais de faire vivre plusieurs fois le nombre actuel de la population mondiale avec moins de terres agricoles que celles actuellement utilisées.

85 Depuis la parution de la seconde édition de cet ouvrage (en 1996), ces techniques se sont encore considérablement améliorées et les rendements se sont encore accrus, rendant obsolètes ces chiffres déjà impressionnants. Confer, par exemple, les fermes japonaises dans des caves avec lumières artificielles.

Il faut donc **reformuler la loi de Malthus** de la manière suivante : **que la population s'accroisse ou non à un rythme exponentiel, la subsistance s'accroît à un taux exponentiel encore plus rapide** (en grande partie mais pas entièrement en raison de la croissance démographique).

La principale raison pour laquelle l'humanité n'a pas produit plus de nourriture par le passé est qu'il y avait une demande insuffisante pour plus de nourriture. Quand la demande s'accroît, les fermiers travaillent plus durement pour produire des céréales, améliorer la terre, faire des recherches pour augmenter la productivité. Cela implique des coûts d'investissement durant un certain temps mais, comme nous l'avons vu au chapitre V, la nourriture tend à devenir meilleur marché décennie après décennie. C'est la raison pour laquelle la production et la consommation par tête ont augmenté.

Une explosion démographique renverse-t-elle cette tendance ? Bien au contraire, la croissance démographique accroît la demande de nourriture qui, à court terme, nécessite plus de travail et d'investissement pour rencontrer la demande. Mais à long terme, la consommation additionnelle ne va pas rendre la nourriture plus chère ou plus rare. C'est le contraire qui est vrai : plus la demande est forte, plus la nourriture devient moins chère et moins rare.

On le voit, le phénomène général exposé dans cet ouvrage s'applique à la nourriture.

Chapitre VII : La situation alimentaire mondiale : pénurie, surabondance et gouvernement

Les subventions à l'agriculture nuisent à l'agriculture. Ainsi, aux Etats-Unis, les subsides ne bénéficient pas réellement aux agriculteurs mais aux propriétaires de terres et aux banques. Les politiques agricoles bénéficient principalement aux... fonctionnaires du Département de l'agriculture. Cette institution compte un fonctionnaire par fermier aux Etats-Unis et ses frais de fonctionnement sont supérieurs au revenu net dégagé par la vente de produits agricoles dans ce pays. Par ailleurs, ces subsides rendent l'agriculture moins compétitive sur les marchés mondiaux.

Nous revoilà dans une situation de surabondance alimentaire. **Les agriculteurs**- surtout aux Etats-Unis -**réclament des subventions afin de réduire la production agricole. Au risque de déclencher à nouveau une crise alimentaire.** Si cela se produit, la faute en sera non pas à la croissance démographique ni à la hausse des revenus ni aux limites matérielles mais aux bourdes commises par les institutions humaines.

Il semble bien que certaines leçons ne puissent jamais être tirées. Pendant plus de 4000 ans, les **gouvernements ont tenté d'accroître la quantité de nourriture** à destination des pauvres en imposant une réglementation des prix **avec pour résultat invariable de réduire la quantité de nourriture.** Julian Simon analyse les différentes catastrophes humaines dans des pays tels que la Chine, l'Inde, l'ex-URSS et le Bangladesh. Depuis des centaines d'années, des « ingénieurs sociaux » s'emploient à

augmenter la production de nourriture en « rationalisant » cette dernière à travers une planification centralisée qui permettrait de réaliser de prétendues économies d'échelle. Le résultat de ces planifications peut être observé en Russie Soviétique et en Afrique dans les années 80.

Combien de temps encore avant que ces échecs ne soient oubliés, comme le fut celui de la colonie de Plymouth ? Combien de temps encore avant qu'à nouveau des intellectuels parviennent à convaincre les dirigeants de certains pays qu'ils sont en mesure de contrôler l'agriculture avec peut-être des résultats encore plus effroyables encore que ceux que nous subissons ?

Les subsides occidentaux aux fermiers marchent main dans la main avec les **politiques des gouvernements africains qui volent leurs fermiers en les forçant à accepter de vendre à des prix inférieurs aux prix du marché**. Si l'on désire *réellement* aider les pays pauvres, nous devrions, d'une part, **supprimer nos subventions** et, d'autre part, **négoier pour éliminer les instruments nocifs de contrôle des prix dans les pays pauvres** mis en place en contrepartie de l'aide au développement. Ces deux mesures permettraient de faire exploser la production et d'éliminer la malnutrition ainsi qu'en atteste l'éclatant réussite de ces dernières en Inde dans les années 70 et en Chine dans les années 80.

Chapitre VIII : Perdons-nous du terrain ?

Le fait le plus important concernant les terres agricoles au niveau mondial, c'est que la superficie dont nous avons besoin se réduit au fil du temps.

Cette idée est évidemment profondément contre-intuitive. A première vue, on pourrait croire, au contraire, qu'une population croissante nécessite une surface agricole plus importante.

Pour comprendre ce phénomène, prêtons-nous, dit Simon, à un petit exercice. Soit quatre pays. **Sur base des descriptions géophysiques suivantes, devinez s'ils sont riches ou s'ils sont pauvres :**

1. pas d'accès à la mer, montagneux, presque aucun métal ni pétrole, ni aucune autre ressources naturelles, petites surfaces agricoles plates, grande densité humaine ;
2. terres plates et basses constamment menacées d'être englouties par les océans (comme ce fut plusieurs fois le cas dans l'histoire), aucune ressource naturelle ;
3. croissance démographique rapide, plus haut taux d'immigration dans le monde ces cinquante dernières années, très grande densité démographique, aucune ressource naturelle (pas même de l'eau potable) ;
4. faible densité démographique, immenses gisements de ressources naturelles, immenses étendues de terre très fertiles.

Ces trois pays sont, dans l'ordre, la Suisse, la Hollande, Hong Kong. Le quatrième pays correspond en réalité à la plupart des pays africains et latino-américains. Les trois premiers sont parmi les plus riches et économiquement les plus dynamiques de la planète. Les derniers sont les plus pauvres. **Cela permet de comprendre en quoi le sol n'est pas - on plutôt n'est plus - un élément fondamental dans la création de richesses.**

La terre peut être créée à partir de rien comme le démontre l'histoire de la Hollande. Par drainage et endiguement. Ce pays prospère est un triomphe de la volonté humaine. Comme l'a dit quelqu'un : « ce n'est pas un sol, c'est la chair, le sang et la sueur des hommes ». Le Japon a tiré la leçon de la Hollande. Il a construit une île artificielle dans la baie de Tokyo avec les mêmes techniques que la Hollande. La Hollande fut créée avec la puissance musculaire. Mais cette création a permis parallèlement d'accroître considérablement les connaissances et le savoir-faire en ingénierie. Développer des villes dans des environnements montagneux comme en Suisse requiert beaucoup d'inventivité pour changer la nature des sols, pour transporter de l'eau, etc. **On peut désormais fertiliser le désert lui-même.** Dans l'ouvrage de Simon, une photo satellite montre un losange vert en plein milieu du désert du Sahel. C'est une terre privée aménagée et cultivée par des fermiers qui en sont les propriétaires.

Des déclarations effrayantes laissent penser que le stock de terres arabes au niveau mondial est en train de décroître. C'est faux. Non seulement l'agriculture - on l'a vu dans le chapitre VI - requiert moins de surface pour un rendement identique, non seulement les nouvelles techniques augmentent les rendements, mais en outre, **la surface des terres agricoles augmente sur la terre.** C'est ce qui ressort de nombreuses enquêtes, notamment celles de Joginder Kumar. **Entre 1961 et 1989, la totalité des terres « arables » dans le monde est passée de 10,41% à 11,03%.** Pour la même période, le pourcentage des terres « agricoles » (c'est-à-dire arables et pastorales) est passé de 33,13 à 35,71%.

Quant au problème de la « durabilité » des terres, c'est un épouvantail qui ne repose sur un rien. On prétend que les terres s'épuisent. En réalité, utilisées judicieusement, les terres peuvent être utilisées indéfiniment, même de manière intensive. En Illinois, le maïs est cultivé sans interruption depuis 1876 sans aucun fertilisant, mais les fermiers pratiquent la rotation avec d'autres céréales, ce qui permet d'accroître naturellement la fertilité du sol. Les cultures qui utilisent de l'engrais commercial donnent un rendement équivalent. Les cultures qui utilisent la rotation ET du fertilisant commercial ont, quant à elles, le plus haut rendement.

Julian Simon ne prétend pas qu'il faut cesser de s'occuper avec soin des surfaces agricoles au niveau mondial et régional. De la même façon qu'il faut constamment entretenir sa pelouse pour l'empêcher de dégénérer, **les fermiers doivent constamment protéger et traiter leurs terres de manière à augmenter et à améliorer leurs productions agricoles.** Il dit juste qu'il n'y a pas lieu de paniquer comme nous sommes enclins à le faire lorsqu'on entend certaines anecdotes alarmistes systématiquement démenties par une analyse approfondie du phénomène et au moyen de données précises.

Chapitre IX : Deux épouvantails : l'extension urbaine et l'érosion du sol

La théorie de l'étalement urbain est une vaste imposture intellectuelle. Depuis 1970, beaucoup de personnes bien intentionnées ont effrayé la population en prétendant que la croissance démographique allait conduire à l'étalement urbain. En réalité, cette crainte de « l'étalement urbain » est sans fondement.

La « crise » entière est une vaste imposture. **Ce ne fut pas une erreur regrettable mais compréhensible qui aurait résulté de la dramatisation d'un problème réel mais un non-problème créé de toute pièce par le ministère de l'Agriculture et quelques membres du Congrès.** Cette crise a été inventée au profit des **environnementalistes et des propriétaires de biens situés sur des terrains susceptibles d'être lotis** et dont la vue bucolique et le cadre de vie privilégié risquaient d'être affectés. Julian Simon retrace la généalogie de cette imposture.

Dix-huit programmes furent mis en œuvre aux Etats-Unis sur le présupposé que les Etats-Unis perdaient des terres agricoles à un rythme sans précédent et que cette surface potentielle était nécessaire pour faire face à des famines futures. **Ces deux assertions ont été totalement démenties scientifiquement par le département américain de l'agriculture.** Ce qui est bizarre, c'est que, en 1974, bien avant que n'éclate cette affaire, ce département avait déclaré que nous ne courions pas le danger de perdre des terres agricoles. Dans les années 80, une enquête du NALS (National Agricultural Lands Study) affirma que, de 1960 à 1970, l'urbanisation était passée d'une progression de 1 million à 3 millions de mètres carrés par an. **Au terme d'une longue enquête, il fut démontré que cette étude était fautive car remplie d'erreurs de calcul et généralisant une situation locale à l'ensemble du territoire américain.** Mais la presse s'était saisie de cette affaire et avait créé une psychose collective. Il est assez remarquable de noter que la presse, une fois que le Congrès reconnut que cette étude était erronée, ne fit jamais amende honorable et ne publia pas - ou presque pas - de démenti. Cette théorie fantaisiste continue à circuler, se réverbère en divers endroits et réapparaît de temps à l'autre.

La théorie de l'érosion du sol est un phénomène connexe et comparable au premier. La menace d'un lessivage des sols agricoles **est une fraude intellectuelle similaire à la fraude de l'étalement urbain.** Cette théorie fut, elle aussi, propagée dans les années 80. Là aussi, quand le Département américain de l'agriculture a, sur base de données nouvelles, démenti cette théorie, la presse, les télévisions qui s'étaient déchaînées décidèrent de ne pas publiciser les démentis et cessèrent progressivement de parler d'érosion du sol.

Chapitre X : Eau, bois, marécages et quoi d'autre après ?

La peur d'une pénurie de terres arables est en train de mourir lentement et naturellement mais on s'inquiète désormais d'une pénurie d'eau. Des mesures « conservatoires » assez grotesques, telles que ne plus servir d'eau dans les restaurants ou de ne plus tirer systématiquement la chasse d'eau dans les toilettes, ont été mis en œuvre.

La majeure partie de l'eau disponible est utilisée pour les besoins de l'agriculture. La raison pour laquelle il y a parfois des pénuries ou du rationnement tient au fait que le prix ne correspond pas au prix du marché mais est fixé à un prix subsidié dans la plupart des zones agricoles. Sur ce sujet, il existe pourtant un **consensus unanime des économistes spécialisés : dans les pays riches**, la seule chose indispensable pour assurer une distribution adéquate pour les agriculteurs et pour les particuliers, **c'est une structure législative rationnelle pour l'eau et un prix déterminé par le marché.**⁸⁶ Encore une fois, ce n'est pas la croissance de la population qu'il faut accuser mais les mauvaises lois et les interventions bureaucratiques. Une **libéralisation du marché de l'eau** éliminerait tout problème de cet ordre à tout jamais.

Une diminution du coût de la désalinisation et du transport, en bonne partie grâce à la diminution du coût de l'énergie à long terme, rendra la distribution plus aisée. **Dans les pays pauvres, le problème des pénuries d'eau sont** - comme beaucoup d'autres problèmes - **un problème de manque de richesses pour créer des systèmes qui fournissent l'eau en quantité suffisante.** Quand ces pays deviennent riches, l'approvisionnement en eau cesse d'être un problème et les problèmes en la matière deviennent comparables à ceux des pays riches aujourd'hui.

Plus tôt dans ce siècle, les Américains se sont longtemps inquiétés du risque d'une pénurie en bois parce que les forêts étaient abattues pour faire de la charpente. **En 1905, le président américain Theodore Roosevelt** (1858-1909) déclara : « une famine de bois est inévitable ». Cette crainte, qui perdura longtemps, était infondée. L'offre de bois est aujourd'hui plus abondante qu'elle ne l'était à l'époque. Le bois est un produit agricole. Il est plus à sa place dans un chapitre consacré à l'eau et la terre que dans un chapitre consacré à l'énergie, même s'il a servi de combustible dans la plupart des régions du monde par le passé. Les données à propos de la reforestation aux Etats-Unis prouvent que seulement 14% en est opérée par le gouvernement et le reste par le secteur privé. Ceci atteste encore une fois du rôle primordial joué par le secteur privé dans la création de richesse et l'embellissement du cadre de vie. 87% du papier consommé en Amérique est produit par une partie (assez minime)⁸⁷ de la forêt américaine qui est constamment reboisée : se lamenter sur la coupe des arbres dans les forêts d'exploitation est un peu comme se lamenter sur la coupe du maïs chaque année dans les champs de maïs.

86 Pour plus d'informations, confier cet excellent ouvrage : F. Segerfeldt, **Water for Sale. How business and the market can resolve the world's water crisis**, Cato Institute, 2005

87 La demande mondiale en papier peut être satisfaite de manière permanente par une production de bois qui représente 5% de la couverture forestière actuelle. Cette zone réduit la pression sur la forêt naturelle qui représente encore 95% de la zone boisée du monde.

Par ailleurs, comme c'est le cas des autres matières premières, le prix du bois n'a cessé de diminuer (preuve supplémentaire du fait qu'il ne se raréfie pas). La situation est la même en Europe. La surface forestière totale est même en croissance en Europe depuis 1950.⁸⁸

On s'inquiète aussi pour les marécages. On a voulu interdire l'urbanisation de certaines zones humides sous prétexte que ces dernières pourraient être reconverties en surface agricole en cas de pénurie de terres (pour y cultiver du soja). On a vu que cette crainte est infondée. Plutôt que de collectiviser ces terres, il est plus pertinent de les laisser à leurs propriétaires car si cette pénurie de terres se produisait (ce qui est hautement improbable), le prix du soja grimperait subitement et il n'y a aucune raison de penser que les propriétaires ne se lanceraient pas dans cette exploitation subitement très rentable (ou revendraient ces terres au prix fort aux agriculteurs intéressés).

Chapitre XI : Quand manquerons-nous de pétrole ? Jamais !

L'énergie est la ressource maîtresse car elle permet de convertir un matériau en un autre. Alors que les scientifiques progressent considérablement dans les techniques de transformation de la matière, l'importance de l'énergie va augmenter considérablement. **Une énergie bon marché serait une bénédiction.** Cela permettrait de dessaler l'eau de mer à un prix abordable, de la transporter vers des zones arides, de transformer des zones désertiques en terres cultivables, d'extraire les matières premières dans le fond de l'océan, etc.

Julian Simon ramasse son point de vue à propos de l'énergie en douze affirmations:

1. **L'énergie est la plus importante des ressources** car :
 - a. la création des autres ressources naturelles requiert de l'énergie
 - b. avec assez d'énergie, toutes les ressources peuvent être créées.
2. La **méthode la plus fiable pour prévoir** les coûts futurs et la rareté de l'énergie est **d'extrapoler à partir des tendances historiques** des coûts énergétiques.
3. L'histoire économique de l'énergie montre que, en dépit des craintes de pénurie, **l'énergie est devenue progressivement moins rare**, comme en atteste la constante diminution des coûts.
4. Les **causes de l'abondance énergétique tiennent au développement des procédés d'extraction, à la découverte de nouveaux gisements et de nouveaux types d'énergie.**
5. Ces **nouveaux développements n'ont pas été fortuits mais furent causés par une demande croissante résultant à son tour d'une augmentation démographique.**

⁸⁸ Le patrimoine forestier mondial est resté extraordinairement stable pendant la seconde moitié du XX^{ème} siècle. La superficie forestière totale est passée de 30,04% des terres immergées en 1950 à 30,89% en 1994, soit une augmentation de 0,85% sur 44 ans (chiffres FAO).

6. **A très long terme, il n'y a aucune « limite »** dans notre monde qui conduirait à ce que notre énergie devienne plus rare et coûteuse. Théoriquement, le coût de l'énergie peut augmenter ou diminuer à long terme mais les tendances indiquent une diminution.
7. **Les prévisions basées sur des analyses techniques sont moins convaincantes** que les extrapolations basées sur les tendances historiques des coûts. En outre, ces prévisions techniques varient considérablement entre elles.
8. **Un moyen sûr de se tromper dans les prédictions est de se baser sur les « réserves connues »** de pétrole, de charbon et autres énergies fossiles.
9. **Une prévision technique appropriée devrait se baser sur des estimations** - via des méthodes d'ingénierie - des **montants d'énergie additionnels** qui seront produits à différents niveaux de prix et sur des prévisions de **nouvelle découvertes** et d'avancées technologiques qui découleront de ces différents niveaux de prix.
10. Certains techniciens prévisionnistes pensent que même des prix beaucoup plus élevés entraîneront seulement une faible augmentation des réserves énergétiques. D'autres estiment qu'un prix légèrement supérieur entraînera très rapidement la constitution de réserves abondantes.
11. **Les causes de divergences entre les techniciens prévisionnistes** tiennent à des différences entre données scientifiques citées, à des différences d'évaluation des forces politiques, d'idéologies, de croyances quant au caractère limité ou illimité des ressources, d'imagination scientifiques, etc.
12. Les divergences entre techniciens prévisionnistes rendent les extrapolations sur la diminution historique des coûts encore plus convaincantes.

L'antique peur des pénuries futures

La peur d'une pénurie pétrolière rappelle étrangement la peur d'une pénurie charbonnière en Angleterre au XIX^{ème} siècle. **En 1865, Stanley Jevons, un des plus grands scientifiques anglais** du XIX^{ème} siècle, publia un ouvrage dans lequel il s'attachait à **démontrer que l'industrie anglaise allait s'arrêter en raison d'un épuisement du charbon en Angleterre**. Que se produisit-il ? La nécessité de s'alimenter en énergie et le fait que cette nécessité promettait un très haut profit à celui qui résoudrait ce problème poussa, en Angleterre et dans le monde, un grand nombre de gens à rechercher de nouveaux gisements de charbon, à inventer de nouvelles techniques pour l'extraire, à développer des moyens moins onéreux pour le transporter. Il conduisit aussi à **trouver un substitut auquel personne n'avait accordé d'attention jusqu'alors, un liquide noir, malodorant et visqueux : le pétrole**. La prédiction de Jevons - qui n'est pas sans rappeler les prédictions actuelles sur la fin du pétrole - s'avéra fautive. Non seulement les hommes trouvèrent un substitut mais les mines de charbon ne furent jamais épuisées. On estime que l'Amérique dispose encore de suffisamment de charbon pour satisfaire sa consommation actuelle pendant plusieurs centaines voire milliers d'années.

L'analyse développée ici ressemble à l'analyse sur les ressources naturelles développée au chapitre III. Néanmoins, il y a deux grandes différences. Premièrement, l'énergie ne peut pas être aisément recyclée. Deuxièmement, nos stocks d'énergie ne sont pas limités par la terre. Le soleil est la source ultime de toutes nos énergies à l'exception de l'énergie nucléaire. Dès lors, quoique nous ne puissions pas recycler l'énergie comme nous recyclons les minéraux, nos réserves d'énergie ne sont limitées en aucun sens (pas seulement au sens opérationnel). En outre, l'humanité a brûlé du bois durant des milliers d'années avant d'arriver au charbon. Elle a brûlé du charbon pendant trois cents ans avant de passer au pétrole. Elle a brûlé du pétrole pendant 70 ans avant de découvrir la fission nucléaire. Est-il irréaliste ou utopique de penser que dans les 7 milliards d'années qui viennent (avant l'extinction du soleil), voire 700 ou 70 années, l'humanité trouvera une source d'énergie meilleur marché et plus propre que la fission nucléaire ?

Quoi qu'il soit, **les ressources pétrolières sont**, en un certain sens, **illimitées**. Pourquoi ? A supposer même - hypothèse hautement improbable - que tous les puits de pétrole potentiels soient identifiés et qu'on puisse identifier tout ce qu'on peut en tirer avec les technologies actuelles et les technologies futures, on pourrait alors se pencher sur le potentiel énergétique gigantesque du gaz de schiste et des sables bitumineux. On peut également s'interroger sur la capacité du charbon à être reconverti en pétrole et le potentiel gigantesque que cela représente. Ensuite, il faut également songer au pétrole que l'on peut produire non à partir de fossiles mais de maïs, d'huile de palme, d'huile de soja, etc. Il n'y a pas de limites à ces stocks si ce n'est la durée du soleil (comme on l'a vu au chapitre VI, l'eau et la terre ne sont pas limitées).

Quand on discute du futur énergétique, on retombe inmanquablement sur **l'épouvantail de la « loi des rendements décroissants »**. Pour les environnementalistes, l'idée la plus répandue, c'est que chaque baril de pétrole supplémentaire est plus difficile et donc plus cher à extraire. Cette idée est totalement fautive, répond Julian Simon. Si l'on se documente même superficiellement, on constate directement que prélever du pétrole aujourd'hui coûte moins cher que prélever du pétrole il y a cinquante ans. Ceci a été expliqué au chapitre III.

Le fallacieux concept des « réserves connues »

Les meilleures estimations sont les extrapolations effectuées à partir des tendances passées. Néanmoins, les **géologues et les ingénieurs préfèrent baser, on l'a vu, leurs estimations sur les réserves**. Une méthode absurde, mais très fréquemment utilisée par ces techniciens et jouissant d'une crédibilité auprès du monde politique consiste à se baser sur les réserves connues. Par « réserves connues » de pétrole, on entend la quantité totale de pétrole dans les aires qui ont été prospectées et dont on est parfaitement sûr qu'elle existe.

Le problème, c'est que **les « réserves connues », c'est un peu comme la nourriture que l'on stocke dans le garde-manger à son domicile**. On en prend suffisamment

pour faire face à un évènement inattendu (un invité, une maladie, etc.) mais pas trop pour ne pas devoir déplacer des quantités trop lourdes et trop coûteuses. La totalité de la nourriture dans notre garde-manger ne nous dit pas grand-chose, voire rien, sur la quantité de nourriture disponible dans les magasins. **Similairement, le pétrole « dans le garde-manger » ne nous dit rien sur la quantité de pétrole qui peut être produite à long terme à des coûts d'extraction variés.** Ceci explique pourquoi la quantité de réserves connues se situe, comme par miracle ou par coïncidence, juste à un niveau un peu au-delà de la demande. En 1970, un vieil homme expliquait à Julian Simon qu'il entendait que nous étions sur le point d'épuiser nos réserves pétrolières depuis qu'il était petit garçon.

Quid a propos du très long terme ? L'augmentation de l'efficacité énergétique (c'est-à-dire la quantité de services qui peuvent être fournis par quantité fixe d'énergie) **est un phénomène constaté depuis des siècles.** De telles augmentations ont des effets considérables. Non seulement, cette amélioration de la productivité réduit l'utilisation de la ressource dans le présent mais elle accroît considérablement le nombre de services futurs que pourra fournir le stock entier des ressources inutilisées.

Quand les gens affirment que les ressources minérales sont « finies », ils se réfèrent invariablement à la terre comme à un système clos, le « vaisseau terre », dans lequel nous serions apparemment condamnés à rester confinés. Cela contredit le fait que, quoi qu'on en pense, notre principale source d'énergie sur terre est le soleil. En effet, le soleil est la source primordiale d'énergie emprisonnée depuis des millions d'années dans le charbon et le pétrole que nous utilisons. Le soleil est aussi la source d'énergie de la nourriture que nous mangeons, des arbres que nous utilisons, etc.

L'énergie diffère, on l'a vu, des autres ressources en ce qu'elle est consommée et ne peut être recyclée. On pense alors qu'elle s'épuisera inéluctablement. Les tendances historiques contredisent entièrement la théorie malthusienne - qui a pour elle les apparences du bon sens - selon laquelle une augmentation de la consommation conduit à une augmentation de la rareté. **En termes économiques, cela signifie que l'énergie devient plus disponible plutôt que moins rare.** Cela signifie que le taux d'augmentation de nos stocks de ressource et l'augmentation de l'efficacité énergétique ou une combinaison de ces deux forces ont supplanté l'épuisement de la ressource.

Le prix de l'énergie et des autres ressources naturelles diminue en raison des avancées technologiques. Si l'on estime la première machine à vapeur comme opérant à 1% d'efficacité, on peut considérer que **nos machines actuelles sont 30 fois plus efficaces, c'est-à-dire qu'elles utilisent trente fois moins d'énergie pour produire le même résultat.** L'invention du four à micro-ondes a diminué de dix fois la quantité d'énergie nécessaire pour cuire un repas. Ce progrès continuera sans doute pendant une longue période, peut-être même indéfiniment. **Par ailleurs, nous accroissons les quantités exploitables d'énergie dans le sol.** Nous creusons

plus profondément et nous pompons plus rapidement. En outre, nous « inventons » de nouvelles sources d'énergie. On produit désormais des **biocarburants**. Il est possible de **produire des céréales avec de l'eau salée**, ce qui laisse envisager une agriculture dans les milieux désertiques comme en Arabie Saoudite. **Les centrales à fission nucléaire**, génération après génération, produisent une énergie à des coûts constants ou en diminution. Sans parler d'une éventuelle maîtrise de la fusion nucléaire dans un futur lointain.

Chapitre XII : Les problèmes énergétiques d'aujourd'hui

La fameuse phrase de Keynes « A long terme, nous sommes tous morts » fut particulièrement stupide. On a vu que les conceptions malthusiennes de Keynes l'ont empêché de comprendre la question du futur des ressources naturelles.

L'énergie est un domaine sur lequel il est très difficile de dégager des consensus. Avant d'examiner les controverses, Julian Simon essaye néanmoins de dégager tous les faits sur lesquels il y a un consensus : le fait que toutes les ressources pétrolières n'ont pas été explorées, que les quantités exploitables de charbon sont très vastes, que le charbon est coûteux à transporter, qu'il est polluant, que le stock physique de combustible exploitable par l'industrie nucléaire est inépuisable à l'échelle humaine, etc. Les divergences, elles, gravitent autour de plusieurs questions : quelle quantité de pétrole reste-t-il à exploiter, quelle quantité de gaz reste-t-il à exploiter, quelles énergies alternatives sont rentables (énergie éolienne, marémotrice, géothermique, solaire, etc.) et quels dangers court-on réellement avec l'industrie nucléaire.

La crise énergétique des années 70 est la preuve que, comme c'est souvent le cas, le gouvernement est le problème plutôt que la solution. C'est une crise créée suite à une décision politique (le cartel des pays de l'OPEP) et non par la quantité des ressources. Quoi qu'il en soit, le prix finira par baisser à long terme. Les gouvernements occidentaux ont encore aggravé la situation en régulant le marché de l'énergie.

Ainsi qu'en attestent de manière répétée les expériences du passé, **la planification gouvernementale et le contrôle des marchés de l'énergie et des matières premières conduisent inévitablement à une hausse des prix, créent des scandales et réduisent plutôt qu'ils n'augmentent le stock des ressources.** Comme cela a été dit auparavant, les données empiriques démontrent qu'au fil du temps, les ressources deviennent non pas plus rares mais moins rares. Le chapitre III a permis d'expliquer théoriquement ce phénomène qui défie frontalement notre intuition. Le contrôle gouvernemental des ressources est basé sur des idées fausses concernant la loi des retours décroissants et l'inévitable rareté. **L'obligation faite par le gouvernement de rationner l'énergie en prévision du futur a pour seul effet de ralentir voire d'enrayer le progrès** en direction d'une énergie moins chère et plus abondante.

Chapitre XIII : La puissance nucléaire

La puissance nucléaire est fondamentale car elle établit un plafond à long terme pour les coûts énergétiques. Quel que soit le coût des autres sources d'énergie, il nous est toujours loisible de nous tourner vers le nucléaire pour combler virtuellement tous nos besoins énergétiques pour un temps extrêmement long. **Les usines nucléaires peuvent générer de l'électricité à des coûts qui sont du même ordre voire inférieurs à ceux des autres industries de combustibles fossiles.** La fission est la source de la puissance nucléaire actuelle mais, à long terme, la fusion pourrait bien offrir une solution encore plus avantageuse quoique les physiciens ne peuvent pas encore prédire quand - et même si - cette solution sera réalisable. Si c'est le cas, cette source d'énergie pourrait combler une demande énergétique cent fois supérieure à la nôtre pendant environ un milliard d'années.

Il ne faut évidemment pas minimiser les dangers de la puissance nucléaire. Les accidents de Three Mile Island en 1979 et de Tchernobyl en 1986 nous le rappellent.⁸⁹ Mais la sécurité a considérablement augmenté avec le temps. L'aversion au risque est une attitude normale et raisonnable. Cette aversion est ce qui conduit une personne à conserver un dollar en main plutôt que de le parier afin de doubler la mise quand bien même la chance de gagner est supérieure à 50%. Mais, en considérant la somme des avantages procurés par cette énergie, **l'aversion au risque doit être énorme pour s'opposer à la puissance nucléaire.** Il existe quantité d'autres risques sociaux que nous acceptons dans notre vie quotidienne pour mener le type de vie que nous menons.

Quant aux **déchets nucléaires**, ils sont, comparativement aux déchets produits par l'industrie des combustibles fossiles, 3,5 millions de fois moins volumineux. Il n'est **pas nécessaire**, ainsi qu'on l'affirme souvent, **de réfléchir à des lieux où ces derniers seront protégés durant 10.000 ans.** En réalité, **il est hautement probable qu'une solution soit trouvée dans les prochains siècles voire les prochaines décennies** pour les abriter efficacement, en réduire la taille par un facteur de 10.000, les traiter voire les recycler et en faire une utilisation qui leur confère une haute valeur.

L'énergie résultant de la fission nucléaire est au minimum aussi bon marché que les autres sources d'énergie. Elle est disponible dans des quantités quasiment inépuisables et à des prix constants ou déclinants. **L'opposition au nucléaire est principalement idéologique et politique.** Elle n'est pas motivée par la volonté d'accroître la disponibilité de l'énergie au bénéfice du consommateur mais bien par celle de réduire l'utilisation de l'énergie pour des raisons de protection de l'environnement et de croyances quant à la moralité d'une vie simple.

89 Rappelons que cet ouvrage a été écrit avant l'accident survenu à Fukushima.

Chapitre XIV : Une planète agonisante ? Le catastrophisme médiatique

Les gens pensent que les problèmes environnementaux empirent. **Ces croyances populaires prennent naissance dans les articles de presse et dans les déclarations télévisées.** Elles sont aussi **propagées par plusieurs autorités religieuses.** Julian Simon cite plusieurs extraits de discours de papes et d'évêques déplorant le « pillage » des ressources naturelles et la destruction de l'environnement. Les autorités de la religion judaïque accréditent des conceptions du même genre. **Les livres grammaticaux d'écoliers sont remplis d'assertions sur l'humanité destructrice et sur les noires perspectives** qui nous attendent. Certains de ces ouvrages, tirés parfois à plusieurs millions d'exemplaires, sont remplis d'informations erronées et manipulatrices, principalement sur les dangers prétendus de la hausse démographique.

Aux Etats-Unis, des enquêtes démontrent que **la majorité des Américains (parfois jusqu'à 80%) pensent que la situation environnementale s'est détériorée depuis vingt ans.** Un très grand nombre s'inquiète de la pollution. Ils s'attendent à ce que la situation empire. Une enquête menée dans une haute école démontre que les seules personnes à ne pas partager la conviction que l'environnement sera bientôt entièrement détruit étaient... les élèves les plus faiblement éduqués. Cela dit, ces enquêtes contrastent avec d'autres enquêtes qui montrent que, dans absolument tous les endroits de l'Amérique, les **gens, quand ils sont amenés à s'exprimer sur les zones environnementales qu'ils connaissent le mieux** - c'est-à-dire celles situées dans leur voisinage – **considèrent que celles-ci sont dans une bien meilleure situation que les zones situées dans le reste du pays.**

Chapitre XV : La curieuse théorie de la pollution

L'opinion publique estime, on vient de le voir, que la pollution progresse. Julian Simon estime qu'il est important de **distinguer les vraies causes de pollution des craintes sans fondement.** Ces dernières années, les prétendues causes de pollution qui ont tant alarmé le public (dioxine, pluies acides, DDT, etc.) n'étaient, à quelques exceptions près, que de fausses alarmes.

Les pires pollutions du passé furent celles engendrées par des microorganismes qui se propageaient par divers canaux (l'eau contaminée, les germes aériens, les insectes, les excréments contaminés flottant dans les rivières, etc.). Elles existent encore dans de nombreux pays et existaient encore, pour certaines d'entre elles, en Amérique dans la première moitié du siècle. **La seconde catégorie des pollutions du passé (et du présent), ce sont les particules de poussière (et autres émissions de fumée) provenant de la combustion de carburants fossiles.** A côté de cela, nous avons toutes les menaces imaginaires ou insignifiantes contre lesquelles nous sommes continuellement mis en garde. Pour constater à quel point, notre société a évolué dans le sens d'une sûreté maximale, il suffit de lire l'emballage d'un paquet de sel mentionnant l'indication « Attention ! Peut causer de l'irritation ».

Julian Simon propose d'étudier la pollution sous l'angle économique. **Selon la théorie économique de la pollution, ressources et pollution forment les deux côtés opposés d'une même médaille.** Ainsi, l'air vicié par la suie est une pollution indésirable. C'est aussi l'absence d'une ressource désirée : l'air pur. Dès lors, la théorie des ressources défendue par l'auteur est également d'application ici. **Si la ressource en question- l'air pur - semble devenir rare, c'est le signe que la société a utilisé cette dernière pour s'enrichir. Mais les sociétés riches ont plus d'options (et plus de connaissances) pour purifier l'air que n'en ont les sociétés pauvres.** Elles peuvent placer des épurateurs dans les conduits de cheminée, employer des chercheurs pour développer des technologies non polluantes, passer à d'autres sources d'énergie, etc. En résumé, **la prise en compte de la rareté d'une ressource (l'air pur) suscite une demande** populaire et **donc une activité économique** qui produit plus de ressources que celle qui avait auparavant été utilisée.

Cette théorie est évidemment « curieuse » car elle diffère de l'opinion dominante. Le principe sous-jacent est le même que celui développé à propos des autres types de ressources : **les ressources qui se raréfient finissent, dans le long terme, par devenir de moins en moins rares et de moins en moins chères** (comme les matières premières, la nourriture, l'énergie, etc.). L'environnement devient de plus en plus hospitalier pour l'humanité. Ainsi, dans les pays occidentaux, la qualité de l'air a augmenté drastiquement ces trente dernières années (diminution du dioxyde de carbone et du dioxyde de soufre).

Il y a néanmoins des différences entre les notions de ressource et de pollution. La différence la plus fondamentale, c'est que ce que l'on appelle **les « ressources naturelles »** (et on a vu que l'adjectif « naturel » n'est pas vraiment approprié) **sont principalement produites par les entreprises qui ont un motif puissant à satisfaire le consommateur alors que les biens que l'on appelle « absence de pollution environnementale » sont largement produits par des agences publiques** à travers des réglementations, des incitants fiscaux, des amendes et des autorisations. En ce cas, **le mécanisme politique qui ajuste l'offre et la demande est loin d'être automatique** et on utilise rarement le mécanisme des prix pour atteindre le résultat désiré.

En l'absence d'un tel mécanisme des prix pour réguler la pollution, **la mesure environnementale sera d'une moindre qualité et d'une moindre portée qu'une décision économique.** En effet, l'économie apprend à anticiper les conséquences à long terme des actions immédiates, c'est-à-dire une façon de voir qu'on peut qualifier de « manœuvre Bastiat-Hazlitt ».90 En d'autres termes, **avant de prendre une mesure, il importe d'évaluer et d'analyser dans le calcul coûts-bénéfices, les effets cachés et indirects à long terme.** Ainsi, si l'on oblige les fabricants de réfrigérateurs à ne plus utiliser tel ou tel gaz afin de protéger la couche d'ozone, il faut aussi prendre en considération la hausse du prix de ces réfrigérateurs et le fait qu'ils deviendront un bien inaccessible pour un segment significatif de la population du tiers-monde, ce qui augmentera le gaspillage de nourritures et les maladies.

90 Sur l'histoire de la vitre brisée de Frédéric Bastiat, confer le Tome I du présent ouvrage (p.151 et suivantes).

Simon cite un autre exemple : la généralisation de l'automobile dans nos villes a signifié une hausse temporaire de la pollution de l'air, des accidents, des carcasses de voiture, etc. mais on oublie aussi qu'il a débarrassé les rues de carcasses de chevaux (15.000 carcasses par an dans la seule ville de New-York au tournant du siècle). Elle a aussi fait disparaître les accidents entre piétons et attelages (750.000 blessés par an). Sans même parler de la quantité quotidienne d'excréments dans les rues !

La théorie économique de la pollution diffère de la conception classique sur un autre point : on aborde celle-ci sous un angle différent de celui de l'ingénieur. On retrouve ici, sous une autre forme, la distinction déjà évoquée entre l'ingénieur et l'économiste. **L'ingénieur voit les émissions polluantes comme mauvaises en soi et étudie la manière de s'en débarrasser totalement.** La notion même de « zéro pollution » n'est pas économiquement réaliste. Elle est pourtant très bien acceptée dans l'opinion publique car elle repose sur une **idéologie de la pureté**. La pollution est comparable au **péché** : l'éradication complète est l'idéal à atteindre. L'économiste voit les choses autrement : il veut diluer la saleté à un niveau acceptable. **Contrairement à l'ingénieur** (« l'ingénieur » étant pris ici comme un type abstrait car il est évident que nombre d'ingénieurs comprennent, adhèrent et appliquent la conception de « l'économiste »), **l'économiste se demande combien nous sommes prêts à payer pour la propreté.** D'un point de vue économique, la réduction de la pollution est un bien social qui est réalisable technologiquement mais qui coûte des ressources qui, si elles sont toutes mobilisées dans cet objectif, ne peuvent être consacrées à d'autres problèmes. **La vraie question est de savoir quel est le niveau optimal de pollution à la lumière de nos goûts pour un environnement plus propre comparés à notre aspiration pour d'autres biens.**

Chapitre XVI : Blanchir l'histoire de la pollution ?

Il importe de distinguer diverses formes de pollution plutôt que de disserter sur la pollution en général. On classe généralement la pollution en deux types : la pollution qui a un impact sur la santé et la pollution esthétique. **Julian Simon se concentre ici sur le premier type de pollution. Notre situation a-t-elle empiré au fil du temps ? Il faut se défaire de l'image du Jardin d'Eden.** Julian Simon décrit l'état d'une rue dans une métropole comme Londres en 1890 : la boue, les excréments, les débris alimentaires, l'odeur, le bruit assourdissant des ateliers, la **Tamise pestilentielle** qui ne possède **plus de poissons depuis un siècle** (alors que quarante espèces y ont été réintroduites en 1968, **l'absence d'oiseaux** (alors que 138 espèces y ont été identifiées en 1968), le « smog », lourd et visqueux, chargé de pollution (il a disparu aujourd'hui avec une diminution drastique du pourcentage de bronchites).

Ces deux derniers siècles, la propreté de notre environnement s'est améliorée de manière extraordinaire après plusieurs milliers d'années de stagnation. En conséquence, **le nombre et l'impact des maladies ont également diminué de façon spectaculaire.** Simon montre de nombreux tableaux décrivant la régression des morts par tuberculose, par maladies infectieuses, gripes, pneumonies, par accidents, etc.

Les gens pensent que les conditions sanitaires sont moins bonnes dans le monde que ce n'était le cas il y a quelques décennies. Cette croyance généralisée est entièrement contredite par les faits. Il y a plusieurs sortes de pollution. Certaines ont considérablement diminué au fil du temps comme, par exemple, **la saleté dans la rue et les agents contaminants causant des maladies contagieuses.** D'autres ont empiré comme les émissions de fumée,⁹¹ le bruit à certains endroits, les déchets nucléaires, etc.

Difficile de découvrir une direction à ces diverses trajectoires. **Comment évaluer ce degré de pollution dans le temps et l'espace ? Par l'espérance de vie.** C'est un critère simple pour évaluer le degré de pollution et c'est aussi le critère le plus inclusif. Si l'on mesure la pollution par ce critère qu'est l'espérance de vie, on constate que la pollution a diminué depuis le début de l'espèce humaine. **L'espérance de vie d'un nouveau-né s'est accrue considérablement au fil des derniers siècles. Elle continue d'augmenter.**

Chapitre XVII : La pollution aujourd'hui : tendances et questions spécifiques

La pollution de l'air a longtemps été considérée comme un problème. En 1300, un Londonien fut exécuté sous le règne d'Edward I^{er} pour avoir brûlé de la poudre de charbon et cela en contravention d'un Acte adopté pour réduire la fumée. La fumée et la poussière ont longtemps été les agents polluants les plus dangereux. Dans les pays développés, l'air est devenu de plus en plus pollué et irrespirable à mesure que croissait l'activité industrielle et puis la courbe s'est inversée drastiquement à partir du XX^{ème} siècle. **La diminution de la pollution de l'air se poursuit constamment sans discontinuer depuis ce renversement de tendance.** Une bonne dizaine de graphiques dans l'ouvrage de Simon attestent de ce phénomène et cela pour tous les agents polluants (oxydes de soufre, protoxyde d'azote, monoxyde de carbone, particules, plomb, etc.). Par ailleurs, ainsi qu'en attestent les rapports de l'EPA (Environmental Production Agency), **la qualité de l'eau s'accroît depuis plusieurs décennies.**

Pollution dans les pays socialistes

Dans les pays riches, il est incontestable que l'air devient de plus en plus pur. C'est ce que prouvent les données officielles en dépit de ce que racontent les activistes. **Par contre, les plus horribles phénomènes de pollution de l'air ces dernières décennies ont lieu dans l'Europe de l'Est.** 50 millions de personnes dans 192 villes sont exposées à des polluants aériens qui excèdent dix fois les seuils maximaux. La brume atmosphérique sur Prague réduit la luminosité de 40%.

91 Depuis les années 80, époque où la première édition de ce livre a été publiée, la qualité de l'air dans les pays occidentaux, s'est considérablement améliorée (en partie grâce aux filtres des pots catalytiques). Nous en sommes revenus à une qualité de l'air encore supérieure à celle précédant la révolution industrielle.

Ceci s'explique par le fait que dans une économie soviétique, les **responsables des entreprises sont incités à utiliser de larges quantités de matière première sans pénalités pour les gaspillages** (alors que, dans une économie libre, les entreprises sont naturellement incitées à tirer le maximum des ressources qu'elles utilisent). Les protestations des consommateurs sont foulées du pied dans ces pays. **Ces derniers n'ont pas le droit d'agir en justice contre les entreprises polluantes.** Le bruit est aussi une constante dans les pays socialistes.

Les pays socialistes qui, durant des décennies, furent tenus pour des parangons de vertu par beaucoup de monde à l'Ouest, **ont été les pays les plus polluants de l'histoire.** Le beau **Danube Bleu** est devenu un cloaque dans lequel il n'est plus possible de nager. Le lac Baïkal est profondément pollué par la pulpe de papier provenant des papeteries soviétiques installées sur ses rives. Le niveau de la **mer Caspienne** a baissé de 3,7 mètres. La moitié des **rivières polonaises** sont à ce point polluées que même les industries les jugent impropres à satisfaire leurs besoins (de peur d'une corrosion de leurs tuyaux). L'eau des robinets de Leningrad (Saint-Pétersbourg) est dangereuse à boire. **Les plages publiques de la mer Noire, de la mer Baltique et de la mer d'Aral ont été fermées pour cause de pollution.** Les troubles de la typhoïde sont courants (15.000 cas en Union Soviétique en 1985 contre 400 aux Etats-Unis).

Une politique environnementale de l'entrave

Ce qui règne actuellement, c'est une politique environnementale de l'entrave. Le **but de ces agitateurs est d'interférer, de stopper, d'empêcher, en détruisant les travaux et ensabotant le matériel de construction.** Quelques-unes de leurs actions : empêcher les entreprises forestières de couper des arbres ou même d'en replanter, empêcher des particuliers de construire leurs maisons même sur leurs larges domaines agricoles, empêcher la construction d'usines, etc. Seule une société riche peut se permettre ce genre de caprices.

La dépollution

Les économies avancées disposent d'une puissance considérable pour purifier leur environnement. A quelques rares exceptions, il n'existe pas un seul facteur contaminant l'environnement, en ce compris le bruit, qui ne peut trouver une solution technique. Tout ce dont nous avons besoin, c'est d'argent. La dépollution requiert simplement la volonté de consacrer de l'énergie et une partie du budget national pour faire le travail. L'histoire récente et les tendances actuelles illustrent cette maxime. Plusieurs types de pollution ont diminué dans quantité d'endroits : la crasse dans les rues des Etats-Unis, la poussière dans l'air, les substances qui tuaient les poissons dans les rivières anglaises, la dépollution et l'empoisonnement du lac Washington et de quantité d'autres lacs (Erie, Michigan, etc.) à qui on a redonné une nouvelle vie, etc. Tout ceci prouve que la pollution n'est jamais irréversible pourvu qu'on y mette de la volonté et de l'argent. **Ce n'est évidemment possible que dans les sociétés**

parvenues à un certain niveau d'enrichissement. Quant aux désastres annoncés par les environmentalistes, ils reposent, sans exception notable, sur l'ignorance ou la fraude.

Chapitre XVIII : Mises en garde contre des dangers environnementaux

Julian Simon insiste sur la **nécessité de trier le vrai du faux** tant l'alarmisme de certains agitateurs contribue à effrayer gratuitement les gens et à les rendre craintifs par rapport à n'importe quoi.

En matière de pollution, il y a d'abord les « tueurs connus » : la peste, la malaria (le pire tueur du XIX^{ème} siècle), le typhus, la fièvre jaune, l'encéphalite, la dengue, l'éléphantiasis et des dizaines d'autres maladies véhiculées par des insectes ou par l'air : le choléra, la dysenterie, la fièvre typhoïde, la lèpre, la tuberculose, la variole, etc. Citons aussi la cigarette, les doses excessives de rayon X, les particules et la fumée en provenance du bois et du charbon, etc. Il y alors les menaces potentielles mais controversées : la destruction de la couche d'ozone, l'eau chlorée affectant les oiseaux, etc.

A côté de cela, il y a toutes les menaces dont on a pu démontrer qu'elles ne reposaient sur rien de scientifique. Peur de la fluoration de l'eau (1957), peur du mercure utilisé pour les réparations dentaires (1960), peur du mercure dans le thon et l'espadon (1970), peur de la pénurie de métaux (1970), peur de la saccharine comme cause du cancer de la vessie (1970), peur des pluies acides (1970), peur du café accusé de causer 50% d'augmentation des cancers du pancréas (1981), peur de l'alcool accusé de causer 50 % d'augmentation des cancers du sein (1987), peur du sable californien prétendument cancérigène (1987), peur des téléphones cellulaires accusés de causer le cancer (1993), etc.

Les biologistes, les ingénieurs et les environmentalistes qui ont identifié les problèmes de pollution, qui ont mis en garde contre ces derniers et qui ont mis en place des solutions pour diminuer ces problèmes **ont rendu un grand service à l'humanité.** Les mises en garde contre les dangers potentiels de l'utilisation du charbon, de l'énergie nucléaire, des médicaments, du mercure, du dioxyde de carbone et d'autres choses encore, sont à même de rendre des services similaires, particulièrement en ce qui concerne les affections dont les effets ne sont pas immédiats mais qui apparaissent après plusieurs années. Cela dit, **il faut garder à l'esprit qu'il n'est pas possible de créer une civilisation qui s'affranchit totalement du risque.** Le mieux que nous puissions faire est de demeurer vigilants et prudents. Les mises en garde exagérées sont contreproductives et dangereuses car elles conduisent à terme à banaliser et à désamorcer la force des mises en garde dans l'opinion contre des dangers réels.

Chapitre XIX : Allons-nous finir ensevelis sous nos déchets ?

Les historiens du futur vont certainement s'émerveiller de notre peur, durant les années 1990, d'être ensevelis sous nos déchets. On a beaucoup glosé sur le problème des langes jetables à cette époque. Cette question fut considérée comme « la cause la plus importante de notre problème des déchets ». Les agences gouvernementales considéraient que les langes représentaient 12% de la somme totale des déchets. Une célèbre association (National Audubon Society) estimait que les langes en représentaient entre 25 et 45%. Une enquête très sérieuse fut menée et conclut que le total des langes jetables représentait... « pas plus de 1% du poids de décharges ». Une hystérie similaire se produisit à propos des sacs en plastique servant à emballer les courses. Là encore, Audubon estima la masse de ces sacs entre 20 à 30% du total des déchets. Là encore l'enquête conclut que ces sacs ne représentaient pas plus d'un tiers de 1%.

Chaque Américain produit par jour environ 1,8 kg de déchets. La croissance de la quantité des déchets par ménage a ralenti ces dernières années. Les Etats-Unis ne sont pas des producteurs extravagants de déchets. Un ménage mexicain produit 30% de déchets en plus qu'un ménage américain. La crainte de manquer de place est totalement infondée. **Si l'on désirait ensevelir tous les déchets américains du XXI^{ème} siècle en un endroit, il faudrait un carré de 130 km de côté.** C'est beaucoup mais c'est dérisoire par rapport au 5.632.000 km² que représente la superficie du territoire américain. **Cette monstrueuse décharge serait 40.000 fois plus petite que le territoire américain.** Pas de quoi être « enseveli » comme on le voit.⁹²

Quoi qu'il en soit, une décharge peut toujours être reconvertie une fois remplie. Ainsi, une décharge du Michigan dont le sommet avait atteint 32 mètres de haut fut recouverte d'argile et reconvertie en une piste de ski qui accueille chaque année 25.000 skieurs. Quand les décharges sont insuffisantes, des entreprises en ouvrent rapidement de nouvelles qui sont plus larges, plus sûres, plus modernes, plus esthétiques et plus propres que les précédentes. Ce phénomène obéit encore une fois à la thèse de ce livre : un problème déclenche une demande qui suscite finalement une solution qui nous place dans une meilleure situation que si le problème n'était pas survenu.

Les environmentalistes discutent souvent des « externalités » des activités humaines mais les voient généralement uniquement de manière négative. En réalité, ces activités ont plus souvent des conséquences positives que l'inverse. Les déchets d'aujourd'hui sont potentiellement les ressources de demain. Pourquoi ? Parce que la science peut découvrir une manière de les exploiter qui n'existait pas à l'époque où on les a jetés. Ce sera peut-être le cas, on l'a vu, des déchets nucléaires. Est-ce que **Robinson Crusoe arrivant sur son île aurait été mieux loti si cette dernière comprenait une décharge utilisée par les habitants précédents ? Evidemment.**

⁹² Cette crainte reste récurrente comme en témoigne le succès en 2008 du film d'animation **Wall-E** des Studios Pixar dans lequel un robot collecteur de déchets officie sur terre couverte de déchets et désertée par les humains.

Même une société peu évoluée aurait laissé des pierres taillées, des os d'animaux pour couper, percuter, etc.

Beaucoup de choses résultant d'une activité peuvent trouver une application dans le futur. Ainsi les fossés creusés le long ou à proximité d'une route en construction peuvent devenir des réservoirs ou des lacs pour la pêche, etc. Rappelons-nous que, dans son ensemble, l'humanité a créé plus de choses qu'elle n'en a détruites. Si ce n'était pas le cas, notre espèce aurait péri depuis longtemps.

Chapitre XX : Faut-il stocker des ressources pour le futur et si oui lesquelles ?

Devons-nous conserver nos ressources ? Cela dépend. Il importe ici de distinguer entre trois types de ressources :

- les **ressources « uniques »**, celles qui n'existent qu'à un seul exemplaire (ou presque un seul) et auxquelles nous accordons une valeur esthétique. Par exemple, le tableau Mona Lisa, un ballon de Michael Jordan ou des espèces animales en voie de disparition ;
- les ressources auxquelles nous accordons une **valeur historique** comme, par exemple, l'original de la Déclaration américaine d'Indépendance, la cabane en rondins de Lincoln, etc.
- les **ressources qui peuvent être reproduites, recyclées ou remplacées par un substitut** (le bois, le cuivre, le pétrole, la nourriture, etc.)

Les ressources des deux premières catégories ne sont pas renouvelables. Celles de la troisième catégorie oui. C'est de celles-là dont il est question dans ce chapitre. Ce sont ces ressources sur la quantité desquelles nous pouvons exercer une influence positive. Ce sont les ressources à propos desquelles nous pouvons calculer s'il est économiquement intéressant de les conserver pour le futur ou s'il vaut mieux les utiliser maintenant et obtenir les services qu'elles procurent d'une autre manière dans le futur. Il n'est pas possible de faire cela avec les ressources appartenant aux deux premières catégories car elles ne sont pas remplaçables. On ne peut pas non plus décider d'un point de vue économique s'il faut les préserver car c'est à la société de décider quelle valeur elle attribue à de telles ressources.

La conservation des ressources et la pollution sont souvent les deux côtés opposés d'une même pièce. Ainsi, jeter son journal est une pollution mais le recycler réduit la demande de papier et donc le nombre d'arbres qui sont plantés et qui grandissent. Le coût et la rareté des ressources de la troisième catégorie sont amenés à diminuer dans le futur. Mais la **question qui est posée dans ce chapitre** est différente. Elle consiste à se demander ceci : **devons-nous consentir à des sacrifices pour rationner les ressources de la troisième catégorie, devons-nous nous réfréner et limiter notre consommation de papier, de stylo, de jouets, etc. pour des raisons distinctes de**

leur coût ? La réponse est que, en dehors de considérations de sécurité nationale, il n'y a pas de raisons économiques à nous abstenir de consommer ces ressources.

Les « conservationnistes » rendent un grand service en alertant les gens des dangers menaçant les trésors de l'humanité mais ils sortent de leur rôle quand ils suggèrent que le gouvernement doit intervenir pour conserver des arbres et des cerfs au-delà du prix que la société est prête à payer pour conserver ces arbres et ces cerfs (il y a, comme on l'a vu, un optimum à trouver entre les objectifs de la préservation, de l'habitat, de l'exploitation forestière, etc.). Ce faisant, ils ne font rien d'autre qu'exprimer leurs goûts esthétiques et leurs valeurs religieuses. **Quand des conservationnistes disent qu'il faudrait qu'il y ait moins d'hommes sur terre** de façon qu'il soit plus facile pour eux de trouver des plages désertes, des morceaux de déserts ou des forêts vierges, **il ne disent rien d'autre que : « j'aime ce spectacle et je ne veux pas le partager ».**

La conservation des ressources remplaçables

Devons-nous éteindre la lumière dans les pièces que nous n'utilisons pas pendant un long moment dans notre habitation ? Evidemment qu'il faut le faire, du moins si nous estimons que l'argent que nous perdons est supérieur à l'effort que nous estimons nécessaire au fait de nous lever et d'aller éteindre ces lumières. **La règle appropriée en la matière est de conserver et de ne pas gaspiller aussi longtemps que les bénéfices de la conservation sont estimés supérieurs aux coûts de la non-conservation.** C'est une attitude rationnelle que tout le monde observe naturellement. Chacun peut se montrer plus ou moins parcimonieux avec ses propres ressources. Du moment qu'il en assume seul les coûts et qu'il ne prétend pas imposer ses conceptions morales, esthétiques, politiques, philosophiques et religieuses aux autres, il n'y a rien à redire.

Les êtres humains produisent les matières premières nécessaires dans la mesure où le système économique les encourage à le faire. Comme le disait Henry George il y a plus d'un siècle, **une augmentation de la population des faucons conduit à une chute de la population des poulets. Mais une augmentation de la population humaine conduit à une augmentation de la population des poulets.** La différence de traitement au XIX^{ème} siècle entre les bisons et les bœufs aux États-Unis, c'est que le bison était un bien public et que les bœufs étaient des biens privés.

Prenons l'exemple de l'éléphant. Cet animal est bien mieux « protégé » si l'on autorise la chasse et la vente de l'ivoire tout en conférant la propriété de cet animal aux conseils tribaux comme c'est le cas au Botswana, au Zimbabwe et autres pays d'Afrique du Sud. Au Kenya, l'administration a même dû procéder, en 1993, à des injections contraceptives pour combattre la surpopulation d'éléphants. Mais quand personne n'a un intérêt personnel à la préservation des éléphants, c'est-à-dire quand ils sont possédés uniquement par le « public » au sens large, **une interdiction du commerce d'ivoire ne va pas les protéger et les troupeaux seront impitoyablement**

massacrés par les braconniers. Par ailleurs, l'interdiction du commerce d'ivoire met le bien hors-commerce et conduit à une augmentation radicale des prix sur le marché noir, ce qui renforce encore la motivation des braconniers à chasser ce bien pour des raisons de profit.

Faut-il protéger les animaux ou les hommes ? Certains affirment que la population devrait être stabilisée ou réduite parce que nous menaçons plusieurs espèces d'animaux. Cela soulève d'intéressantes questions : si l'on diminue la population humaine, quelle espèce préserver à la place ? Les buffles ou les aigles ? Les rats ou les cafards ? Combien de personnes pour combien de buffles ? Quel espace y consacrer ? Faut-il protéger les moustiques vecteurs de malaria s'ils sont en voie d'extinction ? **Selon Julian Simon, ces questions relèvent des goûts et des valeurs de chacun.** On reviendra sur la question de conflit de valeurs aux chapitres 38 et 39.

Les ressources et les générations futures

Quand nous utilisons des ressources, nous devons nous demander si **cette utilisation se fait aux dépens des générations futures.** La réponse est clairement **non.** Pourquoi ?

Premièrement, on peut, comme on l'a vu, raisonnablement espérer que les prix des matières premières continueront à diminuer dans le futur. Cela signifie que les générations futures ne vont pas éprouver une plus grande situation de rareté que nous. Elles auront accès à autant de ressources (sans doute beaucoup plus) que nous-mêmes. Dès lors, pourquoi nous en priver ? Pour des raisons éthiques, il est d'ailleurs préférable de consommer. Pourquoi ? Parce que la situation de nos descendants sera bien meilleure si, en utilisant ces ressources, nous construisons un plus haut standard de vie.

Deuxièmement, le marché protège contre l'utilisation excessive des ressources. Comment ? Par le mécanisme du prix. Le prix d'une matière reflète l'offre et la demande future tout aussi bien que les conditions présentes. Dès lors, les prix tiennent compte des générations futures. Si les investisseurs estiment que le prix va augmenter, ils vont acheter des mines, du pétrole, du charbon, des gisements, etc. pour pouvoir revendre ces derniers plus cher par la suite. S'ils procèdent à de tels achats, cela va automatiquement faire monter les prix et décourager l'utilisation excessive de ces ressources. **Paradoxalement, ces spéculations ne peuvent empêcher une sous-utilisation de ces ressources,** ce qui laissera les futures générations avec beaucoup plus de réserves qu'elles n'en ont besoin, soit exactement le contraire que ce dont s'inquiètent les « conservationnistes ». Mais, dira-t-on, ces spéculateurs peuvent se tromper. Julian Simon n'en disconvient pas mais précise qu'il faut quand même prendre en considération le fait que ces gens passent tout leur temps à étudier les faits, qu'ils disposent d'informations dont nous ne disposons pas et gagnent leur vie à ne pas se tromper sur des prévisions sur base desquelles ils misent leur argent.

Quoi qu'il en soit, Simon se base sur des faits empiriques. Si la situation n'était pas ce qu'elle est, si les chiffres laissaient penser qu'on risque d'éprouver une hausse des prix et une raréfaction, il serait alors prudent que le gouvernement intervienne pour réduire l'utilisation présente des ressources. Mais ce n'est pas le cas. Par contre, **en améliorant constamment le mode de vie, en augmentant l'efficacité énergétique, en accumulant les connaissances** consécutivement à cette consommation, **en améliorant l'éducation et la santé** à chaque génération, **en augmentant les performances des institutions économiques, nous transmettons un monde plus productif aux générations futures.** Comme ces dernières seront probablement – si la tendance se poursuit – plus nanties que nous, **nous demander de conserver des ressources pour les générations futures, c'est un peu comme exiger d'un pauvre qu'il offre des cadeaux à un riche.**

Les ressources et le « pillage international »

On entend souvent que les pays riches « dépouillent » les pays pauvres et « piratent » leur bauxite, leur cuivre et leur pétrole. Cette affirmation n'est pas justifiée par les faits. En effet, **ces ressources n'ont pas de valeur dans un pays qui n'a pas d'industries manufacturières.** Quand elles sont vendues à un pays industriel, elles génèrent un revenu qui peut aider au développement. En réalité, ce revenu peut représenter la meilleure chance pour ce pays de se développer.

Quid si les « exploiters » cessaient brusquement « d'exploiter » les pays dont ils achètent les ressources naturelles ? C'est ce qui s'est passé en Indonésie en 1974. En raison d'une récession économique, les entreprises japonaises importatrices de bois ont réduit leur achat de 40%. Du coup, le prix du bois indonésien chuta de 60% et 30 entreprises indonésiennes tombèrent en faillite, causant du même coup un chômage généralisé dans tous les secteurs dépendant de la production de bois. Beaucoup d'Indonésiens qui, huit mois auparavant, manifestaient pour protester contre la prétendue « exploitation » nipponne de leurs ressources naturelles **manifestèrent alors pour se plaindre de ne plus être assez « exploités »...**

On rétorquera peut-être que les ressources d'un pays pauvre qui ne sont pas exploitées par les firmes étrangères ne sont pas perdues et qu'il vaut mieux les conserver à l'usage des futures générations de ce pays. Le problème, c'est que « conserver » des ressources pour les futures générations, c'est courir le risque que la valeur de ces ressources s'effondre dans le futur par rapport à d'autres sources d'énergie. On a vu en effet que le coût des matières premières ne cesse de diminuer dans le long terme. Un peu comme le charbon dont la valeur a considérablement chuté par rapport à celle qu'il avait il y a plus d'un siècle.

Par ailleurs, il ne faut pas oublier que les Etats-Unis et autres pays riches exportent un très grand nombre de produits primaires à destination des pays pauvres, principalement des ressources alimentaires. **Les produits primaires que les pays pauvres exportent leur permettent de procéder à un échange dont les deux parties sont gagnantes.**

Evidemment, rien dans ce paragraphe ne suggère que les prix que payent ces pays riches sont « justes ». Les termes de l'échange forment un problème éthique mais la meilleure façon de le résoudre, c'est de restaurer la loi de l'offre et de la demande du marché.

Une politique publique de stockage prétend implicitement que la « vraie » valeur du bien qui doit être conservé est supérieure au prix auquel le consommateur désire l'acheter. Mais dans un marché libre, le prix d'une chose reflète pleinement sa valeur sociale. Il s'ensuit que lorsqu'un individu ou une entreprise décide de freiner l'utilisation d'un bien qu'il ou elle estime d'un prix supérieur à la valeur que ce dernier a actuellement sur le marché, cela engendre une perte économique sans bénéfice compensatoire pour qui que ce soit (excepté peut-être pour les producteurs de produits qui sont en concurrence avec le produit qu'on décide de ne pas utiliser).

La conservation de ces ressources n'est pas nécessaire pour protéger les générations futures. **Les forces du marché et le prix actuel prennent en compte les développements futurs attendus et, dès lors, « stockent » automatiquement les ressources rares** en vue d'une consommation future. Plus important peut-être, la consommation présente stimule la production et, dès lors, accroît la productivité qui bénéficie aux générations futures.

Ce dont le pauvre a besoin, c'est de croissance économique. La croissance économique signifie « utiliser » les ressources mondiales de minéraux, de carburants, de capitaux, de force de travail et de terre.

Chapitre XXI : Le recyclage forcé, le stockage forcé et les alternatives du marché libre

Plusieurs personnes prennent plaisir à recycler. C'est une bonne chose même si la motivation s'enracine dans la croyance erronée que le recyclage est un service public. Néanmoins, forcer les gens à recycler est une autre affaire. La Chine communiste forçait ses citoyens à recycler durant la Révolution Culturelle. Les écoliers étaient mobilisés une journée entière par semaine pour ce faire.

Dans les sociétés pauvres, il peut être économiquement intéressant de recycler. Mais, dans la Chine de cette époque, les gens ne recyclaient pas parce qu'ils étaient pauvres : ils étaient pauvres parce qu'ils recyclaient. **Forcer les gens à recycler alors qu'ils pourraient utiliser leur temps, leurs compétences et leur énergie à des activités plus productives est un véritable gaspillage.** Le recyclage peut être contreproductif dans les pays riches. Les gens veulent sauver les arbres et recyclent leur papier tout en condamnant ceux qui coupent des arbres. Mais ils n'encouragent pas ceux qui plantent et font grandir ces arbres en premier lieu afin d'en faire du papier. **Un peu comme s'ils voulaient sauver un « champ » de blé en interdisant d'en couper les épis et en se privant de manger du pain.** Leur acte tend à supprimer l'impulsion créatrice.

Julian Simon n'est pas opposé au recyclage en tant que tel mais au recyclage qui - motivé par des raisons purement symboliques - **conduit en réalité à un gaspillage des ressources.** Recycler est une bonne chose quand cela est économiquement justifié. Par exemple, les gens « recyclent » leurs assiettes en céramique après chaque repas (ils les nettoient au lieu de les jeter à la poubelle) mais cela n'aurait pas de sens de recycler des assiettes de pique nique en plastique. Au niveau d'une société, c'est la même chose : **les gens recyclent volontairement les ressources qui en valent la peine et jettent celles dont le recyclage coûte plus cher que ce qu'elles valent.**

Le recyclage obligatoire représente un plus grand gaspillage que le fait de jeter les choses. C'est un gaspillage de travail qui pourrait être mobilisé plus intelligemment pour créer de nouveaux modes de vie, plus de richesses, plus de ressources et un environnement plus sain.

Pourquoi les gens s'inquiètent-ils tellement à propos des déchets ? Pour trois raisons. **D'abord, parce qu'ils ne comprennent généralement pas bien comment un système économique répond à la pénurie de certaines ressources.** Ils ne réalisent pas à quel point ce dernier met en œuvre des mécanismes d'ajustements délicats qui permettent aux acteurs du marché de se coordonner spontanément. **Ensuite, ils manquent de connaissances techniques et d'imagination.** Ainsi, il y a toujours eu des gens pour résoudre des problèmes en tout genre (comment vidanger les toilettes des trains, des cars, de navettes spatiales, etc.) et qui ont transformé un problème en une source de profit (les anciennes traverses de chemin de fer peuvent embellir les murets soutenant des pelouses étagées en terrasses, les scories de l'industrie métallurgiques qui, résistantes à la chaleur, entrent dans la composition de la surface de roulage des circuits de Formule 1, etc.). **Enfin, les gens se sentent moralement obligés de recycler car ils pensent que c'est une bonne chose en soi.**

Il est vrai que le marché ne prend pas toujours bien en charge un certain nombre de problèmes liés au recyclage. C'est par exemple le cas des voitures abandonnées. **Que faire en ce cas ? Créer des règles qui forceront les producteurs de déchets à payer des compensations appropriées à ceux qui souffrent de la pollution** (que ce soit en tant qu'individus ou en tant que groupes) **de façon à « internaliser les externalités négatives ».** Cela dit, créer et faire voter de telles règles n'est pas une chose aisée. Selon Friedrich Hayek, il s'agit là de la tâche intellectuelle la plus difficile et la plus importante. Et il y a souvent de solides intérêts privés qui s'opposent à cette dernière.

La maîtrise publique des ressources peut conduire à un gaspillage des ressources non seulement parce qu'il s'agit de ressources communes mais aussi en raison d'une gestion incompétente.

Si l'on désire une société qui valorise le sacrifice et qui oblige les gens à dépenser de l'énergie et de l'argent pour recycler leurs déchets, alors il faut opter pour le recyclage obligatoire. Si l'on désire une société où les gens ont la possibilité de

vivre la vie de leur choix sans imposer le coût de leurs déchets aux autres, alors il faut autoriser chacun à s'occuper personnellement de ses problèmes privés.

Toute la difficulté est de déterminer le niveau optimal de recyclage tout en luttant contre le gaspillage et la pollution, le tout en imposant un minimum de contraintes aux individus et aux entreprises. Les incitants économiques dans un marché libre produisent souvent un meilleur résultat que le système « command and control ».

Deuxième Partie

Les effets de la croissance démographique sur nos ressources et notre niveau de vie

Chapitre XXII : Places debout seulement ? Les faits démographiques

Les écoliers« savent » que l'environnement naturel se dégrade et que l'on se dirige vers la pénurie alimentaire. En réalité, ces « informations » avec lesquelles on « sensibilise » les enfants avec tant d'assurance sont fausses ou non scientifiquement prouvées. **Les craintes quant à l'évolution de la taille de la population sont compréhensibles mais elles ne sont pas neuves.** Dans la **Bible**, on trouve déjà des passages où cette inquiétude est exprimée. Cela ne s'est jamais arrêté : Euripide, Polybe, Platon, Tertullien, etc. ont exprimé leur préoccupation quant au danger que l'augmentation de la population conduise à la pénurie alimentaire et à la dégradation de l'environnement.

Contrairement à une idée répandue, la croissance de la population n'a jamais été ni constante ni fixe sur le long terme. Elle procède par « explosions » démographiques à certains instants clés (en l'occurrence, l'invention des outils il y a un million d'années, l'invention de l'agriculture et de l'élevage il y a 10.000 ans et la révolution industrielle il y a environ 300 ou 350 ans). Malthus se trompe quand il estime que la croissance démographique est géométrique. A chaque stade d'amélioration des conditions sanitaires et économiques a correspondu une augmentation significative de la population qui s'est graduellement atténuée par la suite à mesure que ces améliorations étaient assimilées par la société. **Une autre idée fautive est de croire qu'il y a plus de gens vivant actuellement sur terre que dans toute l'histoire de l'humanité.** En réalité, on estime raisonnablement que depuis 600.000 ans, environ **77 milliards d'humains ont déjà vécu sur terre.**

La principale cause de l'explosion démographique depuis deux siècles - le plus important et le plus stupéfiant des faits démographiques de l'histoire selon Julian Simon – **c'est la chute spectaculaire du taux de mortalité dans le monde.** Il a fallu des milliers d'années pour faire passer l'espérance de vie de 20 ans à 30 ans.⁹³ Ensuite il a fallu deux siècles pour passer d'une espérance de vie de 30 ans en France (et environ 35 ans en Grande-Bretagne) à environ 75 ans aujourd'hui. Peut-on citer un seul évènement plus important dans l'histoire de l'humanité ?

93 Rappelons que l'espérance de vie est une moyenne et que cet âge très réduit s'explique par l'écrasante mortalité infantile.

Ce déclin est la cause du développement économique de la population mondiale.

Au XIX^{ème} siècle, la terre ne pouvait économiquement supporter qu'un milliard de personnes. Dix mille ans plus tôt, les ressources (accessibles) de la terre ne permettaient la subsistance que de 4 millions de personnes sur terre. Aujourd'hui, plus de 5 milliards de personnes vivent plus longtemps et dans des conditions beaucoup plus saines que jamais auparavant. **Ce déclin du taux de mortalité s'explique principalement par les succès phénoménaux enregistrés dans la lutte contre la maladie et dans l'amélioration de la nutrition.** Mais la **diminution du nombre d'accidents (notamment les accidents de travail)** est également une cause importante de cette diminution. Ce progrès n'a pas été uniforme et ne s'est pas réalisé au même rythme partout (ainsi, en Union Soviétique, le taux de mortalité infantile a augmenté entre 1960 et 1980) mais, comme en attestent une bonne quinzaine de graphiques reproduits dans le livre de Julian Simon, la **tendance générale est claire** et se manifeste dans tous les pays.

On aurait pu s'attendre à ce que les amoureux de l'humanité fassent des bonds de joie à l'annonce d'un accomplissement aussi extraordinaire, fruit de l'esprit humain et de son génie organisationnel. En réalité, beaucoup se lamentent du fait que tant d'humains soient vivants pour jouir du cadeau de la vie. Et cette préoccupation conduit à approuver la politique chinoise et d'autres programmes inhumains de coercition et de négation de la liberté quant à l'un des choix les plus précieux qu'une famille peut faire : le nombre d'enfants qu'elle désire engendrer et élever (ce point est abordé dans le chapitre 39).

En 1915, **le taux de mortalité des enfants** aux Etats-Unis était de 180 pour 1000 pour les enfants noirs et de 100 pour 1000 pour les enfants blancs. Aujourd'hui, la mortalité infantile des enfants noirs est de 18 pour 1000 et celle des enfants blancs est de 9 pour 1000. Il est évidemment tragique que les seconds soient encore comparativement plus vulnérables que les premiers mais ce fait ne doit pas nous empêcher de nous réjouir du **progrès considérable accompli dans les deux cas. Dans les deux cas, ces chiffres ont été divisés par dix.**

L'examen de données démographiques dans l'histoire et dans notre monde contemporain nous enseigne que **la croissance démographique n'est jamais constante ni inexorable. Elle n'est pas géométrique comme le pensait Malthus.** La taille de la population s'accroît en fonction de taux variés et sous des conditions différentes. **Parfois, la taille de la population se contracte durant plusieurs siècles** en raison de conditions politiques et sanitaires défavorables. Les catastrophes naturelles n'expliquent pas tout. Ainsi, les événements économiques, culturels, politiques influencent également la taille des populations. Mais, **récemment, les conditions se sont améliorées considérablement et la population mondiale connaît un regain de croissance. C'est une bonne nouvelle pour l'humanité.**

Chapitre XXIII : Quelle sera la croissance démographique future ?

L'histoire des prédictions démographiques **doit nous enseigner la prudence et l'humilité.**

Dans les années 30, les pays occidentaux s'inquiétaient d'une diminution de la croissance démographique. Durant la Grande Dépression, le président américain Herbert Hoover estimait que l'Amérique allait atteindre une population entre 145 et 150 millions d'ici la fin du siècle. En réalité, elle a avait déjà atteint un chiffre de 200 millions dès 1969. Avec force graphiques, Julian Simon retrace l'histoire des prédictions erronées (soit par leur surestimation soit par leur sous-estimation). **A chaque fois, on constate que le résultat final s'éloigne sensiblement des 4 ou 5 scénarii.** Cela conduit certains à exiger que le gouvernement fasse une enquête officielle. En réalité, ces prévisions- très coûteuses - ne sont en aucun cas meilleures que les prévisions menées par des organismes privés. Le problème, c'est qu'elles sont prises beaucoup plus au sérieux. **Non seulement les méthodes de prédiction sont peu fiables mais la base des données utilisées pour nombre de pays - et pour le monde pris dans son ensemble - reste désespérément faible.**

On entend parfois que le « croissance démographique nulle » est « évidemment » la seule option viable. Mais pourquoi ? Qu'y a-t-il de sacré au chiffre actuel ? La simple évocation de 5,5 milliards semble, pour beaucoup, suffire pour prouver que ce chiffre est très important ou trop important ou insoutenable. Cette question est l'objet de la seconde partie de ce livre. **Sur quoi repose cette conviction que la croissance va continuer de manière inévitable ?** Sur la théorie de Malthus et son double postulat (croissance exponentielle pour la population et croissance arithmétique pour les ressources alimentaires).

Pourtant, les données contemporaines nous montrent que le taux de croissance d'une population peut aussi bien diminuer qu'augmenter. Dans un grand nombre de pays, le taux de fertilité est en train de chuter très rapidement. C'est le cas des pays qui s'enrichissent. Cela implique que les pays actuellement pauvres avec un haut taux de fertilité vont, tôt ou tard, se diriger vers le modèle des pays riches dont le taux de mortalité diminue. Ce phénomène s'appelle « transition démographique ». Dans les pays riches, le taux de fertilité est descendu bien en-dessous du taux de remplacement. Il est probable que la population diminue dans la plupart des pays occidentaux. Il est plausible que si le revenu augmente partout, la population diminue dans le monde entier. **Si cela survenait, l'être humain serait la seule ressource qui se raréfie avec le temps.** A très long terme, par contre, il est impossible de prédire quoi que ce soit.

Les effets à court terme d'un facteur démographique sont souvent en opposition avec ses conséquences à long terme. Un bas taux de natalité et le vieillissement de la population dans les pays riches signifie évidemment moins de dépenses relatives à l'éducation et à toute une série de services. C'est un bénéfice à court terme mais, à long terme, cela accroît le fardeau de dépendance. Dans une société à bas taux de natalité et à bas taux de mortalité, toute personne doit supporter moins de frais liés aux enfants

mais doit supporter les frais de plus de personnes âgées. Or, le coût à supporter pour les pensionnés est bien plus élevé que pour les enfants. Dans le futur, le fardeau de la sécurité sociale deviendra de plus en plus lourd. Plus fondamentalement, le déficit du budget américain peut être partiellement expliqué comme étant la conséquence de ce phénomène démographique.

Si l'on divise la surface de la terre par le nombre d'êtres humains, on constate évidemment que la densité augmente sur la terre. Mais ce qui importe ici, c'est le niveau de densité que les gens ressentent. Or, on constate qu'une large proportion des campagnes a perdu une partie importante de sa population ces dernières décennies. Plus ces régions sont désertées, plus elles perdent des opportunités économiques (c'est-à-dire l'inverse de ce que Malthus prétendait) et plus les gens qui y demeurent sont incités à partir. **La concentration de la population peut signifier que le nombre absolu de personnes vivant sur, disons, 75% de la surface de la terre, peut *décliner* alors même que la population mondiale *augmente* dans son ensemble.** Et cela en raison du nombre de plus en plus réduit de personnes nécessaires à l'agriculture alors que les pays s'enrichissent. Ainsi, entre 1950 et 1985, la densité démographique de 97% de la surface des Etats-Unis a *diminué*. Le nombre de personnes habitant à la campagne est passé de 44,9% à 23,4% de la population totale durant cette période.

C'est donc un **résultat paradoxal : la population mondiale augmente mais la densité démographique diminue sur la quasi-totalité de la surface terrestre.**

Mais quid pour ceux qui demeurent en ville ? Evidemment, la densité de la population dans les grandes aires métropolitaines va probablement s'accroître. Mais les individus peuvent choisir de vivre dans les villes ou dans leurs périphéries en fonction de la densité qu'ils préfèrent. **La diversité des choix proposés à l'individu va s'accroître dans le futur.** Par ailleurs, la densité de population par unité de surface représente le total de l'espace de vie et de travail disponible en moyenne pour un individu. Or, on constate que l'espace de vie dans les villes *s'accroît* continuellement en raison de la construction des immeubles à étages qui est rendue possible par l'augmentation des revenus et les progrès technologiques.

Le scénario catastrophiste des « places debout seulement » suggère une tendance lourde inexorable. En réalité, de telles prévisions sont basées sur des données très pauvres. Les données disponibles indiquent au contraire que la famine et la maladie ne sont pas, loin de là, les seules forces à agir sur le contrôle de la taille de la population. **Des forces économiques, politiques et sociales jouent également un rôle important et suggèrent une tendance vers la diminution de la population.**

Chapitre XXIV : Les êtres humains se multiplient-ils comme des mouches ? Ou comme des rats norvégiens ?

La plupart de ceux qui s'inquiètent de la croissance démographique dans les pays pauvres affirment que les gens « se reproduisent naturellement ». Selon eux, les gens pauvres entretiennent des relations sexuelles sans réfléchir et sans penser aux conséquences futures. Les environmentalistes dressent volontiers des comparaisons avec le monde animal quand ils parlent de « reproduction naturelle » et de « copulation sans entraves ». On dresse souvent des parallélismes avec des expériences menées sur des rats qui, se reproduisant librement dans un espace confiné, finissent, au-delà d'un certain seuil de population, par devenir agressifs et à s'attaquer mutuellement. Certains ont même poussé l'odieux jusqu'à comparer la population humaine à un cancer qui dévore la terre.

En réalité, et cela Malthus lui-même a fini par le reconnaître par la suite, les gens, contrairement aux plantes et aux animaux, sont tout à fait capables de prévoir et de s'abstenir d'avoir des enfants. **Pour la quasi-totalité des couples dans la quasi-totalité des parties du monde, le mariage précède le fait d'avoir des enfants.** C'est toujours suite à une décision précédée par un raisonnement sur la maturité et la capacité pour au moins un des époux à subvenir aux besoins de sa famille que les mariages sont contractés dans les sociétés primitives et les sociétés pauvres. Ils sont **généralement précédés par des négociations entre les deux familles** sur le montant de la dot, l'habitation, le terrain, le troupeau, etc.

Les preuves anthropologiques sur le contrôle de fertilité démontrent que même chez les peuples les plus « primitifs », la fertilité est soumise à des contraintes personnelles et sociales. En Polynésie, des conventions sociales très solides imposent le célibat à certaines personnes et limitent le nombre d'enfants pour les autres. **Il faut se méfier de certaines légendes qui ont couru sur le comportement des sociétés primitives et selon lesquelles certaines d'entre elles vivaient dans le plaisir sexuel pur et dans l'insouciance.** Légendes auxquelles a contribué **Margaret Mead**. L'auteur du célèbre « Mœurs et sexualité en Océanie » (*Coming of Age in Samoa*) publié en 1928 a été victime d'un canular de la part des personnes qu'elle interrogeait (ainsi que le démontra Derek Freeman en 1983).

Partout dans le monde, que ce soit dans les pays riches ou pauvres, la fertilité est soumise à un contrôle social. Partout, les gens y réfléchissent de façon rationnelle et, dès lors, le revenu et d'autres considérations influencent le comportement relatif à la fertilité. **Le fait que les familles soient plus vastes dans les pays pauvres ne prouve pas l'absence de planning rationnel en matière de fertilité.** Un comportement objectivement raisonnable à Londres ou à Tokyo peut être objectivement déraisonnable au Tibet ou dans un village africain. **Les coûts nécessaires pour élever un enfant sont moindres et les bénéfices découlant d'une grande famille sont plus élevés dans une pauvre communauté rurale que dans une ville riche.** Par ailleurs, dans les pays où les systèmes de sécurité sociale sont squelettiques voire inexistants, il est tout à fait « rationnel » d'avoir beaucoup d'enfants.

Ainsi, **Munshi Ram, un travailleur illettré** qui vit dans un village de huttes à 100 km au nord de New Delhi affirme le 24 mai 1976, lui qui ne possède aucune terre et très peu d'argent, que **ses huit enfants sont sa « plus grande richesse »**. C'est une bonne chose d'avoir une grande famille car « ils ne coûtent pas grand-chose et quand ils seront assez âgés pour travailler, ils rapporteront de l'argent. Et quand je serai vieux, ils s'occuperont de moi ». Bref, « les enfants sont un **cadeau des dieux** ».

Le fardeau que représente, pour la collectivité, un enfant supplémentaire dépend étroitement de la nature du système économique-politique. Dans les **cités chinoises**, où le logement et les transports sont à charge de l'Etat, **un enfant de plus est un fardeau beaucoup plus lourd qu'en Amérique** où l'enseignement est le seul poste majeur de dépenses que les parents ne payent pas de leur poche. Si les parents payent l'entièreté des coûts d'un enfant, leurs décisions individuelles concernant le nombre d'enfants sera optimal pour la communauté dans son ensemble.

A la base de la plupart des théories contemporaines sur la croissance démographique se retrouve l'idée que les **lois de Malthus** sur la population sont toujours aussi valides aujourd'hui qu'à l'époque où elles ont été formulées (dans la première édition de l'Essai sur le Principe de Population paru en 1798). Le cœur de ces « lois » est que la population augmente plus rapidement que ses moyens de subsistance et cela jusqu'à ce que ses standards de vie chutent au point de laisser dans une situation de lutte pour la survie. Dans cette déclaration, on trouve implicitement (et même explicitement dans les autres considérations de la première édition de l'Essai et dans les écrits de nombre de commentateurs actuels), **l'idée que la population - du moins la population pauvre - se reproduit naturellement et sans limite par une copulation sans entraves.** Mais, comme Malthus le reconnut dans les éditions postérieures de son ouvrage et ainsi qu'en attestent quantité d'observations anthropologiques, les gens, partout dans le monde, prennent le mariage, le sexe et la procréation très au sérieux. La notion de « copulation sans entraves » témoigne de l'ignorance ou du mensonge de ceux qui l'utilisent.

Le revenu influence la fertilité partout. **Dans les pays pauvres, une augmentation du niveau de revenu conduit à court terme à une augmentation de la fertilité.** La baisse de la mortalité infantile ne déclenche pas immédiatement une limitation des naissances car les familles continuent, un bref moment, à appliquer les comportements du passé où il était rationnel d'avoir beaucoup d'enfants pour s'assurer que quelques-uns au moins survivent jusqu'à l'âge adulte.

Mais à long terme, cette augmentation continue conduit finalement à une baisse de la fertilité. La chute de la mortalité infantile, l'augmentation du niveau d'éducation, l'accès aux méthodes contraceptives et l'exode rural vers la ville contribuent à cet abaissement du taux de natalité. Les enfants coûtent plus cher à élever en ville et rapportent moins d'argent à la famille qu'ils ne le faisaient à la campagne. Le processus est connu sous le nom de « **transition démographique** ». Dans la première édition du livre de Simon (en 1981), il estimait que cet abaissement du taux de natalité, observé dans les pays occidentaux, pouvait « raisonnablement »

être attendu dans les autres pays. Dans la seconde édition, on peut enlever l'adverbe « raisonnablement ». Cette diminution apparaît presque partout et dans tous les pays avec une large population.

Chapitre XXV : La croissance démographique et le stock de capital

Le capital physique (équipement et bâtiment) **mis à disposition du travailleur influence sa productivité et son revenu.** Le capital non physique (l'éducation, la compétence et la motivation) du travailleur est évidemment très important aussi et fera l'objet du chapitre suivant. Les gens doivent épargner une partie de leur revenu afin de se constituer un capital. Dès lors, le montant que nous épargnons sur notre revenu influence nos revenus futurs et sur notre consommation. La croissance et la taille de la population peut influencer sur le montant de l'épargne. La population influence notre stock de capital à la fois positivement et négativement. Globalement, son influence est positive. Une population plus importante et un revenu plus élevé accroissent la demande de biens et de capitaux. Mais cela accroît aussi le nombre de nouvelles inventions, ce qui conduit à des équipements plus performants.

L'augmentation de la population a d'abord un effet négatif car elle dilue l'offre de capitaux: plus il y a de travailleurs dans un secteur, moins il y a de capitaux par travailleur et, dès lors, le revenu par travailleur diminue. **On a longtemps pensé qu'un taux de natalité élevé réduisait le taux d'épargne individuelle.** En effet, quand un couple a beaucoup d'enfants, il va donner la priorité à la consommation immédiate (des chaussures pour le bébé) au détriment d'une consommation future (un voyage autour du monde à la retraite). Mais ce raisonnement apparemment sensé ne tient pas compte du fait que ce même couple va peut-être renoncer à des biens de consommation immédiate au profit d'une épargne qui servira à payer les études universitaires à ses enfants. Par ailleurs, ce raisonnement part du présupposé que le revenu reste fixe : or, on constate que les parents avec beaucoup d'argent travaillent plus et gagnent plus d'argent. **On constate donc, à un niveau plus général, que la croissance démographique stimule un travail supplémentaire (qui, autrement, n'aurait pas été fourni) et, dès lors, augmente le stock de capital.**

S'il ne fallait citer qu'un seul facteur favorisant le développement économique - en dehors, évidemment, de la liberté économique - il faudrait citer le système des transports et des communications. C'est d'ailleurs une recommandation qui revient de manière constante dans les études qui travaillent sur le développement des pays du tiers-monde.

La croissance démographique est responsable de l'amélioration substantielle des infrastructures, particulièrement dans les domaines des transports et des communications qui sont essentiels au développement économique. Elle incite aussi à augmenter le capital dans le secteur agricole, surtout en ce qui concerne les terres arables. En effet, plus de gens signifie un besoin accru de produits alimentaires. Dès

lors, cela entraîne un investissement accru pour défricher, éliminer les pierres, creuser des fossés, construire des granges, etc.

De meilleures communications réduisent le coût du transport. Elles véhiculent mieux l'information (idées de modernisation, nouvelles techniques agricoles, nouveaux savoir-faire, etc.). **Evidemment, l'accroissement démographique peut congestionner les axes routiers. Mais c'est une conséquence à court terme.** A long terme, cela stimule les personnes inventives et ingénieuses à proposer, de concert avec des entrepreneurs innovants, des **solutions incluant de nouveaux modes de transport, de nouveaux véhicules, de nouveaux services, etc.** Ce qui illustre encore une fois une thèse majeure de ce livre : à long terme, la solution à un problème nous amène à une situation meilleure que celle où ce problème est survenu.

Chapitre XXVI : Les effets de la croissance démographique sur la technologie, la productivité et l'éducation

Economiquement, l'esprit humain est au moins autant et sans doute plus important que la bouche et les mains. La conséquence économique la plus importante de la croissance démographique est l'accroissement considérable de notre stock de connaissances utiles grâce à la contribution de ces personnes additionnelles. Cette contribution est suffisamment importante pour supplanter à long terme tous les coûts de cette croissance démographique.

Pourquoi les standards de vie sont-ils beaucoup plus élevés au Japon et aux Etats-Unis qu'en Inde ou au Mali ? Parce que le travailleur moyen aux Etats-Unis et au Japon produit x fois plus de biens et de services chaque jour que son homologue indien ou malien (ou qu'un travailleur américain ou japonais il y a un siècle). Pourquoi ? Parce qu'il est plus qualifié. La plus grande différence entre les pays riches et les pays pauvres est que, comparativement aux seconds, **il y a, dans les premiers, un beaucoup plus grand stock de technologie et de savoir-faire disponible et de gens suffisamment éduqués pour les utiliser et les exploiter.**

A l'époque romaine, le plus grand amphithéâtre du monde permettait à quelques milliers de personnes tout au plus de suivre en direct un spectacle sportif ou un divertissement. En 1990, 577 millions de personnes en moyenne ont regardé en direct les 52 matches de la Coupe du Monde. **Un total de 2,7 milliards de personnes – soit la moitié de la population mondiale – a regardé au moins un des matches de cette compétition.**

Les avancées technologiques ne proviennent pas exclusivement de la science. Les génies scientifiques forment seulement une partie du processus de connaissance. **De nombreuses avancées technologiques viennent de personnes qui ne sont ni bien formées ni bien payées.** Par exemple, le dispatcher qui trouve un moyen ingénieux de déployer sa flotte de taxis, l'affréteur qui découvre que les canettes usagées pourraient faire d'excellents containers, le directeur d'un supermarché qui découvre une manière

d'exposer plus de marchandises dans un espace donné, un employé de supermarché qui trouve un moyen plus rapide pour emballer la viande, etc.

L'humanité jouit aujourd'hui des avancées extraordinaires dans les domaines de la communication, du transport, de l'alimentation, de la santé, etc. **L'accroissement de la population humaine est la cause fondamentale de tous ces gains.** Le processus général - qui est en réalité le sujet même de ce livre - se déroule de la manière suivante : **une population en augmentation influence la production de connaissances tant du côté de l'offre que de la demande.**

Du côté de l'offre, **une population plus importante engendre la création d'un plus grand stock de connaissances** et, toutes choses étant égales, il y a, dans une société plus nombreuse, statistiquement plus de personnes qui développent des idées nouvelles. Du côté de la **demande**, plus de gens avec des revenus plus élevés augmentent la consommation et le besoin de ressources à court terme. Une demande en hausse fait gonfler les prix. Mais ces prix hauts représentent une opportunité pour le monde des affaires de faire des bénéfices et pour les inventeurs d'acquérir gloire et fortune. Beaucoup échouent mais dans une société libre, les solutions sont finalement trouvées. Comme Julian Simon l'a déjà dit, dans le long terme, **les solutions finalement apportées au problème nous enrichissent plus que si le problème n'était pas survenu.**

Mais si le nombre de découvertes est fonction de la taille de la population, **d'où vient que la Chine ou l'Inde ne sont pas, en raison de leur démographie, les sociétés actuellement les plus avancées ?** La réponse nous a été donnée il y a deux-cents ans par le philosophe écossais David Hume (1711-1776) :

« Il est impossible pour les arts et les sciences de naître dans un peuple à moins que ce peuple ne jouisse de la **bénédictio de posséder un gouvernement libre** (...). Un despotisme illimité (...) met finalement un terme à toute amélioration et barre aux hommes l'accès (...) à toute connaissance (...). La loi engendre la sécurité. La sécurité engendre la curiosité. La curiosité engendre la connaissance ».

On entend parfois que l'humanité, comparable en cela aux autres espèces, cessera d'augmenter lorsqu'elle aura rempli sa niche, c'est-à-dire atteint les limites des ressources disponibles. On ne peut évidemment pas se prononcer avec certitude sur cette idée, dit Simon, car chaque fois que l'humanité a accru sa richesse et le nombre de sa population mondiale, elle partait d'une situation à propos de laquelle elle n'avait pas d'expérience préalable. Néanmoins, on a pu constater dans les chapitres précédents (sur l'énergie, l'alimentation, les ressources naturelles, etc.) qu'il n'y a **apparemment pas de limites à l'accroissement du progrès dans le futur. Il y a des « limites » à tout moment mais ces dernières s'éloignent continuellement.**

Les bénéficiaires des avantages découlant du progrès de nos connaissances sont respectivement l'économie dans son ensemble, les autres entreprises qui bénéficient des externalités positives (les innovations de la R&D profitent à toutes les

entreprises du même secteur et pas seulement à celle qui a investi), les **consommateurs** qui, eux aussi, bénéficient des externalités positives (la firme innovante a dû financer la R&D qui a débouché sur la découverte, mais quand les concurrents acquièrent cette connaissance presque gratuitement, cela diminue les coûts de production, ce qui est un gain net pour le consommateur) et **la recherche sur les procédés et les produits** (les retombées de la R&D stimulent les investissements futurs).

Pouvons-nous être sûrs que la science va solutionner nos problèmes ? Pour répondre à cette question, il est peut-être intéressant de voir le problème de la façon suivante : **durant ces deux derniers siècles, les hommes ont acquis plus de connaissances que durant la totalité des siècles précédents.** Ces cinquante dernières années, ils ont acquis quatre fois plus de connaissance que les cent années précédentes. **Les 25 dernières années, ils ont acquis quatre fois plus de connaissance que les 25 années qui précèdent.** Tout ceci indique indéniablement un **accroissement du taux de création de la connaissance.** Dès lors, pourquoi ne pourrions-nous pas tabler sur le fait que dans les 100 prochaines, voire les 1000 prochaines années ou encore les sept prochain milliards d'années, nous allons acquérir des connaissances qui vont substantiellement améliorer la vie humaine ? Affirmer le contraire, c'est rejeter d'un seul coup tout ce que nous enseigne l'expérience humaine.

Chapitre XXVII : Economie d'échelle et éducation

Le phénomène appelé « économie d'échelle », c'est-à-dire un **gain d'efficacité en raison d'une production plus importante**, est connu depuis des siècles. L'économie d'échelle s'enracine dans la possibilité d'utiliser des machines plus grandes et plus efficaces, dans une plus grande division du travail, dans la création de connaissances (et le changement technologique) et dans l'amélioration des moyens de transport et de communication. La croissance démographique favorise ces quatre types d'économie d'échelle. Hollis B. Chenery a comparé les secteurs manufacturiers dans divers pays et a constaté que, toutes choses étant égales, **dans un pays dont la population double de taille, la productivité par travailleur augmente de 20%.**

On a longtemps pensé qu'un effet négatif de la croissance démographique était la réduction de la qualité et de la quantité de l'éducation que les enfants reçoivent. C'est encore une conception malthusienne : un budget éducationnel fixe divisé par un plus grand nombre de personnes allouera évidemment une part moins importante à chacun. Mais ce que nous savons désormais, c'est que **la croissance démographique va susciter la volonté d'augmenter le budget dévolu à l'éducation.** Les parents travailleront plus ou sacrifieront sur d'autres postes car ils vont considérer que l'éducation est une opportunité d'investissement. On croit parfois que dans une famille plus nombreuse, l'éducation sera plus négligée. Une étude menée au Kenya prouve que dans les grandes familles, les enfants les plus jeunes reçoivent une éducation plus complète que ceux qui font partie d'une petite famille.

Outre l'accélération du progrès dans le domaine de la connaissance, de la science et de la technologie, **l'accroissement démographique permet de créer des économies d'échelle**. Une population plus grande nécessite une plus grande demande de biens et, donc, une production supérieure et, dès lors, une plus grande division des tâches, une plus grande spécialisation, de plus grandes usines, de plus grandes entreprises, plus d'apprentissage et quantité d'autres économies d'échelle. Le phénomène appelé « **apprentissage par la pratique** » joue certainement un rôle clé dans l'accroissement de la productivité (plus une usine produit de biens, plus sa productivité augmente car les ouvriers apprennent et développent de meilleures méthodes). Un des effets de ce phénomène est la réduction du prix des nouveaux biens de consommation dans les années qui suivent leur introduction.

L'accroissement de l'efficacité peut entraîner une congestion mais les études qui quantifient l'augmentation de la productivité déduisent systématiquement les coûts de l'encombrement. **Plus la ville est grande, plus le coût de la vie y est élevé** (on parle d'1% d'augmentation du coût de la vie par chaque million de personnes additionnelles) **mais le salaire y est aussi plus élevé (et le pouvoir d'achat aussi)** car les gens y sont plus productifs.

Si l'on ne raisonne pas au-delà de 25 ans, on ne peut pas considérer que l'argent consacré à élever et éduquer les enfants soit un bon investissement. Même si la plupart des dépenses en faveur de ces derniers sont supportées par la famille, la société en assure une partie. Par contre, si on montre un quelconque intérêt pour l'avenir à long terme et si l'on prend conscience de tout ce dont nous bénéficions aujourd'hui en raison d'investissements faits dans l'éducation il y a 25, 50 ou 100 années, on peut alors considérer le savoir qui sera produit par les enfants d'aujourd'hui comme un bienfait énorme.

Chapitre XXVIII : La croissance démographique, les ressources naturelles et les générations futures

En quoi les stocks de ressources naturelles sont-ils affectés par les différents taux de croissance démographique ? Une population plus nombreuse influence les coûts des ressources de deux manières. Premièrement, la demande accrue d'une ressource particulière conduit à une certaine pression pour faire de nouvelles découvertes. Deuxièmement, une population plus nombreuse fait statistiquement augmenter le nombre de personnes qui réfléchissent, qui imaginent, qui se montrent ingénieuses et qui font des découvertes.

Une population plus nombreuse permet constamment d'ouvrir de nouveaux sentiers inexplorés. Evidemment, si l'on regarde la terre comme un système fermé (ce qui est faux, ne fût ce que parce qu'elle reçoit chaque jour de l'énergie solaire), on ne peut pas comprendre que l'accroissement de la population mondiale signifie un accroissement du stock total de ressources. **Les ressources « naturelles » s'accroissent avec l'accroissement de la population.** On a déjà examiné ce

mécanisme : plus de gens avec des revenus plus élevés sont la cause, à court terme, d'une raréfaction des ressources et une hausse des prix. Cette hausse des prix attire inventeurs et entrepreneurs et les motive à trouver une solution. En dépit de nombreux échecs, une solution est finalement trouvée (du moins dans une société libre) et, à long terme, nous nous retrouvons dans une situation meilleure qu'avant la survenance du problème : la ressource coûte moins cher qu'à l'époque précédant la raréfaction.

Ce phénomène peut-il continuer indéfiniment ? **Il n'y pas - affirme Julian Simon - de raison logique à ce que l'augmentation des ressources disponibles ne s'accroisse pas indéfiniment.** Ainsi, si l'on se limite au cuivre, on peut améliorer les méthodes d'extraction, rentrer toujours plus profondément sous terre, découvrir de nouveaux gisements, l'extraire des océans, en trouver sur des astéroïdes, sur d'autres planètes, etc.

Même si le risque de manquer de ressources naturelles dans le futur est très faible, avons-nous le droit de faire courir ce risque aux générations futures ?

Julian Simon a déjà examiné la question de l'aversion au risque (fait pour un investisseur, un parieur d'avoir peur d'un risque qu'il juge trop important) au chapitre 13 et y reviendra au chapitre 30 mais, en l'occurrence, l'aversion au risque n'est pas pertinente pour les ressources naturelles. Pourquoi ? Premièrement, **les conséquences d'une rareté croissante de tout minerai, c'est-à-dire une hausse du prix relatif, ne compromettent pas notre mode de vie.** Deuxièmement, une rareté relative conduit à trouver des **substituts** (par l'aluminium qui remplace l'acier) et atténue la rareté. Troisièmement, **la rareté d'un minerai ne se manifeste que très lentement** et laisse le temps pour modifier la politique sociale et économique. Quatrièmement, une plus grande prospérité et une population plus nombreuse permettent de **pallier les pénuries et d'étendre nos compétences techniques et économiques.** Cinquièmement, **nous possédons déjà la technologie (fission nucléaire) pour suppléer à nos besoins énergétiques à coûts constants ou déclinants à tout jamais.**

Notre technologie continuera-t-elle à progresser ? Tout semble l'indiquer. De toute façon, au stade actuel, elle suffit déjà (à condition qu'on l'applique) pour subvenir à tous les besoins de l'humanité (alimentaires, énergétiques, etc.). **La seule limite probable à la production de nouvelles connaissances, c'est la disparition des problèmes.** Nous avons besoin de problèmes pour progresser. Mais cette ressource ne semble pas près de s'épuiser.

La ressource ultime, c'est l'imagination humaine dans une société libre. En réalité, la technologie ne cesse de créer de nouvelles ressources. La contrainte principale imposée à la capacité humaine de disposer de tout en quantité illimitée, c'est le savoir. Or, la source du savoir est l'esprit humain. L'accroissement de la population humaine permet d'accroître cette ressource ultime. **Néanmoins, cette imagination humaine ne peut fleurir que dans un système politique et économique** qui permet à chacun de jouir d'une liberté personnelle et de recevoir la majeure partie du fruit de son travail.

Chapitre XXIX : La croissance démographique et le sol

La taille totale de la surface agricole dans le monde est-elle en train de s'épuiser ? C'est le contraire qui est vrai. La totalité de la surface agricole est en augmentation.

Le « sens commun » et l'arithmétique suggèrent que l'augmentation de la population va conduire à des exploitations agricoles de plus en plus nombreuses et de plus en plus petites. Les fermiers sont-ils en train de cultiver des champs qui rétrécissent au fur et à mesure que la population et les revenus augmentent ? Là encore, c'est juste le contraire. **En dépit de la croissance démographique, l'augmentation de la productivité permet aux fermiers de gérer des fermes de plus en plus grandes.** Les fermiers sont plus productifs en raison des progrès techniques mais aussi parce que, vu l'absence d'un marché, les fermiers n'étaient pas, par le passé, économiquement motivés de produire plus que ce qui est nécessaire pour leur subsistance.

On pouvait croire également que l'augmentation de la population allait conduire à une augmentation de la main d'œuvre dans les exploitations agricoles. C'est le contraire qu'on constate : la proportion de personnes travaillant dans l'agriculture a constamment décliné. Ce qui est assez étonnant, c'est que, dans les pays riches, **ce n'est pas la seule** « proportion » de fermiers (par rapport au reste de la population) qui diminue mais bien le nombre absolu de fermiers. Par conséquent, la quantité absolue de terres disponibles par fermier ne cesse de s'accroître. Certains s'émeuvent de l'évolution de cette profession. Depuis 1930, le nombre d'agriculteurs est passé de 10 à 3 millions, soit une perte de 7 millions d'emplois. Mais on oublie que cette vie était extrêmement dure, douloureuse et miséreuse.

Beaucoup de gens s'inquiètent que l'urbanisation réduise l'espace dévolu à la nature sauvage et aux surfaces récréatives. Il semble « évident » que la croissance démographique va conduire à une réduction de ces zones. Mais, encore une fois, le sens commun nous égare. La croissance démographique conduit-elle au bétonnage de larges zones au détriment des zones alors dévolues au ressourcement ? Clairement non. **De 1900 à 1990, la surface récréative et de nature sauvage des Etats-Unis a crû de 1,3 millions d'hectares à 71 millions d'hectares. La forêt américaine, elle, a crû de 18,8 millions d'hectares en 1900 à 75,2 millions d'hectares.** Plus important encore, **ce qui a augmenté considérablement, ce sont les possibilités d'accès à la nature** et cela en raison de l'augmentation des revenus, de l'amélioration des moyens de communication, des congés, etc. **Un individu moyen dans un pays développé a accès à beaucoup plus de zones vertes que par le passé même très lointain.** Par ailleurs, le « coût » d'accès à la nature sauvage a chuté considérablement. Et il n'y a pas de raison que cette tendance ne s'accroisse pas à l'avenir.

La totalité des zones naturelles est en augmentation rapide et de nouvelles zones agricoles sont créées en remplacement des anciennes, avec un résultat net très satisfaisant pour l'avenir du secteur agricole.

Chapitre XXX : Les hommes sont-ils une forme de pollution de l'environnement ?

Les humains sont souvent accusés de polluer l'environnement à un point tel que le monde devient de plus en plus invivable. Dès lors, plus il y a de monde, plus il y aura de pollution. On parle parfois de la « pollution démographique » voire de la « peste démographique ». Le problème peut être ramassé en une question simple : **quelle est l'incidence de la taille et de la croissance de la population humaine sur les niveaux de pollution ?**

Comme on l'a vu au chapitre 15, la pollution industrielle est parvenu à un sommet avant de se stabiliser et de s'inverser au moment même où la prospérité générée par cette industrialisation et où la conscientisation écologique - rendue possible dans une population qui, pour la première fois, satisfaisait convenablement ses besoins vitaux - permirent de consacrer des moyens pour produire en polluant de moins en moins. Cet enrichissement n'aurait pas pu survenir sans une croissance démographique. **Ce processus de diminution drastique de la pollution - entamé il y a une quarantaine d'années - a permis de purifier la qualité de l'air et de l'eau.** A ceux qui en doutent, Simon demande de comparer les pays occidentaux et les pays du tiers-monde en ce qui concerne la propreté des rues, le taux de mortalité, etc. Nous vivons dans un monde plus propre qu'il ne l'était avant la hausse démographique vertigineuse.

Mais, dira-t-on, le monde ne serait-il pas plus « beau » avec moins d'humains ? L'esthétique traite des goûts et Julian Simon ne veut pas débattre sur ce sujet mais à ceux qui estiment que le **monde serait plus beau si l'on réduisait la population**, il pose deux questions. Premièrement, n'avez-vous pas vu quantité de **beautés sur terre qu'on doit aux mains et aux talents de l'humain** (jardins, statues, gratte-ciel, ponts gracieux, etc.) ? Deuxièmement, la population athénienne était seulement de 6000 personnes en 1823. **Pensez-vous qu'Athènes était plus jolie en 1823 ou 2000 ans plus tôt** à l'époque où **elle était surpeuplée** ? Troisièmement, si la population humaine était le centième de ce qu'elle est maintenant, y aurait-il un moyen de transport pour vous emmener voir le Yosemite Park, le Grand Canyon, l'Antarctique, les réserves naturelles du Kenya ou le lac Victoria ?

Tout en concédant que la hausse démographique n'est peut-être pas, tout compte fait, un facteur de pollution, on dira peut-être que c'est un risque. **Ne vaudrait-il pas mieux éviter de courir ce risque et limiter la croissance ?** Ceci nous ramène à l'aversion du risque discutée au chapitre 13. Quoiqu'il en soit, cet argument est une variante de l'argument plus général selon lequel **il faut éviter tout changement de crainte d'aggraver la situation.** Le problème, c'est que si nos ancêtres avaient opté pour une « croissance zéro », notre situation serait bien moins enviable qu'elle ne l'est maintenant.

Plus de gens, cela signifie plus de production et, toutes choses étant égales, cela se traduit par plus de pollution à court terme. Mais plus de gens, cela ne signifie pas plus de pollution à long terme. Cela peut même signifier moins de pollution.

C'est une tendance lourde dans l'histoire humaine ainsi qu'en atteste le plus **important indice de pollution : l'augmentation de l'espérance de vie**. L'homme a créé de nouvelles façons de réduire la pollution et a créé des ressources nouvelles permettant de lutter contre la pollution. C'est une raison solide pour s'attendre à ce que cette tendance continue dans le futur.

Chapitre XXXI : Les humains mènent-ils les autres espèces à l'holocauste ?

L'extinction des espèces est une question fondamentale pour le mouvement environnementaliste. C'est une des raisons majeures avancées par les organisations environnementales pour **lever des fonds**. Ce thème était au centre du Sommet de Rio.

Publié en 1980, le « Global 2000 Report to the President » avance des prédictions extraordinaires. **Pas moins de 20% de toutes les espèces de la terre auront disparu en l'an 2000.** Pourquoi ? En raison de la disparition de leurs habitats, particulièrement dans les forêts tropicales. Ces chiffres figurant dans ce rapport officiel proviennent en réalité du livre publié en 1979 par **Norman Myers et intitulé « The Sinkink Ark » (l'Arche qui coule)**. Sur quelles données se base cet auteur ? Aussi stupéfiant que cela paraisse, ces chiffres sont de simples projections qui s'appuient non pas sur des données empiriques ni même sur des estimations mais sur de **pures « suppositions »**. C'est une forme de jeu intellectuel auquel s'est livré Myers. Mais ces **chiffres ont été repris et amplifiés depuis**. Etonnamment, les prédictions catastrophistes sur l'extinction des espèces qui, aujourd'hui, encore, sont assénées assez régulièrement ne reposent sur **aucune base scientifique**. L'écologiste Lovejoy s'est également essayé à des prévisions apocalyptiques mais ces dernières reposent toutes sur la seule source publiée : le livre de Myers. Qu'en est-il réellement ?

Comment Norman Myers procède-t-il dans sa démonstration ? Son raisonnement s'articule en quatre temps :

- (1) Entre les années 1600 et 1900, le taux d'extinction estimé des espèces connues est d'une espèce tous les quatre ans.
- (2) Entre 1900 et maintenant, le taux d'extinction estimé des espèces connues est d'une espèce tous les ans. Aucune source scientifique n'est donnée par Myers pour ces deux estimations.
- (3) « Certains scientifiques » (pour reprendre les termes de Myers) « ont hasardé **l'hypothèse** » **que ce taux d'extinction « pourrait maintenant avoir atteint » 100 espèces par an.** Ce chiffre est une **simple conjecture**. Pas même une estimation. La source indiquée pour « certains scientifiques » n'est pas un article scientifique publié par un expert mais un bulletin d'informations. Notons cependant que le sujet sur lequel porte cette conjecture est différent du sujet des estimations (1) et (2) vu que ces dernières portent sur les oiseaux et les mammifères alors que la conjecture (3) concerne toutes les espèces.

- (4) **Cette conjecture de 100 espèces par an sert alors de base aux « projections » de Myers. Il multiplie carrément le chiffre par 400 car il estime que « ces chiffres sont trop modestes ».** Les forêts tropicales contiennent entre 2 à 5 millions d'espèces. « Supposons » dit Myers que l'environnement soit endommagé. « **Si** » ces forêts sont détruites, tout ce qu'elles abritent le sera aussi. Dès lors, on en est à **40.000 espèces détruites par an**, soit 100 espèces par jour. Dans les 25 ans qui viennent, un million d'espèces (40.000 x 25) - « **prévision qui est loin d'être improbable** » - seraient éteintes.

Dans le Global 2000 Report, les « projections » tirées de cette supposition sont reprises mais avec des termes autrement plus assurés. On affirme que cette évolution « mènera probablement » à une extinction entre 14 et 20% des espèces avant l'an 2000.

Inutile de dire que les **données empiriques collectées depuis ont totalement démenti ces prévisions fantaisistes**. Julian Simon constate que tous les biologistes, ceux-là mêmes qui furent alarmés par ces prédictions, s'accordent sur le fait que le taux des extinctions connues a été et continue à être très faible. Simon cite de larges extraits de rapports de spécialistes. Tous affirment que **le taux d'extinction tourne autour d'une espèce par an**. L'IUCN (International Union for Conservation of Nature), une association comptant 11.000 scientifiques travaillant dans 160 pays, estime également « que **le nombre d'extinctions enregistrées tant pour les animaux que pour les plantes est très faible** ».

L'argument selon lequel nous devrions protéger les espèces en voie de disparition, même si nous ne savons pas combien elles sont et quelles elles sont, est impossible à distinguer, d'un point de vue logique, de l'argument en vertu duquel nous devrions lancer un vaste programme pour protéger les anges menacés de mort qui dansent sur la tête d'une épingle. Il est difficile d'engager le débat avec les biologistes « conservationnistes » à propos de l'extinction des espèces car ceux-ci refusent généralement de discuter avec les non-biologistes. Si, en outre, l'interlocuteur est économiste, la discussion n'est pas seulement inutile à leurs yeux mais carrément impossible. Beaucoup d'entre eux considèrent que les intérêts de l'humanité et ceux des autres animaux sont opposés.

Jusqu'à plus ample informé, il n'y a aucune raison de mettre en place de nouveaux et coûteux programmes de préservation des espèces. Les données disponibles sur le taux des extinctions constatées rendent presque grotesques les affirmations des Cassandre qui promettent une extinction rapide. Par ailleurs, **les récents progrès scientifiques et techniques** – tels que les banques de graines et l'ingénierie génétique – **ont diminué l'importance économique de maintenir les espèces dans leur habitat naturel.**

Cela dit, il ne faut pas négliger les risques d'extinction potentielle. Il faut plutôt tenter d'estimer plus scientifiquement l'étendue de ces risques, ce qui implique de prendre de la distance avec toutes les déclarations fantaisistes destinées à faire peur au public afin de financer des programmes. Il faut également **prendre en considération,**

mais de manière raisonnable, la valeur non économique des espèces naturelles à la lumière de la valeur que nous donnons à la vie vierge et sauvage et à d'autres aspects de la vie sur terre.

Chapitre XXXII : Une forte densité de la population ne nuit pas à la santé, ni au bien-être psychologique ou social

Cet ouvrage se consacre principalement à des questions habituellement considérées comme relevant de l'économie (ressources, standards de vie, impact environnemental, etc.) mais le présent chapitre traite de questions qui vont au-delà de l'économie : la santé et ses rapports avec la taille de la population mondiale et la croissance démographique.

L'espérance de vie est un indicateur fondamental pour mesurer la situation sanitaire dans un pays. On a vu dans le chapitre 15 que la densité et la croissance démographiques n'avaient apparemment aucun effet négatif sur l'espérance de vie, voire que ces effets seraient plutôt positifs. Julian Simon passe en revue toute une série de maladies contagieuses telles que la malaria, la maladie du sommeil et autres maladies tropicales. **La malaria** est la maladie tropicale la plus répandue. Il apparaît qu'elle **se développe particulièrement bien quand la population est dispersée parce que les champs abandonnés deviennent très humides**. Elle s'est fortement développée à la fin de l'empire romain quand le nombre d'êtres humains a chuté de façon vertigineuse. Dès lors, une population nombreuse est la meilleure garantie contre sa propagation. Quant aux autres maladies tropicales, il faut se rappeler qu'une **population plus nombreuse engendre plus de connaissances utiles et donc plus de moyens pour lutter contre les maladies**.

Beaucoup estiment qu'une haute densité démographique entraîne des effets négatifs tant sur le plan psychologique que sociologique. On a effectivement pu prouver scientifiquement qu'une haute densité démographique affectait négativement les animaux. Mais **cela n'a jamais pu être prouvé sur les humains**. Cette croyance est basée sur des analogies avec les animaux. En réalité, l'organisation humaine est différente des organisations animales, particulièrement en ce qui concerne la capacité des gens à créer de nouveaux modes d'organisation. Les données sociologiques, assez abondantes, démontrent que la densité démographique n'a aucun impact sur la longévité, le crime ou la maladie mentale.

On affirme parfois qu'une densité démographique trop importante est une menace pour la paix entre les peuples. Selon cette théorie, la « surpopulation » pourrait devenir la cause majeure de l'instabilité sociale et politique. Cette idée populaire est reprise par le Département d'Etat américain et par la CIA pour justifier leurs programmes de contrôle de la population. Quoi qu'il en soit, le fait est qu'il n'y a **absolument aucune preuve permettant de connecter la densité de population avec la propension à s'engager dans une guerre** ou même des combats.

Lorsqu'on examine attentivement les prétendus effets néfastes d'une forte densité de population sur la santé, on peut rendre un verdict général : « Non coupable ! ». Et si l'on prononce un tel jugement, ce n'est certainement pas faute de preuves. Le rapport le plus complet jamais réalisé sur le sujet résume son propos en ces mots : « il est raisonnable de conclure que l'hypothèse d'une densité pathologique échoue à trouver une confirmation dans les zones urbaines ».

Chapitre XXXIII : Le tableau économique global I : la croissance démographique et les niveaux de vie dans les pays les plus développés

La théorie malthusienne de la croissance démographique - acceptée jusque dans les années 80 par la plupart des économistes et toujours en vogue dans la population - affirme une chose. Les données en affirment une autre, entièrement différente. Ce chapitre entend démontrer que cette théorie est fautive et entend proposer une théorie alternative en ce qui concerne les pays les plus développés. Le chapitre suivant (le chapitre 34) propose, lui, une théorie alternative à propos de ce phénomène en ce qui concerne les pays les moins développés.

Le cœur de toute théorie économique de la population depuis Malthus jusqu'au Club de Rome peut être synthétisé en une seule proposition : « toutes choses étant égales, plus les gens utilisent les ressources, plus le revenu moyen par personne décroît ». Cette proposition dérive de la « loi des rendements décroissants » : deux personnes ne peuvent utiliser le même outil en même temps, deux personnes reçoivent moins de nourriture si la quantité à partager est fixe, etc. Voici quelques-unes des idées malthusiennes :

1. **L'effet de consommation** : ajouter une personne à la population réduit la part de chacun car les tranches du gâteau seront plus petites ;
2. **L'effet de production** : ajouter une personne dans la masse des travailleurs réduit la production de chacun des travailleurs : chacun aura moins d'outils, moins de terre à travailler, etc.
3. **L'effet des équipements publics** : si la population d'un village ou d'une ville augmente de 10%, cela fait 10% de personnes en plus à utiliser le puits du village, l'hôpital de la ville, la plage publique, etc.
4. **Les effets de distribution d'âge** : une plus grande proportion d'enfants dans une population signifie une proportion plus importante de la population incapable de travailler, ce qui engendre une diminution du revenu par tête.
5. **Autres effets théoriques** : le capital total se dilue dans une plus grande population, ce qui signifie une épargne individuelle plus faible ; les enfants reçoivent une éducation réduite d'un point de vue quantitatif et qualitatif, etc.

Cet ouvrage a démontré que ces éléments théoriques sont faux et ne correspondent pas à ce que l'on observe dans la pratique. Les données suggèrent clairement que la croissance démographique n'entrave pas et même amplifie probablement la croissance économique.

Julian Simon propose alors un **modèle plus réaliste** pour les pays développés. On a vu que la population et la croissance démographiques ont divers effets, certains négatifs, d'autres positifs. Contrairement aux modèles malthusiens, le modèle de Julian Simon affirme que la productivité s'accroît en raison même de l'adjonction de personnes. Trois facteurs expliquent la **création de nouvelles connaissances**. Premièrement, le **nombre important de personnes qui travaillent dans la R&D** et qui produisent des améliorations substantielles. Deuxièmement, la **production annuelle- le PNB -avec laquelle ces améliorations peuvent être financées**. Troisièmement, le **revenu par tête** qui influence le niveau général d'éducation alloué à chaque travailleur et qui, dès lors, augmente les capacités individuelles à faire des découvertes technologiques. Ce phénomène se produit dans un espace temporel de 50 à 150 ans.

Le modèle se réfère aux Etats-Unis mais convient à tous les pays développés car ces derniers sont scientifiquement et technologiquement interdépendants. Evidemment, la **croissance démographique n'est pas la seule cause de la productivité accrue mais elle est déterminante** : le capital physique ne peut générer des idées mais les êtres humains ne sont pas seulement un capital. Ils ont une imagination et de la créativité, concepts qui ne sont généralement pas inclus dans les modèles économiques.

Une question centrale relativement à la croissance démographique, c'est le compromis choisi entre la consommation présente et future. Préférons-nous consommer directement ou épargner ? C'est sous cet angle là qu'il faut aborder la croissance démographique. L'effet **de l'adjonction d'un enfant sur le standard de vie** (en dehors du plaisir que des enfants donnent à leurs parents) est **indubitablement négatif dans le court terme**. Dans les années où les enfants consomment plutôt que de produire, un enfant additionnel signifie moins de nourriture, moins d'éducation pour chaque personne ou des efforts additionnels de la part de la génération des parents pour remplir les besoins des enfants additionnels. Durant cette période, les enfants sont un investissement et leur impact sur les standards de vie est négatif. Si l'attention se confine sur cette première période, un enfant supplémentaire doit être vu comme une force économique négative. Si, par contre, nous accordons de l'importance à un **futur plus lointain**, nous verrons que **l'effet global de l'adjonction d'un enfant supplémentaire peut être positif**.

De tels modèles de population, tels que celui présenté ici, **n'étaient pas acceptés avant les années 80** en raison de la prédominance du capital physique dans l'esprit des économistes. Mais on a reconnu ces dernières années l'importance fondamentale de la connaissance, de l'éducation et de la qualité de la main d'œuvre dans le processus de production économique. **On a également constaté empiriquement que la croissance démographique n'avait aucun effet négatif sur le développement économique**. Par ailleurs, en dépit de l'attitude prédominante hostile envers la croissance démographique, il n'y a jamais eu la moindre preuve scientifique que la croissance démographique a un impact négatif sur les **standards de vie**.

Cette augmentation des standards de vie dans les pays développés s'exerce-t-elle au détriment des pays pauvres ? Beaucoup affirment qu'un pays « surpeuplé » n'est pas

autosuffisant en nourriture et en autres matières premières. S'opère alors généralement un glissement de cette idée à l'idée que les pays pauvres sont exploités. Ceux qui, comme Paul Ehrlich, soutiennent cette idée ne comprennent pas que l'échange est un élément fondamental et nécessaire de la civilisation. Les pays occidentaux « n'exploitent » pas et ne « dépendent » pas des pays du tiers-monde pour leur approvisionnement. Ce sont des partenaires commerciaux. Personne ne « supporte » l'autre.

En résumé, les modèles traditionnels sur les effets de la croissance démographique dans les pays développés - et fondés sur l'**idée malthusienne** des retours décroissants - sont directement **contredits par les données empiriques**. Ces modèles affirment que l'augmentation de la population entraîne un abaissement des standards de vie. Les données empiriques ne montrent pas une telle chose. **La croissance démographique génère des économies d'échelle dans l'industrie et des gains de connaissance qui, à leur tour, engendrent une productivité accrue**. Dans un premier temps, il est vrai, les pays développés dont la population augmente rapidement, sont pénalisés : le revenu par tête diminue. Mais dans un second temps, entre 35 et 80 ans après la naissance des premiers enfants additionnels, **le revenu par tête augmente de façon vraiment considérable**.

Pour atteindre une compréhension adéquate des effets de la croissance de la population, nous devons élargir notre horizon au-delà du court terme et mettre en balance les effets à long terme avec ceux à court terme. Quand on se livre à cet exercice, **la croissance démographique dans les pays développés apparaît comme un gain et non pas comme un fardeau** ainsi que le prétendent les modèles malthusiens qui s'inscrivent dans une perspective uniquement à court terme.

Chapitre XXXIV : Le tableau économique global II : les pays les moins développés

Dans le futur, ces pays rejoindront les pays situés en ce moment dans la catégorie des pays les plus développés. Mais actuellement, leur situation diffère suffisamment de ces derniers pour justifier qu'on en traite de manière spécifique. Depuis 1960, les modèles économiques d'essence malthusienne discutés dans le chapitre précédent ont eu un impact considérable sur les politiques menées dans ces pays ainsi que sur la pensée des experts en science sociale et sur celle du grand public.

La politique américaine, basée sur un modèle erroné, est toujours d'application aujourd'hui.

Les modèles théoriques conventionnels (de Coale et Hoover) comprennent deux éléments principaux :

- une **augmentation du nombre de consommateurs** ;
- une **diminution de l'épargne** en raison de la croissance démographique.

La **conclusion**, archiconnue, **c'est qu'un pays du tiers-monde comme l'Inde peut espérer une croissance économique deux fois et demie plus importante avec un bas taux de fertilité** plutôt qu'avec un haut taux de fertilité.

En résumé, les théories conventionnelles suggèrent qu'une population plus importante retarde la croissance du revenu par tête d'habitant. L'élément prépondérant dans ces théories, c'est encore une fois le **concept malthusien des retours décroissants**. Un autre élément théorique important, c'est **l'effet de dépendance** qui suggère que l'épargne est plus difficile pour les ménages qui ont plus d'enfants et qu'un taux important de fertilité aboutit à détourner des fonds de l'industrie productive au profit des investissements sociaux.

Encore une fois, les **données empiriques contredisent ces modèles populaires**. On ne trouve **pas de corrélation entre** les deux variables : la **croissance démographique** et la **croissance du revenu par tête**. **Une autre étude affirme que la croissance du revenu par tête est fonction de la densité de population**. En 1955, Julian Simon, alors sous les drapeaux, aborda à Hong Kong à partir d'un destroyer de l'armée américaine. Il éprouva beaucoup de peine pour les milliers de personnes qui dormaient chaque nuit sur les trottoirs ou à bord de minuscules bateaux. Pour tout observateur, Hong Kong ne pourrait jamais surmonter ses problèmes : des masses gigantesques de gens pauvres et sans emploi, un manque total de ressources naturelles exploitables, des réfugiés qui arrivaient chaque jour. En retournant en 1983, il n'éprouvait plus aucune pitié pour ce pays quand il y débarqua pour la seconde fois : une foule de personnes bien habillées, affairées, pleines d'espoir et d'énergie.

Le gain le plus important qu'apporte la croissance démographique, c'est l'augmentation du stock de connaissances utiles. L'esprit humain a une importance économique fondamentale. Le progrès dépend largement du nombre de travailleurs formés.

Le rôle du système politico-économique

Ce qui apparaît prédominant dans l'économie des ressources et de la population, ce n'est pas le taux de fertilité mais l'étendue de la liberté personnelle que peut garantir le système politico-économique. Des preuves écrasantes démontrent que le problème sur notre planète, ce n'est pas un excès de population mais un manque de libertés politiques et économiques. Pour s'en convaincre, il suffit d'examiner des « paires » de pays qui, partageant la même histoire et la même culture, ont connu des destins très différents une fois qu'ils furent séparés après la seconde guerre mondiale : l'Allemagne de l'Est et de l'Ouest, la Corée du Nord et du Sud, la Chine et Taiwan.

Un modèle qui réconcilie la théorie et les données empiriques

Lorsqu'une théorie ne coïncide pas avec une base de données, l'une des deux doit être inexacte. Or, les résultats ont été réexaminés à plusieurs reprises avec chaque fois le même résultat anti-malthusien. Réexaminons dès lors la théorie afin d'élaborer un **nouveau modèle qui réconcilie la théorie et les faits**. Nous devons inclure quatre nouveaux éléments :

- **l'effet positif d'une demande en augmentation** (en raison d'une population plus grande) sur **l'investissement dans l'agriculture et dans le monde des affaires** ;
- la **propension des gens à consacrer plus d'heures au travail et moins d'heures au loisir quand leur famille augmente** ;
- le **passage de l'agriculture vers l'industrie** à la faveur du développement économique ;
- les économies d'échelle dans l'utilisation des infrastructures sociales et des autres ressources.

En fonction de l'échelle de temps qu'on choisit, on peut décider de considérer l'effet de l'adjonction d'enfants supplémentaires comme étant un gain ou une perte. A court terme, c'est une perte. A long terme, c'est un gain. L'analyse privilégiée ici est à long terme. Nous choisissons de **nous concentrer sur le bien-être des futures générations**. Pour cette raison, une **population en croissance** est préférable à une population stationnaire ou en déclin.

Réponse à trois objections

Julian Simon répond ici à trois objections souvent formulées à propos de son modèle.

Première objection : « **la croissance démographique doit bien s'arrêter à un certain moment. A un tel moment, les ressources seront épuisées ou alors il ne restera plus sur terre que des places debout** ».

Quand on parle de « **un certain moment** », on veut dire au moins deux choses :

- Premièrement, **ceux qui avancent cet argument considèrent que si des hommes adoptent un certain comportement (avoir beaucoup d'enfants), ils vont continuer à l'adopter indéfiniment**. Un peu comme si on prétendait que quelqu'un qui consomme une bière va continuer automatiquement à en boire jusqu'à ce qu'il en meure. En réalité, la **plupart des gens sont capables de reconnaître une limite raisonnable** et de s'y arrêter.
- Deuxièmement, **certains affirment que la croissance démographique va croître de manière exponentielle jusqu'à la catastrophe finale** vu qu'elle a toujours crû à un tel rythme. En réalité, Simon a montré au chapitre 22 que **cette idée est démentie par les faits historiques**. La population est restée sta-

tionnaire et a même décliné dans de larges parties du monde durant de longues périodes. De telles spéculations sont absurdes. On peut en mesure l'absurdité par une autre contre-spéculation. Ainsi, le nombre de bâtiments universitaires construits ces dernières décennies a crû de manière exponentielle. Si on continue à en construire à ce rythme, ils occuperont tout l'espace disponible sur terre et cela bien avant que le nombre d'humains soit tel qu'il ne reste plus sur terre « que des places debout ». Dès lors, si l'on raisonne de cette façon, l'extension démentielle des universités est une plus grande menace que la croissance démographique !

Même dans les tribus les plus « primitives », la décision de faire des enfants est soumise à des contraintes sociales importantes. Par ailleurs, l'idée même que la croissance « doit bien s'arrêter à un certain moment » n'est pas exacte d'un point de vue mathématique. **Le temps imparti pour atteindre une limite physique absolue en terme spatial ou énergétique est très éloignée dans le futur** (voire n'existe pas : conférer le chapitre 3 sur la « finitude ») et un grand nombre d'évènements imprévisibles peut survenir dans l'entretemps, évènements qui peuvent changer ces limites apparentes.

Seconde objection : « Avons-nous le droit de consommer autant de ressources que nous le désirons ; avons-nous le droit de fonder de grandes familles au détriment des générations futures ? ». En réalité, on devrait se demander si la question ne serait pas plus appropriée sous une forme inversée : **n'avons-nous pas le devoir de faire cela ?** En effet, les données statistiques attestent que quand une génération connaît un fort taux de croissance démographique, les **générations qui suivent en bénéficient plutôt qu'elles n'en souffrent**. Durant la révolution industrielle en Angleterre, les standards de vie auraient peut-être été (ou peut-être pas) supérieurs si la population n'avait pas augmenté aussi rapidement. Mais il est clair que nous bénéficions aujourd'hui largement de cette croissance démographique

Troisième objection : « Votre modèle insiste sur les effets à long terme mais, comme le disait Keynes, à long terme, nous sommes tous morts ». Il est vrai que vous et moi allons mourir. Mais d'autres seront vivants dans le long terme et ces gens importent. Tout comme le sort de la « planète » importe aux écologistes et aux autres.

L'histoire, depuis la révolution industrielle, dément le modèle malthusien Coale-Hoover. Rien ne confirme le lien entre la croissance démographique et la croissance économique ces cent dernières années. Les données suggèrent plutôt qu'il n'y a aucune relation simple entre ces deux variables, tant pour les pays développés que pour les pays moins développés.

Dans les pays les plus développés, l'adjonction d'un enfant représente, à long terme, un solde net positif pour l'économie, un « investissement » intéressant comparé à d'autres investissements sociaux. **Dans les pays moins développés, l'explication est quelque peu différente mais le résultat est similaire.** Les enfants additionnels influencent l'économie de ces pays en **incitant les gens à travailler de plus longues**

heures, à investir davantage et à améliorer les infrastructures sociales, telles que de meilleures routes et de meilleurs systèmes de communication. Cela génère aussi des économies d'échelle. Le résultat est que même si un enfant additionnel occasionne des coûts additionnels à long terme, **une croissance modérée du taux de natalité dans les pays en voie de développement est susceptible de mener à un plus haut standard de vie à long terme** qu'une croissance importante du taux de natalité ou qu'une absence de croissance.

Troisième Partie Au-delà des données

« Je sais que débattre des jugements de valeur fondamentaux est une entreprise désespérée. Par exemple, si quelqu'un approuve l'objectif d'extirper la race humaine de la terre, il est impossible de le réfuter avec des justifications rationnelles » (Albert Einstein, Idées et opinions, 1954).

Chapitre XXXV : Pourquoi les gens ne renoncent-ils jamais à leurs croyances sur la question de savoir si les choses s'améliorent ou empirent

Comment se fait-il que les gens qui, généralement, posent de bons jugements sur ce qu'ils connaissent, adoptent des croyances aussi pessimistes et si contraire aux faits par rapport à l'environnement, l'économie et la démographie ? La seule réponse plausible, c'est que **personne n'a ni le temps ni les moyens d'examiner les preuves justifiant les croyances qu'il adopte**. Par ailleurs, ces croyances sont parfois à ce point enracinées dans l'opinion publique qu'absolument rien ne peut persuader les gens de les abandonner.

Ce livre vise à prouver, sur base d'un grand nombre de preuves empiriques, que les choses évoluent plutôt positivement. **Pourquoi les gens ont-ils de ces questions une perception aussi négative en dépit de cette tendance positive ?** Une des explications, c'est que **les gens font des comparaisons en se focalisant sur les effets à court terme plutôt que sur le long terme**. Ils dressent aussi continuellement des comparaisons entre les groupes.

Par ailleurs, **l'évolution technologique nous rend ingrats, exigeants et perpétuellement insatisfaits**. On se plaint de la lenteur de notre ordinateur en oubliant le prodige technologique que constituent de tels instruments. On s'habitue instantanément à toute amélioration (aussi remarquable soit-elle) et on s'en blase rapidement. Le public demande une pureté toujours plus grande de l'air et de l'eau. C'est certainement une bonne chose. Mais **quand il se plaint actuellement de la pollution de l'air et de l'eau, c'est absurde si l'on se rappelle l'état catastrophique de notre environnement il y a à peine un siècle** et toutes les maladies dont souffraient et décédaient nos ancêtres. Maintenant que nous avons triomphé largement des ennemis traditionnels de l'humanité (animaux sauvages, faim, épidémies, chaleur, froid, etc.),

nous nous inquiétons d'une nouvelle catégorie de phénomènes dans l'environnement et dans la société.

Apparemment, notre esprit est ainsi construit que, quel que soit le progrès accompli, nos aspirations augmentent par paliers de façon telle que notre anxiété ne puisse jamais diminuer. Nous nous causons perpétuellement du chagrin par les comparaisons que nous faisons. Julian Simon se rappelle d'une église délabrée dans une pauvre ville hispanique du Nouveau-Mexique sur le fronton de laquelle il était marqué : « **L'attitude appropriée est la gratitude** ».

Chapitre XXXVI : La rhétorique du contrôle des naissances : la fin justifie-t-elle les moyens ?

La peur de la croissance démographique a été répandue par des expressions extravagantes et un vocabulaire incendiaire : « l'explosion démographique », « la pollution humaine », « la bombe P » (P comme population). Ce ne sont pas seulement des termes sensationnalistes et journalistiques. Non, ils ont été anoblis et mis en circulation par de distingués scientifiques et des professeurs.

Une partie de la propagande antinataliste est subtile. En prétendant délivrer des informations sur le contrôle des naissances, ces campagnes sont en réalité un **appel à avoir moins d'enfants**. « Planet Parenthood » est l'une des organisations les plus puissantes dans la diffusion de ces campagnes à travers la radio et la télévision. L'une d'entre elles enjoint aux jeunes de « profiter de leur liberté avant d'avoir des enfants ». Une autre, moins subtile, décline les « Dix raisons de ne pas avoir d'enfants ». D'autres campagnes sont plus grossières et font passer les catholiques et le pape pour des irresponsables.

La rhétorique du contrôle des naissances est extrêmement convaincante car elle dramatise les conséquences négatives d'avoir des enfants, se prévaut d'un prétendu consensus des experts, donne une vision fautive et insultante des décisions prises par les populations pauvres relativement à leur fertilité. Par ailleurs, cette rhétorique recourt à des forces qui amplifient sa portée (l'argent récolté par divers canaux, le matraquage médiatique, etc.).

Plus fondamentalement, **beaucoup d'environnementalistes ont pris l'habitude, quelle que soit la cause défendue, d'exagérer, voire de mentir dans le but de « conscientiser » la population.** Cette propagande alarmiste diffusée sans discontinuer depuis des décennies et qui brandit des menaces imaginaires est, en tant que telle, dangereuse. **Elle est parvenue à instiller dans l'esprit des populations occidentales l'idée absurde qu'elles pillent les ressources, exploitent les pauvres et détruisent l'environnement.** C'est une forme de fanatisme qui peut déboucher sur des crimes tels que la politique nataliste en Chine et en Indonésie. Au lieu d'alerter l'attention des gens sur les problèmes importants, ils démolissent la capacité de l'humanité à assurer sa propre survie. **Julian Simon compare les environnementalistes fanatiques au**

joueur de flûte du fameux conte et qui, n'ayant pas été payé pour avoir débarrassé le village des rats, décide de conduire à la mort tous les jeunes enfants des villageois...

Chapitre XXXVII : Le raisonnement derrière la rhétorique

Quoiqu'une motivation importante d'un grand nombre de gens luttant contre la croissance démographique s'enracine sûrement dans la volonté sincère d'aider les gens pauvres aujourd'hui et dans le futur, on trouve quand même dans ce mouvement un certain nombre de croyances comme celle que les gens pauvres- et particulièrement le non-blancs, les non anglo-saxons, les non-protestants, sont inférieurs. Par ailleurs, on retrouve aussi la croyance que le bien-être présent et futur de tous les contribuables américains serait mieux servi en réduisant le taux de natalité chez tous ces gens et chez les immigrés. Ces idées sont non seulement dangereuses mais ne reposent sur aucune base scientifique. Ces croyances conduisent à de **choquantes recommandations : ne pas baisser le taux de mortalité des gens pauvres, les dissuader d'avoir des enfants** même si, pour ce faire, il faut utiliser la pression économique voire la **coercition** physique.

Des gouvernements exercent des pressions au niveau domestique par des **lois prescrivant la stérilisation** et au niveau international en **liant l'aide alimentaire à la réduction de la fertilité**. Même si ces politiques reposaient sur des inquiétudes scientifiquement fondées, elles seraient déjà critiquables. Mais **ces inquiétudes n'ont aucune base scientifique**. Pour certains, les motivations sont d'ailleurs beaucoup moins nobles. C'est souvent du pur égoïsme, un désir de garder pour nous tout ce que nous pouvons contre la ponction supposée (mais inexistante) des ressources par les enfants des pauvres et des non-blancs. On y retrouve aussi la peur du « péril jaune ». Soit un **brouet de sorcières assez peu ragoûtant**.

Chapitre XXXVIII : En fin de compte, quelles sont vos valeurs ?

Un **petit nombre de savants**, principalement des biologistes (et pratiquement aucun économiste) **ont convaincu** bon nombre de **politiciens** et de gens du peuple que des politiques de population rationnelles règlementant la fertilité, la mortalité et l'immigration **pouvaient être déduites directement** des faits avérés ou supposés à propos de la croissance démographique et économique. Ils les ont convaincus qu'il était « scientifiquement vrai » que les pays doivent réduire leur croissance démographique. On entend parfois que « **la surpopulation est désormais le problème dominant** ».

En réalité, il est scientifiquement faux - outrageusement faux - de dire que « la science montre » qu'il y a surpopulation à tel endroit et à tel moment. La science ne peut révéler que les effets probables de différents niveaux et politiques de population. Savoir si la population est trop importante ou trop petite, si elle croît trop vite ou trop lentement, ne peut être décidé sur de seules bases scientifiques. **Pareils**

jugements dépendent de nos valeurs, un domaine sur lequel la science n'a rien à nous dire.

Dans ce chapitre, Julian Simon présente une liste des valeurs sous-jacentes aux politiques démographiques. Il approfondit certaines d'entre elles dans le chapitre suivant :

- **La priorité donnée au court terme ou au long terme** : privilégier le court terme au long terme conduit, en ne se focalisant que sur les coûts à court terme, à méconnaître les avantages considérables qu'une société engrange lorsqu'elle fait le choix de ne pas s'opposer à la croissance démographique. A cet égard, la stupide phrase de Keynes « A long terme, nous sommes tous morts » offre une curieuse similarité avec la manière de penser des enfants. Ces derniers, insoucians et désinvoltes, ne sont pas prédisposés à épargner, investir et travailler pour le futur.
- **L'égoïsme versus l'altruisme** : notre volonté de partager nos biens, directement ou indirectement (via nos impôts) détermine les choix de politique démographique : devons-nous accueillir de nouveaux enfants, des immigrants ? Le pauvre doit-il être soutenu par le riche ?
- **Proximité** : favoriser la famille, les proches, les membres de la communauté, d'un même pays, d'une même race au détriment des personnes plus éloignées sont des attitudes très répandues. Elles jouent beaucoup dans le choix d'une politique démographique.
- **Le désir d'intimité** : jusqu'à quel point voulons-nous partager avec d'autres l'expérience de s'isoler dans une forêt déserte ?
- **Le droit d'héritage** : jouir des fruits du travail des générations précédentes est-il un privilège réservé à leurs seuls descendants ? Les immigrés de fraîche date ont-ils le droit de partager cette richesse ? Les descendants d'esclaves doivent-ils être dédommagés ? Ces questions sont au cœur de la politique d'immigration.
- **La valeur inhérente de l'être humain** : toutes les vies sont-elles dignes d'être vécues ? Les programmes de limitation de naissances reposent généralement sur cette idée que certaines vies sont inutiles. Certains économistes ont même parlé d'« utilité négative ».
- **La priorité accordée aux animaux et aux plantes versus la priorité accordée aux hommes** : selon plusieurs groupes écologistes, l'humanité n'est pas le centre de la planète et nous devons apprendre à partager la planète avec toutes les autres formes de vie. Un changement radical s'est produit à ce niveau. Un exemple, les oiseaux étaient auparavant considérés comme ayant de la valeur dans la mesure où ils favorisaient ou nuisaient à l'agriculture. Ce n'est plus du tout le cas aujourd'hui.
- **Liberté individuelle versus coercition** : la défense de l'environnement justifie-t-elle le recours à la coercition pour empêcher la croissance démographique ?
- **L'eugénisme versus la liberté**. La croyance que l'humanité pouvait ou devait être améliorée par une sélection judicieuse est née dans les années 20 et 30. **Keynes fut un chaud partisan de l'eugénisme. Il présida la Société londonienne d'Eugénisme de 1937 à 1944.** La connexion entre le malthusianisme et la politique de contrôle des populations est historiquement proche. **Le concept**, central dans l'eugénisme, de « **vie qui ne vaut pas la peine d'être**

vécue » est, comme on le sait, au cœur de l'idéologie nazie. Ce concept a été utilisé pour la première fois dans le titre d'un livre de deux professeurs allemands (un juriste et un médecin) en 1920. En 1941, 70.000 patients ont été tués par des médecins dans des hôpitaux au nom de ce concept. Ce concept a été rejeté avec horreur après la guerre mais a ressurgi à la faveur de travaux prétendument scientifiques sur le quotient intellectuel.

- **La valeur du progrès** : cette valeur est remise en cause par certains environnementalistes mais aussi par des conservateurs. Ainsi, le duc de Wellington commentait la construction de la première voie de chemin de fer en Angleterre par les mots suivants : « cela va permettre aux membres des ordres inférieurs d'errer inutilement un peu partout dans le pays ».
- **Les valeurs se travestissant sous forme de droits** : ces droits sont souvent proclamés sans justification, comme s'ils étaient indéniables. On parle des « **droits de la nature** », de « droits des animaux ». On dit aussi que l'homme est « le sida de la terre » et que sa disparition serait « une bonne chose ».

Le but de Julian Simon n'est pas de prendre position par rapport aux valeurs énumérées plus haut mais bien de faire prendre clairement conscience ici qu'elles opèrent dans les discussions relatives aux problématiques abordées dans ce livre. Leur validité universelle est souvent prise pour acquise par ceux qui les affirment alors que pour d'autres, elles passent simplement pour l'expression de préférences qui peuvent être atypiques et éminemment controversées. **En réalité, le terme même de « surpopulation » est un jugement de valeur et non une vérité scientifique.** La science seule est incapable de déterminer si la taille d'une population est trop grande ou trop petite, si la croissance est trop rapide ou trop lente.

Chapitre XXXIX : Les valeurs fondamentales

Dans le précédent chapitre, **Julian Simon a listé les valeurs qui entraînent en ligne de compte quand la discussion porte sur la population** (valeurs qu'on retrouve également dans le discours scientifique lui-même). Dans ce chapitre, il revient de manière plus approfondie sur ces valeurs antagonistes car **ce sont elles qui déterminent toutes les politiques** concernant les ressources, l'environnement et la population.

Altruisme versus égoïsme

Beaucoup de gens estiment qu'il faut favoriser les proches au détriment des lointains et que, dès lors, la vie des premiers a plus de valeur que celle des seconds. Simon estime, quant à lui, que **la vie des peuples des autres pays, des autres ethnies et des autres religions a autant de valeur que celle du groupe auquel on appartient.** On peut tirer une fierté d'appartenir à l'espèce humaine équivalente à celle d'appartenir à un groupe particulier. **Le libéralisme n'entend jamais favoriser un groupe par rapport à un autre. Pas plus les riches que les pauvres.** A contrario, des malthusiens comme

Garrett Hardin estime que soutenir les pauvres est une mauvaise politique car cela les maintient en vie au détriment de tous.

La valeur d'une personne pauvre

Dans la foulée des considérations qui précèdent, certains environnementalistes n'ont pas hésité à écrire qu'il fallait décourager les pauvres à faire des enfants. Ainsi, Paul Ehrlich, le plus célèbre écologiste de l'époque, dressait un tableau apocalyptique de la population indienne : s'agglutinant sur les bus, frappant des mains décharnées sur les vitres du taxi, mendiant, urinant, déféquant, se déplaçant en troupeaux, etc. **Julian Simon répond que Ehrlich n'écrit rien sur les gens qui rient, qui jouent, qui s'aiment, qui traitent tendrement leurs enfants, toutes choses que l'on observe quand on se promène en Inde.** Ces gens ont également le droit de vivre leur vie. Non, l'existence de personnes pauvres n'est pas un signe de « surpopulation ». Ni aux Etats-Unis, ni en Inde.⁹⁴

Les nés et les « non-nés »

Dans toutes les sociétés, la plupart des gens se comportent d'une manière qui témoigne d'une préoccupation pour ceux qui ne sont pas encore nés. Les gouvernements construisent des infrastructures qui perdurent au-delà de la vie de la génération présente. Les jeunes couples tiennent compte des « non-nés » quand ils achètent une maison assez spacieuse pour accueillir de futurs enfants.

La remarque de Keynes « A long terme, nous sommes tous morts » est confuse. Beaucoup de conflits de valeurs sur la croissance démographique tournent autour de cette question. **Que veut-il entendre par « nous » ?** Si par « nous », il entend ses contemporains, il a raison. Si par « nous », il entend nous **enfants, petits-enfants, arrière-petits-enfants**, etc., il a tort car la chaîne de nos descendants n'est pas nécessairement condamnée à mourir.

Toute la question est là : quelle conception du « nous » devons-nous choisir ? C'est une question de choix de valeur. Elle ne peut être tranchée scientifiquement. Julian Simon estime que c'est la seconde signification du « nous » qui doit l'emporter car, **si l'on veut adopter une position réellement écologique, nous devons nous soucier du long terme.** Malheureusement, **beaucoup de personnes qui se définissent comme étant des écologistes confondent les deux significations du « nous »** : quand on leur explique que la croissance démographique est avantageuse à long terme, ils citent la phrase de Keynes. Par contre, quand Simon leur explique qu'on a le temps de trouver des solutions de substitution énergétique d'ici quelques milliards d'années, ces mêmes personnes l'accusent d'être myope, égoïste et irresponsable.

⁹⁴ Depuis la publication de ce livre, la situation des pauvres en Inde s'est considérablement améliorée. Ce pays est entré de plain pied dans la mondialisation (confer le chapitre de cet ouvrage consacré à Johan Norberg).

Qu'avons-nous à perdre ?

Quand bien même une politique de contrôle des naissances ne serait pas nécessaire, Ehrlich se pose la question de savoir ce que nous avons à perdre à la mettre en place. **La réponse d'Ehrlich est que nous n'avons rien à perdre.** Cela dépend évidemment de la conception que l'on a de la vie humaine. Si, comme Julian Simon, on accorde de la valeur à la vie humaine, le fait d'empêcher sans nécessité des êtres de venir à l'existence est une perte évidente.

L'argument d'Ehrlich correspond à une inversion de la règle d'or : « Faites aux autres ce que vous ne voudriez pas qu'ils vous fassent ». **Ehrlich et ceux qui pensent comme lui se gardent bien de sacrifier leur propre vie, sans doute parce qu'ils estiment que leur valeur est trop haute pour être sacrifiée** (ce avec quoi Julian Simon est d'accord : on a besoin de chacun d'entre nous). Ehrlich et ses semblables affirment parfois qu'ils s'abstiennent d'avoir des enfants ou d'en avoir trop et cela pour le bien des autres. Si c'est réellement le cas, c'est dommage car leurs enfants, comme les autres, enrichiraient le monde.

La valeur du revenu par tête à court terme

Depuis longtemps, les économistes utilisent la notion de « **population optimale** ». Cela donne l'impression d'être une notion scientifique. Mais cela implique un **critère** pour distinguer le meilleur et le pire. **Quel est-il ? Il s'agit tout simplement du revenu par tête.** On se rend bien compte qu'un tel critère, poussé jusqu'aux conséquences ultimes de sa logique, devrait nous inciter à nous débarrasser purement et simplement des personnes à bas revenu. Si on supprime la moitié la plus pauvre de la population, on fait alors progresser le revenu par tête de manière arithmétique. C'est évidemment absurde. **Néanmoins, ce critère est utilisé par beaucoup de monde pour prôner une réduction du nombre des naissances.** Si on diminuait, disons de 10%, le nombre de naissances chaque année, le revenu de chacun serait augmenté chaque année. Mais c'est un calcul à court terme. On réduit effectivement les frais de scolarité, les services publics, etc. Mais à long terme, cela signifie moins de producteurs de richesses.

Quel critère adopter ? La règle utilitariste « le plus grand bien pour le plus grand nombre » ? Simon le pensait mais a été guéri de cette illusion en lisant Hayek.⁹⁵ Il prône plutôt **le recours au « principe de Pareto étendu »**, c'est-à-dire qu'un état peut être modifié de façon telle que plus de personnes en tirent profit et que le sort de personne n'empire pas en raison de cette modification. Toutes choses étant égales, l'adjonction de nouvelles personnes est une bonne chose. **Si l'on est contraint de choisir, Julian Simon préfère la situation se traduisant par une baisse provisoire du revenu par tête** en raison d'une augmentation du nombre de personnes dans le futur immédiat (enfants et/ou immigrants). **A long terme, le revenu par tête sera plus élevé qu'initialement.**

95 Pour un résumé de la position de Hayek sur l'utilitarisme, confer le Tome I de la Tradition de la Liberté, pages 286 et 287

La valeur de conserver versus la valeur de créer

La prochaine fois qu'une personne vient sonner à votre porte pour vous demander une donation - souvent sous le prétexte initial de vous faire signer une pétition - interrogez-la, nous conseille Julian Simon. Le plus souvent, elle travaille pour une **organisation environnementale**. Elle reçoit en moyenne 30% de commission et d'autres parties du don vont à des personnes intermédiaires. A quoi est consacré le solde ? La réponse est toujours : à **mener des actions politiques et des opérations de conscientisation**. Jamais cet argent n'ira dans la plantation d'un arbre, dans le nettoyage d'une plaine de jeu et certainement pas dans la construction d'un hôpital ou d'un parc. **L'objectif ici n'est jamais de créer ou de construire mais bien de « protéger », ce qui signifie tout faire pour empêcher** - par des campagnes, des recours, des actions de sabotage, de blocage, etc. - **l'action d'autres personnes** qui, elles, veulent construire des usines, des magasins, des décharges, des centres de tri, des maisons et des domaines.

L'humanité destructrice et l'humanité créatrice

Quelqu'un a dit un jour : « Si nous avons plus d'enfants, nous aurons un jour plus d'adultes qui pourront pousser le bouton rouge et tuer la civilisation ». C'est vrai, dit Julian Simon. Un autre auteur a écrit, de manière plus générale « Tous les problèmes humains pourraient être résolus en se débarrassant de l'humanité ». Mais Simon ajoute que **plus nous avons d'enfants, plus nous avons de personnes susceptibles d'éviter un jour cette catastrophe**.

La coercition est-elle justifiée ?

Certains estiment qu'il faut imposer le contrôle des naissances par la force. Une enquête de 1974 montrait que **47% des Américains étaient en faveur d'une politique contraignante de contrôle des naissances**. Diverses mesures sont proposées :

- des **politiques de « contraintes sociales »** : encourager à postposer ou éviter le mariage, altérer l'image de la famille, éduquer à la limitation des naissances, mettre des produits contraceptifs dans l'eau courante, etc.
- des **mesures incitatives et désincitatives** : taxer le mariage et la naissance, taxer davantage les personnes mariées que les célibataires, réduire/supprimer les allocations familiales, verser des primes à ceux qui postposent le mariage, verser des pensions aux femmes de 45 ans qui ont moins que x enfants, supprimer toutes les allocations de l'Etat-Providence pour ceux qui ont plus de deux enfants, obliger les femmes à travailler tout en diminuant les systèmes de gardes d'enfants, limiter/supprimer les remboursements médicaux, les bourses, les prêts locatifs aux familles qui ont plus que x enfants, etc.
- des **politiques de « contrôle social »** : avortement obligatoire des grossesses non autorisées, stérilisation obligatoire de toutes les femmes qui ont deux enfants, etc.

- **des mesures pour empêcher les grossesses non désirées** : paiements pour encourager la stérilisation, paiements pour encourager la contraception, autoriser la vente libre de contraceptifs, etc.

Plusieurs pays ont adopté plusieurs de ces diverses mesures. En Inde mais surtout en Chine (implantation obligatoire de stérilets, obligation pour les femmes qui ont déjà un enfant de se soumettre tous les trois mois à des séances de rayon X sur le bas du corps, sanction des femmes qui ont plus que x enfants, stérilisations et avortements obligatoires, etc.). Singapour a désormais inversé sa politique eugénique. Après avoir découragé les naissances par des taxes, des amendes, la contrainte physique, ce pays offre désormais des incitants à la classe moyenne pour l'encourager à avoir plus d'enfants qu'ils ne désirent en avoir. Ce retournement devrait dissuader tout pays de la volonté de restreindre les naissances.

Julian Simon estime qu'il faut laisser aux gens la plus grande liberté pour mener leur propre vie et faire les choix existentiels qui sont les leurs. Le gouvernement n'est pas capable de déterminer, mieux que ne le ferait les parents, ce qui est bon pour la société dans son ensemble. Les gens doivent pouvoir choisir librement. Cette liberté de choix n'est évidemment en rien incompatible avec la possibilité pour chacun de recevoir une information complète sur le contrôle des naissances. **En tant que libéral, Julian Simon ne s'oppose pas à l'avortement légal. Mais il ne s'oppose pas non plus au fait que des gens puissent exprimer librement leur détestation de l'avortement.**

La valeur de la vérité

Dans cet ouvrage, Julian Simon a donné plusieurs exemples de **discours environnementalistes qui, par l'exagération voire le mensonge pur et simple, travestissaient délibérément la vérité en vue « d'interpeller » les gens.** C'est le cas du fondateur du Club de Rome qui a reconnu lui-même utiliser cette stratégie, c'est le cas des environnementalistes affirmant que la forêt américaine est en voie d'être totalement abattue alors que sa surface ne cesse de s'étendre depuis un siècle, etc. **Le discours du chef indien Seattle** (« La terre est notre mère (...). J'ai vu mille bisons pourrir sur la prairie, abandonnés par l'homme blanc qui les avait abattus d'un train qui passait, etc. ») **est en réalité un faux originellement écrit par un scénariste pour un film sorti en 1972.** Quoique la vérité soit connue depuis longtemps, les environnementalistes ressortent ce discours à n'importe quelle occasion.

Simon estime qu'il ne faut **jamais maquiller ou amplifier une vérité pour convaincre**, et cela quel que soit le caractère insignifiant de cette omission ou de cette exagération. **Il est indispensable de présenter des données fiables et précises, en ce compris celles qui ne vont pas dans le sens de la position qu'on entend défendre.** Toute personne qui se définit comme un scientifique (comme le fait Julian Simon) doit à ses lecteurs une **sélection équilibrée des données disponibles** même si l'on désire plaider en faveur d'un point de vue particulier (désir entièrement compatible avec le fait d'être un scientifique). Parce qu'il s'efforce de présenter les choses le plus nettement possible, Julian Simon est souvent accusé

par ses critiques de tenir des propos « extrêmes », « exagérés », « immodérés », etc. Mais écrire catégoriquement est évidemment une stratégie très différente que celle consistant à édulcorer son propos et à manipuler les preuves afin de convaincre.

Julian Simon valorise la vérité pour elle-même. Il estime aussi que **maquiller la vérité est une attitude qui, à long terme, est nocive à la cause même qui est défendue par le mensonge.**

Valeurs à propos de la population en relation à d'autres valeurs

« Il existe une **propension parmi les hommes à attribuer une entière constellation de valeurs qui ne sont pas les nôtres aux personnes qui diffèrent de nous à propos de quelques valeurs.** Cette polarisation est souvent utilisée pour démoniser nos opposants de façon que les autres rejettent certaines des valeurs ou positions qu'ils défendent ». ⁹⁶

La question du contrôle des naissances offre un excellent exemple de ce phénomène aux Etats-Unis. Ceux qui sont pour (contre) le contrôle des naissances et qui se considèrent comme étant de droite accusent ceux qui sont contre (pour) le contrôle des naissances d'appartenir à la gauche ; ceux qui sont pour (contre) le contrôle des naissances et qui se considèrent comme étant de gauche accusent ceux qui sont contre (pour) le contrôle des naissances d'être de droite.

La question de la croissance démographique (et de l'immigration) dépasse les clivages politiques. Chaque famille politique est divisée sur ces questions. La seule exception, ce sont les libertariens qui sont en faveur d'une liberté totale pour les humains de se reproduire et qui sont contre toute barrière à l'immigration. Et cela, dans les deux cas, sur base de la valeur de libre choix.

En résumé, la science seule ne permet pas de conclure sur la question de savoir si la taille d'une population est trop grande ou trop petite, ou si le taux de croissance est trop rapide ou trop lent. **La science permet juste de donner aux citoyens et aux décideurs une meilleure compréhension des conséquences de l'une ou l'autre décision** à propos de la population. Malheureusement, le travail scientifique sur ce sujet s'est trop souvent contenté de désinformer ou d'induire les gens en erreur. Les décisions personnelles ou politiques à propos de l'enfantement, l'immigration et la mort dépendent des valeurs au moins autant que de leurs conséquences probables.

Conclusion : La ressource ultime

Les matières premières et l'énergie deviennent chaque jour moins rares. L'approvisionnement en nourriture s'améliore. La pollution diminue dans les pays développés. Même si un enfant additionnel représente un fardeau à court

96 J.L.Simon, *The Ultimate Resource II*, Princeton University Press, 1996, p.576

terme, la croissance démographique a des effets positifs à long terme. Plus important encore, moins de gens meurent jeunes. La qualité de l'eau et de l'air est bien meilleure aujourd'hui qu'elle ne l'était il y a à peine cent ans. Aucune des pénuries alimentaires annoncées par les environnementalistes par le passé ne s'est produite. Nos standards de vie se sont améliorés à tous points de vue. Les gens sont chaque jour plus éduqués. Nous n'allons pas tomber à court de ressources. Le constat qui sous-tend et unifie ces diverses problématiques, c'est que **l'être humain est un être qui crée plus qu'il ne détruit.**

A court terme, toutes les ressources sont limitées. Mais, en utilisant des ressources naturelles, on crée d'autres ressources. Ainsi, à partir de la pulpe de bois qui rentre dans la composition du livre de Simon, on crée cette ressource qu'est un grand nombre de pages.

Contrairement à ce qu'affirme la rhétorique ambiante, **il n'y a pas de limites à la continuation de ce processus.** Contrairement à ce qu'affirmait Malthus et comme cela a été démontré tout au long de ce livre, il n'y a pas de raisons physiques et économiques pour que l'homme ne continue pas indéfiniment à se procurer et à inventer les ressources dont il a besoin. Malthus pense que la quantité totale de ressources sur terre est fixe et que plus on les utilise moins il en reste. La résolution de ce paradoxe n'est pas évidente. Il faut d'abord comprendre que **la mesure de la rareté est le coût ou le prix de cette ressource et non pas une mesure physique de réserves calculées.** La manière adéquate de réfléchir à l'extraction de ces ressources n'est pas en unités de poids ou de dimensions mais plutôt en services que nous pouvons tirer de ces ressources. **L'histoire économique des ressources prouve que Malthus avait tort : à long terme, le prix de toutes les matières premières a diminué.**

Les ressources ne deviennent utiles et dignes de valeur qu'après avoir été trouvées, comprises, rassemblées et exploitées afin de combler des besoins humains. Outre les matières premières, l'élément fondamental dans ce processus, c'est la **connaissance humaine.** Nous développons une connaissance sur la manière d'utiliser les matières premières en réponse à nos besoins. Cela inclut la connaissance pour **trouver de nouvelles sources** de matières premières telles que le cuivre, pour faire pousser des ressources telles que le bois, pour créer ou améliorer des moyens de satisfaire nos besoins de façon à utiliser successivement le fer et l'aluminium pour remplacer le cuivre et l'argile. Cette connaissance profite à tout le monde. Ainsi, un besoin accru de ressources nous place dans une situation plus enviable qu'auparavant car nous avons acquis des connaissances dans ce processus. **Et il n'y a pas limite physique significative** - exception faite de la substance totale de la terre - à notre capacité de nous développer à tout jamais.

Il y a seulement **une seule ressource importante qui a tendance à se raréfier** plutôt qu'à augmenter. Cette ressource est la plus importante de toutes : **l'homme.** Ceci peut surprendre. Comment peut-on affirmer que les êtres humains se raréfient **alors qu'ils ne cessent de s'accroître** ? Effectivement, il y a de plus en plus d'être humains sur terre, que jamais auparavant, mais si nous mesurons la rareté de l'humanité de la même

manière que nous mesurons la rareté de tous les biens économiques - c'est-à-dire ce que nous devons payer pour en obtenir des services - nous constatons que **les salaires ont augmenté dans toutes les parties du monde, dans les pays pauvres comme dans les pays riches**. L'augmentation du prix des services est le signe que les gens deviennent plus « rares » (en tant que ressource économique) en dépit du fait que leur nombre augmente.

Pourquoi tant de gens pensent à notre planète et à nos ressources actuelles comme un système clos auquel aucune ressource ne pourra être ajoutée dans le futur ? Il y a à cela un grand nombre de raisons :

- (1) Le **raisonnement malthusien** sur la limitation des ressources **est simple à comprendre** et est confirmé par les faits isolés de notre vie de tous les jours alors que l'expansion des ressources est un phénomène complexe, indirect et qui mobilise la créativité humaine.
- (2) Il y a **toujours des effets négatifs immédiats découlant d'une pression accrue sur les ressources** alors que les bénéfiques n'apparaissent que plus tard. Il est naturel de prêter plus d'attention au présent et au futur proche qu'à un futur plus lointain.
- (3) Quantité de **groupes d'intérêts** spécifiques nous alertent sur des pénuries potentielles de ressources particulières (le bois, l'air pur, etc.). Mais personne n'a le temps, l'énergie ou la volonté d'expliquer que les perspectives pour les ressources à long terme sont meilleures qu'on ne le pense.
- (4) Il est **plus facile d'attirer l'attention des gens par des prévisions effrayantes que par des prévisions apaisantes**.
- (5) Les **organismes** qui se constituent en réponse à des menaces temporaires ou imaginaires développent une capacité de lever des fonds auprès du public et du gouvernement, **ne se démobilisent pas quand le danger, réel ou prétendu, s'est évaporé** ou quand le problème est résolu.
- (6) Embrasser les causes environnementales est **l'un des moyens les plus aisés et les plus rapides de se faire une réputation**. Cela ne requiert aucun effort intellectuel et n'embarrasse presque personne.

Notre époque est-elle différente des époques qui l'ont précédée ? L'auteur a toujours préconisé **l'étude du passé** pour saisir les grandes **tendances** qui travaillent notre société au fil des siècles. Les gens se trompent souvent en pensant que leur époque est unique et que tout ce qui arrive n'est jamais arrivé auparavant. Ceci étant dit, notre époque se distingue quand même des précédentes par deux choses inédites : **la baisse de la mortalité et la hausse de l'espérance de vie**. Notre espèce est beaucoup mieux lotie aujourd'hui qu'hier. Les gens de notre époque vivent au milieu des deux siècles les plus extraordinaires de l'histoire humaine.

Cela dit, nous ne sommes pas à l'abri d'accidents de parcours. Les idées ont des conséquences. Celles brandies par les environnementalistes catastrophistes peuvent effectivement enrayer le progrès, nous faire régresser et conduire à des désastres humains considérables. Les fausses prophéties peuvent faire beaucoup de dommages.

Mais Simon reste optimiste : après ces errements, l'humanité reprendra la voie de la croissance comme elle l'a toujours fait.

Julian Simon ne dit pas que tout est parfait évidemment. De nombreux enfants sont encore affamés et malades. Quantité de gens vivent encore dans la pauvreté physique et intellectuelle. Ce qu'il dit, c'est que dans les domaines économiques les plus importants, les tendances sont positives plutôt que négatives. **Le futur est-il rose ? Evidemment non. Il y aura toujours des pénuries temporaires de ressources là où il y a combat, des bourdes politiques et des calamités naturelles, c'est-à-dire aux endroits où il y a des gens.** Mais le progrès humain permet, dans une économie de marché, d'apporter des réponses aux besoins humains et aux pénuries de façon qu'un pas en arrière conduit à faire 1001 pas en avant par la suite.

En résumé, toutes les ressources sont limitées à court terme. Un exemple de ressource limitée, c'est le temps et l'attention consacrés à lire l'ouvrage de Simon. **A long terme, par contre, les choses sont différentes.** Les standards de vie ont augmenté en même temps que la taille de la population depuis le commencement du temps dont nous avons encore des traces. Il n'y a aucune raison de penser que ces tendances vers une vie meilleure ne doivent pas continuer indéfiniment.

Quelle est l'idée fondamentale de cet ouvrage ?

Voici comment les choses se sont toujours passées : un accroissement de la population et un plus haut standard de vie génèrent - il est vrai - des pénuries dans le présent et dans le futur proche. Dès lors, les prix augmentent. Une augmentation des prix représente une **opportunité** qui attire des entrepreneurs à la recherche du profit et des inventeurs désireux de trouver de nouveaux moyens pour satisfaire les besoins (**de nouveaux procédés d'exploitation, un meilleur rendement énergétique, une source de substitution : du charbon plutôt que du bois, du pétrole plutôt que du charbon, de l'énergie nucléaire plutôt que pétrole, etc.**). **Malgré de nombreux échecs, des solutions sont toujours trouvées dans une société libre (qui garantit les libertés indispensables à l'éducation de tous, à la recherche, à la propriété du fruit de son travail). Finalement, les prix de la ressource menacée s'abaissent et la résolution du problème nous place dans une situation meilleure que celle qui prévalait avant la survenance du problème.** Cela signifie que **nous avons besoin de problèmes.** Cela dit, nous ne devons pas non plus intentionnellement nous créer de nouveaux problèmes.

En 1742, David Hume écrivait déjà, à propos de la métropole commerciale la plus riche du monde à l'époque : « **Une multitude de gens, la nécessité et la liberté ont engendré le commerce hollandais** ». Tout le raisonnement précédent est synthétisé en une phrase.

Plus de monde sur terre, c'est plus de problèmes. Mais plus de monde, c'est aussi le moyen de solutionner ces problèmes. Le principal carburant à notre progrès, c'est notre stock de connaissances. Le frein, c'est notre manque d'imagination. **La ressource ultime, c'est l'homme**, c'est-à-dire des gens compétents et plein d'espoirs qui mobilisent leur volonté et leur imagination à leur propre bénéfice mais dont les succès bénéficient inévitablement au reste de l'humanité.

Tyler Cowen

(né en 1974)

Plaidoyer pour la culture commerciale

1998

2000, Harvard University Press, 288 p.



Introduction

L'économie de marché favorise ou défavorise-elle la musique, la littérature et les arts visuels ? La loi de l'offre et de la demande aide-t-elle ou nuit-elle à la création artistique ? **La thèse de cet ouvrage est que l'économie de marché et la production de richesses sont des alliées de la production culturelle.** Désireux de réhabiliter le rôle essentiel de l'économie de marché dans la production, la diffusion et la diversification de la création culturelle, Tyler Cowen entend examiner les mécanismes qui lient les marchés, la richesse et la créativité. Ce livre procède en cinq étapes.

Premièrement, l'auteur oppose « **l'optimisme culturel** » aux philosophies prônant un « **pessimisme culturel** », c'est-à-dire des courants de pensée qui ont pour point commun de considérer - depuis l'Antiquité - que l'art est en déclin en raison de causes très diverses.

Deuxièmement, l'auteur, sur base d'une perspective culturellement « optimiste », redéfinit la distinction entre « culture de masse » et « haute culture ». Quand on se place dans une perspective temporelle adéquate, on observe que **la haute culture peut généralement émerger et se développer à partir d'une culture de masse saine et prospère.**

Troisièmement, l'auteur se focalise sur **l'impact que le marché et les facteurs économiques (en ce compris la technologie) exercent sur la culture.** Cela dit, il se garde bien de défendre une théorie matérialiste et mono-causale de la culture (il ne nie pas l'influence de forces non économiques).

Quatrièmement, l'auteur tente d'expliquer **pourquoi la philosophie du pessimisme culturel est si attrayante et si répandue.**

Cinquièmement, l'auteur expose divers **mécanismes sociaux qui, eux aussi, expliquent la persistance et la prédominance du pessimisme culturel dans nos sociétés modernes.**

Le capitalisme et l'économie de marché

Tyler Cowen définit le **capitalisme** comme un système qui, basé sur la propriété privée et l'échange volontaire, encadre et alimente des institutions telles que le commerce, l'industrie, la technologie et les marchés. En ce sens, **Beethoven et Michel-Ange qui vendaient leurs travaux pour en retirer du profit étaient des entrepreneurs et des capitalistes.** Rembrandt qui dirigeait un atelier employant des artistes était également un capitaliste. Cela dit, ce n'est pas le capitalisme qui détermine prioritairement le succès artistique. La culture est la résultante de la conjonction de forces économiques et non-économiques. On néglige trop souvent l'importance des premières.

Culture & Art

Culture et art sont ici deux termes utilisés de manière indifférenciée pour désigner les œuvres et les performances qui nous émeuvent et qui approfondissent notre conscience de nous-mêmes **et du monde.** Cowen se concentre ici sur les arts visuels, la littérature et la musique, car il s'agit des trois formes artistiques centrales de la tradition occidentale. Il se focalise sur la culture occidentale car son objet est la culture commerciale mais il précise que beaucoup d'arts non occidentaux se sont reposés, beaucoup plus qu'on ne le pense, sur les marchés et la prospérité.

Qu'est-ce qu'une bonne culture ?

Les points de vue sont très divergents. **Orson Welles plaidait pour la suprématie de l'opinion du consommateur dans le jugement esthétique alors que le critique littéraire américain Harold Bloom considère que les chefs d'œuvre de la tradition occidentale sont inaccessibles à la plupart des consommateurs culturels.** Selon lui, seul celui qui lit, relit et étudie les œuvres classiques peut espérer en percer le secret. Tyler Cowen ne désire pas trancher entre ces deux conceptions extrêmes et affirme que **le capitalisme est en mesure de faire vivre aussi bien la culture de masse que la haute culture.** Aussi bien Steven Spielberg que Peter Greenaway. **Mais l'art, ce n'est pas le fruit du travail d'un artiste isolé.** La préservation et la diffusion artistiques sont soutenues par les mécanismes du marché de la même façon que l'est la créativité artistique. La production artistique n'est pas un simple évènement mais un processus continu qui s'étend sur des siècles, qui nécessite une coopération permanente d'une multitude d'acteurs et qui franchit les océans : en diffusant la culture sur tous les continents, l'échange commercial et le capitalisme ont généré une impressionnante diversité artistique.

Le Pessimisme Culturel

Beaucoup d'auteurs considèrent que l'économie de marché corrompt la culture.

Cet ensemble significatif de critiques, Tyler Cowen les baptise « pessimistes culturels ». Le ton général est celui de la dénonciation d'un déclin de l'art et des standards du goût artistique. La période contemporaine est souvent comparée de manière défavorable par rapport à des temps plus anciens tels que la période classique, les Lumières, le XIX^{ème} et même le début du XX^{ème} siècle.

Les « pessimistes culturels » se recrutent à des endroits très éloignés dans le spectre politique et transcendent la traditionnelle distinction droite/gauche. C'est un phénomène protéiforme. Les figures historiques de cette famille incluent **Platon, Saint-Augustin, Rousseau, Pope, Schopenhauer, Nietzsche et Spengler**. Le pessimisme culturel reçut sa formulation la plus explicite aux XVII^{ème} et XVIII^{ème} siècles autour de la fameuse « Bataille des Livres » : comme on le verra en examinant cette controverse, des auteurs tels que William Temple et Jonathan Swift affirmèrent que la littérature moderne était inférieure à celle de l'Antiquité.

Les **intellectuels néoconservateurs** tels que Daniel Bell, Alan Bloom et Irving Kristol ont remis en cause la capacité de l'économie de marché d'encourager des tendances artistiques et se retrouvent également dans ce groupe. Le pessimisme des néoconservateurs s'étend souvent au-delà de la culture au sens étroit du terme.

Les **néo-marxistes et les critiques de la culture de masse, l'Ecole de Francfort incluse**, adhèrent largement aux conceptions pessimistes. Max Horkheimer, Theodor Adorno et Herbert Marcuse, parmi beaucoup d'autres, estiment que la **commercialisation altère la qualité de la production culturelle**. Adorno plaidait pour la musique atonale et considérait le jazz et le rock and roll comme d'abominables corruptions.

Jürgen **Habermas**, lui aussi associé à l'Ecole de Francfort, **défend une conception positive de la modernité mais témoigne d'une franche antipathie envers la culture capitaliste**. D'un côté, la modernité est pour lui une force d'émancipation grâce à la raison. D'un autre côté, Habermas est très critique de la modernité telle qu'expérimentée dans la société capitaliste contemporaine. La **raison moderne, lorsqu'elle se combine avec le capitalisme, la technologie et les media, est une forme de domination et de manipulation plutôt qu'une force de libération de liberté d'expression**.

Beaucoup **d'intellectuels de gauche** sont sensibles aux préoccupations de l'Ecole de Francfort quoiqu'ils n'adhèrent pas toujours aux solutions marxistes. Le mouvement du « **politiquement correct** » identifie souvent culture commerciale et discrimination des femmes et des minorités. Le mouvement des « **cultural studies** » apprécie la culture populaire mais déteste le capitalisme et les forces du marché.

L'Optimisme culturel

Les « optimistes culturels » forment un groupe beaucoup plus réduit dans l'histoire intellectuelle que les pessimistes culturels. Charles Perrault (l'écrivain français du XVII^{ème} siècle), Samuel Johnson et le marquis de Condorcet en faisaient partie. On trouve au moins trois versions de l'optimisme culturel. La première version - qui est aussi celle de l'auteur - consiste à penser que **l'art s'épanouit pleinement dans un ordre libéral** (aujourd'hui, il s'agit de la démocratie libérale quoique les optimistes culturels du passé ne furent pas tous démocrates). La seconde version va plus loin et estime que **l'ordre libéral va demeurer prédominant dans les années qui viennent** et que, dès lors, la culture ira en s'épanouissant. La troisième version considère que **les arts vont fleurir en raison même du déclin du capitalisme** qui sera remplacé par un système supérieur tel que le socialisme ou le communisme. Pour l'heure, attachons-nous à examiner le rôle du marché dans la création artistique. **Les mêmes forces qui encouragent la production artistique sont également à l'origine du divorce entre culture de masse et haute culture.**

Chapitre I : La position des Arts dans l'économie de marché

Le marché de l'art comprend des artistes, des consommateurs et des intermédiaires (ou distributeurs). Les artistes travaillent pour s'accomplir, s'épanouir, créer, récolter la gloire et la richesse. Les créateurs désirent être entendus et admirés. Les consommateurs ou mécènes sont les partenaires silencieux de l'artiste. Ils soutiennent les créateurs avec leur argent, leur temps, leurs émotions et leur approbation. Les distributeurs mettent en contact les deux premières catégories. Ils disséminent les œuvres partout dans le monde. Le capitalisme a généré la richesse qui permet à de nombreux individus de vivre de leur art.

Beaucoup d'artistes ne peuvent vivre de leur art. Contrairement à beaucoup d'auteurs, Tyler Cowen ne considère pas cela comme un échec du marché. **Une économie prospère offre beaucoup plus d'opportunités de sources de financement à l'artiste qu'une économie qui ne l'est pas.** Les fondations privées, les universités, les dons de proches, les professions annexes, etc., autant de choses qui ont permis aux artistes de créer. Jane Austen et Marcel Proust vivaient de la fortune de leur famille, T.S. Eliot travaillait à la Lloyd's Bank, James Joyce enseignait les langues, Paul Gauguin se ménagea un petit coussin financier en spéculant en Bourse comme agent de change, Charles Ive travaillait dans les assurances, Vincent Van Gogh était entretenu par son frère, William Faulkner travaillait dans une centrale électrique et, plus tard, gagnait sa vie comme scénariste à Hollywood, etc. Une sécurité financière, peu importe les moyens par lesquels on l'atteint, confère aux artistes une grande latitude pour rejeter les valeurs sociétales.

Incitants pécuniaires

Beaucoup d'artistes rejettent le style de vie bohème et recherchent le profit. Les artistes de la Renaissance italienne étaient avant tout et surtout des hommes d'affaire. Ils

recherchent le profit, rédigent des contrats commerciaux et n'hésitent pas à se désengager d'une position professionnelle si la rémunération ne leur semble pas suffisante. Dans une lettre figurant dans sa Correspondance, **Mozart** écrit: « **Croyez-moi, mon unique objectif dans la vie, est de gagner le maximum d'argent car, après une bonne santé, c'est la meilleure chose à avoir** ».97 Charlie Chaplin, quand il reçut l'Academy Award en 1972, déclara : « Je suis entré dans le métier pour me faire de l'argent et l'art s'est construit à partir de cet objectif. Si les gens sont désillusionnés par cette remarque, je n'y peux rien. C'est la vérité ». **Le taux de profit est un indicateur très précieux** car il permet à l'artiste de déterminer les endroits où il trouve l'audience la plus large et la plus enthousiaste et de déménager le cas échéant.

Financer les matériaux de la création

Les artistes qui recherchent le profit ne le font pas toujours pour le seul plaisir d'accumuler de la richesse. L'argent leur permet d'acheter les **matériaux nécessaires** à la création artistique. Les sculpteurs peuvent ainsi se procurer du bronze, de l'aluminium, de la pierre. Les écrivains peuvent voyager et trouver ainsi idées et inspiration. Les musiciens et les photographes peuvent se procurer du meilleur matériel, etc. En raison de l'évolution économique, **la diminution du prix des matériaux a permis à des millions d'amateurs enthousiastes de se lancer dans l'activité artistique.** Par le passé, même le papier était hors de prix, limitant l'art de l'écriture et du dessin aux seuls membres de familles nanties. Cette diminution des coûts a également progressivement permis aux femmes d'accéder au métier d'artistes. L'amélioration des conditions de vie **a fait croître l'espérance de vie.** En 1855, l'espérance de vie était de 39 ans aux Etats-Unis. Or, beaucoup de grands compositeurs et de peintres atteignent l'apogée de leur art bien après 40 ans. Les **techniques contraceptives**, disponibles depuis quelques décennies seulement, **ont donné aux femmes artistes un plus grand contrôle sur leur vie et leurs conditions domestiques.** Pendant la majeure partie de l'histoire humaine, la profession d'artiste a été fermée à au moins la moitié de la population. Les femmes, de plus en plus nombreuses dans toutes les disciplines de l'art, commencent seulement à rééquilibrer les plateaux de la balance.

Productivité

Les économistes William Baumol et William Bowen se sont fait connaître par leur théorie économique de l'art. Ils estiment que **la croissance économique entraîne une « maladie des coûts »** (également connue sous la « **loi de Baumol** ») qui affecte le secteur des services et notamment la production artistique. Ils affirment en effet qu'une hausse de la productivité du secteur économique conduit à une augmentation du prix relatif de production dans le secteur des arts, ce qui peut entraîner soit une diminution de la consommation des biens et services produits dans ce secteur, soit une augmentation de sa part relative dans le coût total de la consommation. **Selon eux, l'art ne bénéficie pas des retombées du progrès technique à un degré équivalent.** Il fallait 40 minutes pour exécuter un quatuor

97 Wolfgang Amadeus Mozart, 4 avril 1781, **Correspondance avec son père**, Postscriptum à la Lettre 396

à cordes de Mozart en 1780 et il faut toujours 40 minutes aujourd'hui. Comme les salaires augmentent de manière générale, le prix relatif de la production artistique augmente en conséquence.⁹⁸

Tyler Cowen estime que, contrairement à ce qu'affirment ces auteurs, quantité de faits présentés dans cet ouvrage attestent que les arts bénéficient grandement du progrès technologique.⁹⁹ L'imprimerie, le papier et, aujourd'hui, internet ont augmenté dans des proportions considérables l'accès à l'écriture. Les Impressionnistes doivent leurs couleurs magnifiques aux innovations de l'industrie chimique. L'enregistrement et la radio ont amélioré le rayonnement et la productivité des orchestres symphoniques. Ces œuvres musicales peuvent désormais toucher des millions de personnes bien plus aisément que naguère. Le progrès technologique améliore la condition de l'artiste de manière constante et cumulative. Un musicien peut aujourd'hui accéder facilement à tout le patrimoine musical mondial, échanger avec les meilleurs critiques, les meilleurs interprètes, les meilleurs musiciens. Tout cela peut alimenter son inspiration et améliorer considérablement la diffusion. En raison des progrès technologiques, l'industrie culturelle a amélioré sa productivité dans des proportions hallucinantes. On reviendra sur ce point lorsqu'il sera question de l'industrie musicale.

Mécanismes supportant la diversité artistique

Les marchés bien développés promeuvent la diversité culturelle. Une simple visite dans un magasin de livres et de disques d'une certaine importance dément instantanément l'idée que les goûts musicaux et littéraires s'homogénéisent de plus en plus. Cette diversification – que l'auteur approfondit et interroge dans son livre « Destruction Créatrice, Comment la mondialisation change les cultures du monde » consacré aux effets culturels de la mondialisation – confirme la théorie d'Adam Smith sur la division et la spécialisation du travail dans une économie capitaliste. L'élargissement du marché abaisse les coûts et permet la création de niches spécialisées. **L'expansion des marchés de la musique, de la littérature et des beaux arts ont libéré les artistes de la dépendance par rapport aux mécènes**, ces « misérables qui vous soutiennent avec insolence et qui sont payés par la flatterie » pour reprendre la formule de l'écrivain Samuel Johnson. Cela a considérablement étendu la liberté artistique. **La richesse et la diversité du capitalisme ont accru la possibilité de l'artiste d'éduquer son public et ses critiques.** A partir du XIX^{ème} siècle, beaucoup d'artistes refusèrent de produire des œuvres aisément accessibles. Manet, Monet, Cézanne, Andy Warhol, Roy Lichtenstein, Robert Rauschenberg, Jasper Johns ont pu se livrer à des expérimentations qui, au début, choquèrent beaucoup leurs contemporains. Contrairement à ce que pense Jürgen Habermas, **les mécanismes du marché et les droits de propriété**

98 Cette théorie est systématiquement invoquée aujourd'hui par ceux qui défendent un subventionnement étatique de la culture et qui estiment que les arts de la scène ne peuvent être rentables.

99 Pour une réfutation de la thèse de Baumol et Bowen, confer X. Dupuis, La « Gestion des institutions musicales ou Comment gérer l'ingérable » in R. Wangermée (ed.), **Les malheurs d'Orphée**, Mardaga, Bruxelles, 1990, pp.25-59 ; J. Heilburn, « Baumol's cost disease », in R. Towse, **A handbook of cultural economics**, Edward Elgar, Cheltenham, 2003, pp.91-101 et T. Cowen, « Why I do not believe in the cost-disease », **Journal of Cultural Economics**, 20, Kluwer, 1996, pp.207-214

permettent d'**activer un processus de découverte culturelle** qui est autrement plus efficace que sa « situation idéale de parole » qui est un mythe platonicien.¹⁰⁰

Compétition et Complémentarité, deux forces pour l'innovation

Les artistes offrent de nouveaux produits pour augmenter leurs revenus, leur réputation et leur visibilité. Picasso excellait dans de nombreux styles mais il acquit plus de gloire en inventant de nouveaux styles plutôt qu'en recopiant les impressionnistes français. Schumann, Schubert, Brahms craignaient la comparaison avec Beethoven. Raison pour laquelle Brahms évita de composer des symphonies et se concentra sur les quatuors à cordes. **L'innovation permet aux artistes de s'exprimer sans s'inquiéter d'être comparés aux géants du passé.**

Les innovations les plus récentes n'éclipsent pas toujours les plus anciennes ou les plus établies mais elles les changent inévitablement. L'art sculptural de la Renaissance a influé sur l'écllosion de l'art de la perspective chez les peintres. Le jazz a influencé le rythme dans la musique classique et le cinéma a accéléré le déroulement narratif du roman. **Les fertilisations artistiques et les innovations se produisent parfois à rebours.** Comment ? Parce que des œuvres plus récentes améliorent la qualité des anciennes en changeant leur signification. L'opéra de Verdi *Otello* et le film *Othello* d'Orson Welles disent plus de choses sur la pièce de théâtre *Othello* de Shakespeare que tout commentaire de critiques d'art. Ces variations sur un même thème nous permettent de porter un nouveau regard sur le travail de Shakespeare. Ainsi, l'opéra de Verdi apporte une atmosphère de terreur à la pièce. Toutes ces contributions et adaptations enrichissent l'œuvre initiale.

Les critiques d'art et les commentateurs contribuent puissamment à la vitalité du marché de l'art. Ils permettent aux consommateurs de séparer le bon grain de l'ivraie. **Ces professions relativement nouvelles ont fleuri sur la prospérité capitaliste.** Grâce à l'économie de marché, des milliers d'intellectuels se sont spécialisés dans l'évaluation érudite, originale et argumentée des mérites de la production artistique.

Les immigrants, source d'innovation artistique

Les étrangers et les minorités marginalisées sont souvent source d'innovation artistique. **Beaucoup d'éléments dynamiques dans la culture américaine sont, par exemple, le fait de Noirs, de Juifs ou de gays. C'est assez logique.** Ils sont évidemment moins attachés au statu quo que les autochtones. Exploiter un nouveau créneau leur permet de se faire une place dans le marché de l'art. Si un chef d'orchestre noir conduit la symphonie *Jupiter* de Mozart, les préjugés racistes vont décourager les compagnies de disque et les acheteurs d'enregistrer, de produire et de vendre sa performance. Le public préfère écouter Herbert von Karajan et Karl Boehm, deux anciens sympathisants de l'idéologie nazie. Cela a poussé les minorités noires à exceller dans de

100 La « situation idéale de parole » est une procédure défendue par le philosophe allemand Jürgen Habermas pour permettre à une discussion rationnelle de se déployer pleinement sans être pervertie par divers facteurs. Elle est structurée par des règles thématisées dans l'« éthique de la discussion » de la seconde génération de l'École de Francfort.

nouveaux genres : le jazz, le rythm and blues, le breakdance et le rap. **Le capitalisme permet aux groupes minoritaires d'accéder au marché en dépit de discriminations systématiques et de persécutions.** Les musiciens noirs rythm and blues ont pu diffuser leurs créations auprès de labels indépendants (Chess, Sun, Stax et Motown) après avoir été rejetés par les grandes compagnies de disques. Les **Impressionnistes** français, mis en marge des académies subsidiées par le gouvernement, financèrent leurs propres salons. Les **Juifs**, tenus initialement en dehors d'un grand nombre de secteurs d'affaires en Amérique, ont développé l'industrie du cinéma à partir de leurs propres capitaux, souvent gagnés dans le commerce de détail.

Innover en préservant la culture passée

Le marché permet de faire gagner de l'argent à ceux qui préservent avec succès et qui vendent les contributions culturelles d'artistes du passé. Ainsi, le consommateur actuel a un bien meilleur accès aux œuvres de Mozart que les auditeurs de son époque. Plus de personnes ont vu le Cycle de l'Anneau wagnérien à la télévision que la totalité de ceux qui l'ont vu à l'opéra depuis la Première en 1876. Les films muets peuvent être loués pour un prix dérisoire. Même les peintres de seconde catégorie ont désormais leurs catalogues richement illustrés. Les riches collectionneurs ont permis à des institutions telles que le Musée d'Art Moderne à New York et le Metropolitan de devenir les leaders mondiaux dans la préservation des œuvres du passé.

La prolifération actuelle des concerts permet de préserver voire de ressusciter le passé musical. **Les concertistes disposent désormais d'une gamme d'instruments et de partitions et de styles que tous les musiciens du passé leur auraient enviés.** Alors que les chefs d'orchestre maîtrisent les styles musicaux du XX^{ème} siècle, ils peuvent affiner les performances originales de la musique de la Renaissance, du baroque, de l'époque classique, etc. Les orchestres symphoniques de Cleveland, de Boston, de New York, de Philadelphie et d'autres villes ont surclassé leurs concurrents européens. **Entre 1965 et 1990, l'Amérique est passée de 58 orchestres symphoniques à près de 300, de 27 compagnies d'opéras à plus de 150 et de 22 théâtres régionaux à 500.** Ces méthodes efficaces de préservation et de diffusion des œuvres du passé accélèrent le rythme de l'innovation artistique.

La modernité comme âge de la culture de masse ?

Beaucoup de commentateurs voient l'époque moderne comme l'âge de la culture de masse où un grand nombre d'individus consomment mécaniquement les mêmes produits. En réalité, la culture de masse concerne principalement la télévision et les sports. **Force est de reconnaître, confie l'auteur, que les programmes de télévision d'après-guerre n'ont pas produit beaucoup de richesses culturelles,** à part quelques chefs-d'œuvre comme, par exemple, les Monty Python. Cela dit, **la télévision fournit un medium exceptionnel pour présenter des questions sociétales et aider les gens à résoudre des problèmes personnels.** La révolution sexuelle des années 60 et 70 découle en grande partie de la télévision. Cela dit, avec l'apparition du câble, des satellites, des chaînes spécialisées, de la cassette vidéo, le règne de la culture

de masse a commencé à décliner. La concurrence des forces du marché tendent à « démassifier » les médias. Le sport demeure le domaine où la culture de masse survivra dans le futur.

Le gouvernement comme client

La musique et les arts se sont progressivement affranchis de soutien étatique à partir du Moyen Age. La Renaissance, les Lumières, le mouvement romantique du XIX^{ème} siècle et le modernisme du XX^{ème} ont peu à peu amené l'art dans la sphère du marché. Aujourd'hui, la plupart des œuvres d'art cinématographiques, musicales, littéraires, picturales et sculpturales sont vendues comme des marchandises. **L'art contemporain est un art capitaliste et l'histoire de l'art a été l'histoire des luttes pour créer des marchés.**

Ce livre n'entend pas prendre position dans le débat sur le soutien public de l'art. Il entend plutôt affronter le pessimisme culturel au-delà des deux camps en présence : les critiques du subventionnement public affirment que la NEA (National Endowment of Art) corrompt la culture américaine alors que les avocats du subventionnement estiment que la suppression de la NEA endommagerait sérieusement la culture américaine. Pour sa part, l'auteur considère que la culture américaine et la culture dans le reste du monde libre sont fondamentalement en bonne santé dans les deux cas.

Contrairement à ce qu'affirmait Alexis de Tocqueville, la démocratie n'est pas un régime moins favorable à l'art que ne l'est l'aristocratie. Le système démocratique dans son ensemble s'avère être un auxiliaire extraordinaire à l'art lorsqu'il est couplé avec le marché capitaliste pour financer ses activités artistiques. L'essor culturel de l'Amérique, qui se produit bien après la publication de l'ouvrage de Tocqueville, dément entièrement sa thèse. Après la seconde guerre mondiale, l'Amérique est devenue le leader mondial en cinéma, en peinture, en musique populaire et a affirmé une présence très forte en littérature, en poésie et en composition musicale.

L'Etat promeut bien mieux les arts quand il le fait en tant que client, mécène ou employeur que quand il fait bureaucratiquement avec un mandat public. Louis XIV supporta Molière, les municipalités germaniques supportèrent Bach, etc. Mais il ne faut pas surestimer le succès des subsides gouvernementaux. **Pour un Velasquez, les gouvernements ont supporté cent peintres courtisans médiocres.** Les politiciens délient facilement les cordons de la bourse parce que n'est pas leur argent, parce que cela accroît leur pouvoir et parce que cela leur vaut la reconnaissance, la flatterie et l'obéissance des artistes.

La majeure partie du soutien gouvernemental américain à la culture se fait sous deux formes. Premièrement, la déduction fiscale pour tout don au secteur artistique non lucratif a considérablement bénéficié aux musées, aux opéras et autres activités artistiques. Deuxièmement, le gouvernement fédéral et les gouvernements des Etats procurent un support massif et indirect aux arts à travers des subsides adressés à l'éducation supérieure. **Le modèle européen de financement est très différent. Il sacri-**

fie délibérément la culture populaire au profit de la haute culture et de la culture d'avant-garde. Ces gouvernements restaurent les vieilles cathédrales, subventionnent l'opéra classique et les innovations hermétiques alors que la culture populaire est moribonde et manque de créativité. **L'Allemagne et la France n'ont pas échappé à la bureaucratisation de la culture.** Le ministère français de la culture dépense, par exemple, trois milliards de dollars par an et mobilise 12.000 bureaucrates.

Haute culture et culture de masse

On distingue parfois la haute culture - acclamée par la critique - et la « basse » culture (ou culture « de masse » ou culture populaire), **souvent méprisée.** Ce divorce témoigne de la sophistication de la modernité et non pas de sa corruption ou de sa désintégration. **Les genres qui mobilisent beaucoup de matériaux et d'équipements,** que Cowen décrit comme étant à forte intensité de capital, **tendent à produire de l'art populaire.** Les genres qui mobilisent **peu de capitaux,** que l'auteur décrit comme étant à forte intensité de travail, tendent à produire de la **haute culture.** Ainsi, le film spectaculaire avec effets spéciaux aura probablement un « happy end ». Par contre, le film à petit budget, dirigé et financé par un auteur iconoclaste, laissera probablement aux spectateurs le soin d'interpréter la signification de la fin du film. Des raisons économiques expliquent ces tendances. Les exploitants de salles doivent couvrir leurs coûts tandis que les peintres et les poètes ne recherchent pas nécessairement les faveurs de la foule.

La diminution de l'importance économique de la famille a renforcé la séparation entre la haute culture et la culture de masse. Auparavant, ce sont les membres plus âgés de la famille qui apprenaient aux plus jeunes à peindre, dessiner, jouer de la musique, etc. Ces mentors familiaux étaient souvent bons artistes et bon musiciens mais avaient tendance à manquer de créativité. Aujourd'hui, l'accroissement de la richesse et de la division du travail ont permis à des professionnels de remplacer les mentors familiaux.

Chapitre II : Le marché de l'écriture

Depuis la généralisation de l'usage du papier et l'invention de l'imprimerie, le **monde de l'écrit possède trois caractéristiques.**

Premièrement, les livres peuvent être reproduits facilement et cela sans que, contrairement à d'autres formes artistiques, cette reproduction se fasse en sacrifiant leur qualité ou leur valeur. Avant l'invention de l'imprimerie, beaucoup de livres (manuscrits avec enluminures) étaient en eux-mêmes des œuvres d'art. La reproduction à bas coût a néanmoins fait divorcer la littérature et l'art visuel et a permis à la littérature de toucher un large public. Beaucoup d'écrivains occidentaux modernes - Pope, Balzac, Hugo, Dickens, Tolstoï, Dostoïevski et plusieurs autres - ont acquis une grande renommée de leur vivant. Par contre, des peintures et des sculptures de haute qualité ne parviennent généralement pas à capter une telle audience.

Deuxièmement, la facilité à reproduire des livres fait diminuer leur valeur marginale par unité. Ainsi, les livres sont généralement beaucoup moins chers qu'une peinture. Dès lors, contrairement à beaucoup de peintres, les auteurs gagnent difficilement leur vie en écrivant. La plupart doivent exercer en parallèle une autre activité professionnelle.

Troisièmement, les consommateurs (en l'occurrence les lecteurs) **doivent faire un investissement relativement significatif pour extraire de la valeur du livre.** Il faut plusieurs heures, voire plusieurs jours, pour lire un livre. Contempler une peinture prend, comparativement, beaucoup moins de temps.

Le monde diversifié de la littérature commerciale

Le monde de la publication a une réputation quelque peu ternie aujourd'hui. Beaucoup d'écrivains inférieurs gagnent des sommes importantes, ce qui jette une certaine suspicion sur la littérature commerciale. La publicité joue plus que le mérite littéraire dans le montant d'argent qu'un livre va générer. La commercialisation de la littérature fournit néanmoins beaucoup de débouchés aux écrivains pour écouler leurs œuvres. Il y a des éditeurs spécialisés qui s'adressent à une élite, des éditeurs universitaires qui ont une clientèle spécifiques. Il y a des éditeurs conformistes et des anticonformistes. Toutes ces niches sont inhérentes à l'économie de marché.

Trouver des débouchés pour un chef-d'œuvre sera toujours un véritable combat et cela précisément **parce** que ces travaux sont réellement novateurs et révolutionnaires. Même **André Gide, alors travaillant en tant qu'éditeur, a rejeté la « Recherche du Temps Perdu »** dont **Proust** lui proposait le manuscrit. Le monde commercial décentralise les décisions éditoriales et leur support financier. En 1947, 85.000 livres seulement étaient disponibles aux Etats-Unis. En 1996, il y en avait 1,3 millions avec 140.000 nouveaux titres publiés en 1996. Durant cette même période, le **nombre d'éditeurs est passé de 357 à 49.000.** La plupart des éditeurs sont de petites maisons d'édition ou des presses universitaires plutôt que des géants de l'édition. Ce sont ces petits éditeurs qui découvrent les grands écrivains qui, plus tard, seront édités pas les grandes maisons. Tous les auteurs de best-sellers étaient autrefois des inconnus.

Contrairement à ce qu'on croit parfois, **ni le petit monde littéraire ni le grand public ne concentre la majeure partie de son attention sur les best-sellers.** Rien qu'en 1990, plus de 2 millions de livres ont été vendus aux Etats-Unis. **Le nombre de copies des 15 livres qui furent records de vente** durant toute la décennie 80 **ne représentent même pas 3%** de ce chiffre de 2 millions. Ainsi, les écrivains les plus acclamés n'apportent pas nécessairement énormément d'argent à la maison d'édition. **Ce ne sont pas eux qui « la font vivre ».** **Par contre, ils lui apportent leur prestige.** L'argent ne corrompt pas les auteurs à la recherche d'une expression créatrice. Il corrompt seulement les écrivains qui écrivent de manière alimentaire.

Les incitants financiers encouragent les auteurs à rendre leurs travaux plus clairs et plus accessibles. Même la forme commerciale la plus rudimentaire pour publier un

texte, à savoir un journal **quotidien à grand tirage**, a permis de publier, sous forme de feuilleton, quelques-uns des plus grands romans classiques de la littérature : Defoe, Balzac, Dumas, Dickens, Conrad, Tolstoï, Dostoïevski ont tous utilisé ce véhicule, souvent pour leurs plus grandes œuvres. **Les pessimistes culturels critiquent souvent les « suites », c'est-à-dire les œuvres écrites dans la foulée d'un ouvrage qui s'est bien vendu** (avec les mêmes personnages, une intrigue similaire). **Ils les critiquent au motif qu'elles servent juste à l'auteur à engranger de l'argent. Pourtant, un grand nombre de chefs d'œuvre sont des « suites ».** Cervantès, Defoe et Sterne ont écrit des « suites » aussi célèbres que l'œuvre qui les précédait. Les suites ne sont donc pas nécessairement des sous-produits qui retraitent les éléments du scénario initial. Souvent, elles développent les personnages et les thèmes du premier livre. Ainsi, la seconde partie de Don Quichotte est bien meilleure et bien plus profonde que la première. C'est d'ailleurs souvent le cas au cinéma.

Les critiques accusent souvent la littérature moderne d'utiliser outrancièrement le sexe et la violence pour flatter les instincts du grand public. Pourtant, les chefs-d'œuvre aussi traitent de sujets controversés. Les plus grands écrivains ont traité de **sexe** (Boccace et Joyce), de **violence** (Homère, Dostoïevski et Shakespeare), de **torture** (Dante et Sade), de **d'inceste** (Sophocle, Fielding et Faulkner), de **bestialité** (Ovide), de **obscénité** et de **scatologie** (Rabelais). La liste des écrivains qui ont traité explicitement de l'homosexualité est longue et inclut Platon, Catulle, Virgile, Michel-Ange, Wilde, Verlaine, Rimbaud, Whitman, Proust, Gide, Mann et quantité d'autres.

L'augmentation des standards de vie, conséquence de la commercialisation croissante de la société, a favorisé la créativité littéraire et la diversité dans le monde entier. **La stupéfiante variété de livres disponibles à notre époque moderne** a été accompagnée par une **augmentation spectaculaire de la lecture**. L'alphabétisation n'a cessé d'augmenter. Entre 1970 et 1990, le **taux mondial d'alphabétisation des adultes est passé de 61,5% à 73,5%**. Dans les pays industrialisés, ce taux est passé de 93,8% à 96,7%. En Amérique, **la vente de livre par tête a continuellement augmenté**. En 1947, l'Américain achetait en moyenne 3 livres par an. En 1989, il en achète un peu plus de 8 par an. **Le prix des livres a continuellement diminué**. Dans l'Amérique coloniale de 1760, un livre d'école bon marché coûtait deux fois plus cher qu'une paire de souliers en cuir. « L'Histoire complète de l'Angleterre » de Smollett coûtait 80 paires de chaussures ou six têtes de bétail.

La télévision et les médias électroniques n'ont pas conduit à la mort du livre. Le livre imprimé offre un modèle unique de narration et d'analyse que les autres médias n'ont pas supplanté. Internet, quant à lui, supporte le monde de l'écrit.

La machine à succès commerciaux

Les critiques des pessimistes culturels se focalisent sur la « machine à succès commerciaux » On accuse les grosses maisons d'édition de travailler, de concert avec les médias, à la constitution de gros succès éditoriaux au détriment de la diversité et de la qualité. Par un mécanisme de nivellement par le bas, c'est au goût du plus grand

nombre qu'il appartient de servir d'arbitre au talent littéraire et de décerner richesse et notoriété.

Le premier auteur qui a critiqué la machine commerciale de la culture de masse est Alexis de Tocqueville. Dans sa monumentale « Démocratie en Amérique » (1835-1840),¹⁰¹ il présente les Etats-Unis comme un pays où les producteurs culturels se battent pour rencontrer les **besoins du plus grand nombre au détriment de la qualité.** Selon cette théorie, une société démocratique ne peut abriter une élite culturelle à même d'élever le niveau général de l'art. Beaucoup de pessimistes culturels ont repris cette analyse. Même dans les analyses des « optimistes culturels », on retrouve partiellement cette théorie. Les écrivains à succès (Stephen King, Danielle Steel, Tom Clancy, etc.) ont - il est vrai - conquis ces dernières années une part importante du marché.

En dépit de cette tendance, les auteurs « de niche » ou de livres qui ne s'inscrivent pas dans ce courant, n'en ont pas souffert en termes absolus. Aujourd'hui, les grands magasins de livres présentent une quantité et une variété époustouflante de titres. Les stocks de ces grands « supermarchés » comprennent généralement plus de 100.000 titres incluant la philosophie, la critique littéraire, l'anthropologie, les classiques, les recettes de cuisine, les livres à l'eau de rose, etc. **Cette diversité croissante du marché du livre est en partie financée par la popularité croissante des best-sellers.** D'un point de vue historique, **la commercialisation des œuvres écrites a accru la diversité culturelle et la décentralisation.**

Depuis des siècles, la lecture et le monde de l'édition sont tirés par les gros succès commerciaux. Au XVI et au XVII^{ème} siècle, le monde éditorial anglais a été dominé par un livre unique, le « Livre des Martyrs » de John Foxe. Plein d'histoires sanglantes et tortures douloureuses, ce livre régna plus de 120 ans sur ce marché et supplanta tous les autres livres anglais, la Bible exceptée. Un autre succès commercial fut « Le Voyage du Pèlerin » de John Bunyan publié en 1678. En 1792, il avait déjà été édité 160 fois. **Dès les temps anciens, la Bible fut le plus gros succès de vente.** Rien ne peut lui être comparé. Surtout à notre époque où tant de livres connaissent des succès phénoménaux. La concurrence intense pour attirer l'attention du lecteur et la grande diversité des goûts empêche une telle monopolisation du marché.

L'influence de la télévision sur la diversité littéraire a été exagérée. Il y a tant de chaînes différentes et les amateurs de livres peuvent s'informer par d'autres moyens que la télévision. Par exemple, dans la presse quotidienne comme le Times Literary Supplement, The New York Review of Books, etc.

L'Optimisme littéraire

L'opposition à la commercialisation de l'écriture, combinée avec le pessimisme culturel, existe depuis l'invention de l'imprimerie. **Tout nouveau développement du**

101 Une synthèse de ce livre a été présentée dans le Tome I de la Tradition de la Liberté. Les considérations sur la culture figurent aux pages 84 à 88

métier- le livre, l'imprimerie, la profession d'auteur, le roman, les feuilletons dans la presse, le livre à couverture souple, le supermarché du livre, etc. - **a systématiquement été accueilli par les pessimistes comme le signe d'un déclin littéraire imminent.**

Cependant, plusieurs auteurs étaient, quant à eux, de véritables optimistes culturels qui ont salué ces progrès. La première défense systématique du livre, couplée avec un véritable optimisme littéraire, survient en 1345, date où **Richard de Bury** a publié son extraordinaire « Philobiblon » (qui signifie « amour du livre ») qui est un éloge vibrant des joies et des vertus de la lecture. Aux alentours de 1440, **Johan Gutenberg** invente l'imprimerie. Il était artisan spécialisé dans l'orfèvrerie. En 1457, il publie un Psautier, le premier livre imprimé de l'histoire occidentale. **Gutenberg et la plupart des premiers imprimeurs étaient des hommes d'affaires intéressés par la recherche du profit. Ils regardaient les livres comme une marchandise lucrative.** Orfèvre de formation, ses compétences lui ont permis de fondre et de graver le métal.

Les **humanistes de la Renaissance célébraient l'imprimerie comme une invention prodigieuse de l'esprit humain.** **Rabelais** faisait dire à son Gargantua que, grâce à l'imprimerie, « le monde est rempli de gens savants, de maîtres d'école érudits et de vastes bibliothèques ». L'optimisme culturel et la défense de l'imprimerie vont main dans la main. **Charles Perrault**, auteur des fameux contes pour enfants (Petit Chaperon Rouge, Cendrillon, Ma Mère l'Oye, La Belle au Bois dormant, etc.) défendait l'optimisme culturel et l'imprimerie avec enthousiasme. Avec l'imprimerie, il espérait concurrencer les Fables d'Esopé. Il a largement réalisé son ambition.

Beaucoup de pessimistes culturels ont attaqué l'imprimerie dès ses premiers jours. Quoi qu'il en soit, **l'imprimerie servit activement les idéaux de la Réforme protestante** en assurant la **circulation massive de Bibles individuelles.** Elle **favorisa la révolution scientifique** en diminuant le coût des communications intellectuelles. Elle **affaiblit les autorités traditionnelles** en décentralisant la production des idées et en permettant aux œuvres de l'Antiquité de se diffuser. Par la suite, les œuvres en latin furent traduites en langue vernaculaire. Les habitants des cités commerçantes de l'Italie, du centre de l'Allemagne et des Pays-Bas devinrent des plus en plus éduquées à mesure que la prospérité se développait et que la nécessité de recourir à l'écrit (contrats, comptabilité, etc.) s'imposait.

Dans sa majeure partie, la littérature restait liée aux mécènes privés mais les auteurs commencèrent à bénéficier d'une reconnaissance publique. Cervantès, par exemple, arriva à toucher un vaste lectorat avec son livre. Malheureusement, il ne parvint jamais à s'enrichir car l'Espagne ne connaissait pas encore les droits d'auteur à l'époque. Les autres éditeurs dupliquèrent son ouvrage sans lui verser la moindre compensation. Il fallut attendre le XVIII^{ème} et le XIX^{ème} siècle pour que ces droits soient garantis.

La Révolution littéraire et l'essor de la culture imprimée

La commercialisation de l'écriture survint après la commercialisation de la peinture et de la sculpture. La copie d'un bon livre vaut généralement moins cher qu'une bonne peinture. Avec un prix plus petit par copie, un écrivain doit vendre beaucoup de livres pour pouvoir en vivre. **Le marché de la littérature s'épanouit à grande échelle au XVIII^{ème} siècle.** La révolution industrielle apporta aussi une révolution littéraire. L'éditeur, le libraire et les souscriptions du public remplacèrent le mécénat comme principales sources de financement de l'écrivain. Les livres ravirent progressivement au théâtre la première place en tant que lieu d'expérimentation de la nouveauté littéraire. **Le marché se tourna avidement vers le monde littéraire une fois que la classe moyenne, les professions marchandes et les femmes commencèrent à s'intéresser aux livres** qui, auparavant, n'étaient achetés que par les aristocrates et les hommes de la classe supérieure. **La loi anglaise se soucia enfin d'assurer une protection d'une efficacité encore fort relative aux droits d'auteurs.** A cette époque, les éditions pirates étaient fréquentes et cette loi permit aux auteurs d'augmenter leurs revenus au-delà de la première édition de l'ouvrage. Les librairies et clubs du livre se généralisèrent un peu partout en Angleterre. Le lectorat devint de plus en plus fervent et la littérature se diversifia.

Un pessimiste culturel parla à cette époque d'« épidémie de l'émotion ». Les pessimistes culturels se déchaînèrent contre cette habitude nouvelle. **On accusa les romans d'empêcher de penser, de prêcher la désobéissance aux parents, de briser les distinctions de classe, de rendre les femmes insolentes, d'être la cause de maladies, etc.**

Les femmes entrèrent dans le marché littéraire dans la première moitié du XVIII^{ème} siècle. Le déclin du mécénat leur mit le pied à l'étrier. Les hommes disposaient en effet de connexions politiques et sociales supérieures aux femmes et avaient pu, dès lors, bénéficier d'un large patronage par le passé. Les femmes ne bénéficiaient pas de ces avantages. Dès lors, quand les goûts du public se substituèrent à ceux des mécènes, elles purent alors concurrencer les hommes sur un pied d'égalité. D'autant plus que **les lectrices étaient de plus en plus nombreuses grâce aux clubs de livres et aux librairies circulantes.** La croissance économique générée par l'économie de marché accrut la part de temps réservée aux divertissements. Le pain, la bière, les bougies, le savon, etc. pouvaient désormais être achetés au magasin, ce qui libéra les femmes d'une partie de leurs tâches ménagères. L'ouverture du marché pava la voie aux **grands noms féminins de la littérature : Jane Austen, Charlotte et Emily Brontë, George Eliot et Mary Shelley.** La moitié des romans publiés au XIX^{ème} siècle l'ont été par des femmes.

Samuel Johnson, avocat de la culture imprimée

Le **plaidoyer de Samuel Johnson en faveur de la culture imprimée assura un soutien intellectuel à la révolution littéraire britannique.** Johnson est le premier écrivain professionnel à ne dépendre de personne si ce n'est de son lectorat : « Aucun écri-

vain avant moi n'a vécu de manière aussi indépendante ». Johnson prétendait qu'un **public de lecteurs est une source de financement supérieur à celle du mécénat**. Certes, reconnaît-il, les mécènes supportent la production littéraire mais, déplore-t-il, les auteurs doivent se soumettre au jugement du mécène. Certes, un mécène vaut mieux que pas de mécène du tout mais le **marché**, qui décentralise le support financier, est la meilleure de toutes les sources de financement. Dans sa fameuse lettre à Lord Chesterfield, il refuse l'assistance financière de ce dernier et compare le mécène à « celui qui regarde indifférent un homme qui se bat pour éviter de se noyer et qui, une fois que ce dernier est parvenu à regagner la berge, se précipite sur lui pour l'encombrer de son aide ».

Le marché est le système le plus favorable aux hommes de génie : il libère les gens d'esprit à la fois des mécènes et du fardeau des productions matérielles. Il approuva les premiers **livres à couverture flexible** (« paperback ») car cela rendait enfin la littérature abordable aux masses. La « littérature de rue » (« street littérature ») était un moyen d'inciter les gens modestes à lire, de diffuser les connaissances et de stimuler le débat public. Johnson réalisa en neuf années de travail le **premier dictionnaire anglais digne de ce nom**. Avant lui, les auteurs de dictionnaires étaient assez nonchalants. Pour définir le mot « cheval », on écrivait par exemple « une bête bien connue ». Son dictionnaire, au contraire, se signala par sa **précision** et forma la base de tous les dictionnaires en langue anglaise. Ce **premier dictionnaire fut financé par un consortium de libraires privés**.

Les critiques acérées de Jonathan Swift

La défense de Johnson d'un marché libre dans le domaine de la littérature **trône de manière isolée**. Les écrivains, les poètes, les essayistes, tous ont critiqué la commercialisation **croissante de la littérature et de la société**. Jonathan Swift, l'auteur des fameux « Voyages de Gulliver » prit à l'époque la tête de ce groupe de pessimistes culturels

L'imprimerie et l'écrit sont ses deux cibles favorites. **Les Voyages de Gulliver sont une satire de la société contemporaine de Swift**. Le monde est dépeint comme grossier et barbare précisément parce qu'il est moderne. **Les deux sociétés les plus civilisées**, celles de Brobdingnagians et celle des Houyhnhnms sont les plus civilisées **précisément parce qu'elles n'ont respectivement qu'une bibliothèque n'excédant pas 1000 volumes et pas de bibliothèque du tout**. Ils excellent par contre dans la poésie transmise oralement. Autre signe de leur supériorité selon Swift : elles n'ont pas monnaie, pas de pénurie et pas de profit. Par contre, Lagado, la société obsédée par l'impression et la rédaction d'écrits, est décrite comme folle et irresponsable. L'imprimerie n'imprime que des textes tronqués. Lagado est une allégorie de la thèse de Swift selon laquelle **le matérialisme corrompt le langage : les mots sont remplacés par des objets**. Avant de parler, l'individu doit acheter l'objet correspondant au mot qu'il veut utiliser. Dès lors, dans cette « dystopie », **la capacité de chacun de parler dépend de sa richesse matérielle**. Par cette réduction par l'absurde, Swift présente un monde où le profit détermine ce qui est imprimé et ce qui est échangé verbalement.

Les inconvénients de la conception pessimiste

Les **pessimistes culturels** sont souvent brillants et spirituels quand ils critiquent la modernité mais sont très **décevants dans les alternatives qu'ils proposent**. Il est vrai que la perspective de faire profit est parfois corruptrice et que certaines grandes œuvres passent alors inaperçues. Mais les pessimistes littéraires oublient, dans leur dénonciation, de parler des **effets positifs** de la commercialisation de la littérature : elle permet d'apporter une **indépendance financière à l'écrivain, décentralise la production littéraire et diversifie la critique**. L'imprimerie, la librairie, le club de lecture, la bibliothèque ont permis de diffuser à bon marché les œuvres de ces auteurs auprès du grand public.

Contrairement à ce qu'affirmaient les premiers pessimistes culturels, **l'ère du mécénat n'était pas nécessairement une garantie qu'une œuvre serait sélectionnée en raison de ses mérites** intrinsèques. La vision d'un mécène désintéressé qui récompensait le seul talent est un mythe. La plupart des écrivains étaient soit des serviteurs ou favoris du gouvernement soit des enfants de nobles fortunés. Les femmes et les personnes appartenant aux groupes minoritaires n'avaient quasiment aucune chance de faire une carrière littéraire. **Les auteurs, dans les temps anciens, dépendaient largement des gouvernements** pour leur subsistance. En retour, les gouvernements comptaient sur leur soutien politique, leurs écrits de propagande ou, dans le meilleur des cas, sur leur silence ou adhésion passive.

Plusieurs pessimistes culturels du XVIII^{ème} siècle étaient favorables à un contrôle de la production culturelle par le gouvernement. Ainsi, l'écrivain et politicien anglais Joseph Addison (1672-1719) était favorable à une réglementation monopolistique du langage (afin d'empêcher, par exemple, l'importation de mots français en Angleterre. Le poète anglais Alexander Pope (1688-1744) s'opposait, lui, à l'importation de pièces d'opéra italien dont il méprisait les « airs affectés » et les « sons efféminés ». **La publication même des thèses des pessimistes culturels révèle le caractère auto-contradictoire des critiques des pessimistes**. Leurs œuvres furent souvent de fantastiques succès commerciaux. Swift s'enrichit considérablement grâce à son *Gulliver*. Alors que les poètes grecs ont récité Homère gratuitement pendant des siècles, la traduction et l'impression de l'Iliade par Alexander Pope lui rapporta énormément d'argent.

La critique pessimiste : la difficulté d'atteindre à la renommée

Cette attaque de la culture commerciale porta beaucoup plus loin que ne le firent les thèses de Swift. Des gens tels qu'Alexander Pope, Joseph Addison, Oliver Goldsmith (1730-1774) et William Warburton (1698-1779) soutenaient que le **déclin de la culture** était **inévitabile**.

Ils estimaient que **la recherche du profit supplantait désormais la recherche de la gloire**. La renommée n'intéressait plus, selon eux, les auteurs à l'heure de la prolifération des livres. Il est plus « rentable » d'écrire pour le grand nombre (et vendre ainsi

un grand nombre d'ouvrages) que de chercher à faire des innovations littéraires et de conquérir une renommée qui défie les siècles. Ils citaient une phrase de l'historien grec Thucydide (460-395 AC) : « Mon œuvre n'est pas un texte conçu pour rencontrer les goûts du public de mon temps. Elle a été conçue pour durer à tout jamais ». L'écrivain Laurence Sterne (1713-1768), par ailleurs auteur de plusieurs best-sellers, écrivait : « **J'écris non pour être nourri mais pour être célèbre** ». La disparition des incitations à devenir célèbre risquait, selon les pessimistes, de conduire au déclin de la littérature. Selon eux, les critiques malveillants exacerbent encore le difficulté d'atteindre à la gloire.

Le gouvernement doit-il contrôler la notoriété ?

Beaucoup de pessimistes culturels pensaient que le gouvernement devait contrôler la notoriété. Oliver Goldsmith plaida pour une Académie chargée d'évaluer la littérature et de passer des **commandes officielles** à des auteurs choisis pour leur mérite. William Warburton plaidait pour qu'on supprime les droits d'auteur : selon lui, **si un auteur ne tirait pas d'argent de ses écrits, l'action corruptrice de l'argent disparaîtrait**. Les auteurs ne seraient plus motivés que par le désir d'atteindre la gloire, comme l'étaient les Anciens. Warburton considérait que les idées ne pouvaient être achetées et vendues comme des marchandises. Joseph Addison pensait que le gouvernement devait promouvoir les écrivains de mérite en imprimant leur portrait sur les pièces de monnaie. Ainsi, ces derniers seraient connus même par les illettrés et la gloire de ces auteurs pourrait être assurée dans toutes les couches de la société. Les **pessimistes s'irritaient surtout du fait que le marché apportait la notoriété à des personnes qui, selon eux, ne le méritaient guère** et plaidaient au contraire pour que le **gouvernement** établisse objectivement une **hiérarchie du mérite littéraire**.

Le commerce, outil de promotion de la notoriété

En réalité, constate Tyler Cowen, la **commercialisation de la littérature a accru la facilité d'acquérir de la notoriété**. La plupart des noms célèbres du passé, qu'ils soient auteurs ou non, ont été transmis jusqu'à nous grâce aux livres imprimés. C'est un moyen relativement bon marché de promouvoir les réputations et de transmettre la connaissance de génération en génération. Comme l'écrivait Richard de Bury, **les livres rendent la notoriété plus probable et plus durable** : « Dans le livre, je trouve le mort comme s'il était vivant... un pape ou un roi ne peuvent trouver aucun moyen plus efficace que les livres pour conférer le privilège de la perpétuité ».

Le marché promeut la notoriété d'une autre manière : même dans le déluge d'écrits publiés chaque année, la **vente de livres permet de créer un contact régulier entre l'auteur et ses lecteurs**. D'ailleurs, on écrit beaucoup de livres sur les auteurs eux-mêmes pour satisfaire la curiosité de ceux qui les apprécient. Le marché permet également de créer des niches. Le nombre de niches artistiques potentielles est extrêmement large et, typiquement, **plus de notoriété est créée à travers de nouvelles niches que détruite dans des anciennes**. C'est parce qu'ils recherchent la gloire que de nombreux artistes créent de nouvelles niches et donc inventent de nouveaux styles.

L'écrivain anglais William **Hazlitt** (1778-1830) est l'auteur d'une autre critique de la recherche de la gloire dans une économie de marché. Selon lui, **les premiers créateurs dans l'histoire d'un genre artistique resteront toujours insurpassables** : Homère, Chaucer, Spenser, Shakespeare, Dante, L'Arioste, Raphaël, Titien, Michel-Ange, Le Corrège, Cervantès et Boccace ont tous vécu au début de leur art. Ils l'ont rendu parfait en le créant. Leurs **successeurs ne purent jamais les égaler**. A l'appui de cette thèse, Hazlitt, invoque deux arguments : premièrement, ces créateurs travaillaient pour une toute **petite audience composée d'esprits** supérieurement **raffinés** alors que les créateurs plus tardifs se battent pour plaire aux goûts du plus grand nombre. Deuxièmement, dans les temps passés, les **hommes de génie ont affronté peu de concurrence** et étaient assurés d'acquérir une grande notoriété. Leurs successeurs sont, quant à eux, perdus dans la foule des concurrents, ce qui leur donne beaucoup moins de chance d'accéder à la reconnaissance sociale.

La critique de Hazlitt est néanmoins vulnérable à plusieurs niveaux.

Premièrement, les créateurs actuels ont toujours l'option de se concentrer sur des publics spécialisés et élitistes. C'est d'ailleurs ce que font un certain nombre d'auteurs, de compositeurs, de peintres, etc.

Deuxièmement, une compétition plus intense peut également être un stimulant efficace plutôt qu'une cause de découragement. L'émulation amène les artistes à se surpasser. Un peu comme les sportifs d'ailleurs. La concentration de chefs d'œuvres artistiques à certains endroits et à certaines périodes (l'Athènes de Périclès, la Florence de la Renaissance, le Paris de l'Art Nouveau, etc.) prouve que **la rivalité promeut la qualité plutôt qu'elle ne la décourage**. La rivalité entre **Paul McCartney et John Lennon** à l'intérieur du groupe les poussèrent successivement à écrire les chansons les meilleures et les plus innovantes qu'ils pouvaient. Une fois que les Beatles se séparèrent, aucun des compositeurs survivants ne put jamais rééditer des succès commerciaux d'une telle ampleur.

Troisièmement, les artistes de génie n'éclosent pas toujours au début de leur genre. Les artistes italiens cités par Hazlitt furent précédés par l'art médiéval des siècles précédents. Shakespeare provient d'une longue tradition du drame anglais. Dante, le poète épique, est précédé de 2000 ans par Homère (qui, lui-même, figure dans la liste de Hazlitt). En réalité, **on a l'illusion que les artistes de génie inventent leur genre** tout simplement parce qu'on identifie la naissance du genre avec ces artistes.

Bernard de Chartres, qui mourut en 1126, décrivait les individus de son temps « comme des **nains juchés sur les épaules de géants** ». Tyler Cowen pense que les artistes créateurs de n'importe quelle période sont « des géants juchés sur les épaules d'autres géants ». L'écrivain n'est en rien devenu un nain ou une figure mineure. En réalité, **le XX^{ème} siècle a produit des géants littéraires** : Eliot, Joyce, Rilke, Mann, Kafka, Yeats, Proust, etc.

En réalité, ce n'est pas la culture commerciale mais les pessimistes culturels qui, par leurs considérations visant à diminuer le mérite des écrivains contemporains,

pourraient, s'ils en convainquaient les critiques et le public, parvenir à **décourager les créateurs**.

Chapitre III : La cité prospère comme centre de l'art occidental

Trois caractéristiques distinguent clairement l'économie des arts visuels des autres activités artistiques.

Premièrement, la plupart des œuvres d'arts visuelles, l'écrit excepté, ne peuvent être reproduites sans une baisse significative de la valeur des unités suivantes.

Deuxièmement, la peinture et la sculpture tendent à se concentrer dans les villes beaucoup plus que n'importe quelle autre forme artistique. Un relativement petit nombre de villes - Florence, Amsterdam, Paris et New York - ont joué un rôle central dans l'histoire de l'art occidental. Pourquoi ? Parce que le commerce favorise la **concentration d'amateurs d'art riches et éduqués**. Un rassemblement de réseaux de **galeries**, de marchands d'art et de **salles de vente** renforce l'attractivité de la ville pour les artistes qui viennent de partout. Ces derniers montent sur la ville non seulement pour vendre leurs œuvres mais pour apprendre des autres artistes et étudier les vieilles peintures exposées dans ces centres culturels.

Troisièmement, la peinture et la sculpture dépendent fortement des matériaux nécessaires à la création. Beaucoup de genres artistiques ont pu s'épanouir à partir de progrès technologiques préalables (peinture à l'huile, coulée de bronze, etc.). Les révolutions technologiques anticipent souvent les révolutions artistiques. Le coût décroissant des matériaux a fortement influé sur l'histoire de l'art. La ville est également plus propice à l'apparition d'une atmosphère de liberté qui permet aux artistes de déployer tous leurs talents.

Les racines de la Renaissance

La révolution artistique florentine commence par une révolution commerciale. Aux XIII^{ème} et XIV^{ème} siècle, les cités-Etats italiennes s'imposent comme des puissances économiques et culturelles avec la cité de Bruges et, plus tard, celle d'Anvers. Parmi les cités-Etats, **Florence** a laissé l'héritage artistique le plus riche. Son succès résulte de l'influence combinée d'un **grand nombre de facteurs** : la richesse, une tradition d'expertise manufacturière, l'artisanat de luxe, une décentralisation, un système de gouvernement favorable au commerce et la philosophie humaniste de la Renaissance. **Le commerce crée la prospérité**, fournit de l'emploi, satisfait les besoins des acheteurs, sécurise la force de la république et **permet de financer des artistes** tels que Brunelleschi, Donatello, Masaccio, Giotto, Ghiberti, Botticelli, Fra Angelico, Fra Filippo Lippi, Léonard, Raphael, Michel-Ange et quantité d'autres artistes des générations suivantes.

Des forces d'appoint stimulant la créativité

Le succès économique de Florence s'enracine dans son industrie textile (d'abord la laine puis la soie), le commerce des produits textiles et le **secteur bancaire**, particulièrement la **banque des Médicis**, la plus importante en Europe. Cette banque, qui récoltait les fonds des marchands locaux et étrangers ainsi que ceux de la papauté, possédait des succursales partout en Europe. Les Médicis et les autres familles de banquiers devinrent les premiers gros clients des artistes florentins.

Florence s'est spécialisée dans l'industrie du vêtement. La qualité de son artisanat était basée sur des connaissances techniques et une parfaite maîtrise dans l'exécution. La laine florentine non traitée était de qualité inférieure. En conséquence, les **travailleurs florentins ont développé un grand savoir-faire** pour la traiter. Une fois cette expertise acquise, les Florentins importèrent de la laine de premier choix pour arriver à un produit fini d'une qualité exceptionnelle qui était alors exporté partout en Europe. **Les artisans florentins n'en restèrent pas là.** Ils se spécialisèrent dans la soie, les fourrures, le bois, la pierre, le marbre, l'or, les bijoux, etc.

Voilà qui explique la **qualité exceptionnelle de l'art florentin : à la base de cette activité artistique, il y a un artisanat de toute première qualité.** Les artistes florentins furent au départ des artisans commerciaux qui reçurent le savoir-faire acquis au fil des siècles par leurs prédécesseurs. Tous les Florentins qui devinrent des artistes célèbres après 1300, en ce compris Léonard de Vinci, Michel-Ange, Cellini et Vasari, ont reçu une formation d'artisan. Formés à produire de petits articles destinés à la vente, chacun d'entre eux continua à faire de l'artisanat jusqu'à la fin de sa vie et la plupart furent de **bons hommes d'affaires.** Les magasins d'artisans florentins ressemblaient à nos magasins d'ameublement et de décoration à la mode. La classe commerçante enrichie y trouvait une très grande diversité d'objets pour ses intérieurs et passait des commandes spéciales pour des occasions comme les mariages ou les fêtes.

Des forces encourageant la créativité du côté de la demande

La plupart des artistes commencèrent leur métier dans un atelier. Ces ateliers produisaient des biens à destination des ménages de la classe marchande. Peu à peu, les artistes **s'affranchirent** des ateliers pour répondre à des commandes plus ambitieuses de leurs clients qui, dans des conditions de prospérité croissante, prirent l'habitude de consommer énormément. Avec le temps, l'importance de ces ateliers déclina et ce qui leur succéda, c'est l'artiste créateur dont le nom restait attaché à chacun des objets produits par lui. **Beaucoup d'auteurs décrivent les personnes qui ont financé l'art florentin comme des mécènes. En réalité, ces gens furent d'abord et avant tout des clients** qui payaient pour des biens et des services.

Les artistes de la Renaissance les plus renommés ne furent pas des artistes de cour. Ils vendaient leurs travaux à une grande variété d'acheteurs de la ville, de la péninsule italique et de différents pays d'Europe du Nord. Ces acheteurs incluaient les riches marchands, les églises, les comités, les monastères, les couvents, les guildes com-

merciales, les municipalités, la classe des propriétaires, etc. Les artistes, même renommés, produisaient un peu de tout. Le « Printemps » de Botticelli est, à l'origine, une peinture destinée à couvrir le dos d'un large banc. Les expositions publiques d'artistes renforçèrent l'intérêt croissant des acheteurs pour les artistes en vue.

La croissance de la liberté de création pour l'artiste

A mesure que progressait la Renaissance, **les artistes jouirent d'une liberté toujours plus étendue dans l'exercice de leurs facultés imaginatives.** Les contrats ne précisaient plus les détails exacts de la commande et laissaient à l'artiste le soin de les régler. Devenus financièrement indépendants et auréolés de leur renommée, les artistes pouvaient se permettre d'accepter uniquement les projets qui leur agréaient. **Michel-Ange a même refusé une commande du pape Jules II, un des hommes les plus puissants du XVI^{ème} siècle.** Quand Lorenzo Ghiberti produisit la seconde porte du célèbre Baptistère, il y grava, bien en évidence, une sculpture de lui-même dans les ornements du panneau et à proximité de Dieu. Cet autoportrait illustre bien l'individualisme de la Renaissance.

Le gouvernement comme client et les Médicis

Le système de gouvernement florentin était également un client des artistes. L'économie florentine était organisée en 7 guildes et certaines devaient gérer et entretenir des bâtiments publics. **Les guildes étaient des institutions à moitié privées et à moitié publiques qui combinaient les caractéristiques de l'Etat et du marché.** La compétition entre ces guildes pour acquérir de l'influence politique les motiva à commander des travaux artistiques de très haute qualité pour promouvoir leur réputation. Tant le Baptistère de Ghiberti que le Dôme de Brunelleschi ont été financés par la guilde des marchands de laine.

Le rôle des Médicis comme promoteurs de l'art florentin a souvent été mal compris et surestimé. Cette famille n'octroyait pas des subsides gouvernementaux. Les Médicis des premiers temps étaient simplement des clients fortunés. Ils jouèrent alors un rôle éminemment positif. **Côme l'Ancien, le Médicis qui contribua le plus au financement des arts, initia plusieurs commandes pour son palais mais avec ses fonds privés.** Pas avec ceux de l'Etat. Mais les Médicis, contrairement à la légende, ne jouèrent jamais un rôle dominant dans le financement des arts à Florence. Cette surestimation trouve son origine dans un livre de Vasari qui – financé par les Médicis eux-mêmes – a construit un mythe sur les Médicis à des fins de propagande.

Avancées dans les matériaux et les techniques

La révolution commerciale à la Renaissance n'a pas seulement stimulé la demande pour l'art. Elle a aussi procuré des matériaux propices à la création artistique.

Marbre et bronze

La prospérité économique et l'ingéniosité des ingénieurs permirent à l'Europe de reprendre la technique de la **sculpture du bronze et du marbre, laquelle avait été abandonnée à la chute de l'empire romain** au V^{ème} siècle. Le Haut Moyen Age coïncida avec une contraction du commerce, un déclin des villes et la concentration des activités dans des petites seigneuries féodales. L'extraction du marbre et son transport reprirent vers 1300, stimulés en cela par l'explosion des cathédrales. Le marbre est très coûteux à extraire et à déplacer. La sculpture du marbre requiert des techniques d'ingénierie complexes pour transporter la statue achevée. Rien que la manipulation du bloc dans l'atelier du sculpteur nécessite toute une infrastructure. Le travail du bronze implique également des ressources économiques très conséquentes. Le bronze est un moyen d'expression artistique dont le coût est dix fois plus élevé que celui utilisant le marbre.

Papier et dessin

La diminution du prix du papier encouragea l'utilisation du dessin pour les esquisses préparatoires et donna naissance au dessin comme une forme artistique à part entière. Dès le XVI^{ème} siècle, les dessins étaient activement recherchés et commercialisés. Si l'on en croit les archives dynastiques, le papier fut inventé en Chine un siècle avant JC et se diffusa vers l'Ouest grâce aux Arabes. On prétend que ce sont des prisonniers chinois détenus à Samarcande qui en enseignèrent le secret à leurs ravisseurs au VIII^{ème} siècle. **Le dessin sur parchemin était laborieux, fastidieux** et s'apparentait à une forme de gravure. Le parchemin n'était pas adéquat pour tracer des esquisses et procéder à des expérimentations. L'art du dessin se répandit à la Renaissance quand le prix du papier diminua et que ce dernier remplaça avantageusement le parchemin. La production de papier explosa peu après l'invention de l'imprimerie au XV^{ème} siècle. Le succès du commerce de documents imprimés permit l'amélioration qualitative du papier.

L'invention de la perspective

L'invention de la perspective rompit avec les tableaux médiévaux, plats et unidimensionnels, car incapables de créer un sens précis de la profondeur et permit aux artistes de représenter la distance et la profondeur sur une surface à deux dimensions. Le Florentin **Brunelleschi passe pour être l'inventeur de cette technique représentative** qui fut adoptée par tous les artistes par la suite (Masaccio, Masolino, Donatello, etc.). Les origines exactes de l'inspiration de Brunelleschi demeurent obscures

Le nouvel univers de la peinture à l'huile

Les deux peintres les plus renommés de Florence, Léonard et Raphaël, peignirent en utilisant de l'huile. La peinture à l'huile améliora grandement l'art de la peinture. Auparavant, on recourait à la fresque ou à la détrempe. L'huile réfléchit la lumière à un degré supérieur et produit un jeu des couleurs beaucoup plus intense. Les erreurs peuvent être corrigées très rapidement contrairement à la peinture à la détrempe.

Toutes ces innovations technologiques ont été rendues possibles par l'économie de marché qui a permis, grâce au commerce, aux villes italiennes de s'enrichir mais aussi de créer ou de renforcer des contacts avec d'autres cultures qui possédaient déjà ces techniques.

Les contradictions culturelles du capitalisme ?

Les révolutions économiques et artistiques de la Renaissance sont basées sur le désir de consommation et de divertissement. On le voit, l'idée que l'éthique protestante de l'abstinence est indissolublement liée au destin du capitalisme, comme le prétend le sociologue Max Weber, n'était pas un point de vue prédominant à cette époque.

L'expérience florentine suggère un point de vue plus optimiste que la théorie de Daniel Bell sur les contradictions culturelles. **Bell, un pessimiste culturel, estime que la culture capitaliste promeut une mentalité consumériste irresponsable.** Pourquoi irresponsable ? Parce qu'elle brise l'éthique puritaine nécessaire au maintien de l'économie capitaliste. Pourtant, la **Renaissance florentine, le XVIII^{ème} siècle anglais et l'Amérique de la seconde moitié du XX^{ème} siècle contredisent la thèse de Daniel Bell.** Nous observons dans chacun de ces cas une économie capitaliste relativement saine se développant de concert avec une éthique du plaisir propice à la créativité artistique. L'éthique du plaisir est typiquement associée avec l'émergence du capitalisme et non pas à son déclin. La Renaissance florentine fut simultanément le lieu de naissance du capitalisme et celui de la culture des carnivals, des festivals publics, des danses et des fêtes.

Rompant avec les traditions médiévales, les créateurs florentins peignirent et sculptèrent le corps de la femme comme un objet sensuel de délices. **Les « nus » picturaux cessèrent d'être les figures honteuses exclues du Paradis mais les corps voluptueux et sensuels des femmes, objets de délices.** Le corps est célébré et idéalisé chez Botticelli, Fra Filippo Lippi, Fran Angelico et Raphael. Michel Ange et Leonard de Vinci suggèrent, dans leurs œuvres, l'homosexualité, le caractère androgyne et la déviance.

Le prêcheur iconoclaste Savonarole était l'ennemi de l'art florentin et du capitalisme. Il prônait une éthique de l'austérité. Il attaqua la sécularisation de l'art florentin, notamment les portraits naturalistes de la Vierge, les robes à la mode des Madones et les représentations qui faisaient implicitement ressembler la Sainte Vierge à une prostituée. **Il avait très bien compris** que cet art prétendument religieux avait un **agenda caché** entièrement différent : celui de **magnifier l'humanité.** En réponse, Savonarole brûla des œuvres d'art et des livres sur la place publique.

Déclin de la Renaissance florentine

Le déclin de la Renaissance florentine illustre **l'importance des facteurs qui ont initialement supporté la croissance économique et artistique de Florence.** Le sort de l'art florentin fut scellé lorsque Florence et l'Italie en général perdirent leur

suprématie économique. Le point de bascule, c'est la première moitié du XVI^{ème} siècle lorsque la France et l'Espagne impliquèrent Florence dans des conflits étrangers. Après que la France eut envahi l'Italie, celle-ci devint un terrain de disputes entre la France et le Saint Empire romain.

La domination des Médicis plaça un fardeau supplémentaire sur la créativité florentine. **La crainte de la puissance espagnole transforma cette prospère république bourgeoise en une autocratie.** La centralisation politique assura aux Médicis une domination sur l'art florentin. Vers 1550, **Côme Ier** (distinct de son ancêtre Côme l'Ancien) dirigea Florence d'une main de fer et centralisa le financement de l'art dans son cabinet. Il finança quantité de travaux mais restreignit aussi les sources concurrentes du mécénat provenant des ordres religieux, des guildes, des confraternités et des familles. **La centralisation du mécénat fut à la fois l'effet et la cause du déclin artistique de Florence.** La mise en place de la Contre-réforme et la censure papale rendirent l'Eglise Catholique plus autoritaire et moins tolérante en matière d'innovation artistique.

L'Art dans les Pays-Bas et l'âge d'or hollandais

Quand le rayonnement des cités-Etats italiennes s'affaiblit, la domination en matière économique et artistique se déplaça au Nord de l'Europe et plus particulièrement aux Pays-Bas. L'épanouissement artistique des Pays-Bas avait commencé au XV^{ème} siècle. **Des Cités telles que Bruges ou Anvers, qui ont profité d'un standard de vie particulièrement élevé,** donnèrent naissance à la seule tradition artistique en mesure de rivaliser avec les Italiens durant le Renaissance : Jan van Eyck, Gérard David, Roger van der Weyden, Jérôme Bosch, Pierre Breughel, Paul Rubens, etc.

La Hollande offrait un **cadre favorable pour la production artistique et la vente d'objets d'art.** C'était un **pays riche, cosmopolite, tolérant et innovant.** Les Hollandais n'avaient pas de monarchie mais étaient gérés par une classe de bourgeois dans un système décentralisé. Au XVII^{ème} siècle, **la nouvelle république hollandaise devint le pays le plus riche du monde et le centre mondial du commerce.** Cela conduisit à une **explosion artistique.** Les nouveaux arrivants, qui venaient de l'Europe entière, donnèrent à la ville cette atmosphère spéciale de cosmopolitisme et de tolérance. La plupart des meilleurs artistes hollandais ne naquirent pas à Amsterdam mais s'y fixèrent pour participer au développement phénoménal du marché de l'art.

Le capitalisme hollandais a fourni au marché de l'art une **solide classe moyenne supérieure.** Les nobles hollandais, les riches marchands, les citoyens transformèrent leurs habitations en petites galeries d'exposition. Même les paysans et les fermiers achetaient des tableaux. Au milieu du XVII^{ème} siècle à Delft, **environ 2/3 des 30.000 ménages vivaient dans des maisons avec au moins un tableau.** Au moins 40.000 peintures étaient pendues dans 4000 maisons de la ville et 10% de ces dernières étaient de qualité.

Les relations contractuelles sur le marché hollandais différaient des relations contractuelles florentines. Les Italiens peignaient sur commande et en fonction d'instructions préalables. Les peintres hollandais, par contre, peignaient d'abord et vendaient par la suite aux acheteurs potentiels. Les peintures étaient vendues dans des foires, dans des marchés et par l'intermédiaire de vendeurs s'adressant à de grandes audiences. Les peintres qui se vendaient le mieux, tels que Rembrandt, s'entouraient d'un nombre important d'étudiants et produisaient dans des ateliers collaboratifs. Cela leur permit d'assurer à leurs toiles une très large diffusion.

Tout comme la Renaissance florentine, l'âge d'or flamand cessa lorsque le pays fut victime de la guerre et du déclin économique. La république hollandaise était trop petite pour affronter les puissances militaires de l'Angleterre ou de la France. Les guerres de 1670 contre ces deux pays conduisirent à une stagnation économique. Le marché de l'art s'effondra, forçant les peintres à se reconvertir dans des métiers non artistiques.

La croissance des marchés de l'art français

Le XVIII^{ème} siècle voit naître en Europe des marchés de l'art très actifs à Rome, Londres, Paris et Venise. En France, ce marché de l'art, misant sur l'avant-garde, supplanta progressivement les écoles et les styles classiques subventionnés par le pouvoir en place. **L'Académie des Beaux-arts était le lieu du contrôle gouvernemental qui s'exerçait sur l'art depuis le XVII^{ème} siècle au moins.** Elle contrôlait l'Académie française à Rome, le Salon des expositions publiques et un réseau de galeries

Le Salon se révéla être une institution nocive lorsqu'il refusa de promouvoir l'École de Barbizon, les Impressionnistes et les post-Impressionnistes, considérés aujourd'hui comme les peintres français les plus illustres. Ces peintres se rebellèrent contre le Salon. Pour survivre, ils contribuèrent à la **création du marché de l'art moderne avec ses galeries, ses marchands, un marketing agressif et un réseau de distribution.** L'épanouissement artistique français du XIX^{ème} siècle - impressionnisme, post-impressionnisme, Ravel, Debussy, Balzac, Hugo, Zola et Proust - se déroula dans un climat d'opposition explicite aux académies gouvernementales.

Alors que les établissements gouvernementaux fléchissaient dans leur opposition à ce nouveau style, **Napoléon III aida à la création du Salon des Refusés en 1863.** Mais les gouvernements qui suivirent revinrent à leur hostilité première. Les œuvres impressionnistes qui furent acceptées dans ce Salon des Refusés ne pouvaient l'être qu'à condition de constituer un compromis entre ce nouvel art et les canons académiques. Le Salon rejeta des innovateurs tels qu'Henri Rousseau, Odilon Redon et Auguste Rodin. **En réaction, un grand nombre d'artistes** (Monet, Renoir, Sisley, Degas et Morisot) s'organisèrent en un mouvement dit des « **Indépendants** » et organisèrent leurs propres expositions dans les années 1870. La quatrième exposition des Indépendants en 1879 fut un véritable succès. Paul **Gauguin**, qui avait été horripilé par les tendances centralisatrices du Salon et du financement gouvernemental de l'art, écrivit ces phrases amères :

«Le talent des Indépendants est un exemple qui suffit à montrer l'inutilité d'un budget et la futilité d'un département officiel des Arts. Les mots de Courier sont toujours vrais: **ce que l'Etat encourage languit, ce qu'il protège dépérit**» (Paul Gauguin, Ecrits d'un sauvage).

C'est donc à partir des années 70 (du XIX^{ème} siècle) que **les artistes parvinrent à vivre et même à s'enrichir en vendant leurs peintures à des particuliers en dehors du réseau du Salon**. Des marchands d'art entreprenants créèrent ce nouveau marché. Ils achetèrent directement les œuvres à l'artiste et développèrent un art de la promotion d'une envergure qui aurait paru inimaginable aux Florentins et aux Hollandais des époques précédentes. Dans les années 1880, une tournée triomphale des Indépendants se déroula en Amérique et à travers l'Europe. La **demande subséquente provenant du marché américain** et d'autres pays européens (dont la Russie) **fut une source d'enrichissement appréciable** pour les artistes et les distributeurs (dont le fameux Durand-Ruel).

La **prospérité de la France à cette époque conduisit ce pays à développer une véritable industrie du divertissement en France**. Le marché de l'art prit son envol dans une société où il y avait pléthore de foires, de cirques, de cabarets, de casinos, de salles de danse, de bateaux de plaisance, de pistes de course, de lieux de vacances et de cafés. Au Bon Marché, **premier supermarché de l'histoire**, les clients trouvaient sous un seul toit tout ce qui était nécessaire à leurs besoins. Les **techniques modernes de présentation des tableaux s'inspirèrent directement de ces supermarchés**. Les marchands d'art avaient remarqué que les commerçants attiraient le chaland en présentant à leur devanture et en nombre limité leurs plus luxueuses marchandises. Ils firent de même en pendant quelques beaux tableaux dans un cadre luxueux. Précédemment, ils se contentaient de suspendre le maximum de tableaux qu'ils pouvaient sur un mur. Les Impressionnistes virent ce nouveau monde des plaisirs comme un sujet qui méritait d'être peint plutôt qu'un symbole de décadence.

Comme toujours, la logique capitaliste, stimulant le progrès technologique, influa indirectement sur l'évolution de l'art. De **nouveaux pigments furent découverts** grâce à la technologie industrielle. La palette impressionniste bénéficia de pigments constitués de matériaux synthétiques et inorganiques tels que le chrome, le cadmium, le cobalt, le zinc, le cuivre et l'arsenic.

Le monde de l'art moderne et contemporain

Les institutions du monde de l'art telles que nous les connaissons étaient déjà largement en place dès les années 20. Picasso, plus peut-être que n'importe qui d'autre, inventa et excella dans l'art du marketing artistique. Il fut le premier peintre à devenir une célébrité médiatique dans tout le monde occidental. La demande du marché se déplaçait de plus en plus vers les Etats-Unis. La **prospérité industrielle américaine** créa une nouvelle catégorie de collectionneurs : des **hommes d'affaire qui amassèrent des collections comparables ou même supérieures à celles des anciens rois**. Barnes, Hearst, Mellon, Morgan, Frick, Gardner, Rockefeller, Whit-

ney, Dale, Clay, Carnegie, Widener, Quinn, Freer, Walters, Guggenheim et quantité d'autres dépensèrent leur argent en achetant une **large variété d'œuvres d'art provenant de partout en ce compris l'Asie, l'Afrique et les deux Amériques.**

Aujourd'hui, nombreux sont les Européens à se plaindre que les Américains envahissent l'Europe avec leurs films. Mais à l'époque où les peintres français et européens tenaient le haut du pavé, ils inondèrent le marché américain de leurs toiles qu'ils vendirent à des prix défiant toute concurrence. **La peinture américaine prit alors le leadership dans le monde de l'art à partir de 1950, après que la seconde guerre mondiale fit perdre à Paris son rôle de centre de l'art occidental.** New York City, et Manhattan en particulier, devint le point central. Toute une série de peintres européens s'enfuirent du continent pour échapper à la guerre et au chaos et s'installèrent aux Etats-Unis: Mondrian, Léger, Chagall, Gropius, Moholy-Nagy, Mies van der Rohe, Ernst, Tanguy, Breton et Duchamp.

Le prestige grandissant des peintres américains renforça New York dans son rôle de centre du monde de l'art. Naquit ainsi l'expressionnisme abstrait (Pollock, de Kooning, Rothko, Kline et Newman, autant de pauvres bohémiens qui devinrent des célébrités dans les années 40 et 50). Le « pop art » succéda à ce mouvement à la fin des années 50 et début des années 60 (Andy Warhol, James Rosenquist, Robert Rauschenberg, Jasper Johns, Roy Lichtenstein, etc.).

La Domination de la distribution

L'art contemporain place le marketing et la distribution à la première place. L'importance des distributeurs, cette catégorie intermédiaire entre l'artiste et le public, n'a cessé de croître. Comme l'offre est devenue à ce point abondante et diversifiée, ces intermédiaires se réfèrent eux-mêmes aux critiques d'art et aux journalistes spécialisés. La force croissante des distributeurs et des intermédiaires a, malgré ses inconvénients, amélioré le marché de l'art à pas mal d'égards. Les intermédiaires ont des incitants financiers très puissants à découvrir de nouveaux talents. Quant aux acheteurs et investisseurs, ils gardent un œil attentif sur ce marché.

Les peintres et les sculpteurs les mieux établis produisent pour une clientèle internationale. Mais la classe **moyenne supérieure participe au monde de l'art bien plus largement que par le passé.** Les artistes pratiquent d'ailleurs une discrimination des prix de façon à ne pas toucher que la clientèle la plus fortunée mais également des amateurs aux moyens plus modestes. Il est possible d'acheter de belles gravures contemporaines exécutées par des artistes renommés pour quelques milliers de dollars. D'ailleurs, la plupart des œuvres d'art vendues aux enchères par Christie's sont dans cet ordre de prix. On le voit, la pression de la culture de masse n'a pas freiné le progrès continu des styles d'avant-garde. Par ailleurs, le marketing artistique est devenu beaucoup plus pluraliste et multiculturel, se tournant vers l'art ethnique et extra-européen. Le statut et la participation des femmes dans le marché de l'art ont augmenté de manière constante au cours du XX^{ème} siècle.

Une première critique communément formulée contre ce marketing porte sur le favoritisme, l'adulation et la focalisation sur des minorités spécifiques (afro-américains, femmes, etc.) **de ce système qui, dit-on, échoue à découvrir les artistes qui n'ont pas d'aptitudes à se vendre eux-mêmes.** Or, ce n'est pas parce qu'on n'a pas l'envie et l'énergie de faire de l'autopromotion comme Andy Warhol qu'on est nécessairement un mauvais artiste. Ceci est vrai, répond Cowen. Néanmoins, le système permet aussi de recourir à des intermédiaires commerciaux pour décharger les artistes du fardeau de l'autopromotion. Ces marchands sont la preuve que ce marché s'est suffisamment développé que pour permettre une division adéquate des tâches.

Une seconde critique pointe le fait que le système de promotion et de distribution de l'art contemporain a diminué considérablement les chances de devenir un artiste à succès. La plupart des peintres - en réalité, la majorité écrasante de ceux qui essayent de devenir peintres professionnels - perdent de l'argent plutôt qu'ils n'en gagnent.

Il est vrai que **le marché est devenu plus compétitif.** Il y a beaucoup plus d'artistes maintenant que par le passé mais il est devenu beaucoup plus dur aujourd'hui de s'imposer comme artiste que par le passé. Ce paradoxe apparent peut être élucidé par une comparaison avec le sport professionnel. Un individu avec un certain talent avait, en 1950, beaucoup plus de chances de jouer en tant que professionnel que maintenant. **Le sport était moins compétitif par le passé.** Aujourd'hui, le combat à mener pour parvenir au sommet est beaucoup plus exigeant. Ceci indique que le **sport a évolué de manière ascendante** et non pas que le sport a décliné. Le nombre de joueurs, le nombre de vedettes et la qualité générale du jeu ont considérablement augmenté. Quel que soit le domaine, la difficulté croissante de se faire reconnaître est le signe que le système fonctionne de mieux en mieux et non pas qu'il est défaillant.

Tendances actuelles et futures

Le monde contemporain de l'art a commencé à réduire sa dépendance à la centralisation géographique. Les distributeurs et autres intermédiaires assurent désormais les tâches qui, auparavant, nécessitaient que l'artiste vive à proximité de la ville centrale. Les moyens modernes de communication et la haute qualité des reproductions en couleur ont également réduit le besoin d'une centralisation géographique. Ce phénomène est d'ailleurs identique pour les affaires, les finances et les banques. Les forces compétitives tendent à briser la concentration de l'activité économique. Le développement des nouveaux médias artistiques (photographie, art vidéo, etc.) contribue également à ce phénomène.

A long terme, la facilité, toujours croissante, à reproduire des œuvres d'art sera sans doute une des tendances dominantes de ce marché. Peut-être les générations futures pourront-elles posséder une copie en trois dimensions de leur œuvre favorite sans qu'il soit encore possible de distinguer à l'œil nu l'original de la copie. **Le monde de l'art y perdrait et y gagnerait en même temps.** Comme l'écrivait déjà le philosophe Walter Benjamin (1892-1940), la reproduction fait perdre à l'œuvre d'art son

« **aura** » qui est unique. D'un autre côté, les amateurs d'art auront un choix de menu beaucoup plus riche que maintenant. **Tout le monde pourra posséder son propre Cézanne** dont la reproduction sera à ce point fidèlement exécutée qu'elle donnera l'impression d'être l'original.

Chapitre IV: De Bach aux Beatles: le développement du marché de la musique

Le marché de la musique se caractérise par les records à la fois dans le domaine de la notoriété atteinte par les artistes, dans les sommes d'argent qu'ils touchent et qu'ils rapportent au secteur et dans la diversité des styles. Des sources de financement multiples et changeantes dans l'histoire expliquent cette extraordinaire diversité : les Eglises, les salles de concert, la vente de partitions, la radio, la vente de reproductions électroniques, etc. ont chacun joué un rôle central dans la production musicale. **La musique diffère aussi de la peinture et de la littérature en raison de son accessibilité potentielle.** Beaucoup de gens n'achètent pas ou presque pas de livres et ne vont jamais visiter les galeries et musées mais la passion de la musique est quasiment universelle. On peut travailler, conduire et soutenir une conversation en écoutant de la musique. **La quantité et la diversité de la production musicale ont atteint des sommets une fois que les technologies d'enregistrement et de diffusion virent leurs coûts chuter.** Certains auteurs affirment que ce processus conduit les auditeurs à ne plus s'intéresser aux artistes mineurs et réduit dès lors la diversité. Cowen pense l'inverse : les auditeurs ont différents goûts et ne s'accordent pas entre eux sur la question de savoir qui sont les artistes importants ou non. L'évolution du marché de la musique a permis à un grand nombre d'artistes moins connus de toucher une audience beaucoup plus large que précédemment.

L'essor de la musique occidentale

Comme beaucoup de formes artistiques, l'histoire de la musique occidentale plonge ses racines les plus profondes dans la Renaissance. Les artistes étaient financièrement soutenus par l'église et par les cours. Dès lors, le pouvoir politique et religieux exerçait une maîtrise sur les compositions. Comme la musique européenne devint rapidement assez complexe, on inventa un système de notation musicale car les compositions ne pouvaient être retenues de mémoire. L'histoire de la musique et de la notation sont entremêlées depuis le début. **On imprima très rapidement ces musiques mais les artistes, financièrement dépendant de leurs mécènes, ne pouvaient vendre leurs compositions aux riches marchands.** Dans les premiers temps, les compositeurs les plus éminents gagnaient moins que leurs homologues peintres ou sculpteurs et bénéficiaient d'un statut social inférieur. Ainsi, Monteverdi, considéré par beaucoup comme le meilleur compositeur du tournant XVI^{ème}-XVII^{ème}, ne pouvait composer librement.

Par la suite, les compositeurs de la Renaissance et de l'ère baroque devinrent itinérants pour trouver un degré raisonnable de liberté créative. Bach et Telemann tirèrent avantage de la décentralisation musicale de l'Allemagne et déménagèrent à plusieurs reprises dans leur vie pour profiter d'opportunités plus intéressantes dans d'autres régions. **Dans son premier poste, Jean-Sébastien Bach travaillait avec des musiciens ignares.** Il reçut même des coups de bâton d'un musicien irascible. Il changea souvent d'employeur. Même après avoir composé sa magnifique *Passion selon Saint-Matthieu*, il était encore contraint de perdre une bonne partie de son temps à satisfaire des devoirs non musicaux, à flatter la noblesse et l'ignorance de son employeur. **C'est seulement à la fin de sa vie qu'il commença à gagner beaucoup d'argent dans le marché des concerts qui était en train d'éclorre.** Georg Friedrich Telemann fut, quant à lui, le premier musicien à développer une activité qui lui permit de s'émanciper des patrons et autres protecteurs.

L'essor de la publication et des partitions

Au départ, les partitions étaient un moyen de conserver la musique plutôt que de la commercialiser. Le système compliqué de notation rendait l'impression beaucoup plus coûteuse que l'impression d'un livre. Au XVIII^{ème}, il était meilleur marché de passer commande d'un nouveau morceau plutôt que d'acheter une copie de la partition d'un ancien morceau. **L'essor de la classe moyenne bourgeoise au XVIII^{ème} siècle apporta la musique dans de nombreuses maisons.** Les compositeurs commencèrent à vendre leurs partitions pour permettre aux amateurs de jouer leurs morceaux à la maison. Les membres de la famille jouaient la musique ensemble après le dîner en mélangeant le piano, la voix et les cordes. **Ces soirées musicales fournirent un marché pour la vente de partitions et un terrain d'entraînement pour les générations ultérieures de compositeurs.**

La **tradition de la « Hausmusik »** était extrêmement développée dans les pays germaniques. La raison en est que la culture germanique, avec ses rapports familiaux très étroits, valorise les activités à domicile. Comparée aux autres cultures européennes, la famille germanique accorde moins d'importance aux domestiques, aux voisins et aux relations extérieures qu'à la famille proche. **C'est la sphère privée de la famille qui fournit l'amitié, la socialisation et le divertissement, en particulier grâce à la musique.** Ceci explique pourquoi tant d'illustres compositeurs - Bach, Haydn, Mozart, Schubert, Brahms et quantité d'autres - ont pu émerger à cette époque dans cette partie du monde. **Ces individus étaient déjà de bons exécutants à l'âge de dix ans.** Avant leur majorité, ils pouvaient déjà trouver divers emplois musicaux. Comme les mathématiques, la musique nécessite de commencer très jeune. A cet égard, la culture musicale germanique et autrichienne offrait un avantage indéniable aux compositeurs potentiels.

Le contexte économique de Mozart et de Haydn

Les carrières de Mozart et de Haydn témoignent de l'audience croissante dont bénéficia le secteur musical à cette époque et de l'augmentation subséquente de la liberté créatrice en matière musicale. Les commissions privées remplacèrent progressivement

les patronages. Princes, hauts-fonctionnaires, amateurs musicaux, paroisses, organisateurs de concerts, etc. commandaient des compositions pour des festivals, des traités de paix, des mariages, des funérailles, etc. Les compositeurs sautèrent sur l'occasion pour acquérir une indépendance financière. Le patronage était lourd à porter : **le mécène de Haydn, le prince Esterhazy, lui avait interdit de se marier. Sa brillante période « Sturm und Drang » prit fin** lorsque le prince lui demanda de se modérer. Ses compositions devinrent soudainement moins tragiques et, pour beaucoup, moins intéressantes. Il finit par s'affranchir progressivement de son mécène en renégociant son contrat en 1791. Devenu libre, ses revenus atteignirent rapidement des sommets, sa renommée se répandit partout en Europe et il mena la vie d'un millionnaire.

Comme Haydn, Mozart commença sa carrière dans l'environnement éminemment fertile de Vienne. Vienne était probablement la cité germanique la plus riche et la plus importante de son époque. Lui aussi se libéra des contraintes du patronage. Il était « *Konzermeister* » à Salzbourg mais décida de quitter la sécurité d'un appointement fixe pour poursuivre une carrière lucrative de compositeur vivant de commandes. **Il mena la vie confortable d'un membre de classe moyenne supérieure durant la quasi-totalité de sa vie.** Sa carrière dément le mythe de l'artiste mourant de faim. Les « crises » financières de Mozart survinrent à la fin des années 1780 quand une variété de facteurs défavorables s'accumulèrent. Lui et sa femme tombèrent malades et subirent, comme tous les Viennois, les conséquences économiques de la guerre avec la Turquie : un grand nombre de nobles - les clients de Mozart - quittèrent Vienne. L'inflation grimpa rapidement en raison de la dévaluation qu'on fit subir à la monnaie pour payer la guerre.

Les lettres de Mozart exagèrent sa pauvreté. En réalité, dans ses plus pauvres années, Mozart gagnait néanmoins encore trois fois le traitement d'un médecin dans un hôpital viennois. Il vivait dans le meilleur quartier de Vienne et jamais ni lui ni Constance ne durent se défaire de leurs domestiques. **S'il passa par certaines difficultés financières, ce fut en raison de ses goûts dispendieux en matière d'habillement.** Quand il décéda en 1791, il avait reçu des offres d'emploi à Londres, en Russie, à Amsterdam et en Hongrie. Contrairement à la légende, il ne fut pas enterré dans la fosse commune mais eut droit à un enterrement standard.

Dès 1770, la plupart des compositeurs célèbres distribuent leurs œuvres par la vente de partitions. Mozart fut un peu lent à opter pour cette manière de procéder, en particulier à cause de son père qui, appartenant à une génération passée, l'avait découragé d'y avoir recours. Mais, **dès les années 1780, Mozart vend massivement ses compositions** de cette manière. La vente de morceaux pour la musique en chambre devint rapidement très profitable et permettait de toucher un large public dans les maisons. Au XIX^{ème} siècle, la vente de partitions s'accrût rapidement et ce alors même que les droits d'auteur n'existaient pour ainsi dire pas. A cette époque, il était rare que le compositeur puisse gagner de l'argent après la première performance. Ceci rappelle ce que nous avons dit à propos des auteurs de livres. **Les compositeurs étaient généralement payés par l'éditeur de la première partition mais cette dernière était rapidement reprise par d'autres éditeurs** (avec la complicité des graveurs) qui la publiaient et la

vendaient frauduleusement sans rémunérer son auteur. Il fallut attendre le XX^{ème} siècle pour se doter d'une législation satisfaisante à ce point de vue. Beethoven lui-même mena une campagne en ce sens.

Beethoven et le triomphe de la liberté créatrice

Beethoven est **l'archétype du héros romantique du XIX^{ème} siècle**. C'est durant l'existence de Beethoven que le marché des partitions explosa littéralement. A sa naissance, en 1770, les catalogues des vendeurs de partitions contenaient en moyenne entre 100 et 1500 articles. A sa mort, en 1830, une firme de Leipzig proposait 44.000 morceaux dans son catalogue. La **fortune considérable de Beethoven** provient de trois sources : les concerts, les bourses et la vente de partitions musicales. Il excella dans les trois domaines. Ses difficultés financières en fin de vie s'expliquent par l'hyperinflation autrichienne. S'étant assuré une indépendance financière, il adorait humilier la noblesse. Alors que Jean-Sébastien Bach signait les lettres qu'il adressait à ses employeurs en se présentant comme « le serviteur et l'esclave de votre sublime Grandeur », on raconte que Beethoven aurait un jour dit au prince Lichnowsky : « **Il y a eu des milliers de princes et il y en aura encore des milliers mais il n'y a qu'un seul Beethoven** ». Comme Mozart, il flirtait avec les idées subversives. Dans un esprit maçonnique, Mozart **plaidait pour une société harmonieuse et libérale**. Beethoven alla plus loin : Fidelio est un vibrant éloge à la liberté et une attaque contre les gouvernements injustes.

Haute culture musicale et culture musicale de masse

Au XVIII^{ème} et au XIX^{ème} siècle, les productions du monde musical avaient en commun, au-delà de la diversité des styles, de rencontrer les standards d'excellence et de ravir un public très large. **La distinction entre haute culture et culture de masse n'existait pas encore**. La **tradition de la « Hausmusik »** offrait au compositeur un public averti. Le compositeur accédait tout jeune à l'univers de la musique en raison même de cette tradition. La décision d'acheter de la musique était prise non par des adolescents mais par les membres âgés de la famille qui, souvent, appartenaient à la même génération que le compositeur.

Ce divorce entre haute culture musicale et culture musicale de masse commença à partir des derniers travaux de Beethoven tels que les quatuors à cordes et les sonates pour piano. Ces œuvres novatrices et audacieuses sont aujourd'hui considérées comme ses réussites les plus accomplies mais à l'époque, elles choquèrent la plupart des auditeurs. Beethoven n'en avait cure : il avait accumulé assez d'argent pour composer ce qu'il voulait sans plus tenir compte de la demande du marché. Voici donc un **autre avantage indirect du marché de l'art : l'indépendance financière de l'artiste**, acquise grâce au marché, **lui assure une liberté créatrice** qui s'affranchit même des contraintes du marché.

Le divorce permanent entre les deux cultures était encore à venir. Le classicisme fit place au romantisme. Franz Liszt devint une star de la culture européenne dont la notoriété peut, proportionnellement, être comparée à l'époque à celle des Beatles ou de Michael Jackson. La diversification croissante de la musique au XIX^{ème} favorisa une résurrection des styles du passé. Les **musiques de chambre de Brahms** représentent un tournant dans ce siècle. Beaucoup de compositions de Brahms étaient trop complexes que pour être jouées à domicile par des amateurs. Ses éditeurs s'en plainquirent mais Brahms maintint son style. **Richard Wagner écrivit de la musique qui ne pouvait être jouée que par des musiciens professionnels** et sur une scène seulement (Bayreut). Liszt, l'idole musicale européenne, suivit l'exemple de Wagner, quitta la scène et se retira à Weimar pour composer d'obscures musiques religieuses. Le divorce avec la musique populaire était sur le point d'être prononcé. **La génération suivante des compositeurs, menée par Stravinsky et Schoenberg, renversa le monde de la musique.** Schoenberg n'essaya pas de vivre de sa musique. Il travailla d'abord dans une banque, puis fut chef d'orchestre et passa l'essentiel de sa vie à enseigner l'art de la composition. Quand il donnait un concert, les invités étaient filtrés et il leur était interdit d'applaudir ou de manifester des signes visibles de désapprobation. Le compositeur américain **John Cage** illustre cette volonté de déconnexion par rapport au grand public : « **Si mon travail est accepté quelque part, je dois alors me déplacer à un endroit où il ne l'est pas** ».

L'essor de l'enregistrement et de la radio

Les innovations de Schoenberg et de Stravinsky furent accompagnées de révolutions technologiques dans le monde musical. On commença à enregistrer la musique à partir de 1870 et en 1909, 27 millions de phonographes étaient fabriqués chaque année. En 1920, les radios devinrent un objet commun dans les ménages. **A partir de ce moment, le divorce entre la musique ésotérique et la musique populaire était tout à fait prononcé** : on distingua clairement désormais le « **genre musical basé sur la composition** » d'un côté et le « **genre musical basé sur la performance** » (par exemple la country ou le rock and roll), de l'autre. La plupart des musiques du second genre sont conçues pour être enregistrées. Quand un artiste rock se produit sur scène, il imite l'enregistrement et les auditeurs connaissent généralement les enregistrements. **Le jazz est une forme d'hybride entre le genre musical basé sur la composition et celui basé sur la performance.** D'un côté, c'est un genre du XX^{ème} siècle : il est enregistré. D'un autre, l'enregistrement ne modifie que très faiblement sa nature : cela reste une musique vivante riche en improvisations.

L'enregistrement changea la nature du génie musical. Aucune rock star ne peut rivaliser quantitativement avec la production musicale d'un Bach ou d'un Beethoven. Les artistes contemporains ne produisent généralement qu'un travail musical relativement limité. « Good vibrations » des Beach Boys est un morceau de trois minutes et demie qui fut enregistré en six mois et qui fut produit à partir de 90 heures d'enregistrements. **Mais ces morceaux atteignent une audience autrement plus considérable.** Par comparaison, un artiste comme **Jean-Sébastien Bach** écrivait en moyenne vingt pages de partition par jour durant des décennies, soit un travail qu'un copiste à plein temps aurait du mal à accomplir.

La musique « classique » dans le monde d'aujourd'hui

Quoiqu'elle ait perdu sa première place dans l'industrie de la musique, **la musique classique, tant la neuve que l'ancienne, n'est en aucune façon décédée.** Les œuvres de Bach, de Mozart et de Beethoven n'ont jamais été aussi accessibles, tant à travers les concerts que les enregistrements. **Les salles de concert sont incomparablement plus confortables qu'elles ne l'étaient naguère.** A l'époque, les gens voyageaient plusieurs heures pour assister au concert. Un concert de Beethoven durait souvent cinq ou six heures pour dédommager les gens de leur peine. Ils venaient avec leurs animaux et allaient et venaient durant la performance. **Par ailleurs, la prolifération actuelle des enregistrements atteste également de la bonne santé du monde musical contemporain.** Les plus grands magasins de disques ont plus de 22.000 titres de musique classique en boutique. Le prix des CD a chuté en termes réels depuis leur création. Certains sont encore moins chers qu'un sandwich. Les enregistrements ont augmenté non seulement en nombre mais en diversité. La musique médiévale et celle de la Renaissance sont beaucoup plus accessibles que naguère. **Le principal problème économique de l'industrie d'enregistrement aujourd'hui est plutôt agréable : la surabondance d'enregistrements de première qualité disponibles.**

La richesse actuelle de la musique classique n'est en rien limitée aux compositeurs du passé. **Les compositions contemporaines** (de Glass, d'Ashley, de Stockhausen, de Xenakis, etc.) **offrent une étonnante variété de styles stimulants et esthétiques.** Ceux qui considèrent que cette musique est « sans valeur » (et c'est souvent le cas, de façon assez surprenante, des amateurs de musique classique) se trompent car ils méjugent le présent en l'appréciant avec les standards du passé. Ces compositeurs s'inspirent aussi des influences indiennes, africains, indonésiennes, etc. dans le développement de leur rythme.

Pourquoi les compositeurs contemporains ne peuvent-ils plus vivre de leur art ?

L'incapacité pour le marché d'assurer des revenus suffisants aux compositeurs contemporains est l'un des problèmes les plus sérieux de la culture musicale actuelle. Près de 90% de la musique « classique » qui est jouée en public actuellement a été composée avant 1900. **Les compositeurs actuels n'attirent plus l'attention du public.** Les compositeurs d'aujourd'hui **n'écrivent plus,** comme autrefois, **afin de fournir des partitions pour les soirées musicales passées en famille car le capitalisme a créé d'autres formes de divertissements familiaux** et ces derniers ne se **pratiquent plus nécessairement à la maison.** La maison a perdu sa place centrale de divertissement et d'instruction.

Les **deux caractéristiques dominantes** du monde de la musique classique d'aujourd'hui - **la préservation des vieux styles** et **la nature souvent déroutante des nouveaux styles**- sont en réalité les deux côtés d'une même pièce. Pourquoi ? Comme nous avons un accès illimité aux œuvres des titans du passé, les compositeurs contemporains sont incités à écrire des choses totalement différentes pour changer les termes de la compétition. **Il importe de ne pas considérer l'élitisme musical avec mépris**

car il est le résultat d'une spécialisation croissante de la production. Seul notre monde capitaliste peut financer une production aussi fascinante réservée aux goûts d'une infime minorité. En effet, l'enregistrement de ces musiques élitistes n'est possible que parce que l'industrie d'enregistrement gagne suffisamment d'argent sur les disques de Mozart et des Rolling Stones.

La révolution musicale d'origine africaine

Au XX^{ème} siècle, c'est le Nouveau Monde qui s'approprie du leadership mondial en matière musicale alors détenu par les pays germaniques. **Le facteur décisif de cette domination américaine en matière musicale fut l'influence de l'Afrique sur la culture musicale américaine.** L'esclavage fut un désastre pour ses victimes mais il révolutionna la musique mondiale. Cette forme barbare de rapprochement culturel contraint a pavé la route à des contacts volontaires autrement plus bénéfiques à travers l'industrie de la musique. **La plupart des formes musicales contemporaines** – le blues, le rhythm and blues, le rock and roll, la soul, le jazz, le swing, le be-bop, le boogie, le ragtime, le calypso, la samba, le forro, le ska, le reggae, la salsa, le merengue, la plena et le rap - **furent créés par des Africains du Nouveau Monde ou découlent de l'influence africaine.** Les Africains réinventèrent une partie de leurs instruments dans le Nouveau Monde. Ils apportèrent une musique extrêmement émotionnelle, percussive, vocale et conçue pour la danse.

Origine et diffusion du Blues

Comme les compositeurs allemands, **les musiciens afro-américains devaient trouver une niche pour s'implanter dans le marché culturel américain. Ce fut le blues. D'où provient le blues ?** Du delta du Mississippi. Ce dernier totalisait la plus grande concentration de Noirs aux Etats-Unis. A la fin du XIX^{ème} siècle, ils étaient sept fois plus nombreux que les Blancs. Le delta hérita d'une **culture orale indigène très affirmée** tirée de l'Afrique et de l'histoire esclavagiste. La ségrégation et le niveau médiocre des institutions d'enseignement combinés avec une longue habitude de raconter des histoires permirent à la culture noire en Amérique de survivre de façon quasiment intacte durant plusieurs siècles. **Les autres centres musicaux du monde occidental transmettaient la musique grâce au papier (les partitions) mais les premiers bluesmen utilisaient leur mémoire,** l'imitation et l'art de la performance. D'ailleurs, il existe une longue tradition des bluesmen aveugles dont Ray Charles et Stevie Wonder sont les héritiers les plus connus.

Après l'abolition de l'esclavage, les premiers artistes de blues jouaient pour les danses organisées dans les plantations, pour les pique-niques, les soirées, les cantines, les hôtels, etc. **Rapidement, les bluesmen commencèrent à voyager.** La croissance économique et la demande croissante de main d'œuvre, particulièrement durant les deux guerres mondiales, offrirent aux Noirs en général la possibilité de quitter le Delta. **Emportant avec eux leur « electric blues », ils migrèrent vers le Nord, le long du corridor de navigation du Mississippi, jusqu'à Memphis, Chicago et Detroit.**

Le blues se développe en diverses forces musicales

Le blues donna naissance à une grande variété de branches musicales et de dérivés. Il envahit les églises afro-américaines aux Etats-Unis sous la forme du **gospel**, forme musicale promue avec enthousiasme par le bluesman Thomas Dorsey en 1930. **Depuis le début, les églises noires avaient misé sur la musique vocale car elle était meilleur marché que la musique instrumentale.** Dorsey fit évoluer la tradition des hymnes et des chants rituels dans une direction plus émotionnelle et commerciale. Le gospel joue sur les harmonies, les cris, les gémissements, le jeu des appels et réponses, les applaudissements, le tambourinement, l'emphase, les mouvements corporels et, avant tout, la **mélancolie**. L'enfance passée dans la culture du gospel marqua profondément des stars noires telles que James Brown, Ray Charles et Donna Summers.

Quand le blues atteignit la Nouvelle Orléans et s'entremêla avec la culture créole, il donna naissance au jazz, autre dérivé de cette tradition des premiers bluesmen. Il s'épanouit depuis ce foyer et se répandit un peu partout. New York et Chicago devinrent les Mecque du jazz dans les années 20 et les années 30. Quant au **ragtime**, il naquit d'une synthèse du blues joué sur piano et de la musique classique. Scott Joplin a appris le piano grâce à un professeur allemand et imprima à cette musique un rythme syncopé utilisé autrefois par les Noirs joueurs de banjo.

L'essor du Rock and Roll

Les dérivés du blues qui obtinrent les succès commerciaux les plus phénoménaux sont le rhythm and blues et le rock and roll. Le premier dérivé a survécu jusqu'à aujourd'hui sous la forme R&B. Le second, le rock and roll, naquit lorsque des bluesmen noirs alimentèrent la musique blanche à Memphis et à Chicago après la seconde guerre mondiale. Le rock commença par l'imposition d'un mythe romantique de la « musique noire du sud ». **Bill Haley, Buddy Holly, Gene Vincent et Roy Orbison en furent les pionniers.** La demande de plus en plus massive de ce genre de musique chez les jeunes démontra qu'il ne s'agissait pas d'un phénomène passager. **Chuck Berry** introduisit la guitare électrique dans le rock and roll. **Elvis Presley excella dans l'art d'imiter et de synthétiser brillamment en un style unique les chansons, le style vocal, les oscillations saccadées des membres inférieurs des bluesmen noirs et de diffuser le tout à un public d'adolescents blancs.** Il reconnut lui-même qu'il devait tout aux bluesmen noirs : « Ils jouaient ainsi dans leurs baraques et personne n'y prêtait attention avant que je commence à les imiter. **C'est à eux que je le dois** ».

L'essor des Labels Indépendants dans l'industrie du disque

Les concerts publics, en dépit de leur importance économique, ne représentaient qu'une partie de l'offre musicale faite au public pour ce nouveau genre de musique basée sur la performance. Rapidement, c'est l'enregistrement qui devint le vrai moteur de l'industrie musicale et cela grâce au phonographe. A la fin de la Seconde Guerre mondiale, les grands majors cessèrent de s'intéresser au blues, en partie en raison des coupes dans les frais de production effectuées en période de guerre. **Les « Indépen-**

dants » remplirent ce vide. Dans les années 40, 400 compagnies indépendantes furent fondées. Les plus influentes furent Sun Record (Memphis), Stax (Memphis), Chess Record (Chicago) et Motown (Detroit).

Beaucoup de musiciens dont la carrière demeura indissociable de grandes compagnies du disque ont **commencé avec des labels indépendants.** Ainsi, les premiers enregistrements américains des Beatles se firent chez Vejay, le label R&B de Chicago détenu par des **capitalistes noirs. Rythm and blues et rock and roll reçurent peu de soutien des grandes compagnies dans les années 50.** Les directeurs estimaient que le rock and roll était un phénomène passager qui allait bientôt disparaître (phénomène qui rappelle la manière dont on considérait le rap dans les années 80). **Ces compagnies n'avaient pas anticipé l'influence gigantesque de l'augmentation du pouvoir d'achat des jeunes dans les années suivantes.** Les labels indépendants sautèrent sur l'occasion. Ils n'avaient quasiment pas d'infrastructures. Plusieurs enregistrèrent des musiques dans des bureaux dont on avait poussé les meubles contre le mur. Les grandes compagnies avaient plus de capital, plus de moyens publicitaires, plus de connexions et plus d'expertise technique. Mais les labels indépendants avaient de la meilleure musique et de meilleures idées. **Entre 1948 et 1955, les quatre plus grandes compagnies détenaient 78% des enregistrements du Billboard Hit Parade. En 1959, ce chiffre était tombé à 34%.** Les progrès technologiques contribuèrent à l'essor des indépendants, notamment les premiers enregistreurs et le développement de la radio.

L'essor du Jukebox

Contrairement à la radio, le **jukebox a permis de diffuser auprès d'un très grand nombre de gens des enregistrements qui auraient été négligés autrement.** Il stimula le développement de genre tel que la country et le rythm and blues. **Beaucoup de gens ne pouvaient se payer une radio et ne pouvaient profiter de la musique que dans des lieux publics.** Par ailleurs, beaucoup de radio évitaient de prendre des risques musicaux en raison de la peur des annonceurs publicitaires pour tout ce qui pouvait faire baisser l'audience. De nouvelles formes musicales profitèrent de **l'invention du transistor et de l'autoradio.** Le transistor fut inventé en 1947 dans les Laboratoires de Bell au New Jersey et fut pour la première fois vendu au public en 1953. La miniaturisation rendit les autoradios accessibles. En 1963, 50 millions d'autoradios furent vendus dans la seule Amérique. Ces innovations permirent à un grand nombre de stations de radio d'émerger et d'être rentables. Encore une fois, **le capitalisme stimula le développement technologique qui, à son tour, engendra une diversité musicale exceptionnelle.**

Le choc entre le vieux monde musical et le nouveau

Dans ce nouveau monde musical, les programmeurs de radios locales, les disc jockeys et les labels indépendants jouèrent un rôle de plus en plus important dans le marketing des titres records de vente. Et cela au détriment du vieil établissement musical qui ignorait les labels indépendants et les petites stations radio : l'ASCAP (American Society of Composers, Authors, and Publishers). Dans les années 50, le **vieil establish-**

ment musical conservateur, haïssant le rock et soucieux de restaurer « la bonne musique du passé » initia des poursuites judiciaires contre ses nouveaux rivaux mais finit par échouer dans son action antitrust.

Comment la Payola a stimulé la diversité culturelle

La « payola » désigne la pratique de certaines maisons de disque consistant à payer des stations de radio pour que ces dernières diffusent en priorité leurs morceaux. C'est une technique apparue en 1860 en Angleterre. C'est considéré pratique commerciale légale permettant de promouvoir de nouveaux morceaux. La payola ne diffère pas de la pratique consistant à acheter du temps publicitaire. Au lieu d'écouter un jingle, on écoute une musique. La payola encourage les disc jockeys et les personnes qui connaissent la musique à découvrir de nouveaux talents. Cette pratique permet aussi de diminuer le favoritisme et les préjugés raciaux et musicaux des disc jockeys. Les contempteurs de la payola accusent, à juste titre, cette pratique de favoriser le rock and roll. **L'ASCAP, qui avait échoué dans son action antitrust parvint à faire condamner judiciairement les disc jockeys qui, pratiquant la payola, négligeaient de passer la musique des membres de l'ASCAP** et cela alors même que la payola ne constituait pas, quand commencèrent les auditions, une violation des lois fédérales.

Le développement du Rock and Roll comme style dominant

Le rock and roll survécut à ces tentatives de persécutions légales et continua à augmenter ses parts de marché. Dans les années 60, le rock and roll s'est imposé comme **le style dominant**. L'empire « Motown » est la meilleure illustration de l'esprit entrepreneurial qui a conduit au succès phénoménal du rock and roll. « Motown », contraction de Motortown (« ville du moteur ») ou Detroit est né de cette volonté de toucher une audience blanche en synthétisant la musique noire avec la pop blanche. Bâti sur des racines gospel, Motown a produit un son identifiable et contagieux. C'est la création d'un jeune entrepreneur black ambitieux appelé Berry Gordy. Ce dernier conçut spécifiquement cette musique pour être diffusée sur les autoradios.

Dans les sixties, l'Angleterre parvint à conquérir une part importante du leadership musical américain. La division des classes en Angleterre a engendré une culture jeune et rebelle qui se construit dans l'opposition frontale aux vieilles générations. Les **Beatles** ont combiné la tradition du music-hall anglais avec le rythm and blues afro-américain, le tout parfaitement orchestré. Comparable en cela à Beethoven, les Beatles ont exercé une influence esthétique dominante sur leurs contemporains et leurs successeurs. Quant aux **Rolling Stones**, cultivant une image de « bad boys », ils ont revitalisé et popularisé le blues. Queen, David Bowie, XTC, Eric Clapton et Led Zepelin ont tous, à divers degrés, combiné la tradition du music-hall et du blues. Tous ces groupes fonctionnaient sur un modèle économique foncièrement différent du passé. **Tout le processus de production et l'assemblage musical étaient pris en charge du début à la fin par une petite équipe intégrée.** Ce modèle, qui s'opposait au modèle hiérarchique des grandes compagnies de disques, finit par s'imposer. Il ressemble, à pas mal d'égards, à la manière dont les Japonais manufacturent les voitures.

Les nouvelles musiques d'avant-garde : le rap, l'industrial, la house et la techno

La musique des années 70 et 80 se déplaça sur un nouveau territoire. Les avancées technologiques ont libéré la musique des contraintes de l'instrumentation. Ce sont les nouvelles cibles du pessimisme culturel. **Les pessimistes culturels valorisent toujours le passé et ennoblissent les formes musicales qu'ils ont combattues jadis.** Ces dernières glissent alors imperceptiblement dans le domaine de la haute culture. Le blues et ses dérivés ne sont désormais plus attaqués. Ils appartiennent à un paradis perdu. Certains pessimistes se plaignent même de la disparition du rock des années 60. **Les nouvelles cibles, ce sont le heavy metal, la house, la techno et, par-dessus tout, le rap.** Les pessimistes culturels classifient traditionnellement le rock et ses dérivés en deux catégories : ce qui est accessible quoique superficiel et ce qui est inaudible. Le rap est devenu un objet d'opprobre alors que, selon Cowen, **il s'agit d'un achèvement musical surprenant qui combine les avancées technologiques musicales avec les habitudes culturelles de l'Amérique urbaine noire moderne.**

Les Origines du Rap

Ce style musical est né dans le ghetto. Une des grandes figures fondatrices est D.J. Hollywood, un jeune disc-jockey qui travaillait dans une discothèque noire. Entre les musiques disco qu'il passait, Hollywood parlait à son public en un style rapide, percutant tout en rythmant ces paroles avec des percussions. Au fil du temps, son style est devenu plus rapide, plus sophistiqué et plus complexe au niveau rythmique. Ses enchaînements furent enregistrés et circulaient de main en main sous forme de cassettes.

Le rap est une création musicale qui puise des sons dans d'autres morceaux, qui les manipule, les retravaille et les assemble. En ce sens, c'est un art « **déconstructionniste** » qui obéit au modèle postmoderne d'une culture fragmentée obsédée par son passé. Les rappeurs reprennent un peu de tout : des anciens chanteurs, des discours de Martin Luther King, des génériques de vieilles émissions télévisées, la musique d'autres rappeurs, etc. A mesure qu'il atteignait un marché de plus en plus large, le rap a accru sa diversité. Il a pris **beaucoup de formes.** L'une d'entre elles consiste à exécuter des **jeux de mots.** Beaucoup de musiciens délivrent un message positif. La forme la plus connue - et la plus controversée - est celle qui présente la vie dans le ghetto avec des confrontations à la police, des disputes avec des femmes, la drogue, le crime, etc. **Le rap, dans ses formes les plus dures, recourt souvent à la violence. Il utilise en réalité cette dernière dans la tradition artistique de Shakespeare, de Bosch et de Verdi pour créer une ferveur envoûtante.**

Musique du futur ?

Le rap n'est pas, loin de là, le seul produit des nouvelles technologies musicales. La musique house et techno combine un son vrombissant avec le son digital. Les meilleurs groupes techno tels que Eon et Orbital produisent des chansons d'une complexité symphonique. **Ces formes nouvelles inaugurent,** estime Tyler Cowen, **une récon-**

ciliation éventuelle entre la musique classique et les dérivés du rock and roll. En effet, ces nouveaux genres partagent avec la musique classique le fait de s'enraciner dans la composition plutôt que dans la performance. La musique n'est en effet pas « performée » mais toute entière construite en studio. Elle **redonne la première place au compositeur** tout en détrônant le rôle de l'interprète. Les compositeurs allemands ont régné sur la musique classique. Les Anglais ont dominé la musique populaire. La techno et la house combinent ensemble ces deux influences.

Les valeurs capitalistes et la musique contemporaine

Beaucoup de « pessimistes culturels », tels que Alan Bloom, s'emploient à **associer la musique contemporaine avec un climat de déprivation et de désordre moral.** Il parle « d'hymnes à la joie de l'onanisme ou du meurtre des parents ». Selon lui, le rock and roll est structuré par des thèmes tels que le sexe, la haine, etc. ».

En réalité, la musique contemporaine valorise principalement la liberté, le non conformisme et une attitude sceptique envers l'autorité. Les Etats autoritaires tels que l'Etat nazi ou l'Union Soviétique autorisaient Bach, Mozart et Beethoven mais bannissaient le jazz, le swing et le blues. Le gouvernement tchécoslovaque déclara à l'époque que la musique punk était un outil utilisé par les capitalistes pour véhiculer les valeurs capitalistes auprès des jeunes. Les citoyens opprimés aimèrent la musique précisément pour cette raison. Pour les mêmes raisons qui faisaient de Savonarole l'un des plus lucides interprètes de l'art florentin qu'il détestait, les apparatchiks soviétiques comprirent rapidement la véritable nature du rock. Ils comprirent que le rock était pro-capitaliste, individualiste, consumériste et opposé au socialisme et au contrôle étatique. **Beaucoup de dissidents soviétiques expliquèrent par la suite que le rock était le véhicule idéal des idées capitalistes.** Cela ne signifie pas que les artistes fussent en faveur de l'économie de marché car, en réalité, les convictions politiques de ces derniers couvrent l'intégralité du spectre politique, de l'extrême gauche au conservatisme mystique. Mais, justement, **cette diversité de conceptions politiques et esthétiques témoigne bien de la richesse inhérente à une société capitaliste libérale.**

Les pessimistes culturels lient fréquemment la musique classique à une culture en bonne santé et le rock and roll à la décadence et à la désagrégation sociale. En réalité, l'histoire a prouvé qu'il n'y avait aucun lien nécessaire dans les deux cas. En effet, la musique classique était tenue en haute estime dans le régime nazi et dans les gouvernements totalitaires. Par ailleurs, le rock est dominant dans les sociétés démocratiques et technologiquement les plus avancées. La société allemande, qui a longtemps fait de la cellule familiale le cœur de la culture musicale, n'a pas eu de tradition de vaudeville et de music hall. La culture du cabaret était très prometteuse dans les années 20 mais elle a été supprimée par les Nazis. **Les pessimistes culturels fustigent fréquemment la musique « populaire » sans toujours réaliser que Mozart et Beethoven étaient immensément populaires de leur vivant.**

La prémisse selon laquelle les créations musicales du XX^{ème} siècle sont moins complexes que les créations de la musique classique est douteuse pour ne pas

dire tout simplement erronée. Ce siècle a généré une complexité nouvelle dans les rythmes, la production en studio, l'instrumentation et dans une variété de caractéristiques qui étaient uniformes, moins variées ou inexistantes dans la musique précédente. **Les compositions modernes, même sur le plan de la pure musicologie, ne sont pas nécessairement moins profondes que celles des époques précédentes.** Les chansons de Jérôme Kern, de Duke Ellington, de Thelonious Monk ou des Beatles ne sont moins complexes (et le sont même davantage) au niveau de leur composition que les lieder de Schubert. Les 700 morceaux de Schubert sont, pour beaucoup d'entre eux, quasiment identiques au niveau de leur composition et sont même assez répétitifs.

Chapitre V: Pourquoi ce pessimisme culturel ?

L'optimisme culturel est-il justifié ? Les critiques contemporaines de la culture ressemblent à s'y méprendre, on l'a vu, aux critiques du passé. **Depuis la haute Antiquité, les pessimistes culturels se plaignent de la corruption et du déclin de la culture.** Or, la culture occidentale n'a cessé de progresser de s'enrichir depuis au moins l'an 1000, une vérité négligée par beaucoup de pessimistes culturels. Le XXI^{ème} siècle semble culturellement très prometteur en raison des nouvelles technologies (photos numériques, télévision interactive, internet, etc.). Dans ce chapitre, Tyler Cowen s'attache à déconstruire le pessimisme culturel en examinant ses sources et ses motivations. Comme on va le voir, le pessimisme culturel ne peut s'expliquer par une motivation unique.

L'illusion cognitive

Beaucoup de pessimistes culturels identifient la haute culture avec ce qu'ils connaissent et ce qu'ils ont appris à aimer. Mais une forme culturelle admirée par l'establishment est habituellement une culture dont le meilleur se situe déjà dans le passé. **Le pessimiste admire le passé et néglige ce qui est en train de naître.** Après chaque sommet culturel, on observe une période de stagnation qui alimente le pessimisme. Par ailleurs, **les préjugés cognitifs nous font juger la culture actuelle en l'opposant à ce que la culture passée a produit de meilleur.** Le présent semble souvent très pauvre en comparaison. Mais cette méthode consistant à comparer le meilleur du passé à l'entièreté du présent n'est pas très équitable. Même en comparant le meilleur du présent avec le meilleur du passé, le test reste injuste car les produits culturels d'exception du passé ne peuvent que s'accumuler à mesure que le temps s'écoule. Enfin, **le temps améliore notre perception de l'esthétique culturelle.** Des styles qui, lors de leur apparition, semblaient pervers et destructeurs en viennent souvent, avec le recul, à être perçus comme positifs et élevés.

Parents et personnes âgées dans le rôle des pessimistes culturels

Les parents, dans leur désir de protéger et de contrôler leurs enfants, tendent à s'opposer aux nouveautés et aux influences culturelles. C'est la même raison qui fait aimer au jeune la culture de son époque et qui suscite l'opposition de généra-

tions plus âgées. Le marché culturel permet aux jeunes d'échapper à la mainmise des parents sur le flux d'informations et le processus d'inculcation des valeurs. Les parents n'ont pas nécessairement tort quand ils craignent que la culture engendrée dans une société capitaliste puisse corrompre ou nuire à leurs enfants. Les vendeurs de produits culturels répondent à une demande solvable sans trop se soucier de sa valeur. Plusieurs créateurs, ciblant le public jeune voire adolescent, se font du profit en encourageant le meurtre de policiers, le sexe irresponsable et la haine raciale. C'est incontestablement une composante de la diversité culturelle du capitalisme moderne.

Beaucoup d'individus atteignent leur pic culturel au moment de leur jeunesse. C'est entre l'âge de 15 et 25 ans que se forment les goûts culturels. C'est à ce moment que l'esprit est réceptif aux nouvelles influences et que les individus cherchent leur identité et qu'ils se rebellent contre les valeurs culturelles établies par leurs parents. **Avec le temps, la curiosité et le temps disponible à consacrer aux nouveautés s'affaiblissent** à mesure qu'augmentent les responsabilités professionnelles et les charges de famille. Dans sa Rhétorique, Aristote expliquait déjà très bien l'évolution de la psychologie avec l'âge : le vieux devient cynique, méfiant et moins ouvert aux idées nouvelles. Le philosophe du droit Richard Posner distingue entre la connaissance découlant de l'expérience et la fluidité des capacités de raisonnement. Avec l'âge, la première augmente alors que les secondes diminuent. **Par ailleurs, la nostalgie est aussi une veine que les producteurs culturels exploitent.** La recherche de niches profitables incite les producteurs culturels à recycler et à glorifier le passé à une vitesse toujours plus grande, comblant encore et encore le gouffre entre le passé et le présent.

Le pessimisme culturel et l'artiste

Les artistes fournissent eux-mêmes certaines des critiques les plus acerbes du capitalisme et de la culture dans laquelle ils vivent. Les réalisateurs se plaignent d'Hollywood, les écrivains attaquent les best-sellers et les artistes émettent souvent des déclarations cyniques sur l'état du monde de l'art contemporain. En raison de leur notoriété et de la familiarité qu'ils ont du monde culturel dans ses plus hauts échelons, ces critiques convainquent beaucoup de monde. **Le mécontentement des artistes envers le capitalisme procède souvent d'expériences personnelles amères.** Les projets sont abondants et la sélection est rude. Les investisseurs culturels préfèrent placer leur argent dans des projets qui maximisent leurs profits, même si cela se fait au détriment de projet novateurs ou de qualité. Cela alimente la frustration : **les créateurs répugnent aux compromis commerciaux qu'ils doivent faire pour accéder au marché et s'y maintenir.**

Thomas Hobbes fournit une hypothèse alternative : les pessimistes culturels sont des créateurs qui sont jaloux de leurs rivaux. Nietzsche écrivait dans le même esprit : « L'histoire monumentale qui glorifie et admire le passé est la cape derrière laquelle se cache la haine du présent ». Ainsi, quand Paul McCartney critique le rock contemporain, il craint probablement que les nouveaux créateurs ne dépassent ses propres créations musicales. Notons également que le **ressentiment alimente la crainte des vieux artistes envers les générations plus jeunes**, par exemple quand

les plus jeunes refusent de reconnaître leur dette artistique. Cela dit, cette thèse de Hobbes, même si elle est sans doute pertinente quant à certains pessimistes, ne l'est pas pour quantité d'autres (Swift, Pope, Rousseau, Eliot, etc.) qui sont par ailleurs des artistes accomplis et d'authentiques novateurs.

Une autre explication du pessimisme culturel nous est donnée par Leo Strauss (1899-1973) : c'est un écran de fumée destiné à masquer des critiques de nature politique et **idéologique**. L'interprétation straussienne du pessimisme culturel masquant un agenda caché explique pourquoi souvent les pessimistes les plus radicaux sont les créateurs les plus innovants. Les *Voyages de Gulliver* de Swift et la *Terre Vaine* de T.S. Eliot sont deux chefs-d'œuvre. Ce sont des ouvrages satiriques car ils contiennent des attaques et des propositions politiques mais sous forme d'allusions, de double significations et de références obscures.

Enfin, une dernière explication du pessimisme culturel tient aux **relations que les artistes entretiennent avec leurs pairs**. Swift lui-même explique que formuler des louanges à l'égard des artistes, c'est forcément susciter la jalousie et la rancœur car ces louanges ne peuvent jamais être accordées à tous de la même manière. Il est préférable d'utiliser la satire car, de cette façon, chacun pense que cette dernière s'adresse à tous les autres et non à soi-même.

Sensualité et Dépravation

Plusieurs critiques condamnent la sensualité et la prétendue dépravation de la culture contemporaine. Ces arguments sont émotionnels, plus personnels et probablement plus influents que les autres arguments présentés par les pessimistes. Parmi ces contempteurs, on peut citer le philosophe américain **Alan Bloom** (1930-1992), homme d'une vaste érudition, auteur de « **L'âme désarmée** » (The Closing of American Mind). A l'instar de ses précurseurs qui condamnaient l'opéra, Bloom condamne, dans le rock, la sexualité, le drame, le glamour, le romantisme « excessif », l'exubérance et l'euphorie que le rock et l'opéra ont en commun. En ce sens, la critique de Bloom ressemble à s'y méprendre à celle que Max Nordau (1894-1923) développe dans son ouvrage « **Dégénérescence** » écrit un siècle plus tôt (en 1893). Nordau prend pour cible Wagner et Bloom prend pour cible Mick Jagger (il ne veut même pas parler de Michael Jackson, Prince et Boy George, « encore plus bizarres »). **Dans les deux cas, Bloom et Nordau identifient le déclin culturel avec le déclin moral, cognitif, psychologique et, plus particulièrement, la dégénérescence érotique.** Ils détestent tous deux la philosophie romantique allemande et caractérisent Nietzsche comme le roi-philosophe de l'égomania et du relativisme moral.

La religion, source du pessimisme culturel

Les autorités religieuses ont toujours compté parmi les avocats les plus déterminés et les plus influents du pessimisme culturel. Les produits culturels, même lorsqu'ils ont une orientation religieuse, rivalisent avec les églises et les figures religieuses et risquent de détourner l'attention des fidèles. **Cela dit, la relation entre**

religion et culture n'a jamais été simple. Les deux ont longtemps été complémentaires. La calligraphie des pages du Coran a fourni certaines des plus belles réalisations artistiques. Les églises chrétiennes ont commandité nombre de chefs d'œuvre et de compositions musicales. **L'iconoclasme**, tendance présente dans le christianisme et dans d'autres religions durant des siècles, prouve combien la culture menace profondément la religion. La plupart des religions organisées se sont montrées suspicieuses par rapport aux images. **La religion a également renforcée la prégnance du pessimisme culturel à travers des doctrines abstraites.** L'histoire de l'humanité est celle d'une chute par rapport à l'Eden. Les tendances gnostiques du christianisme et du judaïsme dépeignent le monde matériel comme corrompu et dégénéré.

Platon, une source inépuisable pour les doctrines pessimistes, promulgua une forme de pessimisme culturel similaire à celles de nombreux penseurs religieux. Dans sa *République*, Platon écrit que les **poètes seraient bannis de sa Cité idéale**. Dans les *Lois*, Platon défend la censure gouvernementale. Il partage avec la religion une hostilité envers l'art. Dans les deux cas, cette hostilité s'enracine dans la **conviction de détenir la vérité supérieure et absolue alors que l'art, basé sur le mensonge et la tromperie**, empêche les hommes d'atteindre la connaissance de la vérité, l'idéal platonicien.

Les cibles de ces attaques absolutistes ou religieuses changent de génération en génération. Après avoir condamné la **poésie** et le **théâtre** pour leur prétendue action corruptrice, moralistes et philosophes ont condamné les **livres** à partir du moment où on commençait à les imprimer massivement. Puis on s'en est pris, durant les XVIII^{ème} et XIX^{ème} siècles, aux **romances épistolaires**, aux **journaux**, à l'**opéra**, au **music-hall**, à la **photographie**, aux **virtuoses instrumentaux** (tels que Liszt ou Paganini). Au XX^{ème} siècle, on trouva de nouveaux boucs émissaires dans la **radio**, les **films**, la télévision, le **rythm and blues**, le **rock and roll**, les clips de **MTV**, le **rap** et les **jeux vidéo**. Chaque nouvelle forme d'art a été accusée de corrompre la jeunesse de la nation et de promouvoir une sensualité excessive, la subversion politique et le relativisme moral.

Le pessimisme culturel et la politique

Le pessimisme culturel ne plonge pas toujours ses racines dans la culture. Les pessimistes critiquent souvent la culture contemporaine pour promouvoir des agendas politiques ou moraux. **Plusieurs messages distincts émanent de l'amalgame de diverses opinions trop aisément qualifiées comme étant « de droite ».** Les néo-conservateurs tels qu'Irving Kristol et Daniel Bell désirent promouvoir une éthique protestante du travail, de l'abstinence et de la vie communautaire. La culture du marché est accusée de promouvoir tout le contraire (le luxe, la nouveauté, les gratifications bon marché, etc.) et mine dès lors les institutions occidentales garantes des valeurs conservatrices. Bell était gauchiste dans sa jeunesse et Irving Kristol trotskyste. Ils ont rejeté la planification mais ont gardé une suspicion envers les valeurs qui émergent spontanément de la société civile. **Irving Kristol** a un jour écrit : **« Je vais le dire carrément : si vous vous souciez de la survie de notre démocratie américaine, vous devez être en faveur de la censure ».**

La droite chrétienne adopte la même attitude. Cela se manifeste notamment par une hostilité envers les homosexuels et la culture homosexuelle. Les gays ont rarement des enfants, disposent des revenus assez confortables et manifestent un sens esthétique assez développé. Sous le couvert de mettre en garde les enfants contre l'homosexualité, la droite chrétienne attaque l'homosexualité et la culture contemporaine qui, selon elle, favoriserait l'entrée dans l'homosexualité en raison de ses tendances révolutionnaires.

Parfois, des changements politiques transforment les pessimistes culturels en optimistes culturels. La dernière génération des néoconservateurs a également quitté sa posture pessimiste. William Kristol, contrairement à son père, Irving Kristol, a grandi avec le rock and roll. **Les Républicains ont acquis un poids politique en condamnant le subventionnement de la culture jusqu'au moment où ils réalisèrent, une fois au pouvoir, qu'ils n'avaient pas intérêt à éliminer ces subventions.** Pourquoi ? Parce que ces subventions permettent de contrôler les artistes les plus révolutionnaires et de les mettre sous la dépendance de l'Etat.

Par ailleurs, la gauche et la droite se retrouvent, dans le cadre du mouvement « politiquement correct », dans la même condamnation des publicités ou œuvres d'art jugées racistes ou sexistes. Les **libertariens** défendent une conception dynamique et positive des marchés et du capitalisme, mais ils **adoptent souvent l'attitude du pessimisme culturel.** Leur compulsion à critiquer le gouvernement les conduit à placer la politique au-dessus de la beauté. **Les écrits esthétiques d'Ayn Rand** ont exercé une forte influence sur la conception que les libertariens ont de l'art. Rand estime que **certain artistes communiquent un sens positif de la vie** (Hugo, Dostoïevski, Vermeer, Rachmaninov, etc.) **alors que d'autres (Flaubert, Tolstoï, Mozart et l'art moderne) sont des « germes » que « l'ennemi » plante en nous pour nous rendre esclaves.**

Le pessimisme culturel de la gauche

La droite n'est pas la seule à utiliser des arguments culturels pour promouvoir un agenda politique. L'Ecole de Francfort (Theodor Adorno, Max Horkheimer, Jürgen Habermas, Herbert Marcuse, etc.) soutient que **la faillite du marché culturel est imputable au système capitaliste.** Tous ces auteurs développent des perspectives variées mais se retrouvent dans la condamnation de la culture de masse. Elle est accusée de **détruire la société civile, d'atomiser la communauté et de manipuler le sens civique.** Ce faisant, l'Ecole de Francfort endosse des critiques de la modernité appartenant à la droite. Elle mobilise Nietzsche, Tocqueville, Spengler et Tönnies. La gauche contemporaine, qui a rejeté beaucoup d'éléments de l'Ecole de Francfort, témoigne d'une **attitude plus ouverte envers la culture populaire.** Cela dit, elle se montre **hostile au fondement capitaliste de l'art.**

Le pessimisme culturel et les débats multiculturels

Le débat contemporain sur le multiculturalisme dévoile les motivations politiques et culturelles derrière le pessimisme culturel. Là encore, la gauche et la droite se retrouvent sur certaines prémisses. **Le débat sur l'éducation se focalise sur le contenu**

culturel à enseigner : les classiques de la culture occidentale ou les œuvres multiculturelles des cultures non-occidentales, des femmes et des groupes opprimés ? Ils voient le capitalisme comme une menace à la diversité culturelle. Multiculturalistes et néoconservateurs ont en commun d'idéaliser une culture statique. Le changement est perçu comme une forme de corruption. Ils affectionnent la notion de « culture indigène ». Beaucoup de multiculturalistes cachent mal un **scepticisme implicite envers l'art du tiers-monde et l'art indigène. Il est perçu comme faible et fragile et doit être protégé contre des influences extérieures.**

Pourtant, le multiculturalisme, quand on l'interprète de façon cosmopolite, débouche sur l'optimisme culturel. Peu de multiculturalistes ont conscience des racines cosmopolites de beaucoup de chefs-d'œuvre du tiers-monde ou peu d'entre eux peuvent admettre que le changement et le progrès puissent aussi se produire autre part que dans le monde occidental. Les multiculturalistes se focalisent sur les aspects négatifs de la mondialisation et en négligent les points positifs. **En réalité, la culture mondiale a fleuri à mesure que le monde occidental s'est étendu dans le monde.** Les centres musicaux du tiers-monde : le Caire, La Havane pré-castriste, le Lagos, Rio de Janeiro sont ou furent des villes hétérogènes, bouillonnantes et cosmopolites ouvertes sur le monde.

Les forces psychologiques à l'œuvre dans le pessimisme culturel

Plusieurs personnes, tant à droite qu'à gauche, sont des pessimistes culturels en raison d'une attitude élitiste. Les élitistes se perçoivent **comme surplombant la grossièreté de l'homme moyen** et au-dessus de la tendance niveleuse de la démocratie libérale. La **télévision est évidemment la cible favorite** des élitistes culturels. En réalité, ils ne s'intéressent pas réellement aux problèmes et enjeux de la télévision mais sont heureux que cet instrument existe pour tirer un sentiment de supériorité en s'en distançant. Une amélioration de ce media les décevrait par le fait même qu'elle leur ôterait une source de satisfaction. **Les avocats du subventionnement culturel affichent fréquemment un élitisme culturel.** Ils défendent l'idée que des taxes sur les tickets de cinéma devraient assurer le financement des opéras et des théâtres. **Selon cette conception, c'est à cette foule de gens ignares qu'incombe le devoir de soutenir la haute culture,** quitte à devoir payer beaucoup plus cher les divertissements qu'ils affectionnent. Ils se lamentent quand une pièce de Shakespeare est annulée mais ne se préoccupent aucunement du pauvre fan qui doit se saigner sang et veine pour se payer un ticket de 100 \$ du concert des Rolling Stones.

Pessimisme culturel et pessimisme quant aux ressources

L'attrance pour le pessimisme culturel procède parfois du pessimisme tout court plutôt que d'une conception particulière de la culture ou de la politique. **Il existe une attraction psychologique pour le catastrophisme.** La potentialité d'un désastre permet de relativiser et d'alléger le poids des fardeaux psychologiques que nous supportons au quotidien. Certaines sortes de pessimisme procèdent de **l'incapacité à imaginer des améliorations futures.** Le pessimiste culturel et le pessimiste quant au futur des res-

sources partagent des idées similaires. **Pour le premier, nous avons des quantités de ressources limitées** que nous finirons par épuiser avec, à terme, une catastrophe économique. **Pour le second, les formes d'art sont** « limitées ». Nous les avons toutes explorées (le classicisme, le drame, le romantisme, etc.). Elles sont désormais « épuisées ». **Plus rien de neuf ne peut être inventé en matière artistique. L'absence de styles alternatifs conduit à terme à la catastrophe culturelle.** C'est évidemment une erreur dans les deux cas.¹⁰² Ces deux formes de pessimisme sous-estiment l'aptitude de l'homme à inventer de nouvelles solutions pour résoudre de vieux problèmes.

Coûts et bénéfices du pessimisme culturel

L'optimisme culturel implique que les incitants de l'argent, de la notoriété, de l'épanouissement personnel ne dénaturent pas l'art, du moins dans le cadre d'une économie de marché qui fonctionne. Dès lors, on peut dire la même chose de l'activité qui consiste à porter des jugements critiques sur la culture. **La critique culturelle ne diffère pas, quant à sa nature, de la production artistique qu'elle critique.** Chaque œuvre d'art fournit elle-même un commentaire implicite sur d'autres œuvres et, à ce point de vue, constitue une critique en tant que telle. **Toute critique pertinente enrichit l'œuvre qu'elle commente et fournit dès lors une forme d'art.** La critique culturelle s'est développée et sophistiquée au fil du temps. Elle fait aussi partie de la diversité du marché de l'art. Si personne n'attaquait la culture contemporaine, notre compréhension de cette dernière demeurerait à un niveau très bas. Les attaques nous obligent à relire, à nous réécouter et à réexaminer nos hypothèses sur l'art. **Le pessimisme culturel enrichit le monde qu'il attaque quoique ce soit souvent sans le faire exprès ni le savoir.** Stefan Zweig qui dépeint le déclin de l'Europe d'avant-guerre dans ses écrits, a en réalité produit les plus beaux et les plus pénétrants portraits de cette époque. Son œuvre n'aurait jamais pu être produite par un optimiste.

On ne doit **pas en conclure néanmoins que le pessimisme culturel est inoffensif et ne nécessite pas qu'on le combatte.** Le pessimisme tombe comme une taxe qui réduit l'accès du consommateur à la culture contemporaine. Dans un monde où le pessimisme culturel aurait moins de plausibilité, nous lirions plus de livres, nous expérimenterions plus de styles musicaux et nous passerions plus de temps à regarder l'art moderne. Nous jouirions d'une offre culturelle bien supérieure. **Le pessimisme affecte également la politique culturelle.** Qu'il soit partagé par les partisans ou les opposants au subventionnement public, il complexifie inutilement le débat. Nous devons, par exemple, rejeter cet argument selon lequel réduire ou supprimer ce subventionnement déclencherait un déclin culturel. **Le pessimisme culturel fournit en outre des arguments à tous ceux qui veulent censurer l'art.** Parfois avec succès. Le gouvernement américain a supprimé des passages de « Ulysse », le chef-d'œuvre de James Joyce. Le gouvernement anglais a supprimé le film « Orange mécanique » de Stanley Kubrick et la chanson parodique « God Save the Queen » des Sex Pistols. La censure continue aujourd'hui, ciblant le rap mais aussi la violence et le sexe dans les films.

102 Sur la question de la prétendue limitation des ressources, conférer le chapitre consacré à La Ressource Ultime de Julian Simon dans le présent ouvrage.

Ironiquement, les régimes totalitaires nous apprennent beaucoup sur la nature libératrice et émancipatrice de l'art dans un système capitaliste. Les régimes totalitaires ont très bien perçu que l'art n'était pas un produit économique comme les autres. Hitler et Goebbels ont passé beaucoup de temps à planifier le **nouvel ordre artistique du Reich**. L'architecture, les expositions artistiques, les compositions musicales et autres œuvres artistiques ont été conçues pour exalter et diffuser les valeurs nazies. L'art produit par le marché fut banni et remplacé par les monstruosité engendrées par le totalitarisme. Cela démontre la **connexion entre les marchés libres, la beauté et la liberté individuelle**.

Plus important peut-être, le pessimisme culturel tente de nier la fierté légitime que nous pouvons avoir de la modernité. L'appréciation et la reconnaissance du beau sont des fins en elles-mêmes, peu importe ce que de telles attitudes apportent comme bénéfices utilitaires. En résumé, **nous devons**, écrit Tyler Cowen, **tolérer une certaine dose de pessimisme** même si nous pointons ses limitations et si nous rejetons ses conclusions centrales. C'est pour cela que nous pouvons sans peur de nous contredire à la fois plaider pour un art financé par l'économie capitaliste et rejeter les conclusions d'un pessimisme culturel financé par la même économie capitaliste.

Hernando de Soto

(né en 1941)

Le Mystère du Capital

Pourquoi le capitalisme triomphe en Occident et échoue partout ailleurs

(The Mystery of Capital, Why Capitalism Triumphs in the West and Fails Everywhere Else, Basic Books, 2000).



Chapitre I: Les cinq mystères du capital

L'ouvrage d'Hernando de Soto - économiste péruvien et fondateur de l'Institut **Liberté et Démocratie** basé à Lima - est sous-tendu par une question à laquelle il a consacré la majeure partie de sa carrière de chercheur. Cette question, si on la prend en charge avec rigueur et méthode, est vraiment intrigante. **Si le capitalisme ne marche pas dans le tiers-monde, ce n'est pas faute, pour ce dernier, d'avoir essayé de l'appliquer.** Ainsi, depuis les années 1820, date d'accession à l'indépendance des principales colonies espagnoles d'Amérique, des réformes visant à instaurer un régime capitaliste ont été tentées à quatre reprises au moins. Les latino-américains ont restructuré la dette, stabilisé leur économie en maîtrisant l'inflation, libéralisé les échanges, privatisé les biens publics, remplacé les emprunts par des fonds propres, réorganisé leur système fiscal. Ils ont importé toutes sortes de marchandises occidentales, ont appris l'anglais et le français, etc. Globalement sans succès. Pourquoi ?

Est-ce à dire que les populations du tiers-monde ne sont pas assez entrepreneurantes ? Qu'elles ne partagent pas cet éthos typiquement protestant qui, selon Weber, a fait le succès du capitalisme en Occident ? **C'est difficile à croire lorsqu'on voit l'activité déployée par tous ces petits entrepreneurs du tiers-monde.** Il suffit d'avoir passé quelques jours au Maghreb pour prendre conscience de la fibre commerçante de ces populations. Ils ont du talent, de l'enthousiasme, une aptitude étonnante à tirer un profit de presque rien. Idem dans les villages latino-américains. Les marchés existent depuis des milliers d'année.

D'où vient donc le problème ? La thèse d'Hernando de Soto est la suivante : **l'obstacle majeur qui empêche une partie du monde d'accéder au capitalisme, c'est qu'elle ne parvient pas à produire du capital.** Le capital, c'est le fluide vital du système capitaliste, le fondement du progrès. En réalité, la plupart des pays pauvres possèdent

déjà suffisamment de biens pour réussir le capitalisme. **La valeur de leurs économies est immense : elle s'élève à quarante fois le montant total de l'aide étrangère reçue dans le monde entier depuis 1945.** Mais ces ressources ne se présentent pas comme il faudrait : ce sont des maisons bâties sur des terrains sans titre de propriété bien certain, des entreprises non déclarées à la responsabilité mal définie, des industries installées hors de la vue des financiers et des entrepreneurs.

« **Faute de documents** désignant nettement leur propriétaire, **ces possessions ne peuvent être directement transformées en capital**, elles ne peuvent être vendues en dehors de petits cercles locaux où les gens se connaissent et se font mutuellement confiance, elles **ne peuvent servir à garantir des emprunts**, elles ne peuvent servir d'apport en nature lors d'un investissement

En Occident, au contraire, toute parcelle de terrain, toute construction, toute machine, tout stock est représenté par un **titre de propriété qui est le signe visible d'un vaste processus caché reliant tous ces biens au reste de l'économie**. Grâce à ce processus de représentation, les biens peuvent mener une **vie invisible**, parallèlement à leur existence matérielle. Ils peuvent servir à **garantir des crédits**. (Les prêts garantis par une hypothèque sur les logements des entrepreneurs sont la source de financement la plus importante pour les nouvelles entreprises aux Etats-Unis). Ces biens fournissent aussi un lien avec l'historique de crédit de leurs propriétaires, une **adresse certaine** pour le recouvrement des créances et des impôts, une base pour la mise en place de **services publics** fiables, un support pour la création de valeurs mobilières (telles que des obligations représentatives d'emprunts hypothécaires) susceptibles d'être ensuite cédées et revendues sur des marchés secondaires. **Grâce à ce processus, l'Occident confère une vie propre aux biens et leur permet de générer du capital**». ¹⁰³

Les habitants des pays pauvres, c'est-à-dire la majorité de la population mondiale, possèdent quelque chose mais il leur manque un processus qui servirait à représenter ce quelque chose et à créer du capital. **Ils ont des maisons mais pas de titre, des récoltes mais pas de bail, des entreprises mais pas d'inscription au registre du commerce.** Ce qui leur manque, c'est cette « représentation » de leurs biens par des titres. C'est cela qui permet aux Occidentaux d'y trouver et d'en extraire du capital. Ce qui est réel et utile n'est pas toujours tangible et visible. Seul l'Occident possède le processus de conversion pour rendre visible l'invisible. Ce processus paraît tellement acquis aux yeux des Occidentaux qu'ils n'en ont même plus conscience. Si les Occidentaux sont riches, c'est parce qu'ils peuvent utiliser ce processus.

103 H. de Soto, **Le mystère du capital**, Flammarion, 2005 (2000), p.15

« Il [ce processus] constitue une **infrastructure juridique implicite cachée aux tréfonds des régimes de propriété** dans lesquels la possession n'est que la partie émergée de l'iceberg. La partie immergée, elle, est un **processus complexe imaginé par l'homme pour transformer les biens et le travail en capital**. Ce processus n'a pas été créé en suivant un plan préétabli et n'est décrit nulle part. Ses origines sont obscures et sa signification enfouie dans le subconscient économique des pays capitalistes occidentaux ». ¹⁰⁴

Hernando de Soto a voulu retrouver **l'histoire de l'élaboration de ce système de production du capital**. Et cela dans le but de remédier aux échecs économiques des pays pauvres. **Ces pays ressemblent beaucoup aux Etats-Unis il y a deux siècles**. A cette époque, l'Amérique était peuplée, dicit George Washington, de « banditti », c'est-à-dire de squatters et de petits entrepreneurs illégaux installés sur des terrains qui ne leur appartenaient pas. Ils réclamaient un droit juridique sur ces terres. Ils étaient sous-capitalisés car, faute de posséder un titre sur ces terres, ils ne pouvaient les hypothéquer pour emprunter. Ce problème a été résolu. Mais on l'a oublié. **On a oublié comment s'est constituée cette infrastructure**. On a oublié comment, grâce à elle, on a produit du capital. **Le capital, composante la plus essentielle du progrès économique occidental, est aussi celle à laquelle on s'est le moins intéressé**. Ce faisant, on l'a laissé dans une forme de mystère, ou plutôt dans une série de cinq mystères :

- **le mystère des informations manquantes** : les biens possédés par les plus pauvres sont en quantité énorme mais il s'agit de capital mort ;
- **le mystère du capital** : qu'est-ce que le capital, comment est-il produit et quel est son rapport avec l'argent ? ;
- **le mystère de la conscience politique** : pourquoi les gouvernements n'ont-ils pas essayé d'exploiter la richesse potentielle qu'est le capital mort ? ;
- **les leçons manquantes de l'histoire américaine** : ce qui se passe dans le tiers-monde et les ex-pays de l'Union Soviétique s'est déjà produit en Europe et en Amérique du Nord mais nous avons oublié comment les pays capitalistes s'y sont pris. La réponse est dans les livres d'histoire et, particulièrement, de l'histoire américaine ;
- **le mystère de l'échec de la loi** : pourquoi a-t-on jusqu'à présent échoué à faire appliquer le droit de propriété en dehors de l'Occident ? Depuis le XIX^{ème} siècle, de nombreux pays ont copié les législations occidentales. Pourtant leurs citoyens restent incapables de transformer leur épargne en capital. Comment cela se fait-il ?

Chapitre II : Le mystère des informations manquantes

Imaginons, écrit de Soto, un pays où personne ne parviendrait à savoir qui possède quoi, où on a du mal à vérifier les adresses, où on ne peut obliger les gens à payer leurs dettes, où il est difficile de transformer ses ressources en argent, où la propriété n'est pas divisible en valeurs mobilières, où les règles de description des biens

104 H. de Soto, **Le mystère du capital**, Flammarion, 2005 (2000), pp.17-18

varient d'un quartier à un autre, compliquant toute comparaison. **Ce pays n'est pas imaginaire. C'est le cas de tous les pays en voie de développement et des pays anciennement communistes.** C'est dans ces pays que vivent 80% de la population mondiale. Ces 80% ne vivent pas dans le dénuement extrême. En réalité, ils possèdent bien plus de biens que l'on ne s'en rend compte. Le problème tient en ce que ces populations n'arrivent pas à créer du **capital « vif »**. Qu'est-ce à dire ? Telle est la **thèse révolutionnaire de cet ouvrage : le tiers-monde dispose de suffisamment de capital mais ce dernier est « mort »**. Pourquoi ? Parce qu'il n'est pas reconnu légalement. Dès lors, il est pratiquement inutilisable, ce qui interdit à ces économies toute possibilité de dépasser le stade de l'autosubsistance (et encore).

Hernando de Soto donne un exemple : au Caire, la population peut accéder à la haute technologie (télécopieurs, téléviseurs, antibiotiques, machines à glace, etc.). Par contre, ce qui n'existe pas, ce sont les transactions légalement exécutoires portant sur les droits de propriété. On ne peut utiliser ces biens à plein. **Les institutions qui font vivre le capital** - c'est-à-dire qui permettent à quelqu'un, grâce à son travail et à ses biens, d'obtenir des intérêts versés par des tiers - **n'existent pas ici**.

Les obstacles à la légalité

Beaucoup d'économies planifiées du Tiers monde ne parviennent pas à taxer le fruit du travail de la population qui vit parfois, dans sa grande majorité, en marge de l'économie déclarée. Il est vrai que les **obstacles à la légalité sont immenses**. De Soto a mené une **vaste enquête de quinze années avec une centaine de collaborateurs, collègues et analystes sur quatre continents**. Ils ont commencé à Lima et ont fait le test suivant : créer de toutes pièces une entreprise parfaitement légale dans le strict respect de la loi péruvienne. A raison de six heures par jour, il a fallu **289 jours pour obtenir que l'entreprise soit enfin enregistrée**. Le coût total des formalités légales, pour créer une boutique de vêtements fonctionnant avec un seul salarié, s'est élevé à 1231 dollars, soit trente fois le salaire mensuel minimum. **Obtenir l'autorisation légale de construire sur un terrain appartenant à l'Etat demanda six ans** et 11 mois, soit le temps nécessaire pour effectuer 207 démarches administratives auprès de 52 services administratifs. Pour obtenir un titre juridique sur cette parcelle de terrain, il a fallu 728 formalités.

L'expérience, menée un peu partout dans le tiers-monde, aboutit à des résultats comparables : un transporteur par bus, taxi ou taxi collectif qui voudrait faire reconnaître officiellement son trajet devrait affronter vingt-six mois de démarches administratives. En Egypte, pour acheter et faire enregistrer une parcelle de **terrain** désertique appartenant à l'Etat, il faut passer par **77 procédures administratives auprès de 31 agences privées et publiques, soit entre 5 et 14 ans de démarches** (selon qu'on ait de la chance ou pas). Il faut entre 6 et 11 ans de chicanes avec l'administration si l'on veut bâtir légalement un immeuble sur d'anciens terrains agricoles. Cela explique pourquoi 4,7 millions d'Egyptiens ont préféré bâtir illégalement. En Haïti, il faut 19 ans de démarches pour obtenir des terres légalement.

Hernando de Soto et son équipe ont constaté que **dans tous les pays étudiés, il est presque aussi difficile de rester dans la légalité que d'y rester.** C'est moins les gens qui ne respectent pas la loi que la loi qui ne les respecte pas. Inévitablement, ils préfèrent sortir du système. Ces 35 dernières années, plus de deux tiers des nouveaux immeubles érigés au Brésil étaient destinés à la construction mais en 2000, **seuls 3% de ces nouvelles constructions sont officiellement enregistrées comme des logements locatifs.** Où est passé le marché ? **Où sont situées les 97% d'habitation restantes ?** Dans les zones de non-droit de l'économie brésilienne, **les favelas.** Là seulement fonctionne la loi de l'offre et de la demande en dehors de la très réglementée économie officielle. Pas de contrôle de loyers dans les favelas. On règle en dollars et les locataires mauvais payeurs sont mis à la porte rapidement.

Le secteur sous-capitalisé

D'un bout à l'autre du tiers-monde et des pays ex-communistes, les secteurs sous-capitalisés bouillonnent d'activité et d'ingéniosité. On trouve quantité d'ateliers qui construisent ou reconstruisent des articles de luxe imitant les grandes marques, des machines, des automobiles, des autobus. Des entrepreneurs extralégaux construisent illégalement des voies de raccordements, des réseaux d'eau et d'électricité. **Des dentistes sans diplôme soignent les caries.** Dans les anciens pays communistes, on rencontre des ateliers clandestins fabriquant du matériel informatique et **même des avions de chasse** destinés à l'exportation ! On croit parfois que l'extralégalité est marginale. En fait, **c'est la légalité qui est marginale. L'extralégalité est devenue la norme.** Les pauvres ont pris le contrôle d'immenses quantités de biens immobiliers et de productions. Le « secteur privé » que rencontrent les experts des organisations internationales dans de grandes tours en verre ne constitue qu'une petite partie du monde entrepreneurial de ces pays. Les vrais entrepreneurs, ce sont les bâtisseurs illégaux, les fabricants d'appareils électriques, les éboueurs, etc. bref tous ceux qui travaillent tous les jours dans la rue.

Quelle quantité de capital mort ?

Durant quinze ans, l'équipe d'Hernando de Soto, soutenue par des spécialistes locaux, a sillonné le globe (Le Caire, Lima, Manille, Mexico, Port-au-Prince, etc.) pour tenter de quantifier ce capital mort. **Ils se sont concentrés sur le plus visible et le plus matériel de tous les biens, l'immobilier.** Ils ont passé des milliers de jours à compter les immeubles rue par rue et ont publié les résultats dans tous les pays où ils ont été autorisés à le faire afin qu'ils puissent être discutés au grand jour. Les manières de construire dans le secteur sous-capitalisé sont aussi diverses que les obstacles légaux à contourner : bidonvilles bâtis sur les terrains publics, coopératives agricoles divisées illégalement en parcelles exploitées de manière privative, vieux bâtiments surélevés illégalement de deux ou trois étages, etc. **Personne ne sait vraiment qui possède quoi, qui est responsable de quoi, qui doit assurer le paiement des services et des biens fournis.** La plupart des biens potentiels de ces pays ne sont pas identifiés ni réalisés ; le capital disponible est rare et l'économie des échanges se trouve bridée et

ralentie. **En bref, les pays en voie de développement forment un monde où le plus gros du capital est mort.**

Combien vaut le capital mort ?

Le montant des économies engrangées au Tiers-monde est énorme. La valeur totale de l'immobilier détenu par les pauvres dans le Tiers-monde s'élève, d'après les calculs effectués par de Soto, à **9300 milliards de dollars**, soit à peu près deux fois la masse monétaire en circulation aux Etats-Unis. C'est presque la capitalisation totale de l'ensemble des sociétés cotées sur les Bourses principales des vingt pays les plus développés : New York, Tokyo, Londres, Francfort, Toronto, Paris, Milan, le Nasdaq et une douzaine d'autres. Ou encore **quarante fois le montant des aides consenties au Tiers monde depuis 1945 !** Mais ces populations ne sont pas en mesure de *représenter* la valeur des biens qu'elles possèdent : leurs habitations sont bâties sur des terrains sans titre de propriété certain, leurs entreprises sont non déclarées, n'ont pas de régime de responsabilité bien définie, leurs industries sont installées hors de la vue des financiers et des investisseurs. Bref, il s'agit de « capital mort ». Plutôt que de tendre la sébile auprès des institutions financières internationales, **les dirigeants du tiers-monde devraient réaliser que, au beau milieu des bidonvilles, se trouvent des milliers de milliards de dollars, tout prêts à servir, à condition d'éclaircir le mystère de la transformation des biens en capital vif.**

Chapitre III : Le Mystère du Capital

S'il y a du capital mort, c'est parce qu'on a oublié (ou peut-être jamais compris) que la **conversion d'un bien matériel en capital** (par exemple utiliser sa maison pour emprunter de l'argent pour financer une entreprise) **exige un processus très complexe.**

Des indices venus du passé (de Smith à Marx)

En latin médiéval, il semble que « capital » désignait une tête de bétail. C'est normal car le bétail a toujours été une source importante de richesse au-delà de la viande qu'il fournit : lait, cuir, laine, combustible. Par ailleurs, il se reproduit lui-même. De là, la **double signification du capital :**

- **une dimension matérielle** (le bétail proprement dit) ;
- **la capacité à générer un surplus de valeur** (les produits qui alimentent diverses industries).

On a défini le « capital » comme la partie des biens d'un pays qui est à l'origine d'un surplus de production et d'une augmentation de la productivité. Adam Smith estimait que la source de l'accroissement de la productivité et donc de la richesse des nations

était la spécialisation économique.¹⁰⁵ **Pour financer ces industries spécialisées, on se servait des ressources accumulées (le capital). Plus on avait accumulé de capital, plus la spécialisation devenait possible. Plus spécialisation augmentait, plus la productivité s'élevait.** Marx était du même avis : pour lui, la richesse produite par le capitalisme se présente comme une immense quantité de biens indifférenciés. Smith insistait sur un point : pour que les biens accumulés deviennent du capital actif, ils doivent être fixés dans quelque sujet particulier qui « dure pendant un certain temps au moins après que le travail est passé. C'est-à-dire qu'une certaine quantité de travail est stockée et conservée pour être employée, si nécessaire, en une autre occasion ». **Ce que Smith veut dire ici, c'est, selon de Soto, que le capital n'est pas seulement un stock de biens accumulés mais surtout un potentiel de production nouvelle.** Jean-Baptiste Say disait pareillement que le capital « est toujours immatériel par nature, car ce n'est pas la matière qui fait le capital mais la valeur de cette matière, valeur qui n'a rien de corporel ». Sur ce point également, Marx était d'accord. **Cette signification essentielle du capital s'est perdue avec le temps. On confond aujourd'hui le capital avec l'argent qui n'est que l'une des nombreuses formes sous lesquelles il voyage.**

L'énergie potentielle contenue dans les biens

Qu'est-ce qui fixe le potentiel d'un bien de manière à permettre une production supplémentaire ? Songeons, nous dit l'auteur, à un **lac de montagne**. On peut y faire du canotage ou de la pêche. Mais, au-delà de cela, cette **masse d'eau tranquille recèle un immense potentiel hydroélectrique**. La valeur supplémentaire obtenue du lac ne vient pas du lac lui-même (pas plus que celle d'un minerai précieux n'est intrinsèque à la terre) mais plutôt du processus d'origine humaine qui, lui, est extrinsèque au lac.

« **Le capital, comme l'énergie, est une valeur dormante.** Pour lui donner vie, il ne suffit pas de regarder les biens qui le composent tels qu'ils sont, il faut réfléchir activement à **ce qu'ils pourraient être**. Il faut un processus qui fixe leur potentiel sous une forme utilisable pour lancer une production supplémentaire ». ¹⁰⁶

Le processus de conversion cachée en Occident

Le **processus permettant la conversion d'un bien matériel en capital** - utiliser sa maison pour emprunter de l'argent qui servira à financer une entreprise par exemple - **est très complexe**. Le capital est une « énergie », une « valeur dormante ». Encore faut-il le réveiller. Hernando de Soto en vient à se demander **comment les Occidentaux ont créé leur capital. En réalité, ils ne le savent pas eux-mêmes**. C'est un mystère à première vue. Ce processus de création est tellement enraciné dans nos pratiques que nous n'en avons pas conscience. En effet, ce qui est central, c'est

¹⁰⁵ Pour une synthèse des cinq livres de la « Richesse des Nations » d'Adam Smith, confer le second tome de la « Tradition de la Liberté » (Les Lumières Libérales).

¹⁰⁶ H. de Soto, **Le mystère du capital**, Flammarion, 2005 (2000), pp.56-57

l'invention - et la reconnaissance juridique - du **régime de la propriété unifiée** : il a permis de **fixer le potentiel économique des biens, d'intégrer dans le système des informations jusque-là dispersées, d'établir les responsabilités de chacun, de rendre les biens fongibles et de créer des liens sociaux**. La propriété est le royaume où les biens sont identifiés, explorés, réunis, reliés à d'autres.

Il importe de découvrir comment fonctionne ce processus de conversion. Pourquoi ? Parce que c'est lui qui permettra au tiers-monde de sortir de la pauvreté, d'accéder du capital mort au capital vivant. Ces pays pauvres ne manquent pas d'esprit d'entreprise. **Les pauvres ont accumulé des milliers de milliards de dollars de biens immobiliers depuis quarante ans.** Actuellement, ce capital reste, tel le lac de montagne, comme un stock d'eau inexploitée. Le problème, c'est que les Occidentaux n'ont plus conscience de l'existence de ce processus de conversion. Il est extrêmement difficile à visualiser. Il se dissimule sous des milliers de lois, statuts, règlements et institutions qui gouvernent le système. On ne le voit que de l'extérieur du système, c'est-à-dire à partir du secteur extralégal. C'est bien là que travaillent Hernando de Soto et ses collègues. **C'est ainsi qu'ils ont pu dégager de l'institution de la propriété six effets qui permettent aux citoyens de l'Occident de générer du capital. Les voici :**

1. fixer le potentiel économique des biens ;
2. intégrer dans un même système des informations jusque-là dispersées ;
3. établir les responsabilités de chacun ;
4. rendre les biens fongibles ;
5. créer des liens sociaux ;
6. protéger les transactions

Premier effet : la propriété fixe le potentiel économique des biens

Il s'agit de transposer l'objet physique dans un système de représentation créé par l'homme.

« **Le capital naît quand on représente par un écrit** - un titre, une valeur mobilière, un contrat ou un autre document - **les qualités relatives à un bien les plus utiles économiquement et socialement**, par opposition aux aspects propres à ce bien les plus remarquables visuellement ». ¹⁰⁷

La propriété est un pur concept. Quand elle change de mains, rien ne change matériellement. Rien ne dit à qui elle appartient. La représentation du bien est distincte du bien lui-même. **La représentation porte sur des qualités non visibles : les qualités économiques et sociales significatives** qu'on lui attribue. La représentation peut, par exemple, servir de garantie à un emprunt, d'apport dans un investissement, d'adresse pour le recouvrement de dettes, intérêts ou impôts, de résidence pour l'identification de personnes, de point de branchement fiable pour les réseaux publics,

107 H. de Soto, **Le mystère du capital**, Flammarion, 2005 (2000), p. 62

etc. **Le régime juridique de propriété a apporté aux pays occidentaux la clef du développement moderne.**

Deuxième effet : la propriété intègre dans un même système des informations jusque-là dispersées

Cette intégration ne s'est pas opérée sans peine. Pendant des dizaines d'années au XIX^{ème} siècle, hommes politiques, juristes et magistrats ont regroupé des faits et des règles qui régentaient la propriété partout dans les villes, les villages, les immeubles et les fermes pour les réunir en un seul système. Cet **immense recensement des représentations** de la propriété fut, écrit de Soto, un « **moment révolutionnaire dans l'histoire des pays développés** » et a abouti au dépôt de toutes les informations et règles gouvernant la richesse accumulée des citoyens dans **une seule base de connaissances**. Avant, toutes ces informations étaient atomisées, dispersées. A contrario, dans les pays pauvres coexistent non pas des dizaines mais des centaines de régimes juridiques différents.

En Europe, cette unification a tout au plus deux siècles. Au Japon, cela s'est produit il y a cinquante ans à peine. En Californie, au lendemain de la ruée vers l'or, la propriété foncière était, en 1849, administrée par environ 800 institutions distinctes disposant chacune de ses propres registres, ses propres règlementations et élisant ses représentants. **L'enregistrement foncier a commencé à apparaître en Allemagne au XII^{ème} siècle mais n'a été unifié qu'en 1896** avec le **Grundbuch** qui fut mis en œuvre à l'échelle nationale. Grâce à ce travail, tout citoyen d'un pays avancé peut obtenir une description des caractéristiques économiques et sociales de n'importe quel bien disponible. Il lui est alors plus aisé d'évaluer et d'échanger le potentiel des biens.

Troisième effet : la propriété établit les responsabilités de chacun

La propriété formelle a transformé les propriétaires en individus responsables, distinguant ainsi les personnes des masses. Mais il y a un **prix à payer : quand le propriétaire rentre dans un régime de propriété formel, il perd son anonymat**. Il est attaché à ses biens et ne peut plus se perdre dans la foule. **Ce régime invite à ne pas agir à la légère.** Si l'on ne rembourse pas les biens et services consommés, si on n'honore pas ses contrats, si on viole ses engagements, on peut être poursuivi et, in fine, on peut se voir confisquer tout ou partie de ses biens. **C'est un système responsabilisant.** Ce n'est pas parce qu'ils seraient dotés d'un sens moral supérieur aux autres que les Occidentaux sont plus fiables et plus responsables. C'est parce qu'ils vivent dans des régimes de propriété formels et exécutoires. **Un habitant d'un pays pauvre ne sera généralement pas pris au sérieux par un Occidental d'un point de vue commercial. Pourquoi ? Parce qu'il n'a pas de propriété à perdre.** Il n'est pris au sérieux que par ses parents et voisins immédiats qui connaissent et respectent ses engagements extralégaux valables seulement à un échelon local.

Quatrième effet : la propriété rend les biens fongibles¹⁰⁸

A la différence des biens matériels, les **représentations peuvent être aisément regroupées, divisées, mobilisées, utilisées dans des situations d'affaires**. Il est possible de faire des assemblages, de diviser ou réunir les biens à la manière d'un Meccano. **Tous les biens sont rangés dans des catégories standardisées. Ces dernières font apparaître la singularité d'un bien mais aussi ses ressemblances avec les autres**. Les représentations permettent aussi de diviser les biens sans y toucher. La propriété formelle rend, par exemple, possible la **détention d'une usine, unité matériellement indivisible, par d'innombrables investisseurs et ceux-ci peuvent se défaire de leur propriété sans affecter le moins du monde l'intégrité du bien** matériel. On peut faire figurer ces biens matériels dans des simulations théoriques à l'aide desquelles on peut établir des stratégies d'affaires.

Cinquième effet : la propriété crée des liens sociaux

En attachant les propriétaires aux biens et en rendant les biens fongibles, on transforme les citoyens occidentaux en un réseau d'agents économiques individuellement identifiables et responsables. **Cela favorise les liens sociaux d'un type nouveau** (entre des personnes très éloignées à tous points de vue et qui n'auraient jamais interagi ensemble par le passé) et cela crée des moyens de raccordements permettant aux biens de circuler en toute sécurité. **Le droit de propriété à l'occidentale fournit aussi aux entreprises des informations sur les biens et leurs propriétaires**, des adresses vérifiables et des références objectives sur la valeur des immeubles, le tout aboutissant à des possibilités de crédit. Ces informations et l'existence d'un droit unifié facilitent la gestion du risque en le dispersant par des dispositifs de type assuranciel, ainsi qu'en mettant en commun des biens pour garantir des dettes. Cela se traduit par **la mise en place de réseaux complexes au moyen desquels les citoyens ordinaires établissent des liens avec les pouvoirs publics aussi bien qu'avec le secteur privé** et obtiennent dès lors des biens et services complémentaires. C'est ainsi que des établissements financiers peuvent sélectionner les emprunteurs potentiels dignes de crédit et que des objets matériels, comme des billes de bois en Oregon, peuvent garantir un investissement industriel à Chicago.

Sixième effet : la propriété protège les transactions

Tous les enregistrements de la propriété (titres, actes, valeurs mobilières et contrats décrivant les aspects économiquement significatifs des biens) sont continuellement suivis et protégés dans le temps et dans l'espace. **Des services d'enregistrement publics administrent les fichiers contenant les descriptions économiquement utiles des biens**, qu'il s'agisse de terres, de bâtiments, de meubles, de bateaux, d'industries, de mines ou d'aéronefs. La personne intéressée par une transaction

108 Est dite « fongible » une chose qui se caractérise par son appartenance à un genre ou à une espèce et non par une identité propre (par opposition aux « corps certains » qui sont individuellement désignés par des caractéristiques propres). L'argent, le blé, le vin, la monnaie sont des choses fongibles. Elles peuvent être remplacées par n'importe quelle chose du même genre. Elles ne « périssent pas » (« genera non pereunt »). Une œuvre d'art est un corps certain.

peut instantanément prendre connaissance des éléments qui peuvent la limiter ou la faciliter : charges, servitudes, baux, arrérages, privilèges ou hypothèques. Outre les systèmes publics d'enregistrement, **de nombreux services privés sont apparus pour aider les parties à fixer, déplacer et suivre ces représentations** afin de pouvoir produire aisément et en toute sécurité un surplus de valeur. Ce système permet de **sécuriser à la fois les propriétés et les transactions**. La sécurité de ces transactions en Occident est telle qu'un très petit nombre de transactions suffit pour réaliser des mutations portant sur de grandes quantités de biens.

Capital et Argent

A la lecture de ces six effets de la propriété, on réalise clairement que les habitations occidentales ne sont pas seulement des abris contre le froid et la pluie. Elles mènent une vie parallèle car elles ont une existence distincte de leur matérialité. Comment expliquer cela ? Un système juridique de propriété accomplit deux choses : d'une part, il **réduit considérablement les coûts engagés pour connaître les qualités économiques des biens** (il nous les rend « perceptibles ») ; d'autre part, il permet de **se mettre plus facilement d'accord sur la manière d'utiliser les biens pour créer encore plus de production et accroître la division du travail**. « Capital » vient de « caput » (tête). Les outils avec lesquels on crée le capital résident dans la tête. Ceci explique sans doute pourquoi il est entouré de mystère.

Le lien entre capital et argent passe par la propriété. **La monnaie papier doit ses origines à la reconnaissance de dettes écrites. L'argent présuppose la propriété.** L'argent n'est jamais créé ex nihilo du point de vue de la propriété, laquelle doit toujours exister avant que l'argent puisse exister. **Le capital n'est donc pas créé par l'argent.** Il est créé par des gens que les régimes de propriété poussent à coopérer et à s'interroger sur les manières de tirer une production supplémentaire des biens qu'ils ont accumulés. L'augmentation substantielle du capital en Occident au cours des deux derniers siècles est la conséquence d'une amélioration graduelle des régimes de propriété, qui a permis aux agents de découvrir le potentiel de leurs biens et donc de financer un supplément de production. Ils parviennent à insuffler une vie parallèle à ce qui est accumulé.

On a trop longtemps négligé de s'interroger sur la source du capital. Si le delta du Nil est fertile, c'est parce qu'il reçoit annuellement le limon qui provient de l'amont. L'Occident a conseillé au tiers-monde d'imiter les conditions de vie dans le delta (stabilité monétaire, marchés ouverts, entreprises privées c'est-à-dire toutes les « réformes macroéconomiques et d'ajustement structurel »). **Tout le monde a oublié que la richesse du delta vient de l'amont (le droit de propriété) qui permet au capital de s'épanouir.** De là l'échec de ces réformes macroéconomiques. Il ne suffit pas d'implanter des franchises McDonald dans un pays pour créer de la richesse. **Le capital est nécessaire, et il suppose un régime juridique de propriété complexe et puissant que tout le monde a tendance à considérer comme acquis.**

La cloche de verre

Les pauvres sont marginalisés car ils ne peuvent profiter des six effets de la propriété. Le problème n'est donc pas de savoir s'ils devraient produire ou recevoir plus d'argent mais bien de savoir comment mobiliser la volonté politique pour bâtir un régime de propriété aisément accessible aux pauvres. **Fernand Braudel ne comprenait pas pourquoi le système capitaliste vivait en système clos voire enkysté**, pourquoi il n'a pas pu essaimer facilement et conquérir la société entière. **Hernando de Soto répond : à cause de la limitation des accès au régime de la propriété. En résumé, tout le monde a du capital. Mais seule une toute petite minorité a assez de moyens pour se faire reconnaître juridiquement la propriété de ce capital** (pour consulter des juristes spécialisés, assez de relations et de patience pour affronter les formalités imposées par les régimes de propriété). Ils sont dans la « cloche de verre », la zone de la légalité et du droit de propriété formel. Celle-ci fait du capitalisme un club privé, ouvert seulement à un petit nombre de privilégiés. Il faut soulever la cloche de verre. Il faut faire entrer les gens dans la sphère de la légalité, ce qui implique une refonte en profondeur de celle-ci (dans le sens d'une simplification) mais aussi une intégration en son sein de tout le droit extralégal élaboré sur base des arrangements contractuels. Ce droit extralégal doit, pour ce faire, être uniformisé et rendu homogène.

Cela amène à se demander pourquoi la plupart des pays n'ont pas été capables de créer des régimes de propriété formels ouverts. **Pourquoi les pouvoirs publics ont-ils mis tant de temps à comprendre ce phénomène de la cloche de verre ?**

Chapitre IV : Le Mystère de la conscience politique

De 1979 jusqu'en 2000, 100 millions de Chinois ont quitté leur domicile officiel à la recherche d'emplois extra-légaux. De 1990 à 2000, 85% des emplois créés en Amérique latine et dans les Caraïbes l'ont été dans le secteur extralégal. On s'effraie de la **démographie galopante du tiers-monde**. Ce qu'on ne comprend généralement pas, c'est que ces pays sont en train de vivre une **révolution industrielle presque identique à celle qui s'est produite en Occident voici plus de trois siècles**. Quand elle a inauguré la Révolution industrielle, la Grande-Bretagne n'abritait que 8 millions de personnes. On ne voit que les problèmes au lieu de percevoir les opportunités. **La croissance démographique peut être une source d'enrichissement considérable**. Comment ? **Adam Smith disait déjà que plus large est le marché, plus fine peut être la division du travail**. Plus abondante est la main d'œuvre, plus grande sera la spécialisation. Plus grande est la spécialisation, **plus efficace est l'économie, plus élevés sont les salaires et plus grande est la valeur du capital**.

La propriété obéit à la « **loi de Metcalfe** » qui s'énonce ainsi : « **la valeur d'un réseau - définie comme son utilité pour une population - est à peu près proportionnelle au carré du nombre des utilisateurs**. Un seul téléphone ne sert à rien : qui appelleriez-vous ? Deux téléphones valent à peine mieux. **C'est seulement lorsque la plus grande partie de la population a le téléphone que la puissance du réseau atteint**

tout son potentiel de transformation de la société ». Similairement, les régimes de propriété prennent une puissance fantastique quand ils sont interconnectés au sein d'un ensemble plus vaste. **Le potentiel d'un droit de propriété particulier cesse d'être borné par l'imagination du propriétaire**, de ses voisins, de ses connaissances **pour être livré à un vaste réseau d'autres imaginations**. C'est seulement lorsque l'Etat unifie les régimes de propriété qu'il peut enfin administrer le développement.

Le problème fondamental n'est pas - en soi - l'exode rural ou la croissance démographique : au cours du XIX^{ème} siècle, **Los Angeles a grossi plus vite que Calcutta et Tokyo fait trois fois la taille de Delhi**. Le problème, c'est qu'on n'a pas compris que tous ces phénomènes convergent vers une **révolution** et que, dès lors, **on tend à l'endiguer plutôt qu'à l'accepter**. Du coup, on se prive de voir le **prodigieux potentiel qu'elle recèle**. L'afflux des populations vers les centres urbains, l'amoncellement des ordures, l'insuffisance des infrastructures, l'abandon des campagnes, la croissance urbaine, la croissance du secteur extra-légal sont des phénomènes qui, selon de Soto, ont une **cause unique : le déphasage du régime de propriété légal**. Voilà pourquoi existe ce mouvement révolutionnaire pourtant plus chargé de promesses que de problèmes. **Il faut sortir la société de l'extralégalité**.

Pourquoi tout le monde est-il passé à côté du vrai problème. Parce qu'il existe **deux zones d'ombre** :

- **le phénomène révolutionnaire qu'est l'essor des populations extralégales depuis une quarantaine d'année** : les deux tiers de la population mondiale n'a pas d'autre choix que de vivre en dehors de la loi ;
- **le fait que ce phénomène n'est pas neuf et qu'il s'est produit de la même manière dans les pays occidentaux à la veille de la révolution industrielle**.

Zone d'ombre n°1 : la vie hors de la cloche de verre aujourd'hui

Pourquoi n'a-t-on pas vu venir cette nouvelle révolution industrielle ? **Dans les années 80, le secteur extra-légal était encore considéré comme relativement mince et le problème paraissait « marginal »**. On comparait cela au chômage et au marché noir des pays avancés. Personne n'avait des données précises. Pourtant, des faits étaient troublants : comment expliquer que, par exemple, l'industrie péruvienne du bâtiment était en déconfiture alors que les vendeurs de matériaux de construction florissaient ? **Comment expliquer l'essor vertigineux de la vente de sacs de ciment ?** Quand de Soto et ses collègues ont quitté leur bibliothèque pour aller sur le terrain, ils ont senti les vibrations d'une économie extralégale dynamique, indépendante et officiellement invisible. **En réalité, le secteur extra-légal n'était pas anecdotique. Il était gigantesque**.

La croissance urbaine

Partout dans le tiers monde, les populations affluent vers les villes. En quarante ans, la population urbaine de l'Egypte est passée de 6 à 23 millions de personnes. En Afrique du Sud, les Noirs sont de plus en plus nombreux à remplir les bidonvilles qui entourent

toutes les grandes villes sud-africaines. **Ces quartiers d'habitations sont parsemés d'ateliers, parcourus par des vendeurs à la sauvette et sillonnés en tous sens par d'innombrables lignes de minibus.** L'énormité même de ces villes suscite des opportunités. De nouveaux entrepreneurs sont apparus qui, à la différence de leurs prédécesseurs, sont d'origine très modeste.

La marche vers les villes

L'exode rural est la principale cause de la croissance urbaine dans la plupart des pays en voie de développement et des ex-pays communistes. A cela, beaucoup de causes avancées. D'abord, **l'amélioration des routes** qui rend les déplacements beaucoup plus aisés qu'auparavant. **La radio**, par ses publicités, a fait connaître à des milliers de kilomètres à la ronde les possibilités, les aménités et les commodités de la vie urbaine. Citons aussi les **crises agricoles et les licenciements massifs** (en raison de la modernisation de l'agriculture et de la fragilité des marchés de certaines cultures traditionnelles). Incapables d'acheter des terres ou de trouver un travail dans les campagnes, beaucoup sont partis vers les villes. D'autres raisons, très rationnelles, motivent cet exode : la **meilleure qualité des soins de santé** en ville, la **meilleure qualité de l'enseignement** en ville (considéré à juste titre comme étant un excellent investissement), etc. **La migration n'a donc rien d'un acte irrationnel.**

Dehors les pauvres !

Les migrants qui se dirigent vers la ville en sont rejetés juridiquement. Les institutions juridiques du tiers-monde se sont développées au fil du temps en fonction des besoins et des intérêts de certains groupes urbains. Les ruraux sont l'objet d'une discrimination juridique car l'accès aux activités économiques et sociales légalement établies leur est fermé. Il leur est extrêmement difficile de trouver un emploi licite ou un logement. Ils sont victimes d'un **apartheid légal**. Le nombre de formalités pour se régulariser est démentiel (entre 14 et 77 formalités auprès de 31 services en Egypte pour l'achat d'un terrain privé) et le coût de ces dernières est prohibitif. **Rester dans l'extralégalité est également coûteux.** Au Pérou, par exemple, les coûts d'exploitation d'une entreprise extralégale comprennent **les pots de vins et commissions aux autorités qui représentent 10 à 15% du chiffre d'affaires annuels.** Mais le coût le plus important, c'est **tout ce à quoi ne donne pas accès le fait d'être extralégal (le crédit, le recours aux tribunaux, l'assurance, la société par actions, les économies d'échelle, etc.).** L'impossibilité d'obtenir des crédits à l'aide desquels ils pourraient étendre leurs opérations prive les extralégaux de toute perspective. A titre de comparaison, aux Etats-Unis, jusqu'à 70% des crédits obtenus le sont sous forme de crédits hypothécaires garantis par des titres formels.

L'essor de l'extralégalité

En une quarantaine d'années, la plupart des villes du tiers-monde ont vu leur population multipliée par quatre. En 2015, plus de 50 villes du tiers-monde compteront au moins 5 millions d'habitants. **Le secteur extralégal est omniprésent**

dans ces Etats et dans les pays ex-communistes. Des quartiers entiers ont été achetés, lotis et construits en marge ou en violation des réglementations publiques. Sur cent maisons construites au Pérou, septante le sont illégalement. **On ne mesure pas toujours le volume considérable d'activités économiques qui existe dans une favela.** L'immobilier représente à lui seul une valeur plusieurs fois supérieure à celle de l'épargne et des dépôts à termes confiés aux banques commerciales. Dans les pays avancés, l'immobilier représente 50% de la richesse nationale. Dans les pays en développement, il représente environ 75 % de cette richesse nationale.

L'extralégalité est destinée à durer

Ces cités illégales tentaculaires existent partout dans le tiers-monde et portent des noms divers : « favelas » au Brésil, « pueblos jovenes » au Pérou, « ranchos » au Venezuela, « barrios marginales » au Mexique, « bidonvilles » dans les anciennes colonies françaises, « shanty towns » dans les anciennes colonies britanniques. Ces vagues d'extralégaux viennent s'écraser sur les cloches de verre. **Dans la plupart des pays, les autorités publiques sont incapables de rivaliser avec le pouvoir extralégal.** Au Pérou, par exemple, les investissements publics consacrés aux HLM jusqu'à la fin des années 1980 représentaient un peu près 2% de ceux effectués dans le secteur extralégal. Ce secteur extra-légal est une zone grise dotée d'une longue frontière avec le monde légal, un endroit où l'on se réfugie lorsque les avantages du respect de la légalité deviennent inférieurs à ses coûts.

Ces extralégaux se sont organisés. Ils assurent entre eux la sécurité de leurs propriétés et de leurs activités. **Evidemment, ces biens restent, comme on l'a vu, du capital mort. Des organismes très divers structurent ces sociétés :** associations d'aménagement urbain, conventions agricoles, syndicats de petites entreprises, fédération de transports, collectivités de micro-entreprises, associations de locataires HLM, etc. Ils s'occupent du logement, de la voirie, etc. Ce sont des taudis mais des taudis qui se transforment au fil des décennies pour devenir bientôt comparables à des quartiers ouvriers occidentaux. A contrario, les quartiers pauvres des villes riches sont d'anciens beaux immeubles qui se délabrent constamment. Les extralégaux d'aujourd'hui ne sont pas de gangsters. **Ils aspirent pour la plupart à mener une vie paisible et productive.** Face aux avancées des extralégaux, les pouvoirs publics battent en retraite. Ces derniers pensent que ces concessions ou « tolérances » sont temporaires. Ils ne comprennent pas que **tout le pays est en train de se reconfigurer.**

Du déjà vu

Quand les pouvoirs publics comprendront que les pauvres ont pris le contrôle de vastes quantités de biens immobiliers et d'unités productives, ils réaliseront que le problème vient d'un hiatus profond entre le droit écrit et la réalité effective du pays. **Il faut que ces pouvoirs publics légitiment les avoirs extralégaux en les intégrant dans un cadre légal cohérent et organisé.** Fort heureusement, ce processus a déjà eu lieu. Il n'est pas neuf. **Il s'est déroulé entre le XVIII^{ème} siècle et la Seconde Guerre mondiale en Europe.**

Zone d'ombre n°2 : la vie hors de la cloche de verre d'autrefois

Le mouvement en direction des villes

Il y a un lien entre la grande révolution industrielle et commerciale en Europe et les migrations en masse vers les villes entre le XVI^{ème} et le XVIII^{ème} siècle. La croissance démographique avait été rendue possible par la raréfaction des famines et des épidémies. Les salaires étaient supérieurs en ville et attirèrent des paysans ambitieux. **La plupart ne trouvèrent pas d'emploi et s'installèrent dans les faubourgs, les colonies extralégales** de l'époque, en attendant d'être admis dans une corporation ou une entreprise licite. Le **désordre social était inévitable**, aggravé par la surpopulation, les maladies et les inévitables difficultés d'adaptation. **Au lieu de s'adapter à cette réalité urbaine, les pouvoirs publics** ne firent que multiplier les lois et les décrets pour tenter de régler le problème en force. Ils **versèrent dans la répression par la violence**.

L'émergence de l'extralégalité

Faute de trouver des emplois légaux, les migrants européens commencèrent à installer des ateliers illégaux à leur domicile. **Le secteur extralégal s'est rapidement étendu**. La répression gouvernementale contre les extralégaux était omniprésente, sévère et, en France, meurtrière. Au XVII^{ème} siècle, sur une période de dix ans, **plus de 16.000 contrebandiers et fabricants clandestins furent exécutés en France** pour avoir fabriqué ou importé des indiennes¹⁰⁹ illégalement. L'Etat comptait sur les corporations pour l'aider à repérer les délinquants. Mais, en durcissant les lois au lieu de les adapter pour y faire rentrer les manufactures extralégales, **les autorités n'ont fait que rejeter les entrepreneurs vers l'extralégalité des faubourgs**. Adam Smith écrivait à l'époque que si l'on désirait qu'un travail « soit fait de manière tolérable, il faut le faire exécuter dans les faubourgs où les travailleurs, qui ne jouissent d'aucun privilège d'exclusivité, ne peuvent compter sur rien d'autre que sur leur caractère ». La concurrence était telle que **les propriétaires d'entreprises formelles ont commencé eux-mêmes à soustraire dans les faubourgs, ce qui a fait rétrécir l'assiette fiscale et provoqué une hausse des impôts**. Les corporations ont contre-attaqué en faisant voter de nombreuses lois pour prohiber les ateliers extralégaux mais celles-ci restèrent inefficaces.

La rupture de l'ordre ancien

Face aux progrès de l'extralégalité, les gouvernements européens ont été, fin XVI^{ème}, début XVI^{ème} siècle, obligés graduellement de se replier (comme c'est actuellement le cas dans les pays pauvres). **Ainsi, l'Etat a fini par réaliser que les nouvelles industries se développaient principalement là où il n'y avait ni corporation ni restriction légale. Elles étaient plus efficaces et plus prospères**. Les gens remarquaient que les biens et services provenant des colonies extralégales étaient meilleurs que ceux de leurs concurrents légaux sous la cloche de verre. Progressivement, ces extralégaux en

109 Une indienne était un tissu peint ou imprimé fabriqué en Europe entre le XVI^{ème} siècle et le XIX^{ème} siècle.

vinrent à s'implanter et à construire à l'intérieur même de la ville (particulièrement en Allemagne). **L'Etat commença à retirer son soutien aux corporations.** Les candidats à l'entrée dans les corporations se sont raréfiés. Le pouvoir de l'Etat déclinait également. Il était profondément corrompu. **Les attentes économiques étaient tournées vers l'Etat** car il contrôlait tout. **Mais il ne savait plus y répondre.** Dès lors, un très grand nombre de gens décidèrent de migrer ailleurs par centaines de milliers entre le XVII^{ème} et le XIX^{ème} siècle. D'autres restèrent pour fomenter des révolutions.

Et enfin, au bout de trois cents ans

Sous la pression des extralégaux en rébellion mais aussi en raison de la situation des entreprises régulières bridées par des réglementations impropres, **les pays européens ont fini, au XIX^{ème} et au début du XX^{ème} siècle, par adapter leur législation aux besoins des gens ordinaires.** Les politiciens ont enfin compris que le problème ne tenait pas aux gens mais à la loi qui les décourageait et les empêchait d'être plus productifs. En facilitant l'accès à la propriété formelle, en réduisant les obstacles érigés par les régulations obsolètes et laissant les arrangements locaux influencer l'élaboration du droit, **les hommes politiques européens ont éliminé les contradictions de leurs systèmes économiques et juridiques,** permettant ainsi à leurs pays de s'engager pleinement dans la révolution industrielle. Ces anciens problèmes de l'Europe (exode rural vers les villes, insuffisance des services publics, amoncellement des ordures, enfants mendiants, etc.) sont les problèmes actuels des pays du tiers-monde et des anciens pays communistes. **Ces pauvres attendent aujourd'hui une redistribution majeure du pouvoir.** C'est un fait que les dirigeants des pays pauvres doivent accepter s'ils veulent canaliser la vague au lieu de se faire submerger par elle.

Chapitre V : Les leçons manquantes de l'histoire américaine

Après avoir sillonné la planète pendant une petite quinzaine d'années et visité presque tous les organismes spécialisés dans la propriété à travers le monde développé (His Majesty's Land Registry, Alaska Land Authority, Toki Bo japonais, etc.), Hernando de Soto n'a rencontré personne capable de lui expliquer comment le droit s'y prenait pour intégrer les biens extralégaux d'un pays dans un régime de propriété unique. Personne n'avait jamais réfléchi à la question. **Ce que recherchait de Soto, ce n'était pas le droit de propriété lui-même mais une sorte de « méta-droit » : le droit d'avoir des droits de propriété.**

Pourtant, il était clair à ses yeux qu'à un certain moment dans le passé, tous les pays occidentaux avaient effectué une transition passant de dispositifs épars et informels à un régime juridique de propriété unifié. En compulsant des milliers de pages sur l'histoire juridique de l'Occident, de Soto s'aperçut que le changement crucial réside dans l'adaptation de la loi aux besoins sociaux et économiques de la majorité de la population. **Ces pays ont graduellement accepté que les contrats sociaux nés en dehors de la loi soient des sources légitimes du droit.** Le droit a été mis au service de la formation de capital populaire et de la croissance économique.

Ce fut chaque fois des victoires politiques d'un tout petit nombre d'hommes avisés qui comprirent chaque fois que la loi officielle n'avait aucun sens si une partie importante de la population vivait en dehors d'elle.

L'histoire des Etats-Unis offre, nous dit de Soto, un grand avantage. Elle est plus récente et permet de comprendre comment a pu s'accomplir le processus de légalisation. La meilleure manière de légaliser est de mettre en œuvre le droit de préemption et le droit des occupants sur leurs améliorations (c'est-à-dire les travaux qui ont valorisé le bien). Cela n'a pas été sans mal. **Le jour où, aux Etats-Unis, ont enfin compris qu'il fallait cesser de pourchasser les squatters,** cesser de détruire les arrangements extralégaux et les inclure dans un nouveau système juridique de propriété, **ce pays a fait un bond de géant.** Le célèbre « **Homestead Act** » de 1862 qui attribuait aux colons 160 acres (environ 64 hectares) de terres libres en contrepartie d'un engagement d'y vivre et de l'exploiter était moins un acte officiel de générosité que la **reconnaissance d'un fait établi** : ces colons et squatters avaient occupé, défriché et exploité ces terres depuis des décennies. Ils formaient une « réalité » qu'on ne pouvait plus ni pourchasser ni ignorer. Il fallait la faire rentrer dans le système juridique officiel et, ce faisant, réformer profondément ce dernier. Agissant ainsi, **des politiciens éclairés préparaient le terrain à une conversion en capital des biens des colons et des prospecteurs américains.** **L'aventure capitaliste pourrait enfin se déployer dans toute sa puissance.**

Un parallèle avec l'histoire des Etats-Unis

Ce qui est le plus interpellant dans l'histoire américaine, c'est le **lien entre la légalisation de la propriété et la création du capital.** C'est un phénomène peu étudié et peu compris. Les spécialistes de la propriété n'ont rien écrit, nous dit de Soto, sur la transition des droits extralégaux au régime de propriété unifié. Il est vrai que ce n'est pas un processus facile à suivre : **la lente absorption des pratiques, coutumes et normes des extralégaux au sein du droit formel a été dissimulée par d'autres phénomènes historiques.** Par ailleurs, on étudie souvent la propriété selon le point de vue des pays avancés. Enfin, ce processus n'est pas facile à saisir parce que le fil de l'histoire n'est pas facile à suivre : les régimes de propriété ouverts à tous les citoyens sont un phénomène relativement récent. Tout au plus deux cent ans aux Etats-Unis. **Dans la plupart des pays occidentaux, cette uniformisation s'est achevée il y a à peine un siècle.**

L'adieu au vieux droit britannique

Le XVI^{ème} siècle est le théâtre d'une migration sans précédent d'Européens de l'Ouest vers les rivages de l'Amérique du Nord et du Sud. **Les premiers gouvernements coloniaux s'appuyaient sur des documents juridiques, des « chartes ».** Au début, les colons tentèrent d'appliquer les doctrines du droit anglais de la propriété mais ce dernier n'avait pas été conçu pour une société où les nouvelles formes d'accès de la propriété se multipliaient alors qu'il n'existait **pas de système d'enregistrement établi et largement accepté.** Ce droit ne **prévoyait pas de critères permettant aux**

tribunaux de trancher les actions publiques en contestation de titre. La surabondance des terres et le fait que le terrain était naturellement dégagé ou avait été défriché par les Indiens offrirent des possibilités inimaginables aux premiers arrivants. **Ces derniers s'établirent rapidement en négligeant de délimiter précisément les frontières de leurs terres.** Parfois, après avoir bâti des maisons, ils déménageaient sur un coup de tête parce qu'ils avaient trouvé de meilleures terres. Il en a résulté une bonne dose de **fou** et d'extralégalité dans les droits de propriété. Contraints de trancher des conflits de propriété d'une diversité inouïe et sans précédents dans la jurisprudence anglaise, les **autorités coloniales durent s'en remettre aux coutumes des villages.**

Le squat, vieille tradition américaine

Le squat (occupation illégale d'une terre) est plus ancien que le pays lui-même. Les premiers colons dépourvus de chartes étaient des squatters. Les compagnies, qui possédaient officiellement les concessions, ne pouvaient pas faire grand-chose contre ces **milliers de personnes qui s'établissaient un peu partout de manière anarchique.** Dès 1634, la Cour générale du Massachusetts a tenté de les chasser en faisant enregistrer toutes les concessions attribuées à des citoyens. Cela n'a pas davantage réussi. **Ces occupations illégales ont souvent été initiées par des hommes politiques** qui envoyaient des personnes dans le but de défricher et de mettre en valeur des ressources locales. Ils invitèrent ces gens à s'installer sur des terres inexploitées en **affirmant que les occupations et aménagements seraient confirmés par des titres.** Pour cela, il fallait accomplir un certain nombre de choses. Ainsi, en Virginie, il fallait, endéans les trois ans suivant l'établissement, construire une maison, planter un acre et garder des provisions pour une année. A défaut, la terre revenait à l'Etat. Plusieurs tentatives échouèrent pour faire racheter ces terres par leurs occupants en déduisant le prix des améliorations. **Plusieurs se régularisèrent mais beaucoup d'autres, non.** Les lois britanniques étaient jugées trop formelles, trop lourdes et trop compliquées. Elles n'étaient pas adaptées à la manière de vivre et de travailler de ces gens.

Le nouveau contrat social : les « droits tomahawk »

En l'absence de reconnaissance juridique, les migrants, pour vivre sereinement entre eux, ont établi des **titres de propriété extralégaux** à leur manière, surnommés « droits tomahawk », « droits cabane » ou « droits maïs ». Il s'agissait de revendications foncières établies en construisant une cabane de rondins ou en faisant pousser une récolte de maïs sur le terrain. On gravait les écorces des arbres pour établir la propriété et cela dans l'attente du « cadastre général » de la colonie. **Quoique juridiquement sans valeur, ces droits extralégaux étaient achetés, vendus et transférés exactement comme des titres officiels.**

Feu sur le shérif

Les migrants ont tracé des limites, bâti des maisons et labouré des terres. Mais de nombreuses autorités ont continué à les poursuivre. Quand George Washington, père des Etats-Unis, a voulu chasser les squatters qui s'étaient installés sur le territoire

de sa ferme en Virginie, on l'a averti que s'il gagnait son procès contre ces colons, ces derniers allaient brûler ses granges et ses clôtures. **Ces derniers haïssaient les représentants de la loi.** Quand un shérif était tué en tentant d'expulser un squatter, les jurés refusaient de condamner les coupables présumés. **La répression restait impuissante à endiguer le phénomène.** Ainsi, en Pennsylvanie, de 1763 à 1768, l'assemblée a fait passer une loi qui condamnait les squatteurs à la peine de mort. Le gouverneur William Penn a ordonné à ses soldats de chasser les colons illégaux. En dépit de ces mesures, le nombre de squatteurs a doublé.

La « préemption », une novation juridique

Si quelqu'un s'installe illégalement sur une terre et qu'on parvient à l'en chasser, il a droit d'exiger du légitime propriétaire le **remboursement des « améliorations »** qu'il a faites sur celle-ci. C'est un principe consacré dès 1642 dans la colonie de Virginie. Si le propriétaire légitime refuse de rembourser les aménagements effectués par le squatter, celui-ci est alors en droit d'acheter la terre au prix fixé par un jury local. **Appelée « préemption », cette nouveauté juridique permet à un colon d'acheter la terre qu'il avait « améliorée » avant qu'elle ne soit publiquement en vente.** Cette institution allait être la clé de l'intégration des accords de propriété extralégaux dans le droit américain pendant les deux siècles suivants. Beaucoup de controverses allaient naître sur le sens exact du mot « amélioration » mais responsables juridiques et politiques ont rapidement interprété ce dernier dans un sens favorable aux squatteurs. Souvent, les « droits cabane » ou « droits maïs » étaient considérés comme des améliorations. Pour les Etats pauvres, la préemption était en outre une source de recettes.

Autres obstacles légaux, autres extralégalités

En 1787, le Congrès adopta la **Northwest Ordinance** qui prévoyait la division et la vente des terres du Nord-Ouest en plusieurs sections. Malgré son élégance, cette législation était **inadaptée à la situation** : des foules croissantes migraient vers la périphérie du pays et le prix prohibitif des terres excluait instantanément des milliers de migrants du marché. Ces derniers ont opté pour une installation hors-la-loi. L'armée est intervenue et a, sur ordre du président Washington, détruit des cabanes et chassé des familles dans les zones possédées par les Indiens. **Néanmoins, la question de la préemption s'est posée aussitôt. Ce fut un dilemme pour les congressistes** : fallait-il réellement rejeter les droits de préemption demandés par les squatteurs ? Ces derniers ont, avec beaucoup de travail et de peine, défriché, cultivé, amendé certaines terres en accroissant considérablement la valeur de ces dernières mais aussi celle de terres environnantes. Néanmoins, le sentiment prévalant des membres du Congrès était qu'il fallait refuser tout droit aux squatteurs. **Le Congrès était totalement déconnecté de la réalité et ne réalisait pas non plus qu'il ne possédait ni les moyens pour faire respecter ses décisions** ni les moyens administratifs nécessaires pour mettre en œuvre sa législation en matière de découpage et de distribution des terres.

Anarchie ou conflit de lois ?

Au début du XIX^{ème} siècle, le système de propriété des Etats-Unis était à la dérive.

Les migrants qui colonisaient les terres ne détenaient pas dans la majorité des cas de titre de propriété formel. Les contestations étaient légion. **Presque tout le monde contestait la validité des titres de ses voisins.** Entre 1785 et 1890, le Congrès des Etats-Unis a adopté plus de cinq cents lois différentes pour réformer le régime de propriété afin de mettre la propriété entre les mains de citoyens privés en vertu de l'idéal de Jefferson. Mais les procédures touffues prévues dans ces lois ont nui à la réalisation de cet objectif. Par ailleurs, pour compliquer encore le tableau, **chaque Etat avait établi ses propres règles de propriété et de distribution des terres,** règles largement destinées à **favoriser et à protéger son élite de possédants.** Aussi les Etats-Unis se sont-ils retrouvés dotés d'un système juridique pluraliste où le droit extralégal jouait un rôle prédominant pour résoudre les conflits.

Les efforts des Etats pour soulever la « cloche de verre »

Les hommes politiques américains étaient placés devant un dilemme : continuer la guerre contre les extralégaux ou devenir leur champion. Au fur et à mesure, les partisans des extralégaux sont montés en puissance. Le tournant s'est produit dans le nouvel Etat du Kentucky dont le régime de propriété allait complètement à vau-l'eau. Les revendications foncières représentaient trois fois le total de la superficie de cet Etat. **Dans ce contexte, une décision de la Cour suprême en 1821 déclencha un tollé dans cet Etat.** Dans l'affaire Green v. Biddle, la Cour donna raison aux héritiers d'un grand propriétaire terrien, John Green, contre Richard Biddle, un squatteur installé illégalement sur leurs terres. Ce faisant, la **Cour s'opposait à la loi du Kentucky sur le droit des occupants.** Les hommes politiques de cet Etat, soucieux de défendre leur électorat extralégal, ont vivement critiqué cette décision, la jugeant « ruineuse » et « source de grandes alarmes ». L'hostilité des milieux politiques et judiciaires de cet Etat, hostilité partagée dans beaucoup d'autres Etats, a fait réaliser aux hommes politiques de l'Ouest et aux Démocrates qu'il était **possible de porter un autre regard sur les squatteurs.** Non pas comme des délinquants en guenilles qui s'emparaient des meilleures terres du pays mais comme des **nobles pionniers** qui contribuaient à développer le pays. **Accessoirement, c'étaient aussi des électeurs potentiels et ils étaient très nombreux...**

Les efforts du gouvernement fédéral pour soulever la « cloche de verre »

D'après un spécialiste, **aucune jurisprudence de la Cour suprême n'a été aussi complètement renversée que celle du cas Green v. Biddle (où la Cour déboutait les extralégaux) par la législation et les tribunaux des Etats** et par l'inapplication de la jurisprudence dans les tribunaux fédéraux. **Washington a enfin commencé par entendre le message.** En 1830 fut adoptée une loi de préemption générale applicable « à tout colon ou occupant des terres publiques » au cours de l'année 1829. Ce dernier pouvait être régularisé moyennant paiement. Cet acte de préemption générale a été renouvelé en 1832, 1838 et 1840 en renforçant chaque fois les droits du squatteur. En

1841, le principe de préemption était si bien passé dans les mœurs que le Congrès a mis en application une **loi de préemption prospective générale** couvrant non seulement les squatteurs existants mais toute personne qui viendra ultérieurement établir une installation sur les terres publiques.

Les efforts extralégaux pour soulever la « cloche de verre »

De nombreux squatteurs faisaient des pieds et des mains pour s'assurer la terre qu'ils occupaient. Certains allaient même jusqu'à acheter deux fois la même parcelle. D'autres payaient à leurs avocats des sommes énormes pour obtenir une légalisation. Ils se sont organisés en associations de requérants (claim associations) et **ont obligé l'establishment légal à les suivre**. Pour beaucoup d'historiens américains, ces associations « manifestaient une capacité d'action démocratique » chez les pionniers. Pour d'autres, elles fonctionnaient « comme un écran de fumée dissimulant le vol des terrains à leurs propriétaires de bonne foi ». Hernando de Soto ne désire pas entrer dans ce débat. Il entend juste souligner le rôle important des Etats-Unis dans la définition des droits de propriété.

Associations de requérants

Formées au départ par des colons pour protéger leurs droits contre des spéculateurs et des usurpateurs, **ces associations assuraient leur propre justice, stricte et primitive**. Si un colon nouveau venu s'installait sur les terres d'une association, des hommes de main arrivaient directement soit pour le sommer de partir, soit pour exiger un paiement, soit encore pour le traîner devant un jury de colons. **Ces « claim associations »**, qui avaient un règlement d'ordre intérieur, étaient également un bouclier contre la loi officielle afin de faire valoir à l'égard du gouvernement le droit du premier occupant. Les **statuts** de ces associations ressemblent de manière frappante aux « **contrats d'installation** » établis par des groupes de squatteurs dans une grande partie du tiers-monde aujourd'hui. Ces contrats contribuaient clairement à accroître la valeur des terrains revendiqués par les squatteurs. Ces associations de requérants ont contribué à créer « une sorte de droit commun établi par consentement mutuel et nécessité commune »

Organisations de mineurs

La ruée vers l'or en Californie en 1848 a correspondu concrètement à une migration de 100.000 mineurs en un an et de 300.000 deux ans plus tard. Ils sont arrivés sur des terres sans clôture dont la plus grande partie appartenait au gouvernement fédéral. A ce moment, il n'existait pas encore aux Etats-Unis de loi réglementant la vente ou la location de terres fédérales contenant des minerais précieux. **Face à un vide juridique du droit minier fédéral, les mineurs, avec une certaine clairvoyance juridique, ont créé une sorte de droit minier pratique**. Ce dernier était d'une qualité exceptionnelle. Ils ont négocié entre eux afin de protéger leurs droits et d'accroître la valeur de leur propriété jusqu'au jour où le gouvernement pourrait

intervenir pour valider leurs concessions. Ils se sont basés sur deux précédents en leur faveur : le **droit de préemption** et le **droit des occupants sur les améliorations**.

En 1866, soit dix-huit ans après que des centaines de milliers de mineurs eurent commencé à rechercher de l'or sur les terres fédérales de Californie, le Congrès a adopté une loi qui a explicitement indiqué que toute recherche de minerais serait soumise aux « coutumes ou règles locales des mineurs dans les nombreux districts miniers » qui n'étaient pas en conflit avec la loi des États-Unis. **Cette loi a accentué la cohérence et l'uniformité de ce système** et l'a renforcé avec certaines réglementations générales. Lors de l'adoption de la loi, le **Congrès alla jusqu'à louer le génie des Américains** pour créer des arrangements extralégaux :

« Il est essentiel que cet excellent système établi par le peuple dans son rôle premier, et qui démontre par le témoignage le plus élevé qui soit le génie particulier du peuple américain pour la fondation d'ordre et de pouvoir, soit préservé et affirmé. **La souveraineté populaire s'affiche ici dans l'un de ses aspects les plus majestueux, et nous invite simplement non à le détruire mais à y apporter le sceau du pouvoir national et d'une autorité indiscutable** ». ¹¹⁰

Le 10 mai 1872, le **Congrès a adopté la loi minière générale établissant la structure formelle de base du droit minier américain encore en vigueur de nos jours**. Elle a conservé les **deux principes les plus importants de la loi de 1866** : la **reconnaissance de la loi des mineurs** et le **droit de celui qui a amélioré une mine à acheter le titre au gouvernement moyennant un prix raisonnable**. Ce processus s'inscrit dans la même logique que ce qui s'est opéré en matière de logement avec l'adoption, en 1862, de l'« Homestead Act » accordant 160 acres (près de 165 hectares) à tout colon acceptant de vivre sur la terre pendant 5 ans et de l'exploiter. Cet acte n'a fait que valider une pratique existante. Malgré la légende, il était postérieur à la plupart des installations de colons.

Leçons pour le tiers-monde et les pays ex-communistes

Cette expérience américaine est riche en enseignements pour les pays pauvres qui s'efforcent de réaliser leur transition vers le capitalisme. Ni rapide ni aisée, la tâche n'a pas été sans violence. Les leçons à tirer de cette transition américaine vers le formalisme ne résident évidemment pas dans les détails techniques, mais dans les modifications des attitudes politiques et dans les grandes tendances du droit. **C'est cela l'idée révolutionnaire : les institutions juridiques ne peuvent survivre que si elles répondent aux besoins sociaux**. La leçon essentielle est qu'il serait **absurde de prétendre que les arrangements extralégaux n'existent pas ou de tenter de les éliminer au lieu de chercher à les faire entrer dans le secteur légal**. La tâche comporte trois volets : il faut trouver les vrais contrats sociaux relatifs à la propriété, les intégrer dans le droit officiel et établir une stratégie politique qui rende la réforme possible.

110 H. de Soto, **Le mystère du capital**, Flammarion, 2005 (2000), p. 180

Chapitre VI : Le mystère de la défaillance du droit.

Pourquoi le droit de propriété ne fonctionne pas hors de l'Occident

Presque tous les pays en voie de développement et les ex-pays communistes possèdent un régime de propriété formel. Le problème, c'est que la grande majorité des citoyens n'y ont pas accès. **Pourquoi ? Car ils se cognent contre la « cloche de verre » réservée à une petite minorité**, comme c'était autrefois le cas dans les pays occidentaux. Ce n'est pas faute d'avoir essayé d'y entrer par le passé. Pourquoi ont-ils échoué ? Pour le comprendre, il faut d'abord se débarrasser de **cinq idées fausses** :

- tous ceux qui se réfugient dans les secteurs extra-légaux ou souterrains le font pour éviter de payer des impôts ;
- les biens immobiliers ne sont pas détenus légalement car ils n'ont **pas été convenablement arpentés**, cadastrés et enregistrés ;
- il suffit de **mettre en application un droit de la propriété obligatoire** sans que les pouvoirs publics aient à se préoccuper des coûts de mise en conformité ;
- il est **possible d'ignorer les arrangements ou « contrats sociaux » extralégaux** existants ;
- il est **possible de modifier quelque chose d'aussi fondamental que les conventions des gens sur la manière de détenir des biens**, tant légaux qu'extralégaux, sans signes d'une volonté politique forte au sommet de l'Etat.

La première erreur, c'est de croire que les gens préfèrent l'extralégalité car c'est un paradis fiscal. Si 50 à 80% des gens dans ces pays optent pour l'extralégalité, c'est parce qu'ils n'ont pas le choix, parce que la loi existante ne répond pas à leurs besoins de base ou à leurs aspirations. La meilleure preuve, c'est que lorsque de Soto et son équipe ont mené au Pérou un programme pour ramener les extralégaux dans le giron de la légalité moyennant un enregistrement ultra-simplifié, 276.000 petits entrepreneurs extralégaux ont déclaré leur entreprises volontairement. Quatre ans plus tard, les recettes fiscales provenant de ces entreprises s'élevaient à 1,2 milliards de dollars.

Pour que la légalisation réussisse, il suffit que ce choix soit avantageux pour les extralégaux. En effet, contrairement à ce qu'on croit parfois, le choix de l'extralégalité n'est nullement sans coût. Les entrepreneurs extralégaux ne peuvent obtenir de **crédits officiels** à faibles taux d'intérêt, ils ne peuvent **attirer des investisseurs** car ils ne peuvent pas vendre des actions, ils ne peuvent réduire leurs risques en adoptant un **statut de société à responsabilité limitée**, ils ne peuvent pas contracter des **assurances** ou être protégés (si ce n'est via des mafias ou caïds locaux), ils ne peuvent échapper au chantage des **fonctionnaires corrompus**, ils ne peuvent réaliser des économies d'échelle car ils doivent toujours compartimenter leurs moyens de production pour les camoufler, etc. Ces « coûts » ne laissent généralement rien à **l'épargne** et brident le développement de la société.

Une seconde erreur tient dans la croyance selon laquelle les biens ne peuvent être légalement enregistrés sans avoir été arpentés, cadastrés et enregistrés avec

des outils informatiques de pointe. Européens et Américains y sont parvenus bien avant que l'informatique n'existe et a fortiori bien avant l'invention de la photographie aérienne et le GPS. Le problème n'est pas là. Le problème tient en l'ignorance qu'ont les pouvoirs publics des contrats sociaux passés entre citoyens.

« Un point crucial doit être bien compris : **la propriété n'est pas un objet matériel qu'on pourrait photographier** ou représenter sur une carte. Ce n'est pas une qualité primaire **des biens mais l'expression juridique d'un consensus économiquement significatif à propos des biens** ». ¹¹¹

La propriété n'est pas formée des biens eux-mêmes mais d'un consensus entre citoyens sur la manière de les détenir, de les utiliser et de les échanger. Les biens en eux-mêmes sont sans effet sur le comportement social : ils ne créent pas d'incitations, ne rendent pas les gens responsables, ils n'assurent pas l'exécution du contrat, etc. C'est la loi qui relie les biens au sein des circuits d'épargne et de financement. La **réalité sociale** est, selon C. Reinold Noyes, un « **tissu de liens intangibles, une toile d'araignée de filaments invisibles**, qui entourent et engagent l'individu et qui de ce fait organisent la société ».

Soulever la cloche de verre est donc un problème juridique. Il faut modifier en profondeur l'ordre légal existant pour qu'il puisse accueillir en son sein les dispositifs extralégaux et aboutir à un ordre juridique unifié. **Ce processus d'intégration doit-il être confié aux seuls juristes ? Non. Ce sont des politiques qui doivent impérativement s'en charger.** Pourquoi ? Pour au moins quatre raisons.

Premièrement, la loi se préoccupe de protéger le droit de propriété mais le problème ici tient précisément au fait que les gens ne peuvent, dans leur grande majorité, accéder à ce droit. Ce qu'il faut faire, c'est « **donner le droit de détenir des droits de propriété** ». **Assurer ces « métadroits » est une tâche politique.**

Deuxièmement, les **possédants**, une petite minorité très puissante qui bénéficient du concours des meilleurs avocats, risquent de s'opposer aux changements à moins que des politiciens au service de leur peuple ne parviennent à les en dissuader.

Troisièmement, pour créer un système unifié, il ne s'agit pas seulement de voter des lois mais d'établir des **normes fermement enracinées dans les convictions du peuple**. Le contact avec les « **vrais gens** » est un travail de politique.

Quatrièmement, convaincre les économies souterraines de rejoindre la légalité requiert un gros travail d'explication politique. Les politiciens doivent convaincre les personnes les plus **pauvres** - qui se méfient d'eux - et certaines des **mafias** qui les protègent d'acheter un ticket d'entrée pour un jeu bien plus vaste et plus ouvert. Ils doivent aussi convaincre une **extrême-gauche** influente que le meilleur moyen d'aider ses partisans est de leur permettre de produire du capital.

111 H. de Soto, **Le mystère du capital**, Flammarion, 2005 (2000), p. 192

C'est donc tant à l'extérieur qu'à l'intérieur de la cloche de verre qu'il faut persuader les gens. Comment ? Par un « processus de capitalisation », c'est-à-dire un mécanisme qui assure le passage du capital mort au capital vif. Cette méthode a déjà été appliquée en divers endroits avec succès. C'est une procédure très complexe que de Soto ne peut détailler ici (il a fallu des dizaines d'années d'efforts sur le terrain pour la mettre en place) mais on peut consulter la documentation non publiée dans les archives de l'Institute for Liberation and Democracy. Cela dit, Hernando de Soto indique les diverses étapes¹¹² :

- A. La **stratégie de découverte** :
 - a. détecter, localiser et classer les biens extralégaux (capital mort)
 - b. quantifier la valeur actuelle et potentielle des biens extralégaux (capital mort)
 - c. analyser les contacts entre le secteur extralégal et le reste de la société
 - d. détecter les normes extralégales qui régissent la propriété extralégale
 - e. déterminer les coûts de l'extralégalité pour le pays
- B. La **stratégie politique et juridique** :
 - a. faire en sorte que la capitalisation des pauvres relève de la responsabilité de l'échelon politique le plus élevé
 - b. constituer des administrations qui permettront un changement rapide
 - c. éliminer les goulets d'étranglement administratifs et juridiques
 - d. établir un consensus entre le secteur légal et le secteur extralégal
 - e. établir des directives et procédures telles que la détention légale des biens coûte moins cher que leur détention extralégale
 - f. créer des mécanismes destinés à réduire le risque des investissements privés, notamment ceux de non-paiement et de crédibilité des titres
- C. La **stratégie opérationnelle** :
 - a. concevoir et mettre en œuvre une stratégie de terrain, des procédures, du personnel, des équipements, des bureaux, une formation et des manuels d'instruction à l'aide desquels les pouvoirs publics reconnaîtront et traiteront les droits individuels de propriété du secteur extralégal
 - b. mettre en œuvre, à l'aide de supports appropriés, des stratégies de communication visant à obtenir la participation du secteur extralégal, le soutien de la communauté des affaires et du secteur public, et l'acquiescement de ceux qui auraient un intérêt au statu quo
 - c. réorganiser les services et processus d'enregistrement afin qu'ils soient en état de rassembler toutes les descriptions économiquement utiles des biens extralégaux du pays, et de les unifier au sein d'un seul système informatique à base de données de connaissances

112 Cette liste présentée ici est-elle-même une synthèse de la synthèse proposée par de Soto dans son ouvrage

D. La **stratégie commerciale** :

- a. Mettre en oeuvre les mécanismes d'information et de répression nécessaires pour la distribution des services bancaires, réseaux publics, systèmes de recouvrement, produits d'assurance, système d'identification nationaux, logements et infrastructures, sécurité nationale, etc.

1. Le problème juridique

Comment créer un régime unique de propriété dans les pays pauvres ? En connaissant les arrangements extralégaux. **Comment connaître les arrangements extralégaux ?** Hernando de Soto, alors que cinq membres du gouvernement indonésien lui posaient la question, a répondu sobrement et avec humour : « **En écoutant les aboiements des chiens** ». En plein milieu des champs de rizières, difficile de découvrir les limites entre les propriétés. Mais, les chiens, eux, les connaissent ! Ce qu'il veut dire, c'est qu'il faut aller sur le terrain et interroger les gens. C'est ainsi qu'on peut toucher du doigt les contrats sociaux en vigueur. **C'est en découvrant ce « droit des gens » que les pays occidentaux ont bâti leurs régimes de propriété formels.** Ces conventions ne sont pas purement abstraites et fictives comme dans la tradition des penseurs du contrat social. Le plus souvent, elles sont tangibles et formulées par écrit.

Le passage du régime de propriété précapitaliste au système capitaliste

Les collectivités extralégales ont beaucoup de difficulté à commercer entre elles car, contrairement aux pays occidentaux, elles n'ont de standards commun. Passer à un système codifié est une **entreprise colossale**.

L'échec du droit obligatoire

Presque toutes les constitutions nationales du monde reconnaissent un droit universel à la propriété. Pourtant, **cela fait deux siècles qu'on essaye de légaliser les biens des pauvres en Amérique latine. Cela s'est toujours soldé par un échec.** Pourquoi ? La raison en est simple : au Pérou, comme dans beaucoup d'autres pays non occidentaux, **les procédures juridiques de création de la propriété formelle ne sont pas adaptées au traitement des preuves de propriété extralégale**, car ces dernières ne comportent pas une chaîne de titres visibles. Or, les preuves de propriété extralégales sont les seuls types de preuve dont disposent les pauvres. Les bureaucrates en ont déduit que le problème ne venait pas du droit mais de quelque infériorité intrinsèque de ces gens. En 1924, au Pérou, **on a mis les pauvres dans des enclaves pour les « protéger ».** **Ce faisant, on les a exclus du droit commun.** On les a rassemblés par milliers dans des collectivités agricoles où toute mutation des droits fonciers était expressément interdite.

Ces enclaves ne pouvaient contenir qu'un faible pourcentage de la population indigène. Des politiciens gauchistes ont alors, dans les années 60 et 70, procédé à de vastes expropriations de terrains appartenant à de grandes exploitations (haciendas) pour

créer plus de 600 coopératives agraires gérées par l'Etat à l'intention des paysans. L'objectif était noble mais n'a pas été atteint car les **indigènes refusaient de travailler sous la houlette d'une bureaucratie imposée** Ils ont morcelé les coopératives en parcelles de terres privées et se sont tournés vers des **arrangements extralégaux.**

Toutes les données convergent, nous dit Hernando de Soto, **pour confirmer que le secteur extralégal s'est agrandi dans tous les pays pauvres.** Depuis une quarantaine d'années, de nombreux gouvernements ont lancé de nombreux programmes en faveur de la propriété (arpentage, cadastrage, informatisation des données, etc.). Un nombre extraordinaire d'entre eux ont avorté prématurément en raison de résultats médiocres et, hormis quelques réussites partielles en Thaïlande, aucun n'a réussi à transformer les biens extralégaux en biens légaux. La leçon à tirer est la suivante : **quand la loi ne cadre pas avec les arrangements extralégaux, elle sera considérée comme une intrusion et toutes les parties prenantes la rejeteront.**

Enraciner la loi dans le contrat social

A la base de la quasi-totalité des régimes de propriété dans le monde, on retrouve des contrats sociaux extralégaux. Y compris aux Etats-Unis actuellement. **Selon Richard Posner, « la propriété est une construction sociale ».** Cela signifie que les dispositifs de propriété fonctionnent au mieux quand il s'est formé un consensus sur la propriété des biens et sur les règles qui gouvernent leur utilisation et leur transmission. Hors de l'Occident, les contrats sociaux extralégaux prévalent car ils réussissent bien mieux que le droit officiel à exprimer le consensus entre les gens sur la façon dont leurs biens doivent être gouvernés. **Le seul moyen pour réunir les contrats extralégaux dans un régime de propriété formel est d'établir une structure juridique et politique, un « pont ».**Ce pont doit être **bien ancré dans les arrangements extralégaux** de la population pour que celle-ci accepte de s'engager dans ce nouveau contrat social formel et général. Mais il doit être suffisamment solide pour ne pas s'écrouler **et suffisamment large** pour que personne n'en tombe.

La solidité des contrats sociaux précapitalistes

Les contrats sociaux extralégaux reposent sur une combinaison de coutumes, d'improvisations ad hoc et de règles sélectivement empruntés au système juridique. Cette sélection spontanée nous permet de mieux comprendre le rôle du droit. Le droit est la formalisation de règles de comportement admises par un fort pourcentage de la population et dont le respect peut apporter des avantages. Si les gens ne voient pas ces avantages potentiels ou s'ils n'y croient pas, le droit est souvent méprisé ou enfreint. **Les arrangements extralégaux ont pris une étendue étonnante au cours de ces quarante dernières années.** Une fois que des droits fonciers ont été instaurés en marge de la loi, **leurs protagonistes ont créé des institutions** destinées à administrer le contrat social qu'ils ont bâti.

Ecouter les chiens qui aboient

Ecoutons les chiens qui aboient. Partout dans le monde, ils connaissent parfaitement les limites de la propriété de leur maître. Hernando de Soto veut nous dire ici que, cadastrée ou pas, la propriété est clairement déterminée et que les gouvernants des pays pauvres qui désirent unifier le droit de propriété doivent aller sur le terrain pour prendre connaissance des arrangements extralégaux. De la même manière, **le droit qui prévaut aujourd'hui en Occident est une entité vivante née dans un monde réel et élevé par des gens ordinaires bien avant de parvenir entre les mains de juristes professionnels.** Comme l'explique Bruno Leoni (et avant lui Hayek), il a fallu découvrir le droit avant que ce dernier ne soit systématisé et juridiquement consacré par le législateur.¹¹³ Car le droit s'édifie au fil du temps de manière anonyme. Selon cette conception, le juge est comparable à un expert qui « découvre le droit ».

« **Découvrir le droit** », c'est précisément ce que de Soto et ses collègues ont fait durant une quinzaine d'années. Ils furent frappés de constater que, grosso modo, ces **arrangements extralégaux étaient similaires sur tous les continents.** Ils contiennent tous des règles pour déterminer qui cède quoi à qui, des symboles pour marquer les limites de la propriété, des procédures en cas de contestation, de dispositifs de respect des contrats, etc. Ce n'est guère étonnant. Les conventions populaires ont toujours fait tache d'huile spontanément. **En raison des migrations massives et du développement des télécommunications, il est inévitable que tous ces contrats sociaux extralégaux individuels tendent à se rapprocher.** Le problème, nous l'avons dit, tient au fait que les contrats extralégaux ne représentent pas la propriété d'une manière suffisamment codifiée et fongible pour être utilisables au-delà de leurs propres paramètres géographiques.

Notons que **ces rituels et symboles que l'on retrouve dans tous ces arrangements sont une préfiguration des titres, valeurs mobilières et enregistrements officiels tels que nous les connaissons aujourd'hui.** Au XVIII^{ème}, les propriétaires terriens se remettaient mutuellement de la terre et des pierres pour commémorer les échanges de terrain. Les paysans symbolisaient la vente du blé en remettant la clé de la grange où il était stocké, etc. C'est une preuve supplémentaire que ces pays pauvres sont dans une situation similaire à celle des pays occidentaux il y a quelques siècles avant que ne s'opère cette unification du droit de propriété.

Décoder le droit extralégal

Les arrangements extralégaux n'obéissent pas aux mêmes modèles que ceux qui existent en Occident. Il n'y a, notamment, pas de preuve formelle des titres. Il n'y a pas de documents retraçant une chaîne des titres remontant à l'origine de ces derniers. Par contre, les gens savent tous de manière forte, claire et détaillée à qui appartient quoi aujourd'hui. Par conséquent, **le seul moyen** de découvrir le contrat

¹¹³ Ce point est l'un des thèmes centraux du chapitre consacré à la pensée de Bruno Leoni dans ce présent ouvrage.

social extralégal qui régit la propriété dans une région donnée est **d'interroger ceux qui vivent et travaillent là**. Ces gens possèdent très souvent un document informel à l'appui de leur droit, un artefact matériel appuyant leur prétention. Il y a aussi des sources officielles et légales. **Les personnels des bas niveaux de l'administration sont en contact permanent avec le secteur extralégal**. Ces informations ne sont pas connues au sommet de l'Etat mais une fois que l'administration sait où rechercher ces informations sur les arrangements extralégaux, elle a trouvé le fil d'Ariane qui mène au contrat social. Il faut **rassembler cette documentation informelle rédigée par divers acteurs**. Les pouvoirs publics peuvent alors les « déconstruire » pour déterminer les principes et les règles constitutifs du contrat social qui les fonde.

On peut alors codifier les systèmes flous. Cela peut se faire suivant une procédure qui rappelle les procédures publiques destinées à unifier les textes juridiques au sein d'un pays (comme le Code commercial unifié des Etats-Unis) ou entre les pays au niveau international. Le problème, c'est que **l'étude des pratiques locales intéresse plus les universitaires, journalistes et militants que les juristes** qui n'y voient pas du droit mais un champ d'étude romantique qu'il vaut mieux laisser aux folkloristes. **Ils doivent pourtant sortir de leurs bibliothèques** et découvrir, cette « **loi du peuple** » s'ils désirent bâtir un système juridique formel vraiment légitime.

2. Le défi politique

Quand on examine le difficile passage des systèmes féodaux et patrimoniaux aux régimes de propriété moderne en Occident, on constate que le succès a été au rendez-vous quand ces programmes ont été appuyés par des stratégies politiques bien pensées. **Pour combattre le conservatisme et désarmer les forces partisans du statu quo, il faut impérativement des acteurs politiques expérimentés et habiles**. Ils doivent faire au moins trois choses ; défendre le point de vue des pauvres, convaincre l'élite et négocier avec les administrations juridiques et techniques qui sont les gardiens de la cloche de verre.

Défendre le point de vue des pauvres

La généralisation du capitalisme dans un pays sera avantageuse pour tout le monde mais les bénéficiaires les plus évidents et les plus nombreux seront les pauvres. **Une fois qu'il a mis les pauvres de son côté, le leader réformiste a déjà gagné la moitié de la bataille**. Pour ce faire, il doit les convaincre et **les visiter sur le terrain**. La plupart d'entre eux sont des entrepreneurs. **Ils peuvent très bien comprendre**, si on le leur explique concrètement et avec des chiffres exacts, **les avantages - énumérés plus haut - de sortir de l'extralégalité** (accès à la propriété, au crédit, à l'assurance, aux économies d'échelle, garantie de la loi, etc.). Une fois convaincus, les pauvres seront le meilleur instrument de promotion en faveur de la réforme. L'optique diffère fondamentalement de celle qui règne actuellement : **la réduction de la pauvreté n'apparaît plus comme un acte de charité mais comme une mesure en faveur de la croissance économique**.

Convaincre les élites

Convaincre les élites du bien-fondé des réformes alors que ces dernières sont convaincues qu'il est plus profitable pour elles de demeurer dans le statu quo, ce n'est pas leur tenir un discours sur les mérites du patriotisme et de l'altruisme. **C'est avant tout leur parler des perspectives leur permettant d'arrondir leur portefeuille.** C'est leur dire, par exemple, que la sortie de l'extralégalité nécessitera le lancement de grands programmes de construction de HLM qui fourniront aux pauvres des logements de meilleure qualité mais aussi moins onéreux que ceux qu'ils édifient dans le secteur extralégal. C'est aussi leur épargner le coût de l'incertitude lié à une construction édifée clandestinement (en cachant les matériaux, etc.) avec l'espoir d'obtenir dans les années qui suivent un raccordement aux réseaux d'eau, d'égouts et d'électricité, le goudronnage de la rue, etc.

Les élites en tireront profit car cela signifie des contrats pour les constructeurs, pour les fabricants de matériaux, pour les banques, les sociétés de prêts hypothécaires, les organismes certificateurs, les compagnies d'assurance, etc. Cela signifie aussi des adresses fiables qui peuvent être utilisées pour les opérations commerciales, les prises de garantie, le recouvrement des créances, etc. **Cela signifie aussi moins d'insécurité car sortir du système d'extralégalité permet d'affaiblir considérablement les mafias locales.** Pourquoi ? Car, dans les pays où la majorité des gens vivent dans l'extralégalité, la protection de l'Etat ne bénéficie qu'aux personnes à l'intérieur de la cloche de verre. Les autres doivent soit se protéger eux-mêmes soit faire appel à la mafia. Par ailleurs, l'argent avancé par les trafiquants de drogue est pratiquement le seul crédit offert aux petits paysans de certains pays en voie de développement. **En résumé, la sortie de l'extralégalité rend les pauvres responsables, les rend capables d'emprunter, élargit le marché, favorise le maintien de l'ordre et enrichit l'élite.**

Négocier avec les gardiens de la cloche de verre

Les juristes

A l'exception des terroristes, aucun groupe n'est mieux placé que les juristes pour saboter l'expansion du capitalisme et, eux, ils savent le faire en toute légalité. On en trouve dans les principales administrations où ils freinent les grandes décisions. Pourtant, leur concours est indispensable si on veut sortir de l'extralégalité. Eux seuls savent établir les artéfacts de la propriété formelle : titres, inscriptions, marques déposées, copyrights, billets à ordre, lettres de change, brevets, valeurs mobilières.

Les juristes sont souvent responsables de l'extralégalité en raison du caractère déconnecté du droit qu'ils ont construit et dont ils sont les gardiens. Remettre en cause ce dernier, c'est les remettre en cause eux-mêmes. **Par nature, les juristes aiment la stabilité et sont hostiles au moindre changement de leurs procédures traditionnelles.** Au XIX^{ème} et au début du XX^{ème} siècle, dans les pays de langue

allemande, on a réformé la propriété. L'hostilité des juristes était si absolue que tout juriste réformiste était qualifié de « Mestbeschmutzer » (animal qui se souille dans son propre lit) !

Heureusement pour les réformateurs, les légistes les plus brillants considèrent que le droit est au service de la vie et non l'inverse. En Occident, les juristes progressistes l'ont finalement emporté sur la tendance réactionnaire de leur profession en Occident. **Il faut donc que le gouvernement s'entoure de bons juristes et ne pas se laisser tétaniser par eux quand ils essayent de jouer sur la peur pour empêcher le changement.** Il faut trouver des juristes courageux et disposés aux réformes. Eux seuls, une fois convaincus, peuvent convaincre le reste de la profession de coopérer et la persuader que les procédures juridiques existantes sont précisément ce qui bloque l'accès de la majorité des habitants à la position où ils pourraient créer du capital.

Les techniciens

La confection des titres fonciers n'est pas qu'un problème technique. On a vu que la propriété ne se réduit pas, loin de là, à la pure matérialité de l'objet sur lequel elle porte. La propriété a aussi - et surtout - un caractère virtuel. **La propriété porte sur de l'invisible alors que les cartes, les cadastres, les arpentages rendent exclusivement compte des réalités matérielles de terrain.** Connaître les arrangements extralégaux est autrement plus important que cadastrer. Or, les techniciens sont surtout là pour cadastrer. Ils veulent toujours convaincre les gouvernements de leur financer des moyens modernes d'identification des objets matériels. Or, **le budget doit plutôt être utilisé pour identifier les arrangements extralégaux et les unifier, uniformiser dans la légalité.** Cela ne sert à rien d'identifier et de localiser des biens si on ne connaît pas tous les relations entre eux, tous ces fils invisibles qui les unissent. **Dès lors, géomètres et techniciens n'ont rien à gagner, dans un premier temps, à ces choix qui réduisent le budget qu'on leur alloue. Dans un second temps, par contre,** une fois que le contrat social global sur la propriété est solidement installé - comme c'est le cas en Occident - **on peut alors se doter de systèmes de télédétection, de positionnement global (gps) et autres merveilles de la technologie de l'information.** L'intervention politique est donc nécessaire parce que la technocratie a tendance à protéger le statu quo.

En résumé, il faut convaincre tous ces acteurs qu'il s'agit d'un exercice gagnant-gagnant et ce n'est pas une tâche aisée car il s'agit, non pas d'une privatisation où l'on se contente de vendre quelques biens mais d'un **projet consistant à établir en peu de temps des droits de propriété portant sur des millions de biens appartenant à des millions de personnes.**

Chapitre VII : En guise de conclusion

Le club privé de la mondialisation

L'échec du développement économique d'une large partie du monde n'est pas à imputer au capitalisme mais au fait que les pays en voie de développement et les ex-pays communistes n'ont **pas réussi à produire du capital « vivant » chez eux**. Ils ne peuvent alors accéder à la mondialisation dont ils considèrent les acteurs comme appartenant à un « club privé ». Ils se sentent à la périphérie du système. Pourtant, l'Amérique latine a consenti à beaucoup de sacrifices et a déployé beaucoup d'efforts pour y entrer (maîtrise de l'inflation, stabilisation de l'économie, privatisations, libéralisation des échanges, etc.). Elle a beau consommer les biens occidentaux importés, elle n'entre pas dans le club d'environ 25 pays. En réalité, ce qui fait vivre le capitalisme, c'est le capital et, comme on l'a vu, les pays restants ne parviennent pas à le faire vivre, ce qui **suscite une irritation toujours plus grande de la part de ces peuples**. Les grands décideurs et autres réformateurs ont laissé la question de la propriété des pauvres entre les mains d'establishments légaux conservateurs peu désireux de modifier le statu quo. Les **biens de la majorité de leurs citoyens restent comme du capital mort**. C'est pourquoi les réformateurs favorables à la mondialisation et au marché libre commencent à apparaître comme d'arrogants défenseurs des intérêts de ceux qui dominent la cloche de verre.

Face au fantôme de Marx

Les réformes qui omettent d'ouvrir les marchés à la majorité préparent un terrain propice à la « lutte des classes » dont parlait Karl Marx. Dans les pays avancés, les déçus du système vivent dans des poches de pauvreté. Dans les pays pauvres, la pauvreté touche quasiment toute la société, à l'exception de « poches de richesse ». **La théorie marxiste offre, dans ces conditions, une séduction nouvelle car elle explique les choses simplement et promet des lendemains enchanteurs**. Elle est simple à comprendre mais elle n'est pas simpliste. **Marx avait clairement compris que la propriété offrait, à ceux qui la possédaient, beaucoup plus que ses simples attributs matériels**. Il avait compris que le capital constitue « une substance indépendante dans laquelle l'argent et les matières premières sont de pures formes qu'il prend et abandonne tour à tour ». Ce que, par contre, Marx n'a pas compris, c'est que la propriété était aussi un moyen d'inciter les gens à créer une valeur d'utilisation supplémentaire bien réelle. Il n'a pas vu non plus que ce sont les mécanismes contenus dans le régime de la propriété qui donnent aux biens et au travail qui y ont été investis la forme requise pour créer du capital. Il n'a pas compris qu'il était de l'intérêt de tout le monde que les bénéficiaires de la propriété deviennent plus nombreux.

Quand la propriété rend le capital « intelligible »

Sortons, déclare de Soto, du stérile débat gauche/droite à propos de la propriété. La propriété formelle est bien davantage que la seule détention de biens. C'est un processus indispensable qui fournit aux gens les outils nécessaires pour raisonner sur

les aspects de leurs ressources dont ils peuvent extraire du capital. **Ce qui caractérise un bon système juridique de la propriété, c'est qu'il est intelligible.** Il acquiert et organise sous une forme contrôlable des **connaissances sur les biens enregistrés.** C'est un **système de représentation.** Il permet de nous informer sur des choses qui ne sont pas perceptibles par nos cinq sens quand on fait face au bien matériel sur lequel porte la propriété. Cette possibilité de représenter les différents aspects des biens sous des formes qui permettent de les réarranger pour les rendre encore plus utiles est la **source première de la croissance économique, laquelle consiste en effet à obtenir des produits de haute valeur à partir de composantes de faible valeur.**

Sans ce régime de propriété qui nous fait percevoir ce que nos sens ne nous permettent pas de percevoir, nous sommes un peu comme les prisonniers de Platon dans leur caverne. **La propriété fait partie de ces « systèmes de représentation » que la civilisation a créés pour appréhender la part virtuelle de notre réalité.** Ces systèmes de représentation comptent, comme le dit Margaret Boden, « **parmi les plus importantes créations humaines (...)** Ils comprennent les **notations** formelles comme les **chiffres** arabes (sans oublier le zéro), les **formules chimiques** ou les **portées et les notes des musiciens.** Les **langages de programmation informatique** en sont un exemple plus récent ». La propriété organise la connaissance sur les biens et extrait de ceux-ci un potentiel de création du capital.

Les ennemis des représentations

Les adversaires du capitalisme ont toujours critiqué l'origine virtuelle du capital. On l'accuse de manipuler des « symboles ». Cette crainte de la virtualité du capital est compréhensible. On se méfie toujours des nouvelles manières d'utiliser des représentations pour gérer le monde matériel. **Quand Marco Polo est revenu de Chine, il a étonné les Européens en leur apprenant que les Chinois utilisaient de la monnaie de papier** et non de métal. On a **tout de suite dénoncé ce procédé comme étant de « l'alchimie ».** Le monde européen a résisté à la monnaie représentative jusqu'au XIX^{ème} siècle. On s'est opposé initialement à toute innovation dans le virtuel : à l'argent électronique, aux virements, à la carte de crédit, etc. Cette hostilité aux représentations se retrouve déjà chez Jean-Jacques Rousseau qui estimait que l'écriture était une cause importante de l'inégalité entre les hommes. Claude Lévi-Strauss estimait pour sa part que « la fonction essentielle de la communication écrite est de faciliter l'assujettissement ». Hernando de Soto est bien conscient que les systèmes de représentation, en particulier ceux du capitalisme, ont été utilisés à des fins d'exploitation et de conquête. Pourtant, l'art et la science des représentations font partie des piliers de la société moderne. On ne peut faire disparaître ces systèmes de représentation. **Autant les rendre plus simples et plus transparents et faire le maximum pour aider les gens à les comprendre.**

La réussite capitaliste est-elle un trait culturel ?

Ce n'est pas à leur éthique protestante du travail que les Occidentaux doivent leur réussite capitaliste. Ce n'est pas en raison de l'angoisse existentielle véhiculée

par leur religion qu'ils travaillent de manière plus productive. Tout autour du monde, les gens travaillent avec le même acharnement quand ils en ont la possibilité. Tout le monde est enclin à commercer et il existe des marchés partout depuis des millénaires. **La réussite occidentale s'explique avant tout par leur système unifié de droit de propriété et par tout ce qui soutient ce dernier.** Les Occidentaux doivent leur succès au système des brevets, aux contrats exécutoires, aux sociétés à responsabilité limitée, aux polices d'assurances, aux registres de propriété, aux actions immatérielles, aux économies d'échelle rendues possibles par le caractère fongible des biens, etc. C'est ce système de droit de propriété qui explique cette réussite. **S'ils arrivaient à se doter du même système, les pays pauvres se développeraient probablement de la même manière.** Ces outils se sont forgés progressivement et ont été élaborés par diverses cultures : les institutions juridiques viennent en grande partie de la Rome antique, l'alphabet vient des Grecs, les chiffres des Arabes, etc. Beaucoup confondent l'efficacité avec laquelle les outils de représentation dont ils ont hérité créent des surplus de valeur et les valeurs intrinsèques à leur culture.

Les intellectuels aiment expliquer les phénomènes sociaux par la culture. Cela leur permet de faire étalage de leur érudition et cela ajoute un parfum de mystère et de complexité à l'étude des sociétés. **Mais la culture elle-même peut être modelée et modifiée par des forces politiques et économiques.** Si les Egyptiens squattent illégalement les terres qu'ils habitent, ce n'est pas en raison d'anciennes traditions nomades impossibles à éradiquer chez les Arabes. C'est parce qu'il faut quinze années de démarches dispendieuses auprès d'une administration corrompue pour acquérir un titre de propriété en Egypte.

La seule chose qui compte

La conviction d'Hernando de Soto est que **le capitalisme a fait fausse route dans les pays en voie de développement. Il n'est pas équitable. Il a perdu le contact avec ceux qui pourraient en être les plus chauds partisans, à savoir les pauvres, les travailleurs extralégaux, les entrepreneurs clandestins,** bref cette masse gigantesque et majoritaire de gens qui vivent en dehors des « cloches de verre ». En effet, **la mondialisation capitaliste ne vise aujourd'hui qu'à relier entre elles les élites qui vivent à l'intérieur des cloches de verre.** Il faut soulever ces dernières, bousculer les acteurs conservateurs qui gardent la cloche de verre et se débarrasser de l'apartheid de la propriété.

Pour cela, les gouvernants doivent accepter les conditions suivantes :

1. Connaître plus en détail la **situation et le potentiel des pauvres** ;
2. Tout le monde est capable **d'épargner** ;
3. Ce qui manque aux plus pauvres, c'est un **régime de propriété unifié capable de transformer leur travail et leurs économies en capital** ;
4. La **désobéissance civile** et les mafias contemporaines ne sont pas des phénomènes marginaux mais la **pointe avancée d'un mouvement de masse de milliards de pauvres en direction des métropoles** ;

5. Les **pauvres du tiers-monde ne sont pas un problème : ils sont la solution** ;
6. Mettre en œuvre un régime de propriété qui crée du capital est un enjeu politique car cela suppose un **contact avec les populations**, une compréhension du contrat social et une volonté de réaménager le système juridique.

Hernando de Soto conclut :

« **Je ne suis pas un capitaliste forcé**. Je ne considère pas le capitalisme comme un credo. Plus importante à mes yeux est la liberté, la compassion pour les pauvres, le respect du contrat social et l'égalité des chances. **Mais, pour le moment, il n'existe qu'un moyen pour atteindre ces objectifs : le capitalisme**. C'est le seul système à notre connaissance qui apporte les outils requis pour créer un surplus de valeur massif ».¹¹⁴

En résumé, ce qui fait vivre le capitalisme, c'est le capital. Le capital existe en très grande quantité dans les pays du tiers-monde. Encore faut-il qu'il soit utilisable. Les pays communistes et le tiers-monde en sont exactement là où l'Europe, le Japon et les Etats-Unis en étaient il y a deux siècles. La **solution au problème du développement du tiers-monde tient à l'indispensable passage du capital mort au capital vif**. Cela passe, dit de Soto, par un **long processus** : une stratégie de découverte, une stratégie politique et juridique, une stratégie opérationnelle et une stratégie commerciale. Faute d'opérer ce passage, d'établir ce pont, la mondialisation de l'économie restera l'affaire d'un club privé, celui regroupant les différents habitants des « *cloches de verre* » en divers endroits du monde, le reste de la population - la majorité - restant condamnée à demeurer dans la périphérie.

114 H. de Soto, **Le mystère du capital**, Flammarion, 2005 (2000), p. 279

Johan Norberg

(né en 1973)

Plaidoyer pour la mondialisation capitaliste

2003, Plon, 271 p.

(In Defence of Global Capitalism, 2001)



Préface

Le pouvoir politique a toujours été une créature géographique basée sur le contrôle physique d'un territoire délimité. La mondialisation nous autorise chaque jour davantage à dépasser ces limitations territoriales en voyageant, en commerçant et en investissant au-delà des frontières nationales. Beaucoup de détracteurs de la mondialisation la dépeignent comme un phénomène démesuré et menaçant. Souvent, ces critiques ne sont pas des arguments raisonnés mais de simples énoncés de faits. On dira par exemple que 1,5 billions (1,5 millions de millions) de dollars sont échangés chaque jour sur les marchés financiers, comme si la taille elle-même était dangereuse et terrifiante. Mais cela, c'est de l'arithmétique. Pas des arguments.

Beaucoup éprouvent de l'impuissance face à la mondialisation et ce sentiment est compréhensible quand on considère tout ce qui est déterminé par les décisions décentralisées de millions de personnes. **Si les autres sont libres de mener leur vie, nous n'avons aucun pouvoir sur eux. Mais, en retour, nous acquérons un nouveau pouvoir sur notre propre vie.** Cette impuissance à agir sur la mondialisation est une bonne chose car cela signifie que personne n'est sur le siège du conducteur car chacun d'entre nous conduit sa vie. Internet disparaîtrait si nous n'expédions pas d'e-mail, si nous ne téléchargeons pas de la musique tous les jours sur ce réseau mondial. Aucune entreprise n'importerait de marchandises de l'étranger si nous n'en achetions pas au magasin. **La mondialisation, ce sont nos actions quotidiennes.** Nous mangeons des bananes de l'Équateur, buvons du vin français, regardons des films américains, achetons des livres anglais, travaillons pour des entreprises exportant en Allemagne et en Russie, prenons nos vacances en Thaïlande et épargnons de l'argent pour des fonds de pensions qui investissent en Amérique du Sud et en Asie. Le capital circule à travers des entreprises financières mais elles font ces opérations uniquement parce que nous le voulons. La mondialisation s'effectue par en dessous.

Les critiques de la mondialisation essaient souvent de peindre le marché comme un vaste complot perpétré par des idéologues afin d'acquérir la maîtrise du monde en « infiltrant » les divers gouvernements. Certains critiques, tels Joseph Stiglitz, caractérisent la défense de l'économie de marché comme une sorte de culte quasi religieux qu'ils appellent « **fondamentalisme du marché** ».

Pourtant, **la dérèglementation, la privatisation et la libéralisation du commerce n'ont pas été inventées par des idéologues ultra-libéraux**. Il est vrai que certaines personnalités politiques - Reagan et Thatcher par exemple - ont été inspirés par le libéralisme économique. Mais **les plus grands réformateurs ont été les communistes en Chine ou en Union Soviétique, les protectionnistes en Amérique latine et les nationalistes en Asie**. Dans beaucoup d'autres pays européens, ce sont des socio-démocrates qui ont imprimé leur marque. En résumé, cette idée de conspiration ultra-libérale est ridicule. Surtout quand on constate qu'aujourd'hui nos pays ont probablement les secteurs publics les plus étendus et le plus haut niveau de taxation que le monde ait jamais connu dans l'histoire.

Quand Norberg affirme qu'il défend le capitalisme, ce qu'il entend par là, c'est la **liberté capitaliste de procéder par essai/erreur sans avoir à demander d'abord la permission aux dirigeants ou à des agents de douane**. C'est une liberté placée sous le contrôle de lois assurant que cette liberté ne va pas empiéter sur la liberté de quelqu'un d'autre. Norberg veut que chacun jouisse de cette liberté en abondance. Ce en quoi Norberg croit, c'est, d'abord et avant tout, non pas au capitalisme ou à la mondialisation mais à la capacité de l'homme d'accomplir des choses grandioses et aux forces combinées qui résultent des interactions et des échanges entre les hommes.

Chapitre I : Chaque jour les choses s'améliorent

Les demi-vérités

Depuis au moins **l'an 1014**, où l'archevêque **Wulfstan** déclara dans un sermon à York que « **le monde se précipite vers sa fin** », nombreux sont les gens à croire que les choses se dégradent continuellement.

On prétend que le monde devient de plus en plus injuste : « Le riche devient de plus en plus riche et le pauvre de plus en plus pauvre ». On présente cela comme une vérité religieuse qui ne peut souffrir la contradiction. En réalité, si on observe les faits et les chiffres plus soigneusement, on constate qu'il s'agit d'une **demi-vérité**. La première partie de cette vérité, c'est que les **riches sont en effet devenus plus riches**. Pas tous et partout mais de manière générale oui. Ceux qui, comme Norberg, vivent dans un pays occidental, ont vu leurs standards de vie augmenter substantiellement depuis plusieurs décennies. La seconde moitié de l'énoncé est tout simplement fausse : la situation des pauvres n'a pas, de manière générale, empiré dans les dernières décennies. C'est le contraire qui est vrai : **la pauvreté absolue a diminué** et des centaines de millions de gens, en Asie ou ailleurs, sont passés d'un état où ils luttèrent pour leur

survie à une sécurité d'existence et même à un début de prospérité. La misère mondiale a diminué et les grandes injustices commencent à se dénouer.

L'esclavage, qui, il y a quelques siècles, était un phénomène mondial, a été éliminé sur tous les continents l'un après l'autre. Il existe encore de manière illégale mais, depuis la libération des derniers esclaves en 1970 dans la Péninsule arabique, il a été interdit pratiquement partout sur la terre.

La réduction de la pauvreté

De 1965 à 1998, le revenu moyen d'un habitant sur la terre a presque doublé, passant de 2497 à 4839 dollars (ceci en dollars constants ajustés selon la parité du pouvoir d'achat). Durant la même période, **le cinquième de la population mondiale la plus riche a vu ses revenus augmenter de 75%**. Actuellement, 3 milliards de personnes en plus vivent, depuis 50 ans, au-dessus du seuil de la pauvreté. C'est un phénomène unique dans l'histoire. Le Programme des Nations Unies pour le Développement a constaté que **la pauvreté mondiale a davantage régressé ces 50 dernières que durant les 500 années qui ont précédé**.

La pauvreté est en diminution rapide. La « pauvreté absolue » est habituellement définie comme la condition de celui qui a gagné un revenu inférieur à un dollar par jour :

- **en 1820, 85% de la population mondiale vivait avec l'équivalent de moins d'un dollar par jour ;**
- **en 1950, 50%** de la population mondiale vivait avec l'équivalent de moins d'un dollar par jour ;
- **en 1980, 31%** de la population mondiale vivait avec l'équivalent de moins d'un dollar par jour ;
- **aujourd'hui, 20 %** de la population mondiale vit avec l'équivalent de moins d'un dollar par jour.

Durant ces vingt dernières années, la population mondiale a augmenté d'1,5 milliards de personnes et **le nombre de pauvres vivants sous le seuil d'absolue pauvreté a chuté de 200 millions**. Comme l'a bien expliqué l'économiste indien Amartya Sen, la pauvreté n'est pas uniquement un problème matériel. C'est quelque chose de plus large : c'est une impuissance, c'est le fait d'être privé des opportunités de base de liberté de choix. De petits revenus sont souvent symptomatiques de l'absence de ces choses, de marginalisation et de coercition.

L'amélioration mondiale de la condition humaine est reflétée par la **croissance très rapide de l'espérance de vie**.

- **au début du XX^{ème} siècle, l'espérance de vie dans les pays en voie de développement était de moins de 30 ans ;**
- **en 1960, l'espérance de vie dans les pays en voie de développement était de 46 ans ;**

- en 1988, l'espérance de vie dans les pays en voie de développement était de **65 ans**.

Dans les pays riches, l'espérance de vie est plus élevée. Elle est de 78 ans dans les pays membres de l'OCDE.¹¹⁵ C'est en Afrique subsaharienne que cette évolution a été la plus lente (de 41 ans à 51 ans depuis les années 60). Cela dit, aujourd'hui plus de neuf personnes sur dix dans le monde peut espérer vivre au-delà de 60 ans. **La mortalité infantile dans les pays en voie de développement a chuté vertigineusement :** alors que 18% des nouveau-nés décédaient (presque un enfant sur cinq !) en 1950, ce chiffre a chuté à 6% en 1995.

La faim

Depuis les années 1960, la consommation de calories par habitant dans le tiers-monde a augmenté de 32% par tête. Selon la FAO (Food and Agriculture Organization : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation), 960 millions de personnes souffraient de malnutrition en 1970. En 1991, ce chiffre était de 830 millions et en 1996 de 790 millions. Quand on sait que la population mondiale a, dans le même temps, considérablement augmenté, ces chiffres révèlent à quel point cette amélioration fut importante. **Il y a 30 ans, 37% de la population du Tiers-monde souffraient de la faim. Ce chiffre est tombé à moins de 18%.** C'est beaucoup ? Trop ? Evidemment ! Mais le nombre diminue rapidement. Rappelons-nous que c'est seulement aux alentours de 1920 que la Suède cessa de souffrir de malnutrition chronique.

- dans le Sud-Est Asiatique, les chiffres de famine sont passés de 43 à 13% depuis 1970.
- en Amérique latine, les chiffres sont passés de 19 à 11%.
- dans le Nord de l'Afrique et au Moyen-Orient, les chiffres sont passés 25 à 9%
- en Asie du Sud, les chiffres sont passés de 38 à 23%
- en **Afrique, malheureusement, le nombre de personnes souffrant de la faim est passé de 89 à 180 millions** mais, en dépit de cette augmentation, le pourcentage a légèrement reculé, passant de 34 à 33%.

La production globale de nourriture a doublé depuis un demi-siècle. Depuis les années 1980, les prix alimentaires ont baissé de moitié et la production par hectare a augmenté de 25%. Tel est le triomphe de la « **Révolution verte** ». Des céréales de haute qualité et plus résistantes ont été développées au même moment où les techniques d'ensemencement, d'irrigation et de fertilisation augmentaient considérablement.

Le caractère désastreux des famines a également décliné radicalement, en grande partie grâce à la démocratisation. Les famines surviennent dans des pays aux régimes de toute sorte : communistes, coloniaux, technocratiques, dictatoriaux et tribaux. Dans chaque cas, lorsque le pouvoir est centralisé, cela empêche le libre débat

¹¹⁵ En 2013, l'espérance de vie en Belgique a franchi le cap des 80 ans. 80,4 ans pour être précis (82,9 ans pour les femmes et 77,8 ans pour les hommes).

et le fonctionnement du marché. **Comme l'a observé l'économiste indien Amartya Sen, il n'y a jamais eu de désastre alimentaire dans une démocratie.** Même les démocraties pauvres, telles que l'Inde et le Botswana, ont évité la famine alors même qu'elles avaient moins de stocks de nourriture quand la famine a frappé. La famine est une conséquence de la dictature et non pas de la pénurie alimentaire. La famine résulte de politiques de dirigeants qui détruisent la production et le commerce, qui font des guerres et qui ignorent la situation profondément critique des populations qu'ils précipitent dans la catastrophe.

Dans le monde pris dans son ensemble, 8 personnes sur 10 ont accès à une eau pure. Il y a une génération, 90% de la population rurale était sans eau pure. Aujourd'hui, ce chiffre est seulement de 25%.

L'éducation

L'éducation est une des façons les plus fiables d'accroître le développement des individus et leurs espérances de revenus. Beaucoup de personnes sont privées d'un accès à l'éducation en raison de leur sexe : 65% des illettrés sont des filles. C'est aussi un problème de pauvreté. Dans beaucoup de pays, les gens les plus pauvres n'ont pas d'éducation du tout. **Presque 100% des enfants du monde ont aujourd'hui accès à l'enseignement primaire. La grande exception, encore une fois, c'est l'Afrique au sud du Sahara** (où seulement 75% des enfants fréquentent l'école). Aujourd'hui, il existe environ 900 millions d'adultes illettrés. Cela semble énorme mais on vient de très loin : en 1950, 70% de la population du tiers-monde étaient illettrés contre 25 à 30% aujourd'hui.

La démocratisation

Les détracteurs de la mondialisation affirment que le marché et la circulation des capitaux sont une menace pour la démocratie. Mais ce qui est en réalité menacé est ce qu'ils voudraient faire avec la démocratie, c'est-à-dire accroître les pouvoirs de l'État. Jamais dans l'histoire, la démocratie n'a été aussi présente dans le monde qu'aujourd'hui.

Il y a à peine 100 ans, pas un seul pays au monde n'avait consacré le suffrage universel. Le monde était gouverné par des empires et des monarchies. **Aujourd'hui, si l'on en croit les études du think tank Freedom House, il existe 121 démocraties avec un système multipartite et le suffrage universel.** 3,5 milliards de personnes vivent dans ces démocraties, c'est-à-dire 60% de la population mondiale. Dans ces 121 démocraties, **85 d'entre elles peuvent, selon Freedom House, être considérées comme « libres »** (c'est-à-dire comme des démocraties qui consacrent et défendent authentiquement les droits civils). **Cela représente 40% de la population de la planète**¹¹⁶. En 2002, 47 Etats violaient les droits humains fondamentaux. Les pires d'entre

116 La situation évolue constamment dans le sens indiqué. Ainsi, les chiffres du rapport 2013 de «Freedom House» sont les suivants : 118 démocraties dont 90 peuvent être considérées comme «libres», c'est-à-dire 46% de la population de la planète.

eux étaient la Birmanie, Cuba, l'Irak, la Libye, la Corée du Nord, l'Arabie Saoudite, le Soudan, la Syrie et le Turkménistan, c'est-à-dire les pays les moins « affectés » par la mondialisation et les moins orientés vers l'économie de marché et le libéralisme.

Le nombre de guerres a diminué de moitié durant la dernière décennie et aujourd'hui, moins de 1% de la population mondiale est directement affecté par des conflits militaires. Une des raisons en est que les démocraties ne se font pas la guerre entre elles. Une autre explication, c'est que les échanges internationaux rendent les conflits moins intéressants. **Avec la liberté de mouvement et de commerce, les citoyens ne se soucient plus tellement de la taille de leur pays.** Les peuples créent de la richesse non pas en annexant de la terre appartenant à un autre pays mais en commerçant avec ce pays et ses ressources. Un dicton, attribué à tort à l'économiste libéral français Frédéric Bastiat, résume bien cette idée : « **Si les biens ne traversent pas les frontières, ce sont les soldats qui le feront** ».

L'oppression des femmes

Beaucoup de détracteurs de la mondialisation se plaignent qu'elle détruit les traditions ancestrales. Comment maintenir une tradition patriarcale dans les familles où les enfants gagnent subitement beaucoup plus d'argent que le chef de famille ? **L'une des plus vieilles traditions menacées par la mondialisation est celle de la subordination des femmes.** Avec la multiplication des échanges et contacts interculturels, des femmes voient désormais à la télévision d'autres femmes qui ne sont pas nécessairement femmes au foyer. Du coup, elles en viennent à désirer une autre destinée que celle qu'on a tracée à l'avance pour elles.

La croissance économique donne aux femmes plus d'opportunités de devenir financièrement indépendantes. En Afrique, on voit souvent des femmes entrepreneurs opérer dans toutes sortes de petits ateliers ou commerces du secteur informel. Dans le contexte de la mondialisation, il devient de plus en plus difficile de tenir les femmes en dehors de l'activité économique. Le capitalisme se soucie peu de savoir si le producteur doit être un homme ou une femme. Il fait émerger le meilleur quel que soit son sexe. Par ailleurs, pratiquer la discrimination coûte cher car cela implique de se priver de certains biens et de certains talents.

Le progrès technologique joue également en faveur des femmes. Ainsi, en Arabie Saoudite, les femmes ne peuvent se déplacer que voilées et n'ont pas le droit de conduire des voitures. Cela les exclut ipso facto du marché du travail. Mais le développement d'Internet et de la téléphonie a subitement permis à de nombreuses femmes saoudiennes de mener une carrière professionnelle à partir de chez elles. En très peu de temps, on a vu fleurir des entreprises dirigées par des femmes (dans le domaine de la mode, des agences de voyage, des colloques, des organisations de soirée, etc.). Ceci explique pourquoi deux tiers des usagers d'Internet en Arabie Saoudite sont des femmes. **L'égalité des sexes croît de concert avec la prospérité.** Une étude de la Banque mondiale démontre que, en Inde, les garçons ont une probabilité plus grande

que les filles de recevoir une meilleure éducation mais que l'étendue de cette inégalité se réduit singulièrement à mesure qu'augmente le niveau de richesses des parents. **Ces progrès sont importants.** Non seulement pour les femmes mais aussi pour leurs enfants. Une meilleure éducation et des revenus en hausse **permettent aux mères de mieux nourrir et de mieux éduquer leurs enfants** alors que le lien entre le revenu du père et le bien-être des enfants est plus faible.

La Chine

Une personne sur deux dans le monde vit dans l'un de ces deux pays : la Chine ou l'Inde. Ce qui se passe dans ces deux pays est donc d'une importance capitale. Les économies de ces deux pays ont été fortement libéralisées ces vingt dernières années.

Deng Xiaoping gardait la foi dans son idéal socialiste de distribution mais il a réalisé qu'il avait le choix de distribuer la pauvreté ou la richesse et que cette dernière n'était possible qu'à la condition de donner plus de liberté à son peuple. Raison pour laquelle **la Chine s'embarqua en 1978 dans un programme de libéralisation.** Ce furent d'abord des « zones franches » qui furent autorisées à opérer en dehors des contrôles socialistes. Elles permirent à des entrepreneurs chinois de s'engager dans le commerce international. **Le succès de ces expériences encouragea à étendre ces mesures de libéralisation en Chine.** Une productivité accrue et un pouvoir d'achat en augmentation incitèrent beaucoup de fermiers à investir leur capital dans la production industrielle privée ou coopérative.

Il est **difficile d'obtenir des informations fiables** sur ces phénomènes en raison de la nature du régime et de la propagande. Cela dit, tous les observateurs s'accordent sur le fait que la croissance économique en Chine est unique dans l'histoire. **On a parlé d'une croissance de 10% par an durant les 20 années qui ont suivi les premières réformes.** Le PNB chinois a plus que quadruplé en 20 ans. Durant cette période, la Chine a égalé la production allemande pour ensuite dépasser la production de l'Allemagne, de la France, de l'Italie et des pays nordiques réunis. **Cette libéralisation a permis à 800 millions de fermiers de doubler leurs revenus en seulement six ans.** La Banque Mondiale parle de « la réduction de la pauvreté la plus importante et la plus rapide de l'histoire ». **Cela dit, ce pays reste dirigé par un régime communiste.** Beaucoup de PME sont sous-capitalisées. Le gouvernement prémunit les banques et des grosses entreprises de tout contrôle, ce qui pourrait précipiter une crise sans précédent. **Le massacre de la place Tiananmen, le contrôle des naissances, l'oppression au Tibet, la persécution du mouvement Falun Gong, les camps de travail des prisonniers politiques, les arrestations arbitraires pour délit d'opinion, toutes ces choses tristes prouvent que tout n'a pas changé en Chine.** Mais de moins en moins de personnes en Chine pensent que le Parti Communiste survivra à cette libéralisation et à l'influence occidentale via Internet.

L'Inde

Contrairement à la Chine, l'Inde est une démocratie depuis son indépendance en 1947 mais, à la même époque, elle a opté pour une économie strictement régulée. Le gouvernement a beaucoup investi dans l'industrie lourde tout en se protégeant féroce-ment des importations par de hautes barrières tarifaires afin de devenir autosuffisant. Cela s'est soldé par un **fiasco. Toute l'activité économique était paralysée par des réglementations** et rien ne pouvait être obtenu à moins de tirer des ficelles et de payer des pots de vin. La ligne de la pauvreté passa de 50% à l'indépendance à 62% en 1966. **Durant les années 70, l'Inde commença à réordonner son économie et abandonna cette idée d'autosuffisance.** La croissance reprit à partir des années 80 et la pauvreté commença à décliner. Mais cette expansion était alimentée par de l'argent emprunté, ce qui occasionna une crise profonde dans les années 90. **Dans les années 90, le gouvernement commença à assainir ses finances, accueillant des investissements étrangers** et encourageant les entreprises et la concurrence. Les tarifs douaniers qui grimpaient jusqu'à des 87% furent abaissés à 27%. Trois gouvernements successifs débarrassèrent l'économie d'un grand nombre de restrictions.

Il faudra encore de massives réformes pour que l'Inde devienne une authentique économie de marché mais des résultats spectaculaires ont été atteints grâce à une utilisation plus productive des ressources du pays. La ligne de la pauvreté est tombée en dessous de 32%. L'espérance de vie a doublé en trente ans. Plusieurs Etats du Sud (Andhra Pradesh, Karnataka, Tamil Nadu, etc.) se sont libéralisés très rapidement avec des taux de croissance atteignant parfois 15%. Par ailleurs, l'économie a bénéficié d'un développement miraculeux de l'industrie informatique avec une croissance de 50% du secteur des logiciels chaque année. **Le système des castes** - forme d'apartheid qui divise et traite les individus en fonction de la famille dont ils sont nés - a été officiellement aboli en 1947 mais a persisté fortement après l'indépendance. Mais **il est en train de s'effondrer en raison de l'économie de marché qui emploie les meilleurs travailleurs indépendamment de leur provenance.** Dans de plus en plus d'endroits, les « intouchables » sont, pour la première fois, invités à siéger aux conseils du village. Le gouvernement mène des campagnes antidiscriminatoires. Un signe évident de progrès a été **l'élection de l'intouchable K.R. Narayanan à la tête du pays** où il officia comme président de 1997 à 2002.

Les inégalités à l'échelle mondiale

Ce progrès est réel, pourront concéder les détracteurs de la mondialisation. Mais l'inégalité s'est, elle aussi, accrue rapidement, ajouteront-ils. **Ils citent souvent ce chiffre : il y a quarante ans, le PNB combiné des vingt pays les plus riches était 15 fois supérieur à celui des vingt pays les plus pauvres. Aujourd'hui, il est 30 fois supérieur.** La mondialisation creuse-t-elle les inégalités ? On peut opposer deux arguments à cette critique de la mondialisation.

Premièrement, même si c'était vrai, ce ne serait pas très grave. Si tout le monde s'enrichit, quel est le problème si certains s'enrichissent plus vite que les autres ? Seuls ceux qui considèrent que l'enrichissement est un problème peuvent regretter que certains deviennent millionnaires alors que d'autres ne font que s'enrichir à partir d'une condition plus modeste. La pauvreté est relative. Un **concept de la pauvreté** souvent utilisé consiste à **calculer le revenu moyen d'une population d'un pays considéré et à qualifier de pauvre toute personne qui gagne moins que ce revenu moyen.** Ainsi, les « pauvres » aux Etats-Unis possèdent, pour 72% d'entre eux, une ou plusieurs voitures et une machine à laver, pour 40% d'entre eux une maison et, pour 95% d'entre eux, une télévision. Mieux vaut être « pauvre » aux Etats-Unis que « égal » au Rwanda. Dans le premier cas, on gagne 9.039 \$/an et dans le second 1.000 \$ /an.

Deuxièmement, l'affirmation selon laquelle les inégalités ont augmenté est fausse. Cette notion d'inégalité mondiale s'appuie avant tout sur les données du Programme des Nations Unies pour le Développement (le PNUD) et surtout sur le Rapport de 1999. Mais **ces données sont problématiques dans la mesure où elles ne prennent pas en compte ce que les gens peuvent réellement acheter avec leur argent, c'est-à-dire leur pouvoir d'achat.** Sans cet ajustement, ces chiffres reflètent juste le taux de change officiel d'un pays et ce que sa monnaie vaut sur le marché international. Cela ne rend pas cette mesure très pertinente pour évaluer la pauvreté car, évidemment, **avec une même somme d'argent, vous pouvez généralement acheter beaucoup plus de choses dans un pays pauvre que dans un pays riche.** Si on se prête à cet exercice consistant à ajuster ces données en fonction du pouvoir d'achat, on découvre que **l'inégalité entre les pays a en réalité...décliné depuis 1970.** Ce déclin est particulièrement prononcé entre 1993 et 1998, lorsque la mondialisation a réellement commencé à s'accélérer.

Les économistes mesurent habituellement le **degré d'inégalité au moyen du coefficient de Gini. Il s'agit d'un nombre compris entre 0 et 1.** Si le nombre est 0, nous sommes dans une situation d'égalité parfaite (tout le monde possède, dans une société donnée, exactement le même montant de richesses). Si le nombre est de 1, nous sommes dans une situation d'inégalité parfaite (une personne possède l'intégralité des richesses d'une société donnée et les autres rien du tout). Si on calcule ce coefficient à l'échelle de la planète et pour l'entièreté de la population humaine, on constate que **ce coefficient est passé de 0,6 en 1968 à 0,52 en 1997, soit une baisse de plus de 10%.** C'est ce que démontre l'étude de Xavier Sala-i-Martin de l'université de Columbia.¹¹⁷

Dès lors, contrairement à l'opinion commune, l'égalité entre les hommes augmente à l'échelle de la planète. A l'heure de la mondialisation, le monde est plus égalitaire aujourd'hui. Le Rapport de l'ONU de 1999 omet d'inclure ses propres statistiques pour les années où les inégalités diminuaient le plus rapidement, soit de 1995 à 1997. En outre, les données du PNUD publiées dans l'Indice de Développement

117 X. Sala-i-Martin, «The disturbing rise of global income inequality», document de travail n° 8904, NBER, 2002 et « The world distribution of income », document de travail n° 8933, NBER, 2002 ; S. Bhalla, « Imagine there's no country : poverty, inequality and growth in the era of globalization », Institute for International Economics, 2002.

Humain indiquent une réduction des inégalités encore plus rapide que ce qu'on vient de dire. **L'indice, mesurant le bien-être** des individus, se calcule en fonction des revenus, du degré d'éducation, de l'espérance de vie, etc. Lui aussi va de 0 (misère profonde) à 1 (bien-être total). Cet indice a augmenté dans tous les groupes de pays ces 40 dernières années mais cette progression a été plus rapide pour les pays les plus pauvres. **L'indice de développement humain des pays de l'OCDE a progressé de 0,8 à 0,91 entre 1960 et 1993. Dans les pays en voie de développement, il est passé, pour la même période, de 0,26 à 0,56.**

Quelques réserves au tableau qui précède

Il ne faudrait pas conclure des pages précédentes que tout va bien dans le monde. En 2000, le sida touchait 3 millions de personnes, un record. Une des plus cruelles conséquences de ce fléau est qu'il laisse des millions d'enfants sans parents. 13 millions d'entre eux sont devenus orphelins pour cette raison. **Vingt millions de personnes fugitives vivent dans des conditions précaires en raison des conflits, de l'oppression et des désastres naturels.** Près de vingt pays, principalement dans le Sud de l'Afrique, se sont appauvris depuis 1965. L'analphabétisme, la faim, la pauvreté ont beau diminuer, il n'en demeure pas moins que des centaines de millions de personnes en sont encore affectées. Mais **il existe des solutions** à tous ces problèmes. **Ces problèmes, nous les avons connus en Europe** avant la Révolution industrielle. Nous en avons triomphé. La diffusion du capitalisme et de la démocratie dans le monde a considérablement amélioré la situation de l'humanité.

Pauvreté et privation ont toujours été la règle dans l'humanité et la prospérité, l'exception. Les politiques libérales, partout où elles ont été autorisées, ont permis d'inverser les choses : l'exception (la richesse) est devenue la règle et la règle (la pauvreté) l'exception. Toutes choses étant pesées, il n'y a pas de raison de ne pas être optimiste.

Chapitre II ... et ce n'est pas une coïncidence

Le capitalisme, c'est pour vous !

La croissance économique dans le monde n'est pas un « miracle ». Construire des écoles, augmenter ses revenus, etc. sont des choses qui n'arrivent que lorsque les gens commencent à réfléchir autrement et travaillent dur pour matérialiser leurs espoirs. Ces vingt dernières années, ce système s'est propagé à travers le monde selon un phénomène appelé « mondialisation ». **L'économie n'est pas un jeu à sommes nulles.** Dans une économie de marché, plus une personne a réussi à donner aux gens ce qu'ils désirent, plus le revenu de cette personne est important. **Bill Gates et Madonna gagnent des millions mais ils ne les volent à personne.** Ils les gagnent en offrant des logiciels et des musiques que les gens veulent acquérir. **Ils sont essentiellement nos serviteurs.**

Prix et profits dans une économie de marché servent d'indicateurs permettant au travailleur et à l'entrepreneur de savoir où ils vont. Des taxes excessives et des subventions entravent complètement ces forces motrices. **Le contrôle des prix a des conséquences destructrices car il fausse les signaux nécessaires.** En imposant un prix moins élevé à un bien ou à un service que celui qui aurait émergé sur le marché, il crée la pénurie. **Le capitalisme exige que les gens puissent conserver ce qu'ils ont gagné et créé.** Si la fiscalité est excessive, ils seront dissuadés de continuer à créer des richesses. Le respect de la propriété est au cœur de l'économie capitaliste. Cela ne signifie pas qu'un entrepreneur est nécessairement plus fûté qu'un bureaucrate mais le premier est en contact direct avec le marché et reçoit, grâce au mouvement des prix, une information directe sur les conditions de l'offre et de la demande. **Un planificateur central ne peut jamais rassembler toute l'information** nécessaire pour prendre ses décisions dans tous les secteurs de l'économie.

La responsabilité personnelle, tout autant que la liberté personnelle, est essentielle au capitalisme. Un **politicien** qui manipule des sommes énormes pour assurer la promotion de son pays en vue d'obtenir qu'on y organise les prochains Jeux Olympiques n'a pas les mêmes incitations qu'un entrepreneur ou un investisseur à prendre les décisions les plus rationnelles. **Pourquoi ? Parce que ce n'est pas lui qui payera la facture si les choses tournent mal.** Tout système politique et économique nécessite des règles, en ce compris le capitalisme. Il présuppose des règles définissant la propriété légitime, la rédaction des contrats, la résolution des disputes, etc. Ces règles constituent le **cadre nécessaire** pour permettre le fonctionnement adéquat des marchés. Mais il existe aussi des **règles qui empêchent l'économie de marché de fonctionner.** Par exemple, des réglementations détaillées qui indiquent ce que les gens peuvent faire de leur propriété et qui compliquent la mise en œuvre d'activités en obligeant l'obtention d'un permis et de licences et en limitant la liberté d'action dans quantité de domaines. Dans ces conditions, il n'est **guère étonnant que tant de gens soient découragés de se lancer dans l'aventure entrepreneuriale.**

Ces normes sont néfastes pour une autre raison : **une partie importante du temps et des efforts de la firme sera consacrée à contourner les règlements excessifs,** temps et efforts qui auraient pu être mis au service de la production. Parfois, ils recourent au marché noir, ce qui prive leurs opérations de la protection de la loi. Parfois même, ils corrompent les bureaucrates, en particulier dans les pays pauvres. Comme le disait déjà, il y a 2500 ans, le sage oriental Lao-Tseu : « **Plus il y a de lois, plus les voleurs et les bandits seront nombreux** ».

Comme le démontrent les chiffres du Fraser Institute, la **liberté économique diminue la corruption.** Si le but est de mettre en place des règles impartiales et des fonctionnaires incorruptibles, la meilleure manière est d'opérer une déréglementation substantielle. Amartya Sen affirme que **le meilleur remède** à la corruption serait, pour les pays en voie de développement, de déréglementer leur économie, quant bien même ils ne devraient en récolter aucun autre bénéfice économique.

Les bienfaits de la croissance

L'histoire nous fournit plusieurs exemples de populations similaires, placées dans des situations similaires, partageant la même langue et les mêmes normes mais soumises à deux systèmes différents : **l'un à l'économie de marché et l'autre à une économie sous contrôle centralisé**. C'est le cas de **l'Allemagne de l'Ouest et de l'Est, de la Corée du Nord et de la Corée du Sud, de Taïwan et de la Chine**. Dans le premier cas, c'est la prospérité et le développement humain. Dans le second cas, la misère, l'oppression et la famine. Cette comparaison peut être faite partout dans le monde. **Les gens vivant dans des pays libres gagnent généralement 10 fois plus de richesses et vivent en moyenne 20 ans de plus**. Johan Norberg présente de nombreux graphiques éloquentes où les différents pays du monde sont classés dans 5 familles en fonction du degré de liberté économique (du moins libre au plus libre). Ces graphiques-¹¹⁸démontrent respectivement que :

- **la liberté économique apporte la prospérité** : les habitants des pays les moins libres (famille 1) gagnent en moyenne 2566 \$/an alors que les habitants des pays les plus libres (famille 5) gagnent en moyenne 23.450 \$/an ;
- **la liberté économique stimule la croissance** : la famille 1a une croissance de -0,8% alors que la famille 5 a une croissance de 2,56% ;
- **la liberté économique élève les standards de vie** : la famille 1 obtient 0,52 sur l'échelle onusienne de développement humain alors que la famille 5 obtient 0,88 ;
- **la liberté économique augmente l'espérance de vie moyenne** : les habitants des pays de la famille 1 ont une espérance de vie de 52,18 ans et ceux de la famille 5 de 76,18 ans.

En 1820, la pauvreté était immense en Europe. Notre continent avait alors un train de vie équivalent à celui du Mali, de la Zambie et du Nigeria. Ces deux derniers siècles, le niveau de revenu a décuplé. **Certains cercles regardent parfois la croissance avec dédain** aujourd'hui mais cela a représenté une avancée sur tous les plans. **Pour le tiers-monde, la croissance, c'est parfois la différence entre la vie et la mort**, entre le développement et la stagnation. **La croissance donne aux gens une beaucoup plus grande maîtrise de leur vie**. Il affranchit les villageois des gros propriétaires du bourg. Elle permet aux enfants d'aller à l'école plutôt que de devoir travailler pour leurs parents. Il **affranchit les femmes des hommes** car, économiquement dépendantes, ces dernières ne pouvaient, jusqu'à présent ni se plaindre de maltraitements dont elles sont l'objet ni décider d'entamer une autre vie ailleurs.

On affirme parfois que la croissance ne bénéficie qu'aux riches alors que les pauvres restent à la traîne. Deux économistes de la Banque Mondiale, David Dollar et Aart Kraay, ont étudié 40 ans de statistiques sur les revenus dans 80 pays. Ils en concluent que **la croissance bénéficie aux pauvres autant qu'aux riches**. Avec 1% de croissance, les revenus du pauvre augmentent de 1%. Avec 10% de croissance, ses

¹¹⁸ Source : James Gwartney and Robert Lawson, eds., *Economic Freedom of the World 2001* (Vancouver: Fraser Institute, 2001)

revenus augmentent de 10%. Pas toujours et pas partout - il y a des exceptions et des variations - mais c'est une moyenne. **La croissance est le meilleur remède à la pauvreté.** On parle parfois de « **percolation** » pour expliquer que la richesse se répandrait d'abord dans les couches supérieures pour gagner toutes les autres de proche en proche. Cette description évoque l'image du pauvre qui ramasse les miettes qui tombent de la table du riche. **En fait, cela ne correspond pas à la réalité.** Au contraire, **ce qui se produit, c'est que les pauvres bénéficient de la croissance dans la même étendue et à la même vitesse que les riches.** Ils bénéficient immédiatement d'une augmentation de la valeur de leur travail et de l'augmentation de leur pouvoir d'achat.

Avec 3% de croissance annuelle, une économie double son capital tous les 23 ans. C'est une augmentation inédite de la prospérité. **Par comparaison, les effets d'une redistribution sont insignifiants. Pas seulement insignifiants mais dangereux** car de lourds impôts mettent en péril la croissance. L'économie d'une société s'améliore avant tout par l'épargne, l'investissement et le travail de ses habitants. Les taxes élevées sur le travail, l'épargne et le capital « imposent », pour reprendre les mots de John Stuart Mill, « une punition aux gens qui ont travaillé dur et épargné plus que leur voisin ». Cela n'est pas très éloigné de cette fameuse phrase d'un auteur anonyme :

« Une amende est une taxe pour avoir fait quelque chose de mal ; une taxe est une amende pour avoir fait quelque chose de bien ».

Pourquoi choisir entre la liberté et l'égalité ?

Beaucoup pensent que la libéralisation et la croissance économique impliquent une croissance de l'inégalité dans la société. C'est une erreur. Tout le monde s'enrichit dans une économie de marché et le fait que certains s'enrichissent plus vite que d'autres ne représente en rien une détérioration de la situation de ces autres personnes. Mais il y a plusieurs raisons d'accorder de la valeur à l'égalité. **La première, c'est que la perspective de voir tout le monde partir avec des chances à peu près égales dans la vie a quelque chose d'attirant.** Tout le monde doit avoir les mêmes opportunités. Une autre raison, c'est que **l'égalité stimule la croissance contrairement à ce qu'on affirme souvent.** Une des raisons en est que les **sociétés avec une plus grande égalité sont politiquement plus stables et moins turbulentes.** L'inégalité conduit aux conflits ou requiert des taxes importantes et plus de redistribution, autant d'obstacles à la croissance. Mais une raison encore plus importante, c'est que les **gens doivent disposer de quelques biens de base** (une terre dans une économie non développée ou une éducation dans un pays développés) afin de pouvoir travailler de manière effective.

Pour le dire simplement, c'est l'égalité des chances qui est importante et non pas l'égalité des résultats. Tout le monde doit disposer des mêmes opportunités à partir desquelles chacun est libre de tracer sa route et d'atteindre des résultats différents. Ce n'est pas la différence des revenus en elle-même qui est dangereuse mais les discriminations et les privilèges qui engendrent les différences de revenus dans les pays non démocratiques.

La courbe en U inversé de l'économiste Simon **Kuznets** démontre qu'une situation de **croissance conduit dans un premier temps à l'augmentation de l'inégalité et, dans un second temps à un tassement puis à une réduction de l'inégalité**. Cela dit, Kuznets, quand il publia l'article avec cette courbe en 1955, déclara que cette idée était basée sur 5% de données empiriques et sur 95% de spéculation. **Si l'on observe empiriquement ce qui s'est passé depuis 1950, on constate que la première conclusion de Kuznets n'est pas universellement valide**. Il est vrai que **la croissance conduit initialement à l'inégalité mais il n'y a pas de connexion générale**. Certains pays ont connu une croissance importante accompagnée d'une réduction des différences de revenus. De manière similaire, les choses ont bougé dans différentes directions pour les pays à croissance lente ou négative. La Banque mondiale estime que les données ne permettent pas d'observer une relation stable entre la croissance et l'inégalité.

D'autres économistes, tels que G.W. Scully, ont découvert, en étudiant l'égalité dans 70 pays, que **les revenus étaient plus également distribués dans les pays avec une économie libérale, un marché et des droits de propriété**. Et cela s'explique avant tout parce que, comparé à un pays non libre, un pays libre a une **classe moyenne plus riche et une classe supérieure moins riche**. La part de richesse nationale détenue par les 20% les plus riches était de 25% inférieure dans un pays libre par rapport à un pays non libre. La part de richesse détenue par les 20% les plus pauvres est équivalente dans un pays libre et un pays non libre mais les revenus de ces personnes étaient beaucoup plus élevés dans un pays libre. **Contrairement à ce qu'on croit souvent, un plus grand degré de libéralisme économique conduit à une plus grande égalité économique**. Quid de la transition vers une économie libérale ? Une libéralisation rapide n'impacte-t-elle pas négativement l'égalité ? Non. Il apparaît que, dans les pays qui ont libéralisé leur économie depuis 1985, l'égalité s'est accrue.

La gauche dit souvent que la liberté individuelle et l'égalité économique sont en conflit. Elle a peut-être raison au sens où le législateur doit parfois décider sur laquelle il doit se focaliser quand il délibère. Mais il est **erroné d'affirmer que ces deux valeurs sont mutuellement exclusives**. Bien au contraire, il y a tout lieu de penser que l'égalité de liberté conduit à l'égalité économique. Les droits de propriété, la liberté d'entreprise, le libre-échange et une faible inflation confèrent à la fois la croissance et l'égalité.

Les droits de propriété profitent aux pauvres

Non, l'économie de marché n'est pas l'ennemie de l'égalité. Cela peut sonner étrangement aux oreilles à ceux à qui on a affirmé que le capitalisme était une théorie pour les riches et les privilégiés. En réalité, **l'économie de marché est précisément l'opposé d'une société de privilégiés**. En effet, **la seule manière de maintenir sa position dans une économie de marché est d'offrir aux autres les biens et les services dont ils ont besoin**. Dans une économie régulée, seuls ceux qui ont des bons contacts, qui ont de l'argent pour payer des pots de vin, qui ont du temps pour étudier la jungle réglementaire, peuvent se permettre de lancer une entreprise légalement et de s'engager dans le commerce. **La mondialisation permet aux peuples du monde entier**

de s'affranchir progressivement de ces pratiques injustes. La liberté des échanges permet aux consommateurs d'acheter des biens et services produits par des concurrents internationaux plutôt que de devoir passer par des entreprises d'Etat monopolistiques. **La mobilité des capitaux permet aux personnes pauvres de financer leurs bonnes idées.** La liberté de migration oblige l'unique employeur du village à offrir de meilleurs salaires s'il veut éviter que ses ouvriers aillent chercher du travail ailleurs.

La gauche décrit souvent le libéralisme économique comme l'idéologie des riches car il défend le droit de propriété. **En réalité, ce ne sont pas principalement les riches qui tirent le plus de bénéfices de la protection de la propriété privée.** Ce sont, au contraire, les membres les plus vulnérables qui ont le plus à perdre dans une société sans droits de propriété stable car les personnes bénéficiant de connexions politiques peuvent beaucoup plus facilement prendre le contrôle de leurs ressources. **Quand la propriété privée est garantie, les ressources et les revenus sont aigüillés principalement en direction des personnes les plus productives.** Ceux qui ne font pas partie des privilégiés du régime ont, dans un système garantissant la propriété, plus de chance de faire leur chemin. **C'est le pauvre qui a le plus à gagner à un système où les biens de première nécessité deviennent moins chers.** Les droits de propriété procurent un puissant incitant à travailler et à se dépasser à condition, évidemment, de ne pas être dépouillé du fruit de son travail.

L'économiste péruvien Hernando de Soto a démontré comment les pauvres sont perdants en l'absence d'un système consacrant clairement les droits de propriété. Dans son ouvrage révolutionnaire - *Le Mystère du Capital*¹¹⁹ - il inverse la conception orthodoxe de la pauvreté. Le problème n'est pas que les pauvres sont démunis ni même qu'ils manquent d'une « propriété » au sens physique du terme. **Le problème, en réalité, c'est qu'ils n'ont pas de droits formels de propriété. Les pauvres ne sont pas nécessairement démunis de biens mais de titres de propriété sur ces biens.** Hernando de Soto estime que les populations du tiers-monde et des anciens pays communistes ont une **propriété immobilière qui correspond à 9,3 billions de \$** (9,3 millions de millions), soit une **somme qui excède la valeur de toutes les entreprises reprises dans les places financières des 20 pays les plus riches** (New York, Nasdaq, Toronto, Tokyo, Londres, francfort, Paris, Milan, etc.). Le gros problème, c'est que les gouvernements du tiers-monde ne reconnaissent généralement pas les droits de propriété sans un **processus bureaucratique lent, tortueux et ruineux.** Comme le faisaient les habitants du monde occidental il y a quelques siècles, les personnes du tiers-monde occupent des terres, construisent des maisons, les améliorent, établissent de petits commerces à des coins de rue, etc. Malheureusement, il leur est pratiquement impossible de faire enregistrer tous ces biens en tant que propriété.

Pour illustrer ce problème, de Soto et ses collègues ont sillonné le monde pour essayer, en divers lieux, de faire enregistrer une propriété. Les résultats sont horribles. Ainsi, **pour obtenir un titre légal de propriété sur une terre publique au Pérou, il faut passer par 207 étapes dans 52 administrations.** Pour exercer en tant que chauffeur

119 La synthèse de ce livre de Hernando de Soto fait l'objet d'un chapitre spécifique du présent ouvrage.

de taxi, il faut affronter 26 mois de démarches et de paperasserie. En Haïti, il faut 5 ans pour acquérir un terrain. Aux Philippines, il en faut 13. Pour acquérir une modeste portion de désert égyptien, il faut obtenir le permis de 31 autorités, soit entre 5 et 14 ans de démarches. Obtenir une licence pour un atelier avec deux machines à coudre à Lima nécessite en moyenne 289 jours de démarches et coûte 1231\$, soit 30 fois le salaire minimum.

Pour les personnes sans appuis puissants, ce sont là des barrières insurmontables. La seule alternative laissée à la quasi-totalité des gens, c'est le **secteur informel**. Dès lors, ils ne jouissent d'aucune protection légale et n'osent pas investir à long terme. Leur **propriété n'est pas reprise dans un registre qui répertorie les transactions et qui authentifie les biens**. Dès lors, il n'y aucune clarté sur qui est responsable des paiements et à quels services s'adresser. La propriété demeure un « **capital mort** ». Ces biens, faute de bénéficier d'un titre légal, ne peuvent être hypothéqués, privant par là même leurs détenteurs d'une source de capital pour financer l'éducation ou investir dans une affaire en expansion. **Tout ce que les entrepreneurs d'un pays riche peuvent obtenir en cours de route est inaccessible pour les entrepreneurs du tiers-monde.** Sans titre légalement reconnu, impossible d'obtenir une adresse, un téléphone fixe, de l'eau, une connexion à l'électricité. Sans titre légalement reconnu, la propriété ne peut être vendue, ne peut être gagée, ne peut constituer le capital d'une entreprise légalement constituée dont peut vendre des actions pour augmenter le capital, etc. **Ceux qui possèdent une petite affaire doivent toujours se garder de la bureaucratie et de la police** qu'ils doivent fréquemment « arroser » pour travailler en paix. Ils doivent conserver leur commerce petit et caché et ne peuvent, dès lors, bénéficier d'économies d'échelle.

Selon de Soto, entre 50 et 75 des citoyens du tiers-monde vivent en dehors de la protection de la loi et environ 80% des maisons et des terres ne sont pas enregistrées sous les noms de leurs occupants effectifs. **Le capitalisme sans droit de propriété, c'est le capitalisme des élites.** Des millions de personnes compétentes qui pourraient devenir les entrepreneurs du futur sont emprisonnés dans la pauvreté. Le capitalisme n'est pas un système parfait et il n'est pas bon pour tout le monde à tout moment. On pointe à juste titre les dégâts individuels qu'il peut engendrer (un atelier qui ferme, un salaire qui est diminué, etc.). De telles choses arrivent mais en se focalisant sur elles, on manque le tableau global : **ce système politique et économique fonctionne généralement et, si on le compare avec ses alternatives, profite largement à la grande majorité des gens.** Il est nécessaire de scruter les problèmes et de les analyser afin d'y remédier mais cela n'a pas beaucoup de sens de condamner le système dans son ensemble.

Le miracle est-asiatique

L'exemple de réussite le plus éclatant parmi les économies en voie de développement depuis la Seconde guerre mondiale est celui de l'Asie de l'Est et plus particulièrement du Sud Est. En 1960, la Zambie était aussi riche que la Corée du Sud. Aujourd'hui, la Corée du Sud a un standard de vie comparable au Portu-

gal et est 20 fois plus riche que la Zambie. A la fin de la seconde guerre mondiale, l'économie japonaise était en ruine et les pays que le Japon avait occupés étaient complètement démunis et au bord de la famine. Depuis 1960, les pays de l'Est asiatique ont connu des taux de croissance de 5 à 7% et leurs revenus ont doublé à chaque décennie. Des anciennes colonies telles que Singapour et Hong Kong sont désormais aussi riches que leurs anciennes métropoles. Avec la croissance se développa également la démocratisation dans des pays tels que Taïwan, la Corée du Sud, la Thaïlande et l'Indonésie.

Dans tous ces pays qu'on appelle parfois les « **tigres asiatiques** », ce développement a préservé et même amélioré **l'égalité entre les gens** sans procéder pourtant à des politiques de redistribution. **Ces pays sont la preuve qu'il est parfaitement possible pour des économies en voie de développement de s'industrialiser et de se développer.** Il suffit de règles protégeant la propriété et les entreprises. Il faut également une **politique monétaire stable, une faible inflation et un Etat qui, en matière d'enseignement, se concentre uniquement sur le fondamental** (et qui laisse l'enseignement supérieur au secteur privé qui, dès lors, se focalise sur les besoins de l'économie). Les pays est-asiatiques introduisirent des **réformes qui privèrent les vieilles élites des terres et des privilèges** dont ils s'étaient emparés par le passé. Elles permirent à chacun de devenir un acteur économique. **L'absence de minimum salarial a permis d'embaucher quantité d'employés.** Puisque ces salaires pouvaient être abaissés durant les récessions, ces pays ont pu affronter les crises beaucoup plus sereinement avec beaucoup moins de chômage que les autres. On ne s'embarrasse pas de permis et de licences pour commencer à travailler. **A Hong Kong, on a même été un pas plus loin : n'importe qui peut lancer une affaire et en informer les autorités par la suite** pour obtenir un permis. Cette manière de faire a exercé un impact considérable dans le processus de création spontanée de richesses et s'est révélée être un remarquable antidote à la corruption qui fleurit souvent dans l'ombre des procédures d'autorisation.

Même si les gouvernements asiatiques ont également utilisé des incitants fiscaux et distribué des subsides, ils l'ont fait **en évitant le népotisme et le capitalisme de connivence.** Au lieu de financer des projets monumentaux, improductifs et ostentatoires, ils ont préféré appuyer les secteurs réellement efficaces.

Par ailleurs - et avant tout - ces gouvernements asiatiques n'ont pas considéré qu'ils devaient « protéger » leurs industries de la concurrence internationale. Ainsi, la Japon a laissé de larges entreprises nationales faire faillite car ses dirigeants estimaient que ces dernières devaient s'exposer au souffle du grand large. Ce **rejet de tout protectionnisme** a conduit à des résultats miraculeux : ces économies sont devenues largement exportatrices et ont attiré quantité d'investisseurs sur leurs territoires. **Au départ, les pays asiatiques avaient, comme les autres pays du tiers-monde, de hautes barrières tarifaires** mais, contrairement à ces derniers, ils **les ont réduites drastiquement voire supprimées dès les années 60.** Alors que ces pays, sous l'influence pernicieuse des théories de la « dépendance », poursuivaient illusoirement l'autosuffisance en évitant le commerce international, les pays est-asiatiques s'engageaient de plain-pied dans l'internationalisation de leur économie. **En Amérique du Sud, il fal-**

lut attendre les années 90 pour qu'on commence à abaisser les droits de douane. En Afrique, ces barrières tarifaires sont demeurées extrêmement élevées.

Parmi les contre-exemples de ce miracle asiatique, citons la Corée du Nord et la Birmanie qui adoptèrent une politique diamétralement opposée : économie rigoureusement contrôlée et ultra-protectionnisme. Le résultat ? Une pauvreté abjecte et une dictature inhumaine.

Le borbier africain

La situation africaine contraste douloureusement avec le miracle est-asiatique. On y trouve la plupart des pays dont le PNB a diminué depuis les années 60. Ce continent représente la **plus lourde concentration des fléaux de la planète** : pauvreté, maladie, malnutrition, illettrisme et travail des enfants. Un tiers de la population de ce continent vit dans des territoires enclavés, sans accès à la mer, sans accès aux marchés et aux mouvements commerciaux. Le curieux découpage territorial hérité du passé colonial et les politiques discriminatoires ont contribué à une fragmentation ethnique et linguistique de la population. Par ailleurs, ce continent est déchiré par des guerres et conflits divers. **Pourtant, des pays placés dans des conditions tout aussi (voire beaucoup plus) défavorables ont réussi beaucoup mieux que ces pays africains.** La raison en est que ces pays africains ont opté pour de mauvais choix politiques. L'Afrique est le continent où l'on trouve le plus d'oppression, de corruption, de dirigisme économique et de protectionnisme.

Dans un contexte postcolonial, les Africains ont **tout fait pour ne pas dépendre commercialement de leurs anciens maîtres.** Ils ont tenté de construire des économies autosuffisantes avec des tarifs draconiens, des nationalisations et un contrôle étendu de l'industrie. **Au lieu de créer des marchés, ces gouvernements sont devenus les clients exclusifs, monopolistiques de la production qu'ils achetaient à des prix misérables pour la distribuer à la population.** Les gouvernements ont confisqué tous les surplus agricoles, ont appauvri les fermiers et, ce faisant, aboli de facto tout commerce international. **La crise de 1970 les frappa de plein fouet. A partir des années 80, la plupart de ces pays africains tombèrent en chute libre.** Les structures se sont effondrées, les populations ont subi la famine, les médicaments ont disparu et les usines ont fini par arrêter de tourner quand les pièces de rechange vinrent à manquer et quand les batteries ne purent plus être remplacées.

La cause de la famine africaine n'est pas le désert ou la sécheresse mais les dictateurs qui ont systématiquement éparpillé le potentiel de ces pays. De peur de devenir « dépendante » du commerce, l'Afrique est devenue dépendante de l'aide internationale. **L'Afrique subsaharienne a reçu plus d'assistance par habitant que n'importe quelle autre région du monde.** Certains Etats ont même reçu une assistance qui représentait le double de leur propre revenu. **Beaucoup de donateurs occidentaux estimaient que l'Afrique n'était pas mûre pour la démocratie et qu'elle devait planifier son économie** et réduire sa dépendance au commerce. Le résultat de ces choix, c'est qu'en 1960, l'Afrique occupait 5% du commerce mondial. Aujourd'hui,

elle occupe seulement 1%. **L'Afrique a été affligée par le règne interminable de dictateurs tels que Mugabe au Zimbabwe, Arap Moi au Kenya et Mobutu au Zaïre** qui se sont maintenus au pouvoir grâce à l'aide au développement en provenance de l'Occident. On a pu les caractériser comme des « **Etats vampires** ». Plutôt que de stimuler la créativité et la croissance, l'appareillage étatique de ces derniers était plus intéressé à **siphonner les ressources productives** de la société qu'à stimuler la créativité et la croissance. Mobutu est soupçonné d'avoir amassé une fortune de 4 milliards de dollars alors que ses concitoyens semblaient dans la misère.

Les altermondialistes ont raison : l'Afrique a été marginalisée, mise à l'écart du monde. Mais pas pour les raisons qu'ils croient. Pas parce que les acteurs économiques ne s'intéressaient pas à l'Afrique mais parce que les dirigeants africains se sont mis eux-mêmes à l'écart de la mondialisation et ont préféré soumettre leurs pays au socialisme, au protectionnisme et au banditisme.

Pourtant, la fatalité n'existe pas. Quoique 14 des 20 pays économiquement les moins libres se situent en Afrique, **certain pays africains ont opté pour le libre échange et des économies plus ouvertes.** De manière peu surprenante, ce sont les pays qui s'en sortent le mieux. Il s'agit du **Botswana, de l'île Maurice, du Ghana et de l'Ouganda.** Diverses mesures (protection de la propriété, fiscalité raisonnable, exposition à la concurrence internationale, lutte contre la corruption, abolition des tarifs, des contrôles de prix et des subsides, réduction de l'inflation, etc.) ont été adoptées avec succès. Ces exemples de « **lions économiques** » (l'équivalent africain des « tigres » ou « dragons » asiatiques) prouvent, en dépit de certains revers, que la pauvreté n'est pas imposée à l'Afrique par une loi de la nature.

Troisième Partie : Le libre échange, c'est équitable

Les deux parties y gagnent

Les altermondialistes estiment qu'il faut changer les règles commerciales pour qu'elles soient plus « justes ». Leur slogan est le suivant : « **Fair trade, not free trade** », (un « juste échange, pas un libre échange »). **En réalité, estime Norberg, le libre échange est juste par nature.** Pourquoi ? Parce qu'il est basé sur la coopération volontaire et l'échange. Chacun choisit de faire ce qu'il désire avec son argent pour acquérir une chose ou un service sans que l'Etat ne vienne s'immiscer entre lui et la personne avec qui il a choisi de contracter. Les tarifs et droits de douane restreignent directement la liberté des individus de prendre des décisions relatives à leur consommation.

Il peut sembler bizarre que la prospérité mondiale soit augmentée par le simple échange de choses qui existent déjà. Comment expliquer cela ? Quand on procède à un échange, **on obtient une chose** (par exemple un carton de lait) **qu'on préfère contre une autre** (par exemple un dollar) **dont on a moins besoin** (autrement, l'échange ne se ferait pas). Le vendeur de lait, lui, préfère obtenir un dollar. Les deux

parties sont satisfaites. Chacun produit ou fait ce qu'il sait le mieux produire ou faire (fabriquer des tv, couper des cheveux, etc.). Le libre-échange implique que des biens et des services sont produits par ceux qui sont le plus à même de la produire et qu'ils sont vendus à ceux qui le désirent. **Ces biens ont plus de « valeur » dans les mains de ceux qui les acquièrent.**

En réalité, **l'argument du libre-échange est encore plus fort que cela.** En effet, beaucoup des critiques du libre-échange sont basées sur la peur que certains pays soient les meilleurs dans tous les secteurs. Dès lors, certains pays seraient toujours perdants. En réalité, **il n'est pas nécessaire d'être le meilleur dans ce que l'on produit. L'important, c'est d'être relativement bon** et non pas le meilleur de tous. Norberg donne un exemple. Supposons Julia et John. Julia est chirurgienne et est, en outre, un cordon bleu hors pair. John n'a pas de qualifications mais il se débrouille en matière culinaire. Certes, il cuisine deux fois moins bien que Julia mais Julia va quand même être intéressée de l'engager car, ce faisant, elle peut se consacrer à ce qu'elle fait le mieux et ce qui lui rapporte le plus : la chirurgie. Même si elle est deux fois meilleure que John aux fourneaux, elle est 1000 fois meilleure que lui au-dessus d'une table d'opérations. Ce marché les satisfait pleinement.

Les altermondialistes condamnent les échanges qui réunissent des acteurs ne disposant pas de conditions égales mais, s'il fallait les écouter, John ne travaillerait pas pour Julia et se retrouverait sans ressources. Heureusement, il décide de procéder à cet échange. **Il fait ce qu'il fait le mieux (en termes relatifs). C'est ce qu'on appelle la « théorie de l'avantage comparatif ».** On peut remplacer John et Julia par les Etats-Unis et le Canada et la chirurgie et la cuisine par l'agriculture et l'informatique. Un avantage comparatif ne résulte pas nécessairement de facteurs naturels. C'est souvent le cas (les Etats-Unis ont de vastes étendues fertiles propices à l'agriculture et le Venezuela a du pétrole) mais pas nécessairement. On peut acquérir un avantage comparatif par hasard, par choix, par tradition ou pour toute autre raison : l'informatique à Silicon Valley, le marché de la mode à Milan, etc.

Ces simples exemples prouvent l'inanité de la théorie selon laquelle les pays doivent devenir économiquement autosuffisants et produire uniquement pour leur population (« produire pour l'usage et non pour le profit »). Après la deuxième guerre mondiale, beaucoup de **pays en voie de développement en Amérique du Sud, en Afrique et ailleurs estimèrent que c'était là le bon choix.** En pratique, cela signifie, tout produire soi-même à très grand prix.

Les pays de l'Asie de l'Est ont fait un choix opposé. Ils ont fabriqué ce qu'ils faisaient le mieux et l'ont exporté. En compensation, ils ont été capables d'acheter, à prix bas, tout ce dont ils avaient eux-mêmes besoin. **Les premières exportations de la Corée du Sud furent des perruques et celles de Hong Kong des fleurs en plastique et des jouets bon marché.** Ce ne sont pas les premières choses auxquelles songeraient les membres d'un comité d'économie planifiée. Mais, en posant ce choix, ces populations sont rapidement parvenues à subvenir à leurs besoins et à se procurer tout ce dont elles ont besoin.

L'importance des importations

Beaucoup pensent encore, à l'instar des économistes mercantilistes du XVIII^{ème} siècle, qu'un pays devient prospère en vendant beaucoup mais en achetant peu. L'histoire démontre que c'est là un choix erroné. Les quotas à l'importation vont juste faire augmenter les prix des productions nationales car ils protègent les producteurs de la concurrence internationale. Ces derniers vont alors se cibler sur le marché national pour écouler le plus possible de biens à haut prix. Les quotas à l'importation découragent également l'exportation. Comme le disait James Mill, **le bénéfice engendré par l'échange d'un bien pour un autre provient du bien reçu et non pas du bien donné.** En d'autres termes, **la seule chose qui compte dans le fait d'exporter, c'est les importations que l'on peut se payer en échange.** L'absurdité de l'idée selon laquelle nous devrions nous protéger de l'importation de biens bon marché éclate lorsqu'on applique ce raisonnement à l'intérieur des frontières. Imaginons que Los Angeles essaye de se protéger des biens venant de San Francisco afin de protéger son marché. Si les échanges étaient réellement nocifs, cela aurait un sens pour un Etat ou une ville d'interdire à ses habitants de commercer avec un autre Etat ou une ville.

Le commerce n'est pas un jeu à somme nulle dans lequel une partie perd ce que l'autre gagne. Au contraire, il n'y aurait pas d'échange si les deux parties n'estimaient pas qu'elles y gagnent quelque chose. **Le vrai critère, ce n'est pas la balance commerciale** (où un « surplus » signifie que nous exportons plus que nous importons). Comme le disait Adam Smith, « Rien n'est plus absurde que la doctrine de la balance commerciale ». On craint les importations parce qu'on croit qu'elles peuvent générer du chômage. C'est là une manière de voir erronée. **Ce qu'il faut comprendre, c'est qu'en important des biens bon marché, on économise des ressources dans le pays,** ressources qui peuvent dès lors être investies dans de nouvelles industries et de nouvelles activités.

Les politiciens qui se réunissent à Seattle ou au Qatar pour négocier une réduction mutuelle de leurs tarifs respectifs ne sont pas rationnels. **En réalité, tout pays tire un avantage immédiat en réduisant ses tarifs et cela quelle que soit le choix de ses partenaires commerciaux.** La meilleure politique est le libre échange unilatéral, c'est-à-dire celui où un pays, par exemple les Etats-Unis, démantèlent leurs propres tarifs et quotas quand bien même d'autres pays les gardent ou même les augmentent. Pourquoi devrions-nous imposer à notre population des tarifs et des quotas simplement parce que d'autres pays font subir la même chose à leur population ? **Dire « je ne vais pas m'autoriser à disposer d'un plus grand choix de marchandises ni à bénéficier de produits meilleurs marchés à moins que vous ne fassiez de même » c'est faire là un sacrifice et non pas se livrer à d'astucieuses représailles.**

Cela dit, le fait de procéder à des pareilles réductions mutuellement consenties permet à ces dernières d'être mieux acceptées par les industries de chacun des pays. En effet, entreprises et syndicats s'opposent généralement féroce-ment à toute réduction des barrières tarifaires car cela les expose plus largement à la compétition internationale. Par contre, **si ces réductions sont mutuelles, ils seront dédom-**

magés de cette réduction par la perspective d'ouvrir de nouveaux marchés à l'étranger ou d'élargir ces derniers. Un autre avantage de l'OMC, c'est que tous les Etats membres ont juré de donner aux autres le **traitement « de la nation la plus favorisée »**, qui entraîne l'accès automatique à toutes les réductions de tarif accordées à n'importe quel autre pays. Auparavant, les Etats-Unis et l'Union Européenne négociaient des réductions de tarif sans se soucier le moins du monde d'accroître la liberté de commerce dans le reste du monde. Désormais toutes ces réductions profitent aux pays les plus pauvres avec néanmoins l'exception malheureuse des traités signés entre membres de l'Union Européenne et entre membres de l'ALENA.

Les mesures antidumping sont nocives. Les politiciens disent souvent qu'ils doivent protéger la population contre le « dumping des prix » des autres pays. Par exemple, si la Malaisie vend dans votre pays des chaussures à un prix défiant toute concurrence, en dessous même du prix de production ou moins chères qu'elles ne sont vendues sur le marché malaisien, on dira que c'est de la « concurrence inéquitable ». Mais, comme le disait Murray Rothbard : **« Quand quelqu'un vous parle de 'concurrence équitable', vous devez garder un œil sur votre portefeuille car il est sur le point d'être volé »**. Imaginons que le tarif antidumping est voté. Contre quoi nous protège-t-il ? Contre des chaussures bon marché. **Pourquoi « se protéger » contre ces biens bon marché ? Les Etats-Unis, qui se revendiquent souvent du libre-échange, en sont en réalité les plus importants transgresseurs quand ils décident d'adopter des tarifs antidumping.** Non seulement, ces tarifs nuisent à l'industrie des autres pays, mais ils font perdre des milliards de dollars à l'Amérique chaque année en encourageant des prix élevés et plus d'inefficience. Parfois, les pays érigent des barrières indirectes en subsidiant leurs entreprises, comme l'industrie métallurgique. Aux Etats-Unis, cela représente plusieurs dizaines de milliards depuis 1975. Tel est le **prix du corporatisme** qui, outre cette dilapidation d'argent, **stimule des firmes non compétitives.**

Le libre-échange entraîne la croissance

Un des plus grands bénéfices du libre-échange - mais qui est particulièrement difficile à mesurer - est que le pays qui échange beaucoup avec le reste du monde **importe une grande quantité de nouvelles idées et de nouvelles techniques.** L'ouverture aux autres peuples a toujours été une voie privilégiée de développement alors que **l'isolement signifie la stagnation.** La production mondiale est aujourd'hui six fois plus importante qu'elle ne l'était il y a 50 ans et le commercial l'est seize fois plus. Il y a de bonnes raisons de penser que la production a été menée et tirée par le commerce.

Jeffrey Sachs et Andrew Warner, **deux économistes de Harvard, ont conduit une étude empirique très ambitieuse sur les effets du libre-échange.** Ils ont examiné les politiques commerciales de 117 pays entre 1970 et 1989. Ils observent une **connexion significative entre le commerce et la croissance.** La croissance est entre trois et six fois plus importante dans les pays libres-échangistes que dans les pays protectionnistes. **Une croissance plus lente et des investissements réduits ne confèrent pas une plus grande stabilité** aux économies protectionnistes. Au contraire, elles sont beaucoup plus affectées par les crises financières et l'hyperinflation que ne le sont les économies libre-échangistes.

On a critiqué la pertinence de ces analyses en expliquant qu'elles se heurtaient à des difficultés méthodologiques. **Où tracer la limite entre une économie fermée et une économie libre ?** Comment distinguer entre **corrélation et causalité** ? Comment isoler l'influence du commerce d'autres facteurs (vu que les économies libre-échangistes mettent souvent en œuvre, parallèlement, d'autres réformes libérales telles que la protection des droits de propriété, l'équilibre du budget, la réduction de l'inflation, etc.) ? **Ces objections ont du sens** et il est clair qu'il faut examiner ces résultats avec un grain de sel. Cela dit, un économiste, Sebastian Edwards, a paré à cette difficulté en **testant différentes variables pour voir si émerge une tendance**. En utilisant 8 critères mesurant le caractère ouvert d'une économie, il a fait 18 calculs en utilisant des données partiellement différentes et des méthodes de calcul différentes. Tous ces calculs sauf un démontrent qu'**il existe une corrélation positive entre le libre-échange et la croissance**.

D'autres économistes, Jeffrey Frankel et David Romer, ont démontré que **si un pays accroît ses échanges commerciaux de 1% par rapport à son PIB, on peut s'attendre à ce que son revenu par tête augmente entre 0,5 et 2%**. On constate aussi une **corrélation non équivoque entre la libéralisation du commerce et la croissance d'un côté et la réduction de la pauvreté de l'autre**. Les exemples permettant de différencier les conséquences respectives de la libéralisation et du protectionnisme sont légion : le Vietnam et la Birmanie, le Bangladesh et le Pakistan, le Costa Rica et le Honduras, l'Ouganda et le Kenya, le Chili et ses voisins, etc.

Parmi les économies ouvertes, celles des pays les plus pauvres connaissent une croissance plus rapide que celles de pays les plus riches. A priori, cela semble normal : les pays les plus pauvres ont plus de ressources potentielles à exploiter et ils bénéficient de l'existence de nations riches où ils peuvent exporter et dont ils peuvent importer les capitaux et les technologies. Les pays riches, par contre, n'ont pas ces avantages. Pourtant, **les économistes n'avaient jamais pu établir cette connexion auparavant. Pourquoi ? Parce que, en examinant les pays pauvres, ils ne différenciaient pas ceux qui sont ouverts au libre échange et ceux qui sont protectionnistes**. Dans le premier cas, le rattrapage est très rapide. Dans le second, il n'y a pas ou presque pas de rattrapage. En résumé, les pays pauvres croissent plus rapidement que les pays riches à condition toutefois que les deux soient unis par des flux commerciaux et de capitaux.

L'histoire montre que les économies croissent plus rapidement en s'appuyant sur la richesse et la technologie des autres pays. A partir de 1780, il a fallu 58 ans à l'Angleterre pour doubler sa richesse. Un siècle plus tard, le Japon parvenait au même résultat, avec les mêmes recettes, mais en seulement 34 ans. Un siècle plus tard, la Corée du Sud faisait de même mais en seulement 11 ans. **Le libre-échange et la mobilité des capitaux rendent le pauvre plus riche et le riche encore plus riche mais le riche ne s'enrichit pas aussi vite que le pauvre**.

Il y a toujours du travail à faire

Si le libre échange rend la production de plus en plus efficiente, ne faut-il pas craindre une disparition des opportunités d'emploi ? **Le faible coût de la main d'œuvre à l'étranger ne va-t-il pas conduire à la disparition des emplois dans nos pays riches ?** Selon certains altermondialistes, c'est carrément 80% de la population qui va perdre son emploi. En réalité, ces prédictions alarmistes sont fondées sur une vision négative de la nature humaine selon laquelle seule une petite minorité de personnes posséderait les qualités dont la population a besoin. **Cette idée totalement fausse circule depuis les années 70.** En réalité, depuis plusieurs décennies, le nombre d'emplois supplémentaires créés dans le monde a été de 800 millions. **La productivité est parvenue à un niveau jamais atteint et, en même temps, le nombre de gens au travail n'a cessé de croître.** C'est dans les pays où l'économie est la plus mondialisée et où la technologie moderne est la plus développée que la croissance des emplois a été la plus rapide. Aux Etats-Unis, 24 millions de nouveaux emplois ont été créés entre 1983 et 1995. Et il ne s'agit pas ici d'emplois peu qualifiés et mal payés. Au contraire : 70% de ces nouveaux emplois étaient rémunérés au dessus du salaire moyen et plus de la moitié de ces derniers requéraient des personnes hautement qualifiées.

Ainsi l'affirmation, maintes fois serinée, d'une diminution progressive de la main d'œuvre nécessaire dans la production n'a aucune fondation empirique. Ce n'est guère étonnant car cette idée n'est pas logique sur le plan théorique. Cette **théorie erronée repose sur l'idée qu'il existe une quantité fixe de travail** et que, une fois que ce travail peut être accompli par moins de personnes et plus de machines, les gens qui perdent leur emploi sont condamnés à tout jamais à ne plus en retrouver. Considérons, dit Norberg, une **société préindustrielle où la quasi-totalité de ce que les gens gagnent est dépensé à l'achat de nourriture.** La production alimentaire est industrialisée et les machines accomplissent le travail d'un grand nombre d'ouvriers. Par ailleurs, le rendement de la production s'améliore en raison de la concurrence étrangère. Dès lors, un **grand nombre de personnes doivent quitter le secteur agricole.** Cela signifie-t-il qu'ils n'ont plus rien à faire et que la production reste constante ? Non. Au contraire : **d'autres possibilités de consommation s'offrent à tous.** L'argent utilisé naguère à rémunérer une large main d'œuvre produisant de la nourriture est désormais disponible à d'autres usages car la mécanisation de l'agriculture a fait chuter les prix des aliments. Cet argent va servir à **acheter des vêtements, des livres et des biens industriels.** C'est dans ces secteurs-là que **les gens qui ont quitté le secteur agricole vont pouvoir se reconvertir.** Et ce processus se poursuit indéfiniment.

Ainsi, en Suède, 80% de la population travaillait dans les champs au XIX^{ème} siècle. Aujourd'hui, ce chiffre est tombé à 3%. Est-ce à dire que 77% des gens se sont retrouvés sans emploi ? Bien sûr que non. Les gens ont demandé plus de biens, plus de services, etc. Ils ont désormais des journaux, des téléphones, des ordinateurs, des agences de voyage, etc.

Les critiques plus sophistiquées de la mondialisation affirment que ce processus finira au moment même où tous nos besoins seront satisfaits, c'est-à-dire mainte-

nant. **En réalité, nos besoins ne seront jamais satisfaits. Nous désirerons toujours plus de sécurité, plus de confort et plus de divertissements.** Croire le contraire, c'est croire que nous puissions un jour estimer que nos enfants ont reçu assez d'éducation, que nous savons assez de choses et que nous n'avons plus rien à inventer pour soulager nos douleurs et nos angoisses. **Plus nos capacités productives augmentent, plus nos besoins augmentent. Imaginons que nous ayons chacun deux personnes travaillant à temps plein pour nous.** La question n'est pas de savoir ce que nous pourrions leur demander de faire mais comment trouver de l'argent pour les payer. **Nous trouverons toujours des désirs à combler.** Avec 6 milliards de personnes sur terre, il faudrait alors 12 milliards de personnes supplémentaires. **On n'aura jamais « trop » de main d'œuvre** quels que soient les niveaux de productivité et de prospérité que nous arrivions à atteindre. **Quoi qu'il en soit, le nombre d'emplois créés au niveau mondial excède le nombre de ceux qui ont disparu.**

Schumpeter a décrit la dynamique du marché comme un processus de « **destruction créatrice** ». La destruction de vieilles solutions et d'industries est compensée par le déplacement de la force de travail et du capital dans des **activités plus productives**. Evidemment, **cela fait des victimes** (les cochers de calèche restèrent sur le carreau quand l'automobile se démocratisa et les fabricants de lampe en paraffine se retrouvèrent ruinés quand les ampoules électriques se généralisèrent) **mais c'est pour un mieux général.** La façon la plus stupide de faire face aux problèmes que les ajustements économiques génèrent est d'essayer d'empêcher ces ajustements de survenir. **Sans création destructrice, nous resterions tous condamnés à des standards de vie relativement bas.** Il faut au contraire diriger les ressources aux endroits où elles peuvent être utilisées le plus efficacement. Comme le dit le proverbe chinois : « Lorsque le vent du changement commence à souffler, certains érigent des murs coupe-vent alors que d'autres construisent des moulins à vent ».

Nous pouvons faire beaucoup pour nous assurer que ces changements s'opèrent le moins brutalement possible : éviter de protéger les industries à coups de subsides et de protectionnisme, rendre les salaires flexibles, abaisser les taxes afin que les gens soient aiguillés vers les secteurs les plus productifs et que le marché du travail soit le plus libre possible. En réalité, le processus est plus créateur que destructeur. A cet égard, notre marché du travail est comparable à l'Hydre de Lerne du mythe des 12 travaux d'Hercule : lorsque le héros coupait une tête à l'Hydre, deux têtes repoussaient. **Pour deux emplois qui disparaissaient aux Etats-Unis dans les années 90, trois autres apparaissaient.** Il n'y a **pas de meilleure protection contre le chômage qu'un marché de travail dynamique.** La réduction tarifaire la plus spectaculaire de l'histoire est celle de l'Estonie. Peu après son indépendance de l'ex-bloc Soviétique en 1992, elle fixa ses tarifs à...0%. Ce fut un succès phénoménal. Le pays adopta une croissance de 5% et attira quantité d'investisseurs. L'espérance de vie a crû et la mortalité infantile a chuté.

La liberté de mouvement pour les individus aussi

Les politiciens du monde entier se réunissent régulièrement pour étendre la liberté de circulation des biens. **Par contre, en ce qui concerne la circulation des personnes, les politiciens s'emploient malheureusement à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour la réduire.** C'est le cas en Europe depuis les années 70 : la circulation des personnes a été facilitée à l'intérieur du territoire mais tout a été fait pour empêcher les étrangers extra-européens de pénétrer dans ce territoire européen. Depuis les attaques terroristes du 11 septembre 2001, de nouveaux contrôles ont été mis en place aux frontières. Il est évidemment du devoir de l'Etat de protéger ses citoyens mais, dans ce climat, **un certain nombre de mesures ont été adoptées en vue de restreindre encore plus l'accès au territoire américain** à de paisibles travailleurs. Cette **tactique est non seulement cynique et abusive mais également contreproductive.** Ce choix oblige en effet les officiers de douane à consacrer beaucoup plus d'énergie et de ressources à stopper les millions de candidats immigrés qui aspirent à une vie meilleure que de se focaliser sur les quelques personnes qui désirent nuire aux Américains.

Le nombre d'immigrés annuels admis légalement aux Etats-Unis n'a cessé de décroître ces dernières années. De telles restrictions forcent les immigrés **clandestins** à prendre des **risques insensés** au péril de leur vie et à se mettre sous la coupe de passeurs peu scrupuleux qui demandent des prix exorbitants et qui se soucient peu de la sécurité de leurs clients. **Aucune mondialisation authentique ne peut se produire lorsque les gens ne sont pas autorisés à franchir les frontières d'un pays à la recherche d'un emploi.** L'Occident a longtemps blâmé les pays communistes pour avoir interdit à leurs ressortissants de sortir mais maintenant que ces derniers sont autorisés à la faire, ils se voient interdire l'accès aux pays occidentaux.

Quand un pays riche ouvre ses frontières à des réfugiés et des immigrés, cela ne doit pas être perçu comme un acte de générosité. Pas plus en tout cas que le fait de permettre à des produits importés d'entrer. **L'immigration peut être une condition pour maintenir une économie viable et financer le système de sécurité sociale de pays à la population vieillissante.** C'est d'ailleurs le cas de l'Europe. L'ONU a d'ailleurs calculé que pour maintenir sa population au niveau actuel, l'Europe devrait accueillir environ 1,6 millions d'immigrés par an. Et pour maintenir un ratio stable entre sa population active et sa population retraitée, elle devrait accueillir 13,5 millions d'immigrés par an ! **Le vrai défi du futur consistera à attirer de nouveaux immigrants et non pas à essayer de les empêcher d'entrer.**

C'est une erreur profonde de regarder les immigrés comme un fardeau pour un pays. Ils représentent une force de travail et un incitant à la croissance car ces gens consomment également. **Plus d'immigrés, c'est plus de gens qui travaillent, qui dépensent et qui apportent de nouvelles manières de faire.** Loin d'être une ponction dans les caisses de l'Etat, l'immigré est un gain. Par des recherches approfondies, Julian Simon a prouvé que **l'immigré légal reçoit en moyenne moins d'argent du gouvernement qu'il ne lui en rapporte.** Si certains immigrés deviennent totalement dépendants du système de sécurité sociale, cela illustre simplement la

nécessité de réformer sérieusement l'Etat Providence et la législation du travail.

Entrer dans un système qui ne pratique pas le salaire minimum permet de décrocher un emploi beaucoup plus aisément, emploi dont le salaire augmentera avec le temps et en fonction de l'expérience acquise.

L'ouverture à l'immigration et à l'émigration est également importante pour la société elle-même. **Une population diversifiée, comprenant des individus avec différentes valeurs et conceptions**, offre une plus grande variété de positions et de perspectives sur les problèmes sociaux et, peut-être, une **chance accrue de trouver des solutions inventives pour les résoudre**. L'innovation culturelle procède presque toujours des contacts interculturels. Ce n'est pas une coïncidence si la société la plus dynamique de l'histoire a été construite par des immigrants. Franklin Delano Roosevelt a un jour commencé un discours par « mes chers immigrants ».

Chapitre IV : Les problèmes des pays en développement

Un capitalisme... inégalement réparti

On entend souvent que 20% de la population mondiale consomme 80% des ressources de la terre alors que les autres 80% n'en consomment que 20%. On sous-entend ainsi que les pays riches seraient riches parce qu'ils auraient volé 80% des ressources. **C'est faux**. Des ressources naturelles ont effectivement été volées à l'époque de l'impérialisme mais ces vols ont joué un rôle dérisoire sur la prospérité du monde occidental et sur la pauvreté du tiers-monde. Le monde occidental s'est enrichi bien davantage quand il se débarrassa de ses colonies. Des régions se sont enrichies du fait de la colonisation. **Plusieurs des pays pauvres n'ont jamais été colonisés (Népal, Liberia, etc.)**. **Plusieurs des pays les plus riches - la Suisse et les pays scandinaves - n'ont jamais eu de colonies**. Enfin, certains des pays les plus riches sont d'anciennes colonies (Etats-Unis, Australie, Canada, Nouvelle-Zélande, Hong Kong, Singapour).

De façon surprenante, ce ne sont pas les pays qui possèdent naturellement le plus de ressources qui se sont enrichis. Au contraire, l'abondance a réduit l'incitation à développer de bonnes politiques et à créer de bonnes institutions. **En réalité, la raison principale pour laquelle 20% des gens consomment 80% des ressources, c'est qu'ils « produisent » 80% des ressources**. Les 80% des gens restants ne produisent que 20% des ressources. Les 20 pays au monde les plus libéraux économiquement ont une PNB par tête environ 29 fois plus important que les 20 pays au monde les moins libéraux sur le plan économique. **La répartition inégale des richesses dans le monde est due à une répartition inégale du capitalisme**.

On prétend parfois que les grandes entreprises délaissent les pays pauvres au détriment des pays riches. On prétend aussi que les grandes entreprises fuient les pays riches pour s'implanter dans des pays pauvres où la main d'œuvre ne leur coûte rien. **La vérité, c'est que les grandes entreprises travaillent tout aussi bien dans les pays riches**

que dans les pays pauvres. A partir des années 80, les investissements dans les pays pauvres ont augmenté de 10 milliards \$ à 200 milliards \$ chaque année. Ce sont les pays pauvres aux économies fermées qui s'excluent eux-mêmes de la mondialisation. **Ce n'est pas la mondialisation qui marginalise certaines régions. Ce sont les régions qui restent délibérément à l'écart qui se marginalisent.** En effet, 85% de ces 200 milliards sont directement investis dans les 10 pays pauvres qui ont le plus libéralisé leur économie.

Entre 1990 et 2000, le secteur privé a investi 1 billion \$ (un million de million) à des projets situés dans le tiers-monde, soit dix fois le montant octroyé par les pays riches dans les 50 années précédentes à titre d'aides au développement. Evidemment, ces investissements ne sont pas destinés à lutter contre la pauvreté. Mais, à long terme, **les investissements sont beaucoup plus efficaces à ce niveau car ils développent les forces productives du pays** au lieu de diriger des flux d'argent à destination des gouvernements qui les utilisent sagement ou pas. Les principaux perdants dans le monde inégalitaire d'aujourd'hui ne sont pas ceux qui ont été exposés le plus à la mondialisation. Ce sont ceux qui en sont exclus. L'Afrique en est le meilleur exemple. L'isolement et la réglementation condamnent les pays pauvres à le rester.

Le déshonneur de l'homme blanc

A leur grande honte, des pays occidentaux, ont érigé de hautes barrières tarifaires contre les produits en provenance du tiers-monde. Lors des négociations de l'OMC, la réduction des tarifs concernant les textiles et les produits agricoles en provenance des pays du tiers-monde fut dérisoire. **L'Asie et l'Amérique latine bénéficièrent d'une petite réduction de tarif. L'Afrique ne bénéficia d'aucune réduction.** Aujourd'hui les droits à payer pour les exportations en provenance du tiers-monde sont **30% au dessus de la moyenne.** Le rideau de fer entre l'Est et l'Ouest est tombé pour être remplacé par un rideau douanier entre le Nord et le Sud. Une étude estime que le principal bénéficiaire d'une libéralisation des échanges de biens manufacturés serait le tiers-monde. **Si on réduisait les tarifs de 40%, l'économie mondiale gagnerait 70 milliards \$. 75% de cette somme seraient directement récoltés par les pays en voie de développement.**

Le protectionnisme le plus ahurissant qu'on retrouve dans les pays riches, c'est celui qui frappe les produits agricoles. Beaucoup de pays occidentaux maintiennent une industrie agricole à grande échelle alors même que cette dernière n'a pas d'avantages comparatifs par rapport à l'agriculture des pays du Sud. Par leurs barrières tarifaires, ils subsidient leurs propres fermiers au détriment de ceux des pays en voie de développement. Cette politique agricole européenne représente un **gaspillage insensé.** **Le coût total des politiques agricoles dans les 29 pays riches de l'OCDE avoisine les 360 milliards €.** Avec cet argent, on pourrait payer les tickets d'avion en classe d'affaire chaque année à 56 millions de vaches pour leur faire faire un tour du monde en leur donnant à chacune 2800 \$ d'argent de poche pour leurs menus achats dans les tax-free shops durant les haltes aux Etats-Unis, en Europe et en Asie.

Les aides sont accordées en fonction de la surface agricole et du nombre de têtes, ce qui est un **subside accordé aux plus riches**. La rumeur veut que le plus grand bénéficiaire de ce système serait la famille royale britannique. Les chiffres de l'OCDE montrent que les 20% des fermiers les plus riches reçoivent quelque chose comme 80% des aides. En d'autres mots, 40% de l'ensemble du budget européen profite à moins de 1% de la population européenne.

En outre, la politique agricole commune cause de sérieux dommages à l'économie des pays du tiers-monde. Nous seulement parce que ces derniers ne peuvent écouler facilement leur production en Europe (protégée par des barrières tarifaires) mais aussi parce les fermiers européens déjà subsidiés (concurrence déloyale par rapport à leurs homologues du Sud) reçoivent en outre des **primes à l'exportation pour vendre leurs excédents dans les pays du Sud à des prix défiant toute concurrence**. Pire, ces produits en excédent qui sont exportés changent chaque année en fonction des récoltes, ce qui empêche les producteurs du Sud de se spécialiser dans quelque chose où ils peuvent être concurrentiels. Or, pour ces pays, il y a peu de secteurs économiques dans lesquels ils peuvent investir en dehors de l'agriculture. On a estimé que **la perte infligée au tiers-monde en raison de la politique agricole commune en Europe est de 20 milliards de \$ chaque année**.

Cette politique européenne est une honte. Elle protège un petit cercle de lobbyistes et de fermiers qui ignorent souvent que ces murs condamnent, dans d'autres continents, quantité de gens à la misère et à la mort. Le pire, c'est que l'Europe dans son ensemble ne gagne strictement rien à cette politique. Les contribuables européens payent des millions d'Euros chaque année pour obtenir dans leurs magasins un choix de produits alimentaires beaucoup moins diversifié et beaucoup plus cher que si cette politique n'existait pas. L'économiste français Patrick Messerlin a calculé que l'ensemble des mesures (tarifs, quotas, subsides à l'exportation, mesures antidumping, etc.) de la PAC (Politique Agricole Commune) coûtait à l'Europe chaque année l'équivalent de 5 à 7% de son PIB. Comme le disait l'économiste Eli F. Heckscher « **soit une branche d'une entreprise est profitable et, en ce cas, elle ne nécessite pas d'une protection tarifaire, soit elle n'est pas profitable et, en ce cas, elle ne mérite pas de protection tarifaire** ».

Le cas de l'Amérique latine

La « **théorie de la dépendance** » est née en Amérique latine dans les années qui ont suivi le second conflit mondial et est basée sur l'idée que le libre-échange entre le Nord et le Sud va empêcher l'industrialisation du Sud parce que ces pays se spécialiseraient dans la production de matières premières à destination du Nord. Dès lors, ils « dépendraient » toujours des pays riches. **La solution serait donc de mener une politique de « substitution aux importations »**. Concrètement, il faut, selon ces théoriciens, dresser des barrières protectionnistes autour des pays en voie de développement afin de protéger les industries naissantes de la concurrence internationale. Pourquoi décourager les importations ? Dans le but de devenir auto-suffisant dans tous les domaines afin de ne plus dépendre des pays du Nord.

Cette théorie a été appliquée à large échelle dès les années 60 dans des pays tels que le Chili, le Brésil et l'Argentine. Pourquoi ? Parce que ces pays n'avaient pas retiré jusqu'alors un très grand avantage de leurs relations commerciales internationales qui s'établirent à partir de la moitié du XIX^{ème} siècle. Pour quelle raison ? Parce que ces pays sont typiquement des sociétés de privilèges. Une petite classe de propriétaires terriens possède d'énormes étendues de terres. **Cette élite a amassé des profits gigantesques mais sans jamais les réinvestir.** Ayant une main d'œuvre abondante, elle n'a jamais jugé utile de mécaniser son économie. **Disposant de terrains immenses, elle n'a jamais cherché à augmenter le rendement de son agriculture.** La technologie et le sens de l'organisation faisaient cruellement défaut à cette élite. Quand la crise des années 30 frappa les pays prospères, ceux-ci introduisirent le **protectionnisme**, ce qui mit un **point d'arrêt brutal aux commerces entre ces pays et l'Amérique latine. L'économie latino-américaine d'effondra.** Ceci démontre que le commerce à lui seul ne suffit pas à créer un développement dynamique dans une société oppressive. Si une société est statique, discriminatoire et bâtie sur un système de privilèges, il y a peu de chance que le commerce résolve ces problèmes. Seules l'éducation, la fin des privilèges et la libéralisation de l'économie le peuvent.

La politique latino-américaine est un cas d'école du protectionnisme et du suicide économique. L'idée de protéger l'industrie naissante par de hauts murs tarifaires s'avéra un choix catastrophique. **Dans les années 50, les prohibitions, les quotas, les barrières tarifaires freinèrent tout développement.** L'absence de concurrence amena la stagnation et le gouvernement étendit son emprise sur l'économie. **Les pays latino-américains sont restés des sociétés de privilèges et les inégalités - déjà profondes - ont atteint des sommets vertigineux.** Des palais luxueux furent édifiés alors les bidonvilles s'étendaient. Les 10% des Brésiliens les plus riches possèdent la moitié du PNB (contre 25% aux Etats-Unis et 20% en Suisse). Incapables de se remettre en cause, les classes dirigeantes ont pointé un doigt accusateur en direction des ennemis de l'extérieur. Selon elles, tout est de la faute des pays étrangers et, en particulier, des Etats-Unis. Les consommateurs pauvres furent contraints de payer des prix exorbitants dans les magasins alors que les gros industriels s'enrichissaient à l'ombre des murs tarifaires. En 1960, une voiture au Chili coûtait trois fois plus cher que sur le marché mondial, avec pour conséquence que seuls les riches pouvaient posséder une voiture.

Néanmoins certains de ces pays libéralisèrent leur économie à la fin du XX^{ème} siècle. Le problème, c'est que le poids gigantesque de la dette et l'absence de commerce avec l'étranger font que ces pays restent toujours sensibles aux crises. L'Argentine l'apprit à ses dépens en 2001 : quand un pays a très peu d'exportations pour payer les lourds intérêts des dettes contractées, un léger déficit budgétaire peut suffire à déstabiliser toute l'économie. **L'exemple chilien démontre la possibilité du développement dans cette région.** Quand le dictateur Augusto **Pinochet** remarqua que la continuation de la politique économique centralisée plongeait le pays dans la ruine, il **a décidé d'appliquer des recettes libérales à partir des années 1975. Une croissance vertigineuse s'ensuivit.** Le salaire doubla, la mortalité infantile chuta de 6 à 1% et l'espérance de vie passa de 64 à 73 ans. Plus important encore : ainsi que l'avaient prophétisé les conseillers libéraux, la **dictature sanglante accoucha pacifiquement d'un régime démocratique.**

Sur la route du commerce

C'est dans le libre-échange et non pas dans le protectionnisme que réside la possibilité de se libérer de la dépendance envers les pays du Nord. Au lieu d'être un bouclier qui protège les industries naissantes, le mur tarifaire est un bouclier contre la concurrence qui rend les entreprises plus efficaces et innovantes.

On constate que les pays en voie de développement qui ont remplacé leurs exportations de matières premières par des exportations de produits finis, sont les pays à l'économie la plus ouverte et la plus libérale. Ces pays, au premier rang desquels on compte les pays asiatiques, ont rapidement développé leur industrie. **A contrario, les pays protectionnistes n'ont développé que très lentement et très faiblement leur structure économique. C'est donc exactement l'opposé de ce que prétend la théorie de la dépendance.** Aujourd'hui, les pays qui, au XIX^{ème} siècle, étaient considérés comme appartenant à la périphérie du monde industriel, peuvent, avec les moyens modernes de communication, devenir des centres de production industrielle tout aussi efficaces voire plus efficaces (car jouissant d'avantages comparatifs grâce au climat, aux ressources, etc.). Aujourd'hui, les produits manufacturés proviennent, pour les trois quarts d'entre eux, des pays en voie de développement (alors qu'ils ne représentaient que le quart de la production mondiale en 1965).

On critique parfois les industries nécessitant une main d'œuvre intensive d'avoir émigré au Japon parce que les salaires étaient bas et, lorsque les salaires augmentèrent, d'avoir émigré en Corée du Sud et à Taïwan. On les critique d'avoir fait la même chose, quand les coûts de production augmentèrent dans ces pays, d'avoir délocalisé en Malaisie et en Thaïlande. Aujourd'hui, elles commencent à s'implanter en Chine et au Vietnam. Ces critiques dénoncent la cruauté du capital qui déserte les pays uniquement pour disposer d'une main d'œuvre bon marché. **Mais ce processus illustre l'évolution vers le haut de tous ces pays. Au départ, ils ne possèdent qu'une main d'œuvre pauvre et peu formée. Quand l'économie se développe, la main d'œuvre devient plus qualifiée et la production s'axe davantage sur la technologie.** En bout de course, la production se spécialise dans les secteurs qui demandent une forte spécialisation sur le plan des connaissances. Les Mexicains produisent moins de matières premières et beaucoup plus de produits manufacturés. Les Américains produisent moins de produits manufacturés mais se concentrent sur l'industrie informatique et le service-conseil. De cette façon, l'économie mondiale devient de plus en plus efficiente tout en faisant de la place à d'autres régions et à d'autres pays dans la **division internationale du travail.**

« Qu'ils gardent leurs tarifs »

On entend souvent des critiques du libre-échange préconiser que les pays en voie de développement gardent leurs barrières tarifaires en vue de se protéger des pays riches tout en admettant que les pays riches baissent leurs tarifs pour permettre aux pays en voie de développement d'y écouler leurs produits. **Ces arguments semblent altruistes et raisonnables.** On parle de tarifs pour « industries de l'enfance », lesquelles ne pourront être exposées à la compétition qu'une fois qu'elles

seront devenues compétitives. Mais, **faute d'être exposés à la compétition, ces pays pauvres ne sont pas incités à améliorer leur efficacité, réaligner leur production ou baisser les prix de leurs marchandises.** Cette politique permet juste aux élites (une petite clique de dirigeants et de grosses entreprises corruptrices) de s'enrichir au détriment de la population qui, elle, est contrainte d'acheter des produits de la vie courante à un prix plus élevé que ceux qu'elle pourrait obtenir en raison d'une ouverture à la concurrence internationale. En effet, les citoyens des pays pauvres sont autant des consommateurs que des producteurs. **Affirmer que ces pays doivent conserver leurs tarifs prohibitifs revient à dire qu'il faut continuer à leur interdire l'accès à un vaste choix de produits.**

Les politiciens ne connaissent pas mieux le marché que les investisseurs et, très souvent, ils protègent certaines industries non pas en fonction d'une étude objective sur ce qui pourrait être profitable mais en raison du lobbying, de la corruption et d'un désir de prestige. Les murs tarifaires qui sont supposés fournir une protection temporaire aux entreprises viables donnent en réalité une **protection permanente aux entreprises inefficaces.** Pourquoi injecter les maigres ressources de ces Etats dans des projets pharaoniques alors qu'ils pourraient être autrement mieux investis dans l'éducation, la santé, des réformes libérales, etc. ?

Ceux qui plaident pour le maintien de ces barrières ignorent souvent un fait important : près de 40% des exportations des pays du tiers-monde vont dans d'autres pays du tiers-monde. Les producteurs locaux obtiennent un monopole sur leur propre marché mais se voient interdire l'entrée sur d'autres marchés. Les tarifs que les pays en voie de développement s'imposent mutuellement dans leurs relations commerciales sont en moyenne 2,5 fois plus élevés que les tarifs des pays industrialisés envers les pays en voie de développement (ces tarifs sont en moyenne de 8% dans les pays développés et de 21% dans les pays sous-développés). **Les pays du tiers-monde, dont les biens représentent à peine 25% de l'économie mondiale, supportent 40% des droits de douane dans le monde.** Une des plus grandes bénédictions pour les pays du tiers-monde serait d'abolir les droits de douane. Une autre serait d'abolir les propres barrières que nous opposons à l'entrée de leurs produits sur nos marchés.

Le piège de l'endettement

On critique souvent les institutions économiques internationales telles que le FMI et la Banque mondiale. **On les accuse d'endetter le tiers-monde au profit des pays riches et de forcer les pays pauvres à mettre en place des politiques libérales qui les appauvrissent.** On affirme que FMI et Banque Mondiale devraient être « démocratisées » et que les dettes du tiers-monde devraient être effacées. **Par « démocratiser », on entend que tous les pays devraient avoir un droit de vote équivalent dans ces structures** contrairement à la situation actuelle où l'étendue du droit de vote dépend de l'étendue du financement de ces structures et programmes. **Si cette idée était appliquée, le seul résultat, c'est que les Etats-Unis cesseraient leur financement,** ce qui représenterait la fin du FMI et de la Banque mondiale. **Ces deux institutions ont assurément commis bien des erreurs.** Un libéral leur reprochera

légitimement d'avoir tenu durant des décennies des discours en faveur de la planification économique, ainsi que l'implication de la Banque mondiale dans des programmes de **stérilisation forcée**, ou les grands programmes d'érection de **barrages hydroélectriques** qui ont eu pour conséquence de forcer des dizaines de milliers de personnes à déménager.

Plusieurs de leurs recommandations furent de saines recommandations (un budget équilibré, une inflation faible, moins de corruption, plus d'Etat de droit, réduction des dépenses militaires au profit de l'éducation et des soins de santé, etc.) **mais plusieurs autres ont été destructrices**, comme, par exemple, celles qu'elles ont émises durant la crise asiatique. Ainsi l'augmentation des taxes qu'elles imposèrent à la Thaïlande a approfondi durablement la crise. Très souvent, ces institutions sont intervenues ponctuellement au lieu de formuler des règles générales. **La leçon la plus importante à tirer, c'est le caractère insignifiant de leur impact sur les pays recevant les fonds qu'elles accordent.** Ces pays doivent juste « promettre » de procéder à des réformes pour recevoir les sommes promises. Les dirigeants se contentent généralement, comme en Russie, de **réformettes** qui permettent aux représentants du Fond Monétaire de sauver la face. L'assistance, à supposer qu'elle génère des effets positifs, devrait se faire uniquement une fois que les réformes sont passées.

Que penser de l'annulation des dettes du tiers-monde ? Une première chose à dire, c'est que les propos des partisans de l'annulation sont outrancièrement dramatiques. Ils affirment que 20.000 personnes meurent chaque année dans ces pays en raison des exigences de la dette. Le montant d'argent qui permettrait de sauver ces personnes correspond, dit-on, à la somme des intérêts que ces pays doivent rembourser. A cela on peut d'abord répondre que **c'est faire preuve d'une grande naïveté que de penser que cet argent serait mobilisé pour l'achat de nourriture et de médicaments en cas d'annulation** de la dette. Par ailleurs - et plus fondamentalement - on néglige un fait important : **ces pays reçoivent chaque année davantage de crédits et d'aides au développement des pays industriels et des grosses institutions que les intérêts qu'ils payent relativement aux crédits passés.** Cette accusation est donc grotesque.

Quoi qu'il en soit, **l'annulation de la dette est une bonne chose en principe.** Les opposants à l'annulation disent que chacun doit payer ses dettes. C'est vrai. Mais la vraie question est de savoir s'il faut payer la dette d'autrui. Si un dictateur emprunte des sommes colossales pour se doter d'une machine militaire et se bâtir une fortune personnelle, pourquoi un gouvernement démocratique qui serait mis en place après l'avoir renversé devrait-il honorer les dettes de son prédécesseur ? Le FMI et la Banque mondiale ont plongé ces pays dans la spirale de l'endettement en prêtant massivement de l'argent lors des crises (alors que les institutions responsables du marché s'abstenaient de le faire). **Cela ne veut pas dire qu'une annulation intégrale et inconditionnelle de la dette pour tous les pays serait une bonne idée.** Procéder ainsi reviendrait à encourager les régimes corrompus qui utilisent leur pouvoir pour acheter des armes et conforter leur oppression. **Il faudrait plutôt conditionner l'annulation à de réelles avancées démocratiques** dont la mise en œuvre s'opérerait parallèlement à l'annulation.

L'annulation de dettes est une pratique récurrente qui existe depuis 1979. A cette date, suite à une réunion de la CNUCED, 45 pays virent leur dette allégée de 6 milliards \$. Le problème, c'est que **la première chose que firent plusieurs de ces pays fut de contracter de nouveaux emprunts.** Cela s'est vérifié par la suite. Une étude montre d'ailleurs que lorsqu'on allège une dette pour un montant de 1% du PNB, cela a pour effet d'accroître le fardeau de la dette de 0,34%. En outre, ces pays n'utilisent pas cet argent emprunté pour mener des réformes intelligentes et à long terme. Ce qui se passe, c'est qu'ils espèrent qu'une nouvelle annulation surviendra un peu plus tard. Ce qui d'ailleurs ne manque jamais d'arriver. En septembre 1996, Banque Mondiale et FMI ont allégé la dette de 41 pays « hautement endettés ».

La répétition de ces annulations signe l'échec de ces politiques. Pour bien faire, pense Johan Norberg, il faudrait une décision d'annulation « une fois et pour toujours » qui s'appliquerait aux pays authentiquement réformateurs et avec le signal convaincant que c'est la toute dernière fois que la dette est annulée. Seuls des investisseurs conscients du risque accepteraient encore de prêter, c'est-à-dire ceux qui pensent qu'ils reverront leur argent.

Depuis le début des années 60, l'Afrique a reçu un montant d'aides six fois supérieur à l'aide expédiée des Etats-Unis en Europe lors du Plan Marshall qui a suivi la seconde guerre. Si cet argent avait été mis dans de réels investissements, l'Afrique vivrait aujourd'hui selon des standards occidentaux. Des études démontrent que ces aides, loin de se contenter d'être inefficaces, sont en réalité destructrices. Comme le disait le grand économiste du développement T.Bauer, « l'aide au développement consiste à transférer l'argent des pauvres des pays riches aux riches des pays pauvres ». Le commerce encourage les pays pauvres à stimuler leur production et à développer de nouvelles idées. Par contre, l'aide au développement fournit de l'argent aux dirigeants qui appauvrissent leur pays au lieu de le développer. Donner de l'aide sans la conditionner à la démocratisation et aux réformes équivaut à subsidier la dictature et la stagnation. Cet argent a maintenu de nombreux dictateurs au pouvoir (Mobutu, Mugabe, Marcos, Suharto, etc.).

Le bon remède

Une objection commune formulée contre l'économie de marché est qu'elle incite les gens et les entreprises à produire pour le profit et non pour combler les besoins. Ainsi, on déplore le fait que de grandes entreprises pharmaceutiques consacrent des ressources importantes pour lutter contre l'obésité, la dépression, la chute de cheveux, etc. au lieu de soigner les maladies tropicales (tuberculose, malaria, etc.) qui affligent les habitants du tiers-monde.

Cette critique est compréhensible. L'injustice existe mais le capitalisme n'en est pas responsable. **Sans le capitalisme et la recherche du profit, nous ne serions pas arrivés au stade où nous sommes maintenant en termes de traitement des maladies.** Si les gens des pays riches veulent qu'on utilise leur argent pour résoudre des problèmes moins menaçants pour la santé (mais pas nécessairement triviaux pour ceux

qui les éprouvent), il n'y a là rien d'injuste par rapport au tiers-monde. Il ne s'agit pas d'argent qui, autrement, aurait été injecté dans la recherche sur les maladies tropicales. Ce faisant, les Occidentaux n'affectent la situation de personne. Par ailleurs, le libre échange et l'économie de marché amènent à une plus grande prise en compte des besoins des populations pauvres.

Dans beaucoup de domaines, le tiers-monde peut parfois bénéficier gratuitement des recherches financées par les riches occidentaux. La société Merck a fourni des médicaments gratuits pour combattre l'onchocercose dans 11 Etats africains. **Monsanto a permis aux chercheurs et aux entreprises de faire libre usage de ses techniques pour développer le « riz doré »**, une souche de riz enrichie de fer et beta carotène (vitamine A) qui pourrait sauver annuellement un million de gens qui, au tiers monde, décèdent en raison d'une déficience en vitamines A. Beaucoup de compagnies pharmaceutique réduisent de 95% le prix de leurs médicaments quand ils les vendent au tiers-monde (à condition de protéger les patentes de façon à pouvoir continuer à les vendre au prix plein dans les pays riches).

On prétend parfois que si on abolissait les **patentes** des médicaments traitant le sida, beaucoup plus de gens pourraient se les payer car on pourrait les fabriquer à moindre coût. Mais ce serait là tuer l'incitation des entreprises à développer de nouveaux médicaments utiles dans le futur. En réalité, ces multinationales dépensent chaque année des sommes astronomiques dans la recherche et le développement : pour chaque médicament qui fonctionne, il y en a en moyenne 20 ou 30 qui échouent et produire un nouveau médicament peut coûter des centaines de millions de \$.

Ce n'est pas les entreprises pharmaceutiques qu'il faut blâmer ici mais les gouvernements des pays riches qui pourraient faire beaucoup plus pour vacciner et soigner les populations qui souffrent. Une agence de l'ONU, l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé) est financée par nos impôts. Le problème, c'est que l'allocation des ressources fournies par les gouvernements est soumise, de façon peu surprenante, à ... la politique. **Une mesure salubre serait de vacciner toutes les populations menacées contre les six maladies (tuberculose, malaria, etc.) qui, selon l'OMS, tuent 90% des personnes affectées par des maladies infectieuses, soit 11 millions de personnes chaque année. 11 millions de morts qui seraient facilement évitables.** Cela coûterait, selon l'ambition du programme, entre 4 et 220 millions \$ pour empêcher ces morts, soit entre 0,4 et 20% du budget annuel de l'OMS. Pourquoi a-t-elle écarté cette idée de la liste de ses priorités ? Alors que quantité d'enfants meurent chaque année, elle préfère consacrer un milliard de \$ (voire plus) à l'organisation de colloques et de campagnes sur l'utilisation de la ceinture et la lutte contre le tabac...

Johan Norberg estime qu'on a plus à attendre de la **philanthropie des capitalistes que de l'aide des politiciens et des institutions telles que l'OMS.** Les capitalistes ne forcent pas les gens à maximiser leur profit à tout prix. Ils leur permettent d'utiliser leur capital comme ils l'entendent sans aucune considération d'ordre politique. Bill Gates, la personnification du capitalisme moderne, a plus œuvré contre la maladie dans les pays en voie de développement que ne l'a fait le gouvernement américain. Entre 1999 et 2000, sa

Fondation a dépensé 1,4 milliards \$ pour vacciner des enfants malades dans les pays du tiers monde et pour financer des recherches contre le sida, la malaria et la tuberculose.

Cinquième Partie : La course vers le sommet

Je défends le libre-échange, mais...

Quand quelqu'un prononce cette phrase « je suis pour le libre-échange mais... », il faut écouter attentivement ce qui suit le « mais » car, s'il est prononcé fortement, cela veut dire que la personne est totalement opposée au libre-échange. Une **opinion protectionniste** communément répandue aujourd'hui est celle qui consiste à dire que **nous ne devons pas autoriser le commerce avec des pays qui ont des conditions de travail inacceptables**, qui forcent les enfants à travailler ou qui ne protègent pas assez l'environnement. Cette attitude est suspecte. Comme le disait Youssef Boutros-Ghali, alors ministre égyptien du commerce : « La question est de savoir **pourquoi, au moment même où l'industrie du tiers-monde commence à devenir compétitive, les pays industriels se préoccupent subitement des conditions de travail** de nos travailleurs... **C'est suspect** ».

Ce n'est pas par avarice que ces pays paient des bas salaires ou endommagent l'environnement. Il y a évidemment des exceptions mais en règle générale, c'est parce que les employeurs ne sont pas capables de le faire en raison de la faible productivité des travailleurs et des standards fort modestes de développement économique du pays. Si on force ces entreprises à augmenter leurs salaires, elles perdront leur compétitivité et seront surclassées par des entreprises occidentales. Dans ces pays, l'alternative à des bas salaires, ce ne sont pas des salaires plus élevés, c'est pas de salaire du tout. **Les clauses sociales et environnementales envoient le message suivant** aux pays en voie de développement : « **Vous êtes trop pauvres pour commercer avec nous** et nous ne commercerons pas avec vous avant que vous ne soyez devenus riches ». Le problème, c'est que seul le commerce peut enrichir ces pays et, graduellement, leur permettre d'améliorer leurs standards de vie et leurs conditions sociales.

En exigeant que, par exemple, leurs industries minières soient aussi sûres que les nôtres, nous formulons une condition que nous n'aurions pas pu honorer à l'époque où nos industries minières se développaient. Pareilles exigences équivalent à condamner ces industries à la fermeture. Cela ne va évidemment pas aider les pauvres mais cela protégera, pense-t-on, nos industries. On retrouve ces motivations égoïstes et inavouées dans les initiatives de ceux qui refusent de transférer les technologies et le savoir-faire de l'Occident au tiers-monde. **Que penser de l'exigence imposée aux pays en voie de développement de respecter les patentes et les droits de propriété intellectuelle ?** A partir du moment où on accepte que ces pays pratiquent les bas salaires et ne respectent pas l'environnement, pourquoi faudrait-il exiger d'eux qu'ils respectent la propriété intellectuelle ? On avance souvent la raison suivante : les infractions à la propriété intellectuelle ont le même effet qu'une barrière commerciale. Peu d'entreprises refuseront de travailler dans des pays à bas salaires ou des pays où les industries polluent mais elles éviteront proba-

blement des pays où l'on risque de voler leurs idées. Par ailleurs, sans législation protégeant leurs inventions, les inventeurs des pays pauvres seraient toujours amenés à vendre leurs inventions dans les pays riches au lieu d'en faire profiter leur pays.

Ces arguments semblent raisonnables mais pas suffisamment forts pour qu'on exige que le respect de ces droit soit inclus dans les règles l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce). Nous n'avons pas à interdire aux citoyens de notre pays à commercer librement avec des citoyens de ces pays parce que les lois et les politiques de ces derniers font fuir le commerce et découragent l'industrie. Le commerce permet d'augmenter la prospérité et cette dernière permet alors à ces pays de se doter de législations protectrices de la propriété industrielle. Ces règles seront alors adoptées car elles sont indispensables à la croissance économique future d'un pays qui est déjà parvenu un certain stade de développement.

Le travail des enfants

Il y a aujourd'hui 250 millions d'enfants travailleurs, âgés entre 5 et 14 ans. Autant de personnes à qui l'on dérobe leur enfance et, dans de nombreux cas, leur santé et leur joie de vivre. Mais ces derniers sont-ils aidés par l'attitude des USA ou de l'Union Européenne qui, en signe de protestation, décident d'arrêter de commercer avec les pays dans lesquels ils vivent ? La grande majorité de ces travailleurs un peu particuliers ne travaille pas dans le commerce. **70% des enfants travailleurs travaillent dans l'agriculture et à peine 5%** (entre 10 et 15 millions) sont employés **dans l'industrie exportatrice** (accessoires de sports, textiles, tapis, etc.). Toutes les enquêtes confirment que les enfants travaillant dans ces industries sont mieux lotis que ceux travaillant dans d'autres secteurs.

Le problème est qu'il est difficile de juger le tiers-monde à partir de nos propres standards de vie. Le travail des enfants était très répandu dans nos pays il y a de cela à peine quelques générations. Il a existé dans toutes les sociétés. Les enfants dans les pays pauvres ne doivent pas travailler en raison de la cruauté de leurs parents mais parce que leur famille a besoin de leur salaire pour survivre. **Nous n'avons donc pas moralement le droit de supprimer le travail des enfants d'un coup de baguette magique** et encore moins celui d'interdire l'exportation de ces produits sur notre territoire.

En 1992, l'entreprise Wal-Mart commercialisait des vêtements manufacturés par des enfants du Bangladesh. Le Congrès menaçait ce pays d'interdire les importations des pays où se pratique le travail des enfants. **Le résultat fut qu'on licencia plusieurs milliers d'enfants.** Une enquête menée par diverses organisations internationales montra que **la majorité de ces enfants travaillaient désormais dans des métiers plus dangereux, moins bien payés et que, dans certains cas, avaient glissé dans la prostitution.** Même histoire pour l'industrie népalaise du tapis. Selon l'UNICEF, suite au licenciement massif des enfants sous pression internationale, 5000 filles mineures avaient glissé dans la prostitution. **La moitié des enfants travaillent à mi-temps et beaucoup le font pour financer leur scolarité.** S'ils perdent leur métier en raison d'interdictions et de boycotts occidentaux, ils perdent aussi la chance d'améliorer leur condition. **Il faut évidemment**

distinguer le travail des enfants de l'esclavage des enfants et de la prostitution des enfants, deux phénomènes qui doivent évidemment être activement combattus.

Le travail des enfants en Suède a disparu non pas en raison d'une prohibition mais lorsque le développement économique a permis aux parents d'envoyer leurs enfants à l'école plutôt qu'aux champs. Le travail des enfants est en train de se réduire au tiers-monde. En Inde, 35% des enfants travaillaient il y a 50 ans. Ils sont 12% aujourd'hui. On discute parfois de la question de savoir s'il faut prendre des **sanctions économiques contre un pays afin d'en renverser le dictateur sanguinaire** ou qui pratique, par exemple, l'apartheid ou l'esclavage. Mais, dans ce cas, les sanctions vont frapper la population et pas le dictateur. **Le commerce international est une chose importante dans un pays** car, à long terme, il rend difficile le maintien d'un pouvoir centralisé. **Il est autrement préférable de mener une pression conjointe avec d'autres États et de recourir à des sanctions symboliques** (gel des relations diplomatiques, boycott de manifestations sportives, etc.).

Et nous dans tout ça ?

Selon Norberg, **on pourrait, suite aux démonstrations précédentes, admettre que c'est une bonne chose pour les pays du tiers-monde de commercer avec nous mais considérer néanmoins que c'est une mauvaise chose pour nous**. Ces pays pauvres qui payent des salaires de misère, qui imposent des horaires de travail pénibles et qui ne respectent pas l'environnement ne vont-ils pas détruire notre marché de l'emploi et nous forcer à nous aligner sur leurs standards et leurs salaires ? **Les entreprises et les capitaux ne vont-ils pas migrer dans ces pays ? N'assistera-t-on pas à un nivellement par le bas ?** Théoriquement, cela semble assez convaincant. **Le problème, c'est que cette analyse n'a rien à voir, ni de près ni de loin, avec la réalité.**

Le monde n'a pas assisté à une détérioration des conditions de travail ou des salaires dans les dernières décennies. C'est précisément le contraire qui a été observé. L'explication est simple : les consommateurs ne recherchent pas les biens qui sont produits par des travailleurs faiblement payés. Ils veulent des produits de bonne qualité et bon marché et cela leur importe peu de savoir qui les a fabriqués. La raison pour laquelle les salaires sont bas dans les pays en voie de développement, c'est que les firmes sont moins productives, c'est-à-dire qu'elles produisent moins par employé.

Les entreprises ne cherchent pas à tout prix la main d'œuvre la moins payée pour aller s'établir quelque part. Si c'était vrai, le centre mondial de production serait localisé au Nigeria. Ce que recherchent les entreprises, c'est de retirer autant que possible du capital qu'elles possèdent. **La main d'œuvre dans les pays pauvres est bon marché car elle n'est pas très qualifiée** et utilise des machines moins efficaces. À mesure que les investissements, les dépenses en éducation et la prospérité augmentent, le salaire suit. Raison pour laquelle on peut attendre un progrès dans les pays en voie de développement plutôt qu'une détérioration. En 1960, le salaire d'un ouvrier dans un pays en voie de développement correspondait à 10% de celui d'un ouvrier américain. Aujourd'hui, ce chiffre a grimpé à 30%.

En réalité, ce que les entreprises cherchent, c'est une stabilité sociale et politique, un Etat de droit, la sécurité des investissements, le respect de la propriété, un marché libre, une bonne infrastructure et une main d'œuvre qualifiée. Quand les pays entrent en compétition pour obtenir ces choses-là, on peut parler d'une course au sommet plutôt qu'un nivellement par le bas. Il est vrai que certaines personnes travaillent plus qu'il n'est souhaitable pour leur santé. Il est vrai qu'on connaît un climat incitant à plus de performances. Mais cela ne provient pas de la concurrence avec le tiers-monde. Historiquement, il a toujours été constaté que les travailleurs pauvres travaillaient plus que les travailleurs bien rémunérés. Ce qui a changé, c'est que, désormais, les haut-revenus travaillent quelques heures de plus en moyenne que les personnes moins rémunérées.

Cela dit, le temps que nous passons à travailler a diminué avec l'augmentation de la prospérité et cela pour une raison très simple : la croissance nous permet de travailler moins pour le même salaire. Aux Etats-Unis, la journée de travail a diminué de moitié par rapport à ce qu'elle était il y a 100 ans. Depuis 1973, elle a diminué de 10%, soit une réduction de 23 jours par an. En résumé, les travailleurs ont gagné environ 5 ans de loisirs depuis 1973. Parallèlement, nous avons augmenté nos standards de vie.

Le stress et le « burnout » sont d'authentiques problèmes mais, dans la plupart des cas, ce sont des noms nouveaux donnés à des problèmes anciens. Le problème, c'est que beaucoup de gens exercent un métier qui ne leur offre aucun défi ni occasion de se dépasser. **On fustige le capitalisme mais en réalité ce système offre le plus large éventail de choix de carrière et de manières de l'adapter.** Il est vrai que certains employés travaillent trop et que certains employeurs sont trop exigeants. Mais il est toujours possible pour un travailleur de choisir de travailler moins ou de s'unir avec d'autres afin de constituer un syndicat qui fera pression sur l'employeur. Ce système est celui qui garantit le mieux les personnes contre le risque de tomber à la merci de quelqu'un.

« Big is beautiful »

On répète comme une litanie que 51 des 100 principales entités économiques mondiales sont des entreprises. En réalité, le problème n'est pas que les entreprises grandissent mais bien qu'il n'y ait pas plus d'économies nationales qui font de même. On ne doit pas craindre les grandes entreprises tant qu'elles sont exposées à la concurrence. **Ce n'est pas la taille qu'il fut craindre mais la situation de monopole.**

On accuse la liberté des échanges de conférer plus de puissance au monde des affaires. Mais dans une société libérale, **les entreprises n'ont pas de pouvoir coercitif.** Le pouvoir étatique est basé sur le droit de contraindre, appuyé par la force policière. **Le seul « pouvoir » qu'ont les entreprises - à savoir inciter des gens à travailler pour elles ou à payer pour leurs produits - est basé uniquement sur la capacité à offrir aux gens ce qu'ils veulent : du travail et des produits.** Même si on est obligé d'accepter un travail pour survivre, aucun employeur n'a le pouvoir de vous y contraindre et aucune ne rendra votre situation pire qu'elle était. Les entreprises peuvent évidem-

ment faire des dégâts dans une région en fermant une usine qui s'y était implantée mais elles ne font en ce cas que retirer un bénéfice qu'elles avaient auparavant procuré.

En réalité, **les entreprises ont eu et ont toujours plus de pouvoir dans les dictatures et dans les économies contrôlées que dans une économie libérale.** C'est dans les zones isolées, dans les pays fermés à l'extérieur que les entreprises ont le plus de pouvoir sur les gens. Les grandes entreprises ont toujours été capables de corrompre les institutions publiques et leurs dirigeants. Elles ont pu obtenir des protections par des monopoles, des droits de douane et des subsides en donnant des coups de fil opportuns à des politiciens. Le libre échange a exposé ces entreprises à la compétition. Le consommateur a été rendu plus libre par la mondialisation : il peut désormais choisir en fonction de ses goûts et envies au-delà des frontières.

On accuse parfois le capitalisme d'avoir créé des monopoles et des cartels. Mais ce n'est pas le capitalisme qui engendre ces phénomènes. Au contraire, le libre-échange et la concurrence sont la meilleure garantie qu'une entreprise compétitive pénétrera le marché si une firme dominante abuse de sa situation. D'ailleurs **les premiers monopoles** ne sont pas apparus dans l'Angleterre du XIX^{ème} dont l'économie était presque une économie de laissez-faire mais aux **Etats-Unis et en Allemagne qui, industrialisés sur le tard, protégeaient leurs marchés avec des droits de douane.** Les monopoles sucriers existent en Europe en raison des considérables taxes douanières sur le sucre qui s'expliquent à leur tour par le fait que le sucre coûte deux à trois fois plus cher en Europe que dans le reste du monde.

D'ailleurs, les capitalistes sont rarement de fervents adhérents du capitalisme : souvent, ils ont plus intérêt à prôner des monopoles protégés et des privilèges exclusifs. La liberté des échanges permet aux entreprises de toucher plus de consommateurs mais conduit aussi ces dernières à se faire concurrencer par des entreprises étrangères sur leur propre territoire. La liberté des affaires, équivaut, pour l'entreprise, à la liberté du serveur à proposer une carte de menu à ses clients, à ceci près que d'autres serveurs étrangers gravitent, eux aussi, autour des tables. **Personne ne force les gens à accepter des nouveaux produits.** S'ils s'imposent, c'est parce que les gens choisissent de les acheter. **Même les plus grosses compagnies survivent en fonction des caprices des consommateurs** et cesseraient de vendre si elles ne tenaient pas compte de leurs désirs. Coca Cola a dû adapter la recette de ses sodas en fonction des régions du monde et des goûts locaux. McDonald vend des hamburgers au mouton en Inde, des hamburgers au teriyaki au Japon et des hamburgers au saumon en Norvège.

Les altermondialistes, on l'a vu, se plaignent que 51 des plus grosses entités économiques dans le monde sont des entreprises. En réalité, ce chiffre est surestimé car on compare le PIB des pays avec le chiffre de vente des entreprises. Mais le PIB inclut seulement la valeur de ce qui a été créé dans le pays alors que le calcul des ventes d'une entreprise inclut la valeur que d'autres entreprises ont ajoutée aux produits qu'elle vend. Par exemple, une entreprise qui vend des maisons a du, pour ce faire, acheter du matériel. Ne pas soustraire les dépenses implique qu'on calcule les mêmes choses deux fois. Si on refait le calcul, on constate que seulement 37 des entreprises figurent dans le palmarès des 100 et en bas de

la liste (seulement deux d'entre elles figurent dans le top 50). **L'ouverture des marchés a permis aux petites entreprises avec des idées nouvelles de concurrencer de grandes entreprises.** Du coup, la part de marché des grosses entreprises s'est réduite. Entre 1980 et 1993, les 500 plus grosses firmes américaines ont vu la part d'emploi qu'elles fournissaient dans la société, chuter de 16 à 11,3%. **Presque tout indique que la place dominante des grandes entreprises diminue dans un marché libre au profit d'une multitude d'entreprises plus flexibles. La moitié des firmes opérant internationalement dans le monde d'aujourd'hui ont moins de 250 employés.**

Les détracteurs de la mondialisation observent avec raison que les employés dans les pays en voie de développement subissent des conditions de travail plus dures que dans les pays riches. Mais cette comparaison est injuste car les **employés des pays riches ont une productivité bien plus élevée.** La comparaison la plus intéressante est celle qu'on peut faire entre ces employés du pays pauvre et les autres employés de ce pays. Et là, on constate que dans les pays les plus pauvres, un employé d'une multinationale américaine gagne généralement huit fois plus que le salaire moyen ! Dans un pays à revenu moyen, il gagne trois fois plus.

On a beaucoup critiqué Nike pour ses conditions de travail dans les pays du Tiers-monde. La vérité, c'est que Nike est l'une des entreprises qui offre à ses employés les meilleures conditions de travail du pays, non pas par générosité mais dans la perspective de faire des profits. Quand les multinationales accoutument les employés à de meilleurs salaires, à des usines plus propres et à des machines moins dangereuses, **ils élèvent les standards** du pays. Ces quarante dernières années, **le salaire moyen du tiers-monde est passé de 10% à 30% du salaire américain moyen.** Il existe évidemment des abus et des scandales dans certaines zones. La plupart du temps, ces derniers surviennent dans les dictatures pauvres. Quand Naomi Klein a écrit « No Logo » pour condamner les conditions de travail abominables imposées aux travailleurs du tiers-monde, elle s'est basée sur des rumeurs. Elle s'est rendue dans un atelier aux Philippines et elle a admis par la suite qu'il s'agissait de l'un des pires qui existe. Quand, suite à la parution du livre, l'OCDE a enquêté sur cette zone, elle a constaté que les salaires étaient plus élevés que la moyenne du pays. **Se plaindre de la présence de multinationales au tiers-monde, c'est se plaindre des meilleurs salaires, des prix plus bas et d'une plus grande prospérité.**

Evidemment, toutes les entreprises ne se comportent pas correctement. Il ya des voyous dans tous les milieux. Mais ce n'est pas une raison pour boycotter les produits de toutes les multinationales présentes au tiers-monde. Pas plus qu'il ne faudrait dissoudre toute la police en raison de quelques cas de brutalité policière. **Le plus gros problème concerne les Etats qui autorisent voire encouragent les entreprises à se comporter de manière irresponsable.** Il faut ici clairement distinguer le secteur public et le secteur privé. Les gouvernements doivent établir des réglementations strictes et les entreprises doivent s'y conformer. Si les réglementations sont mauvaises, il faut les réformer. La solution réside dans la démocratisation des régimes et dans l'adoption de lois équitables délimitant les libertés de chacun. La présence des multinationales dans les dictatures peut être vue comme une chance de démocratisation du

régime car ces entreprises subissent la **pression des consommateurs occidentaux qui a un impact direct sur les ventes**. Il est plus facile d'influencer la politique nigérienne en boycottant Shell qu'en faisant pression sur le gouvernement nigérien.

Naomi Klein explique que les entreprises ont pris beaucoup de temps à se construire une « aura » en bâtissant des « marques » à travers des décennies d'efforts de marketing publicitaire. Mais, ce faisant, elles se sont tiré une balle dans le pied. En effet, leur marque - qui est leur bien le plus précieux - est très vulnérable à une contrepublicité dirigée contre elles. Cela peut prendre des décennies à une compagnie de construire une image de marque et à peine quelques semaines **Klein devrait, si elle était conséquente, voir en ceci un argument en faveur du système capitaliste** à des activistes pour la démolir. En réalité, car, dans un tel système, les entreprises géantes peuvent faire l'objet de pressions si elles se comportent de manière condamnable. Un vendeur de rue peut vous arnaquer car il sait qu'il ne vous reverra jamais. Une grande entreprise doit, si elle veut survivre, se comporter correctement. Raison pour laquelle le magazine « The Economist » remarquait que la moralité des entreprises était souvent supérieure à celle des gouvernements. La plupart adoptent des codes de conduite en diverses matières (environnement, harcèlement sexuel, etc.).

Le capitalisme protège la nature

Quoique la mondialisation accroisse la prospérité et la diffusion des droits de l'homme dans le monde, on l'accuse souvent de porter atteinte à l'environnement. Les usines occidentales, dit-on souvent, se relocalisent dans le tiers monde où elles peuvent polluer en toute impunité. Dès lors, les pays occidentaux devraient abaisser leurs propres standards environnementaux pour rester concurrentiels. **Y-a-t-il réellement un conflit entre le développement économique et l'environnement ? Non.** Toute cette analyse ne repose sur rien de réel. Il n'y a pas d'exode de l'industrie dans les pays pauvres en standards environnementaux. Le gros des investissements américains et européens s'opère dans des pays aux standards environnementaux similaires aux leurs. Depuis les accords ALENA, le Mexique a renforcé sa législation environnementale.

La réglementation environnementale s'accroît à mesure que s'accroît la prospérité. Un groupe de chercheurs a constaté un « lien très fort entre les indicateurs environnementaux et le degré de développement économique ». Les pays pauvres ne se préoccupent généralement pas de l'environnement. Ils commencent à protéger leurs ressources naturelles quand ils peuvent se le permettre. **Quand ils deviennent plus riches, ils règlementent les émissions et, par la suite, la qualité de l'air.** Ce processus n'est possible que dans les démocraties, c'est-à-dire là où l'opinion publique peut influencer le gouvernement. **A contrario, c'est dans les dictatures qu'on constate les pires destructions environnementales.** Il faut évidemment aussi que ces démocraties soient prospères. La prospérité permet de développer de technologies respectueuses de l'environnement et de réparer les erreurs du passé.

On peut qualifier ce développement conjoint du développement économique et des législations environnementales d'« effet californien ». C'est l'Etat califor-

nien qui, en 1970, adopta le Clean Air Act qui réglementait sévèrement les émissions de produit toxiques. Beaucoup d'opposants à cette mesure prédisaient que l'industrie automobile allait désertier la Californie. C'est le contraire qui arriva : **les autres Etats américains adoptèrent au fur et à mesure des réglementations similaires.** Les compagnies automobiles du pays ont dû développer des techniques de réduction des émissions car elles ne pouvaient se passer du riche marché californien. C'est donc pour des raisons de recherche de profit que ces constructeurs sont devenus plus respectueux de l'environnement. **On ne trouve aucun exemple d'une législation environnementale qui aurait conduit à une diminution des exportations ou à une délocalisation des entreprises.** Ce fait démolit les arguments des entreprises qui se plaignent des réglementations environnementales. Ces règles se généralisent à l'échelle de la planète. Le Brésil, le Mexique et la Chine, les trois plus grandes zones d'investissements au monde, réglementent chacun de plus en plus sévèrement la qualité de l'air.

On entend souvent qu'il faut éviter, pour des raisons environnementales, que les pays non développés se développent comme les pays riches du Nord car, dit-on, la croissance implacable de la consommation conduirait à une utilisation énergétique, à la production de déchets et à des émissions dont les conséquences seraient désastreuses. Mais, si l'on étudie plus scientifiquement la question, on constate que **c'est exactement le contraire qui est vrai : c'est dans les pays du tiers-monde que l'on trouve les problèmes environnementaux les plus préoccupants et les plus dommageables.** Chaque jour, dans les pays en développement, 6000 personnes décèdent en raison de la pollution de l'air résultant de l'utilisation du bois, de la bouse et des déchets agricoles pour se chauffer et pour cuisiner à domicile. Le PNUD estime que ce sont pas moins de 2,2 millions de personnes qui décèdent chaque année en raison de la pollution de l'air dans la sphère domestique.

C'est une erreur de croire que la pollution (au sens moderne du terme) augmente avec la croissance. En réalité, elle prend la forme d'un U inversé. Au début de l'industrialisation, les cheminées rejettent beaucoup de pollution mais quand la croissance atteint un certain niveau, les indicateurs démontrent que la pollution régresse : les émissions se réduisent et l'air et l'eau voient baisser progressivement leurs concentrations d'agents polluants. Le tournant s'opère lorsque le PIB par tête d'un pays atteint 8000 \$. A partir de 10.000 \$, la Banque Mondiale a pu établir scientifiquement, dans un rapport publié en 1992, une corrélation empirique entre la croissance économique et la qualité de l'eau et de l'air. C'est approximativement le degré de développement de l'Argentine, de la Corée du Sud et de la Slovénie. **Cette tendance se constate partout, en ce compris au Japon à propos duquel on affirmait, il y a de cela quelques décennies, que le port du masque à oxygène serait bientôt obligatoire** en raison de la pollution grandissante de l'air.

Ancien membre de Greenpeace, le statisticien Bjorn Lomborg a pu constater que tout ce à quoi il croyait durant sa jeunesse était démenti par les données de terrain. **Non, l'environnement ne se détériore pas à l'échelle mondiale. La pollution de l'air diminue, les ressources ne s'épuisent pas, de plus en plus de gens mangent à leur faim et vivent de plus en plus longtemps.** Il démontre que la superficie forestière mondiale n'a

pas diminuée mais s'est au contraire accrue ! En 1950, elle couvrait 40,24 millions de kilomètres carrés et en 1994, elle s'étendait sur 43,04 millions de kilomètres carrés. Il découvrit aussi que le **chiffre de 40.000 espèces disparaissant chaque année** – chiffre qui circule constamment dans les milieux environnementaux depuis 20 ans – était une **simple prédiction** dénuée de bases scientifiques. **Le vrai chiffre tourne probablement autour de 1500 espèces par an.** Les disparitions prouvées scientifiquement depuis 400 ans concernent 1000 espèces dont 95% sont des insectes, des bactéries et des virus. Il démontre également que la crainte d'être ensevelis sous nos déchets est totalement infondée. Toute l'eau potable nécessaire à l'humanité pourrait être produite par une usine de désalinisation fonctionnant à l'énergie solaire qui occuperait à peine 0,4% du désert saharien.

Autre contre-vérité balayée par les faits : « l'empreinte écologique », soit cette idée que si l'humanité toute entière consommait autant que ne le font les Occidentaux, nous nécessiterions trois ou quatre planètes supplémentaires pour éviter la pénurie consécutive à l'épuisement des ressources. **Il est certain que les matières premières utilisées aujourd'hui, dans les quantités actuelles aujourd'hui accessibles, ne suffiraient pas si tout le monde les consommait.** Mais cette affirmation est aussi intéressante que celle consistant à dire à un homme fortuné de l'âge de pierre que si tous les autres hommes préhistoriques adoptaient son train de vie, il n'y aurait jamais de pierres, de fourrures et de sel en suffisance pour ce faire. **En réalité, la consommation des matières premières n'est pas statique. Plus la prospérité s'accroît, plus on trouve des substituts, plus on améliore la technologie, plus on peut accéder à des ressources autrefois inaccessibles, plus on peut recycler** des matériaux qu'autrefois on jetait. Beaucoup des ressources de demain sont des ressources insoupçonnées aujourd'hui : il y a 150 ans, le pétrole était un liquide noir et visqueux qui n'intéressait personne. Le sable est devenu un matériau essentiel des technologies les plus puissantes de notre époque. C'est sous la forme de silicium - soit le quart de la croûte terrestre - que nous l'utilisons pour nos puces d'ordinateur.

Quand une ressource se raréfie, son prix augmente. Du coup, les gens commencent à l'économiser, à la rechercher plus activement dans le sol, à la réutiliser et à lui trouver des **substituts. Du coup, le prix de la ressource s'effondre.** Ainsi, les métaux n'ont jamais été aussi bon marché aujourd'hui par rapport à leur prix dans l'histoire. Si on calcule ce dernier en référence au salaire (la quantité de temps qu'il faut travailler pour l'obtenir), on constate que les métaux coûtent généralement le cinquième de ce qu'ils coûtaient il y a cinquante ans. **Un tiers de l'acier mondial est actuellement recyclé et le taux de recyclage ne cesse d'augmenter.** Il n'y a pas si longtemps, tout le monde était convaincu que la population chinoise ne pourrait jamais avoir accès au téléphone, car cela nécessiterait plusieurs centaines de milliers d'opérateurs téléphoniques et que les ressources mondiales de cuivre ne suffiraient pas pour la construction de lignes téléphoniques dans le pays. L'irruption des gsm, des fibres optiques et des satellites a balayé ces faux problèmes et la Chine est devenue le premier marché mondial de téléphonie. Par ailleurs, le cuivre a chuté au dixième de la valeur qu'il avait il y a 200 ans. **Quand on a ceci à l'esprit, on comprend qu'affirmer que les peuples d'Afrique, qui meurent par milliers chaque jour, ne doivent pas atteindre nos standards en raison de risques imaginaires de pénurie, est à la fois stupide et injuste.**

La question environnementale ne se résoudra pas d'elle-même. Il faut des règles adaptées à la protection de l'eau, du sol et de l'air. Les systèmes de droits d'émission sont des systèmes performants. Beaucoup de ces solutions nécessitent une **coopération** internationale. **Celle-ci sera facilitée par la mondialisation des échanges. Ce qui facilite la préservation de la nature, c'est la prospérité, l'avancement de la science et le souci du long terme.** Cette préoccupation, ce sont les **propriétaires de terre** qui, contrairement à ce que l'on affirme parfois, en sont les meilleurs défenseurs. **Un propriétaire de forêt a tout intérêt à replanter des arbres à mesure qu'il les abat.** Autrement, cela fait baisser la valeur de cette dernière. Un gouvernement, par contre, n'est pas mû par des intérêts à long terme. Raison pour laquelle la forêt amazonienne se déboise rapidement depuis 1960. Il y a quelques années, un satellite, photographiant la lisère du Sahara, a constaté une petite tache verte au milieu du sable. Le désert s'était étendu tout autour en raison d'une surexploitation par les nomades. Cette petite zone était une propriété privée soigneusement entretenue par des propriétaires fermiers.

Dans un système de libre-échange, les biens sont produits là où les ressources du pays sont utilisées de la manière la plus efficiente. L'efficacité s'est considérablement accrue ces dernières décennies (par rapport à il y a 30 ans, on utilise seulement la moitié du métal nécessaire pour construire une voiture). **Il est plus respectueux de l'environnement d'importer de la viande de pays au climat tempéré plutôt que de la produire dans des pays aux climats plus rudes.** Beaucoup d'activités (agriculture, pêche, déboisement, etc.) qui, à tel ou tel endroit, constituent un **gaspillage des ressources** cesseraient d'être exercées si on arrêta de les subsidier. La **production du bétail en Europe en est un bon exemple.** Les subsides phénoménaux consacrés à l'élevage conduisent à un élevage intensif qui **nuît non seulement** à notre environnement mais aux animaux eux-mêmes. Ils sont confinés dans des enclos, transportés dans des conditions générant beaucoup de souffrance et reçoivent de la nourriture fabriquée à partir des carcasses broyées de leurs congénères. Une meilleure idée serait d'**abolir les barrières tarifaires et d'importer cette viande des pays sud-américains où ce bétail est élevé sereinement dans d'immenses prairies verdoyantes.** Malheureusement, ces tarifs douaniers, équivalent à plusieurs de centaines de % du prix du bien, empêchent actuellement la réalisation de cette solution de bon sens.

Sixième Partie : Un capital international débridé

Un collectif sans leader

Les détracteurs du capitalisme affirment que la machinerie du marché peut, après un effort prolongé, élever un pays au sommet de la prospérité pour voir tout voler en éclats à peine un mois plus tard. Ils dépeignent un tableau de spéculateurs irrationnels qui, tels un « troupeau », investissent sauvagement et qui désinvestissent tout aussi sauvagement quand le « troupeau » change de direction. **On dépeint souvent le marché comme erratique. Il y a une part de vérité dans cette accusation car le marché n'est pas parfaitement rationnel dans chaque situation.** Les mouvements en montagnes russes de ces dernières années, particulièrement en ce qui concerne la bulle « dot-com »,¹²⁰ illustrent les espoirs exagérés qu'on peut placer dans certains secteurs. **Mais ils montrent aussi qu'une correction s'ensuit** et le fait que les exagérations ne peuvent survivre indéfiniment. **Le réel a toujours le dernier mot.**

Ce qui explique en partie ces fluctuations, ce n'est pas le calcul à court terme mais, au contraire, une tendance du marché à se focaliser de plus en plus sur le long terme. Dans les industries traditionnelles, on pouvait assez facilement prévoir le futur en consultant les données sur les ventes et les investissements. Ce n'est plus le cas aujourd'hui où le marché est devenu extrêmement innovant. **On ne peut plus prédire aussi facilement quelles sont les recherches qui déboucheront sur la prochaine révolution.** Les industries pharmaceutiques visent le long terme. Bien malin celui qui peut dire que telle industrie n'existera plus dans dix ans et que telle autre découvrira le vaccin du sida qui rendra les actionnaires millionnaires. Les « bulles » peuvent donc survenir pour des raisons parfaitement rationnelles.

La défense de la circulation des capitaux est une question qui concerne la liberté. **Ce n'est pas la « liberté des capitaux » comme le prétendent ses détracteurs mais la liberté qu'ont les gens de faire ce qu'ils entendent avec leurs propres ressources.** Par exemple, la liberté d'investir leur épargne-pension là où ils le désirent. Les fonds de pension sont les plus grands investisseurs du marché. **Ils sont le marché.**

Les investisseurs désirent investir là où le retour sur investissement est optimal, là où leurs capitaux sont utilisés de la manière la plus efficace possible. Dès lors, ils ne limitent plus ces derniers aux frontières de leur Etat. C'est logique et légitime. Imaginons que vous ayez un peu d'argent à investir mais que vous ne puissiez le faire que dans des activités de votre quartier. Vous avez le choix de le prêter à un cafetier ou à un bouquiniste. Le bouquiniste vous assure 1% d'intérêt et le cafetier 2% mais pas avec certitude car il va investir cet argent dans une machine espresso mais sans garantie de la rentabiliser car les clients sont plutôt rares. Si, par contre, vous aviez la possibilité d'investir votre argent dans la ville toute entière, vous trouverez certainement un investissement plus intéressant. **La mondialisation, c'est pareil : le nombre de possibilités d'investissement s'accroît de façon considérable.** Cela signifie que

120 Cet ouvrage a été écrit quelques années avant la crise 2007-2009

les ressources seront utilisées beaucoup plus efficacement et là où elles sont le plus nécessaires.

On pourrait croire que, dans cette configuration, l'argent ira seulement aux firmes les plus riches qui peuvent offrir les retours sur investissement les plus alléchants. **Mais, comme le capital peut provenir de partout, le montant à investir augmente lui aussi.** Et ce n'est pas le plus riche qui offre le plus mais celui qui peut faire le meilleur usage de la monnaie. On constate que **les plus gros profits** ne sont pas réalisés par les industries dans lesquelles on a déjà beaucoup investi mais, au contraire, **par les jeunes entreprises aux idées innovantes qui n'ont pas encore réussi à attirer des capitaux.** La mondialisation permet ainsi, grâce à la libre circulation des capitaux, aux petites firmes de concurrencer les plus grosses.

C'est le tiers-monde qui tire le plus grand profit de la circulation des capitaux. Il reçoit actuellement **plus du quart des investissements mondiaux.** Cela représente un transfert gigantesque de capitaux, soit un flux d'environ 200 milliards \$ chaque année, soit un chiffre quatre fois supérieur à ce qu'il était dix ans plus tôt et 15 fois supérieur à ce qu'il était vingt ans plus tôt. En dix ans, les pays pauvres ont obtenu des investissements à hauteur d'un billion de \$ (un million de million), soit cinq fois ce que le tiers-monde a reçu comme aide au développement depuis 50 ans. **Ainsi, ce « troupeau » dépeint avec mépris par les altermondialistes, s'est en réalité montré cinq fois plus intelligent que les gouvernements** dans la manière de placer utilement des capitaux dans les pays du tiers monde. Il a été prouvé que **les économies se développent mieux là où le capital est accessible, bon marché et distribué honnêtement et avec transparence.** Il y a donc une connexion entre la liberté de circulation des capitaux et la croissance économique. Ce n'est pas un hasard : la liberté permet aux ressources d'aller là où elles sont utilisées de la manière la plus productive.

Plus ou moins de réglementation ?

Les problèmes associés à la mobilité des capitaux, c'est qu'ils peuvent soudainement désertir les pays où ils sont entrés et plonger ces derniers dans de graves difficultés. Une des raisons pour lesquelles les investissements à court terme se développent plus facilement que ceux à long terme, c'est que ces derniers sont sévèrement réglementés dans tous les pays du monde. Si ces marchés étaient libéralisés, le problème ne se poserait pas dans de telles proportions. **Certains veulent égaliser cette réglementation mais dans la mauvaise direction, c'est-à-dire en réglementant davantage les investissements à court terme. C'est une erreur. Vouloir empêcher les investisseurs de se retirer d'un pays ou retarder leur départ est le plus sûr moyen de dissuader ces derniers de revenir investir dans le futur.** Or l'isolement économique va souvent de pair avec l'isolement politique. A contrario, toutes les données empiriques prouvent que permettre au capital de s'échapper librement d'un pays accroît le montant de celui qui y pénètre.

Une alternative est d'établir une réglementation permanente des flux de capitaux investis à court terme. Si le capital est rapidement investi, on supprime alors le risque

de voir le pays souffrir de son exode plus tard. A cet égard, le Chili est l'exemple le plus souvent cité. Mais il s'agit d'un pays qui disposait déjà d'une épargne importante, ce qui n'est pas le cas de nombre de pays du tiers-monde. Par ailleurs, cette interdiction a été contournée au Chili pas de grosses entreprises opérant internationalement, ce qui a conduit à cette conséquence injuste que les entreprises importantes avaient un accès aisé aux capitaux alors que les PME devaient payer un taux d'intérêt beaucoup plus important. En outre, pareilles réglementations deviennent, par leur caractère excessif, une invitation à la corruption. Quoi qu'il en soit, cette réglementation n'a pas empêché ce pays de souffrir d'une crise économique d'envergure en 1981-1982 avec des faillites bancaires et une dévaluation de 90%.

Ces réglementations des flux de capitaux confèrent parfois un sentiment de sécurité qui s'avère erroné. Peu avant la crise asiatique, les politiciens de Corée du Sud et les investisseurs étrangers présents dans ce pays négligèrent les signes avant-coureurs en pensant que ces protections les mettaient à l'abri. Ce ne fut pas le cas. Par contre, les pays avec une réglementation plus légère, Hong Kong, Singapour et Taiwan, s'en tirèrent beaucoup mieux.

La taxe Tobin

Une idée de réglementation du capital qui a acquis une grande popularité est la « Taxe Tobin » du nom de l'économiste prix Nobel qui l'a proposée pour la première fois (avant de la désavouer). C'est une taxe d'un montant minime (entre 0,05 et 0,25%) qui **frapperait toutes les transactions en devises**. L'idée, soutenue activement par l'organisation altermondialiste ATTAC, est de ralentir les mouvements des capitaux et de réduire les effets néfastes de la spéculation. **En réalité**, nous ne sommes pas ici en présence d'un projet de taxe sur le capital mais d'un **tarif douanier qui rend le commerce et l'investissement beaucoup plus coûteux, au détriment des pays pauvres nécessitant l'apport de capitaux extérieurs**. On a vu que durant cette dernière décennie, un quart des investissements étrangers a été opéré au tiers-monde. Si cette taxe passait, les individus et les entreprises éprouveraient beaucoup de difficultés à obtenir des prêts et ils seraient contraints un payer de plus haut taux d'intérêt.

Cette taxe prélevée sur toutes les opérations spéculatives internationales et dont le seul impact, à supposer qu'on arrive à la mettre en place (il suffit qu'un pays refuse pour que le système s'avère inefficace vu que les transactions internationales se concluraient dès lors par son entremise) **sera d'accroître encore davantage la difficulté pour les pays du tiers-monde de se procurer un financement extérieur**. On prétend que, vu le montant dérisoire, cela ne découragerait pas les investissements à long terme mais freinerait la seule spéculation. Le problème, c'est que les investisseurs occidentaux qui prennent le risque d'investir dans ces pays le font toujours par à-coups, recalibrant constamment leur implication en fonction des résultats et des risques : **chaque petite transaction** (transfert des gains vers d'autres secteurs de l'opération, augmentation de capital, refinancement, achat de composantes à l'étranger, etc.) **sera taxée, alourdissant d'autant plus la facture**.

Par ailleurs, le prélèvement de cette taxe impliquerait la mise en place d'une bureaucratie gigantesque. Imaginons les ramifications tentaculaires et les procédés inquisitoires nécessaires pour intercepter toute transaction via les conversations téléphoniques ou le Net. Imaginons les procédés de fraude qui en découleront, l'augmentation des moyens pour la combattre et la corruption qui en résultera. Comment sera constituée cette administration transnationale ? Sera-ce un département de l'Onu, cet organisme incluant un grand nombre d'Etats non démocratiques et dont on a pu constater récemment encore la remarquable inefficacité ? **Qui contrôlera les abus éventuels de cette institution ?** Une telle organisation – à supposer que les fonctionnaires qui la composent soient tous d'une honnêteté scrupuleuse – **dévorera déjà, pour son seul fonctionnement, la quasi totalité de l'argent prélevé.** D'ailleurs, cette taxe, du fait du montant dérisoire qu'elle représente, ne va pas dissuader les authentiques spéculateurs. Si vous vous apprêtez à faire une opération spéculative susceptible de vous rapporter de 20 à 50 %, vous n'allez pas renoncer à cette dernière sous prétexte que vous perdriez entre 0,05 et 0,25%) dans l'aventure. Elle n'aurait pas empêché le désinvestissement massif lors de la crise asiatique de 1997.

En résumé, **cette petite taxe est suffisante pour perturber le fonctionnement quotidien et salutaire des marchés financiers et pas suffisante pour empêcher les crises.** A supposer qu'on parvienne à la mettre en œuvre, les revenus dégagés par cette taxe ne serviraient à rien. **On sait parfaitement désormais que l'aide internationale classique échoue constamment.** Rien qu'en Afrique, au cours de ces dernières décennies, l'équivalent de cinq plans Marshall s'est enlisé dans les **sables de la corruption et de l'incompétence** sans autre résultat substantiel que d'accroître le surendettement, de plonger ces pays dans une logique d'assistanat, d'augmenter, chez ces populations, le sentiment de dépendance - et, dès lors, de ressentiment - envers l'Occident.

Enfin, on peut aussi s'interroger sur la pertinence de cette idée selon laquelle il est impératif de juguler la spéculation, sorte de mantra jamais remis en cause. Pourquoi ? Johan Norberg précise que **la frontière entre investissement et spéculation n'est pas claire.** Ainsi, par exemple, une firme qui extrait du métal dans une région sous-développée peut s'inquiéter légitimement d'un affaissement du prix de ce dernier et décider, afin de se concentrer uniquement sur le travail d'extraction, de se débarrasser de ce risque en s'assurant de pouvoir vendre ultérieurement le métal à un prix déterminé. **La société contractante qui fournira cette option de vente, assumera donc seule les risques.** Mais, très légitimement, elle tirera en contrepartie les bénéfices d'une augmentation du prix. Que fait-elle ? De la spéculation. Cette société peut également protéger la société minière contre le risque de dévaluation de la monnaie dans laquelle elle sera payée, autre opération spéculative s'il en est. **Les « spéculateurs » ne sont pas nécessairement les parasites improductifs qu'on nous dépeint. Au contraire, leur activité fournit un mécanisme assurantiel indispensable pour les entreprises** investissant dans des affaires à haut risque. En supprimant ce mécanisme assurantiel, on supprime une garantie importante motivant les entreprises à investir dans le tiers-monde. **Quels seraient, en définitive, les grands perdants de cette taxe de la solidarité ? Toujours les mêmes : les plus pauvres.**

Si l'on veut réellement aider le tiers-monde, pourquoi ne pas abolir les barrières tarifaires que nous avons érigées contre ces pays ? Pourquoi ne pas démanteler la politique agricole commune ? Pourquoi ne pas instaurer une redevance sur la pollution qu'on produit ? Sommes-nous forcés de prélever un revenu en sabotant le marché financier ? A moins que ne soit précisément le but...

La crise asiatique

On prétend parfois que la crise asiatique de 1997-1998 est intervenue comme un coup de tonnerre, laissant des économies saines à la merci d'assauts spéculatifs et de fuite de capitaux. Ce n'est absolument pas cela qui s'est passé. La parcelle de vérité dans cette analyse, c'est que ces pays n'auraient pas souffert d'un exode des capitaux si on n'avait pas préalablement libéralisé la circulation des capitaux car, autrement, ces capitaux n'y seraient jamais entrés. Ce qui a créé la crise est une combinaison de facteurs parmi lesquels la spéculation ne fut pas l'élément déclencheur. La spéculation n'a été que la goutte qui a fait déborder le vase.

Ces économies avaient reçu d'immenses afflux de capitaux durant les années 1990, particulièrement par des emprunts à court terme à l'étranger qui avaient été encouragés par leurs gouvernements. **La raison pour laquelle ces capitaux étaient prêtés, c'est que ceux qui les empruntaient à court terme les reprêtaient à long terme à des taux plus élevés sur le marché local.** Cela nécessitait de renouveler constamment les emprunts à l'extérieur car ces derniers étaient des prêts à court terme. Par ailleurs, ces fonds étaient recyclés par des banques locales qui, tout à fait novices dans l'art de gérer de telles sommes, prêtaient à des entreprises proches des élites dirigeantes. Les prêteurs extérieurs, pensant que les gouvernements locaux ne laisseraient pas tomber leurs favoris en cas de revers financiers, prêtèrent sans compter, ce qui occasionna un **surinvestissement dans des secteurs à faible rendement.**

Tous les pays qui furent touchés par la crise avaient d'énormes dettes à court terme comparativement à leurs réserves. Ils avaient également des taux de change fixes ou contrôlés. C'est là l'origine du problème. **Habituellement, on n'ose pas emprunter d'énormes sommes à l'étranger pour les prêter à un taux légèrement supérieur à l'intérieur. On n'ose pas le faire car la fluctuation du taux de change rend l'opération extrêmement risquée.** Mais si le **gouvernement affirme qu'il va garantir** ce taux de change, alors le risque semble s'évanouir et tout le monde se met à emprunter de manière inconsidérée. Cela a également eu pour conséquence que les monnaies locales ont été surévaluées dans une proportion d'environ 20%. En effet, comme ces monnaies étaient indexées au dollar, elles grimpèrent quand celui-ci augmenta. Cette surévaluation attira les investisseurs qui se mirent à acheter des quantités gigantesques de monnaies locales. Pourquoi ? **Comme ces Etats garantissaient le taux de change en dollars, le fait d'acheter ces monnaies leur permettait de les revendre contre des dollars aux taux maximum garantis.**

Les gouvernements durent alors puiser dans leurs réserves pour garantir ces taux excessifs. **Cela dura jusqu'à ce que les gouvernements cessèrent de garantir le**

taux de change. La confiance envers ces pays était rompue. Plus personne ne pensait qu'ils étaient capables de préserver les entreprises favorites de la faillite. **Les capitaux s'exilèrent alors rapidement.** S'ensuivirent des comportements de panique et des mouvements de troupeau qu'on considéra erronément comme la cause du problème. Des pays avec une économie saine, tels que Taiwan, Singapour ou l'Australie, s'en relevèrent très rapidement alors que leurs voisins étaient durement touchés. Les effets de la crise se ressentirent partout mais c'est là chose normale dans une économie intégrée. Cela dit, l'interdépendance internationale agit dans les deux directions. **Il est fort possible que ce soit le dynamisme de l'économie américaine qui ait empêché le monde de sombrer dans la récession à la suite de la crise asiatique.**

Comment éviter les crises

S'il veut éviter une crise, la priorité, pour un gouvernement, consiste à exercer **un contrôle sur ses finances et sur son inflation.** En effet, un budget déficitaire et une inflation galopante sont le plus sûr moyen de ruiner la confiance en une économie. **Le plus important engagement à long terme pour le bon fonctionnement des économies moins avancées est la réforme des institutions légales et financières.** Autrement, les capitaux étrangers ne seront pas orientés vers des projets correspondant aux besoins réels du marché mais vers des investissements improductifs. Il faut **revoir la supervision et la réglementation du secteur financier de façon à permettre la concurrence.** La corruption et le népotisme doivent être remplacés par la règle de droit. Il faut des règles d'évaluation du crédit et des lois sur la faillite.

Il est vrai que la libéralisation des marchés financiers a parfois été suivie par des crises financières. Ce qui provoque la crise, ce n'est pas la libéralisation mais l'absence des institutions concomitantes. Une libéralisation de la circulation des capitaux peut entraîner des dysfonctionnements si elle précède la mise en place des réformes cruciales. Il faut **d'abord assurer la stabilité politique, libéraliser le commerce et privatiser les entreprises publiques avant de libéraliser les marchés financiers.** Mais de telles réformes demandent un travail de longue haleine, une vision à long terme et la capacité d'imposer des décisions impopulaires. Bref, **ces réformes ne sont pas très glamour.** Réclamer à voix haute un contrôle des capitaux et une taxe Tobin est plus excitant que ce processus de construction. Dans les faits, c'est donc souvent la libéralisation des marchés financiers qui précède les réformes nécessaires.

Ce sont les taux d'échange fixes qui donnent aux spéculateurs un objet sur lequel spéculer. Quand apparaissent des problèmes économiques, des rumeurs de dévaluation ou des politiques inflationnistes, le taux de change est perçu comme trop haut et les spéculateurs se déchaînent pour emprunter de larges sommes de la monnaie pour les échanger contre des devises étrangères à la banque centrale. Quand le pays a été contraint de dévaluer son taux de change, le spéculateur peut rembourser le prêt qui a été substantiellement déprécié. Ainsi, un **taux de change excessivement élevé en relation avec l'offre et la demande,** et en comparaison avec ce que la monnaie vaudra après une probable dévaluation, **correspond à une subvention octroyée aux spéculateurs.** C'est la même chose : voir des spéculateurs vendre des devises locales à

la banque centrale qui les achète à un taux surévalué est **comparable au phénomène par lequel des milliers de fermiers européens cultivent la betterave à sucre parce que l'Union Européenne les achète à un prix surévalué.**

En cas de surévaluation du taux de change, il est trop tard pour agir. Soit les gouvernements défendent bec et ongle la devise à un coût faramineux avec pour résultante l'étranglement de leur économie, soit ils laissent la devise s'effondrer au niveau du marché, auquel cas les entreprises deviennent incapables de rembourser les prêts étrangers contractés quand le taux de change était plus élevé. Dans les deux cas, c'est la crise.

La dictature du marché ?

Les altermondialistes perçoivent les **marchés financiers comme une menace à la démocratie.** Le capital et les affaires peuvent rapidement désertir un Etat dont l'orientation politique les incommode. **Si les taxes montent trop haut, les grosses entreprises s'enfuient dans un paradis fiscal.** Si un pays, particulièrement s'il est petit, commence à voter des budgets en déséquilibre, il sera puni par de hauts taux d'intérêt. Cela amène les détracteurs du marché à parler de « dictature des marchés ». **Ce slogan est une grotesque contradiction dans les termes qui banalise les crimes des vrais dictateurs et qui tente d'unifier deux phénomènes radicalement opposés.** Le premier pays à avoir interdit à ses concitoyens la conversion de sa monnaie dans un autre fut le régime nazi, Etat ultra-protectionniste s'il en fut. Les gouvernements communistes regardaient la dictature comme une condition préalable au passage à l'économie dirigée. A contrario, les démocraties nouvelles choisissent toujours d'ouvrir leurs marchés et de libéraliser l'économie. Par ailleurs, les **dictatures qui consacrent la liberté économique finissent toujours par consacrer la liberté politique.** C'est arrivé en Asie du Sud-est et en Amérique latine, particulièrement au Mexique.

On prétend que les Etats arabes ne pourront jamais être démocratisés. Mais deux d'entre eux, la Qatar et le Bahreïn, ont opté pour des réformes économiques libérales. La croissance, rapidement au rendez-vous, a conduit à des réformes politiques. Le Qatar a démantelé la censure exercée sur la presse et la chaîne satellitaire Al-Jazeera opère désormais librement. Le Qatar - qui est encore loin d'être une société libre¹²¹ - organise désormais des élections locales dans lesquelles les femmes peuvent élire et se faire élire. Le Bahreïn a libéré ses prisonniers politiques et tient désormais des élections. La population reçoit une meilleure éducation. A mesure que les gens deviennent plus libres, le pluralisme politique apparaît.

Des enquêtes internationales prouvent que **les citoyens qui ont le droit de commercer avec l'extérieur ont quatre fois plus de probabilités de jouir d'une démocratie politique** que ceux qui ne jouissent pas de ce droit. **Le XX^{ème} siècle a clairement démontré qu'aucun système économique - le capitalisme excepté - n'était compatible avec la démocratie.** Toute discussion sur la « dictature des marchés » est non seulement insultante mais révélatrice d'une ignorance abyssale de l'économie.

121 Des domestiques étrangers y vivent encore dans une situation proche de l'esclavage.

Il est vrai que le débiteur ne jouit pas de toute sa liberté. En s'endettant excessivement, un Etat devient suspect aux yeux du marché. Il doit passer des réformes pour rétablir la confiance. Autrement, on lui imposera des taux d'intérêt toujours plus élevés voire on stoppera de lui prêter. Un Etat moderne peut donc se retrouver « dans les mains du marché ». Mais, en ce cas, c'est son gouvernement qu'il faut blâmer. Pas le marché. C'est le gouvernement qui, en s'endettant, a décidé de se rendre dépendant du marché.

Les marchés financiers internationaux furent créés par les Etats-Providence qui désiraient emprunter pour régler leurs dépenses au milieu de la crise des années 70. De cette manière, ils ont considérablement étendu leur champ de manœuvre. **Sans les marchés financiers, les gouvernements seraient forcés de vivre dans la limite de leurs revenus.** Mais les prêteurs - qui ont parfois appris à leurs dépens que les Etats peuvent réduire unilatéralement le montant réel de leurs emprunts en dévaluant ces derniers ou en laissant filer l'inflation - ont toutes les raisons du monde de garder un œil attentif sur les actions des gouvernements. **Ces prêteurs ne peuvent être comparés à des dictateurs.** Les gouvernements ont le droit de malmener leur économie. Mais ils n'ont pas le droit de forcer les autres à financer les politiques qui conduisent leur pays à la ruine.

On considère parfois qu'il est antidémocratique pour les marchés de réagir vigoureusement aux politiques adoptées. Si le fait de protéger ses intérêts contre des décisions qui risquent de vous affecter est considéré comme « antidémocratique », cela signifie alors que la « démocratie » équivaut au contrôle total du gouvernement et à la déférence inconditionnelle envers les dirigeants de la nation. **Si c'est « cela » la démocratie, l'opposition et la critique journalistique sont, elles aussi, « antidémocratiques ».** **Ce que ces critiques considèrent comme « menacé », ce n'est pas la démocratie mais les politiques qu'ils préconisent.** C'est-à-dire des politiques impliquant un pouvoir gouvernemental très étendu sur la capacité des gens à poser des choix économiques. La notion de forces du marché contraignant la politique à adopter certains choix a été forgée par des **politiciens pusillanimes.** Manquant de courage et d'énergie pour justifier leurs décisions de modérer la fiscalité ou de libéraliser ceci ou cela, ils **déclarent qu'ils sont contraints d'adopter ces mesures en raison de la mondialisation.**

Les deux dernières décennies de la mondialisation ont permis d'assister à l'extension de la machine gouvernementale. Entre 1980 et 1995, la taxation dans ces pays passa de 22,6 à 25,9% du PNB et les dépenses publiques augmentèrent de 25,7% à 29,1% du PNB. Le fait que les gens et le monde des affaires soient capables de se déplacer librement ne signifie pas qu'ils vont nécessairement s'établir là où les taxes sont les plus basses. Ils iront là où ils obtiendront les meilleurs services en échange des impôts qu'ils payent. **Si le monde des affaires estime que la recherche, l'éducation et l'infrastructure qu'il finance dans un pays sont de bonne qualité, il ne va pas quitter le pays.** Il le fera s'il estime que ces impôts sont inefficients.

On peut même aller plus loin et affirmer que la mondialisation conforte le système politique que les électeurs désirent et cela même si c'est un régime caracté-

risé par de lourds impôts et un large secteur public. C'est parce que la mondialisation et le libre-échange permettent d'obtenir facilement d'autres pays ayant des systèmes différents les produits et les services qui sont d'une qualité bien plus élevée que ceux proposés dans le pays où l'on réside. Ainsi, si la monopolisation des services de santé par le secteur public décourage le développement des technologies médicales, on peut importer ces dernières de pays où l'industrie de la santé est plus dynamique. **La mondialisation, tout en respectant le choix des électeurs, permet à tous de se procurer des choses qu'ils ne peuvent produire efficacement.**

Chapitre VII : Il faut libéraliser, pas standardiser

Le droit de choisir sa culture

Si les enfants devaient tout découvrir par eux-mêmes, ils progresseraient très lentement. Heureusement, ils ont des parents qui leur transmettent leur expérience et leur connaissance. **Les pays en voie de développement ne sont pas des enfants et les pays occidentaux ne sont pas leurs parents mais les premiers peuvent apprendre beaucoup des seconds,** en ce compris le fait de prendre des raccourcis d'éviter leurs erreurs. Ce que nous avons mis 80 à 100 ans à accomplir, Taiwan a pu le répliquer en 25 ans. Beaucoup de pays dont les citoyens n'avaient pas, dans leur immense majorité, accès au téléphone, sont passés directement à la mobilophonie. Cela permet à des paysans de se renseigner aisément sur le cours des matières premières qu'ils vendent et de ne plus se faire gruger par les intermédiaires.

La peur de la « McDonaldisation » ou « Disneyfication » du monde, son uniformisation, son homogénéisation conduisant tout le monde à porter les mêmes vêtements, manger la même nourriture et regarder les mêmes films, **ne cadre pas avec le processus de la mondialisation.** Toute personne qui se rend dans une capitale européenne pourra évidemment trouver facilement des hamburgers et du Coca Cola mais pourra également manger, tout aussi facilement, du kebab, des sushis, du Tex-Mex, du canard pékinois, du thaï, de la nourriture française, du cappuccino, etc. **Les Etats-Unis adorent le cinéma spectacle mais on y trouve aussi 1700 orchestres symphoniques, 7,5 millions de tickets vendus chaque année par les opéras et 500 millions de visites annuelles de musée.**

Jamais dans l'histoire, les gens n'ont été face à un tel choix d'alternatives culturelles. Avec un marché globalisé, certaines formes culturelles sont diffusées mondialement mais ce grand marché mondialisé permet en même temps la survie, le renouvellement et la diffusion d'une multitude de traditions culturelles. Avec une demande de biens culturels en augmentation, les formes plus marginales touchent un public spécialisé éparpillé aux quatre coins du monde.

Quand on voyage à l'étranger, beaucoup de choses ressemblent à celles qu'on trouve dans son propre pays. Ce phénomène n'est pas causé par l'uniformisation et l'élimination des différences mais, au contraire, par la croissance du pluralisme partout.

On peut évidemment déplorer que le charme de certains lieux et de certaines villes soit dénaturé par des enseignes et marques internationales. **Mais ce regret est en soi critiquable car il est l'expression d'une conception « muséale » des pays et des villes étrangères. Les habitants de ces pays ont, eux aussi, le droit d'accéder à la modernité, à la mondialisation et à la diversité des choix culturels.**

Les cultures changent. Plus est grand le nombre d'option, plus rapide est le changement. La culture implique l'art de cultiver, c'est-à-dire de changer, de renouveler. Si nous tentons de congeler certaines formes culturelles qui évoluent pourtant dans le temps, ces dernières cessent d'être culturelles. Elles cessent d'être une part de nous-mêmes pour devenir des reliques de musée et du folklore. **La culture est un processus et non pas un objet statique.** Les traditions que nous pensons « authentiques » sont en réalité le fruit d'importations culturelles extérieures. Ainsi, une des traditions suédoises les plus sacrées est de regarder Donald Duck à la télévision le soir de Noël. Une autre de ces traditions, 11 jours plus tôt dans l'année, consiste à célébrer une sainte italienne en décorant les cheveux de jeunes filles blondes avec des cierges allumés.

Mario Vargas Llosa affirme avoir appris une chose importante de l'étude qu'il a menée, sa vie durant, des cultures étrangères :

« **La leçon la plus admirable que j'ai reçue, c'est que les cultures n'ont pas besoin d'être protégées par les bureaucrates** et les forces de police, ou placées derrière des barreaux, ou isolées du reste du monde par des barrières douanières pour survivre et rester vigoureuses. **Au contraire, cela les provincialise et les étouffe.** Elles doivent vivre à l'air libre, être exposées aux constants échanges avec d'autres cultures qui les renouvellent et les enrichissent, leur permettant de s'adapter au flot constant de la vie.

Ce ne sont pas les dinosaures de Jurassic Park qui menacent la culture qui donna au monde Montaigne, Flaubert, Debussy, Cézanne, Rodin et Marcel Carné **mais la bande de petits démagogues chauvinistes qui parlent de culture française comme s'il s'agissait d'une momie** qui ne peut être sortie à l'air libre parce que la liberté la désintégrerait ».

Il n'y a pas de formules universelles pour déterminer quelle quantité de modernisation doit être acceptée et jusqu'à quel point les traditions doivent être préservées. **Cet équilibre doit chaque fois être choisi par chacun en fonction de ses propres aspirations.** Cela peut signifier, mais pas nécessairement, que les formes culturelles anciennes, s'affadissent. Comme le disait pertinemment Salman Rushdie, ce sont les arbres et non les hommes qui ont des racines.

La marche en avant de la liberté

L'ouverture à de nouvelles influences rend très aisée la diffusion des idées attrayantes et convaincantes. Peu d'idées sont aussi inspirantes que celles de l'auto-

détermination. Quand les gens découvrent que d'autres gens sur terre ont ce droit, ce dernier devient irrésistible. C'est pourquoi les gens qui ont joui une fois de la liberté économique exigent rapidement la démocratie politique également. **On voit voler en éclat cette idée rance selon laquelle certains peuples ne peuvent faire face à la liberté, qu'ils ont besoin de leaders forts** ou que les gens d'un pays n'ont rien à dire à propos de la politique d'un autre pays. Non ! Si d'autres gouvernements oppriment ou exterminent leurs citoyens, nous sommes tenus - peut-être même moralement obligés - de combattre de tels crimes.

Le futur n'est pas prédéterminé. Il n'y a pas un unique sentier et rien ne nous force à accepter la mondialisation. Sur ce point, les altermondialistes ont parfaitement raison : **le capital peut être confisqué, les flux d'échange bloqués et les frontières barricadées. C'est déjà arrivé au moins une fois dans l'histoire, suite à la mondialisation de la fin du XIX^{ème} siècle.** Le monde avait expérimenté plusieurs décennies de démocratisation et de grande ouverture. Les gens passaient les frontières sans permis de travail. Ils pouvaient aisément devenir citoyens là où ils s'établissaient. **Mais, après des décennies de propagande antilibérale et de nationalisme, cette ouverture fut remplacée, au début du XX^{ème} siècle, par la centralisation et la fermeture des frontières.** Les pays qui avaient été des partenaires commerciaux se perçurent alors comme des ennemis à combattre au nom de vieilles valeurs. Les marchés furent alors considérés comme des choses à conquérir par la force et non plus par la concurrence. **Le déclenchement de la guerre de 1914 fut la conséquence logique de ce déferlement d'antilibéralisme.** Le protectionnisme et l'obligation de détenir un passeport furent alors introduits pour la première fois depuis plusieurs générations.

La mondialisation engendre un grand nombre de conséquences. Beaucoup sont, on l'a vu, extrêmement positives : les gens, les biens, les capitaux voyagent librement. Mais c'est aussi le cas du crime, du fanatisme et des maladies. Il est nécessaire de faire la part des choses et de combattre intelligemment ces phénomènes avec les armes mêmes de la mondialisation. Autrement, il y a un risque certain que les idées altermondialistes prennent racine dans le monde occidental. Cela signifierait un rapide retour au protectionnisme et à ses effets dévastateurs. Il suffirait d'une crise, d'une récession pour voir reflourir ces vieilles idées qui s'imposèrent après la crise de 1929. Le retour au protectionnisme signifierait la stagnation pour le monde occidental et le retour à une pauvreté misérable pour les pays en voie de développement. Dans le pire des cas, cela pourrait à nouveau engendrer les guerres entre les peuples.

Quand ils échouent, les politiciens assument rarement la responsabilité de leurs échecs. Il est préférable de blâmer quelqu'un d'autre. A cet égard, **la mondialisation fournit un excellent bouc-émissaire.** Elle contient toutes les forces anonymes qui servent ses desseins à travers l'histoire : d'autres pays, d'autres races, d'autres groupes ethniques, le marché insensible, etc. La mondialisation ne se défend pas par elle-même. Raison pour laquelle elle nécessite une défense idéologique afin de garantir la liberté.

Cela dit, tous ces changements récents doivent nous inspirer l'optimisme dans l'avenir. Les gens qui vivent dans des régimes collectivistes commencent à réaliser, avec la circulation de l'information, qu'ils ne sont pas des outils de la société mais des fins en eux-mêmes. **Tous ceux qui ont goûté à la liberté ne vont plus accepter qu'elle soit emmurée à nouveau.**

Tyler Cowen

(né en 1974)

La Destruction créatrice

Comment la mondialisation change
les cultures du monde

2002

2000, Princeton University Press, 179 p.



Chapitre I : Le commerce interculturel

Le commerce international des produits culturels est une question émotionnellement très chargée car elle met en jeu notre identité même. Plus que jamais, nous avons conscience du fait que le commerce international et la mondialisation influent profondément sur la culture. Dans ce contexte, de nombreux pays ont adopté des **mesures protectionnistes en matière culturelle**. Le Canada est très fier du rayonnement international de Céline Dion mais subsidie son cinéma et impose des quotas de diffusion radiophonique en faveur de sa musique nationale à la radio. La France dépense chaque année 3 milliards \$ pour ses politiques culturelles et appointe 12.000 fonctionnaires culturels. De nombreux commentateurs ont affirmé que le marché détruisait la culture et la diversité. Benjamin Barber affirme que nous sommes pris entre le « Jihad, une politique identitaire sanglante » et « McWorld, une économie du profit exsangue » représentée par l'extension de McDonald et de la culture populaire américaine.

C'est au XIX^{ème} siècle qu'Alexis de **Tocqueville a bâti les idées fondatrices d'un grand nombre de critiques sur la culture commerciale**. Il tente de montrer que, contrairement à ce qu'affirme Adam Smith, l'augmentation de la taille du marché ne conduit pas à plus de diversité. Au contraire, il considère **que l'Amérique produit une culture du plus petit commun dénominateur** qui contraste fortement avec la sophistication culturelle de l'aristocratie européenne.

A travers ce livre sur le commerce international de l'art, Tyler Cowen se pose diverses questions. **La mondialisation a-t-elle élargi ou rétréci l'offre culturelle ? Est-ce que le commerce international stimule la diversité artistique dans le monde ou la détruit-il ?** L'auteur entend se limiter ici au commerce culturel et plus particulièrement au **commerce de la culture de divertissement** (musique, littérature, cinéma, cuisine

et arts visuels). Il laisse de côté la question des comportements sociaux (l'influence de la mondialisation sur les normes familiales, la religion, les mœurs, etc.). En lieu et place, il désire centrer son livre sur cette question qui se posait déjà dans l'Antiquité grecque : **le commerce et la qualité esthétique sont-ils des alliés ou des ennemis ?**

Les avantages de la mondialisation

A propos du commerce mondial des produits culturels, nous éprouvons des intuitions antagonistes. **Commençons d'abord par les aspects positifs. D'abord, nous constatons que l'individu est plus que jamais libéré de la « tyrannie du lieu ».** Nous avons désormais accès aux trésors culturels de toutes les époques et de tous les continents. Ce changement constitue un accroissement de notre liberté d'une ampleur inédite dans l'histoire humaine.

Plus fondamentalement, les fondations de l'Occident (et des autres civilisations) ont été édifiées sous l'influence d'échanges de biens, de services et d'idées avec d'autres cultures et civilisations. Les cultures occidentales tirent en effet leur héritage philosophique des Grecs, leurs religions du Moyen-Orient, leur base scientifique de la Chine et leurs langues et populations de l'Europe. Si on examine en quoi consiste un livre, nous constatons que le papier a été inventé par les Chinois, l'alphabet occidental par les Phéniciens, le numéro des pages par les Arabes et, avant eux, les Indiens, l'impression par Gutenberg mais aussi par les Chinois et les Coréens. Les manuscrits de l'Antiquité ont été préservés par la religion islamique et les moines irlandais. Par ailleurs, **le déclin culturel le plus spectaculaire en Occident a coïncidé avec une fermeture des frontières,** laquelle a eu pour conséquence une **réduction drastique du commerce international.** Cet « âge sombre », c'est la période qui court entre 442 après Jésus Christ (écroulement de l'empire romain) et la fin du Haut Moyen Age (environ 1100 après Jésus Christ). **La « Renaissance » (culturelle) résulte principalement de la réactivation intense du commerce international.**

Ces réussites culturelles n'impliquent pas que l'échange culturel se fasse selon des termes égaux entre les parties à l'échange. Pour le dire brutalement, **la notion d'un « level playing field »** culturel est un mythe et n'a jamais été constaté en pratique. Jamais les cités grecques - qui ont pourtant donné au monde des merveilles - n'ont rivalisé entre elles selon cette logique. La culture chrétienne et gréco-romaine fut établie en Europe par décret. La culture anglo-saxonne est partie avantagée dès le départ dans le Nord de l'Amérique. Les bénéfices de l'échange culturel procèdent généralement d'une dynamique qui se déploie dans une situation de déséquilibre plutôt que dans échange calme et serein.

L'art du « tiers-monde » et l'art « indigène » ont fleuri sur le terrain « inéquitable » de l'économie mondialisée d'aujourd'hui. La plupart des cultures du tiers-monde sont **fondamentalement hybrides, la résultante d'une synthèse de divers apports, y compris occidentaux.** Ainsi, la culture inuit ne s'est jamais pratiquée à grande échelle avant la fin de la seconde guerre mondiale. C'est seulement quand un artiste occidental, James Houston, leur fit découvrir la stéatite, une pierre

idéale à sculpter, que leur sculpture s'est développée de manière à produire des chefs-d'œuvre. **L'introduction du couteau en métal dans le tiers-monde est à l'origine de réalisations splendides, en ce compris les mâts totémiques** de Papouasie et de Nouvelle-Guinée. L'art sud-africain orne quantité d'objets (tissus, vêtements, tabliers, etc.) de perles. Or ces perles ne sont pas originaires d'Afrique mais furent importées de Tchécoslovaquie au début du XIX^{ème} siècle. Etc.

Les musiques du monde n'ont jamais été aussi vivantes et diversifiées qu'aujourd'hui. Elles sont d'une origine beaucoup plus récente qu'on ne le croit généralement et c'est aussi le cas des genres qualifiés de « traditionnels ». **Le vingtième siècle a fait déferler des vagues d'innovations musicales à travers le monde. Les cultures les plus ouvertes sont celles qui devinrent les plus productives.** Les centres musicaux du tiers-monde (**Le Caire, Lagos, Rio de Janeiro et La Havane pré-castriste**) ont été et sont encore des centres cosmopolites ouverts à toutes les influences étrangères et aux innovations technologiques. Le **cinéma** est l'un des secteurs les plus problématiques de la culture mondialisée, en raison, principalement, de l'exportation massive du cinéma hollywoodien. C'est l'objet d'un chapitre spécifique de cet ouvrage. Néanmoins, **ces vingt dernières années, des pays, soumis aux influences du monde extérieur, ont produit quantité de films d'une qualité exceptionnelle (Hong Kong, Inde, Chine, Danemark, Iran, Taïwan, etc.)**. Ces derniers se sont vu décerner quantité de prix et de distinctions internationales. Dans le domaine de la littérature, **de nombreux écrivains du tiers monde occupent une place considérable et sont traduits et diffusés mondialement** : Salman **Rushdie** (Inde), Gabriel **Garcia Marquez** (Colombie), **Naguib Mahfouz** (Égypte), Pramoedya **Toer** (Indonésie), etc. Les écrivains du tiers-monde ont été et sont encore les avocats les plus zélés du multiculturalisme cosmopolite. Salman Rushdie décrit son travail comme étant « hybride », « impur » et « bâtard ». Le compositeur et écrivain indien **Rabindranath Tagore** (1861-1941) considère que le génie de l'Inde fut de synthétiser les cultures de l'Est et de l'Ouest.

La face sombre de la mondialisation

En dépit des triomphes de la synthèse culturelle, **nous ne devons pas ignorer les coûts des échanges culturels**. Montesquieu affirmait :

« **L'histoire du commerce** est celle de la communication des peuples. Leurs **destructions diverses**, et de certains flux et reflux de populations et de **dévas-tations**, en forment les plus grands événements ».¹²²

122 Montesquieu, **De l'Esprit des Lois**, 1748. Mais il écrit aussi : « **Le commerce guérit des préjugés destructeurs** : et c'est presque une règle générale que, partout où il y a des murs douces, il y a du commerce ; et que, **partout où il y a du commerce, il y a des murs doux** ». Il a également précisé : « La raison principale qui explique pourquoi les Romains sont devenus les maîtres du monde, c'est que, après avoir combattu victorieusement contre tous les peuples, ils **ont toujours abandonné leurs pratiques aussitôt qu'ils en trouvaient de meilleures dans les pays conquis** ».

La culture mondialisée illustre la célèbre métaphore schumpétérienne¹²³ de la production capitaliste conçue comme une tempête ou « **création destructrice** ». La croissance culturelle, comparable en cela au développement économique, avance rarement sur tous les fronts en même temps. **Alors que certains secteurs se développent extrêmement rapidement, d'autres rétrécissent et disparaissent.** Ainsi, la **culture polynésienne** a décliné à mesure que la population de ce pays s'enrichissait et se développait économiquement. Certains commentateurs estiment que **si la Chine a ouvert le Tibet au monde extérieur, ce n'est pas par tolérance ou magnanimité mais pour détruire la culture tibétaine.** Coca Cola pourrait réussir là où la répression communiste a échoué. Les touristes, s'ils sont en grand nombre, dénaturent la culture des pays qu'ils visitent. Par ailleurs, la circulation des gens n'est pas la seule à produire des effets homogénéisants. C'est aussi le cas de la circulation des biens culturels, et notamment des films (particulièrement des films d'action).

A quoi doit-on s'attendre dans ce livre ?

Beaucoup d'auteurs examinent la question des échanges interculturels selon les paradigmes de la « théorie critique », c'est-à-dire un cadre de pensée s'inspirant du marxisme, du structuralisme, de l'École de Francfort et du postmodernisme¹²⁴ et qui fournit une critique du capitalisme et de la mondialisation. **Ces auteurs voient les marchés comme promouvant l'hégémonie culturelle de l'Occident, l'aliénation, le nivellement culturel par le bas,** etc. Bourdieu, Gramsci, Habermas et Canclini sont quelques-uns des auteurs majeurs dont s'inspire cette tendance dominante. **Tyler Cowen propose, au contraire, une approche plus positive pour aborder ces problèmes.** Le commerce international des produits culturels a ceci de positif qu'il permet aux individus d'enrichir leur vie culturelle et d'augmenter leur « menu » culturel. Cela ne le dispense évidemment pas de la nécessité d'analyser les conséquences négatives de la mondialisation d'un point de vue culturel.

Le **chapitre II** examine en détail les **bienfaits de la mondialisation culturelle** et montre comment la richesse, la technologie et l'échange culturel conduisent à une prodigieuse efflorescence culturelle. **Les chapitres III, IV et V** passent successivement en revue trois **mécanismes qui contrebalancent les bienfaits de la mondialisation culturelle.** Ces trois mécanismes sont les suivants :

- **le commerce affecte « l'ethos » d'une culture** (sa « saveur spécifique ») ;
- **le commerce conduit à une concentration géographique de la production de certains biens et services culturels** (par exemple, Hollywood) ;
- le commercer altère, chez le consommateur, le goût et le souci de la qualité
-

Le concept de « diversité culturelle » a des significations multiples et parfois divergentes :

123 Cette notion est exposée dans le présent ouvrage au chapitre consacré à Joseph Schumpeter.

124 Tyler Cowen a brièvement présenté ces théories dans son ouvrage « Plaidoyer pour la culture commerciale », ouvrage synthétisé dans le présent volume.

- ainsi, la diversité « **dans** » une société se réfère à la **richesse de choix du « menu culturel »** dans cette société.
- par contre, quand ils parlent de diversité culturelle, de nombreux critiques de la mondialisation se focalisent sur la diversité culturelle existant « entre » les sociétés.

Ces deux formes de diversité s'orientent dans des directions opposées. Quand une société vend une nouvelle œuvre d'art à une autre société, **la diversité à l'intérieur de la société qui l'acquiert augmente** (les consommateurs ont un plus grand choix) **mais la diversité entre les deux sociétés diminue** (les deux sociétés deviennent plus similaires). La question ne porte donc pas sur plus ou moins de diversité en soi mais plutôt sur quel type de diversité la mondialisation peut apporter. Les échanges interculturels tendent à favoriser la diversité « à l'intérieur » d'une société mais à défavoriser la diversité « entre » les sociétés.

Notons, poursuit Cowen, que **cette notion de diversité « entre » les sociétés est, dans une certaine mesure, un concept collectiviste.** Ce critère permet de comparer une société à une autre, un pays par rapport à un autre au lieu de comparer un individu par rapport à un autre ou, plus précisément, au lieu de comparer les choix culturels dont divers individus disposent chacun.

Le commerce tend à augmenter la diversité « à travers » le temps en accélérant le changement et en apportant de nouveaux biens culturels à chaque époque ou génération. **La diversité « opératoire »**, c'est-à-dire la possibilité effective d'accéder à la diversité à travers le monde diffère de la **diversité « objective »**, c'est-à-dire l'étendue globale de la diversité dans le monde. Ainsi, d'un certain point de vue, **le monde était très diversifié en 1450 mais quasiment aucun individu au monde n'était en mesure d'en bénéficier.** Par la suite, les marchés ont progressivement diffusé très efficacement les divers produits culturels mais, dans le même temps, les échanges interculturels ont endommagé les environnements culturels indigènes.

L'homogénéisation culturelle et l'hétérogénéisation ne sont pas les deux branches d'une alternative. En réalité, elles sont interdépendantes. Ces deux phénomènes se déploient en tandem. La **massification de la culture crée l'infrastructure de diffusion** dans laquelle vont s'insérer des **niches de produits** pour des consommateurs spécifiques et minoritaires. De façon générale, une homogénéisation partielle crée les conditions nécessaires pour faire fleurir la diversité au niveau local. Le célèbre anthropologue **Claude Lévi-Strauss** (1908-2009) notait : « **La diversité dépend moins de l'isolement des groupes que des relations qui les unissent** ». L'industrie restauratrice illustre clairement la connexion entre hétérogénéisation et homogénéisation. Les **chaînes de restaurants occupent un pourcentage en croissance** dans le marché de la restauration américain. A cet égard, on peut dire qu'elles apportent une **plus grande homogénéité au marché.** Mais, en même temps, la croissance du secteur de la restauration a conduit à une **multiplication des offres de restauration dans tous les domaines** et toutes les **spécialités** (asiatiques, latino-américaines, africaines, européennes, etc.).

Enfin, les échanges interculturels, alors qu'ils altèrent et perturbent chaque société qu'ils touchent, vont simultanément stimuler considérablement l'innovation et les énergies créatives de l'humain. Le monde dans son ensemble a une carte de menu beaucoup plus large mais les vieilles formes de culture doivent céder la place à de nouvelles formes syncrétiques de culture. Les pays vont partager beaucoup plus de produits communs qu'auparavant. Certaines régions accèdent aux trésors culturels du monde entier mais perdent, en compensation, une partie des caractères qui leur sont propres.

En réponse aux conceptions pessimistes (et souvent anticapitalistes) sur le commerce international des produits culturels, Tyler Cowen défend ici une conception plus optimiste et plus cosmopolite. **La « destruction créatrice » du marché est, de manière surprenante, « artistique » au sens littéral du mot.** Elle crée une pléthore d'innovations et de créations de haute qualité dans différents genres, styles et medias. **Néanmoins**, une attitude cosmopolite documentée se doit d'être prudente. Il faut **fuir l'autosatisfaction et les slogans superficiels pro-mondialisation.** En effet, cet ouvrage montre également que **les individus sont souvent plus créatifs quand ils ne partagent pas cette conception cosmopolite.** Les choses sont complexes : à un certain point de vue, le particularisme et même le provincialisme culturels s'avèrent être, tant chez les producteurs que les consommateurs, une bonne chose pour les arts. **Ce qui est théoriquement correct n'est pas toujours ce qui favorise la plus grande fécondité artistique.**

Chapitre II : L'ascendant de la culture mondialisée :

le rôle de la richesse et de la technologie

La technologie et la richesse, deux caractéristiques majeures des marchés mondialisés aujourd'hui, sont les **moteurs du commerce interculturel.** Du côté de l'offre, la technologie donne aux artistes de **nouveaux moyens de production et de diffusion** (l'imprimerie, la caméra, la peinture acrylique, la guitare électrique, etc.). Du côté de la demande, la **richesse crée un pouvoir d'achat qui alimente la création de niches.** Le consommateur occidental a stimulé de très nombreuses formes d'art initialement marginales au tiers-monde (l'art vaudou en Haïti, le reggae en Jamaïque, la peinture des aborigènes australiens, etc.). Plus généralement, technologie et richesse stimulent, comme on va le voir, le **développement de réseaux artistiques.**

Ce chapitre se focalise sur la complémentarité entre cultures. Cela signifie qu'une culture peut répondre positivement à des idées et technologies nouvelles, souvent d'une manière explosive. Ajouter une simple pièce de puzzle peut renforcer la valeur de l'ensemble des autres pièces du puzzle. Généralement, les cultures étrangères adaptent des idées nouvelles et des technologies d'une manière que leurs partenaires commerciaux n'avaient jamais anticipée. C'est l'objet de ce chapitre.

Les musiques zaïroises

Les **musiques du Zaïre** (actuellement République démocratique du Congo) fournissent une illustration de la manière dont certains **centres urbains aiguillonnent la culture en attirant et en combinant des influences étrangères**. Tant dans le passé qu'aujourd'hui, beaucoup de réseaux culturels ont connu une efflorescence dans des villes (Venise, Florence, Paris, New York, etc.).

La musique africaine d'après-guerre dominante est assurément la musique (et la danse) zaïroise. C'est un **mélange parfaitement réussi** de chœurs harmonieux, de batterie, de voix mélodieuses et, par-dessus tout, de multiples guitares qui s'entremêlent avec le tout. Ces musiques n'existaient pas originellement dans les tribus mais résultent d'un **contexte historique, aux alentours de 1920**, qui est celui de l'exploitation minière, du développement de grands axes de communication, des voies ferrées, du service militaire et de l'électrification du pays. Ce contexte a permis de **mettre en présence des membres de tribus très éloignées**. Ce développement économique a attiré des travailleurs de l'Afrique centrale, du Nigeria, de la Côte d'Ivoire, du Cameroun, de la Mozambique, du Malawi, de l'Inde, de la Chine, de Macao, etc. Ce regroupement a pris lieu dans les villes émergentes du Zaïre. En particulier, **Léopoldville** (actuellement Kinshasa) et **Brazzaville** devinrent les centres de détribalisation et d'acculturation.

Une langue commerciale émergente - le Lingala - a servi de médium linguistique pour ces nouvelles formes musicales. Les guitares électriques, le saxophone, la trompette, la clarinette, tous des produits importés, ont joué un large rôle dans la genèse de cette musique qui a également subi l'influence de la musique cubaine. **Tout cela a formé un cocktail détonnant : dans l'immédiat après-guerre, le Zaïre a émergé comme capitale de la musique africaine**. Les « congo-bars » en plein air se répandirent partout à Kinshasa. Le quartier musical de Matonge était en activité 24 heures par jour. A la radio, la nouvelle musique détrôna rapidement les musiques africaines traditionnelles. Le marché s'étendit à l'Afrique entière et demeure prédominant au Kenya, en Ouganda, en Tanzanie, etc. Cette réussite culturelle illustre combien **les nations économiquement pauvres ont généralement utilisé les technologies occidentales et la cité moderne pour introduire quantité d'innovations** dans des domaines aussi diversifiés que la littérature, le cinéma, la musique et les arts visuels.

L'explosion culturelle du Nouveau Monde

Le vingtième siècle a coïncidé avec l'explosion culturelle du Nouveau Monde en général. Pas uniquement aux Etats-Unis et au Canada mais également au Mexique, au Brésil, à Cuba, en Haïti, etc. Cette créativité est à la fois synthétique et commerciale. Tyler Cowen estime que **les molas** des indiens Kuna offrent une bonne illustration de ce phénomène. Ces tissus sont le **fruit de la cosmologie indienne, de la tradition indienne des peintures corporelles, de l'art des tissus peints (probablement transmis aux Indiens au XVIII^{ème} par des huguenots français) et des techniques de manufacture textile d'origine européenne**. Les motifs s'inspirent

de la religion Kuna mais aussi des saints chrétiens, des stars de football, d'hélicoptères, de navettes spatiales, etc. On retrouve des fabriques de textile mola en Colombie, en Chine, au Japon, etc.

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les Caraïbes ont été une des sources les plus créatives de la culture mondiale. Là encore, la richesse et la technologie ont permis de métisser les cultures africaines, latino-américaines, indiennes, asiatiques, européennes et nord-américaines en un tout cohérent. **Les groupes de musique appelées « steel band » aux Caraïbes existent depuis les années 30 mais ont acquis leur principal instrument de musique** après la Seconde guerre mondiale quand les forces armées américaines laissèrent derrière elles quantité de **barils de pétrole de 50 gallons**. L'utilisation de ces vieux barils en métal a permis de donner plus de variété et de résonance à la musique. Ils furent préférés aux instruments traditionnels en bambou qui n'avaient pas la même résonance. Les « steel bands » ont joué quantité de musiques, la musique indienne, des airs de pop aux compositions originales, en passant par la musique classique. Ces groupes musicaux ont pu restituer les compositions de Bach, Mozart, Händel, Strauss, Tchaïkovski et de quantité d'autres. Ces compositeurs classiques sont parmi les plus populaires. **Ce phénomène a fait naître une tradition musicale aux Caraïbes**. Tout le monde connaît le **reggae** mais il y a aussi le **ska**, le **rasta**, le **dub**, etc. Aujourd'hui, ces **petites îles sont les leaders de la musique électronique expérimentale**.

Les « fifties », assurément la période la plus vivifiante de la musique cubaine, ont coïncidé avec la plus grande ouverture de Cuba au monde extérieur. Si Cuba a développé un réseau musical aussi étendu, c'est en partie parce qu'elle a été « américanisée ». **La richesse capitaliste a financé les groupes musicaux, les clubs de danse, les concerts, etc. qui ont créé les nouveaux sons cubains**. A cette époque prospère, 90% des ménages cubains avaient la radio à la maison, ce qui était exceptionnel selon les standards de ce temps-là. Les touristes américains, qui affluaient à Cuba en grand nombre à cette époque, étaient de grands amateurs de la musique cubaine. Cette dernière se vendait d'ailleurs très bien aux Etats-Unis. Tyler Cowen donne encore de nombreux exemples de ce phénomène dont **l'art naïf haïtien**. La peinture haïtienne n'avait pas de présence significative dans le monde avant 1943 avant que le gouvernement américain ne charge DeWitt Peters, un aquarelliste américain, d'enseigner l'anglais à Port-au-Prince. Peintre à ses heures perdues, il influença les peintres de l'endroit et cet art se développa de façon fulgurante. Ces peintures sont désormais en vente dans le monde entier. La peinture murale de la cathédrale de la Sainte Trinité est considérée comme un chef d'œuvre de cet art.

Protéger et Promouvoir les cultures du passé

La richesse et la technologie ne se sont pas contentées d'apporter de la nouveauté. Elles ont aussi contribué à la préservation et à la résurrection des meilleures productions du passé. La notation musicale - une idée essentiellement occidentale - a permis de préserver quantité de musiques non-occidentales qui, autrement, auraient disparu ou évolué d'une manière à ce point radicale qu'on n'aurait plus pu

restituer les formes antérieures. Musiciens et savants dans le monde arabe et persique ont adopté la notation musicale avec enthousiasme. Les magnétophones bon marché ont permis à de nombreuses musiques traditionnelles du tiers-monde de toucher à bas prix de larges audiences au tiers-monde.

L'art des sociétés pauvres est-il soluble dans la richesse ?

Un des reproches les plus récurrents est que la richesse est nocive à quantité de formes artistiques. **Selon cette conception, les artistes et les artisans des pays pauvres perdent leur créativité lorsque la société prospère et se commercialise.** La logique du raisonnement est facile à comprendre : pourquoi rester un artisan manuel alors qu'un travail dans une usine rapporte au moins deux fois plus ? **En réalité, la croissance économique conduit généralement à une réallocation de l'activité créatrice aux secteurs artistiques dynamiques et en croissance.** Les sociétés pauvres ont connu, au vingtième siècle, une véritable explosion culturelle. Les critiques pessimistes se focalisent souvent trop étroitement sur un aspect isolé du processus créateur. L'art du tambour africain peut décliner mais est remplacé par une grande variété de musiques africaines urbaines basées sur des guitares électriques et acoustiques. Les créations architecturales indiennes ne peuvent rivaliser avec le Taj Mahal mais le cinéma, la musique, la cuisine et le design sont en pleine efflorescence dans ce pays. Etc.

Commercialisation internationale et textiles

On ignore ou on sous-estime souvent les **bienfaits considérables que la commercialisation internationale de la culture a apportés dans le secteur du textile manufacturé.** L'art du tissage en Perse est très ancien, mais le tapis persan a connu son âge d'or sous l'empire Safavide (1499-1722) qui vit fleurir quantité de formes artistiques très raffinées dont, notamment, la calligraphie. Un marketing agressif a permis aux marchands de tapis de toucher les consommateurs étrangers. Les consommateurs européens étaient déjà nombreux au XVII^{ème} siècle et à la fin du XVI^{ème} mais, jusqu'alors, les exportations touchaient principalement l'Inde et l'empire ottoman. On voit apparaître ces tapis dans les peintures de Van Dyck, Vermeer, Rubens et Velasquez. **Le commerce de tapis persan constitue, à l'époque, une forme agressive d'impérialisme culturel.** Les fabricants étrangers de tapis furent obligés de s'adapter et d'améliorer leurs tapis de façon à soutenir la concurrence du tapis persan. Après une éclipse, ces tapis reviennent en force à la fin du XIX^{ème} à la faveur de la libéralisation de l'économie. Des compagnies européennes entrèrent alors avec succès dans le marché. Ce dernier se développa encore en raison de la construction d'une ligne de chemin de fer qui connecta le Caucase au reste du monde.

Le tissage manuel : Gandhi et les textiles

La technologie occidentale a stimulé des réseaux culturels dans le tiers-monde et dans les sociétés indigènes même dans les secteurs où elle avait mauvaise réputation. La mondialisation culturelle était effectivement montrée du doigt dans le domaine du textile car on considérait que les produits fabriqués industriellement allaient détrôner

le textile fabriqué à la main. En Inde, **Gandhi fut particulièrement agressif dans sa campagne contre les habits étrangers qu'il décrivait comme étant « sales », « crasseux », « intouchables », etc.** Son mouvement « **Swadeshi** » incitait tous les Indiens, même ceux qui avaient à peine de quoi subsister, à brûler leurs habits étrangers. **Cet exemple historique a été largement utilisé pour démontrer comment les technologies de la mondialisation détruisent les cultures indigènes.** Ironiquement, c'est un film occidental (Gandhi) - film qui est lui-même un bel exemple d'un blockbuster hollywoodien - qui a diffusé ce mythe. **En réalité, les technologies modernes ont plus contribué à stimuler la production du tissu indien qu'à la détruire.** La mécanisation, en abaissant le prix du tissu, a permis d'étendre considérablement la taille du marché. Ceci fit grimper la demande pour le tissu fait à la main. Les chiffres montrent clairement que la production du textile indien a crû tout au long du XX^{ème} siècle.

Les Navajos et le commerce culturel

Le tissu navajo doit son existence même à la technologie, à la croissance des richesses et aux échanges interculturels. Les textiles manufacturés par les Navajos bénéficièrent du boom technologique durant plus d'un siècle. Aux alentours de 1825, les tissus navajos, d'abord purement utilitaires, devinrent une forme d'expression artistique. Les motifs en zigzag furent en réalité inspirés par les ponchos des bergers mexicains qui provenaient de la tradition espagnole du textile qui, elle-même, avait été influencée par les Maures. **Dès lors, les tissus de l'art navajo sont d'origine mauresque !** Les Navajos utilisaient des teintures d'origine mexicaine (de la cochenille produite par un coléoptère parasite) mais dont le procédé de fabrication avait été amélioré en Europe pour revenir par la suite sur le continent américain. **Les couleurs criardes que les Navajos utilisèrent ensuite proviennent d'une teinture chimique inventée en Angleterre en 1856.**

Chapitre III : L'ethos et la tragédie de l'altération culturelle

Les bienfaits du développement technologique et de la prospérité des échanges sont évidents et furent accompagnés d'explosions de créativité culturelle. Néanmoins, il faut bien reconnaître que, simultanément, quelque chose a été perdu. L'échange interculturel peut endommager « l'ethos » dans les sociétés plus petites et plus pauvres, ce qui a pour effet de leur faire perdre leur caractère unique et d'affaiblir leur activité artistique.

Qu'est-ce que « l'ethos » selon Cowen ? Par cette notion - qui lui permet de faire le lien entre la créativité culturelle et la corruption culturelle - il entend « **la saveur spécifique d'une culture** ». C'est la base d'un ensemble de **conceptions du monde**, de styles et d'inspirations qu'on trouve dans une société ou encore le **cadre interprétatif que se donne une culture**. C'est un langage implicite pour créer et ressentir, une **vision du monde commune** générée par une adhésion collective à la religion, à des présuppositions culturelles sur la nature et l'importance de la beauté. L'ethos repose

sur une connaissance tacite à valeur informative mais qui résiste à une formulation écrite ou verbale. Le philosophe français Hippolyte Taine (1828-1893) se référait lui à « l'état d'esprit général et les circonstances environnantes ». Les mots allemands « **Weltanschauung** » (« conception du monde ») et « **Zeitgeist** » (« esprit du temps ») expriment la notion de manière plus précise que n'importe quel terme anglais équivalent. Par sa nature, le terme ethos ne peut être défini de manière complètement rigoureuse car il résiste à la caractérisation, un peu comme le concept de « paradigme » dans la philosophie des sciences.

Un ethos favorable peut aider un groupe relativement petit à accomplir des miracles culturels. L'Athènes classique de Périclès comptait moins de 200.000 résidents (et encore moins de citoyens libres) mais son **accomplissement créatif** dans les domaines de la philosophie, de la poésie, de l'histoire, du théâtre, de la science et de la politique demeure **inégalé**. Les Athéniens n'étaient pas génétiquement supérieurs aux modernes mais leur époque offrait un climat moral favorable à l'émergence d'une pensée hardie et créative.

« **Athènes insufflait à ses créateurs un sens incandescent de la découverte et de l'émerveillement**, les imprégnait du sentiment de faire les choses pour la première fois ». ¹²⁵

Dans le même ordre d'idées, la population florentine à la Renaissance n'excédait pas 80.000 personnes. Pour mettre les choses en perspective et mesurer le caractère prodigieux de son accomplissement culturel, il faut savoir **qu'en 1984, approximativement 35.000 peintres, sculpteurs, potiers et historiens de l'art obtenaient un diplôme des écoles artistiques américaines**. Les conditions économiques favorables ont joué, comme Tyler l'a souvent montré, un rôle non négligeable dans cette production culturelle mais, de manière non moins importante, le miracle florentin s'explique aussi par son environnement politique, humaniste et religieux.

Fragilité de l'ethos

L'ethos, qui est par définition une perspective unique sur le monde, peut être affaibli ou détruit par une influence commerciale extérieure, quand bien même cette influence améliore le bien-être humain au sens général. Le regroupement de la connaissance culturelle, phénomène discuté dans cet ouvrage, reflète la rareté, l'unicité et la fragilité de l'ethos. **Ironiquement, des artistes peuvent perdre leur créativité s'ils s'exposent trop aux autres cultures**. Beck, compositeur contemporain en rock, country et blues écrivait :

« Tu ne peux plus écrire une pure chanson country. **Tu ne peux plus écrire une ballade appalache. Parce qu'on vit dans un monde où on a trop entendu du speed metal**, où on a trop entendu des basses et de la batterie, où on a trop entendu du hip hop. Même si tu n'es pas influencé par cela, même si tu n'utilises pas ces éléments, il n'y a rien à faire : c'est dans ta tête ».

125 T. Cowen, **Creative Destruction. How Globalization is changing the World's cultures**, Princeton University Press, 2002, p.50

Plus aucun écrivain occidental qui écrit sur l'enfer ne peut bénéficier, dans son lectorat, d'une conception du monde aussi dramatique que celle qui avait cours à l'époque où écrivait Dante lorsqu'il a publié sa Divine Comédie. Pour le meilleur et le pire, la force morale de l'enfer a été perdue dans l'intelligentsia. On s'y réfère uniquement de façon satirique voire ironique. **Hegel exagérait lorsqu'il décrivait l'ironie comme étant la mort de l'art.** Néanmoins, il avait **bien compris combien l'ironie pouvait saper le tempérament héroïque de l'art.** Contrairement à beaucoup de formes de connaissances techniques, les capacités artistiques ne peuvent être transférées aisément à d'autres époques et à d'autres sociétés. En dépit de toutes nos techniques, on ne sait plus, dans l'Iran moderne, refaire un tapis aussi spectaculaire que ceux de l'époque Safavide. On a perdu les connaissances, le savoir-faire et l'expertise de cette époque. **Un certain degré d'isolement peut instiller une confiance en soi et un sens de la magie à l'intérieur de l'art.** Certains artisans du tiers-monde vivent dans un univers religieux et mythique qui leur confère une créativité incomparable. Les biens exotiques et la technologie étrangère en provenance des pays riches peuvent faire disparaître cet état d'esprit.

Le modèle de Minerve

Les contacts interculturels mobilisent souvent les produits d'un ethos avant de le perturber et de le détruire. Le schéma est le suivant : la rencontre des cultures engendre une **explosion créative** car les individus échangent les matériaux, les techniques et les idées. A ce moment-là, nous sommes dans le meilleur des mondes : la culture du pays pauvre demeure intacte et le pays bénéficie du commerce. Après un moment **néanmoins**, le pays pauvre va **adapter sa production culturelle aux goûts du pays riche et va progressivement « oublier » comment produire des biens de haute qualité** artistique. On observe alors un déclin culturel.

Cowen appelle ce phénomène le « modèle de Minerve » : **une explosion créative conduit à un déclin de la culture et de l'ethos.** Même quand deux cultures ne se révèlent pas compatibles à long terme, leur rencontre peut-être l'occasion de remarquables accomplissements à court terme. La figure de « Minerve » est ici une référence à la fameuse sentence hégélienne : « la chouette de Minerve ne prend son envol qu'à la tombée du jour ». Ce qui signifie que la compréhension philosophique d'une civilisation ne surgit que lorsque cette civilisation prend conscience de son déclin. Pour le dire autrement, **l'efflorescence culturelle contient en elle les germes de sa destruction future.** Ainsi, la culture des îles hawaïennes prospéra immédiatement lors du contact avec le monde occidental à la fin du XIX^{ème} et au début du XX^{ème} siècle mais finit, à la longue, par perdre son ethos à mesure qu'elle s'enrichissait (sans qu'on puisse néanmoins parler de désert culturel aujourd'hui). Pour cette raison, il faut **se méfier de l'absence, dans un premier temps, d'un déclin culturel observable dans une culture en contact avec l'Occident.** Cela signifie que le mécanisme de création destructrice est enrayé. **Si, par contre, d'anciennes formes culturelles déclinent et que d'autres apparaissent, c'est le signe d'une vitalité culturelle.**

Commerce et Ethos

Cela dit, nous ne devrions pas, sur base de ces derniers exemples, en venir à considérer que le commerce est une force de destruction. Le commerce détruit parfois l'ethos mais **c'est aussi le commerce qui, paradoxalement, conduit, aussi bien que l'isolement, au développement de l'ethos.** Ce n'est pas un hasard si la civilisation classique s'est développée en Méditerranée où les cultures utilisant le transport maritime en sont venues à échanger ensemble et à se connaître mutuellement. Les relations commerciales diffusèrent l'amour de l'érudition et des échanges intellectuels à travers l'Europe durant l'époque médiévale dans le Nord de la France, les Pays-Bas et l'Italie. **La mobilité des savants, des peintres, des manuscrits et des idées scientifiques conduisit à la Renaissance.**

L'importance de la taille et de la masse critique

Pour maintenir un ethos indépendant, les cultures font face à un problème de « masse critique ». **Aucun individu isolé, agissant de son propre chef, ne peut produire un ethos.** L'ethos résulte de **l'interdépendance** de plusieurs individus. En même temps, ce rassemblement propice à la production d'une signification commune requiert un certain degré d'insularité par rapport à des forces extérieures. La notion de « masse critique » est très importante. **Avant le XX^{ème} siècle, peu de gens voyageaient et il était très rare de voyager en larges groupes. On reprochait aux voyages de corrompre le voyageur qui courrait le risque de perdre son appartenance culturelle et nationale.** Les Anglais dénonçaient « **l'italianisation** » des voyageurs qui adoptaient, par exemple, les vices du pays visité. Les critiques contemporaines vont en sens inverse : les voyageurs corrompent les endroits qu'ils visitent : en 1990, les îles Bahamas ont accueilli un total de quatorze touristes par résident.

Les grandes sociétés possèdent une résilience plus grande aux chocs extérieurs. Plus elles sont importantes d'un point de vue démographique et économique, moins elles sont vulnérables aux contacts extérieurs. Dans les pays en voie de développement, **le Mexique et l'Inde illustrent la façon dont de grandes sociétés peuvent conserver des identités diverses et distinctes tout en restant en contact suivi et intense avec le monde extérieur.** Le Mexique, par exemple, comprend de nombreuses régions indépendantes avec des dizaines de langues qui restent mutuellement inintelligibles. Ce pays offre une variété remarquable de gastronomies et d'artisanats. La créativité mexicaine continue à se développer dans une grande variété de genres, de l'art contemporain au cinéma en passant par le rap.

La culture indienne est une véritable mangrove de cultures extérieures qui se sont imposées à un moment donné et qui ont été digérées pour former une culture synthétique de très haute qualité. Les **envahisseurs aryens** ont apporté le sanskrit et les dieux des Vedas. **L'influence hellénique**, dans le sillage d'Alexandre le Grand, a fortement influencé la sculpture Gandhara. Par la suite, l'Inde a entretenu un intense commerce maritime avec **l'empire romain.** **L'influence islamique** a transformé l'art indien et l'architecture du XIII^{ème} siècle. L'influence perse fut particulièrement impor-

tante dans la première période de l'**empire Moghol** qui, lui, s'étend du XVI^{ème} siècle jusqu'au règne de la **reine Victoria** (1526-1857). Les deux cent premières années de cette période sont considérées comme étant le sommet de la culture indienne. Le Taj Mahal à Agra exemplifie magnifiquement cette influence persane. Enfin, l'influence britannique et occidentale fut également heureusement phagocytée par cette culture et explique pourquoi **l'Inde est devenue l'un des plus grands producteurs mondiaux dans le domaine du cinéma, du roman et de la musique populaires**, autant de genres où la dette de l'Inde envers le monde occidental est considérable.

L'évolution des langues reflète des tendances similaires dans l'évolution de la diversité. Il n'y a pas de doute que la modernisation réduit le nombre de langues dans le monde. **Plus de la moitié des 6000 langues parlées dans le monde va probablement disparaître au courant de ce siècle.** Cela dit, il serait faux de prétendre que la diversité linguistique s'éteint à tous les niveaux. **Chacune des langues survivantes est plus riche qu'elle ne l'a jamais été.** L'anglais n'a jamais comporté un vocabulaire aussi riche en ce compris un grand ensemble de mots importés tels quels ou traduits à partir des autres langues. La littérature compte plus d'écrivains et de genres distincts que jamais auparavant. Il n'y a jamais eu autant de livres scientifiques chaque année. Difficile de répondre simplement et avec certitude à la question de savoir si la diversité linguistique diminue ou s'accroît. **Quand l'imprimerie fut inventée, beaucoup considéraient qu'elle allait asseoir la domination du latin au détriment des dialectes européens. C'est le contraire qui advint.** Chacune des langues se développa de telle manière qu'elles devinrent suffisamment riches et structurées pour être un medium de connaissances capable de rivaliser et puis de supplanter le latin. Dans le même temps, une seule langue triomphait dans chaque pays et devenait la langue nationale au détriment des autres dialectes.

Ethos locaux et ethos globaux

Le scénario de « Minerve » ne « détruit » pas réellement l'ethos. Il faudrait plutôt dire qu'il en change la nature. Il y a plus d'ethos « à l'intérieur » de chaque société et moins de diversité « entre » les diverses sociétés. **Les ethos se rapprochent et cessent de rayonner exclusivement à partir d'un lieu unique.** Ils sont remplacés par un grand nombre d'ethos de niches ou ethos partiels. Ces derniers sont moins généraux et moins totalisants que les ethos du passé. On peut parler de « l'ethos des programmeurs » de la Silicon Valley ou, de la « rave culture » des adolescents, etc. Ils procurent une manière de penser à propos de certains problèmes particuliers ; ils encouragent certains comportements, certaines formes artistiques, etc. Mais ils n'offrent plus une conception générale du monde.

Ces ethos partiels communiquent entre eux. Tyler Cowen donne un exemple : le **phénomène culturel qu'est le genre « science-fiction » fut une véritable révolution au milieu du XX^{ème} siècle.** Il n'aurait jamais été possible sans un **réseau gigantesque de publication et de distribution.** C'est un ethos partiel (il n'occupe qu'une petite partie de la vie de ses aficionados) mais qui ne pourrait exister s'il ne touchait qu'une audience purement locale. Il survit grâce au réseau. Un grand nombre d'amateurs sont

disséminés dans le monde. Ces gens partagent des présuppositions et des préoccupations communes. Ces dernières fournissent la base d'une **production culturelle de très grande ampleur dans le domaine de la bande dessinée, de la littérature, des jeux vidéo et du cinéma.** Sans ce réseau d'éthos, les films de Steven Spielberg et de Georges Lucas n'auraient pas pu voir le jour.

Des éthos du passé, endommagés par le commerce interculturel, peuvent renaître et revivre une seconde vie mais sous la forme d'un éthos partiel. On appelle ce phénomène contemporain « **reviviscence ethnique** ». On s'intéresse à nouveau, par exemple, au Gaélique, au Yiddish, au Basque, etc. Les Indiens d'Amérique essayent de faire revivre leur héritage passé (à travers le textile Navajo et la confection de bijoux par exemple), etc. **Le « modèle de Minerve » ne détruit donc pas la culture plus petite à tout jamais.**

Le Paradoxe de la diversité

A côté de ces éthos partiels, il y a des éthos globaux. **Un éthos qui devient prédominant à l'échelle mondiale, c'est l'idéologie de l'accomplissement individualiste abrité dans un cadre démocratique** alimenté par l'économie de marché et la société commerciale moderne. Comme Francis Fukuyama l'a écrit dans sa « Fin de l'Histoire », cette conception libérale et démocratique n'a pas aujourd'hui de compétiteur idéologique sérieux, en dépit de la persistance d'Etats dictatoriaux et antilibéraux. Cet éthos du monde contemporain favorise la diversité à pas mal de points de vue. Il abrite pas mal de genres et de styles et crée un grand nombre de niches artistiques. **L'éthos du monde contemporain favorise la diversité à beaucoup d'égards.**

La diversité de notre société commerciale moderne présente néanmoins un paradoxe : **une carte des menus plus vaste dans une société particulière peut limiter la carte mondiale des menus.** Tel est le « **paradoxe de la diversité** ». C'est une « perte » culturelle pour le **collectionneur occidental** qui, installé confortablement dans une société d'abondance qui lui permet de satisfaire tous ses besoins, peut se plaindre que l'occidentalisation des sociétés étrangères et/ou primitives dont il collectionne les œuvres cause une **altération de leurs éthos**. Or, pour rester authentique, intense, inaltéré, cet art nécessite le maintien de sociétés traditionnelles, imprégnées de valeurs culturelles et religieuses spécifiques. Ces sociétés sont souvent antilibérales, autoritaires, machistes, ritualisées, etc. **C'est là que réside le paradoxe de la diversité :** pour bien faire, il ne faudrait pas commercer avec ces sociétés pour obtenir des œuvres authentiques par... le commerce.

Chapitre IV : Pourquoi Hollywood domine le monde et pourquoi nous devrions y prendre garde

Le cinéma est un des sujets les plus problématiques de la mondialisation. Quand on regarde les secteurs de la musique, des arts visuels et de la littérature, on voit d'emblée combien le commerce a apporté un menu beaucoup plus diversifié et combien il a

aidé nombre de régions à développer une identité culturelle. Qu'en est-il du **cinéma** ? **C'est le secteur culturel où les Américains exportent le plus.** Les films sont très coûteux à produire. Au courant d'une année, beaucoup moins de films sortent que de livres, de CD ou de peintures. Ces conditions semblent favoriser les producteurs dominants aux dépens des marchés de niche. **L'industrie cinématographique conduit au regroupement géographique.** Beaucoup d'innovations culturelles dans l'histoire se sont concentrées spatialement dans certaines zones. La peinture de la Renaissance se concentrait à **Venise, Florence ou Rome**, cités qui drainaient les artistes de toute l'Italie. C'est la même chose pour Hollywood qui attire les talents du monde entier, renforçant par là-même sa position de marché.

Ce degré de regroupement est devenu à ce point extrême qu'on accuse souvent l'Amérique de pratiquer un « **impérialisme culturel** ». Cette **accusation est-elle justifiée** ? Pourquoi le cinéma européen est-il à ce point économiquement moribond ? Plus fondamentalement, le commerce culturel a-t-il endommagé la diversité au royaume du cinéma ?

Pourquoi se regrouper à Hollywood ?

Le problème du cinéma européen s'enracine dans un **faisceau de causes** qui concernent la politique audiovisuelle, les subsides excessifs, la démographie, la langue, la taille du marché américain et l'environnement entrepreneurial d'Hollywood. Les Etats-Unis ont au moins un **avantage naturel** en matière de cinéma : ils possèdent le **plus important marché cinématographique national exprimé en dollars** (quoique le marché indien compte une fréquentation supérieure des salles). Ce n'est que depuis quelques décennies que le cinéma européen a décliné dans son propre marché intérieur. **Dans les années 60, les films américains ne représentaient que 35% des revenus du box-office européen. Aujourd'hui, le chiffre tourne entre 80 et 90%.** Ce n'est donc pas uniquement la taille plus importante de la population américaine ou une propension plus importante des Américains à aller au cinéma qui explique cette domination.

Par ailleurs, seuls certains genres cinématographiques se concentrent à Hollywood. **En une année, les Européens font plus de films que les Américains.** En termes quantitatifs, c'est l'Asie qui produit le plus grand nombre de films et non pas les Etats-Unis. L'Inde produit aux alentours de 800 à 900 films commerciaux par an alors que la production annuelle des Etats-Unis gravite autour des 250.

Le créneau hollywoodien, ce sont les films de divertissement doté d'un haut potentiel d'attractivité. Un film européen touche en moyenne 1% de l'audience d'un film hollywoodien classique. De façon peu surprenante, **les Européens investissent moins d'argent dans leurs films.** Dans les années 90, le budget européen moyen était de 3 millions \$ contre 11 millions \$ pour un film américain. Le budget américain moyen pour un film venant d'un major d'Hollywood (distinct des majors indépendants) est de 34 millions \$. La question n'est donc pas de savoir pourquoi **Hollywood** fait plus de films (car ce n'est pas le cas) mais pourquoi ils ont développé une **production spécifique qui mobilise de larges audiences** et qui est **tourné vers l'exportation** alors que le cinéma européen se concentre sur des audiences modestes et locales.-

Le **tournant majeur** dans cette dynamique a été pris dans les **années 70**. Avant cette période, la **plupart des films européens s'exportaient bien**. Ce qui a fortement endommagé la production européenne, c'est la **popularisation de la télévision**. Quand elle se répandit dans tous les ménages européens, la fréquentation du cinéma a connu une chute libre. En Allemagne, on vendait 800 millions de tickets en 1956 et à peine 180 millions en 1962. Durant cette période, le nombre de téléviseurs est passé de 700.000 à 7,2 millions. On retrouve des chiffres identiques dans les autres pays européens. La généralisation des téléviseurs dans la sphère domestique fut un **phénomène cataclysmique pour l'industrie du cinéma** dans son ensemble. **Etats-Unis et Europe réagirent différemment** avec pour résultat qu'**Hollywood en sortit renforcée alors que le cinéma européen en sortit affaibli**.

Pourquoi les Américains se sont-ils mieux tiré d'affaire que les Européens ? D'abord, les **Etats-Unis ont connu ce phénomène une décennie avant l'Europe** (aux alentours de 1945-1956). L'audience des salles de cinéma diminua de 50%. En 1955, deux tiers des ménages américains possédait déjà une télévision. Hollywood réagit activement en faisant des **investissements massifs et risqués misant sur le glamour et les effets spéciaux**. Notons aussi que l'abrogation du « Hayes Code » en 1966 a permis aux réalisateurs américains de bénéficier d'une grande latitude créative dans le domaine du **sexe et de la violence**. Le résultat, c'est un **cinéma incomparablement plus attrayant pour le grand public** que ce n'était le cas dix ans plus tôt : « Jaws » et « Star Wars » sont deux films emblématiques à cet égard. De cette manière, le cinéma américain a réussi à concurrencer sérieusement la télévision, virage que le cinéma européen n'a pas, lui, réussi à négocier.

La **réalité démographique** a également aggravé les problèmes des réalisateurs européens. La **fréquentation des cinémas est plutôt le fait des jeunes**. A cet égard, la plupart des **pays européens souffrent doublement**. D'une part, ils ont une **population plus âgée en moyenne** que les Etats-Unis, terre d'immigration. D'autre part, les **films européens conviennent généralement mieux à un public plus âgé**. Cela les rend d'ailleurs plus difficiles à exporter. Cette **dynamique qui s'auto-renforce** a joué à l'avantage des exportations hollywoodiennes. Hollywood a pu dépenser plus d'argent pour la promotion alors que le **cinéma européen a choisi de cibler des sources de revenus modestes mais garantis** : les **aides d'Etat, les droits de diffusion télévisuels, la vente aux télévisions publiques, etc.**

Un cercle vicieux s'est mis en place : plus les producteurs européens échouaient sur le marché mondial, plus ils **se rendaient dépendants des revenus télévisuels et des subsides**. Plus ils dépendaient de ces revenus et des subsides, plus ils échouaient sur le marché mondial. En **Amérique, la location de vidéos est une source de revenus beaucoup plus importante** pour le cinéma qu'elle ne l'est en Europe. Par contre, les droits télévisuels jouent un rôle beaucoup plus important en Europe.

Les téléfilms américains sont, pour leur part, relativement médiocres comparé aux téléfilms européens. L'effort des réalisateurs américains porte beaucoup plus sur les films que sur les téléfilms car les premiers peuvent être exportés et génèrent en outre des revenus via le marché domestique de la location vidéo. **Le marché de la vidéo à domicile, prédominant aux Etats-Unis, est plus concurrentiel et exigeant que la télévision.** Il impose une plus grande discipline aux réalisateurs. En Amérique, la diffusion préalable dans les salles de cinéma permet de promouvoir ces films au plus grand profit du marché vidéo et de la vente des films en télévision. La vente de tickets en salles tire les revenus du marché vidéo et télévisuel en Amérique alors qu'en **Europe, la télévision est plutôt un « substitut » à la vente de tickets en salles.**

En Europe, beaucoup de stations de télévision sont possédées, contrôlées ou strictement réglementées par leurs gouvernements respectifs qui les utilisent pour assurer la **promotion de la culture nationale.** Télévision et subsides marchent main dans la main. On impose des **quotas de diffusion** aux télévisions, on les oblige à dépenser une partie de leurs revenus pour financer des films nationaux voire à la coproduire. Ou encore, on leur demande délibérément de **surpayer les films** pour des raisons politiques. Il en résulte une **surévaluation** des droits de diffusion, le plus important subside que reçoivent les réalisateurs européens. **Les films européens reçoivent d'ailleurs quantité d'autres formes de subsides.** Prenons le cas de la France :

- des **subsides directs** du gouvernement national, des gouvernements régionaux et des organes européens ;
- des **subsides de coproduction** en provenance d'autres gouvernements européens ;
- des **tax shelter** « Sofica » estimés à au moins 5% du budget total ;
- une **aide automatique au box-office** octroyée par le gouvernement (estimé à 7,7% du budget ;
- un subside discrétionnaire appelé « **avance sur recettes** » qui prend la forme d'un prêt à intérêt zéro (estimé à 5% du budget total) ;
- des **subsides** pour la **promotion** des films français à l'étranger ;
- des subsides pour la coproduction avec des réalisateurs d'Europe de l'Est ;
- des subsides pour **réécrire le script** d'un projet de film postulant à un subside qui a été refusé ;
- des subsides pour **l'entretien et la construction de cinémas** (subsides indirects aux réalisateurs) ;
- des subsides octroyés aux **scénaristes, metteurs en scène, compagnies de production** octroyés par une myriade d'organismes qui ne sont pas formellement contrôlés par l'Etat mais qui font partie du système ;
- etc.

Certains estiment, sans qu'il soit possible de contrôler précisément ce chiffre, qu'**un film continental est subsidié en moyenne à 70% par l'Etat.** On peut dire que les **organismes subsidiaires** fournissent plus qu'une assistance supplémentaire aux réalisateurs : ils sont en réalité devenus les **principaux clients de ces films.**

Les écoles de cinéma américaines ressemblent, sous bien des aspects, à des écoles de commerce alors que les écoles européennes de cinéma dispensent principalement des cours de culture générale qui insistent sur la sémiotique, la théorie critique et autres **philosophies de gauche**. Les réalisateurs européens qui survivent sont ceux qui ont des connections politiques de longue date. Ils ont, pour 85% d'entre eux, plus de 50 ans.

La langue anglaise et le passage du muet au parlant

L'anglais et la position dominante de l'Amérique dans le monde ont renforcé l'exportation des films hollywoodiens. L'apparition du cinéma parlant a favorisé le cinéma américain car l'anglais était un standard de communication. **A l'époque du muet, le cinéma français s'exportait bien. Ceci a changé avec le parlant.** Ce phénomène s'est auto-renforcé. Dans le monde entier, les amateurs de cinéma ont pris l'habitude de voir des films tournés en anglais qui sont soit doublés soit sous-titrés. Tout le monde sauf les **Américains**. **Ils ont l'habitude de voir des films dans leur langue maternelle et sont très réticents à voir des films tournés dans une langue étrangère qui sont doublés ou sous-titrés.** Ceci explique aussi pourquoi il est désormais très difficile pour le cinéma européen de pénétrer dans le marché américain.

Ce phénomène ne se limite pas au seul cinéma américain. On voit apparaître des **standards linguistiques pour le cinéma dans d'autres régions du monde**. Dans le monde arabe, c'est **l'arabe égyptien (cairote) qui s'est imposé** dans l'industrie du cinéma. Il est dès lors difficile aux autres pays arabes de rivaliser avec le cinéma égyptien. En Inde, c'est **l'hindi de Bombay** qui s'est imposé dans ce pays comptant 15 langues et 2000 dialectes.

De manière générale, **le parlant a permis aux réalisateurs non-hollywoodiens de capter facilement leur marché national mais leur a rendu beaucoup plus difficile l'accès au marché étranger.** L'ère du parlant a aussi permis l'introduction de la musique dans les films sous forme de bande sonore. Ceci a joué aussi un rôle de nature protectrice : la musique indienne a accompagné l'essor du cinéma indien, le tango argentin celui du cinéma argentin, etc.

La concentration géographique

La production cinématographique conduit à un regroupement géographique. Quand le coût du transport des biens et services est relativement peu élevé, il est économiquement rationnel que l'industrie cinématographique se concentre dans certaines zones.

Il faut ici bien comprendre la **situation américaine : il y a plus de commerce et de mobilité entre les divers Etats des Etats-Unis qu'entre les différents pays de l'Europe occidentale.** Ce commerce américain interétatique entraîne une spécification économique de chacun des Etats. A contrario, les différents Etats européens se ressemblent plus entre eux que ce n'est le cas des Etats américains. En effet, la plupart des Etats américains n'ont pas d'aciéries, d'industries automobiles, d'industrie céréa-

lière, etc. Ils préfèrent acheter ces biens aux industries des Etats américains (ou des pays étrangers) qui sont chacun spécialisés dans la production de ces biens. En Europe, par contre, chaque pays a sa métallurgie, son secteur automobile, son secteur laitier, son secteur agro-alimentaire, etc. et cela en grande partie à cause des subsides et du protectionnisme. **Le libre échange permet aux Etats-Unis de se spécialiser à un haut degré.**

Encore faut-il que le produit soit aisément transportable. Les cacahouètes sont cultivées en Géorgie et en Virginie pour alimenter le reste du pays. Par contre, tout Etat américain possède ses propres cimenteries : les coûts de transport du ciment sont trop élevés pour rendre intéressante la concentration de cette industrie en un endroit précis. A cet égard, **la réalisation de films d'action est davantage comparable à l'industrie des cacahouètes qu'à l'industrie cimentière.** Ceci explique pourquoi Hollywood attire des talents du monde entier. Quand des réalisateurs européens veulent faire un film populaire, ils vont à Hollywood ainsi qu'en témoigne le cas de Ridley Scott, Paul Verhoeven, Bernardo Bertolucci, Jean-Jacques Annaud, etc.

Quelques mythes sur la prédominance du cinéma américain

Plusieurs mythes circulent sur les causes de la prédominance du cinéma américain.

Un premier mythe, c'est que l'Amérique dominerait le marché du cinéma en raison de son pouvoir monopolistique. En réalité, les principaux distributeurs en Europe sont détenus par des groupes médiatiques européens et réglementés par les gouvernements européens.

Un second mythe sur la domination d'Hollywood, c'est qu'il casserait les prix sur le marché européen car il aurait déjà amorti tous ses coûts sur le marché domestique. Dès lors, ce « dumping » fausserait la concurrence vu que les films « auraient déjà été payés ». Si on réfléchit deux minutes, cette explication ne tient pas la route. Elle n'explique rien. Tout au plus, elle expliquerait pourquoi les films américains sont achetés par les salles de cinéma. **Elle n'explique pas pourquoi ces films sont si populaires.** Pour un consommateur européen, qu'il voie un film américain ou un film européen, le prix du ticket est le même (à la rigueur, il est même moins attrayant d'aller voir un film américain qu'un autre vu le temps passé à faire la file).

Si cette théorie du film amorti était correcte, Hollywood exporterait ces films non pas en raison de leur popularité mais parce que cela ne lui coûte rien. Si c'était le cas, **les salles de cinéma européennes projetant des films américains seraient à moitié vides** : les cinémas européens les programmeraient non pas parce qu'ils attirent du monde mais parce qu'ils les achèteraient pour quasi rien. Or, ce n'est pas ce qu'on observe. Les critiques européens se plaignent au contraire que ces films remplissent les salles. D'ailleurs, ceux qui soutiennent cette théorie se contredisent souvent en formulant un grief récurrent contre le cinéma américain : l'impérialisme culturel. **Si Hollywood dominait le marché en raison de l'amortissement des coûts plutôt**

qu'en raison de la popularité de ses films, les Européens ne dénonceraient pas l'impérialisme culturel.

Cette théorie des « films déjà payés » est affectée d'une autre erreur de logique : les films de tous les pays ont « déjà été payés » une fois qu'on les réalise. La vraie question, c'est de savoir pourquoi certains sont chaudement accueillis à l'étranger et pourquoi d'autres n'arrivent même pas à franchir la frontière. Une **version correcte de cette théorie** consiste à dire que les **fournisseurs américains bénéficient d'un très large marché domestique** et que, en conséquence, ils peuvent **injecter plus d'argent dans leurs films**. C'est exact : les films du Burkina Faso ne se signalent pas par des effets spéciaux époustoufflants. Mais cette théorie amène alors à conclure que les films les plus coûteux sont en même temps les « meilleurs », du moins aux yeux du grand public.

L'impérialisme culturel américain

Peut-on réellement parler d' « impérialisme culturel » américain ? Quand Hollywood pénètre les marchés mondiaux, est-ce réellement la culture « américaine » qui est exportée ? On entend souvent **deux griefs contradictoires** à ce sujet : certains sont mécontents de la diffusion mondiale de **l'ethos américain** (en raison de son matérialisme, son individualisme, etc.). D'autres se plaignent que la **culture universelle**, standardisée, homogénéisée écrase les produits locaux d'inspiration nationale ou particulariste.

Quand on regarde l'identité des principaux individus impliqués dans le cinéma américain, on est frappé par le cosmopolitisme d'Hollywood. Un grand nombre des réalisateurs américains ne sont pas hollywoodiens. La plupart des plus grands studios sont détenus pas des groupes étrangers. Les thèmes de ces films sont très généraux. Les films d'action ne contiennent pas beaucoup de dialogues. Les comédies sont plutôt du genre « tarte à la crème » que de fins échanges avec des calembours sophistiqués. **Plus l'audience est large, plus le produit sera universel.** Or, il y a peu de choses sur lesquelles les consommateurs du monde entier (ou même une simple « cible » de 50 millions de téléspectateurs) tomberont tous d'accord. En réalité, ces films se concentrent sur des **sentiments et caractéristiques propres à la condition humaine**. Ce n'est pas la culture américaine qui mène le monde. Elle est, au contraire, régie par ces mêmes forces. Ceci explique le succès mondial de plusieurs produits qui ne sont pas américains. Ainsi, la collection canadienne de romans à l'eau de rose « Harlequin ». En 1990, pas moins de 200 millions de livres avaient été vendus de par le monde. On n'y parle pas d'une conception « canadienne » de l'amour mais de valeurs universelles qui séduisent les femmes un peu partout dans le monde.

A cet égard, **la position d'Hollywood sur le marché mondial est une forme de « contrat faustien »**. Cette domination mondiale requiert un sacrifice de sa propre perspective culturelle face à la demande des consommateurs mondiaux.

L'avantage de vivre dans les marges

Le succès d'Hollywood modèle le marché du cinéma.

Premièrement, il finance de grosses productions spectaculaires. Beaucoup sont esthétiquement médiocres mais d'autres sont excellentes.

Deuxièmement, le succès financier de l'industrie cinématographique favorise la diversité. Tout ce qui sort d'Hollywood ne répond pas à la règle du plus petit commun dénominateur. Hollywood produit un grand nombre de films « **indépendants** » d'une très grande diversité et d'une rare qualité. Il y a beaucoup plus de **films à « micro-budget »** en Amérique qu'en Europe (c'est-à-dire des films tournés avec moins de 100.000 \$).

Ce n'est pas une coïncidence si on retrouve à la fois à Hollywood les plus importants studios du monde et le plus grand nombre de films à micro-budgets. Cette ville a créé une **gigantesque infrastructure** (de salles de cinéma, de compagnies de production, d'écoles de cinéma, d'institutions de marketing, etc.) **dont bénéficient également les petits réalisateurs indépendants.** Inversement, les grands studios (les « Majors »), toujours à l'affut de nouveautés rentables, tentent constamment « **d'acheter** » et de « **corrompre** » **les réalisateurs indépendants talentueux.** Ces deux secteurs sont toujours en guerre mais, en un certain sens, ils sont **complémentaires.** En **Europe**, on trouve aussi quantité de petits **réalisateurs talentueux à micro-budgets.** Malheureusement pour eux, il n'y a **pas de grands studios européens qui peuvent les propulser vers un succès mondial.** Cela dit, cette faiblesse a aussi ses vertus. Beaucoup des qualités intéressantes du cinéma européen viennent précisément de son « incapacité » à toucher le marché mondial à large échelle. En réalité, le **paradoxe** est assez cocasse : c'est la **domination même du cinéma américain** (aux caractéristiques très universelles) **qui a, par réaction, stimulé la diversité de la production culturelle à travers le monde...**

Le futur du cinéma mondial

Qu'en sera-t-il du futur ? **Les gouvernements européens ne veulent pas supprimer leurs subsides.** En raison de la supériorité du cinéma américain, les productions européennes ne peuvent, on l'a vu, survivre sans assistance gouvernementale. **Si on libéralisait le marché du cinéma en Europe, cela conduirait à court terme à une présence encore plus grande du cinéma hollywoodien en Europe. A long terme, par contre, les réalisateurs européens seraient poussés à produire des films plus commerciaux et plus attrayants** et cela sans sacrifier nécessairement leur qualité artistique.

Le cinéma hollywoodien occupe une position potentiellement vulnérable en raison des montants astronomiques qu'il doit consacrer à payer ses célébrités et ses stratégies promotionnelles. Les réalisateurs ont perdu leur capacité à maîtriser les coûts.

L'histoire du cinéma est pleine de rebondissements. Rien n'empêche que les Européens parviennent un jour à renverser la vapeur, comme ils l'ont fait par le passé. **Ainsi, on ignore souvent que, avant la Première guerre mondiale, le cinéma français dominait l'industrie mondiale. Il représentait plus de 70% du marché américain !** Davantage encore dans le cinéma latino-américain. **Les réalisateurs américains fustigeaient « l'impérialisme culturel » des Français** et demandaient à Washington d'introduire des quotas. On accusait les Français d'introduire le « laxisme » et de « corrompre la culture américaine ». Par la suite, les Américains, profitant des quatre années de guerre où le cinéma européen était à l'arrêt ou tournait au ralenti, ont commencé à organiser leur industrie cinématographique et à engranger leurs premiers succès. Il n'empêche que, dans les années 30, le cinéma français connut son âge d'or (Jean Vigo, Marcel Carné, Jean Renoir, etc.). Plus de 1300 films produits dans tous les genres imaginables. **Précision intéressante : ce cinéma français n'était pas subsidié à l'époque...**

En réalité, le système actuel de « protection » du cinéma français (et européen), ce système d'exception culturelle qui inféode les artistes au monde politique **trouve son origine dans... le régime de Vichy.** C'est ce régime qui, sous l'influence des idées nazies, a introduit la censure mais aussi - et surtout - les subsides et les quotas (tout en bannissant purement et simplement le cinéma américain). Après la Libération, les Français conservèrent l'essentiel de ce système en l'amplifiant graduellement jusqu'à aujourd'hui de manière à préserver « l'identité nationale française ».

Ce n'est néanmoins que dans les années 70 que le cinéma européen déclina sur le marché mondial. Dans les années 60, les subsides ne représentaient que 20% du financement des films (comparé à 70% aujourd'hui). A cette époque, des cinéastes tels que Truffaut, Fellini, Visconti, Bergman et tant d'autres, créaient de la richesse, rayonnaient au niveau mondial et concurrençaient sérieusement le cinéma américain.

Chapitre V : Le « nivellement par le bas » et le plus petit commun dénominateur

Comme l'écrivait Walt Whitman, « **Pour avoir de grands poètes, il faut aussi de larges audiences** ». Des consommateurs culturels de qualité inspirent les artistes, augmentent la qualité de l'art et mettent en place les standards de l'excellence compétitive. Ainsi, si la gastronomie française est à ce point délicieuse, c'est en raison des exigences très élevées du public français en la matière. **Des clients ignorants dégradent la qualité artistique de la même manière que des clients très informés l'améliorent.** En quoi la culture commerciale affecte-t-elle le goût et les attentes du consommateur ? Les forces du marché poussent-elles les fournisseurs de culture à viser le plus petit commun dénominateur ? **Pourquoi parle-t-on parfois de « nivellement par le bas » dans ce genre de débats ?**

Ces questions ne peuvent faire l'objet de réponses simples. Cet ouvrage entend montrer que les **marchés apportent à la fois plus d'homogénéité et plus de diversité.** En effet, on produit à la fois des horreurs et des merveilles culturelles. Les

talk show américains et autres jeux télévisés deviennent de plus en plus médiocres, superficiels et sensationnalistes. Ils flattent les instincts les plus bas. **Par le passé, les « Prix Pulitzer » étaient autrefois des best-sellers. Ce n'est plus le cas actuellement.** Pourtant, dans le même temps, on assiste à une augmentation de la qualité et à une **sophistication du goût qui stupéfie l'imagination.** Un nombre croissant de « **consommateurs de niche** » utilisent les outils de communication du monde moderne pour devenir fantastiquement bien informés sur certains centres d'intérêt. Ces centres d'intérêts portent sur tout et n'importe quoi (cinéma africain, fiction postcoloniale, violon, etc.). La quantité d'informations qu'on peut trouver sur un CD ou dans un livre n'aurait jamais été imaginable il y a à peine un siècle. **Même de tous petits secteurs ultra-spécialisés de la culture ont des amateurs** qui, souvent grâce à Internet, communiquent entre eux avec ferveur aux quatre coins du monde.

Les conséquences de la stratégie du plus petit commun dénominateur

La stratégie de la culture de masse vise à toucher le plus grand nombre de personnes. Comme l'explique un réalisateur indien de Bombay, il est difficile de trouver quelque chose qui plaise au plus grand nombre. Beaucoup de genres cinématographiques ne conviennent pas : les films mythologiques ne sont pas populaires car ils offensent les musulmans. Les films régionaux sont de qualité acceptable mais ne peuvent être compris par ceux qui, en Inde, ne parlent pas la même langue. Les films occidentaux touchent le public éduqué mais ne parlent pas aux petits vendeurs, aux conducteurs de rickshaw (petits taxis à 3 roues) ou aux villageois. La moindre allusion sexuelle choque les Hindous orthodoxes de l'Uttar Pradesh qui ne se déplacent au cinéma que si le film convient à leurs filles, etc. **En réalité, la seule chose qui fasse consensus, la seule que les gens comprennent et à laquelle ils puissent se référer, c'est l'action.**

Diversité et « coûts fixes »

Pour comprendre la notion de plus petit commun dénominateur, il est nécessaire d'examiner de plus près la notion économique de « coûts fixes ». Un coût fixe est, par définition, **celui qui s'impose quelle que soit l'audience qu'on touche.** La production requiert un minimum d'investissements pour être profitable. Par exemple, New York City a beaucoup de petits théâtres mais les petites villes n'en ont généralement pas car l'audience d'une petite ville n'est pas assez grande pour couvrir les coûts fixes (la salle, la scène, les décors, les acteurs, etc.). **Des coûts fixes peu élevés permettent d'augmenter le choix des menus.** Heureusement, les échanges **commerciaux interculturels ont pour effet d'abaisser les coûts fixes.** Cela s'explique par le transfert de nouvelles technologies et la circulation de nouvelles idées. L'invention de l'imprimerie a abaissé considérablement les coûts fixes de production de livres. De même que l'introduction du papier grâce à la Chine et au monde islamique.

On constate empiriquement que des audiences importantes stimulent la diversité. Les grandes villes disposent, on l'a dit, d'une offre culturelle bien plus variée que les petites villes. Plus grand est le nombre de consommateurs, plus il devient facile de couvrir les coûts fixes d'une production particulière. C'est valable pour tous les arts, en ce com-

pris le cinéma. C'est la raison pour laquelle, ainsi que l'a démontré Tyler Cowen dans le chapitre précédent, **le cinéma commercial favorise indirectement la diversité cinématographique. Ainsi, contrairement à ce que l'on le croit souvent, l'homogénéisation n'essore pas la diversité.** Quand la croissance d'une audience conduit à la recherche du plus petit commun dénominateur au centre de la production culturelle, elle **conduit simultanément à stimuler une diversification importante à la périphérie.** L'expression « plus petit commun dénominateur » est émotionnellement chargée et péjorative. Pour décrire ce phénomène de manière plus objective, mieux vaut utiliser l'expression « **universalité** ». Une « culture universelle » produit des œuvres se focalisant sur les caractéristiques communes à tous les hommes afin de parler au plus grand nombre et à la plus grande diversité de personnes sur terre.

Deux types de consommation culturelle

Une autre version de l'argument du « plus petit commun dénominateur » conduit à affirmer que des marchés plus larges seront peuplés par des consommateurs moins intelligents ou moins exigeants dans leurs goûts. Qu'en penser ? Le phénomène est plus complexe que cela. Il faut opérer une distinction entre deux types de consommation. Tyler Cowen distingue :

- la « **consommation intensive** » celle qui permet de mesurer la quantité de temps, d'énergie et d'attention que le consommateur choisit de consacrer à l'examen des biens culturels ;
- la « **consommation extensive** », celle qui permet de mesurer le champ culturel couvert par le consommateur (de la focalisation sur un type de produit culturel à la plus grande dispersion).

Un consommateur très « **intensif** » est celui **qui lit toutes les biographies disponibles sur Beethoven, qui achète toutes les CD de toutes les interprétations de chacune des symphonies**, qui lit les partitions pendant qu'il écoute, etc. Un tel consommateur hausse la qualité des produits culturels relatifs à Beethoven. Tyler Cowen l'appelle un « **amateur culturel** ». C'est le consommateur de niche dont il vient de parler. Un consommateur très « **extensif** » est celui qui change constamment de chaîne avec sa télécommande, qui se promène partout et qui ne se fixe sur rien. Sur internet, il saute de site en site, télécharge dix romans et n'en finit aucun, achète quantité de CD mais n'en écoute aucun attentivement, etc. Tyler Cowen appelle cela un « **surfeur culturel** ».

Nous sommes tous en partie des « surfeurs » et en partie des « amateurs ». Cela dépend souvent du contexte. Si l'on voyage, on ne prendra que quelques très bons livres. Par contre, si on habite à côté d'une librairie ou si l'on a un ordinateur connecté devant soi, on va plutôt se comporter comme un surfeur culturel. **La notion de « culture jetable » représente la conception caricaturale que l'Europe a des Etats-Unis** ou, plus généralement, de la culture commerciale. Certains considèrent que l'abondance de l'offre dégrade la qualité générale car le consommateur, en raison de cette abondance, consacrera moins de temps et d'attention aux œuvres qui en valent vraiment la peine. Mais, selon Cowen, cette conception n'a pas beaucoup de

fondement. **Pourquoi le public se satisferait nécessairement de la médiocrité ?** Pourquoi le public ne deviendrait-il pas plus exigeant ? On constate, par exemple, que **le Français est très exigeant dans ses choix gastronomiques**. En conséquence, le niveau culinaire moyen en France est très élevé. Ce niveau explique que, tout en haut de la pyramide de la restauration en France, on trouve **l'excellence à l'état pur**. C'est dans ce vivier qu'on forme les **meilleurs cuisiniers au monde**. Ces derniers sont **recrutés dans le monde entier**. Si les habitants de Paris ou de Lyon perdaient subitement leur intérêt pour la nourriture de qualité, le niveau culinaire se dégraderait non seulement en France mais dans le monde entier.

La résilience de la consommation de haute qualité

Cette hypothèse est-elle probable ? Non, la consommation de haute qualité est très résiliente. Pourquoi ? Parce que l'émergence des « surfeurs » est un élément d'une tendance plus large qui va dans le sens d'une plus grande diversité des modes de consommation. On assiste, **dans diverses niches, à la montée en puissance d'un public extrêmement exigeant et d'une critique de haute qualité accompagnant la création artistique**. « Amateurs culturels » et « Surfeurs culturels » se complètent réciproquement de manière symbiotique. Le surfeur va accorder sa confiance à l'amateur culturel pour orienter ses choix. L'amateur culturel va tirer avantage de cette attente pour tester un grand nombre de produits. En recommandant des produits de qualité, il hausse la qualité générale.

Par ailleurs, le consommateur va faire des comparaisons. C'est en découvrant la qualité et la diversité des « salad bars » alors qu'ils visite l'Amérique que l'Européen a demandé de manger de pareilles salades en Europe. Les peintres impressionnistes français, en effectuant leur tournée en Amérique en 1913, ont inspiré et enseigné leurs techniques aux peintres américains mais ils ont aussi créé une forte demande chez le consommateur américain. **Les moyens technologiques actuels permettent aux consommateurs de communiquer entre eux, par exemple sur des forums internet** dédiés à certaines questions. Ils commentent, comparent, surveillent, classent, déclassent. 100.000 personnes contribuent chaque année à l'évaluation culinaire menée par le guide Zagat aux Etats-Unis (ou les guides Michelin et Gault-Milleau aux Etats-Unis).

Les jeunes fournissent une base permanente de consommation dans une économie de marché. Les individus entre 12 et 20 ans représentent 15% de la population américaine mais 30% de l'audience du cinéma. Les individus de 24 ans ou en dessous représentent 40% de l'audience. **Le pouvoir d'achat des adolescents n'a pas cessé d'augmenter ces dernières décennies** : en 1990, les adolescents entre 15 et 17 ans dépensaient 23 milliards \$ de leur propre argent et influençaient les dépenses de leurs parents à hauteur de 90 milliards \$. **Contrairement à ce que l'on croit parfois, ces jeunes ne renforcent pas nécessairement le processus de nivellement par le bas**. Dans certains domaines, ils y contribuent évidemment (films d'action, films violents) mais, dans d'autres, ils **sont également des amateurs culturels qui contribuent à l'excellence culturelle**. Plusieurs styles musicaux ayant acquis par la suite leurs lettres de noblesse ont émergé et ont évolué grâce aux jeunes.

Les marques

Le fameux ouvrage « **No Logo** » de **Naomi Klein** accuse les **marques capitalistes de conduire à l'homogénéisation culturelle**. Plusieurs activistes invitent à « se libérer » de la tyrannie des marques afin de rendre la société plus belle et plus diversifiée. Avant de répondre à cette critique, **examinons le rôle des marques. A quoi servent-elles ?** Le marché utilise les marques pour **assurer la qualité d'un produit**. Quand les consommateurs n'ont pas le temps ni l'énergie de se livrer à des études de marché pour les produits de consommation courante, ils font confiance aux marques.

Il est vrai que ces marques, présentes dans tous les domaines (chaînes de restaurants, produits alimentaires, vêtements, etc.) **conduisent** à une **homogénéisation de l'offre**. Mais c'est la lecture qu'on en fait a posteriori. **Au moment de l'introduction d'une marque, cette dernière représente souvent une innovation**. Mc Donald's a réussi car il apportait quelques chose de neuf par rapport à l'offre locale de repas chauds dans quantité de coins de l'Amérique. Ses frites restent les meilleures du marché dans un grand nombre de villes. Taco Bell a popularisé la cuisine mexicaine partout et **a pavé la route pour d'autres restaurants** de cuisine mexicaine. Etc. Les chaînes de restaurant, en créant une clientèle conduisent d'autres restaurants à ouvrir dans les zones où elles s'implantent. Les étagères des supermarchés sont remplis de produits de marque mais, dans le même temps, ils offrent une beaucoup plus grande diversité de produits exotiques ou de haute qualité qu'auparavant. **Las Vegas** reçoit 30 millions de visiteurs chaque année. On pourrait dès lors s'attendre à ce que la nourriture proposée y soit assez médiocre. **En réalité, cette ville perdue au fond d'un désert possède la plus grande concentration de restaurants gastronomiques aux Etats-Unis** (mis à part, peut-être, New York). Beaucoup des meilleurs restaurants du pays ont ouvert une branche à Las Vegas. La qualité de ces restaurants s'explique en partie par leur expérience passée qui leur a permis de tester et de raffiner leur offre en fonction des attentes de leurs consommateurs répartis dans tout le pays.

Le divorce entre culture de masse et haute culture

Toutes choses étant égales, il n'y a pas de raisons de penser que la culture commerciale abaisse les goûts du consommateur. On peut identifier des tendances négatives mais ces développements, si on les lit dans un cadre plus global, conduisent dans le même temps à une **plus grande diversité**, une plus grande **innovation** et à une **extension du marché**.

On sait qu'Alexis de **Tocqueville** (1805-1859), grand avocat de la démocratie, relevait néanmoins parmi les inconvénients de ce régime, **l'abaissement du goût en matière artistique**. On fait de lui un précurseur de la dénonciation de la culture de masse.¹²⁶ En comparaison, un régime aristocratique est, dit-il, plus favorable à la qualité artistique car il concentre le pouvoir d'achats dans les mains de quelques-uns et évite donc le problème du plus petit commun dénominateur. Selon cette conception, **le raffinement**

¹²⁶ Confer, à cet égard, le compte-rendu que je fais de cette analyse de Tocqueville dans le Tome I de la Tradition de la Liberté.

aristocratique tire l'artiste vers le haut et l'invite constamment à se dépasser. Tyler Cowen fait plusieurs objections à cette analyse d'Alexis de Tocqueville :

- **en réalité, l'aristocratie échoue à cultiver la qualité à bien des égards.** La variété des produits est faible et le marché reste très étroit ;
- **l'aristocratie ne stimule pas la liberté artistique ;**
- **les mécènes aristocrates ont des canons de goûts assez limités.** D'une part, parce qu'ils n'ont pas été amenés à apprécier beaucoup d'idées et de styles. D'autre part, parce que leur consommation n'est pas suffisamment « extensive ».

En résumé, l'aristocratie ne témoignait pas, par sa situation même, d'une grande diversité dans les goûts. Quoi qu'il en soit, **l'influence aristocratique a décliné à mesure que le pouvoir d'achat s'étendait dans les couches plus profondes de la population.** Ce qui est populaire est rarement acclamé par la critique. **La culture donne l'impression décliner en qualité alors même qu'elle rayonne et se diversifie.** La télévision, sans conteste, le plus visible et le plus populaire des médias culturels, s'adresse de préférence aux consommateurs les moins informés et donne une image exagérément mauvaise de l'état de la culture. Les produits prisés par les amateurs culturels se situent, on l'a dit, à la périphérie de la production. Pour cette raison, **plusieurs des meilleures productions artistiques dans une économie mondialisée demeurent cachées des consommateurs et même des critiques.** Dans ce domaine de la haute culture, les artistes, leurs fans et leurs critiques ne cherchent pas spécialement à se faire connaître car ils opèrent souvent dans des cercles fermés et élitistes.

La tendance globale, c'est donc une augmentation de la variété et de la diversité culturelle et cela à tous les niveaux (haute culture et culture de masse).

Chapitre IV : Doit-on se préoccuper de la culture « nationale » ?

L'Allemagne et la France se ressemblent beaucoup plus aujourd'hui qu'il y a un siècle. Les propriétés homogénéisantes des échanges interculturels sont évidentes. Cela ne signifie pas que l'échange s'opère au détriment de la culture. L'échange culturel a amené aussi beaucoup plus de liberté et de diversité à l'intérieur de chaque société. Les individus de ces deux pays ont désormais **beaucoup plus d'opportunités que jadis de poursuivre des sentiers culturels diversifiés.** C'est ce que confirme un rapide coup d'œil sur l'offre culturelle des magasins de musique, de livre et de vidéo.

L'accroissement constaté de l'homogénéité et de l'hétérogénéité sont les deux côtés d'une même médaille plutôt que deux processus opposés. Ce mouvement simultané des deux tendances est assez apparent si on l'étudie à une plus grande échelle temporelle. **Depuis le début de l'humanité, le monde a produit une énorme variété de musiques et de formes artistiques. L'économie de marché a intensifié** plutôt que contrecarré cette **diversité.** Au même moment, les individus partagent beaucoup plus de référents culturels communs qu'auparavant. Un consommateur occidental connaît beaucoup de musiques, de films et de marques qui sont connus par la plupart des habitants de Bangkok.

L'argument classique selon lequel la mondialisation détruit la diversité repose sur une conception collectiviste de la diversité. Le critère retenu compare une société à une autre, un pays à un autre, au lieu de regarder un individu par rapport à un autre. Les avocats de cette diversité au sens collectiviste voudraient que la différence soit visible à l'œil nu une fois qu'on franchit la frontière entre, par exemple, les États-Unis et le Mexique. Cela pose une vraie question : **de quel type de diversité devons-nous nous préoccuper ?**

Une option est d'adopter une **position purement individualiste** sur la signification et la désirabilité de la diversité. De ce point de vue, la **diversité « à l'intérieur »** de la société - qui reflète une liberté positive de choix - est le **critère pertinent** pour juger le commerce interculturel. Nous ne devons pas nous soucier du fait que les différents pays se ressemblent de plus en plus du moment qu'ils offrent à chaque individu la plus grande liberté de choix. Cette position individualiste suggère que **la diversité « entre » les sociétés importe seulement d'un point de vue instrumental** : les différences entre sociétés sont importantes car elles permettent d'accroître la **carte des menus** en raison du « paradoxe de la diversité » discuté au chapitre III. En effet, si toutes les sociétés étaient similaires, nous aurions en définitive beaucoup moins de choix culturels. **La diversité entre sociétés peut être utile pour une autre raison.** Si l'on veut trouver une **conception « de la vie bonne »**, la meilleure procédure de découverte peut impliquer la compétition entre beaucoup d'approches distinctes. À cet égard, la diversité entre cultures fournit des formes de comparaison et d'expérimentation. Pour cette raison, **la diversité « entre » sociétés est peut-être un concept collectiviste mais dont on a besoin pour réaliser une conception très individualiste de la liberté de choix** dans un vaste choix de possibles. C'est un concept collectiviste. Il nourrit le chauvinisme. Mais, dit Cowen, autant ne pas le dire trop haut. Si la vérité était révélée, la société serait culturellement plus pauvre.

La défense du « particulier ».

Beaucoup de commentateurs ne sont, en réalité, pas véritablement attachés à la diversité culturelle en tant que valeur, que ce soit à l'intérieur ou entre les sociétés. Ils **privilégient plutôt des manifestations de la diversité qui sont déterminées par leurs propres préférences.** Ainsi, quand il appelait au boycott en Inde des vêtements issus des industries textiles britanniques, Gandhi ne semble pas s'être préoccupé de la question de l'impérialisme culturel en tant que tel. Il reprochait plutôt aux Anglais d'altérer sa culture favorite sans s'offusquer du fait que les **producteurs indiens du textile avaient, eux aussi, pratiqué une véritable forme d'impérialisme culturel durant des siècles.**

Ces critiques favorisent ou rejettent des tendances culturelles pour des raisons particulières et esthétiques et ils adaptent leur **conception rhétorique de la diversité** de façon à louer ou condamner ce qu'ils aiment ou détestent.

La distinction entre la diversité existante à un moment donné et la diversité à travers le temps révèle la nature particulariste d'un grand nombre de plaintes. L'amour du

particularisme culturel, animé par une volonté de « congeler » les cultures apparues dans des époques historiques spécifiques (telles que **Bali « tel qu'il était en 1968 »**) reviennent en réalité à condamner la diversité à travers le temps. En effet, une culture qui se développe peut engendrer un grand nombre de formes nouvelles au fil des décennies et des siècles. Pourquoi la diversité existant à un moment donné de l'histoire serait-elle préférable à la diversité apparaissant tout au long de l'histoire ? **En un mot, pourquoi la diversité « intra-temporelle » devrait-elle prévaloir sur la diversité « inter-temporelle » ?**

Qu'est-ce que la culture ?

L'intense aspiration des individus à maintenir une culture nationale, régionale, tribale, etc. pose la question de savoir **en quoi consiste une telle culture. On privilégie certains « marqueurs » culturels à certains autres.** Ainsi, les Français s'identifient très fortement à leur **cinéma**. En réalité, le cinéma français n'a jamais été culturellement « pur », n'a jamais été l'expression d'une culture gallicane. Tant les réalisateurs que les acteurs du cinéma français ne sont pas tous, loin s'en faut, français ou d'origine française. **Il arrive souvent que des produits culturels synthétisés à partir de sources diverses soient ultérieurement mobilisés comme des symboles nationalistes.** Ainsi, le football, à la fin du XIX^{ème} siècle, était vertement critiqués par les Allemands parce trop « anglais », trop « sportif », contraire à l'esprit de la gymnastique, etc. Actuellement, le football est considéré en Allemagne comme une source d'identification nationale et de fierté. **On cherche en vain dans une culture « nationale » les éléments « purs » ou proches de la pureté** de leur origine ou de leur nature. Pourtant, les individus s'identifient volontiers à certaines créations artistiques qui exprimeraient l'identité nationale ou culturelle.

On ne trouve **pas de principe de principe clair de démarcation pour déterminer quelles influences extérieures peuvent être acceptées et quelles autres peuvent être considérées comme des intrusions nuisibles.** Le temps est un facteur important dans cette perception. Quand les choses sont très anciennes, on ressent moins le besoin de les revendiquer comme les nôtres. La presse écrite a été inventée en Occident au XV^{ème} siècle par Gutenberg (et existait déjà sous une forme moins perfectionnée en Chine) mais personne ne considère actuellement cette invention - présente dans le monde entier - comme l'expression d'un impérialisme culturel allemand ou chinois. Les compositeurs allemands et autrichiens dominent les répertoires dans les concerts classiques de tous les pays mais personne n'accuse ces deux pays d'impérialisme culturel. Beethoven est considéré comme une partie de l'héritage européen voire occidental.

Certaines distinctions entre influences étrangères acceptables et inacceptables sont basées exclusivement sur l'adhésion du public. En un sens, ces marqueurs sont **arbitraires**. Ils représentent seulement ce sur quoi les gens sont d'accord. Ils ne se sentent pas envahis quand ils écoutent Beethoven mais éprouvent ce sentiment quand ils voient un film américain. Souvent, la politique intervient pour nourrir l'hostilité envers les manifestations particulières d'une culture étrangère. Ainsi, le **gouvernement français**, que ce soit dans le domaine du cinéma, de la musique ou de l'architecture,

essaye d'imposer une conception parisienne élitiste de la culture au reste de la nation. La prétendue volonté de préserver la diversité culturelle en France est, en réalité, un combat pour limiter la diversité culturelle française. Un accès plus libre au reste du monde desserre l'étreinte du centre culturel sur la périphérie. La culture américaine est perçue comme une menace à l'hégémonie parisienne sur les provinces.

Cela dit, si l'influence étrangère est trop prégnante, si elle menace de nous absorber, peu d'individus, même de purs cosmopolites, ne peuvent se défendre contre l'intuition qu'il y a quelque chose d'intrinsèquement troublant dans ce processus de dilution s'il est poussé trop loin. Nous attachons une importance intrinsèque à notre identité et nous éprouvons de la peur à l'idée de la perdre.

Quelles conclusions tirer ?

Cowen préconise **l'adoption prudente d'un multiculturalisme cosmopolite comme principe esthétique et comme guide pratique pour la décision politique**. En tant qu'idéal esthétique, **le cosmopolitisme s'inscrit dans une longue et noble tradition qui débute avec les stoïciens romains** et qui se poursuit à travers des écrivains contemporains tels que David Hollinger et Jeremy Waldron. Erik Satie affirmait : « **L'art n'a pas de pays** ». Paul Simon proclamait : « On ne peut stopper une musique à une frontière ». Le principe de la liberté d'expression suggère que nous ne devons pas essayer de contrecarrer l'échange culturel. **En embrassant un « cosmopolitisme de la liberté d'expression », nous entrons potentiellement en conflit avec au moins trois valeurs**:

- le paradoxe de la diversité ;
- les préférences de beaucoup d'individus pour les « marqueurs » d'identité culturelle ;
- l'aspiration commune pour une différence et une distinction culturelle.

Le paradoxe de la diversité est, on l'a vu au chapitre III, cette idée que le monde pris dans sa totalité est plus diversifié si certaines sociétés refusent d'accepter la diversité comme une valeur. Ces cultures vont continuer à générer des créations très spécifiques.

Le cosmopolitisme doit recourir à un jugement de valeur pour vaincre la force de cette critique. Tyler Cowen définit ce jugement de valeur de la manière suivante : **les sociétés pauvres ne doivent pas être obligées de servir d'« esclaves de la diversité »**. Notons que quand le commerce se diffuse dans une société moins développée ou une société pauvre, la diversité augmente probablement à l'intérieur de ces sociétés. Si nous rejetons cette prémisse selon laquelle les sociétés pauvres doivent servir d'esclaves de la diversité, nous aurons tendance à voir ces compromis comme désirables. Avec l'occidentalisation de la société papoue, les Papous gagnent une diversité de choix alors que, en Occident, les collectionneurs d'art papou et les amateurs de musées perdent une diversité de choix. **Mais ce gain chez les Papous est supérieur, plus important que la perte chez les collectionneurs et autres « amateurs culturels »**.

Dans ce contexte, le cosmopolitisme apparaît une meilleure solution si nous nous focalisons sur une « **diversité opérative** » plutôt qu'une « **diversité objective** ». Quelle qu'ait été l'étendue de la diversité en 1450, très peu d'individus étaient alors en mesure de jouir ou d'apprécier cette diversité. Personne n'avait idée de cette diversité du monde et il est assez douteux que les personnes de cette époque s'en seraient soucies si elles en avaient eu conscience.

La seconde valeur (la prédilection des individus pour les marqueurs culturels) qui s'oppose potentiellement au cosmopolitisme est, en réalité, plutôt d'ordre psychologique. A bien y regarder, les marqueurs d'identité culturelle sont éminemment ajustables. Personne ne nie le fait que ces marqueurs sont nécessaires (l'identité culturelle est une part vitale de notre existence). Néanmoins, **on ne voit pas pourquoi les marqueurs du passé devraient avoir plus de force normative que d'autres possibles marqueurs.** Les marqueurs d'identité changent au cours du temps et ne sont jamais gouvernés par des processus pleinement rationnels. Ainsi, la plupart des Irlandais préfèrent aujourd'hui parler anglais - la langue de Shakespeare et de Joyce - plutôt que le gaélique (en dépit du fait que l'anglais soit aussi la langue de l'envahisseur honni dans le passé). Les écolières thaïlandaises partagent avec les écolières du monde entier ce marqueur culturel qu'est la musique de Madonna. Etc.

La troisième valeur qui s'oppose potentiellement à l'échange interculturel, c'est le désir de la différence et de la distinction. Ce conflit peut être évité pour des raisons similaires à celles qui viennent d'être évoquées. Le commerce interculturel est une question controversée car les gens divergent quant à ce qui doit être échangé et ce qui doit rester distinct et spécifique à une société.

La question qui demeure, c'est de savoir s'il faut choisir un critère « objectif » ou « subjectif » pour mesurer la différence. D'un point de vue « objectif », il est clair que nos sociétés se ressemblent de plus en plus au sens où elles acceptent d'arbitrer la diversité en elles. Mais la **perception « subjective » de nos différences ne doit pas être négligée** car elle influence au moins autant le bien-être des gens que la différence objective. Si l'on veut valoriser le sentiment par lequel les gens se « sentent » différents des autres, l'échange interculturel est remarquablement bien adapté pour ce faire. Augmenter les quotas d'immigration permet de stimuler ce sentiment beaucoup plus rapidement que ne permettent de le faire des voyages bon marché.

On ne jouit pas du fait de se sentir différent des autres de la même manière qu'on jouit d'une crème glacée. Le plaisir de se sentir différent n'est pas une source intrinsèque de plaisir. Il est plus probable que le discours sur la différence est un mot de code pour désigner un ensemble de préférences plus profondes concernant des valeurs culturelles. **Ce n'est pas la différence en tant que telle qu'on valorise mais l'attachement à son lieu de naissance, à sa langue, à l'histoire du pays, etc.** Les Français qui critiquent le style de vie des Américains ne s'opposent pas aux Américains en tant que tels. A la rigueur, ils accepteraient avec plaisir de devenir américains si les Américains adoptaient le style de vie français et le meilleur de ce que la culture française a produit.

Comme on l'a vu à plusieurs reprises dans ce livre, **l'échange commercial en matière artistique stimule la diversité à l'intérieur de la société mais cela s'explique en partie parce que les créateurs culturels ne partagent pas complètement ces comportements cosmopolites.** Dit autrement, **les artistes, en restant un peu à l'écart des influences en tout genre, sont parfois plus féconds** dans leur art. Ainsi, le point de vue cosmopolite, s'il était adopté intégralement par tout le monde et appliquée de manière consistante, conduirait paradoxalement à diminuer la diversité et la liberté de choix qui sont pourtant l'objectif même du cosmopolitisme. En raison de ce paradoxe, **le partisan d'un cosmopolitisme culturel est placé devant un choix :**

- **soit il proclame la désirabilité d'un cosmopolitisme universel et en assume les conséquences culturelles.** C'est une attitude libertarienne. Mais une telle option n'est pas acceptée par un très grand nombre de pays du monde.
- **soit il considère le cosmopolitisme comme une sorte de cadre de lecture pour juger les développements politiques et culturels mais sans proposer une réforme à grande échelle.** D'un point de vue individuel, un peu plus de cosmopolitisme serait désirable mais pas trop. Cette conception du cosmopolitisme reconnaît **l'inévitabilité (et le caractère souhaitable) de croyances non cosmopolites** dans le royaume culturel sans perdre de vue que de telles croyances sont la **source d'une insularité culturelle excessive et le point de départ des politiques protectionnistes.**

Cette seconde option permet de surplomber le problème d'un point de vue théorique sans affecter la pratique. Contrairement à ce qu'affirmait le philosophe Hegel (1770-1831), il n'est **pas souhaitable que la vérité soit révélée en pleine lumière auprès à ceux qui participent au processus historique.**

Philippe Legrain

(né en 1974)

Nous avons besoin des immigrants

Immigrants, your country needs them

2006, Little Brown, 374 p.



Introduction : la migration ne concerne pas que les oiseaux

Nous avons besoin d'idées neuves sur l'immigration

Les immigrants menacent-ils tout ce que nous chérissons (nos emplois, l'Etat Providence, notre identité nationale, notre manière de vivre, notre liberté, notre sécurité, etc.) ou bien leur diversité enrichit-elle et renforce-t-elle notre économie, notre culture et notre société ?

Quand on parle d'immigration, il ne faut pas oublier que l'on parle d'êtres humains et que, comme tous les êtres humains, ils sont différents. Cela n'a pas beaucoup de sens de s'interroger sur leurs qualités morales ou sur leurs défauts dans l'absolu. Néanmoins, Philippe Legrain estime que **ce sont généralement des gens qui possèdent deux grandes qualités : ils sont travailleurs et entrepreneurs. Pourquoi ? Parce que chaque immigré est aussi un émigré et qu'il faut du courage et un caractère entreprenant pour accepter de sauter dans l'inconnu** et de se déraciner de l'endroit où l'on est né en laissant derrière soi sa famille, ses amis, sa patrie. Quand on a fait ce grand saut, on a toutes les motivations pour donner le meilleur de soi-même et pour construire un futur pour soi et ses enfants.

Ce débat nourrit beaucoup de peurs. **Beaucoup de gens s'imaginent que l'immigration est une menace pour nos sociétés occidentales** et cela tant sur le plan économique, politique que culturel. Pour certains, il s'agit de hordes d'envahisseurs barbares. Dans cet ouvrage, Philippe Legrain **examine de près et répond point par point aux objections et aux critiques traditionnellement adressées à l'immigration** et cela, principalement, à travers les ouvrages de deux intellectuels : **Peter Brimelov**, auteur de « Alien Nation : Common sense about immigration disaster » et **Samuel Huntington**,

le célèbre auteur du « Choc des civilisations », **professeur à Harvard**, mais également auteur de « Qui sommes nous ? Le grand débat américain ».

L'immigration massive est une conséquence logique du processus de mondialisation. Ce livre traite en grande partie de l'impact de l'immigration sur différents pays et sur ce qu'on peut retirer de ces diverses expériences. Philippe Legrain considère que **c'est une erreur de privilégier l'immigration des diplômés**. Les habitants des pays pauvres n'ont quasiment aucune possibilité de migrer légalement vers les pays riches. Alors que les gouvernements facilitent la circulation des biens et des capitaux autour du globe, ils haussent simultanément les barrières nationales pour entraver la circulation des personnes.

Les immigrés ont besoin de nous. Mais, dans cet ouvrage, Philippe Legrain voudrait aussi défendre l'idée que nous avons besoin d'eux. Ces migrants viennent souvent pour **exercer les métiers que les gens des pays prospères n'ont plus envie d'exercer** (nettoyer, servir à table, récolter les fruits, etc.). D'autres viennent remplir les **postes en pénurie** (par exemple les infirmières en Grande Bretagne). **Beaucoup viennent aussi exécuter des tâches au service de professionnels de la mondialisation** (comme à Londres ou dans la Silicon Valley) : ils préparent leurs repas, ils les conduisent en voiture, les entraînent à la gym, nettoient leur maison le jour et leurs bureaux la nuit, font découvrir et servent leur propre nourriture ethnique, décorent leurs maisons, réparent leurs voitures, etc. Et, de plus en plus, alors que nos sociétés vieillissent, s'occupent des vieilles personnes. En effet, la plupart de ces migrants sont fournisseurs de services.

Une bénédiction économique

Pourquoi trouve-t-on normal que des Américains (ou même des Indiens) hautement diplômés viennent travailler chez nous alors qu'on trouve dangereux que des ouvriers de ces mêmes pays fassent de même ? Pourquoi peut-on importer des ordinateurs chinois alors que les Chinois qui les fabriquent ne peuvent venir les fabriquer ici ? **Pourquoi, en résumé, la libre circulation des élites est-elle une chose merveilleuse alors que la libre circulation de tous les autres est une chose impensable ?**

Contrairement à ce que l'on croit souvent, desserrer les exigences permettant aux immigrants des pays pauvres d'entrer dans les pays riches permettrait très probablement de générer des bénéfices économiques considérables. A condition évidemment de mener une politique d'intégration intelligente. L'expérience historique en témoigne : **la croissance stupéfiante de l'économie américaine entre 1870 et 1920 a coïncidé avec la migration de dizaines de millions d'Européens en Amérique**. Une étude menée dans 15 pays européens démontre qu'une augmentation de 1% de la population du fait de l'immigration est associée à une croissance de l'économie entre 1,25 et 1,5%.¹²⁷ Selon la Banque Mondiale, si les pays riches augmentaient leurs forces

127 Steven Glover et al., *Migration: An Economic and Social Analysis*, RDS O.P., 67, 2001

de travail de 3% en laissant entrer 14 millions d'immigrants en provenance des pays pauvres entre 2001 et 2025, cela aurait pour conséquence que :

- l'économie mondiale ferait un bénéfice de 356 milliards \$ par an ;
- les immigrants gagneraient 162 milliards \$ par an ;
- les personnes qui restent dans les pays pauvres gagneraient 143 milliards \$ par an;
- les autochtones des pays riches gagneraient 139 milliards \$ par an.¹²⁸

Si l'on désire réellement aider le développement économique des pays pauvres (mais aussi des pays riches), une politique d'immigration plus libre devrait être le véritable front de la bataille pour une justice économique mondiale.

Chapitre I : La guerre à nos portes. Les coûts cachés des contrôles de l'immigration

On le note assez rarement, mais les tragédies de clandestins qui décèdent en tentant d'entrer illégalement sur le territoire européen sont devenues monnaie courante aux frontières de l'Europe. L'ONG United a recensé **7000 morts causées par les politiques frontalières de l'Union Européenne entre 1993 et 2006**. La plupart des décès ont lieu en Méditerranée lorsque les migrants essayent de rejoindre l'Italie, l'Espagne, la Grèce et Malte avec des embarcations de fortune. Ces chiffres horribles sont probablement encore plus grands : les corps de la plupart de ceux qui se noient en Méditerranée ne sont jamais retrouvés. **Chaque jour, des gens meurent en tentant de pénétrer sur le territoire américain**. La frontière mexico-américaine est gardée par environ 1250 agents frontaliers américains, principalement des hispaniques équipés d'un matériel de pointe pour surveiller cette ligne de 25 miles de longueur : checkpoints, jeeps, avions, hélicoptères, caméras, détecteurs de mouvements et de sons, chiens, fusils et bâtons. Environ 130.000 personnes sont arrêtées et reconduites aux frontières chaque année. Près d'un demi-million (voire plus selon certaines estimations) passent la frontière chaque année.

C'est une guerre. Beaucoup d'immigrants mexicains meurent dans le désert de l'Arizona, principalement de soif. Chaque jour, des Cubains et des Haïtiens se noient dans les eaux frontalières infestées de requins de la Floride où leurs maigres radeaux coulent. Comme l'Europe et l'Amérique, l'Australie est une forteresse sévèrement gardée. Les immigrants illégaux, femmes et enfants inclus, sont déportés dans des centres fermés en Papouasie et Nouvelle Guinée dans des conditions dégradantes.

L'Amérique, l'Europe et l'Australie mènent en effet une guerre aux migrants, guerre dont on parle peu. Cette guerre fait chaque année plusieurs milliers de victimes.

128 World Bank, **Global Economic Prospects**, 2006, Table 2.3, page 34 L'étude est téléchargeable gratuitement sur le site de la Banque Mondiale. Notons que, dans cette projection théorique, Philippe Legrain ne parle pas dans son livre de la perte potentielle de 88 milliards \$ à charge des immigrants déjà installés depuis quelque temps (« old immigrants »), ce qui explique pourquoi la somme des bénéfices est de 356 milliards \$.

Ces contrôles frontaliers sont à la fois cruels et inefficaces. Environ 500.000 immigrés pénètrent chaque année illégalement dans la forteresse Amérique et environ 800.000 dans la forteresse Europe. Rien qu'aux Etats-Unis, il y aurait environ 12 millions d' « illégaux ». Quand un gouvernement renforce le contrôle des frontières, il pousse les candidats immigrés dans les bras des passeurs de clandestins. Même ceux qui ne se soucient pas de la vie des migrants devraient se soucier au moins de **l'impact corrosif sur la société d'une immigration clandestine.** C'est une **source de revenus considérable pour les organisations criminelles.** Les autorités de l'immigration estiment que ces passeurs gagnent chaque année 20 milliards \$, une activité criminelle surclassée seulement par le trafic de drogues.

Pouvons-nous stopper l'immigration illégale avec des contrôles frontaliers encore plus serrés ? **Faut-il construire des murs ? Si les migrants passent quoi qu'il en soit, ne vaudrait-il pas mieux légaliser et réguler ces flux ?** Après tout, ces immigrants ne sont pas une armée d'invasion mais des individus en quête d'une meilleure vie. En réalité, il n'y a aucune différence entre celui qui, pour trouver du boulot, marche de Manchester à Londres et celui qui marche du Mexique jusqu'en Californie. Excepté le fait qu'il y a une frontière dans le second cas...

Chapitre II : Passeur de frontière. Comment les immigrants arrivent-ils où ils sont maintenant ?

Du Vieux monde au Nouveau

Quand le « Nouveau Monde » qu'est l'Amérique commença à prospérer et que les technologies (bateaux à vapeur, chemins de fer, etc.) rendirent les déplacements plus sûrs et plus aisés, il fut le théâtre d'un **intense phénomène migratoire de l'Europe à l'Amérique.** Après 1820, on estime que **60 millions d'Européens** se sont établis sur le continent américain. Trois cinquièmes aux Etats-Unis et le reste au Canada ou en Amérique latine. La première guerre mondiale freina ce flux gigantesque et la **crise de 1929 y mit un coup d'arrêt.** A partir de ce moment, l'Amérique limita ce flux migratoire.

Du tiers-monde au premier

Alors que les migrations avaient lieu de l'Europe aux Amériques, **l'Europe** devint, après la seconde guerre mondiale, une terre de destination pour les immigrés du tiers-monde. **Du continent d'émigration qu'elle était, elle devint le continent de l'immigration.** Tant le Vieux Monde que le Nouveau (Etats-Unis, Canada, Australie et Nouvelle-Zélande) ont depuis lors drainé les immigrés du reste du monde.

Etonnamment et en dépit de ces vagues migratoires, les flux sont relativement limités sur la planète. Les Nations Unies estiment à environ **200 millions** le nombre de personnes qui ont vécu plus d'une année dans un pays différent de celui où elles sont nées. **Cela fait moins de 3% de la population mondiale.** Ce nombre est néanmoins

plus de deux fois plus élevé que ce qu'il était dans les années 70 (82 millions). Pourquoi, dès lors, tout ce foin pour 3 % ? Parce que ces flux qui prennent naissance partout dans le monde sont tous dirigés vers une poignée d'Etats riches qui ont un taux de natalité réduit. **Un cinquième des immigrants mondiaux vivent dans un seul pays, les Etats-Unis.** La population d'origine étrangère résidant dans ce pays est passée, de 1970 à 2004, de 10 millions à 37,6 millions. Deux autres cinquièmes vivent dans un de ces 12 pays (Russie, Allemagne, France, Inde, Canada, Arabie Saoudite, Australie, Pakistan, Angleterre, Kazakhstan et Hong Kong). Les trois derniers cinquièmes sont répartis dans le reste du monde. La population d'origine extra-européenne en Europe est passée de 10 millions en 1970 à 31,6 millions en 2000.

Les migrants cherchent quasiment tous une meilleure vie en émigrant. Autrement, ils resteraient dans le pays de leur naissance. Mais les systèmes d'immigration tendent à les séparer en **trois catégories** : premièrement, les **réfugiés politiques** qui fuient la violence et l'oppression de leur pays ; deuxièmement, les membres de la **famille** qui viennent pour retrouver leurs proches dans les pays riches ; troisièmement, les **migrants économiques** qui viennent pour travailler. **Contrairement à une opinion répandue, seule une minorité de migrants sont des réfugiés politiques.** Quoique 16,6 millions de personnes aient fui leur pays en 2000, seuls 3,2 millions ont trouvé asile dans un pays riche. La panique à propos des demandeurs d'asile qui s'est répandue dans beaucoup de pays européens ces dernières années est, dès lors, hors de proportion.

Chapitre III : Nous avons besoin de travailleurs en masse La problématique de l'immigration faiblement qualifiée

Nous avons tendance à trouver normal que les mouvements migratoires soient soumis à des restrictions. En particulier, nous considérons légitime et désirable le fait que les gens des pays pauvres soient confinés dans leurs frontières nationales, un peu comme les serfs médiévaux qui étaient liés au sol du seigneur qu'ils servaient. **Nous ne pensons jamais au fait que, peut-être, nous serions tous dans une meilleure situation si ces « serfs » étaient libérés.** Ils pourraient être autrement plus productifs ici que dans leur pays natal. Nous sommes un peu comme ces seigneurs féodaux pour qui ce système était satisfaisant vu qu'ils se situaient au sommet de la pyramide. De la même manière, ces lois migratoires nous protègent, pense-t-on, du reste du monde. Mais à quel prix ? Réfléchissons à cela : **nous avons fait un bond économique gigantesque en passant du féodalisme au capitalisme.** Permettre aux pays pauvres de réaliser un tel bond n'est-il pas une perspective riche en promesses ?

Il y a de bonnes raisons de penser que les bénéfices d'une immigration libre seraient gigantesques. En 1984, Bob Hamilton et John Whalley, deux économistes de l'Université de Western Ontario, se sont employés à calculer les bénéfices potentiels d'une immigration libre. Leurs résultats sont étonnants. **Ils estiment que la suppression des contrôles migratoires pourrait plus que doubler la taille de l'économie mondiale.** En 2004, deux autres chercheurs universitaires, Jonathon Moses et Bjorn Letnes, refirent le calcul et découvrirent que le **bénéfice serait encore plus**

important que vingt ans auparavant en raison de l'élargissement du fossé séparant les pays riches et les pays pauvres. Utilisant des données de 1998, ils estimèrent que le bénéfice se chiffrerait à 55,04 billions \$ (55,04 millions de millions). Une immigration libre pourrait apporter des bénéfices économiques gigantesques car elle redéployerait les travailleurs aux endroits où ils sont le plus productifs. Le monde serait plus riche si on ne limitait pas ou si on ne bloquait pas aux frontières la circulation des biens et des personnes.

Les bénéfices d'une immigration non-qualifiée

La peur économique de l'immigration repose sur **trois idées erronées** :

- il n'existe qu'un **nombre limité d'emplois sur le marché du travail** ; dès lors, tout emploi pris par un immigré est perdu pour le demandeur d'emploi local ;
- les **immigrés et les locaux sont en concurrence pour les mêmes emplois**;
- les immigrés viennent souvent non pour travailler mais pour **vivre en parasites** du pays hôte.

Premièrement, non, le nombre d'emplois n'est pas limité sur le marché du travail, explique Philippe Legrain. La meilleure preuve, c'est que la population américaine a crû énormément ces cinquante dernières années sans que le taux de chômage augmente. Quand le nombre d'emplois dans une économie augmente ou diminue, cela n'a rien à voir avec l'immigration, mais s'explique par les cycles économiques. Les emplois que les immigrants obtiennent sont visibles mais ceux qu'ils créent sont invisibles. La réalité, c'est que les immigrants occupent des emplois qui, sans eux, n'existeraient pas : quand garder des enfants n'est payé que 5\$ de l'heure, il y a beaucoup plus d'emplois que quand ce job est payé 10\$ de l'heure. Par ailleurs, quand les immigrants dépensent leur salaire, ils augmentent la demande globale de biens et services, ce qui, à son tour, stimule la demande d'emplois, dont certains hautement qualifiés, pour produire ces derniers. Dès lors, **loin de prendre les emplois locaux, les immigrants créent de nouveaux emplois pour la population existante.**

Deuxièmement, cela n'a pas de sens d'affirmer que des paysans mexicains à moitié illettrés et parlant un anglais de survie vont concurrencer des Américains scolarisés sur le marché du travail. Si les immigrants étaient identiques à nous, les bénéfices de la migration seraient minimes. Or, ils sont différents de nous et peuvent dès lors offrir des biens et services qui n'existeraient pas sans eux, en tout cas pas au même prix : des restaurants vietnamiens, des gardiennes d'enfants bon marché, etc.

Troisièmement, les **immigrés sont parfois accusés de venir vivre en parasite sur le dos de la sécurité sociale.** Ce n'est pas très réaliste : migrer est une entreprise coûteuse et risquée qui a de quoi rebuter les personnes paresseuses. **De toute façon, les immigrés n'ont pas le droit de bénéficier du système de sécurité sociale** des pays riches. Même si les pays riches rendaient plus facile l'accès au travail pour les immigrants, ils **pourraient réserver l'accès à la sécurité sociale aux seuls citoyens**

ou aux résidents de longue date. C'est précisément ce que l'Angleterre a fait en 2004 quand elle a ouvert ses portes aux citoyens de l'Europe de l'Est.

Legrain se hasarde à formuler une généralisation : **les immigrants sont plus jeunes, plus dynamiques, plus travailleurs et plus entreprenants que les locaux.** Pourquoi ? Parce qu'il s'agit d'une minorité qui s'est auto-sélectionnée. En arrivant, ils n'ont rien et ont donc une forte incitation à donner le meilleur d'eux-mêmes pour eux et leur famille. C'est la volonté de s'en sortir, d'améliorer son sort qui **explique pourquoi tellement d'immigrés fondent leur propre affaire.** Pensons aux magasins coréens en Californie et aux magasins pakistanais en Angleterre. Par exemple, Gulam Noon, arrivé en 2002 à Londres, a tellement bien réussi dans la confection de nourriture indienne prête à emporter, qu'il fournit désormais les principales chaînes de supermarchés anglaises.

Prendre les emplois dont les autres ne veulent pas

Les adversaires de l'immigration croient, on l'a dit, que les immigrants non qualifiés sont en compétition avec les locaux pour trouver de l'emploi. Mais cela est faux car beaucoup de nationaux sans qualification refusent plusieurs emplois disponibles car ils sont salissants, pénibles ou dangereux. Il faut pourtant des gens pour nettoyer les toilettes, collecter les ordures, etc. Contrairement à ce que soutient le pessimisme ambiant, **le niveau général d'éducation s'est remarquablement élevé dans les pays riches et il va probablement encore monter.** De moins en moins d'Américains et d'Européens quittent l'école sans qualifications. Avec une société qui devient plus riche et plus vieille, notre demande de main d'œuvre non qualifiée est en augmentation rapide. La pénurie de main d'œuvre non qualifiée existe déjà dans de nombreux secteurs. Certains emplois ne peuvent - du moins pas aisément et pas dans un futur immédiat - être mécanisés ou importés. C'est le cas, par exemple, de l'entretien des personnes âgées.

Nous importons des biens et des services de pays en voie de développement tels que le Brésil, la Chine ou l'Inde. Cela nous enrichit de trois façons.

Premièrement, cela nous donne un choix plus large et meilleur marché de produits à consommer, ce qui signifie que notre pouvoir d'achat est augmenté.

Deuxièmement, cela libère les travailleurs, les capitaux et les terres pour des utilisations plus productives. Ainsi, si nous achetons du bœuf brésilien, nous avons moins besoins de fermes et de fermages. Nos fermiers peuvent à la place ouvrir des maisons d'hôte, des terrains de golf, des réserves naturelles, etc. et leurs enfants pourront aller trouver en ville le métier qu'ils désirent. Si on achète nos ordinateurs en Chine, nous avons besoin de moins d'usines et de moins d'ouvriers. Nos ouvriers peuvent alors, par exemple, se spécialiser pour fournir la main d'œuvre qualifiée dans les métiers d'ingénierie de haute précision. **L'argent qui était consacré à employer des personnes exerçant des fonctions subalternes est alors réinjecté dans le cœur de l'activité :** la recherche, le développement de nouveaux produits, le marketing, etc.

Le continuel redéploiement de personnes et de ressources des emplois moins productifs aux emplois plus productifs, à l'intérieur d'un pays ou entre deux pays, **crée la croissance économique**, permettant à nos standards de vie d'augmenter chaque année. Encore une fois, il faut garder à l'esprit que les immigrés ne prennent pas les emplois des locaux. Ils leur permettent de se spécialiser dans des métiers différents. Parce que les immigrés acceptent de travailler pour des salaires inférieurs, beaucoup de métiers requérant peu de qualifications et qui, autrement, n'existeraient pas, sont alors créés. Les attentes des immigrants, généralement moins qualifiés, sont moins hautes que celles des locaux. Ils trouveront ces métiers probablement moins dégradants que les locaux car, dans un premier temps, leurs points de comparaison sont ceux des autres travailleurs de leurs pays. S'ils peuvent expédier de l'argent dans leur famille restée au pays, ils seront probablement plus fiers que honteux de leur emploi.

Troisièmement, rappelons-nous que les **emplois qualifiés et les emplois non qualifiés sont complémentaires** : plus de gardiens d'enfants permettent à plus de parents de travailler ; les responsables d'hôtels ont besoin de plus de personnel pour nettoyer efficacement ; et les immigrés dépensent aussi une partie de ce qu'ils gagnent. Dès lors, ils stimulent la demande nationale de biens et services et créent de nouveaux emplois.

Imaginons, l'espace d'un un instant, qu'il n'y ait plus aucun immigré dans le pays. Plus aucun. Plus d'immigrés parmi les nourrices, les cuisiniers, les serveurs, les nettoyeurs de rue, les assistants de magasin, etc. Bref dans tous ces métiers exercés quasi exclusivement par des immigrés. Il faudrait bien que des nationaux s'en chargent et ils n'accepteraient de le faire qu'en étant payés bien davantage. Les impôts augmenteraient car cela coûterait bien plus cher et ces services ne seraient sans doute plus accomplis aussi bien (les rues ne seraient nettoyées qu'une fois par semaine au lieu de deux, les gens iraient moins au restaurant, seules les mères fortunées pourraient aller travailler, etc. Le résultat, c'est que **la situation de la société dans son ensemble empirerait parce que le coût de la main d'œuvre serait bien plus élevé** et que nous ne pourrions plus nous payer que quelques uns des services auxquels nous recourons fréquemment. Beaucoup de gens qui pourraient exercer des métiers plus qualifiés seraient employés à ces tâches.

Comment font les Japonais qui sont viscéralement opposés à toute immigration ?

En partie, ils font sans. Ils sortent moins, ils payent beaucoup plus cher les services que fournissent habituellement les immigrants. Leurs standards de vie sont donc plus bas que dans les autres pays occidentaux. Mais cette manière de procéder s'érode de plus en plus. Les Japonais trichent : ils parviennent à amener des travailleurs étrangers sur leur territoire par toute une série de moyens. Ils accueillent des descendants de Japonais qui ont émigré au Pérou ou au Brésil il y a un siècle. Ils accueillent toute une série de « stagiaires » et de « spécialistes techniques », principalement des jeunes Chinois qui gagnent de l'argent à travailler comme main d'œuvre non qualifiée.

Les immigrants payent un prix psychologique très lourd en arrivant dans les pays riches : ils sont systématiquement aiguillés vers des métiers qui ne correspondent pas

à leurs capacités réelles. **Mais avec le temps, ils gagnent de l'expérience**, ils finissent par maîtriser la langue, à connaître les usages, à **débusquer les opportunités**, à faire preuve de leur valeur, à inspirer confiance, etc. Ils parviennent alors à monter dans l'ascenseur social. Leurs enfants, eux, pourront choisir la vie qu'ils désirent, surtout s'ils sont nés dans le pays d'accueil. **Plus les immigrants restent dans le pays d'accueil, plus ils ressemblent aux locaux**. Le défi, c'est de rendre cette transition aussi douce que possible.

Chapitre IV : La chasse aux diplômés à travers le monde

Le **Canada recrute désormais activement des diplômés à travers le monde**. Les immigrants doivent être très qualifiés et posséder un sens de l'adaptation, avec une préférence pour ceux qui parlent anglais ou français. En 2004, ce pays a accueilli 59.300 diplômés et entrepreneurs. A titre de comparaison, les Etats-Unis, beaucoup plus grands, n'ont accordé que 65.000 visas pour les diplômés la même année (chiffre porté à 95.000 l'année suivante). Comme le Canada, l'Australie déploie énormément d'efforts pour attirer les travailleurs étrangers. Les migrants potentiels sont sélectionnés par un système de points qui privilégie la jeunesse, les compétences, l'expérience professionnelle, etc. Alors que le Canada attire les étrangers avec de larges expertises, le **gouvernement australien** sélectionne les travailleurs dont il estime que son économie a besoin. Ce système, d'une rare complexité, est un rêve de bureaucrates qui mobilise une armée d'agents de l'immigration. **Ce modèle suscite l'intérêt des bureaucrates européens**. L'Europe désire, elle aussi, attirer les migrants hautement qualifiés. Par ailleurs, la compétition entre **universités** étrangères s'accroît de plus en plus. **Dans cette « course aux cerveaux », l'Amérique arrive loin devant ses concurrents étrangers**.

Les bénéfices de l'immigration des travailleurs qualifiés

Premièrement, **les étrangers peuvent avoir, dans certains domaines, des compétences et qualités supérieures à celles qu'on retrouve dans les autres pays**. Plus précisément, ces qualités et compétences sont parfois plus répandues dans un pays que dans d'autres et cela en raison de facteurs contextuels (histoire, géographie, traditions, etc.). Ainsi, la France forme et exporte les meilleurs cuisiniers du monde. Deuxièmement, la **diversité stimule l'innovation**, cet élixir de la croissance à long terme dans les pays riches. Ainsi, les universités américaines attirent les meilleurs scientifiques et ingénieurs du monde. Dans certaines écoles d'ingénieurs, les étrangers constituent parfois 80% des inscrits. Troisièmement, **dans les secteurs où les entreprises ont tendance à se regrouper en un endroit unique** - la Cité de Londres, la Silicon Valley, etc. - **il y a un grand avantage à attirer des talents aussi diversifiés que possible**.

Alors que les entreprises peuvent s'implanter n'importe où, elles choisissent parfois de se regrouper en certains endroits. **C'est l'un des paradoxes de la mondialisation : elle renforce parfois l'importance de la géographie**. Pourquoi ? Principalement

pour des raisons d'économie d'échelle. Cela enclenche un **cercle vertueux** : quand l'industrie grandit, les coûts diminuent et cette diminution stimule à son tour la croissance. Les clusters de diverses entreprises au même endroit bénéficient d'autres **avantages** : un large réservoir de travailleurs hautement qualifiés pour les entreprises, un réseau étendu de fournisseurs et de services spécialisés, un échange vivifiant d'idées et d'informations qui stimulent le progrès technique. Ainsi, une ville telle que **Londres** a pu devenir un des centres financiers mondiaux. Elle ne peut néanmoins **conserver cette position de place financière qu'à la condition de rester le plus possible ouvert à la main d'œuvre étrangère**. Elle se doit d'attirer le meilleur de la profession en provenance du monde entier. Si elle ne le fait pas, ce sera au bénéfice de son principal concurrent financier, New York. Une des raisons expliquant pourquoi Tokyo a échoué à rivaliser avec Londres et New York tient à son insularité.

« **Je ne peux imaginer Londres sans immigrants. La ville a besoin de permanence d'être mise face à ses défis afin de se réinventer.** Un quart des personnes qui travaillent à Londres - presque deux millions de personnes - sont nées en dehors de l'Angleterre. Des **immigrés hautement qualifiés sont essentiels pour rester mondialement concurrentiels** ». ¹²⁹

On peut dire la même chose d'**Hollywood**. Si l'industrie américaine du film s'appuyait uniquement sur les acteurs et metteurs en scène américains, d'autres industries pourraient la concurrencer. Mais c'est précisément parce qu'Hollywood accueille des acteurs, scénaristes, réalisateurs, etc. du monde entier que sa position est pratiquement inattaquable.

Mais peut-être l'**exemple le plus intéressant démontrant que mondialisation et immigration fonctionnent main dans la main est-il la Silicon Valley**. La plupart des gens regardent la Silicon Valley comme la quintessence de la supériorité technologique américaine. C'est beaucoup plus que cela. C'est en un réalité un **lieu où l'on retrouve le meilleur de l'Amérique** : des **investisseurs** très fortunés prêts à se lancer dans des défis risqués, des **universités** parmi les meilleures au monde qui encouragent les étudiants à mettre leurs recherches en pratique et un **climat juridique et financier** favorable au monde des affaires qui stimule l'entrepreneuriat avec la **crème des talents** venus de tous les coins du monde. C'est ainsi que eBay, Yahoo !, Hotmail, Sun Microsystems, Unix, etc. ont été fondés dans cette vallée.

Les immigrants, dont un grand nombre proviennent de l'Asie y ont bien réussi. Les Indiens et les Chinois sont entrepreneurs par nature. Les immigrants s'appuient sur des réseaux tels que TiE, Silicon Valley Chinese Engineers Association mais aussi Korean IT Forum. Ce réseau fournit des contacts et des ressources aux nouveaux venus mais il connecte aussi ces derniers avec les entrepreneurs rentrés au pays. L'aspect le plus intéressant et le plus positif de ces nouveaux réseaux d'entrepreneurs c'est qu'ils **renforcent des liens ou en établissent de nouveaux entre les Etats-Unis et l'Asie et de nouvelles entreprises dans les pays d'origine des immigrants.**

129 Ph. Legrain, *Immigrants. Your country need them*, Little Brown, 2006, p.99

L'exemple de la Silicon Valley permet de comprendre à quel point l'accusation selon laquelle les immigrants voleraient nos emplois est erronée. Dans l'économie globalisée, le commerce et l'investissement exigent le déplacement des gens et des produits. Ce déplacement de personnes stimule à son tour de nouveaux échanges et investissements. **Nos anciennes manières de voir nous égarent. Elles nous conditionnent à voir les gens comme appartenant à des pays et à croire que ce qu'un pays gagne, l'autre le perd.**¹³⁰ En réalité, les gens peuvent se déplacer autour du monde en engendrant des gains économiques dans différents pays.

Le modèle australien ?

Les étrangers hautement qualifiés avec de nouvelles idées et des talents complémentaires peuvent être une bénédiction. Mais les **politiques** d'immigration des pays riches **qui se focalisent sur les immigrants qualifiés** au détriment des non qualifiés engendrent des **effets indésirables**. Si les pays admettent seulement les travailleurs hautement qualifiés, ils vont **exacerber la pénurie de travailleurs peu qualifiés**. Plus fondamentalement, les gouvernements sont-ils capables de sélectionner correctement les gens dont l'économie a besoin ? En l'occurrence, la politique ultra-sélective et focalisée sur les hautes compétences menée par le gouvernement australien est-elle réellement un modèle pour le monde comme beaucoup le prétendent ? N'y-a-t-il pas une meilleure manière de procéder ?

Une administration est incapable de déterminer si une personne sera utile ou non à l'économie de son pays. Un bon exemple est celui de Leonid Dinevitch. Si ce dernier avait postulé pour immigrer en Australie, il aurait certainement été refusé. Ancien général de l'Armée Rouge, ses compétences n'auraient pas été jugées très utiles dans la liste des compétences recherchées établie par la bureaucratie australienne du service de l'immigration. Son âge, cinquante ans, l'aurait de toute façon d'office disqualifié. Il émigra en Israël en 1991 et parvint à se reconvertir dans un secteur assez inattendu. Il connaissait bien le secteur de la détection par radars. Des ornithologues de l'université hébraïque avaient besoin d'une personne capable de détecter les vols d'oiseaux sauvages et de déterminer leurs itinéraires afin que les avions de l'armée de l'air israélienne cessent de les massacrer accidentellement en empruntant les mêmes couloirs.

L'équation « l'immigration qualifiée est un bien ; l'immigration sous-qualifiée est un mal » est profondément erronée. Les pays riches ont besoin des immigrants peu qualifiés pour faire les travaux que les locaux ne sont plus désireux de faire. Par ailleurs, la capacité d'un gouvernement à déterminer les besoins du marché est sujette à caution car l'économie change constamment et requiert à tout moment de nouvelles compétences. Par ailleurs, les fonctionnaires ne sont pas des chasseurs de tête.

130 Ces "anciennes manières de voir" sont en réalité dénoncées depuis toujours par les libéraux. C'est le procès qu'Adam Smith faisait à la théorie mercantiliste (confer Tome II de la Tradition de la Liberté).

Le cas des médecins offre un bon exemple du fait que le meilleur remède à une pénurie de travailleurs très qualifiés n'est pas nécessairement d'en encourager certains à venir de l'étranger. Beaucoup de pays riches connaissent des pénuries de médecins et tentent d'en recruter dans les pays pauvres. C'est un vrai problème car les pays pauvres sont également en pénurie. Par ailleurs, les docteurs en provenance des pays pauvres n'ont pas reçu une formation aussi poussée que celle délivrée dans les pays occidentaux. **Cela n'a pas beaucoup de sens d'importer des docteurs en provenance de pays pauvres. Ce problème est encore rendu plus complexe en raison de l'interventionnisme étatique.** Pourquoi y-a-t-il pénurie de médecins en Angleterre ? Parce que le secteur médical, largement étatisé, rémunère les médecins avec des salaires artificiellement bas. Cela a fait fortement décliner l'attrait de cette profession aux yeux des jeunes qui cherchent à s'orienter. Le résultat, c'est que l'Angleterre doit importer la moitié de ses médecins et deux cinquièmes de ses infirmières. **A la rigueur, cela aurait un sens de faire venir des docteurs en provenance d'autres pays si le marché du travail était totalement libre et si tous les travailleurs pouvaient se mouvoir librement dans le monde.** Ce n'est pas (encore) le cas.

Chapitre V : Cosmopolites et riches Les bénéfiques économiques de la diversité.

Richesse et cosmopolitisme vont souvent de pair. Selon les travaux¹³¹ du professeur **Richard Florida** (George Mason University, USA), **les villes dont les universités font les plus grandes innovations technologiques sont les villes les plus multiculturelles de la planète et les plus tolérantes, celles où convergent des personnes venues de tous les continents, celles où on trouve la plus grande concentration d'homosexuels, celles où on parle en moyenne 300 langues, celles où on trouve la plus grande concentration de ce qu'il appelle les « bohémiens »**(artistes, peintres, musiciens, écrivains, acteurs, etc.), **celles où l'on trouve les plus impressionnantes boîtes de nuit, c'est-à-dire Los Angeles, New York, San Francisco, San Diego, Chicago, Houston, Boston, Washington DC, etc.** L'explication ? **Plus grande est la diversité, plus grande est l'innovation.**

Certaines grandes villes parviennent à recréer la diversité du monde entier en un seul endroit. Historiquement, la plupart des grandes villes étaient extrêmement cosmopolites, en partie parce qu'elles attiraient les gens talentueux d'un peu partout mais aussi parce que la diversité faisait jaillir de nouvelles perspectives. C'était vrai de l'ancienne Athènes, de la Florence médiévale, du Londres élisabéthain, du Paris postrévolutionnaire, de la Vienne « fin de siècle », de Berlin sous le régime de Weimar, etc.

Les économistes sont généralement assez mauvais quand ils **tentent d'expliquer pourquoi une économie est en croissance.** Le modèle standard consiste évidemment à mettre en avant le fait que la taille de la main d'œuvre augmente, que ses compétences augmentent, qu'on investit plus et à plus long terme, qu'on améliore

131 R. Florida, *The Rise of creative class*, Basic Books, 2002

la technologie, etc. Les études insistent souvent sur le fait que l'amélioration de la technologie stimule la productivité. **Mais, précisément, quelle est la cause des innovations technologiques ? La réponse à cette question est vitale.** On avance quelques explications : les travailleurs doivent être bien formés, volontaires. Ils doivent pouvoir s'adapter et rester ouverts aux idées nouvelles. Les entreprises doivent investir dans la recherche. Les gouvernements aussi. Il faut procéder par essais/erreurs. La compétition entre entreprises permet de séparer les bonnes des mauvaises idées. Etc.

Mais la question à laquelle on ne répond jamais, c'est celle-ci : **qu'est-ce qui fait jaillir les nouvelles idées ?** L'innovation peut provenir d'individus géniaux qui, se concentrant sur un problème, parviennent à le résoudre d'une manière ingénieuse. **Historiquement**, beaucoup de ces génies étaient des **immigrés**. **Peut-être parce que les étrangers sont moins susceptibles de se soumettre aux manières de penser propres à une société.** Mais, le plus souvent, l'innovation naît d'un groupe de personnes talentueuses qui entrechoquent leurs idées. En examinant un problème à travers une variété de perspectives, elles ont une probabilité plus grande de le résoudre. Même s'il y a beaucoup de variété dans les sociétés individualistes, la plupart des gens partagent néanmoins un grand nombre d'opinions communes. **Les immigrants apportent quelque chose de différent au mélange** et c'est peut-être ici que se trouve la clé pour accroître l'innovation et la croissance.

D'anciennes écoles de pensée estimaient que la diversité tuait la performance. Cette idée est encore répandue. Par exemple, beaucoup de gens attribuent le succès économique prodigieux du Japon après la seconde guerre mondiale à la remarquable homogénéité de leur société. La stagnation économique de ce pays a néanmoins mis une sourdine à ce type d'arguments.

Edward Lazear estime que **les équipes internationales des grandes multinationales sont la preuve que les bénéfices de la diversité en surpassent les inconvénients** tels que la pluralité des langues et les frictions interculturelles. Une multinationale gagne à avoir une main d'œuvre très diversifiée quand ses employés, provenant de différents pays et cultures, possèdent des compétences pertinentes qui peuvent être aisément apprises par leurs collègues. En un sens, la diversité culturelle est un peu comme une autre manière de découvrir les « bonnes pratiques ». **Cela dit, la diversité n'est pas un avantage dans toutes les activités.** Andrea Prat, de la London School of Economics, affirme que, **pour une action intégrée entre diverses unités, il vaut mieux avoir une équipe homogène pour rendre la coopération plus facile.** C'est le cas, par exemple, de la **bureaucratie**. Mais dans des **activités qui consistent à exploiter de nouvelles opportunités, une main d'œuvre diversifiée est préférable** car elle maximise les chances de développer des innovations.

Les sociétés culturellement diverses tendent à être plus productives que les sociétés uniformes car elles contiennent une grande variété de biens, de services, de compétences et d'idées disponibles pour la consommation et la production. Par ailleurs, en confrontant des compétences complémentaires, différentes capacités et des

approches différentes de résolution des problèmes, la diversité stimule la créativité, l'innovation et, ultimement, la croissance.

Mais la diversité peut aussi conduire aux problèmes de communication, au conflit et au racisme. Si l'on désire moissonner les avantages de la diversité, il faut faire preuve d'une aptitude à la **tolérance** de la part des locaux et d'une **forte volonté de s'intégrer** de la part des immigrés.

Chapitre VI : Ne veulent-ils pas nos emplois ? Les immigrés déclassent-ils les travailleurs locaux ?

Les détracteurs de l'immigration clament constamment que les **immigrés s'approprient les emplois qui auraient dû revenir aux nationaux et déprécient leur salaire.**

Heureusement, aucune de ces calamités n'est survenue en Israël lors de l'exode massif des Juifs de l'ancienne Union Soviétique à partir de 1990. Entre 1990 et 1997, 710.000 Juifs russes, qui bénéficiaient, en tant que Juifs, d'un droit automatique à la nationalité israélienne, sont venus s'installer en Israël. Cela représenta **d'un coup une augmentation de 15% de la population active.** Ces Russes ont-ils pris les emplois des Israéliens locaux ? Non. D'après le professeur Sarit Cohen Golder de l'université de Tël Aviv, un économiste spécialisé dans ces questions, « **les natifs n'ont absolument pas souffert de cette immigration** ». Entre 1989 et 1991, le taux de chômage des Israéliens a même chuté (même si le taux de chômage des femmes israéliennes augmenta légèrement). Entre 1989 et 1997, le taux de chômage chez les natifs (tant les hommes que les femmes) chuta considérablement. Voilà qui dément cette théorie selon laquelle les immigrés volent les emplois des natifs. Quand aux immigrés eux-mêmes, la plupart commencèrent, dès leur arrivée, par s'inscrire au chômage. **Mais en 1997, leur taux de chômage était équivalent à celui des natifs.** Miraculeusement, l'économie israélienne a absorbé un nombre important de nouveaux travailleurs sans augmenter le chômage.

Comment cela a-t-il été possible ? Initialement, cet immense afflux d'immigrés fit chuter de 5% le salaire des Israéliens natifs entre 1989 et 1991. Cet afflux fit également grimper brutalement le taux d'intérêt, car il stimula une demande de capitaux pour construire des maisons et des entreprises pour les nouveaux arrivés. Cela engendra un boom spéculatif entre 1990 et 1994, largement financé par des emprunts extérieurs. Ces investissements conduisirent à un retour des salaires au niveau qu'ils avaient avant l'arrivée des immigrants car ils avaient rendu les travailleurs plus productifs. En 1994, les taux d'intérêt revinrent au même niveau. La leçon est claire : **des économies avancées et flexibles peuvent absorber un nombre important de migrants** si les flux sont raisonnablement prévisibles et avec un coût à court terme s'ils sont inattendus (comme ce fut le cas en Israël en 1990).

On prétend aussi que l'immigration a pour effet de diminuer le salaire moyen des natifs. Beaucoup d'études ont **démenti ce phénomène** mais concernent le seul marché américain. Une étude à ce sujet a été publiée en Angleterre en 2003 par Christian Dustmann et ses collègues de l'University College London. Il estime qu'il n'y a pas de preuve quant à des effets négatifs de l'immigration sur l'emploi et le salaire des natifs et que les chiffres suggèrent plutôt que « **si effet il y a, c'est que l'immigration rehausserait le salaire des natifs** ».

Loin de concurrencer les autochtones, les immigrants jouent un rôle complémentaire qui leur bénéficie directement. Une autre étude¹³² de Dominique Gross (du FMI) démontre que, même si l'immigration peut causer une très petite élévation du chômage à court terme, elle entraîne une diminution de ce dernier à long terme. Quoique des pays tels que l'Amérique, l'Espagne et l'Angleterre aient admis de nombreux immigrants, le chômage n'y a pas augmenté mais baissé. Non seulement, l'immigration n'exerce pas d'effets négatifs mais elle en génère des positifs. De nouvelles arrivées **augmentent la demande de services et de biens** (et créent de l'emploi pour les natifs). Par ailleurs, les **immigrants ont pour effet de graisser les rouages du marché de l'emploi**, particulièrement en Europe où les autochtones rechignent à se déplacer là où les métiers se trouvent (ce qui n'incommoder pas les migrants qui ont déjà fait un long chemin).

La **peur des immigrants dépouillant les autochtones de leur emploi** est ancienne et profondément enracinée. Elle repose sur une **double erreur**, à savoir, premièrement, que le **nombre d'emplois est fixe** (et donc que ce qu'une personne gagne est une perte pour une autre) et, **deuxièmement, que les travailleurs étrangers sont des substituts des autochtones**, alors qu'en réalité, ils ont des compétences différentes et des qualités qui les rend souvent complémentaires. Cette complémentarité peut d'ailleurs augmenter la productivité.

Chapitre VII : Des groins dans notre mangeoire ? Les immigrants sont-ils un fardeau pour notre Etat-Providence ?

On retrouve fréquemment, particulièrement dans le discours de l'extrême droite, cette idée que les immigrants viennent vider les caisses de l'Etat au détriment de ceux qui les alimentent. A en croire certains, la sécurité sociale exercerait un **véritable effet magnétique**. Cette **accusation est grotesque**, en particulier lorsque la migration clandestine est coûteuse et risquée. **Pour un Afghan, cela vaut-il réellement la peine de payer 5000£ à un passeur pour bénéficier d'une allocation de chômage de 50£ par mois en Angleterre ?** Par ailleurs, dans ce genre de calcul, on oublie souvent que le coût de la vie est incomparablement plus élevé dans un pays riche que dans un pays pauvre. Avec 33\$ au Honduras, vous obtenez des biens qu'il vaut faudrait payer 100\$ aux Etats-Unis. **Il serait d'ailleurs curieux que des personnes soient suffisamment**

132 D. Gross, **Three Million Foreigners, Three Million Unemployed? Immigration and the French Labour Market**, IMF, Working Paper 99/124, IMF, 1999

entreprenantes pour quitter leur pays et perdent subitement toute motivation une fois arrivées sur place.

De toute façon, les immigrants n'ont jamais (ou quasiment jamais) accès aux allocations de l'Etat-Providence. Ils peuvent, il est vrai, bénéficier des soins d'urgence (mais avec la crainte d'être cueillis par la police une fois sortis d'hôpital et d'être expulsés). Aux Etats-Unis, un immigrant légal (exception faite des réfugiés qui obtiennent l'asile politique) ne reçoit aucune aide avant 5 ans et ne reçoit jamais de «tickets repas» (food-stamps) à moins de devenir citoyen. Un immigrant illégal, lui, n'a droit à rien si ce n'est à des soins urgents et à des vaccinations. **En Angleterre, les migrants temporaires** (c'est-à-dire les travailleurs extra-européens et ceux qui ont été admis à titre de regroupement familial) **ne peuvent prétendre à aucune allocation sociale** à l'exception d'une aide au logement pour laquelle l'éligibilité varie localement. En France et en Allemagne, les travailleurs temporaires et les demandeurs d'asile ne peuvent prétendre à quasiment aucune aide sociale.

Milton **Friedman** affirmait : « Il est évident que vous ne pouvez avoir une immigration libre et un Etat-Providence ». Selon Philippe Legrain, **Milton Friedman a tort. L'immigration libre est compatible avec l'Etat-Providence.** Non seulement parce que peu d'immigrés choisiront de réclamer des allocations alors qu'ils peuvent gagner bien davantage en travaillant (souvent le migrant trouve rapidement du travail pour rembourser ce qu'il doit au passeur clandestin). Mais aussi, parce qu'ils peuvent se voir refuser - et se font effectivement refuser - les avantages dont bénéficient les citoyens et les résidents de longue durée.

On peut alors objecter que, certes, les immigrants ne sont peut-être pas motivés par les allocations sociales mais que, en fin de compte, ils finissent toujours par vivre aux crochets de l'Etat. Qu'en penser ? Il faut d'abord comprendre les rapports d'un individu avec l'Etat-Providence. En fonction des âges de la vie, la situation d'un autochtone évolue par rapport à l'Etat-Providence. **Il est d'abord un fardeau pour l'Etat quand il commence sa vie** et que son éducation est financée. **Il devient un contributeur net quand il travaille** et **redevient un fardeau quand il est au chômage, pensionné ou requérant de coûteux soins de santé.** Ceci est valable pour les immigrants également. Ils seront contributeurs nets à leur arrivée et des fardeaux en fin de vie. Mais, à ce moment-là, leurs enfants seront contributeurs nets. En dépit de la complexité de cette question, on peut ici faire quelques généralisations sur l'impact fiscal de l'immigration future.

Premièrement, les immigrés qui viennent chercher un travail temporaire sans être accompagnés de leur famille et qui ne peuvent bénéficier de l'Etat-Providence sont clairement des **contributeurs nets** pour les finances publiques car ils payeront des taxes sur leurs revenus et sur les dépenses qu'ils font dans le pays (alors qu'ils ne peuvent recevoir aucune allocation en retour).

Deuxièmement, si certains travailleurs temporaires sont autorisés à devenir des résidents permanents jouissant des droits sociaux **après un certain nombre**

d'années, ils resteront probablement contributeurs nets durant leur vie entière, pourvu qu'ils conservent leur emploi. Pourquoi ? Parce que le gouvernement n'a pas dû financer leur éducation (ce qui représente une économie gigantesque) et parce que, durant tout un temps, ils auront travaillé sans pouvoir réclamer des allocations.

Troisièmement, contrairement à un préjugé largement répandu, les immigrés illégaux ne sont pas une charge pour les contribuables. S'ils possèdent des faux documents, ils payeront des impôts et contribueront à la sécurité sociale sans recueillir aucun droit à la pension et à d'autres avantages sociaux. Une étude montre qu'entre 1990 et 1998, les employeurs ont payé aux Etats-Unis un montant de 20 milliards \$ de contributions résultant du travail d'immigrants irréguliers utilisant de fausses cartes de sécurité sociale. Montants dont ils ne pourront jamais bénéficier. Même ceux qui travaillent en noir sont contributeurs nets car ils paient la TVA sur les biens et les services qu'ils achètent.

Une étude a essayé de quantifier la contribution nette que produit un **immigrant** qui arrive en Allemagne. **En moyenne, il versera 55.400 \$ dans les caisses de l'Etat durant sa vie.**

Il n'y a pas de remèdes au vieillissement

L'immigration peut aider certains pays à résoudre temporairement le problème du financement des pensions mais ne peut compenser les effets du vieillissement de la population qui est en cours dans les pays riches. Le nombre de personnes âgées va augmenter rapidement entre 2000 et 2050. Selon les estimations de l'ONU, **si l'immigration à destination des pays riches s'arrêtait, la démographie de l'Europe et du Japon chuterait brusquement avant 2050** et celle des Etats-Unis commencerait à décliner avant 2050.

Le nombre d'enfants à charge par personne va baisser mais le nombre de pensionnés « à charge » (c'est-à-dire dont il faut financer la pension via le système redistributif) **va augmenter.** Or, un pensionné coûte en moyenne 2,5 fois plus qu'un enfant. Les systèmes de sécurité sociale dans les pays riches vont être soumis à une **pression croissante** à mesure qu'augmente le nombre de pensionnés. A moins que les gouvernements ne renégocient leurs promesses de pension, augmentent l'âge de la pension, coupent dans leurs dépenses ou augmentent les taxes, les **finances publiques vont se détériorer.**

Dès lors, **si ces pays veulent empêcher la baisse démographique, ils devront promouvoir l'immigration.** Le « **ratio de dépendance démographique** » correspond au nombre de personnes pensionnées divisé par le nombre de personnes actives. **Il est aux alentours de trois**, c'est-à-dire qu'un pensionné est supporté par un peu moins de trois travailleurs. **Pour maintenir ce ratio de dépendance démographique au-dessus de 3, il faudrait un flux de migrants de trois millions chaque année à l'intérieur de l'Union Européenne.** Aux Etats-Unis, il suffit d'un million chaque année. Dans tous les cas, les pays riches avec une population âgée vont certainement

attirer des immigrants des pays pauvres. Le nombre de personnes âgées qui ont besoin de soins ne cesse d'augmenter mais le nombre de jeunes natifs désireux de s'occuper de personnes âgées, lui, ne grandit pas. **Il est donc tout à fait logique de promouvoir l'immigration.**

Chapitre VIII : « Nos héros »

Comment la migration aide les pays pauvres

Chaque Noël, le gouvernement philippin organise une cérémonie pour ses « héros » de retour au pays. Ces héros, ce sont les Philippins qui travaillent à l'étranger et qui reviennent au pays pour passer les vacances de fin d'année. Contrairement à beaucoup de pays en voie de développement, la **République des Philippines encourage activement ses citoyens à travailler à l'étranger.** Plus de 7 millions de Philippins, soit 9% de la population du pays, travaillent à l'étranger. En 2004, ils ont expédié 11,6 milliards \$ à travers les circuits officiels et peut-être deux fois plus par les circuits officieux.

La plupart des gouvernements du tiers-monde éprouvent des sentiments mitigés par rapport à l'émigration. Le départ de citoyens à la recherche d'un emploi à l'étranger est perçu comme un **signe d'échec** et l'exode de précieux diplômés est considéré comme particulièrement préoccupant. **Quand il s'agit de médecins africains, c'est un vrai drame car ces derniers sont en pénurie** dans beaucoup de pays de ce continent. Comme les gouvernements ne « possèdent » pas leurs citoyens, ils ne peuvent les retenir sans violer les droits de l'homme. **Mais, dans l'ensemble, l'émigration est une bénédiction pour les pays en voie de développement.** Cela augmente les salaires de ceux qui restent et les versements que les migrants envoient au pays réduisent la pauvreté et contribuent au développement.

Hormis quelques petites îles des Caraïbes et du Sud Pacifique, **peu de pays aujourd'hui perdent autant de population que n'en a perdu l'Irlande durant le XIX^{ème} siècle.** En réalité, la population des pays en voie de développement est tellement gigantesque (aux alentours de 5,5 milliards) et grandit tellement vite (80 millions chaque année) que **l'émigration** (officiellement 3 millions chaque année et sans doute 3 autres millions illégalement) **ne change pas grand chose au nombre total.** Mais comme le **salaire moyen** d'un migrant en Europe équivaut en moyenne à **35 fois** celui d'un Africain sub-saharien et comme les **migrants expédient un sixième de leurs gains au pays d'origine**, les versements de ces derniers peuvent avoir une influence substantielle non seulement pour leurs proches mais pour les perspectives économiques du pays dans son entier. Dépensé dans l'économie locale, cet argent stimule l'économie car il augmente la demande de biens et de services que les locaux produisent. Dans des pays tels que les Philippines où les versements représentent une part substantielle de l'économie, ces versements peuvent soulager la pauvreté.

Il est difficile d'estimer le montant total des versements faits chaque année. Selon la Banque Mondiale, les versements de l'année 2005 atteindraient les 167 milliards \$.

Le vrai chiffre, si on y ajoute les versements non enregistrés, doit probablement être plus élevé de 50% selon cette même Banque mondiale. Dans 20 pays sous-développés, le montant des versements représente parfois plus du dixième de l'économie. Au Maroc, **ces versements rapportent plus d'argent que le tourisme**. Et ces versements augmentent d'année en année à un rythme très rapide. Dans certains pays, ils ont doublé, triplé et même quadruplé entre 2001 et 2003. **La beauté des versements c'est que, contrairement aux aides au développement, ils vont directement dans les poches des gens qu'ils veulent aider**. Quand ils sont utilisés dans l'économie locale ou pour développer de petits commerces, ils bénéficient plus généralement à toute la communauté.

Certains critiques affirment que ces versements font peu de bien au pays car ils sont gaspillés dans des objets de consommation tels que des tv, des enregistreurs vidéo, etc. au lieu d'être investis de façon plus productive. Mais ce n'est pas vrai. Une partie de la monnaie est dépensée, l'autre investie. Ces versements ont une réelle influence. **Même dans les pays qui reçoivent un montant relativement petit, la pauvreté est réduite d'un cinquième**. Ces versements **permettent aussi de protéger les pauvres de ces pays contre des événements accidentels contre lesquels les gens des pays riches sont largement protégés**. Dans ces pays du tiers monde, les revenus sont bas mais aussi volatiles. Les mécanismes d'assurance sont inexistantes ou rudimentaires. Ces versements servent donc à amortir les conséquences des accidents de la vie. Ces versements, par leur régularité, permettent de servir de **caution aux emprunteurs** dans les pays pauvres.

Les migrants ont fondé des milliers d'associations consacrées à des projets prenant place dans leur ville ou village natal. En France, on trouve plus d'un millier d'« organisations de solidarité internationale issues des migrations » (OSIM). Il y en a du même genre en Angleterre, au Canada, aux USA, etc. Ces projets, qui sont réalisés principalement dans les zones rurales, concernent **la santé, l'éducation, les routes, l'électricité**, etc. Elles peuvent faire une grande différence. Le montant des donations qu'elles recueillent est souvent plus important que le budget municipal consacré aux travaux publics.

Beaucoup d'hommes d'affaires parcourant le monde construisent chaque jour l'économie mondialisée à travers les banques d'investissement, les multinationales, etc. Mais, parallèlement, de simples migrants, profitant des transports bon marché et des communications, construisent plus humblement mais de plus en plus efficacement, la « mondialisation par en bas ». Les versements peuvent faire encore plus que simplement soulager la pauvreté et contribuer au développement des pays d'origine. Ils peuvent aussi bénéficier à l'économie mondiale. **Pour beaucoup de pays, il est impossible d'emprunter à l'étranger**. Mais les versements, une fois qu'ils sont quantifiés, permettent de **rassurer les prêteurs** et donnent ainsi à ces populations accès à des emprunts plus importants et à des taux inférieurs. Dès lors, **l'envoi de travailleurs à l'étranger peut, pour un pays du tiers-monde, s'avérer être une opération win-win** : les migrants s'enrichissent et leur pays d'origine aussi. Mais que se passe-t-il lorsqu'un pays pauvre perd ses membres les plus talentueux ?

Chapitre IX : Fuite des cerveaux ou pluie des bénéfiques ? Coûts et bénéfiques de l'émigration qualifiée

Du point de vue de l'économie mondiale, il est profitable que des cerveaux qui peuvent être plus productifs dans une autre région du monde **s'y déplacent** afin d'y créer plus de richesses. **Du point de vue du migrant, c'est une bonne chose également** (meilleur revenu, vie plus confortable, plus libre, plus épanouissante, ascension sociale, perspectives pour ses enfants, etc.). Autrement, il ne migrerait pas. **Du point de vue du pays natal, c'est un autre problème.** Cela peut être **profitable mais pas toujours**. Une fuite des cerveaux peut nuire à un pays pauvre de diverses manières. Les personnes talentueuses et entreprenantes créent des emplois et des opportunités pour les autres. Ils créent des entreprises, attirent d'autres personnes talentueuses, entraînent et forment des jeunes travailleurs prometteurs, stimulent la créativité des moins qualifiés, etc. **Quand ils émigrent, ils privent leur pays non seulement de leurs compétences mais de toutes les retombées positives** de leurs activités.

Cela dit, le coût de l'émigration des plus qualifiés n'est jamais démesuré. L'Inde, par exemple, produit plus d'ingénieurs qu'elle ne peut en employer. Elle ne perd pas grand-chose quand certains partent. Par contre, dans certains pays, le coût des études universitaires peut être très élevé. Le départ d'un diplômé peut représenter un vrai gaspillage au regard des fonds publics investis dans la formation. Cela dit, **les pays en voie de développement peuvent aussi bénéficier de l'exportation de certains de leurs cerveaux.** Cela peut augmenter le salaire de ceux qui restent. Par ailleurs, on l'a vu, les immigrants peuvent expédier des versements au pays. Ainsi, un ingénieur qui gagnait 5000 \$ au pays chaque année peut en gagner 30.000 dans un pays riche et envoyer 5000\$ au pays à ses vieux parents. Enfin, beaucoup de migrants retournent au pays rapportant là-bas de nouvelles compétences et de nouvelles idées acquises à l'étranger.

Même si l'émigration de travailleurs qualifiés peut être une bonne chose, une trop importante émigration de cette sorte est mauvaise. La bonne nouvelle, c'est que, dans la plupart de ces pays, la fuite des cerveaux a relativement peu d'impact. La mauvaise, c'est que les pays africains souffrent d'une pénurie de médecins alors qu'ils sont ravagés par le sida.

La plupart des émigrants qualifiés provenant des pays du tiers-monde viennent de l'Asie du Sud et de l'Asie de l'Est. **Pour la plupart des pays du tiers-monde, la fuite des cerveaux n'est pas réellement un problème sérieux.** Certains pays sont si pauvres que les personnes les plus qualifiées ne sont même pas en mesure de pratiquer effectivement leur profession. Leur départ ne change rien à la situation. Cela dit, une trop grande émigration des plus qualifiés peut être nocive. Certaines études ont tenté d'estimer le **taux optimal de fuite des cerveaux.** Ce dernier tourne autour de **20%**.

Pouvez-vous trouver un médecin quand vous en avez besoin ?

Des taux élevés d'émigration ne sont pas nécessairement un problème : les Philippines, l'Inde, Cuba ont délibérément formé plus de docteurs et d'infirmières que nécessaires afin d'en exporter dans les pays riches. **Mais les pénuries de staff médical sont, quant à elles, un réel problème.** Dans les 47 pays d'Afrique subsaharienne, 37 ne peuvent aligner le quota de minimum 20 médecins pour 100.000 personnes recommandé par l'Organisation Mondiale de la Santé. **Le problème des soins en Afrique, c'est que la demande primaire est gigantesque en raison de l'épidémie du sida** alors que le paiement et les conditions de travail sont misérables, particulièrement dans les aires rurales. Les travailleurs de la santé cherchent de meilleurs **opportunités** dans les villes, **dans d'autres professions ou à l'étranger.** Le salaire mensuel d'un médecin est de 50 \$ au Sierra Leone et de 1.245 \$ en Afrique du Sud. Au Canada ou en Australie, il gagnera plus de quatre fois le salaire d'Afrique du Sud, sans compter toutes les autres facilités, les perspectives de carrière et les promesses d'une vie meilleure pour ses enfants. Par ailleurs, les pays riches connaissent une **pénurie croissante de spécialistes de la santé**, particulièrement à destination des personnes âgées.

Le blâme pour la fuite des cerveaux ne doit pas être adressé uniquement aux pays riches. C'est aussi aux pays pauvres qu'il appartient d'encourager, sans les forcer, le **sens de l'allégeance au pays.** Ils doivent aussi **les payer mieux** et leur assurer de meilleures conditions de travail. Beaucoup de gens, qualifiés ou non, quittent leur pays parce que leurs dirigeants sont corrompus et ne se préoccupent guère d'améliorer la situation.

Il y a **beaucoup de choses que les pays en voie de développement peuvent faire pour transformer cette fuite de cerveaux en un atout.** Certains suggèrent que le **pays taxe ses citoyens qui vivent à l'étranger.** Mais c'est une mauvaise idée. A la fois **impraticable** (car cela nécessiterait la coopération de tous les pays riches) et **contreproductive** (cela inciterait les citoyens à renoncer à leur nationalité plutôt que de rester impliqué dans les affaires de leur pays natal). Il vaut mieux utiliser la carotte que le bâton. Ces pays doivent considérer la diaspora comme une « **banque à cerveaux** » à laquelle ils apportent des personnes talentueuses et de laquelle ils peuvent recevoir des versements, un know-how, des contacts et, peut-être, des migrants qui reviennent au pays.

En effet, des migrants qui reviennent peuvent parfois faire beaucoup plus de bien que tout l'argent qu'ils envoient. La **diaspora indienne a joué un rôle central dans la croissance stupéfiante du secteur informatique en Inde.** 19 des 20 plus grosses compagnies indiennes de technologie informatique ont été fondées ou sont dirigées par des professionnels issus de la diaspora indienne. Les gouvernements dans certains pays en voie de développement, notamment en Chine, aux Philippines et à Taïwan, offrent un **large éventail d'incitants** (incluant des fonds de recherche, des opportunités d'étude, etc.) **pour inciter les migrants à revenir.** S'il y a beaucoup d'opportunités pour investir et s'ils sont bien accueillis, ils vont probablement revenir au pays.

Chapitre X : Pour un moment seulement La problématique de la migration provisoire

Les programmes de travailleurs temporaires reviennent à la mode dans divers pays. Ils offrent de **nombreux avantages**. Ils procurent aux pays riches une **flexibilité** pour permettre aux immigrants de venir au moment où l'économie a besoin d'eux. Si la demande de main d'œuvre diminue, il suffit de ne pas renouveler le contrat. Cela permet d'apaiser la crainte que les immigrants constituent un fardeau pour la sécurité sociale. En outre, cela **réduit drastiquement la tentation d'immigrer illégalement**. Quand vous êtes peu qualifié, pourquoi courir le risque de mourir et d'être exploité sur le marché noir alors que vous pouvez venir légalement avec une protection légale et une garantie salariale ? **Les pays pauvres en profitent indirectement** car les travailleurs expédiés à l'étranger sans leur famille durant une période limitée reviendront très probablement au pays avec tout ce qu'ils ont pu économiser.

De tels systèmes présentent également des inconvénients. L'employeur doit continuellement former les nouveaux travailleurs. Ces derniers sont peu incités à apprendre la langue. Cela dit, le décalage entre le salaire du pays d'accueil et celui du pays d'origine est généralement tellement important que cela reste un incitant non négligeable. **Certains objectent que de tels programmes ne marchent pas, car certains migrants décident de rester et les pays d'accueil n'arrivent pas à les faire repartir.** On cite souvent le programme Bracero qui, entre 1942 et 1964, a permis à des centaines de milliers de Mexicains de venir travailler aux Etats-Unis pour des périodes de six semaines. La plupart sont rentrés au pays mais certains, il est vrai, sont restés. Il est inévitable, répond Philippe Legrain, que certains en profitent pour demeurer illégalement **mais il est possible de créer de puissants incitants financiers pour motiver les travailleurs temporaires à rentrer chez eux** après la fin du contrat.

Le programme canadien de travail agricole saisonnier permet à 18.000 ouvriers agricoles (en provenance du Mexique et des Caraïbes) **de venir travailler chaque année** durant en moyenne quatre mois. Les fermiers doivent offrir un travail de minimum 240 heures s'étalant sur un minimum de six semaines. Les travailleurs sont logés gratuitement et reçoivent un salaire équivalent à celui des Canadiens exécutant le même travail. Les fermiers avancent le prix de l'avion mais le récupèrent sur le salaire (dont ils déduisent aussi les taxes et les frais d'assurance). En repartant, les immigrants reçoivent une évaluation sous enveloppe scellée. Ils doivent la remettre aux autorités de leur pays d'origine.

En Amérique, le président Bush a déposé un programme ambitieux permettant de « faire se rencontrer la volonté des travailleurs étrangers et celle des employeurs américains afin de remplir les emplois dont les Américains ne veulent pas ». ¹³³ Ce programme consiste à offrir un **visa de trois ans, renouvelable un nombre indéfini de fois**, pour permettre aux travailleurs étrangers de poser leur candidature depuis leur

¹³³ **Ce programme du président Bush n'est pas passé.** Un nouveau programme, bipartisan, s'inspirant de ce dernier a été voté au Sénat le 27 juin 2013. A l'heure où ce livre est mis sous presse, ce programme est examiné par la Chambre des Représentants. Il s'agit du "Border Security, Economic Opportunity, and Immigration Modernization Act of 2013".

pays ou pour permettre aux travailleurs illégaux présents sur le territoire américain de se régulariser. Le nombre de visas est déterminé par le nombre d'emplois disponibles et non pas par un quota fixé à l'avance. **Durant la durée du visa, les travailleurs temporaires sont libres de quitter et de revenir aux Etats-Unis à volonté.** Pour les inciter à repartir, ils ont droit à des réductions d'impôts qu'ils touchent une fois de retour dans leur pays d'origine. Ils ont également le **droit de faire transférer dans le système de sécurité sociale de leur pays le montant cotisé durant la période de travail** prestée aux Etats-Unis. Les travailleurs temporaires peuvent également postuler pour résider aux Etats-Unis de manière permanente mais seulement à travers des canaux définis et avec le parrainage d'un employeur ou d'un membre de la famille.

A long terme, cette question devrait être traitée par l'OMC pour fournir un cadre commun. Ce serait un **grand pas en avant dans la libéralisation du travail.** Mais dans l'immédiat, les programmes nationaux ou les arrangements bilatéraux constituent la meilleure manière d'avancer dans cette direction.

Chapitre XI : Une nation d'étrangers ? Est-ce que l'immigration menace l'identité nationale ?

« Je ne nie pas que les gens qui parlent la même langue, qui sont nés et qui vivent sur le même territoire, font face aux mêmes problèmes et pratiquent la même religion et les mêmes coutumes, partagent des caractéristiques communes. Mais un commun dénominateur ne peut définir chacun d'entre eux et a seulement pour effet d'abolir et de reléguer dédaigneusement au second plan la somme des attributs et traits de caractère uniques qui différencient un membre des autres membres du groupe. Le **concept d'identité**, quand il n'est pas employé exclusivement à l'échelon individuel, est **intrinsèquement réductionniste et déshumanisant** ;c'est une abstraction collectiviste et idéologique de tout ce qui est original et créatif dans l'être humain, de tout ce qui n'est pas imposé par héritage, géographie et pression sociale. **La vraie identité surgit plutôt de la capacité de l'être humain à résister de ces influences et de les contrer par des actes libres de sa propre invention... La notion d' « identité collective » est une fiction idéologique et la fondation du nationalisme** » (Mario Vargas Llosa, La Culture de la Liberté).

En théorie, la planète est divisée en pays dirigés par des Etats souverains qui sont clairement délimités par des frontières abritant des groupes de personnes appelés « nations ». En pratique pourtant, le monde est beaucoup plus compliqué. **Les Etats ne sont plus aussi souverains que par le passé.** Ils sont liés entre eux par des traités et n'agissent pas sans contraintes externes. Il y a désormais des organisations internationales comme, par exemple, l'Union Européenne, qui « forcent la main » aux Nations. Cette souveraineté est aussi concurrencée par de puissantes ONG et des groupes de pressions. Ces Etats ne maîtrisent plus totalement leurs frontières et ne peuvent pas déporter purement et simplement ceux qui franchissent illégalement les frontières. Ces derniers peuvent se voir autorisés par des tribunaux à rester et même à

faire venir leur famille. Par ailleurs, les peuples qui ont créé ces nations ne sont plus les mêmes que ceux qui y vivent actuellement. **La notion d'une communauté nationale simple et immuable** - l'Amérique « une Nation sous Dieu », l'Angleterre, avec la reine, l'Union Jack, le cricket, etc. - **est un mythe. Les Nations changent. Les gens et les valeurs aussi.**

Selon Peter Brimelov, l'auteur de « Alien Nation », **le mot « nation » est dérivé du verbe latin « nasci »** (être né). Cela implique un lien par le sang. Au sens réel du terme, une nation serait une famille étendue. Selon Brimelov, le **processus fusionnel** par lequel une nation est créée n'est pas seulement culturel. Il est aussi, dans une mesure considérable, biologique, à travers l'intermariage. **Philippe Legrain estime que cette idée** de la nation comme « famille étendue » (ou une tribu moderne) est, hormis peut-être le cas des Islandais, une idée **absurde**. En réalité, un pays est un conglomérat des personnes d'origines très diverses. **Les nations sont tout sauf des familles**. Elles sont beaucoup trop larges pour prétendre posséder une origine commune qui ne soit pas fictive. S'il y a une nation anglaise, française ou américaine, c'est largement une construction civique et non pas ethnique, construction que n'est pas achevée mais perpétuellement en construction.

Les Nations ont toujours été plus diverses et plus divisées que ne le prétendent les nationalistes. Les gens ne se sont jamais définis complètement et exclusivement par la Nation. Il y a un siècle, un Britannique se revendiquait aussi comme venant de Whitechapel, de Londres, comme exerçant telle profession, comme étant le fils d'un tel, comme pratiquant telle religion, comme se reconnaissant dans tel parti. **Aujourd'hui, dans une société multiculturelle, les identités sont multiples.** Cela nécessite de repenser la question de ce qui réellement unit les gens dans une nation. Que signifie aujourd'hui le fait, par exemple, d'être britannique ? **Au lieu de voir l'immigration comme une menace à notre identité nationale, nous devrions la voir comme une opportunité pour redéfinir notre identité nationale d'une manière neuve** et plus appropriée. Après tout, si les nations ont pu être créées, elles peuvent être recrées. Cela nécessite juste un peuple, du temps et un désir commun.

L'identité canadienne

Brimelov trouve choquant qu'un Américain sur huit soit né à l'étranger et que la plupart des immigrants soit d'Amérique latine et d'Asie plutôt que d'Europe. Pourtant, un Canadien sur cinq est né à l'étranger. Les **Canadiens font de leur diversité une vertu**. Joe Volpe, ministre de la citoyenneté et de l'immigration, estime que : « partager notre communauté de valeurs avec de nouveaux Canadiens de diverses origines constitue le cœur de notre citoyenneté ». Les concepts de citoyenneté et d'immigration ont toujours été interdépendants. Ils sont entrelacés. Le « Canadian Multiculturalism Act » de 1998 a pour but d'encourager et d'assister les institutions sociales, culturelles, économiques et politiques du Canada à se montrer à la fois respectueuses et inclusives du caractère multiculturel du Canada.

Qu'est-ce qui définit l'identité canadienne ? Une des forces rassembleuses du Canada est précisément ce long débat sur la question de savoir qui ils sont. Ce débat existe en grande partie à cause de la présence, dans le voisinage immédiat, des Etats-Unis. Tout le monde est convaincu qu'il existe une identité nationale du Canada même si personne n'est capable de dire en quoi elle consiste au juste. Ce qui revient le plus souvent, ce sont les **valeurs de « non-violence », de « tolérance »**. Par ailleurs, la Canada arrive en troisième position (après l'Irlande et les Etats-Unis) dans un classement (résultant d'une enquête menée dans 23 pays en 1995) sur la fierté civique d'un pays relativement à son économie, sa culture, son armée et les sports.

Les Canadiens sont, a-t-on dit, certains d'avoir une identité nationale unique sans savoir réellement en quoi elle consiste. Débarrassé des oripeaux des mythes nationaux et confronté à la réalité de la diversité d'une planète mondialisée, le débat canadien trace aujourd'hui la route que d'autres suivront. Peut-être que l'Angleterre et la France devraient également renoncer à leurs mythes nationaux et découvrir ce que les Canadiens commencent à comprendre : le **caractère nébuleux de l'identité nationale au XXI^{ème} siècle** peut être une force et non une faiblesse. Cette élasticité peut permettre à presque chacun de trouver une place s'il le désire. C'est le concept d'une nation en tant que **communauté ouverte** plutôt que fermée. On se définit par la diversité plutôt que par une prétendue uniformité. On est uni non par une ethnicité commune mais par des **institutions communes et les principes** qu'elles incarnent. Cela peut expliquer pourquoi le Canada peut absorber tellement d'immigrants sans générer de pauvreté ou de tensions sociales trop radicales. Cela explique aussi pourquoi les Etats-Unis dont l'identité nationale est principalement basée sur un ensemble d'idées et d'institutions peuvent également absorber beaucoup d'immigrants sans tomber en ruines.

Chapitre XII : Huntington et les hispaniques. L'immigration latino-américaine coupe-t-elle l'Amérique en deux ?

« J'espère que je serai le dernier président de l'histoire américaine à ne pas savoir parler l'Espagnol » (Bill Clinton).

Le professeur Samuel Huntington estime que les Etats-Unis sont basés sur la culture anglo-protestante de leurs Pères fondateurs et sur le credo « vie, liberté et poursuite du bonheur ». **Selon Huntington, les Etats-Unis sont menacés.** De toutes ces menaces, la plus grande, c'est l'immigration latino-américaine. En effet, des millions de personnes, encore un pied dans leur pays d'origine, réclament le droit d'être américain et latino en même temps. Ce faisant, ils divisent l'Amérique en deux peuples avec deux cultures et deux langues.

Une culture protestante ?

Selon Philippe Legrain, **l'argumentation de Huntington est fautive à tellement d'endroits qu'il est difficile de choisir par où commencer.** Commençons par

l'assertion selon laquelle l'Amérique est basée sur une culture et une foi anglo-protestante que les immigrants doivent adopter de tout leur cœur afin de s'assimiler. C'est l'argument de la « cité sur la colline », cet idéal d'un paradis terrestre des Pères Fondateurs. Il est indéniable, reconnaît Legrain, que la plupart des Américains sont chrétiens et religieux (81% se définissent comme protestants ou catholiques). **Mais ce ne sont pas des conditions pour être Américain.** Il y a des Juifs, des musulmans, des athées, etc. Sont-ils moins « américains » ? Par ailleurs, un quart de la population est catholique. La culture américaine n'est pas nécessairement « protestante ». Venons-en aux valeurs « américaines ». Ces valeurs ne sont pas spécifiquement protestantes. Ni américaines d'ailleurs. **Cela surprendrait beaucoup un Chinois d'apprendre que l'éthique du travail est une caractéristique uniquement anglo-protestante.** A quoi doivent souscrire les immigrants afin de devenir américains ? Aux valeurs de liberté, de tolérance et d'égalité devant la loi.

La vague mexicaine

Huntington prétend que **l'immigration mexicaine est plus menaçante pour l'intégrité américaine que les immigrations précédentes** (et que les immigrations actuelles en provenance d'autres pays) en raison d'une combinaison de six facteurs :

- premièrement, le **Mexique est pauvre et situé dans le voisinage** immédiat ;
- deuxièmement, la **population américaine d'origine étrangère est constituée de 26,7%** de personnes en provenance du Mexique ;
- troisièmement, **l'immigration illégale en provenance de ce pays continue sans relâche** avec, en moyenne, jusqu'à - probablement - 500.000 immigrants par an. Ils sont aujourd'hui 12 millions ;
- quatrièmement, les immigrants hispaniques tendent à **se concentrer régionalement** : les Mexicains au Sud de la Californie, les Cubains à Miami et les Dominicains à New York : **plus la concentration est grande, plus lente et plus incomplète est leur assimilation** ;
- cinquièmement, la vague d'immigration mexicaine n'est **pas près de refluer**, ce qui est normal, explique Huntington : le pouvoir d'achat des Américains est, en moyenne, plus de quatre fois supérieur à celui des Mexicains ;
- sixièmement, **les Mexicains sont désormais en mesure d'élever des revendications sur une large partie du territoire américain** où ils sont installés : presque tout le Texas, le Nouveau Mexique, l'Arizona, la Californie, le Nevada et l'Utah appartenaient au Mexique quand les Etats-Unis les ont annexés aux alentours de 1830 et 1840.

Philippe Legrain répond qu'Huntington a **raison d'affirmer que la combinaison de ces six facteurs est sans précédent** dans l'histoire américaine mais, **pris séparément, chacun de ces points est douteux.** Le Mexique a beau être « la porte à côté », il faut risquer sa vie pour l'atteindre illégalement (5 jours de marche dans le désert de l'Arizona à 50°Celsius ou traverser une mer infestée de requins pour les Cubains). Sans pièces d'identité américaine, un Mexicain ne peut ni retourner dans son pays natal ni rester durablement en contact. Si l'on regarde sa taille, cette vague n'est pas « sans

précédent » en ce qui concerne sa taille. Dans les années 90, on estime à 4,2 millions le nombre de Mexicains arrivés légalement et illégalement. **Cela fait 1,5 Mexicains pour 1000 citoyens américains. En comparaison, l'Amérique a absorbé 3,6 Irlandais/1000 dans les années 1840 et 1850, c'est-à-dire plus du double.** Entre 1840 et 1890, le taux d'immigrants **allemands** était plus important durant toutes ces décennies que le flux hispanique actuel. De 1901 à 1910, les **Russes, les Italiens, les Austro-Hongrois** ont chacun surpassé le flux actuel d'hispaniques. Par ailleurs, Huntington mélange les Mexicains avec quantité d'autres hispaniques qui ont tous des cultures et des origines distinctes et éloignées (Cubains, Salvadoriens, Dominicains, Colombiens, etc. dont certains parlent indien et non espagnol). Ils **ne forment pas un bloc monolithique** et finiront (leurs enfants ou leurs petits-enfants) par se fondre dans la société américaine.

Parler Espagnol

Huntington pense que ces hispaniques n'apprendront plus l'anglais. En réalité, presque tous les hispanophones nés aux Etats-Unis parlent anglais. Par ailleurs, 89% des Latinos estiment que les immigrants doivent parler anglais pour réussir aux Etats-Unis. Mais la crainte d'Huntington n'est pas seulement que les Latinos échouent à apprendre l'anglais - une crainte qui n'est pas justifiée par les faits - mais également qu'ils continuent à parler espagnol. **Quel est le problème ? N'est-ce pas une bonne chose si plus d'Américains sont bilingues ?** N'est-ce pas un enrichissement culturel ? Huntington fulmine contre la volonté des Latinos de maintenir leur culture. Quel est le problème ? Etre américain ne vous oblige pas à renoncer à vos racines. En réalité, fait remarquer sarcastiquement Ricardo Hausman, un de ses collègues à Harvard, Huntington affirme que les Hispaniques représentent un problème parce qu'ils sont pauvres et illettrés. Mais alors, que dire du Mississippi, de l'Alabama et de la Virginie ? **Même dans les zones où les Latinos sont prédominants, on remarque que les institutions américaines sont intactes, que la constitution américaine est toujours en place, que la démocratie demeure la règle, que le capitalisme prospère. Les gens sont toujours libres, la presse non censurée, la propriété protégée et les cours de justice non corrompues. Tout le contraire du Mexique, en fait.**

Le cœur de l'identité américaine n'est pas demeuré stable depuis que les Puritains sont arrivés sur le Mayflower. Les individus arrivés dans les vagues successives d'immigration ne se sont pas adaptés purement et simplement au modèle puritain. Ils ont aussi changé et enrichi ce dernier. Par ailleurs, les immigrants sont tout à fait capables d'adopter plus d'une culture - être mexicain à la maison et anglo-saxon au travail - de la même façon que nous nous comportons différemment en diverses circonstances.

Chapitre XIII : Etranger, peux-tu épargner ? L'immigration menace-t-elle notre sécurité sociale ?

Beaucoup de gens, tant à droite qu'à gauche de l'échiquier politique, craignent les conséquences qu'une diversité accrue pourrait engendrer sur la solidarité nationale. Selon certains, les gens préfèrent se sacrifier au bénéfice de ceux avec qui ils partagent une histoire et des valeurs similaires. **Peut-on concilier la diversification croissante de la société avec le sens d'une identité commune qui sous-tend un Etat Providence généreux ?** Tel est le « dilemme progressiste ».

Philippe Legrain considère qu'il s'agit d'un **faux dilemme**, une tactique de la droite qui force la gauche à choisir entre deux choses qu'elle chérit. Mais ni la gauche ni la droite n'a besoin de choisir. L'Etat Providence ne repose pas seulement, ou même principalement, sur un sentiment de parenté des citoyens. Une société plus diversifiée ne doit pas nécessairement être une société moins solidaire. **On ne doit pas nécessairement choisir entre le modèle américain (très diversifié) et le modèle suédois (très solidaire).**

Il faut se rappeler que **la force motrice qui a permis d'édifier l'Etat Providence en Europe, ce n'était pas seulement le souci que des socialistes ou d'autres pouvaient avoir pour les concitoyens pauvres. Les motivations n'étaient pas aussi altruistes qu'on le croit parfois.** L'Etat Providence a été surtout bâti en raison de la **préoccupation des élites éclairées qui voulaient « acheter » les masses pour éviter une révolution potentielle.** Ainsi, Bismarck, fondateur de l'Allemagne, n'était pas réellement un progressiste mais il a fondé la sécurité sociale de manière à fournir un filet de sécurité au capitalisme. **La vaste expansion du système providentiel en Angleterre en 1945 fut renforcée par la peur d'une révolution de type soviétique.** En résumé, même si le riche se soucie peu du pauvre, il sera désireux de l'aider s'il en a peur. Ce système ne protège pas seulement les nantis contre le peuple. Il procure à chacun une sécurité contre le non emploi, la maladie et la vieillesse.

Certains auteurs considèrent, on l'a dit, qu'il faut choisir entre soit une société homogène et solidaire soit une société diversifiée mais moins généreuse socialement. Cela est faux. La société canadienne montre que ce choix n'est pas nécessaire. Trois chercheurs canadiens qui travaillent sur les liens entre l'immigration et l'Etat Providence ont prouvé qu'il n'y a **pas de relation entre la proportion de population née en dehors du pays et la croissance des dépenses publiques en matière sociale durant ces trois dernières décennies du vingtième siècle.**¹³⁴ Il n'y a tout simplement pas de preuve que les pays avec une importante population née à l'étranger ont plus de difficultés à soutenir et développer leurs programmes sociaux durant ces trois décennies que des pays avec de petites communautés immigrées.

134 S. Soroka, K. Banting and R. Johnston, Immigration and redistribution in the global era" in P. Bardhal & alii, **Globalization and Social Redistribution**, Princeton University Press, 2006

Premièrement, la plupart des pays riches ne donnent pas aux immigrants un accès au système de sécurité sociale dès qu'ils arrivent. S'ils ne peuvent utiliser l'Etat Providence, ils ne peuvent clairement pas en menacer les bases. **Deuxièmement, les règles de l'Etat Providence peuvent être renforcées de façon à n'accorder des allocations qu'aux seules personnes qui cherchent activement du travail** (qu'elles soient ou non d'origine immigrée). **Troisièmement, dans la mesure où l'on estime que les immigrants permanents vont être un fardeau pour les finances publiques - chose à propos de laquelle il n'y a quasiment pas de preuves - on peut très bien lier étroitement les allocations auxquelles on peut prétendre avec les contributions qu'on a apportées à la société d'accueil.**

Il ne faut jamais oublier que l'immigration ne peut fonctionner que si les électeurs y adhèrent. Ils doivent être persuadés que c'est une bonne chose. Les communautés plus ouvertes, plus libres d'aujourd'hui peuvent être très différentes des anciennes communautés closes, fermées. Elles n'en sont pas moins réelles et préférables à pas mal d'égards.

Chapitre XIV : Apprendre à vivre ensemble Comment intégrer les immigrants dans notre société ?

Comment des gens provenant de divers groupes ethniques, de races, de religions et de cultures différentes peuvent-ils coexister ? La question de ce chapitre, c'est de savoir **jusqu'où les immigrants doivent s'adapter à la société et dans quelle mesure la société doit s'adapter à eux.** Les gens doivent-ils partager des normes, une culture commune afin de vivre ensemble pacifiquement et productivement ? Les groupes ont-ils des droits ? S'ils en ont, s'agit-il de droits égaux, de droits spéciaux ou de droits limités ? Considérons la **langue** : les immigrants doivent-ils être forcés d'apprendre la langue, être encouragés à le faire ? Se voir offrir des cours gratuits ? Etre laissés à eux-mêmes ? **A un extrême, il y a la position française qui exige que les immigrants « s'assimilent »** et qu'ils apprennent à parler de « nos ancêtres les Gaulois ». **A l'autre extrême, il y a la position du multiculturalisme qui exige que l'on fasse tout ce qui est nécessaire** pour respecter les traditions culturelles des migrants - tels que les mariages forcés – **et ce même si cela heurte frontalement nos principes fondateurs.**

Quelle que soit l'approche choisie par un pays, l'intégration est une rue à deux directions. Si les immigrants désirent s'assimiler et adopter le style de vie local, les locaux doivent également les traiter comme des locaux. Si une société est raciste ou même simplement indifférente, alors, même avec la meilleure volonté du monde, les immigrants ne seront pas capables d'y trouver leur place. L'intégration est un processus dynamique avec des **cercles vicieux** mais également des **cercles vertueux**. Si une société est tolérante et diversifiée, les nouveaux arrivés pourront facilement s'y intégrer. **Si, par contre, une société rejette les immigrants** qui veulent y entrer, leurs enfants peuvent en concevoir du **ressentiment** voire de l'hostilité et cela même si la société est devenue plus accueillante par la suite. De la même façon, **si les immigrants ne**

désirent pas - ou sont incapables de - **s'y intégrer**, la **société peut leur devenir hostile** et donner le sentiment à leurs enfants (qui, autrement, auraient été enchantés de s'intégrer) le sentiment qu'ils en sont exclus.

L'Allemagne a longtemps regardé les immigrants turcs comme des travailleurs temporaires- ce qu'ils étaient d'ailleurs initialement - et a mis du temps à réaliser qu'il fallait trouver une place pour eux dans la société allemande. Elle **les a traités comme des étrangers, séparés du reste de la société** et avec très peu de droits sociaux. De façon peu surprenante, les **Turcs se sont repliés sur eux-mêmes**, ont vécu dans des communautés fermées, communiquant, commerçant et priant ensemble, lisant les mêmes journaux turcs et regardant les mêmes chaînes satellites.

La France a poursuivi une voie très différente. Elle a longtemps été un pays d'immigration et a cherché à intégrer les immigrants nord-africains dans l'après-guerre en affirmant que toute personne qui parlait français, adoptait la culture française et partageait des valeurs républicaines pouvait devenir française. Les immigrants pouvaient facilement devenir citoyens français mais ils **devaient « assimiler » le style de vie français et abandonner leur propre héritage culturel.** La France a même une institution – le Haut Conseil de l'Intégration – pour superviser ce processus. Le problème, c'est que même les immigrants qui avaient essayé de se conformer à ce modèle n'ont jamais été reconnus pleinement « français » en raison de la couleur de leur peau par exemple. **Ce rejet a poussé les immigrants à réaffirmer leur différence.** Ce que les émeutes de 2005 ont montré, c'est que de nombreux non-blancs continuent, en dépit de leur citoyenneté française, à être discriminés et se sentent exclus du reste de la société. **Une enquête de l'Institut Montaigne a montré qu'un postulant qui envoie un CV avec un nom français « traditionnel » reçoit, à qualités égales, cinq fois plus de réponse que si le nom est arabe.**

Les **Etats-Unis** ont choisi une troisième voie : le **melting-pot**, ce qui signifie donner et recevoir de deux côtés. Les immigrants doivent prêter **faire acte d'allégeance aux Etats-Unis et signer la Déclaration d'Indépendance et la Constitution** mais ils ne sont **pas tenus d'adopter des habitudes culturelles particulières.** Les Irlandais célèbrent la « Saint-Patrick », les Américains d'origine mexicaine ont leur « fiesta » du 5 mai, les Coréens regardent leurs chaînes coréennes, etc. **Cette approche a remarquablement bien fonctionné jusqu'à présent. Mais les législations de discrimination positive**- qui opèrent des discriminations en faveur des groupes minoritaires - ont conduit à des revendications de plus en plus nombreuses de la part de groupes organisés. Les gens sont incités à rejoindre une minorité identifiée afin de jouir des privilèges de cette minorité. **C'est la « formule du désastre », celle des plaintes, des récriminations et des revendications incessantes, celle du multiculturalisme.**

Multiculturalisme

Depuis des siècles, la Hollande est un pays d'ouverture et de tolérance. Depuis des siècles, elle a **accueilli des minorités persécutées ailleurs (Huguenots, Juifs, Protestants, etc.)** mais de récents événements de ces dernières années ont changé

la donne. Ces événements (les meurtres de Pim Fortuyn et de Théo Van Gogh) dont il sera fait état dans le prochain chapitre, résultant de problèmes liés à la politique multiculturelle, **ont fait exploser une digue** : plus de vingt écoles religieuses, des mosquées et des églises ont été brûlées en Hollande en réponse à ces événements. **Le modèle multiculturel a volé en éclats.** Pour le moment, le discours qui exige que les immigrants s'assimilent noie les voix libérales plus nuancées. Beaucoup rejettent désormais le voile. Le gouvernement hollandais insiste sur le fait que les **immigrants doivent adopter le style de vie hollandais.** Ils doivent apprendre le néerlandais (beaucoup parlent anglais à la place), abandonner quelques unes de leurs habitudes culturelles et s'habiller comme tout le monde.

L'Angleterre ne s'est pas tout de suite perçue comme un pays d'immigration. Elle accueillait les étrangers comme d'anciens membres des colonies du défunt empire. Mais graduellement, elle a commencé à adopter le multiculturalisme sans développer une stratégie générale pour intégrer les immigrants. Les minorités sont même activement encouragées par des subsides étatiques à pratiquer leur foi, à s'insérer dans des groupes communautaires et à prier ensemble. Il est couramment accepté que **la société est** désormais multiculturelle, multiethnique, multiraciale et « **multireligieuse** » mais le gouvernement n'a quasiment rien fait pour encourager les immigrants à s'intégrer. Les choses semblent néanmoins changer. Le gouvernement veut désormais faire passer un test d'« anglicité » aux futurs citoyens.

On peut formuler **trois critiques contre le multiculturalisme** :

Premièrement, un danger du multiculturalisme, c'est certainement qu'il peut **donner aux droits du groupe une primauté sur ceux des individus.** Le respect pour les différences culturelles et religieuses peut conduire à définir les gens exclusivement par leur environnement culturel et religieux et à donner aux leaders de la communauté un mandat apparent pour parler et agir en son nom. Cela revient à diviser la population en communautés fixes (les musulmans, les noirs, les blancs, les juifs, etc.) qui définissent les gens qui en font partie. C'est une erreur. Les gens peuvent certes appartenir à une communauté mais ils sont avant tout des individus avec de multiples identités qui se chevauchent.

Deuxièmement, c'est que, au lieu de conduire à une mixité culturelle harmonieuse, le fait de laisser les gens livrés à eux-mêmes **conduit à l'isolement et à la ségrégation, ce qui, à son tour, conduit à la communautarisation,** c'est-à-dire au regroupement fermé de personnes pleines de ressentiment et potentiellement hostiles. La France et l'Allemagne ont des ghettos. La question qui se pose, c'est comment intégrer tous ces gens socialement et économiquement.

Troisièmement, quoique la diversité soit généralement une bonne chose, trop de diversité peut ne pas l'être. On ne peut tolérer que les croyances et pratiques culturelles et religieuses attaquent les valeurs fondamentales telles que l'égalité des femmes et des hommes. Comme le dit Salman Rushdie : « Le multiculturalisme britannique perçu comme différentes cultures coexistant sous l'ombrelle vaguement

définie de la pax britannica a été violemment remis en cause par les attentats à la bombe du 7 juillet et pas le ghetto culturel d'où ils sont issus ». En résumé, le danger, c'est que le multiculturalisme dégénère en un relativisme culturel dangereux (« tout se vaut »). La société requiert des normes communes. Mais quelles sont-elles ?

Nos valeurs fondamentales ?

Le Canada a fait le choix du multiculturalisme mais l'a dépassé. Il a été plus loin. Les Canadiens font plus que simplement accueillir des étrangers sur leur territoire. Ils s'engagent authentiquement à faire de cette intégration un succès. Le gouvernement investit massivement dans des programmes sociaux et culturels. **Le Canada fait de la diversité une valeur mais il a beaucoup réfléchi au cadre qui permet d'héberger cette diversité.** Les sociétés doivent faire des efforts pour assurer que chacun se sente inclus et ait l'opportunité de participer pleinement à la vie économique et sociale. **Les mots clés sont tolérance et respect pour la loi.** Apprendre la langue, le fonctionnement des institutions, promouvoir la compréhension culturelle sont également importants. Mais il faut **se garder d'imposer une culture uniforme ou des normes de comportement.**

L'Europe éprouve des difficultés à intégrer la minorité musulmane. Beaucoup de gens sont de plus en plus convaincus qu'une telle intégration n'est pas possible. Ont-ils raison ?

Chapitre XV : L'islam est-il liberticide ?

Les musulmans menacent-ils notre sécurité et notre mode de vie ?

On a vu que, suite au meurtre de Theo Van Gogh, des Hollandais mirent en cause les musulmans en général. **Non pas parce qu'ils avaient peur du terrorisme mais parce qu'ils étaient effrayés que les musulmans rejettent des valeurs essentielles** telles que le fait que la femme soit l'égale de l'homme, le fait qu'il faille tolérer les différences chez les autres, même si nous les désapprouvons. Gilles Kepel, un professeur de l'Institut d'Etudes Politiques à Paris a écrit que l'Europe était devenue « le premier champ de bataille sur lequel allait se décider le futur de l'islam mondial ».

On estime à 15 millions le nombre de musulmans vivant en Europe occidentale, quoique personne n'en connaisse le nombre précis Ce qui est certain, c'est que l'islam est désormais la minorité religieuse la plus importante en Europe. Il y a plus de musulmans que de catholiques dans les pays protestants du nord de l'Europe et plus de musulmans que de protestants dans les pays catholiques du sud de l'Europe. Certains estiment à 10% le nombre de musulmans en France. D'autres à 5%. Dans les autres pays, les chiffres sont les suivants : Hollande (5,4%), Allemagne (3,7%), Angleterre (2,5%), Espagne (1,2%), Italie (2,4%), Belgique (3,6%), Suède (3,1%), Suisse (3,1%),

Danemark (3%).¹³⁵ En dehors de l'Europe, les chiffres sont les suivants : Etats-Unis (2,1%), Canada (2%), Australie (1,5%). **Le fait que l'immigration musulmane ne soit pas perçue comme problématique dans ces trois derniers pays suggère que les difficultés en Europe ne sont pas intrinsèques à l'islam.** Une grande différence, c'est que les musulmans représentent la majorité des immigrés en Europe alors qu'ils ne représentent qu'un faible pourcentage des immigrés dans les autres pays. **Là-bas, la peur des étrangers en général est projetée sur d'autres** : par exemple, sur les **Latinos aux Etats-Unis.**

Les musulmans commencèrent à arriver en Europe entre les années 50 et 60, la plupart du temps en tant que travailleurs saisonniers en provenance de Turquie et du Maroc. Ils venaient pour travailler et non pas pour demeurer. Ils firent peu d'efforts pour s'intégrer, vivant à part et sans trop se soucier d'apprendre la langue. **Les Européens les ignorèrent largement.** Mais quand l'Europe tenta d'arrêter l'immigration dans les années 70, beaucoup décidèrent de rester car ils sentaient qu'ils ne pourraient sans doute plus revenir travailler. Ils firent venir leurs familles alors que le travail dans les manufactures était en train de disparaître.

L'Europe aurait pu continuer à les ignorer lorsque, à la fin des années 80, survinrent des événements qui la forcèrent à s'y intéresser : **Salman Rushdie**, l'auteur des *Versets Sataniques*, fit l'objet d'une fatwa. L'ayatollah Khomeiny appela les musulmans à exécuter Rushdie. Le livre fut brûlé à Bradford. Plusieurs centaines de musulmans défilèrent à Londres avec des pancartes appelant à la décapitation de « ceux qui insultent le Prophète ». Les Européens commencèrent à s'intéresser aux **pratiques culturelles et religieuses** et à les critiquer (fête du mouton, mutilations génitales encore pratiquées par certains, etc.). Survint alors le **11 septembre** et, dans la foulée, l'appel au terrorisme par Ben Laden, le meurtre du politicien hollandais **Pim Fortuyn** (2002) par un écologiste désireux de « protéger les musulmans », celui de réalisateur hollandais **Theo Van Gogh** (2004) par un islamiste et, surtout, les **attentats terroristes de Madrid** (2004) et de **Londres** (2005). Pour certains experts, l'Europe serait devenue la tête de pont des Frères Musulmans désireux de mettre à bas la démocratie. Pour d'autres, ce ne sont que des fantasmes.

Philippe Legrain se pose trois questions :

- premièrement, **dans quelle mesure les sociétés occidentales devraient-elles accommoder les pratiques culturelles et religieuses des immigrés musulmans ?**
- deuxièmement, **jusqu'où les sociétés libérales peuvent-elle tolérer les conceptions et comportements liberticides ?**
- troisièmement, **qu'est-ce qui conduit certains musulmans européens à devenir extrémistes** et même, pour certains, terroristes et qu'est-ce qui peut être fait pour enrayer cela ?

¹³⁵ **Les chiffres du Pew Research Center (PEW) sont légèrement différents** : France (7,5%), Hollande (5,5%), Allemagne (3,7%), Angleterre (4,6%), Espagne (2,3%), Italie (2,6%), Belgique (6% : ce chiffre a été repris par le PEW des travaux du sociologue Jan Hertogen, soit 638.000 personnes, corrigeant ainsi le chiffre de 2,6% publié en 2009). La différence de ces deux chiffres découle du choix qu'on fait du « degré d'islamité ». Dans les pays extra-européens : Etats-Unis (0,6%), Canada (1,9%), Australie (1,7%).

Des siècles de guerres religieuses entre catholiques et protestants ont enseigné aux Européens que le **sécularisme est la seule manière par laquelle des gens de croyances différentes peuvent vivre ensemble pacifiquement**. Par ailleurs, une **société libérale doit tolérer toutes les idées, croyances et convictions** à l'exception de celles qui violent les principes libéraux fondamentaux de liberté, d'égalité et de tolérance. Il faut tolérer les pratiques culturelles (telles que l'abattage rituel lors de la fête du mouton, les jours de congé à l'occasion des fêtes juives, musulmanes, etc.). A cet égard, Philippe Legrain critique la laïcité à la française, « forme particulièrement stricte du sécularisme ». **Cela dit, le respect des différences religieuses et culturelles ne signifie pas que tout soit acceptable. Une société libérale doit tolérer des croyances liberticides mais ne peut tolérer des comportements liberticides.** Personne ne peut légiférer dans les cœurs et les esprits mais il faut respecter les lois : les sexistes doivent traiter les femmes comme des égales, les homophobes doivent respecter les gays, les islamophobes doivent respecter les musulmans, etc.

Il ne faut **pas tomber dans l'erreur de penser que les musulmans forment une communauté uniforme et séparée** dont l'identité est entièrement définie par une religion, hostile et violente. Il est également **absurde de prétendre que tous les musulmans sont conservateurs, respectueux des aînés, très attachés aux valeurs familiales et nourrissant des conceptions dépassées sur les femmes**. En réalité, les musulmans nés en Europe tendent à avoir peu d'enfants, vivent dans une famille nucléaire, ne sacralisent pas leurs parents. Les mariages arrangés sont souvent utilisés pour contourner les barrières à l'immigration.

Ce livre n'est pas un livre sur le terrorisme et l'islam. Philippe Legrain ne prétend pas être un expert en ces matières. Mais il est **illogique, injuste et contreproductif de blâmer ou de suspecter les immigrés en général ou les musulmans en particulier pour les activités d'une minorité extrémiste**. Le fait que certains fassent cette erreur à propos des musulmans trahit une forme de racisme inconscient de la société européenne envers ceux qui n'ont pas la même couleur de peau. Blâmer massivement les musulmans européens ou américains pour les actions de quelques-uns a pour seul effet d'augmenter leur sentiment d'aliénation.

Il est **impératif d'assurer la pleine intégration sociale et économique des musulmans**. Il faut combattre l'exclusion, la pauvreté, le chômage, la discrimination, tout ce qui nourrit le ressentiment, la colère et le rejet potentiel du pays d'accueil. **Mais, dans le même temps, les musulmans sont tenus de coopérer avec la police et les services de sécurité pour déraciner le terrorisme et gagner le combat contre ceux qui prêchent l'extrémisme et la violence**. Il faut également réformer les mosquées. Cela implique que l'islam reçoive le même statut que les autres religions, que les imams soient formés dans le pays d'accueil, que l'on trouve **d'autres manières de financer les mosquées que via des fonds internationaux**. Il faut que les mosquées soient plus ouvertes et plus transparentes pour les non-musulmans. Il faut **que les dirigeants musulmans reconnaissent publiquement l'égalité des femmes**. Il faut **encadrer davantage l'aide pastorale musulmane dans les prisons et les hôpitaux**.

Les écoles islamiques doivent être ouvertes à tous et doivent enseigner la tolérance, les valeurs libérales et l'égalité. Etc.

Tout ce qu'on dit aujourd'hui sur l'inadaptabilité des musulmans à une démocratie libérale a été dit par le passé à propos des Irlandais. L'hostilité à l'islam est souvent une simple couverture pour une xénophobie plus générale. La plupart des musulmans n'ont pas de problèmes à réconcilier leur foi avec le sécularisme et d'autres valeurs libérales. Il n'y a rien dans l'islam qui empêche les musulmans de devenir plus tolérants avec le temps comme les sociétés occidentales le sont devenues elles-mêmes. **Il n'y a pas si longtemps, en Europe, l'homosexualité était encore un crime et les femmes, des citoyennes de second rang. Les pieux musulmans sont souvent bons, respectueux des lois, puisant dans leur foi la force et la discipline pour bien se comporter.** Comme ils se tiennent à l'écart de l'alcool, ils ne se livrent pas à des saccages le week-end. Seulement une faible minorité approuve le terrorisme et une encore plus faible minorité s'y implique. L'Europe ne devrait pas avoir de problèmes avec les musulmans. **Le seul vrai problème, c'est l'extrémisme d'où qu'il vienne.**

Chapitre XIV : Ouvrons nos frontières. Laissons-les entrer.

Israël est un modèle de réussite en matière d'intégration. Tant l'Europe que l'Amérique ont beaucoup à apprendre de ce pays. C'est une porte grande ouverte sur le monde entier quoique limité à un groupe déterminé : être d'origine juive. Ce pays a absorbé des vagues d'immigration gigantesques (des Allemands, des Marocains, des Iraniens, des Américains, des Russes, des Ethiopiens, etc.) et cela sans douleur. Son économie prospère. Les immigrants se sont directement pleinement intégrés.

Le monde a changé complètement ces cinquante dernières années. La technologie permet de rendre proche ce qui était distant. Pourtant, nous continuons à bloquer les gens dans les pays pauvres où ils sont nés. Nous leur interdisons de faire ce que nous faisons : se déplacer à travers le monde. **Nos efforts pour garder les gens pauvres dans leurs frontières alors que les riches et les lettrés circulent librement est une forme d'apartheid mondial. Et comme tous les apartheid, il devient de plus en plus insoutenable.**

Le nombre est contre nous. Si notre conscience reste impuissante à nous persuader, regardons du côté de notre intérêt propre. Après tout, **nous avons besoin d'eux.** Nous avons besoin d'eux pour faire les métiers dont nous ne voulons plus. Nous avons besoin d'eux pour prendre soin de nos aînés et pour surveiller nos enfants. Nous avons besoin d'eux pour permettre aux mères de reprendre un emploi. Nous avons besoin d'eux car nous avons besoin de nouvelles perspectives et de nouvelles idées et que les immigrants ont toujours stimulé l'innovation et la croissance économique.

« Laissons-les entrer » est la cause de notre époque. Si nous augmentions notre force de travail d'environ 3% en permettant aux travailleurs des pays pauvres, qualifiés ou

non, de travailler dans les pays riches de 3 à 5 ans et de les remplacer alors par une nouvelle vague d'immigration une fois qu'ils sont rentrés dans leur pays, **cela pourrait rapporter 200 milliards \$ chaque année pour les citoyens des pays pauvres.** L'expérience, l'entrepreneuriat, l'investissement, l'éthique du travail qu'ils ramèneraient à la maison, seraient une source d'enrichissement encore plus grande que ces gains de 200 milliards. Laisser venir ces gens travailler chez nous pourrait aider les enfants des pays pauvres à rester à l'école. Cela pourrait payer les médicaments pour les vieillards et les malades. Cela pourrait les faire échapper à la pauvreté, leur faire lancer leur propre affaire, etc.

« **Laissons-les entrer est un cri qui devrait unir le partisan de l'économie de marché** » qui s'oppose à la mainmise du gouvernement sur le marché du travail et l'internationaliste de gauche qui estime que notre solidarité envers l'homme ne doit pas s'arrêter à nos frontières. Et si l'immigration est la plupart du temps temporaire, les nationalistes, les conservateurs et les communautaristes ne devraient plus avoir d'objections : les étrangers viendraient pour travailler un moment et non pas pour s'établir de manière permanente ».136

Comment les faire entrer ? Il y a une très grande variété d'options.

Le mieux serait de laisser nos frontières complètement ouvertes. Mais si on estime cela impossible aujourd'hui, **autant les ouvrir un peu plus.** Et si cela n'est pas acceptable non plus, **ouvrons-les de manière mieux régulée.** Les gouvernements sont tout à fait incapables de déterminer les travailleurs dont l'économie du pays a besoin. Ils devraient plutôt **adopter une politique qui ne discrimine plus arbitrairement différents types de travailleurs.** S'ils veulent réguler les flux, qu'ils le fassent à travers des taxes plutôt qu'à travers des quotas. Ils pourraient, par exemple, demander une somme d'argent aux candidats immigrants, somme qui pourrait augmenter ou baisser en fonction du niveau désiré de restriction. Un tel système pourrait présenter beaucoup d'avantages : il serait transparent, il serait flexible, il augmenterait la revenu qui peut être dépensé

Notre monde est divisé entre ceux qui sont libres de bouger et ceux qui sont riviés à un pays. C'est moralement inacceptable, économiquement stupide et politiquement insoutenable.

Laissons-les entrer !

136 Ph. Legrain, *Immigrants. Your country need them*, Little Brown, 2006, pp.330-331

Pascal Salin

Né en 1939

Revenir au capitalisme. Pour éviter les crises

Odile Jacob, 2010, 249 p.



Introduction

La crise des années 2007-2009, dont nous subissons les conséquences et dont nous ne connaissons pas encore les potentiels développements, a ébranlé l'économie mondiale. **Impossible, nous dit Pascal Salin, de ne pas faire le parallèle avec la Grande Crise de 1929.** Le problème, c'est que, dans les deux cas, on retrouve la **même interprétation erronée**. C'est presque une vérité officielle : la crise des années 30 serait un exemple éclatant de l'instabilité fondamentale du capitalisme. **Si on en est sorti, c'est grâce**, dit-on, à l'intervention du président Franklin Roosevelt et de son **New Deal**, lequel a appliqué par anticipation les recettes théorisées ensuite par John Maynard **Keynes** et consistant principalement à creuser les dépenses publiques et à pratiquer d'importants déficits budgétaires. Ces **idées sont fausses et nocives** et il est extrêmement regrettable de les voir refl fleurir aujourd'hui.

La thèse dominante, c'est évidemment celle qui consiste à pointer du doigt les politiques de déréglementation financière engagées dans les années 80. Non encadré, le capitalisme serait immoral et destructeur. D'où la nécessité pour l'Etat d'intervenir. Or, selon Pascal Salin, contrairement à ce qui est affirmé constamment, les **causes principales de la crise proviennent justement de l'interventionnisme étatique**. L'Etat n'est pas le « sauveur » de l'économie. La thèse de cet ouvrage est précisément de montrer qu'il a joué un rôle majeur dans cette crise.

« C'est du bon fonctionnement des marchés qu'il faut attendre la sortie de la crise et non d'un renforcement de l'interventionnisme étatique ». ¹³⁷

137 P. Salin, Revenir au capitalisme pour éviter les crises, Odile Jacob, 2010, p.11

Faute de comprendre cela, on prépare le terrain pour de nouvelles crises qui réapparaîtront de manière récurrente. Non pas en raison d'un prétendu caractère cyclique et inéluctable de l'activité économique inhérent au capitalisme mais parce que les Etats font constamment les mêmes erreurs et parce qu'ils ont largement détruit ce qui constitue l'essence même du capitalisme.

Chapitre I : Pour en finir avec les idées fausses sur les vraies causes de la crise

Si l'on veut **analyser objectivement et en profondeur ce phénomène complexe**, il faut aller au-delà des **observations simplistes et superficielles** consistant par exemple à dénoncer les **bonus** des managers ou leurs **parachutes** dorés. En réalité, la première cause de la crise réside dans l'extraordinaire instabilité de la politique monétaire menée aux Etats-Unis.

Une politique monétaire déstabilisatrice : la Fed, la BCE et les autres

On prétend que le capitalisme, dont le fonctionnement obéirait à des cycles, est instable et que la politique macroéconomique a pour fonction de stabiliser l'économie. Pendant le plus grande partie de l'histoire humaine, les crises étaient dues à des phénomènes « naturels », en tout cas non monétaires : épidémies, guerres, mauvaises récoltes, etc. Pourtant, la monnaie existait et jouait déjà son rôle. Les crises monétaires n'existaient pas car les variations dans la quantité de monnaie étaient faibles et les taux d'intérêt étaient très stables. Les principales causes d'instabilité économiques résidaient dans les guerres (causes d'origine étatique). **La gestion de la monnaie a été placée sous le contrôle des autorités monétaires à partir de XIX^{ème} siècle et, depuis, il n'y a jamais eu dans l'histoire autant d'inflation et de crises monétaires.** Ce sont les autorités monétaires qui sont responsables de l'instabilité monétaire. Les banques centrales sont parfois privées (comme la Banque de France jusqu'en 1936 et comme c'est encore le cas, d'une certaine façon du Federal Reserve System - la Fed - aux Etats-Unis puisqu'il est l'émanation de douze banques de réserve fédérales qui appartiennent elles-mêmes à des banques privées) mais elles font toutes l'objet d'une législation spécifique, possèdent des privilèges spécifiques et sont contrôlées par les autorités publiques. Tout ce système est à l'origine d'un monopole monétaire d'origine publique. La concurrence des monnaies est interdite ou limitée. Il apparaît donc clairement que :

« (...) les **crises monétaires et financières sont le résultat d'une faillite des Etats** et non d'une faillite du capitalisme et des marchés ! ».138

Après la récession de 1992, la Fed s'est lancée dans une **politique monétaire très expansionniste**. Au cours de la période qui a suivi, le taux de croissance annuel de masse monétaire (M3) a été d'environ 10%, ce qui représente un doublement, environ tous les six ou sept ans, de la quantité de monnaie circulant dans le monde. Cette poli-

138 P. Salin, **Revenir au capitalisme pour éviter les crises**, Odile Jacob, 2010, p.16

tique s'est accompagnée de taux d'intérêts faibles et même négatifs qui ont provoqué une **bulle spéculative qui s'est manifestée par une augmentation sensible des prix des biens de capital, des actifs, des biens fonciers et, bien sûr, des actions.** Pourtant, en raison d'une augmentation remarquable de la productivité (s'expliquant par les nouvelles technologies et les innovations entrepreneuriales majeures), le prix de tous les biens et services consommés par le citoyen aurait du diminuer de manière saine et durable.

Hormis l'école économiste « autrichienne » (dont Salin reparlera), à peu près tout le monde est habitué à une approche globale des phénomènes économiques. Raison pour laquelle on définit le « taux d'inflation » comme l'augmentation du prix des biens de la consommation. **Obnubilés qu'ils sont par le taux du chômage, les observateurs se préoccupent malheureusement trop peu du taux d'inflation.** L'inflation appauvrit : une hausse de 2 à 3% par an signifie que, chaque année, avec le même montant d'argent, un consommateur doit renoncer à 2 ou 3% des biens de son panier. Au bout de 23 ans, il ne peut plus acheter que la moitié de ce panier. **Cet appauvrissement résulte directement de la création de monnaie via la politique monétaire expansionniste.** Or, au lieu de se préoccuper de l'inflation, ces observateurs se sont réjouis de la hausse rapide des prix de l'immobilier ou des actions. On a l'impression qu'il est possible d'accroître sa richesse sans effort. Quand la politique d'expansion monétaire et de bas taux d'intérêt prend fin, la bulle explose et c'est la crise.

C'est ce qui s'est produit au cours des années 2000 en raison de la politique monétaire catastrophique d'Alan Greenspan, président de la Fed. On le voit clairement si on examine **l'évolution du « taux des fonds fédéraux ».** Ce dernier détermine les conditions auxquelles les organismes de crédit se prêtent mutuellement des liquidités à court terme et il influence évidemment les autres taux d'intérêt. **Passer en quelques années de 8% (1991) à 3% (1992), puis de 3% à 6% (2000), de 6% à 1% (2003), de 1 à 5,25% (2006) avant de tomber finalement à 0% (2008) constitue le plus extraordinaire et irresponsable** variabilité de taux d'intérêt que l'on puisse concevoir. Une telle variabilité n'aurait jamais pu survenir si les taux d'intérêt avaient été librement fixés par les marchés financiers. **Ces deux dernières décennies, c'est la politique monétaire américaine qui a constitué le plus grand facteur d'instabilité et qui fut le facteur déterminant de la crise financière.** Le taux d'intérêt – le prix du temps comme Salin l'explique ultérieurement – est fondamental car il influence les décisions d'épargne et d'investissement. Il est d'ailleurs inquiétant que la détermination de ce taux aux Etats-Unis soit laissée à un homme seul ou presque seul.

La période de bas taux d'intérêt a évidemment coïncidé avec une période de forte création de monnaie. Entre 2001 et 2008, la Fed a provoqué une augmentation dans l'offre de monnaie de plus de 70% du montant total cumulé qu'elle avait créé au cours des 88 années de son existence, soit presque 2000 milliards \$. Elle a également autorisé les banques à fonctionner avec seulement 2% de réserves, cherchant ainsi délibérément à imposer des taux d'intérêts réels négatifs. **La Fed a donc rendu le crédit abondant et peu coûteux.** On retrouve ici cette grande illusion keynésienne, à savoir qu'on peut stimuler l'activité économique avec la politique monétaire. Elle a généré un

climat d'euphorie en déversant une abondance de liquidités qui correspondaient à une épargne purement fictive.

Tout ceci rappelle la politique d'expansion monétaire de 1927 à l'origine de la Grande Crise des années 1930. Alan Greenspan, par ses choix irresponsables, a fait de la Fed l'instrument de la catastrophe financière, non seulement des États-Unis mais du monde. Il faut cependant reconnaître que la tâche d'un président de la Fed est délicate. D'après la loi, la Fed a une double responsabilité :

- rechercher la stabilité des prix ;
- promouvoir une croissance économique soutenable et l'emploi.

Greenspan a justifié a posteriori sa politique de bas taux d'intérêt par son souci d'éviter une déflation. Pourtant, fin 2003, alors que la croissance en termes annuels était de 7,5%, il a conservé un taux d'intérêt négatif. La Fed continuait à pratiquer une politique monétaire expansionniste. Son indice des prix ne reflétait pas la réalité. Cette politique tranche avec l'excellente politique menée par le président de la Fed, Paul Volcker, durant les années Reagan, laquelle a consisté à pratiquer une politique monétaire restrictive qui se conjuguait avec la baisse d'impôts. Cette politique a permis aux États-Unis de connaître l'une des phases les plus prospères de leur histoire.

Cette immense marge de manœuvre résultant de cette double mission n'existe heureusement pas pour la Banque Centrale Européenne (BCE). La seule mission de la BCE est d'empêcher une trop forte inflation. Sa politique au cours des années 2000 a été un peu moins déstabilisante que celle de la Fed. Elle a néanmoins suivi les fluctuations des *federal funds* américains et s'est montrée également très expansionniste dans sa politique monétaire durant la période 2001-2006. Rappelons-nous que la **BCE a souvent été critiquée par des personnalités politiques, de droite comme de gauche**, en particulier en France, car on lui reprochait de ne **pas pratiquer une politique d'argent facile** jugée indispensable pour stimuler l'économie. **On entend maintenant constamment des gens réclamer une coordination des politiques monétaires entre les grands pays.** C'est pourtant ce qui s'est passé les premières années de ce siècle. Malheureusement, cela n'a fait qu'aggraver l'excès de liquidités et donc la crise monétaire et financière qui devait en résulter. Pascal Salin pose la question : n'aurait-il pas mieux valu que la BCE prenne ses décisions de manière indépendante sans prendre en considération la politique monétaire américaine ? La concurrence est toujours bonne, tant pour les individus et les entreprises que pour les autorités monétaires.

Dès lors, la cause majeure de la crise monétaire et financière des années 2000 réside de manière indubitable, nous dit Pascal Salin, dans l'instabilité de la politique monétaire, en particulier celle des États-Unis. On parle trop facilement de « bulles spéculatives » là où il faudrait plutôt parler de « bulles financières ». On laisse croire qu'elles procèdent de l'incapacité des opérateurs à anticiper correctement le futur et de leur attitude moutonnaire. Greenspan a lancé une formule célèbre - **l'« exubérance irrationnelle des marchés » - qui permet en réalité de détourner l'attention du public sur**

ces boucs émissaires que sont les « spéculateurs » alors que les vrais coupables sont les autorités monétaires.

Pascal Salin fait de la **politique monétaire** le facteur essentiel de la crise. Il y adjoint trois autres séries de facteurs : la **politique du logement**, la **règlementation financière** et la **gouvernance des organisations financières**. Le dénominateur commun à ces quatre facteurs, c'est l'interventionnisme étatique et l'affaiblissement de la discipline du capitalisme que cet interventionnisme a engendré.

Une politique de logement explosive

L'importance des « **crédits subprime** » a, comme chacun sait, joué un rôle déclencheur dans la crise financière. Il s'agit de crédits immobiliers accordés à des personnes qui ne présentent pas des garanties suffisantes pour que l'on puisse considérer qu'elles honoreront leurs échéances de remboursement et de paiement d'intérêts de manière normale. Les prêts de bonne qualité sont appelés « prime credits », les autres sont appelés « subprimes ». Ils font donc courir des risques très importants aux organismes de crédit. Parmi ces derniers, deux établissements ont joué un rôle prépondérant : « Fannie Mae » et « Freddie Mac ».

C'est dans le cadre du New Deal que **Fannie Mae** (Federal National Mortgage : FNMA) a été créée en 1938 afin de garantir les prêts immobiliers accordés par les banques et de racheter leurs hypothèques. Il s'agissait alors d'aider les Américains à se loger. Publique à l'origine, Fannie Mae fut privatisée en 1968 et un autre organisme fut créé en 1970 : **Freddie Mac** (Federal Home Loan Mortgage Corporation : FHLMC). Bien que privés, ces deux organismes fonctionnent sous la tutelle de l'Etat américain. Ils bénéficient de garanties implicites et d'un régime fiscal de faveur. Il s'agit de Government Sponsored Enterprises (GSE).¹³⁹ **Le rôle de Fannie Mae et de Freddie Mac est d'acheter des créances immobilières auprès des banques qui ont accordé des crédits initiaux, puis de les rassembler dans des titres garantis par les hypothèques (Mortgage-Backed Securities : MBS). Ces derniers sont revendus à des investisseurs avec une garantie de paiement (du principal et des intérêts) même si les emprunteurs initiaux font défaut (et cela moyennant rémunération de ce service à Fannie Mae et Freddie Max).**

Pour les banques, il s'agissait d'une source inépuisable de profit puisqu'elles pouvaient multiplier les prêts indéfiniment **sans avoir à se préoccuper de la solvabilité des emprunteurs**. Elles pensaient qu'elles pouvaient obtenir une protection contre le risque grâce aux produits dérivés, en particulier les assurances contre les défauts de paiement (credit default swaps). **Fannie Mae et Freddie Mac bénéficiaient implicitement d'une garantie de la part du gouvernement.** Leur dette était considérée

139 Johan Norberg considère que les GSE sont potentiellement les entreprises les plus dangereuses. Pourquoi ? Car elles permettent aux propriétaires privés de prendre tous les risques imaginables, d'engranger tous les profits pour eux-mêmes et de laisser au contribuable le soin de rembourser toutes les pertes. J. Norberg, *Financial Fiasco, How America's infatuation with homeownership and easy money created the economic crisis*, 2009, p.26

comme un peu près aussi bonne que celle du Trésor américain. Ces organismes achetèrent et revendirent des prêts subprimes sans aucune mesure. Au moment où survint la crise, ils garantissaient 5400 milliards \$! Avec un ratio de 60 pour 1 ! Lorsque les prix des biens immobiliers se sont mis à diminuer et que les défauts de paiement ont augmenté, ils ont enregistré des pertes importantes en raison des promesses de garanties qu'ils ont dû honorer. Le 7 septembre 2008, Fannie Mae et Freddie Mac furent nationalisés. Leurs CEO et leurs conseils d'administration furent renvoyés et le gouvernement injecta 200 milliards \$ dans les deux entreprises.

Comment en est-on arrivé là ? C'est sous Jimmy Carter que fut voté en 1977 le « **Community Reinvestment Act** ». Ce dernier impose une prise en compte des minorités ethniques et des défavorisés dans l'octroi de prêts. Cette législation évolua au fil du temps de façon de plus en plus contraignante pour les organismes prêteurs. Rassurées par les garanties fournies par Fannie et Freddie, les banques se mettent à prêter jusqu'à 110% du montant des achats immobiliers. En 2004, le taux des subprimes atteint 56% du refinancement assuré par ces deux organismes.

Par ailleurs, des **pressions politiques très fortes incitent les banques à prêter aux ménages** insuffisamment solvables. La Fed elle-même enjoint les banques à ne plus utiliser de « critères démodés » parmi lesquels le rapport montant du remboursement/revenus ou l'historique des différents crédits. **La justice américaine a poursuivi pour discrimination des organismes de crédit qui avaient refusé de faire crédit.** Pourtant, c'est précisément le rôle même de ces organismes que de discriminer entre ceux à qui on peut prêter et ceux à qui il est raisonnable de refuser de prêter. **L'administration a financé des « groupes communautaires » pour aider à la mise en place de dispositions nouvelles.** Ces groupes faisaient pression sur les banques pour qu'elles atténuent leurs exigences. Dans l'un d'entre eux, Acorn, travaillait un certain Barack Obama, ce qui, écrit Pascal Salin, « laisse tristement augurer du futur ».

En 1989, des parlementaires « progressistes » obtiennent d'amender le « Home Mortgage Disclosure Act » pour obliger les banques à collecter des données raciales concernant les demandeurs de crédits hypothécaires afin de vérifier si, comme le prétendaient des groupes comme Acorn, les banques pratiquaient la discrimination raciale. Si les banques discriminent, ce n'est pas par racisme mais parce que les membres des minorités ethniques disposent en moyenne de revenus plus faibles. **Cette politique irresponsable a conduit, une fois que la crise éclata, quantité d'Américains** (et principalement des ménages modestes) à devoir revendre le nid familial pour lequel on les avait tant poussés à emprunter. **Les vrais responsables, ce sont les politiciens irresponsables et leurs cohortes d'activistes.**

Fannie Mae et Freddie Mae, très proches du parti démocrate, ont été impliqués dans des **affaires de corruption**. Un éditorialiste du Wall Street Journal dénonça les truques comptables de Fannie Mae et fut attaqué vigoureusement par Angelo Mozilo, président de la société Countrywide, mais aussi par Paul Krugman, futur prix Nobel. Countrywide, qui a particulièrement pratiqué la politique de non-discrimination, est passé d'un montant de 1 milliard \$ de prêts subprime en 1992 à 80 milliards \$ en 1999.

Il a fait faillite. **Fannie Mae et Freddie Mac bénéficiaient de garanties étatiques, étaient exemptés d'impôts sur le revenu national et local et n'avaient pas à informer la Securities and Exchange Commission (SEC), l'autorité de contrôle au sujet de leurs activités.** Le président de Fannie Mae, Franklin Raines, a falsifié les comptes pour faire apparaître des gains importants (afin d'obtenir des bonus plus importants, en l'occurrence une rémunération de 20 millions \$ en 2003). Quand on sait que **ces deux organismes ont été renfloués par l'Etat à hauteur de 200 milliards \$, on comprend ce que signifie l'adage « privatiser les gains et collectiviser les pertes ».**

On voit que toutes les conditions étaient mises en place pour engendrer une **expansion fantastique des crédits hypothécaires au nombre desquels les subprimes.** Fannie Mae et Freddie Mac ont pu, sans disposer de fonds propres suffisants pour s'engager sur des montants aussi astronomiques, refinancer 5400 milliards \$ de crédit, soit 40% des prêts immobiliers américains, dont plus de la moitié de crédits subprime. C'est bien le secteur public ou parapublic qui, ici encore, porte une responsabilité majeure dans la crise. Cette inondation de crédits a été rendue possible par le laxisme de la politique monétaire de la Fed.

« L'histoire vraie de la crise n'est donc pas celle de la faillite d'un système reposant sur l'esprit de lucre et l'appât du gain de capitalistes sans morale (...). L'histoire vraie c'est celle d'un **système qui use de la contrainte légale pour accorder des privilèges et exonérer les organisations et leurs dirigeants des obligations morales de la responsabilité** ». ¹⁴⁰

L'Etat américain a pratiqué ici un **double mensonge** : faire croire que l'on pouvait vivre indéfiniment dans un monde de crédit facile et faire croire que l'on pouvait donner indéfiniment des garanties de solvabilité et éliminer le risque.

Des réglementations nocives

Quand on accuse les marchés, **on pointe habituellement du doigt un prétendu mouvement de déréglementation financière** (appelé « dérégulation financière » en raison d'une erreur de traduction)¹⁴¹ depuis les années 80. Or, ce qui responsabilise un acteur, c'est la possibilité de faire faillite. Ce risque constitue un élément régulateur fondamental dans une économie libre. Une réglementation se doit de préserver cet élément régulateur. On va voir tout de suite que ce n'est pas le cas. Par ailleurs, il faut noter qu'il est **outrancier de présenter le secteur financier comme un secteur totalement déréglementé.** En réalité, à l'exception des services de santé, les services

140 P. Salin, **Revenir au capitalisme pour éviter les crises**, Odile Jacob, 2010, p.46

141 « Regulation » signifie « réglementation » en français. Le terme français de « régulation » se traduit par « ajustement ».

financiers constituent l'activité la plus réglementée des Etats-Unis.¹⁴² Ainsi, le budget des organismes américains chargés spécifiquement de la réglementation financière est passé de 725 millions \$ en 1980 à 2,3 milliards en 2008. Les banques sont contrôlées par la Fed, le Trésor, la FDIC et la SEC. Loin d'être inexistantes, ces réglementations sont précisément une des causes de la crise financière et particulièrement celles portant sur les règles comptables et les ratios des fonds propres, le rôle du prêteur en dernier ressort de la banque centrale, l'assurance des dépôts et les agences de notation.

Règles comptables et ratios de fonds propres

La règle mark-to-market fut imposée suite au scandale de la faillite Enron en 2001 et fut appliquée en Europe à partir de 2005. On avait reproché à Enron le manque de transparence de ses comptes. Comme toujours, à partir d'un cas particulier, les Etats adoptent des législations contraignantes qui s'imposent à tous sans se soucier des spécificités et des risques d'effets pervers. C'est l'organisme IASB (International Accounting Standards Board) qui a recommandé l'adoption de la « **fair value** » (valeur correcte) des actifs à leur valeur du marché du moment. **Cette règle implique d'évaluer les actifs au prix du marché du jour qui précède la comptabilisation de leurs valeurs.**

142 Johan Noberg donne plusieurs éléments factuels qui tordent le cou à ce mythe du secteur financier déréglementé (J. Noberg, **Financial Fiasco, How America's infatuation with homeownership and easy money created the economic crisis**, 2009, pp.132-134). Voici quelques uns de ces éléments synthétisés ici : **selon certains, le marché financier serait complètement déréglementé. En 2009, 12.190 personnes travaillaient à plein temps dans le secteur de la régulation financière, soit cinq fois plus qu'en 1960.** Depuis la prétendue vague de dérégulation en 1980, le coût des agences fédérales en charge de la régulation des opérations financières est passé de 725 millions \$ à 2,3 milliards de \$.

Un « **mythe de Hoover** » a cours à propos de la présidence Bush. Ce président est présenté comme un « dérégulateur ». **Quoi qu'il en soit, durant ses huit années à la Maison Blanche, la réglementation fédérale a augmenté au rythme de 78.000 pages chaque année.** Bill Clinton a réduit de 969 personnes le nombre d'agents fédéraux alors que Bush a accru leur nombre de 91.196 personnes.

On entend souvent l'argument selon lequel **il manquerait une institution internationale en mesure de coordonner et de réguler la mondialisation.** Mais n'est-ce pas la tâche du **FMI**, de la **Banque Mondiale**, des banques de développement régional, du **Bureau International du travail**, du Programme de Développement Humain de l'ONU, de l'OMC, du Département des Affaires économiques et sociales, du **Comité de Bâle**, de l'Organisation de Coopération et de Développement économique, du **Forum de Stabilité Financière**, de L'Association Internationale des Superviseurs d'Assurance, du Bureau International des Normes Comptables, etc. ?

Certains, qui déplorent que les marchés financiers sont dérégulés, se réfèrent au fait que des opérateurs privés ont reçu des responsabilités régulateurs, comme, par exemple, les agences de notation. Mais si le gouvernement introduit plus de réglementations et en confie l'application à des acteurs privés qui ont un intérêt financier à les orienter dans une certaine direction, cela signifie que ce gouvernement viole dangereusement la séparation entre la sphère politique et la sphère économique et que, ce faisant, il fait exactement le contraire de ce que préconise la doctrine du laisser-faire, à savoir la séparation radicale du monde politique et du monde des affaires.

D'autres se plaignent de l'absence de supervision financière du « système bancaire fantôme » et du manque de l'absence de réserve en capital. Mais cela, c'est juste la moitié de l'histoire. L'autre moitié, c'est que si ce secteur est devenu intéressant, c'est parce que **la réglementation a rendu les opérations financières normales et transparentes beaucoup plus onéreuses.** Le capital va là où il est recherché et si les gouvernements ferment certaines portes, il ira par la porte de derrière.

Un troisième groupe de critiques pensent que la réglementation inadéquate du secteur signifie que **les autorités n'ont pas compris les risques du marché, qu'elles se sont focalisées sur l'accessoire**, qu'elles ont rendu plus malaisés les bons comportements et plus faciles les comportements déraisonnables. Et c'est la raison pour laquelle il est absurde de comparer l'économie de marché réelle, avec toutes ses imperfections, avec une image idéale - et ô combien hypothétique - de la manière dont les autorités devraient gouverner l'économie.

Le problème n'est donc pas que nous ayons trop peu de réglementations. Bien au contraire, nous en avons beaucoup trop. Et avant tout des réglementations erronées.

Quoique réaliste, ce prix est très éloigné de celui du long terme qui correspond à la valeur véritable d'un actif.

Cela signifie que **lorsque la bulle éclate, les actifs**, qui étaient surévalués au sommet de la bulle, **sont subitement sous-évalués** (puisque presque plus personne ne veut les acheter au moment ou au lendemain de l'explosion) alors que leur valeur de long terme est très probablement située entre ce plafond et ce plancher. Ainsi, **la valeur des créances hypothécaires détenues par les banques s'est subitement effondrée**. Ces banques auraient pu « absorber » le choc mais la **règlementation sur les fonds propres est venue aggraver le problème** : les banques sont obligées de détenir un ratio minimum (déterminé en fonction du degré de risque des actifs) en vertu des accords de Bâle II. Ainsi, une partie de l'accélération de la crise financière a été due au caractère dangereusement procyclique de la réglementation comptable. **Le mark-to-market apporte plus de volatilité que de transparence**. Les banques étaient coincées : leur fonds propres s'effondrait en raison de l'effondrement de la valeur de leurs actifs. Elles étaient alors contraintes d'augmenter leur capital – chose particulièrement difficile en période de crise – ou de vendre des actifs (mais la vente massive d'actifs par de nombreuses banques au même moment fait baisser leur prix). **Au total, ces réglementations risquent de conduire à la faillite d'établissements** pourtant sains et solvables dans l'absolu.

Cette réglementation illustre bien les **effets nocifs des réglementations**. Premièrement, elles consistent habituellement à imposer à tout le monde des **règles inadaptées** inspirées par l'observation d'un fait unique considéré comme abusif. Deuxièmement, ces réglementations sont souvent incompatibles entre elles. La **crise ne procède pas d'une insuffisance de réglementations mais précisément d'un excès de réglementations**.

Pourquoi critiquer, comme le fait Pascal Salin, le ratio de fonds propres ? Les banques au XIX^{ème} siècle étaient beaucoup moins fragiles : elles détenaient des fonds propres représentant 60 à 80% du total de leur bilan. Pourquoi ne pas se réjouir d'un ratio minimum aujourd'hui ? Parce que, dans le premier cas, ce sont les banques qui, volontairement et librement, se constituent de solides fonds propres à une époque (au XIX^{ème}) où l'épargne est abondante. Dans le second cas, l'Etat impose un ratio aux banques alors qu'elles ont difficile à se constituer des fonds propres en raison même de l'insuffisance de l'épargne volontaire. Le fait d'imposer aux banques un ratio de fonds propres ne fait pas disparaître par miracle l'insuffisance de fonds propres. **Le fait d'imposer aux banques un ratio de fonds propres, c'est soigner le symptôme sans s'attaquer à la cause**.

Cela entraîne **deux conséquences**. D'abord, **quand des banques ont des fonds propres importants, cette imposition pénalise les autres entreprises** qui, elles, souffriront nécessairement d'une plus grande insuffisance de fonds propres. C'est d'ailleurs pour cette raison là, peut-être, que **la crise financière s'est rapidement transformée en crise économique**. Si l'on ne supprime pas parallèlement les facteurs (principalement fiscaux) de la raréfaction de l'épargne, imposer des ratios de

fonds propres raréfie le crédit disponible pour le financement des entreprises. Dans un contexte où le financement se fait par endettement, l'impossibilité de trouver du crédit peut rapidement conduire à la faillite. **La seconde conséquence, c'est que cette exigence de fonds propres a incité les banques, non dépourvues de cerveaux imaginatifs, à créer des « instruments spéciaux », c'est-à-dire des filiales non soumises à la réglementation pour continuer à pratiquer des techniques de « leverage ».**¹⁴³

Les Etats-Unis ont fini par comprendre que la règle mark-to-market était dangereuse et ont permis de figer la valeur des actifs à leur valeur du 1^{er} juillet 2008. Il est vrai que la définition de normes comptables est difficile. On ne peut pas évaluer un actif à son prix d'achat initial. Ce serait irréaliste. On ne peut pas non plus, on l'a vu, l'évaluer au jour le jour car cela apporte de la volatilité. **Il ne peut y avoir de normes parfaites en la matière, raison pour laquelle il convient de ne pas réglementer.** Il vaut mieux laisser les entreprises elles-mêmes choisir et expérimenter leurs propres méthodes comptables. Cela revient à **laisser jouer la concurrence** : cette dernière ne porte pas uniquement sur les transactions mais sur toutes les activités humaines. **La concurrence est toujours souhaitable car, comme le disait Hayek, il s'agit d'un « processus de découverte ».** Si une entreprise adopte une mauvaise méthode avec pour effet de mal informer autrui sur sa situation financière, elle aura plus de mal à convaincre des investisseurs ou des déposants. Par contre, celui qui adopte de bonnes méthodes sera imité.

On a beaucoup glosé sur la « crise systémique » à propos de la crise financière. En réalité, analyse Pascal Salin, il n'y a nulle raison pour que les difficultés ne soient pas davantage systémiques dans ce domaine que dans d'autres. Cela dit, la réglementation uniforme peut précisément être un facteur de renforcement de la crise systémique. **Si chaque établissement avait eu son propre ratio de fonds propres et ses propres normes comptables** - droit qui devrait leur être reconnu - **les banques auraient diversifié leurs situations** et celles qui auraient choisi de posséder un fond propre important et des règles satisfaisantes auraient été mieux protégées de la crise qu'avec le système actuel. **La réglementation supprime la responsabilité.** Si on supprime la responsabilité de manière systémique, on détruit nécessairement l'autorégulation qu'apporte un système reposant sur la responsabilité de chacun.

Le rôle du prêteur en dernier ressort de la banque centrale

Les banques centrales sont une invention récente. Elles se sont généralisées à presque tous les pays du monde au XX^{ème} siècle. Elles **ne sont pas nécessaires et sont même nocives. Tous les monopoles sont potentiellement nuisibles mais seuls ceux qui sont mis en place ou protégés par la loi sont capables de supprimer la concurrence de monopoles meilleurs qu'eux.** C'est le cas de la banque centrale. Il n'est

143 Le « leverage » ou « effet de levier » est une technique pour multiplier les gains ou les pertes. Presque toujours, cela implique d'acheter un actif en empruntant des fonds et en tablant sur le fait que les revenus de cet actif seront supérieurs aux coûts de l'emprunt. Presque toujours, cela implique un risque que les coûts de l'emprunt soient supérieurs aux revenus (avec pour conséquence une réduction des profits).

guère étonnant que la période de triomphe des banques centrales corresponde avec celle où l'on a connu le plus d'inflation (c'est-à-dire où les monnaies ont été de plus mauvaise qualité) et celle du plus grand nombre de crises monétaires et financières.

Parmi les justifications de l'existence d'une banque centrale, **on retrouve en premier lieu le fait que la banque centrale est indispensable au système en raison de son rôle de « prêteur en dernier ressort »**. Pourquoi ce rôle serait-il nécessaire ? Parce que, dit-on, les systèmes financiers et monétaires constituent un « **risque systémique** ». Si un établissement financier fait faillite, le risque est qu'il entraîne dans sa chute tout le système dans une spirale de pertes et de faillites. De là l'expression « **too big to fail** » (trop grand pour faire faillite) car on veut éviter cette réaction en chaîne et une catastrophe globale. Garantées de « l'intérêt général », les autorités monétaires ont donc le devoir de fournir les liquidités aux banques menacées de faillite. Pourquoi ne pas tout simplement recourir au **marché interbancaire** en cas de risque de faillite ? En temps normal, c'est ce que font les banques mais **lorsque la défiance s'installe, ce circuit est gelé**. Que pense Pascal Salin de ce raisonnement ? Il fait trois remarques.

Premièrement, les banques seraient beaucoup moins vulnérables dans un monde où elles disposeraient de fonds importants. Il n'y aurait pas de « risque systémique » dans un tel monde car la probabilité de faillite serait beaucoup plus faible. Pour cela, il faut restaurer les conditions permettant de restaurer le capitalisme. Salin en parle ultérieurement dans le livre.

Deuxièmement, même dans le système malsain qui est le nôtre, on peut se demander si ce risque de faillites en cascade est si plausible que cela. Dans l'industrie, la faillite d'un gros acteur génère évidemment des conséquences graves pour les autres mais ces derniers supportent généralement le choc. Par ailleurs, la faillite ne signifie pas la disparition pure et simple de l'entreprise mais plutôt son **rachat total ou partiel par des entrepreneurs plus aptes à la gérer**. Il n'y a **aucune raison qu'il n'en aille pas de même dans le domaine financier**. C'est d'ailleurs ce qui est arrivé en 2008-2009. Plusieurs banques ont été rachetées par d'autres, ce qui veut dire que toutes les banques n'étaient pas dans la même situation.

Troisièmement, l'existence d'un prêteur en dernier ressort a pour effet de déresponsabiliser les acteurs du système bancaire et financier. Pariant sur le fait que les pertes seront collectivisées, les dirigeants des établissements financiers sont beaucoup plus enclins à prendre des risques. Plus ils prêtent, plus ils prennent de risques, plus ils font de profits. Comme c'est souvent le cas, **l'intervention étatique crée les problèmes qu'elle prétend éviter**.

Comment se fait-il que les épargnants ne se soient pas inquiétés en réalisant que les banques affichaient depuis des années un taux de rentabilité sur fonds propres d'environ 20% (grâce à « l'effet de levier »), c'est-à-dire deux fois plus que les autres activités ? C'est la preuve qu'un niveau de **risque très élevé a été accepté**. Pourquoi ? A cause du rôle de prêteur en dernier ressort de la **banque centrale**. Dès lors, le gouvernement a renforcé la **règlementation**. Mais, **en guise de parade**,

toute une série de mécanismes (titrisation, produits structurés, hedge funds et, dans une certaine mesure, fonds de private equity) **ont été imaginés pour permettre aux banques de sortir les risques de leurs bilans** tout en y maintenant l'essentiel des profits par le biais des commissions.

L'assurance des dépôts

La plupart des pays développés possèdent un **système d'assurances qui garantit aux déposants qu'ils seront indemnisés intégralement si la banque où se trouvent leurs dépôts fait faillite**. Ce système permet d'éviter les paniques bancaires. Le problème de ces systèmes, c'est qu'il s'agit généralement de monopoles publics et non pas de compagnies privées d'assurances.

Si ces compagnies étaient privées, les primes d'assurances s'adapteraient aux risques. Le phénomène du « **hasard moral** » est celui qui incite les assurés à prendre plus de risques et à être moins attentifs s'ils savent que, de toute façon, les conséquences de leurs actes sont à la charge de l'assureur. Raison pour laquelle les assureurs établissent un lien entre le montant des primes et le risque encouru afin d'inciter les assurés à limiter leur exposition au risque. L'assureur étudie le profil de l'assuré pour déterminer la prime. Mais il ne peut pas trop l'individualiser car, autrement, il n'y aurait plus d'assurance vu que ce système repose sur la mutualisation des risques. Dans un système concurrentiel, chaque assureur essaiera de trouver le point optimal entre **deux exigences** : la **mutualisation des risques** et la **minimisation du hasard moral**. On diversifie les contrats d'assurances et chaque assuré choisit ce qui lui convient. C'est ainsi que s'opère l'autorégulation dans un système concurrentiel de prise de risque.

Si le système assurantiel des banques était privatisé, les assureurs viendraient analyser précisément l'ensemble du bilan de chaque banque. Les banques seraient incitées à diminuer le niveau de risque pour ne pas payer des primes trop élevées (ou pour ne pas perdre des clients en raison d'une prime trop élevée répercutée sur eux). L'assureur ne se contenterait pas de regarder le niveau des fonds propres. Il s'intéresserait aussi à la solvabilité des emprunteurs. Hélas, dans l'actuel système monopolistique, les **indemnités sont données de manière immuables** et les **primes d'assurance versées ne dépendent pas du risque réel**. L'assurance des dépôts ne joue donc pas son rôle de régulation. Elle rend possible une prise de risque excessive par toutes les banques. Ce qui « crée » précisément le risque systémique contre lequel elle a été mise en place. Beau paradoxe.

« Ainsi, au lieu d'avoir ce qui est souhaitable, un système d'autorégulation, on obtient un système d'auto-justification : un système censé couvrir des risques contribue à créer les risques qui permettront de justifier son existence ».¹⁴⁴

144 P. Salin, *Revenir au capitalisme pour éviter les crises*, Odile Jacob, 2010, p.68

Le monopole des agences de notation

On a fortement critiqué les agences de notation de s'être montrées **excessivement complaisantes** par rapport aux firmes notées et pour avoir ainsi créé un **sentiment de confiance injustifié**. On a aussi souligné que les services de ces agences étaient payés par les firmes évaluées, ce qui les incitait évidemment à minimiser le risque.

Pascal Salin estime que le mode de rémunération des agences de notation est, il est vrai, problématique mais il faut comprendre qu'il est difficile de faire autrement. Pourquoi ? Parce qu'une information constitue un « bien libre » à partir du moment où elle est créée. Ceux qui la possèdent peuvent la disséminer autant qu'ils peuvent. Si l'agence de notation facturait ses services non à la firme notée mais à celui qui désire traiter avec la firme, la firme ne pourrait lui demander qu'une très faible rémunération en raison du pouvoir d'achat limité de ce dernier (bien inférieur à celui d'une banque). Ce client pourrait ensuite divulguer cette information au bénéfice de tous les autres partenaires potentiels. Du coup, l'agence ne pourrait jamais couvrir les frais de son enquête. Il est rationnel que l'agence facture sa notation à un client unique et important.

Dans la plupart des pays, il n'existe pas de véritable concurrence entre les agences de notation. Aux Etats-Unis, trois agences seulement sont habilitées à effectuer des notations « officielles » (Moody's, Standard&Poor's et Fitch). **C'est à cause de cette réglementation d'origine étatique que ces agences disposent d'une clientèle captive** qu'elles souhaitent satisfaire à bon compte. Que cherchent les établissements notés ? A donner d'eux une information de bonne qualité ? Non. Ils cherchent à satisfaire formellement aux critères de Bâle II vis-à-vis des autorités réglementaires et, pour cette raison, obtenir une bonne note des agences de notation. On le voit, dit Salin, **il y a une complicité entre ces trois partenaires - Etat, établissements financiers et agences de notation - qui favorise la sous-estimation des risques véritables.**

Jusqu'aux années 1970-1980, les systèmes financiers étaient étroitement réglementés. Cela minimisait les risques mais au prix de contraintes excessives imposées aux marchés financiers. Fort heureusement, **on a procédé à une large déréglementation mais qui s'est néanmoins révélée insuffisante pour laisser les processus d'auto-régulation** (c'est-à-dire l'imagination des êtres humains) **jouer leur rôle.** On veut aujourd'hui faire machine arrière et rétablir des réglementations alors qu'il faudrait au contraire achever ce travail déréglementation. Comme le résume Salin : « **La réglementation empêche la régulation, la déréglementation est le meilleur moyen de rendre possible l'autorégulation** ». ¹⁴⁵

145 P. Salin, Revenir au capitalisme pour éviter les crises, Odile Jacob, 2010, p.71

Chapitre II : La faute à la finance ?

Sur base de ce qui précède, Pascal Salin conclut :

« (...) **tout ce qui a provoqué la crise monétaire et financière résulte de l'interventionnisme étatique qui a empêché l'autorégulation par les marchés** ». ¹⁴⁶

Cela dit, **les banquiers et les dirigeants d'établissements ne portent-ils pas une part de responsabilité ?** N'ont-ils pas cherché à maximiser leurs profits à court terme en prenant des risques excessifs ? Le capitalisme n'est-il pas myope ? N'est-il pas incapable d'assurer la régulation du système financier et économique à long terme ? En réalité, on l'a vu, il existe une grande diversité de causes à cette crise : la politique monétaire, la politique du logement, les réglementations et le comportement des banquiers. Toutes ces causes « immédiates », on va le voir, procèdent d'une source unique : **l'affaiblissement des disciplines du capitalisme.**

Quelques concepts de base

Pour y voir plus clair, il importe de distinguer entre deux modèles économiques simplifiés brossés à grands traits : le « modèle de référence » (correspondant approximativement à la situation qui prévalait au XIX^{ème} siècle) et le « modèle moderne » (correspondant à notre situation actuelle et thématiqué par l'école autrichienne). Mais, avant cela, il faut rappeler **quelques principes et concepts de base.**

Le pivot de toute réflexion économique, c'est évidemment la **loi de l'offre et la demande**. Dans une société libre, l'augmentation du prix d'un bien par rapport aux autres est le signe d'une raréfaction relative de ce bien, c'est-à-dire que la demande pour ce bien augmente plus vite que la demande pour les autres biens et/ou que la production en augmente moins rapidement. C'est pour cette raison que **l'Etat devrait s'abstenir de toute manipulation des prix. Ce faisant, il détruit des informations essentielles ou fait naître des illusions.** Si, par exemple, l'Etat hausse artificiellement le prix d'un bien, il détourne des consommateurs de ce bien vers d'autres biens. Il privilégie les producteurs de ces seconds biens au détriment des producteurs du premier. Il fait payer plus cher que nécessaire les consommateurs qui continuent à consommer le premier bien. C'est, purement et simplement, un **transfert de richesse qui est à la fois nocif** (il détruit l'information) **et immoral** (car il est arbitraire et constitue un mensonge public).

Une politique qui illustre ce mécanisme est celle du salaire minimum. En imposant un salaire minimum plus élevé que celui qui correspondrait à l'équilibre entre l'offre (de travail) et la demande (de travail), **l'Etat fait croire qu'il permet aux salariés d'être mieux payés alors qu'en réalité, il exclut un certain nombre de personnes du marché du travail,** c'est-à-dire des personnes désireuses de travailler mais dont

146 P. Salin, *Revenir au capitalisme pour éviter les crises*, Odile Jacob, 2010, p.73

la productivité n'est pas suffisante pour gagner l'équivalent du salaire minimum. Ce salaire minimum crée du chômage, diminue les activités des entrepreneurs et la quantité de ressources disponibles dans l'économie. **Ce salaire minimum profite-t-il aux employés ? Ce n'est même pas sûr.** En l'absence de législation sur le salaire minimum, ils auraient sans doute obtenu ce niveau de salaire. Dans l'hypothèse de plein emploi (favorisé par l'absence de salaire minimum), les employeurs essaieraient de retenir leurs employés les plus productifs en haussant le salaire.

Si l'Etat impose un prix plus bas, on est dans une situation symétrique. Cela crée automatiquement un excès de demande et une réduction de l'offre (plusieurs producteurs ne savent plus produire de manière rentable à un prix aussi bas). **Ceux qui parviennent à se procurer le bien font un gain** (ils payent moins cher ce qu'ils étaient prêts à payer plus cher) **au détriment de ceux qui sont exclus du marché** (les autres consommateurs qui n'auront pas ce bien et les autres producteurs qui ne peuvent être rentables à un prix aussi bas). Un bon exemple est la politique de logement qui impose des loyers trop bas. Certains locataires en profitent mais au détriment des propriétaires et des autres locataires qui ont plus de mal à trouver un logement. Le rythme de construction en est ralenti. C'est la pénurie.

Un prix qui est particulièrement important, vu qu'il concerne à peu près tout le monde, c'est le **taux d'intérêt**. C'est le « **prix du temps** ». Un individu peut consommer une partie de ses ressources directement (manger son capital) ou choisir de les consommer plus tard (de façon à en obtenir un plus grand bien-être car elles auront augmenté dans l'entretemps). Il peut aussi emprunter des ressources à autrui mais moyennant le **paiement d'une « prime de risque »** qui motivera ce dernier à prêter (vu qu'il n'est jamais sûr que le premier honorera son remboursement). **C'est cela, le taux d'intérêt : le prix auquel on achète du temps** (il ne faut plus attendre pour consommer quelque chose qu'on n'aurait pu s'offrir que beaucoup plus tard en économisant soi-même), c'est-à-dire des ressources actuelles contre des ressources futures. **Un emprunteur nécessite un prêteur**, c'est-à-dire quelqu'un qui accepte un sacrifice aujourd'hui en ne consommant pas ses ressources directement pour qu'elles s'accroissent et qu'il puisse les consommer plus tard. C'est **l'épargne**. Les **ressources épargnées** peuvent être utilisées de diverses manières :

- **soit on les utilise soi-même** (par exemple, un artisan achète de l'équipement) ;
- **soit on les met en commun avec des ressources épargnées par d'autres** (par exemple, on constitue le capital initial d'une entreprise) ;
- **soit on les prête à un emprunteur qui les investira**(on obtient une créance sur la somme prêtée et sur des intérêts).

Il est essentiel de distinguer entre deux choses qu'on confond malheureusement trop souvent:

- les **fonds propres** (qui correspondent aux deux premiers cas visés ci-dessus) ;
- les **fonds prêtables** (qui correspondent au troisième cas).

Chaque individu compare les rendements ces trois choix. C'est la raison pour laquelle le **taux d'intérêt à un rôle éminent à jouer dans les décisions d'épargne**. Tant sur le montant total de cette épargne que sur sa structure (c'est-à-dire sur la part qui relève des fonds propres et des fonds prêtables). **Etant le prix du temps, le taux d'intérêt** permet de transférer des ressources dans le temps. **C'est un prix et, en tant que tel, il faut lui appliquer la loi de l'offre et de la demande**. S'il augmente, les gens vont prêter davantage soit aux dépens des fonds propres soit même aux dépens de la consommation : l'épargne totale augmente et, au niveau de sa structure, il y aura plus de fonds prêtables que de fonds propres. Cela, c'est l'offre, mais, au niveau de la demande, un taux d'intérêt qui augmente fait baisser la demande d'argent : les investisseurs empruntent moins s'ils ont des intérêts importants à payer sur cet emprunt. **L'offre et la demande de fonds prêtables évoluent donc inversement au taux d'intérêt**. Le taux d'intérêt d'équilibre (comme le prix de n'importe quel bien) est celui qui fait se rencontrer l'offre et la demande. On comprend bien que si les pouvoirs publics manipulent ce taux, il en résulte des déséquilibres.

La distinction entre **fonds propres** et **fonds prêtables** est **primordiale**. On conserve un droit de propriété sur ses fonds propres, soit un droit individuel (premier cas), soit collectif (second cas : on peut voter en tant qu'actionnaire de l'entreprise). Par contre, on perd ce droit (troisième cas) quand on prête, c'est-à-dire quand on vend des créances (fonds prêtables). **Pourquoi cette distinction est-elle fondamentale ?** Car notre économie fonctionne trop sur les fonds prêtables. **Le financement de l'investissement et de la croissance se fait beaucoup trop sur les fonds prêtables**, c'est-à-dire par le prêt et le crédit. **Plus un investisseur emprunte, plus il se fragilise**. Pourquoi ? **Car il faut rembourser constamment les annuités avec les intérêts**. Si les résultats de l'entreprise ne sont pas à la hauteur de ce que l'on escomptait, on court le risque de faire faillite.

D'une part, la prédominance des fonds empruntés (par rapport aux fonds propres) dans le financement des économies modernes est à l'origine de la crise financière. D'autre part - et c'est plus grave - une grande partie des fonds prêtables trouve son origine dans la création monétaire. C'est l'une des calamités de notre époque que les banques soient capables de créer de la monnaie ex nihilo en faisant naître, par un simple jeu d'écriture, une créance à l'actif de son bilan et une dette monétaire à son passif, à savoir les encaisses monétaires qu'elle délivre à l'emprunteur. **Cela revient à créer du crédit à partir d'une épargne inexistante**.

Le modèle de référence

Ceci étant précisé, venons-en, dit Salin, à l'examen des deux modèles. Le **modèle de référence** est caractérisé par deux éléments :

- premièrement, **la création monétaire ex nihilo n'est pas possible dans ce modèle**. La quantité de monnaie en circulation dans l'économie est fixe et personne ne peut la manipuler arbitrairement. Imaginons une hypothèse où on ne paierait qu'avec de l'or (circulant sous forme de pièces ou lingots). **La masse monétaire resterait constante** (à moins de découvrir de nouveaux gisements). Si le prix des biens diminue, on appelle cela « déflation » : en ce cas, le pouvoir d'achat de l'or augmente. Un gramme d'or permet d'acheter plus de biens ;
- deuxièmement, il existe une épargne volontaire et abondante, en particulier sous forme de fonds propres. L'environnement juridique, institutionnel et fiscal incite à faire le choix du futur.

La situation économique des **pays** qui correspondent à ce modèle de référence présente les traits particuliers suivants :

Premièrement, la croissance est probablement forte car il n'y a pas de croissance sans épargne (le taux d'épargne de la Chine, par exemple, est proche de 40%) ;

Deuxièmement, il n'y a pas d'inflation mais il y a, au contraire, de la déflation. On considère généralement cette dernière comme néfaste parce qu'on assimile déflation (c'est-à-dire la baisse des prix) et dépression économique. **Si la déflation a été nocive dans les années 30, c'est parce qu'elle n'avait pas été prévue** : les employeurs avaient accepté, avant la baisse des prix, des salaires nominaux qu'ils n'ont pas pu ajuster (d'autant plus que le gouvernement américain faisait tout pour les en empêcher). Les producteurs ont vu leur marge se réduire et beaucoup ont fait faillite. En revanche, une déflation régulière et anticipée ne peut avoir que des avantages.

Troisièmement, le taux d'intérêt est probablement très stable. Ce taux résulte, on l'a vu, de la rencontre de l'offre (d'argent) et de la demande (d'argent). Dans un système non manipulé, il n'y a aucune raison pour que les offreurs de fonds prêtables et les demandeurs de fonds prêtables modifient brutalement leurs préférences.

Ce modèle de référence correspond très bien à la situation de beaucoup de pays qui ont effectué leur décollage économique au XIX^{ème} siècle. L'épargne était abondante car l'Etat ne la pompait pas pour financer un système de retraites par répartition vu que ce dernier n'existait pas à l'époque. Par ailleurs, il n'existait pas de fiscalité confiscatoire. Le taux d'intérêt restait dans une marge entre 2 et 3%. La discipline de l'étalon-or était respectée : il n'y avait pas création excessive de monnaie.

Le modèle moderne

Tout autre est le **modèle économique de notre époque** qui peut être doublement caractérisé.

La première caractéristique de ce modèle « moderne », c'est que l'épargne est peu abondante, en particulier l'épargne investie en fonds propres. Plusieurs raisons expliquent cela. **Primo, c'est la prédominance des régimes de retraite par répartition.** On n'éprouve pas le besoin d'épargner pour sa retraite car on sait qu'on vivra aux dépens des travailleurs du moment. On n'a d'ailleurs pas la possibilité d'épargner car l'Etat confisque une bonne partie pour financer ce régime. Dans le modèle de référence, par contre, on est dans un système de capitalisation où, par définition, l'épargne est abondante car les gens accumulent de l'argent pour le futur. Ce système repose sur une **responsabilité personnelle. Secundo, la fiscalité joue un rôle majeur dans le comportement de l'épargne.** Aux Etats-Unis, il y a une double imposition du profit : une première fois au titre de l'impôt sur les sociétés et une deuxième fois au titre de l'impôt sur les revenus.¹⁴⁷ Cette **fiscalité décourage l'épargne et incite les investisseurs à préférer le financement par les fonds empruntés** au financement par les fonds propres. Or, ces derniers sont au fondement du capitalisme.

En France (et dans bien d'autres pays européens), la fiscalité décourage également l'épargne. Toute une batterie d'impôts frappe la détention, le rendement ou la transmission de capital. Par ailleurs, **l'impôt sur le revenu est un impôt sur l'épargne.** En effet, le travailleur est incité à dépenser son argent dans un acte de consommation (qui, économiquement, est un axe de destruction) plutôt que de l'épargner car le rendement du capital est considéré comme un revenu qui est, dès lors, taxé une seconde fois. Il y a donc une double taxation sur l'épargne, c'est-à-dire que l'on punit le choix du futur par rapport au choix du présent. Or, **l'être humain est un être qui a pour caractéristique de se projeter dans le futur. Et, c'est précisément cette aptitude qui est découragée** dans les systèmes fiscaux contemporains.

Si l'on poursuit le raisonnement, on constate que, **contrairement à ce qu'on dit, la TVA n'est pas un impôt sur la consommation mais est exactement l'équivalent d'un impôt sur le revenu.**¹⁴⁸ Or, puisque l'impôt sur le revenu est un impôt sur l'épargne, la TVA est un impôt sur l'épargne. En totalisant tous les impôts qui punissent le choix du futur (les impôts sur le capital, l'impôt sur le revenu, les cotisations sociales, la TVA, etc.), on constate que le rendement net de l'épargne est ridiculement faible voire nul ou négatif. **Pourquoi, dès lors, épargner ?**

Un des grands problèmes de notre société, c'est la perte du sens des responsabilités. La responsabilité, c'est le fait de supporter soi-même les conséquences de ses actions. Quand on entreprend, on est, certes, tenu de supporter les conséquences négatives de nos actions mais nous sommes privés en très grande partie des conséquences

147 C'est aussi le cas de la Belgique mais pas de la France.

148 Pascal Salin démontre cette idée dans son ouvrage « L'Arbitraire fiscal » (Slatkine, 1996).

positives : on doit partager les profits mais on assume seul les pertes. **L'affaiblissement du sens des responsabilités provient de l'environnement institutionnel dans lequel on place de force les individus.** En conséquence, ceux qui aspirent à une profession entrepreneuriale vont soit renoncer à celle-ci soit choisir des **activités certes risquées** mais laissant espérer une forte possibilité de gains. **Pour ce faire, autant minimiser ses apports en fonds propres et recourir massivement à l'emprunt (autant perdre l'argent des autres que le sien si on est déclaré en faillite).**¹⁴⁹ C'est là un **comportement tout à fait rationnel.** Il n'est pas étonnant que ce dernier ait été si prisé par les financiers au cours des années qui ont précédé la crise financière.

C'est ainsi que le modèle moderne a détruit cette discipline fondamentale d'une économie capitaliste : la discipline de la responsabilité. Alors que dans le modèle de référence, l'individu supporte seul le poids de ses erreurs, dans le modèle moderne, le risque est transféré sur autrui (les créanciers mais également les contribuables). Ce comportement est typique des économies collectivistes. **Sommes-nous encore dans une économie capitaliste ?** Il est grotesque de prétendre que la crise financière illustre la faillite du capitalisme. En réalité, elle prouve de manière éclatante la faillite d'un système qui s'est éloigné des principes capitalistes.

La deuxième caractéristique de ce modèle « moderne », c'est l'expansion du crédit et de la masse monétaire ou la politique du bas taux d'intérêt. Où trouver l'épargne qui manque quand les systèmes fiscaux tuent la propension à épargner ? **C'est l'Etat qui va la créer ex nihilo par une politique monétaire expansionniste** qui s'accompagne nécessairement d'une distribution de crédits et d'une baisse du taux d'intérêt. Pour ce faire, la banque centrale utilise différentes techniques : la **politique d'open market** consistant à acheter des créances aux banques en contrepartie de réserves auprès de la banque centrale (leur permettant par la même occasion d'accroître le montant de leurs crédits), la **fixation de bas taux d'intérêt** pour ses interventions sur le marché ou encore la **diminution du taux des réserves obligatoires** (c'est-à-dire le rapport que les banques sont obligées de maintenir entre le montant de leurs avoirs et les dépôts qu'elles doivent faire auprès de la banque centrale).

Quoi qu'il en soit, le résultat, c'est toujours, simultanément, la création de monnaie, la création de crédits et le taux d'intérêt bas. Ce faisant, les autorités prétendent pratiquer une « politique de relance ». C'est évidemment un **mensonge.** **L'Etat fait croire qu'il existe une épargne plus abondante que celle existante.** Ce mensonge incite d'ailleurs les gens à épargner encore moins car il s'accompagne d'une baisse du taux d'intérêt. **L'Etat crée un climat euphorique** qui pousse les investisseurs à financer des projets à très faibles rendements et qui pousse les individus à **consommer à l'excès.** Jusqu'au jour où les illusions se dissipent. Quand elles se dissipent, c'est la crise.

149 C'est le fameux « leverage » ou « effet de levier » dont Salin a parlé précédemment.

	Modèle de référence	Modèle moderne
Epargne	Volontaire et importante. Fonds propres importants	Faible Fonds propres faibles
Création monétaire	Nulle	Positive
Taux d'intérêt	Stable	Très variable
Détermination du taux d'intérêt	Par les marchés	Par les autorités monétaires
Activité économique	Croissance régulière	Instabilité
Structures productives	Evolution lente	Chocs conjoncturels

Où sont les capitalistes ?

Pourquoi les banquiers n'ont-ils pas été plus clairvoyants et donc plus prudents ? La responsabilité première de la crise vient, on l'a dit, d'un excès de la création monétaire mais pourquoi les banquiers n'ont-ils pas pris conscience de ce phénomène et des risques qu'il comportait ? A pareille question, deux réponses possibles : soit ils ne savaient pas, soit ils savaient mais avaient intérêt à se comporter comme ils l'ont fait. Pascal Salin examine ces deux hypothèses.

Des financiers avides de gains et preneurs de risques ?

Dans le modèle de référence, c'est le choix de la pérennité et de la maximisation des profits à long terme qui prévaut. Les fonds propres des banques sont importants. Les capitalistes sont les propriétaires légitimes de leur banque. Ils sont responsables car ils veulent éviter à tout prix la faillite de « leur » banque. Les banques ont des fonds propres importants et l'Etat n'a nul besoin de les leur imposer. L'étalon-or empêche la création monétaire excessive et factice. L'intérêt des capitalistes consiste à maximiser les profits à long terme et à éviter la faillite. En ce sens, ils sont de bons régulateurs du système.

Par contre, le monde actuel correspond malheureusement au modèle moderne. Ce monde n'est plus fondé sur la responsabilité individuelle. C'est un pseudo-capitalisme, un capitalisme sans capitalistes ou, du moins, avec peu de capitalistes (car le nombre de très grandes banques est assez limité). **L'actionnariat est très dispersé** et même les gros actionnaires ne détiennent, généralement, qu'une portion très limitée du capital. Face à ce vide décisionnel, ce sont les **managers qui s'attribuent le pouvoir décisionnel**, c'est-à-dire non pas des capitalistes mais des **salariés. Il n'est guère étonnant qu'ils privilégient une vision à court terme** : autant maximiser les revenus à court terme (c'est toujours cela de pris) et si l'entreprise fait faillite, ils ne perdent pas grand-chose. Ceci explique la **complexité de la rémunération des dirigeants financiers** (stock options généreuses, parachutes dorés extravagants, bonus stratosphérique). **Quand on dénonce les « abus » dans ce domaine, on s'en prend aux conséquences** d'un système très éloigné du modèle pur du capitalisme sans s'attaquer à ses causes.

Ces causes, quelles sont-elles ? D'abord, il y a, on l'a vu, **l'insuffisance des fonds propres** explicable par les politiques économiques destructrices de l'épargne. On a vu également comment **la garantie étatique** conduisait aux comportements irresponsables des établissements « too big to fail ». L'absorption de certaines banques en faillite par d'autres a conduit à une concentration bancaire et à une dispersion de l'actionnariat. Pour expliquer ces concentrations, on évoque aussi la facilité qu'a le secteur financier à faire de vastes économies d'échelle. Mais Pascal Salin estime, quant à lui, qu'il y a d'autres explications à cette concentration: l'ignorance et l'intérêt. En effet, **le goût du pouvoir et les occasions de profits conduisent parfois certains dirigeants à augmenter constamment la taille de leur entreprise** (par acquisition, fusion ou croissance interne). Cette manière de procéder engendre un cercle vicieux car **le pouvoir de décision échappe alors aux véritables propriétaires pour se concentrer dans les mains des dirigeants salariés**. Ces derniers pratiquent alors une politique d'augmentation continue de la dimension en prenant d'ailleurs éventuellement des risques importants car cette croissance peut entraîner des changements structurels difficiles à gérer. Lesquels ? Passé un certain point, on entre dans des « déséconomies d'échelle » de nature institutionnelle : **plus une entreprise est grande, plus il devient malaisé de contrôler le travail de chacun et de coordonner le travail entre tous les salariés**.

Le fonctionnement des **fonds de pension** est caractérisé par le même genre de dérives. En raison de l'environnement institutionnel qui est le nôtre, **ils ne sont pas gérés de manière capitaliste et responsable** mais selon une logique court-termiste. **Ces fonds de pensions constituent généralement une mutuelle, une association. Ils n'ont pas de propriétaires véritables**. Il existe seulement des propriétaires de fait qui se partagent les trois éléments du droit de propriété (fructus, usus et abusus). **Personne ne dispose de l'abusus** (le droit d'aliéner le bien voire de le détruire) car ces droits de propriété ne sont pas définis. Les associés reçoivent une partie des fruits de l'activité du fonds (le fructus). **Le pouvoir de décision (usus) appartient, quant à lui, plutôt aux gestionnaires** (en raison du nombre et de la dispersion des associés et cotisants). Là aussi, ces gestionnaires ont **tout intérêt à privilégier les gains à court terme** plutôt que de maximiser leur valeur à long terme.

Ceci explique l'instabilité du fonctionnement des marchés financiers à notre époque. **Au lieu de laisser les gens qui travaillent acheter des actions de banques d'affaire pour se constituer une épargne-retraite**, on a mis en place des **systèmes légalement obligatoires que sont ces fonds de pension**. Cela dit, ces derniers font tout de même appel à la **technique de la capitalisation qui est bien supérieure aux systèmes de retraite par répartition** que nous connaissons en Europe. Mais ils sont moins efficaces que les entreprises financières qui sont véritablement capitalistes. Ils sont les fruits de la social-démocratie généralisée où les « partenaires sociaux » mettent en place des mécanismes de collectivisation. Une autre cause de la crise, c'est **l'abondance de liquidités du fait des politiques monétaires expansionnistes**. Comme ces liquidités orientaient constamment le prix des actifs à la hausse, les traders, pariant sur ces tendances à la hausse apparemment durables, ont pu faire des spéculations très profitables et donc des bonus importants pour eux. **En réalité, ces profits étaient illusoires comme le prouvèrent les effondrements ultérieurs**.

Une dernière cause, c'est l'ignorance. La seule théorie capable d'expliquer la crise financière et d'en prévoir l'arrivée, c'est « la théorie autrichienne du cycle économique ». **Pourquoi n'a-t-on pas accordé crédit à cette théorie ? Cela aurait permis de ne pas répéter le désastre des années 30 parfaitement analysé par les Autrichiens.** Parce que Von Mises et Hayek n'ont pas bonne presse. Ils ont le tort d'être libéraux alors que tout le monde a été éduqué dans la vénération du keynésianisme et dans l'interventionnisme étatique. A cette ignorance s'ajoute une certaine illusion de la connaissance.

La prétention du savoir

A la théorie autrichienne, on a préféré le mécanisme des *modèles mathématiques* qui donnent l'apparence de la scientificité. Vu leur caractère hermétique, **ces modèles ont conféré le pouvoir de décision aux techniciens de la finance au détriment des dirigeants et des actionnaires.** Ces modèles financiers **partaient de l'hypothèse que les variations suivent une loi de Gauss**, c'est-à-dire la « loi normale » (toutes les données se concentrent dans la « cloche » alors que les queues de distribution sont très minces). Le problème, c'est que, contrairement à ce qu'affirme le modèle de Black et Scholes (qui a valu un prix Nobel au dernier), **la finance ne suit pas la loi normale de Gauss : les « événements improbables » se produisent infiniment plus souvent que ne l'indique la « normalité ».**¹⁵⁰ Le modèle assurait aux grandes banques que le risque d'une crise de liquidité était de un sur un million !¹⁵¹ Cela n'a aucun sens. Pour procéder à des telles évaluations, il faudrait posséder une connaissance parfaite du futur. Pourtant, la théorie des cycles autrichiens pouvait donner une bonne idée de ce qui nous attendait.

Voilà l'exposé des causes. **Evidemment, pour les medias, il est plus facile de dénoncer « l'esprit de lucre » des financiers.** Comme si leur rôle n'était pas, justement, de chercher des profits ! En témoigne le traitement médiatique de l'affaire Madoff qui portait sur 50 milliards \$. Le financier Bernard Madoff a, comme on le sait, utilisé un « système de Ponzi » (procédé consistant à payer les premiers entrés dans un système avec l'argent de ceux qui suivent et qui finit invariablement par se gripper). La presse en a fait l'archétype du financier véreux et sans scrupule. En réalité, comme le soulignait avec humour un auteur de cartoon américain, Madoff utilisait le système même de retraite par répartition qui est appliqué en France, en Belgique et dans quantité d'autres pays. **En effet, la retraite par répartition repose sur un processus de Ponzi : on paye les premiers à être entrés dans un système grâce aux apports de ceux qui viennent ultérieurement. Autant dire que ce système est condamné comme l'est le système Madoff.** Mais à la différence de la combine de Madoff où les versements sont volontaires, les versements des cotisants étaient obligatoires.

150 A ce sujet, il est conseillé de lire le passionnant ouvrage de Nassim Nicholas Taleb, **Le Cygne noir, La puissance de l'imprévisible** (Les Belles Lettres, 2012) ainsi que, du même auteur, **Antifragile, les bienfaits du désordre** (Les Belles Lettres, 2013)

151 En 2002, le fameux économiste et **Prix Nobel Joseph Stiglitz** s'était fait commander une étude sur le niveau de risques encourus par Fannie Mae et Freddie Mac. Il avait estimé ce dernier à « à titre conservatoire, 1 sur 500.000 » mais « plus vraisemblablement 1 sur 3.000.000 » et donc « effectivement à zéro ».

Ne jetons pas le bébé avec l'eau du bain. Les **techniques de titrisation sont certainement utiles mais porteuses de risque**. Il faudra s'en méfier dans l'avenir. Les innovations financières rendent d'immenses services. En un sens, la crise est utile et peut-être même inévitable. Elle permet d'identifier les erreurs. Encore faudra-t-il en tirer les leçons.

L'histoire se répète-t-elle ? Les leçons oubliées de la crise de 1929

Quelles leçons tirer ? Le problème, c'est que peu de gens ont compris la crise. Il y a évidemment la lecture keynésienne majoritaire. **On connaît la chanson : la crise de 2007-2009 prouve, comme la crise de 1929, l'instabilité du capitalisme, etc.** En réalité, il faut d'abord signaler un **point commun intéressant à ces deux crises** - un point qui n'a rien à voir avec le capitalisme et tout à voir avec l'Etat - à savoir que, **dans les années qui précèdent la crise, les autorités monétaires ont procédé à un excès de création monétaire**. En l'occurrence, cette création survint dans la seconde moitié des années 20 (tout comme dans les années 2000).

Les monétaristes, c'est-à-dire les disciples de Milton Friedman ne s'intéressent pas trop à la période antérieure à la crise mais ils **soulignent, quant à eux, que la crise résulte d'une politique monétaire exagérément déflationniste**. Il est vrai, reconnaît Pascal Salin, qu'au début des années 1930, une diminution considérable de la quantité de monnaie (près de 30%) a aggravé la crise. Cela a fait chuter le prix des biens. Pour les biens de gros, le prix a chuté d'environ 40%. Le problème, c'est que les entrepreneurs n'ont pas été autorisés à baisser les salaires en conséquence. Leurs profits furent laminés. D'où une vague de faillites et de licenciements. Il est donc vrai que la destruction d'une grande partie de la monnaie a amplifié la crise mais cela ne constitue qu'un des aspects de cette histoire.

Il y avait bien eu, dans les années 1920, une politique monétaire expansionniste excessive (qui avait provoqué des bulles financières et immobilières) mais elle n'avait pas suscité l'attention car le prix des biens n'avait pas considérablement augmenté (dans les années 2000 cette création monétaire a surtout porté sur les actifs financier et n'a pas non plus provoqué une inflation importante des prix et services). A la même période, au cours des années 20, le président Coolidge avait opéré d'importantes réductions d'impôts, ce qui avait encouragé l'investissement et une croissance économique réelle avec d'importantes innovations entrepreneuriales et technologique (dans les années 2000, il y a aussi eu une explosion technologique). **Sans politique monétaire à l'époque, les prix des biens auraient baissé. Le gain de productivité a masqué les effets inflationnistes de la croissance monétaire excessive.**

Mais cette inflation était bien réelle et s'est manifestée par une forte augmentation des prix des actifs financiers, immobiliers ou fonciers. **La crise était inévitable et éclata.** Et cela peu après que la banque centrale ait cessé sa politique d'argent facile. **On aurait dû, comme le prônent les Autrichiens, laisser les marchés procéder aux ajustements nécessaires dans les structures productives.** Ce ne fut pas le cas La Grande Dépression a été provoquée par un excès de création monétaire à la fin des

années 20 mais elle fut aggravée par une politique monétaire exagérément restrictive par la suite. On voit clairement ici à quoi conduisent les politiques monétaires et en quoi elles sont imprévisibles. Les monétaristes se focalisent sur la politique monétaire restrictive et les keynésiens sur la politique économique (budgétaire) à mettre en œuvre. Les **keynésiens accordent peu d'intérêt à la politique monétaire** car ils s'appuient sur une hypothèse appelée la «*trappe à liquidité*» : les agents économiques sont prêts à conserver n'importe quel niveau de liquidité. Dès lors, une politique monétaire de bas taux d'intérêt est, selon eux, totalement inefficace.

L'image d'Epinal de la Grande Dépression, c'est l'histoire de Roosevelt qui aurait surmonté la crise. **Dès 1933, il aurait pratiqué une politique de relance par la demande, anticipant ainsi la théorisation de John Maynard Keynes** dans sa *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*. Rien n'est plus faux. En réalité, la **crise aurait été beaucoup moins longue et moins profonde si l'on s'était contenté de laisser les marchés assurer les ajustements** nécessaires, si on n'avait pas pratiqué une politique monétaire extrêmement restrictive et si on ne s'était pas lancé dans les gaspillages et les contraintes du New Deal. Hoover a d'abord adopté de désastreuses mesures protectionnistes. **Le Smoot-Hawley Act de 1930 fut la loi la plus protectionniste de l'histoire américaine**. Les politiciens n'avaient pas compris (et ne comprendront sans doute jamais) que **réduire les importations, c'est - automatiquement - réduire les exportations** (car les pays tiers, en guise de représailles, n'importent plus ou n'ont tout simplement plus assez d'argent pour acheter des biens étrangers). Il est dès lors illusoire de penser qu'on peut défendre «*l'emploi national*» par des mesures protectionnistes. Le résultat pour les Américains, ce fut la perte d'un tiers de leurs marchés et la chute du prix du blé au tiers de sa valeur entre 1929 et 1932.

Selon la légende, Hoover aurait géré la crise avec des recettes libérales qui eurent pour effet de l'aggraver. Roosevelt, qui lui succéda en 1933 aurait alors enfin pu appliquer le keynésianisme salvateur. **En réalité, Hoover a pratiqué l'interventionnisme dès le début. Si la crise a duré dix ans, c'est que l'interventionnisme de Roosevelt succéda à celui de Hoover**. Hoover n'a fait baisser les salaires nominaux que de 15% seulement alors que les prix à la consommation diminuaient de 25% entre 1929 et 1933 (soit une hausse de 10% des salaires réels). Cela généra un chômage massif car les producteurs ne pouvaient plus payer des salaires aussi élevés. Parallèlement, Hoover augmenta considérablement les dépenses publiques qui, en moins d'un an, passèrent de 16,4% du PIB à 21,5%. Il augmenta considérablement les impôts.

Roosevelt ne fit qu'aggraver les choses. Peu soucieux de comprendre la crise, il préféra s'en prendre aux « spéculateurs financiers sans scrupules ». Il commença par obliger les banques à fermer pendant neuf jours. Sur 5000 banques encore en opération, 2000 ne rouvrirent jamais. Roosevelt continua la politique de dépenses publiques de Hoover, augmentant la dette publique de 73%, et, comme lui, augmenta considérablement les impôts. Il mit en place une administration (**National Recovery Administration**) chargée de régler tous les secteurs d'activité, de fixer et de déterminer les prix et les conditions de vente. Une autre structure, la **Civil Works Administration**, censée procurer du travail aux chômeurs, les utilisa à faire

n'importe quoi (le mot *boondoggle* signifie « perdre du temps à travailler sans raison »). Bref, l'Etat américain s'est lancé dans d'immenses programmes de gaspillage des ressources. Il livra aussi la guerre aux entrepreneurs tant sur le plan fiscal que réglementaire. **Toutes ces erreurs contribuèrent grandement à la longueur et à la dureté de la Grande crise.**

Le **parallélisme entre la crise des années 1930 et celles des années 2000** est donc frappant. **Dans les deux cas, les coupables sont les autorités monétaires.** Mais, très curieusement, dans un cas comme dans l'autre, les médias, l'opinion, les manuels scolaires et les universitaires concluent de manière tout à fait opposée : ils reprochent au capitalisme d'être fondamentalement instable. Pourtant, **personne n'a jamais réussi à démontrer de manière logique et raisonnée que la succession de crises est inhérente au capitalisme.** C'est un acte de foi. Le paradoxe, c'est que ce sont les rares personnes qui démontrent scientifiquement le contraire qui, comme Salin, passent pour des « idéologues »...

Chapitre III : Keynes a-t-il vraiment gagné ?

Durant cette crise, on a entendu fréquemment **deux erreurs.** La première consiste à prétendre que **cette crise consacre la faillite des marchés et le nécessaire retour des Etats.** La seconde consiste à affirmer qu'elle représente une **victoire incontestée des théories keynésiennes.** Il importe de démolir ces erreurs car il s'agit d'une question non pas purement théorique mais d'une importance pratique considérable. Ceux qui, en politique, balaient ces controverses d'un revers de main, sont les mêmes qui appliquent sans réfléchir les recettes keynésiennes au nom du bon sens. En réalité, **une analyse objective des événements donne totalement raison à la théorie autrichienne des cycles** développée par les deux grands économistes que sont Ludwig Von Mises et Friedrich Hayek.

La **théorie keynésienne s'intéresse spécifiquement aux situations de chômage involontaire et aux remèdes à y apporter.** Selon cet auteur, il existerait des situations d'équilibre de sous-emploi dont **seule une politique de relance permettrait de sortir.** En bref, il faut stimuler la production et l'emploi pour accroître la demande globale. Ce qui signifie qu'il faut **augmenter le déficit public.** On tente ainsi de faire augmenter la production et les exportations. Keynes voit le taux d'intérêt essentiellement comme une variable qui détermine, d'une part, le choix entre la détention de la monnaie et la détention d'actifs financiers et, d'autre part, le montant des investissements. **Une baisse du taux peut accroître l'investissement** (mais, pour Keynes, l'investissement fait partie de la demande globale et n'est pas perçu comme un facteur d'accroissement de la production). **Une politique monétaire peut donc, selon un keynésien, contribuer à la relance. Mais elle est inefficace dans diverses hypothèses,** en particulier quand l'investissement devient insensible au taux d'intérêt. **Tout cela relève, pour Keynes, de la psychologie : le niveau des investissements dépend des caractéristiques psychologiques des investisseurs** (de leurs « esprits animaux »). Ce n'est donc pas un bon levier. **Il faut plutôt augmenter la demande. Comment ? En augmentant les dépenses.** Y compris en faisant creuser aux gens des

trous inutiles. Pourquoi ? Parce que la demande entraîne la production et la production génère des revenus. **Selon Keynes, l'épargne est une « fuite » en dehors des circuits économiques.** Il est donc normal de stimuler la consommation au détriment de l'épargne.

On peut ici objecter à Keynes que la production ne peut se développer sans l'épargne. Une chose ne peut pas émerger de rien. Pour produire, il faut avoir investi. **Pour qu'un investissement soit possible, il faut qu'il procède de l'épargne.** Or, une vraie épargne, c'est une abstention de consommation. Le keynésien pourrait répondre qu'il s'intéresse au problème à court terme. Il se préoccupe, non pas d'accroître les capacités de production mais de mieux utiliser les capacités existantes. Cette manière de raisonner revient, dit Salin, à considérer la production comme un ensemble indifférencié dans lequel il importe peu de savoir si les capacités de production inemployées se trouvent ou non dans certains secteurs de production spécifique. On va voir plus loin en quoi cette hypothèse est inacceptable. **Selon Pascal Salin, l'épargne est la condition sine qua non de l'investissement et donc de la croissance. L'idée qu'il importe d'augmenter la consommation pour stimuler la croissance est une absurdité.** Elle suppose implicitement que les ressources épargnées s'annihileraient mystérieusement (comme s'il existait une « trappe à épargne ») et qu'elles constitueraient un gaspillage des ressources. En réalité, c'est l'inverse qui est vrai : **« Un acte de consommation est un acte de destruction des ressources alors qu'un acte d'épargne est un acte de conservation des ressources ».**¹⁵² Ce qui est épargné peut être réintroduit dans le circuit pour produire de nouvelles richesses.

Une autre idée à la mode s'est ajoutée aux idées keynésiennes : la « **courbe de Phillips** ». Cette dernière ne procède pas d'un raisonnement théorique rigoureux mais d'une **régularité statistique** que Phillips, un ingénieur, prétend avoir découverte : **d'après cette courbe, le niveau d'emploi serait d'autant plus élevé que le taux d'inflation serait plus élevé.** Non seulement les **déficits publics** seraient légitimés par la théorie keynésienne mais les **politiques monétaires expansionnistes** seraient légitimées par la courbe de Phillips. Pourquoi ? Parce que l'inflation est la résultante d'un excès de création monétaire.

La dichotomie keynésienne entre « demande globale » et production globale (ou revenu global) est totalement factice. A l'échelle mondiale, il y a évidemment égalité entre demande globale et offre globale. On ne peut accroître la demande globale ex nihilo. Mais au niveau d'un pays, les producteurs peuvent se dire qu'il existe une demande globale quasiment illimitée, à savoir la demande mondiale. Keynes prétend qu'il faut créer une demande. Pourtant, il existe déjà une demande mondiale. **La vraie question à poser à Keynes : pourquoi y-a-t-il parfois sous-emploi et faible activité économique dans un pays alors qu'il n'y a pas - contrairement à ce que prétend Keynes - insuffisance de demande ?** Réponse : si les producteurs de ce pays ne créent pas plus, c'est qu'ils ne veulent pas. Compte tenu du niveau des prix des différents produits sur le marché mondial, s'ils produisaient plus, ils produiraient à perte. Ce ne sont

152 P. Salin, *Revenir au capitalisme pour éviter les crises*, Odile Jacob, 2010, p.128

pas des problèmes de quantités mais des problèmes de prix relatifs. **D'ailleurs quand l'Etat fait des déficits, il emprunte. A qui ? Aux citoyens qui prêtent de l'argent.** Cet argent, ils ne pourront pas le dépenser en consommation ou en investissement. **Dès lors, quand l'Etat fait soi-disant de la relance, il augmente et diminue en même temps la demande globale. Il l'augmente grâce au déficit mais la diminue en faisant, par cet emprunt, baisser la consommation et l'investissement. L'Etat ne fait que déplacer les ressources. Il n'en crée pas de nouvelles.**

Milton Friedman a pu démontrer scientifiquement que la courbe de Philipps était un phénomène qui ne pouvait exister que dans le court terme, grâce à la création d'illusions. Quelle illusion ? Celle qui fait que les salariés ne réalisent pas tout de suite que l'inflation augmente les prix des biens qu'ils consomment et que, dès lors, ils n'exigent pas tout de suite l'alignement de leurs salaires nominaux. La baisse de leur salaire réel diminue le coût du travail ce qui permet à l'employeur d'embaucher davantage. Une fois que l'illusion se dissipe, les employés demandent alors l'alignement des salaires.¹⁵³ Les monétaristes ont raison de montrer que la création monétaire n'a aucun effet positif à long terme. D'où la règle monétaire qu'ils préconisent : **la politique monétaire ne peut pas avoir d'effet réel durable sur l'emploi et l'activité économique ; elle doit essentiellement être utilisée pour empêcher une trop grande inflation.**

Mais, dit Pascal Salin, tant les keynésiens que les monétaristes raisonnent toujours en termes globaux. Pour les uns, il est question de demande globale ou de taux de chômage et, pour les autres, de taux d'inflation et de quantité de monnaie. Les économistes autrichiens ont, eux, le grand mérite d'être allés bien au-delà des seuls agrégats¹⁵⁴ macroéconomiques et d'avoir souligné l'importance des structures productives et des structures de prix. Les Autrichiens redonnent au taux d'intérêt sa véritable signification, à savoir d'être le « prix du temps », c'est-à-dire le gain qu'on peut obtenir en renonçant à une consommation présente pour une consommation future obtenue par le truchement de l'épargne. **L'individu est capable de penser le futur et le taux d'intérêt est un instrument fondamental pour ce faire.** C'est à lui de décider si son épargne doit prendre la forme de fonds propres ou de fonds prêtables. Le taux d'intérêt lui permet, s'il est non faussé, de choisir. Plus il est élevé, plus on aura tendance à préférer les fonds prêtables. Le taux d'intérêt permet aussi de choisir s'il vaut mieux consommer (s'il est très bas) ou épargner (s'il est très élevé).

153 Ce phénomène n'existe évidemment que dans des pays où, contrairement à la Belgique, il n'y a pas d'indexation automatique des salaires.

154 Un **agrégat** est une grandeur statistique synthétique et macroéconomique mesurant l'activité économique. Il existe trois grandes familles d'agrégats: les agrégats de produit (par exemple le PIB), les agrégats de revenu (par exemple, le revenu national) et les agrégats de dépense (par exemple la consommation finale des ménages).

Le **taux d'intérêt « naturel »** reflète fidèlement la rareté de l'épargne prêtée. C'est un équilibre qui résulte de la **confrontation des offres de fonds prêtables par les épargnants et les demandes de fonds prêtables** par les investisseurs. **Quand on fait croire que l'épargne disponible est plus abondante que celle qui résulte des désirs** de consommation, compte tenu des ressources existantes, on provoque des transferts de facteurs de production du secteur des biens de consommation vers des secteurs de biens de production. En effet, avec un taux artificiellement abaissé par les autorités monétaires, les **producteurs sont incités à financer directement des projets à échéance lointaine qui, sans cela, n'auraient pas été rentables**. Ils sont aussi incités à financer des projets risqués. **Ce faisant, disent les Autrichiens, on déforme les structures productives**. Par conséquent, on distord aussi les structures de prix relatif. C'est ainsi que se créent des **bulles**. Par exemple, les secteurs de biens de consommation vont se déplacer vers le secteur du logement. C'est une bulle immobilière, soit exactement ce qui s'est passé peu avant la crise.

La création monétaire conduit nécessairement à l'émission de faux signaux. La politique monétaire détruit l'information véhiculée par les prix et **crée des gaspillages de ressources en développant certains secteurs aux dépens des autres** alors même qu'il n'y a pas de demande importante dans ces secteurs. On ne peut pas impunément tromper les marchés. La baisse artificielle des taux d'intérêt fait croire que l'épargne est plus abondante qu'elle ne l'est en réalité tout en diminuant l'offre d'épargne volontaire en la récompensant moins. Les autorités monétaires sont alors condamnées à une **fuite éperdue en avant consistant à accélérer le processus de création monétaire**. La conséquence en est une **inflation croissante**. Lorsque ces distorsions deviennent intolérables, le prix des actifs diminue brutalement. C'est la crise.

La théorie du cycle « autrichienne » est bien la seule à fournir une explication correcte de la crise financière et économique. Il existe un écart important entre les « Autrichiens » et les « keynésiens » mais aussi entre les « Autrichiens » et les « friedmanniens » (ou « monétaristes »). Examinons ces deux écarts.

Quant au premier écart, les Autrichiens expliquent, on vient de le voir, la crise par des modifications des structures productives artificiellement générées par la politique monétaire. La crise permet alors, par des ajustements, de restaurer des structures productives normales. Comme ces **ajustements ne sont pas instantanés**, il faut du temps pour que les secteurs sinistrés, artificiellement gonflés (par exemple l'immobilier ou l'industrie automobile), se déplacent vers d'autres secteurs, ce qui signifie du chômage.

Les keynésiens ne s'interrogent pas, quant à eux, sur les déformations des structures productives et raisonnent uniquement en termes globaux à partir d'agrégats plus ou moins arbitraires (la demande globale, la consommation globale, le déficit public). Ils ne savent pas expliquer pourquoi le sous-emploi des facteurs de productions est apparu. Ils se posent uniquement cette question : **comment mieux utiliser les capacités de production existantes pour diminuer le chômage et le sous-emploi du capital ? Leur réponse est aussi simple que fausse : il faut augmenter la**

demande globale. Dès lors, les producteurs pourront, pour y répondre, utiliser leurs capitaux et embaucher des travailleurs. Ce faisant, les keynésiens ne comprennent pas que ce qu'ils essayent de résoudre n'est pas un problème global mais un problème de structures sectorielles. **Au lieu de laisser s'opérer naturellement les ajustements nécessaires dans ces secteurs, ils interviennent massivement pour perpétuer les déséquilibres existants.** Non seulement, ils gaspillent les ressources mais ils stimulent certains secteurs de manière excessive par rapport à ce qui est désirable dans le long terme.

Quant au second écart, les Autrichiens objectent aux monétaristes que le boom ne concerne pas seulement une augmentation du taux de croissance de l'offre de monnaie mais concerne également l'existence d'activités non productives qui apparaissent en raison du taux accru de l'offre de monnaie. La récession n'est pas uniquement causée, comme le croient les monétaristes, par le taux de croissance de l'offre de monnaie mais en raison de l'élimination de diverses activités non productives. **La règle « friedmanienne » de croissance à taux constant et prévisible de l'offre de monnaie n'empêche pas le développement d'activités peu productives.** Il y a de toute façon création de fausse épargne dès qu'on crée de la nouvelle monnaie contre distribution du crédit. **Le problème n'est pas seulement, selon les Autrichiens, d'éviter l'inflation mais d'éviter les distorsions d'origine monétaire dans l'appareil productif.** **Il n'est pas, embraye Pascal Salin (qui adhère aux thèses des Autrichiens), nécessaire de créer de la monnaie et il ne faut pas avoir peur de la déflation.** Les baisses de prix accroissent le pouvoir d'achat des individus mais ont aussi le mérite d'accroître la valeur réelle des encaisses monétaires (on peut acheter plus de biens avec une même quantité de monnaie).

En résumé :

- les **keynésiens** pensent que l'on peut stimuler l'activité économique par une politique monétaire expansionniste ou, de préférence, une politique d'accroissement de la demande globale par le déficit public, la promotion des exportations ou l'augmentation de la consommation ;
- les **monétaristes** contestent l'effet positif de la politique de déficit et considèrent que la conséquence essentielle de la création monétaire est l'inflation. Ils sont hostiles à une baisse des prix trop rapide et imprévisible génératrice de distorsions et de chômage ;
- les **Autrichiens** récusent à la fois le politique de déficit et la politique monétaire expansionniste. Ils sont attentifs non seulement à l'effet inflationniste de la création monétaire mais à ses conséquences néfastes sur les appareils de production. A cet égard, ils critiquent la « règle monétaire » de Friedman.

Chapitre IV : L'Etat redevient-il la solution ?

Quoique, contrairement à la théorie autrichienne des cycles, les théories keynésiennes soient largement incapables d'expliquer la crise, les gouvernements ont répondu par des recettes inspirées du keynésianisme. **Est-il vrai qu'il faut « revenir à l'Etat » ?**

Une crise inéluctable et internationale

Quand la politique monétaire devient de plus en plus restrictive et qu'augmentent les taux d'intérêt, on constate enfin que les structures productives ne correspondent pas à une demande réelle. **On a trop investi dans certains secteurs, créant dans ces derniers des surcapacités de production.** Si les biens achetés ou les investissements n'avaient pas été financés par des **crédits fictifs** (d'origine monétaire) mais bien par des fonds propres ou des crédits correspondants, la stabilité de l'épargne aurait été assurée par les activités qu'elle a financées. Quand c'est, comme aujourd'hui, le cas, les activités financées se réduisent à mesure que ces crédits se réduisent. **Les pertes encourues par les banques du fait de leurs actifs trop risqués et la diminution de leurs fonds propres réduisent leur capacité et leur incitation à prêter.** Pour pallier ces difficultés, les banques centrales ont augmenté les ressources en monnaie-banque centrale à la disposition des banques. Ce faisant, elles ne font que répéter les erreurs du passé.

Les banques ont racheté un grand nombre de créances « titrisées », c'est-à-dire mélangées à d'autres créances et vendues en bloc. Ces créances étaient émises par des Etats, des établissements financiers et des entreprises situées à l'étranger. Ces créances étaient échangées alors qu'il était quasiment impossible d'évaluer le degré de risque de ces créances. **Certes, les banquiers ont assurément manqué de prudence et de scrupule** (ils étaient mus par la volonté de faire des profits faciles) **mais il ne faut pas oublier que les autorités monétaires ont fait croire que leur politique monétaire ne présentait pas de risques** particuliers et que, de toute façon, elles joueraient le rôle de filet de sécurité.

Les banques centrales ont pratiqué des politiques monétaires beaucoup trop expansionnistes et les banques ont pris des risques excessifs. Un bon exemple de ce phénomène est l'**Islande** dont les trois principales banques ont été des banques publiques jusque dans les années 1990. Les **acheteurs privés n'avaient aucune expérience dans le domaine. Ils ont financé tout et n'importe quoi,** y compris leurs propres affaires. Ils se sont endettés à l'extérieur pour prêter à l'intérieur. A un point tel que **les dettes des banques ont atteint douze fois le montant du PNB d'Islande.** Quand les conditions du marché se sont modifiées, **ils n'ont plus pu emprunter aussi facilement à l'extérieur.** Comme ils devaient payer les intérêts et rembourser des échéances à l'extérieur, la monnaie islandaise s'est dépréciée alors même que **leurs dettes, libellées en monnaie étrangères s'appréciaient.** L'Etat islandais a sauvé les banques de la faillite en les **nationalisant.** Ce n'est pas la privatisation de banques publiques qui pose problème mais le fait que l'Etat, étant resté longtemps propriétaire des banques, n'avait **pas permis le développement d'une véritable culture bancaire en Islande.** Par ailleurs, ces banques ont été vendues à la nomenklatura locale plutôt

qu'à des banques étrangères. Enfin, **l'Etat avait longtemps pratiqué des politiques protectionnistes empêchant l'installation de banques étrangères.** Que se serait-il passé si l'Etat islandais n'était pas intervenu ? Les banques en question auraient été probablement achetées par d'autres, nécessairement étrangères. Si l'Etat a pu les acheter aussi facilement, c'est en raison d'un prêt de 5,1 milliards \$ accordé par le FMI au gouvernement islandais.¹⁵⁵

Dans un monde où les esprits sont imprégnés par les idées keynésiennes, on perçoit constamment les événements de crise comme l'expression de problèmes globaux qui appellent des politiques globales. Or, il n'en est rien. Même s'il existe une interdépendance entre les secteurs, **cette crise n'est rien d'autre que la manifestation d'ajustements sectoriels. Les médias ont surestimé l'ampleur de la crise.** En octobre, Le Monde titrait en première page « **25 000 milliards de dollars évanouis** ». Le chiffre en question représente en fait la baisse de valeur « nominale » de la capitalisation des principales places financières du monde. **Or cette perte n'a rien à voir avec une perte de valeur réelle.** Si c'était le cas, cette destruction de valeur serait comparable à celle engendrée par une **guerre mondiale.** Cela dit, cette crise a été très importante et elle a également eu des **effets très réels : faillites, chômage, baisse d'activités, etc.** **C'est le coût à payer pour ces ajustements, c'est-à-dire ce processus qui permet de revenir à des conditions plus normales.** Depuis Reagan, le taux de chômage en Amérique était maintenu aux environs de 4 à 5% et même parfois moins. Il a rapidement augmenté pour atteindre 8,9% en avril 2009. C'est la conséquence de la politique monétaire du début des années 2000.

Les pays en voie de développement, quant à eux, sont relativement protégés de la crise internationale parce que leurs banques sont peu actives sur le marché mondial. Cela dit, ils subissent aussi les effets de la crise en raison du ralentissement économique mondial, des restructurations des appareils de production, de la diminution du prix des matières premières et de la **diminution considérable des flux de capitaux étrangers** (passé de 929 milliards \$ en 2007 à 165 milliards \$ en 2008).

Des réactions politiques inadaptées

Dans une économie libre, les hommes politiques annonceraient que les acteurs économiques sont responsables et doivent assumer seuls les risques d'une faillite. Mais nous ne vivons pas dans une économie libre. On a vu fleurir partout des plans de sauvetage et des mesures d'urgence. Les politiciens ne se sont pas arrêtés en si bon chemin. Ils ont décidé d'imposer des réformes censées « **réformer le capitalisme** ».

155 Depuis la parution du livre de Pascal Salin, **les autorités islandaises** se sont ravisées et, alors que l'accord de rachat avait été avalisé par le Parlement, elles **ont refusé** - en raison de deux référendums dont les résultats étaient clairement hostiles à cette nationalisation - **de racheter ces banques. Depuis, l'économie islandaise s'est redressé spectaculairement.**

Sauver le système financier

Dans le domaine financier, les Etats se sont focalisés sur une **double tâche** :

- le sauvetage des établissements financiers ;
- le rétablissement des circuits de crédit affectés par un manque de confiance généralisé.

Premièrement, les Etats se sont employés à sauver les banques. Dans la plupart des pays, des plans étatiques ont été adoptés pour sauver les banques de la faillite. Le gouvernement américain ne s'est pas opposé à la **faillite de Lehman Brothers** mais, de manière générale, les gouvernements ont décidé par la suite qu'il fallait absolument éviter les faillites bancaires et se sont présentés comme les seuls capables de mobiliser les fonds nécessaires à la restauration des fonds propres bancaires. S'en sont suivies des mesures telles que des nationalisations, des rachats de créances de mauvaise qualité, des accords de garanties, etc. Aux Etats-Unis, les autorités monétaires ont fourni des liquidités au secteur bancaire. Elles ont subventionné la banque JPMorgan Chase pour acheter Bear Sterns. **Ces autorités avait d'abord annoncé qu'elles allaient prendre en charge des créances** « toxiques » des banques, c'est-à-dire des créances à haut risque. Elles planchaient sur un « plan de défaisance » doté de 700 milliards \$. Elles ont **finalement opté pour une recapitalisation des banques** vu qu'il apparaissait impossible de repérer et d'évaluer les actifs toxiques. Elles ont pratiquement nationalisé Fanny Mae, Freddie Mace et l'entreprise d'assurance AIG. Depuis les années 2000, AIG s'était lancé dans la vente à grande échelle de CDS (Credit Default Swaps) par lesquels l'assureur garantit le détenteur de créance contre les défaillances des emprunteurs. Cette garantie est fournie en particulier aux détenteurs de CDO (Collateralized Debt Obligations), c'est-à-dire des actifs titrisés. En 2008, AIG avait vendu des CDS pour une valeur de 446 milliards \$ (dont 307 à des banques étrangères).

Le Plan Paulson adopté par le Congrès américain en octobre 2008 a mis 700 milliards \$ à disposition des autorités américaines pour sauver de la faillite un certain nombre d'établissements bancaires et financiers soit en achetant leurs actifs les plus risqués soit en leur fournissant des fonds propres. En 2008, **Sarkozy avait promis que « L'Etat ne laissera aucun établissement bancaire faire faillite »** et a créé deux nouvelles structures (la Société de refinancement des banques et la Société de prises de participation de l'Etat). Ces créations sont justifiées par l'idée qu'il faut éviter une « crise systémique », c'est-à-dire des faillites en cascade. On a vu qu'il existe bien des raisons de mettre en cause la légitimité de cette théorie. On a vu que c'est en inondant le monde de liquidités et en incitant les banques à prêter dans n'importe quelles conditions en raison d'un taux très bas qu'on en est arrivé à cette crise. Malheureusement, **par cet activisme face à la crise, les Etats se lancent dans des techniques finalement assez voisines du « système de Ponzi »** : on fait croire dans le présent à une surabondance de ressources en cachant les conséquences et les coûts à plus long terme. Si l'Etat vient au secours des banques qui ont pris des risques excessifs, **il ne fait que perpétuer les déséquilibres correspondants, il légitime a posteriori leur comportement irresponsable.** S'il n'intervenait pas, certains établissements finan-

ciers seraient rachetés par d'autres et leur fonctionnement serait assaini. Dans cette hypothèse, le contribuable ne serait plus tenu d'assumer les pertes qui incombent normalement aux seuls actionnaires.

Deuxièmement, les Etats se sont employés à rétablir les circuits de crédit. La paralysie relative des circuits de crédit procède évidemment d'un **manque d'information**. Plus personne ne sait quelle est l'ampleur du risque des actifs détenus par telle ou telle banque, en particulier à cause de la titrisation. En conséquence, les crédits sont gelés. On n'ose plus prêter, en particulier aux banques dont on ignore la solidité. Raison pour laquelle, dès la fin de l'année 2007, les taux des prêts interbancaires ont considérablement augmenté. Pour rétablir la confiance, on a fait appel à l'Etat. Pourquoi ? Les raisons traditionnellement invoquées sont multiples : parce qu'il **peut mobiliser** (ou créer de toutes pièces grâce à la création monétaire) **des sommes importantes**. Parce qu'il peut donner des **garanties importantes** lorsqu'il emprunte pour pouvoir prêter aux banques. Parce qu'il peut acheter des crédits pourris ou des titres de banques en faillite. Pourquoi ? Parce que l'Etat, dit-on, ne peut pas faire faillite. Cette dernière affirmation est contestable.

L'Etat est-il indispensable pour faire face à une crise ? Imaginons que l'Etat n'existe pas alors que survient une crise financière. Pour rétablir les circuits monétaires, **ces banques auraient alors un système d'assurance privé** (un prêteur en dernier ressort mais qui, lui-même, peut faire faillite). Dans cette hypothèse, il y aurait des **procédures de contrôle mutuel** pour éviter les risques trop importants. **Les banques se comportant de manière trop risquée ne seraient plus couvertes**. Avec le **système actuel**, on ne paie pas de primes à l'avance : **les contribuables payent l'intégralité du sinistre et le sinistre est, d'une certaine façon, encouragé** car ce ne sont pas les banques qui le supportent. C'est une mutualisation des risques mais obligatoire.

Tout le monde semble trouver très bien que l'Etat puisse rétablir la confiance en « réamorçant la pompe ». La réalité des choses est bien différente. Avant de réfléchir aux solutions, penchons-nous sur la cause du problème. La cause, c'est que, comme on l'a vu, **l'épargne volontaire a diminué du fait de la politique étatique**, en particulier les fonds propres. En raison de cette absence d'épargne, on est obligé de recourir au crédit bancaire dont une bonne partie provient d'une création monétaire ex nihilo. L'Etat va aussi chercher son argent ailleurs. Où cela ? Où le prend-il ? En le prélevant sur les contribuables ou en empruntant à l'extérieur (c'est-à-dire en le prélevant sur les contribuables du futur car ce sont eux qui rembourseront). Il prend l'argent du travail d'autrui. Il donne cet argent aux banques pour qu'elles le reprêtent à ceux qui, une fois leurs impôts payés, n'ont plus d'argent. **En résumé, l'Etat prend l'argent aux gens pour le leur reprêter ensuite.**

C'est donc un circuit inutile et même destructeur. Inutile car il ne crée pas de ressources nouvelles. Il en gaspille même car il faut bien rémunérer tous ceux qui interviennent pour faire fonctionner ce circuit. Destructeur car en augmentant la charge fiscale, l'Etat détruit nécessairement les incitations à travailler, produire, épargner et investir. **Circuit destructeur** également dans la mesure où les décisions politiques et

irresponsables de l'Etat viennent se substituer à celles des banques. L'Etat décide quelles sommes doivent être prêtées et à qui. Quand un journal annonce que « le médiateur du crédit a sauvé 900 entreprises », tout le monde se réjouit. Cela, pour reprendre la fameuse distinction de Frédéric Bastiat,¹⁵⁶ c'est « ce que l'on voit ». « Ce qu'on ne voit pas », ce sont toutes les autres entreprises qui ne bénéficieront pas de ce crédit vu qu'il n'est plus disponible pour elles. Comme ces crédits ont été alloués par des autorités qui sont bien moins armées qu'un organisme de crédit privé pour distinguer les projets prometteurs des autres, il est probable que plusieurs de ces 900 entreprises feront faillite, ce qui équivaut à une destruction de richesses et donc à un gaspillage. Substituer les pressions politiques sur les banques aux décisions économiques, **c'est exactement la démarche qui a contribué à la crise des subprimes avec les conséquences que l'on sait.**

La véritable solution serait plutôt, non pas de recourir à ce circuit inutile et destructeur, mais de **supprimer toutes les mesures**, en particulier fiscales, **qui pénalisent** la constitution de **l'épargne**, de telle sorte qu'elle soit abondante et responsable. Les entreprises pourraient ainsi s'autofinancer, en tout cas se financer de manière responsable.

Sauver les propriétaires immobiliers

A l'occasion de cette crise, plusieurs millions de maisons ont fait l'objet de saisies aux Etats-Unis. On a également, dans certains cas, allongé la durée du remboursement et effacé une partie de la dette. L'intervention étatique a également consisté à **sauver Fanny Mae et Freddie Mac en 2008**. Elle a permis d'injecter des fonds sous forme de prises de participation et de racheter des MBS (Mortgage Backed Securities) émis par elles afin d'en soutenir les prix et de restaurer la confiance. **Revoilà donc ces deux sociétés en selle.** Mais il est évidemment illusoire de penser que la Fed et le Trésor aient pu trouver des ressources supplémentaires pour sauver Fanny Mae et Freddie Mac si le montant d'épargne réelle n'avait pas augmenté. Ils ne peuvent que déplacer des ressources qui manqueront ailleurs.

Parmi ceux qui ont dû revendre leur logement, on trouve d'abord ceux qui n'auraient jamais dû recevoir un crédit immobilier parce qu'incapables d'en supporter le remboursement. Ils sont victimes de mensonges étatiques. La croyance dans la hausse continue des prix des logements a attiré nombre de gens qui voulaient non se loger mais faire un investissement pour percevoir une **confortable plus-value** dans le futur. Ce faisant, ils **ont accentué la hausse du marché**, faisant supporter un fardeau de paiement plus élevé sur les autres acquéreurs qui eux souhaitaient simplement avoir un logement.

156 Cette distinction est expliquée en détail dans le Tome I de La Tradition de la Liberté (p.151 et s.)

Sauver les secteurs en difficulté

Le secteur automobile est un secteur emblématique de la culture industrielle. Les Etats-Unis et la France sont intervenus massivement pour aider ce secteur. En France, 6 milliards € ont été prêtés à Renault et PSA. Pour évaluer de telles politiques, il faut **connaître les raisons des difficultés financières des constructeurs automobiles. On relève deux hypothèses.**

Première hypothèse : la production de voitures de certains constructeurs n'est définitivement plus rentable. Dans ce cas, autant les laisser faire faillite le plus vite possible car ces activités sont destructrices de valeur.

Seconde hypothèse : la production de voitures est rentable dans le long terme, mais il faut seulement surmonter une petite difficulté de parcours. En ce cas, pourquoi l'intervention de l'Etat est-elle nécessaire ? Si la production est censée être rentable à long terme, c'est là une occasion de profit qui sera saisie par des capitalistes qui peuvent, par exemple, entrer dans le capital si on augmente ce dernier. **Plusieurs raisons, hélas, expliquent que le secteur privé n'assume pas cette prise en charge.** Lesquelles ? D'abord parce que, comme on l'a vu, **l'épargne disponible n'est pas abondante.** Si l'Etat doit agir, ce n'est pas parce que seul l'Etat est en mesure de faire ce genre d'opérations. Cela signifie juste que l'Etat a d'abord commencé par tuer l'épargne, par tuer le capitalisme et, ensuite, il arrive en disant : « Vous voyez bien que les capitalistes sont incapables de financer l'activité économique et il faut bien que j'intervienne pour défendre l'intérêt général ». **Une autre raison explique l'action de l'Etat en ce domaine. Il peut accorder des taux préférentiels** et se voir ainsi préféré par les constructeurs à d'autres repreneurs éventuels. Si l'Etat peut offrir ces taux préférentiels, c'est parce qu'il prend à sa charge la différence entre le taux d'intérêt du marché et le taux préférentiel, ou plutôt, qu'il la **fait prendre à la charge des contribuables.**

« On retrouve ici la **caractéristique universelle de l'action étatique : prendre par la contrainte de l'argent aux citoyens** (sans qu'ils s'en rendent compte nécessairement) **pour le donner à quelques intérêts particuliers sous prétexte de défendre l'«emploi».** Ce faisant, il [l'Etat] fausse par ailleurs le calcul économique, car il fait apparaître comme rentables des activités qui ne le sont peut-être pas et qu'il vaudrait donc mieux voir disparaître ». ¹⁵⁷

L'idée qu'un constructeur automobile puisse disparaître suscite l'horreur. Mais est-il pertinent de maintenir une activité dans un pays alors qu'elle est exercée à un moindre coût ailleurs ? Il y a d'ailleurs un **paradoxe dans l'action publique** à ce niveau : on veut **maintenir ou stimuler la production nationale d'automobiles mais simultanément on freine l'utilisation de la voiture.** En réalité, l'Etat devrait s'abstenir d'intervenir et laisser le choix au consommateur. A ce dernier, il importe peu, généralement, de savoir où et par qui sa voiture a été conçue et assemblée. **Pour le keynésien,**

157 P. Salin, *Revenir au capitalisme pour éviter les crises*, Odile Jacob, 2010, p.169

il faut maintenir la production nationale car la seule chose qui lui importe, c'est de produire et de conserver l'emploi. C'est la même erreur de raisonnement qui a poussé le gouvernement français à instaurer en 2008 une « **prime à la casse** ». Cette dernière consiste à verser 1000 € aux propriétaires d'un véhicule de 10 ans s'ils l'envoient à la casse pour en acheter un neuf. L'idée est ici d'augmenter la demande d'automobiles neuves pour aider le producteur.

En réalité, c'est une absurdité déjà dénoncée par Bastiat dans son texte « **la vitre cassée** ».¹⁵⁸ Dans cette histoire, on se réjouit à tort du fait qu'un enfant ait involontairement cassé la vitre d'un commerçant car cela donnera du travail au vitrier qui, lui-même, donnera du travail à d'autres en dépensant ce qu'il a gagné, etc. En réalité, dit Bastiat, la somme d'argent que gagne le vitrier dans cette aventure est une somme dont le commerçant ne dispose plus et qu'il pouvait, lui aussi, destiner à d'autres usages profitables à d'autres corps de métier (par exemple, acheter une paire de souliers). **Le résultat, c'est que, dans le second cas, la société dans son ensemble s'enrichit** (elle conserve une vitre et permet la création d'une paire de chaussures) alors que, dans le premier cas, elle perd une vitre et doit utiliser des ressources pour la remplacer. De la même manière, **la société hâte la destruction d'une voiture qui fonctionne encore et mobilise une somme** (1000 €) qui est **prélevée sur les contribuables au profit du producteur**, réduisant d'autant la demande aux producteurs d'autres secteurs.

Chapitre V : Que craindre maintenant pour demain ?

Certains se félicitent du « **retour du politique** » dans un monde prétendument dominé par l'économie. Or, l'économie n'est pas une personne. Elle n'est pas dotée d'une volonté propre et ne peut dominer personne. La politique, par contre, ce sont des individus qui disposent, contrairement à l'économie, d'un pouvoir de coercition.

Des plans de relance contre la relance

Contrairement à l'opinion dominante, **la meilleure politique à adopter en cas de crise, c'est de ne rien faire et de s'en remettre aux capacités d'ajustement du marché**. Mais le politicien agira et, à la rigueur, peu lui importe que ces mesures soient efficaces : l'opinion ne pourra jamais en apprécier les conséquences car les phénomènes économiques sont longs et complexes.

La bien-aimée erreur keynésienne

Tout ce qui intéresse un homme politique est de « **faire quelque chose** ». C'est pour cela qu'il est généralement keynésien. Il veut **accroître la « demande globale »**. Pour cela, il va soit augmenter les dépenses publiques soit relancer la consommation soit encore créer de nouvelles liquidités. On l'a vu, toutes ces idées sont fausses. **Le problème auquel on fait face n'est pas un problème global** (appelant une politique globale) **mais un problème sectoriel**. L'action de l'Etat a déformé les structures productives

¹⁵⁸ Les étapes du raisonnement de ce petit texte sont synthétisées dans le premier tome de « La Tradition de la Liberté ».

en raison de sa politique monétaire et des illusions qu'il a entretenues sur tel ou tel secteur d'activité. **Les faillites** qui en résultent en bout de course sont tragiques mais sont, en fin de compte, **créatrices et non destructrices. Elles permettent de réorienter les capitaux et les hommes vers des activités utiles et productrices.** A cet égard, la meilleure politique de relance consiste à laisser les marchés remplir leur rôle dans les ajustements économiques. Pascal Salin écrit : « **La crise n'est pas un dysfonctionnement du système économique qu'il conviendrait de corriger. Elle est au contraire le moyen d'apurer les erreurs du passé** ». ¹⁵⁹ En mobilisant des centaines de milliards € pour sauver les banques, pour aider les entreprises en difficulté, pour accroître artificiellement le pouvoir d'achat, les hommes de l'Etat ne créent aucune richesse. Ils ne font que déplacer celles qui sont créées par les citoyens.

Quel est le rôle d'un plan de relance ? Dans une situation sans croissance ni décroissance, il n'y a pas d'investissement net. L'épargne sert juste à maintenir la valeur du capital productif. **Le total des demandes** - ce que les keynésiens appellent la « demande globale » - **est déterminé par l'ensemble des valeurs ajoutées obtenues à chacun des stades de production.** Les producteurs avancent les salaires, achètent les matières premières ou les biens de production au moyen d'un capital circulant (accumulé au moyen d'une épargne antérieure). La valeur de ce qui est produit au stade final est égale à la somme des valeurs ajoutées obtenues à chaque stade de la production. C'est la fameuse « **loi des débouchés** » de Jean-Baptiste Say : des produits s'échangent contre des produits. Cela n'a **pas de sens de distinguer entre l'offre de biens et la demande de biens.** Dans cette hypothèse, il est inconcevable d'augmenter la demande globale. Pour demander des biens sur le marché, il faut des ressources et ces ressources sont nécessairement issues de la production. **Si l'Etat augmente la demande de biens, il ne peut le faire qu'en prélevant des ressources sur autrui.** Il n'y a que **déplacement de la demande**, sans création d'une demande nouvelle pour la bonne et simple raison que cela est impossible. L'Etat peut financer une demande avec des impôts mais celle-ci est compensée intégralement par une diminution de la demande des contribuables. **La structure de la demande peut en être modifiée, mais pas son montant total.**

Imaginons maintenant la situation, plus conforme au monde d'aujourd'hui, où il existe une croissance de la production dans le monde. **Cette croissance ne procède, encore une fois, pas des incantations keynésiennes** pour relancer cet agrégat mythique de la « demande globale ». La « demande », encore une fois, n'a jamais diminué. C'est juste que les producteurs ne veulent pas produire à perte. **D'où peut venir la croissance ? De la décision des producteurs de produire plus.** Comment ? Soit en utilisant des facteurs de production supplémentaires. Soit en utilisant plus adéquatement les facteurs de production existants. Soit en proposant des biens et services nouveaux qui répondent aux besoins des consommateurs. Evidemment, puisqu'ils anticipent des besoins futurs, les producteurs vont devoir préfinancer cet accroissement de production. **Ils ont besoin de ressources. D'où viennent-elles ? De l'épargne, placée en fonds propres ou en fonds prêtables. En croyant que la production**

159 P. Salin, *Revenir au capitalisme pour éviter les crises*, Odile Jacob, 2010, pp.176-177

répond immédiatement à la demande, les keynésiens ignorent purement et simplement l'existence du capital, c'est-à-dire l'accumulation de l'épargne. Stimuler la demande ne peut pas s'obtenir, comme essayent de le faire les Etats, par le fait de dépenser ou de gaspiller des ressources. En réalité, il faut impérativement deux choses :

- une épargne abondante (et non illusoire) ;
- l'existence d'un **esprit d'entreprise et de motivations à prendre des risques.**

Plus le rendement sera important et plus les risques seront faibles, plus il y aura des entrepreneurs. Le **rendement** dépend évidemment de choix stratégiques, techniques et opérationnels mais il dépend également de la **fiscalité**. Si elle est trop élevée, elle alourdit les coûts de production. Le **risque** est inhérent à la fonction d'entrepreneur. Mais ce qui l'accroît considérablement, c'est la **politique erratique de l'Etat**. Or, l'Etat inonde le marché de liquidités, change constamment sa réglementation, augmente les impôts, vote des plans de relance. En résumé, « L'Etat et ses acolytes constituent donc à notre époque la source majeure de risque ».¹⁶⁰ Il est très malaisé de faire des anticipations (et donc d'investir) dans un environnement aussi instable. C'est pourquoi, un vrai plan de relance consiste tout simplement à laisser les marchés fonctionner le plus librement possible, à les laisser opérer les ajustements nécessaires à la mise en place des conditions de la croissance à long terme. Il est également indispensable de procéder au désendettement.

La nécessité du désendettement

Il faut laisser faire les restructurations dans les appareils productifs et accepter le désendettement des ménages, des entreprises et des Etats qui se sont trop endettés. Cet endettement résulte de la facilité à emprunter dans le passé à une époque où les emprunts étaient abondants et peu chers.

Les ménages doivent diminuer leurs dépenses et essayer d'augmenter leurs revenus. Contrairement à ce que pensent les keynésiens, la marge économisée ne disparaît pas. C'est une épargne volontaire. Elle est indispensable pour rembourser les emprunts antérieurs. Elle est remise aux institutions financières pour se désendetter. C'est une excellente chose pour ces banques car elles ne peuvent plus, aussi facilement que par le passé, trouver des fonds prêtables. C'est une modalité de financement saine. **Oui, mais, objecteront les keynésiens, si les ménages diminuent leurs dépenses, ils consommeront moins et cela va réduire le « demande globale ».** A cela, il faut répondre qu'il s'agit d'un **retour à la normale**. En période d'expansion monétaire, les gens ont demandé beaucoup de biens de consommation. La politique keynésienne à ce moment-là a été menée dans l'idée qu'elle allait augmenter la demande globale. En réalité, elle n'a fait que **distordre les structures** de production (entre biens de consommations et biens durables ou d'investissements). **Evidemment, cette restructuration peut se faire au prix de faillites et de licenciements. La faute en revient aux politiques keynésiennes** qui, avant que n'éclate la crise, ont distordu la structure

160 P. Salin, *Revenir au capitalisme pour éviter les crises*, Odile Jacob, 2010, p.182

de la production. **Les entreprises ont plus de difficulté à se désendetter** que les ménages car leurs dépenses équivalent à leurs coûts de production. Cela se traduit par une diminution des profits, des pertes, voire la faillite. **L'Etat doit également se désendetter**, c'est-à-dire diminuer ses déficits, voire faire apparaître un surplus. Malheureusement, dans la quasi-totalité des cas, il opte pour des politiques keynésiennes, c'est-à-dire qu'il **s'endette encore plus. Comment ?** En accaparant des ressources. Il a pour cela trois moyens :

- **l'impôt** : cela réduit les revenus disponibles des ménages et donc leur capacité de se désendetter et de consommer ;
- **l'emprunt** : cela réduit les ressources disponibles pour l'investissement et la capacité de se désendetter. Cela revient à substituer des investissements publics pas nécessairement utiles à des investissements privés créateurs de valeurs ;
- **la création monétaire** : on perpétue les illusions et les déséquilibres à l'origine de la crise

Dans les trois méthodes, l'Etat capte des ressources qui auraient nécessairement mieux été utilisées par le secteur privé. Les keynésiens affirment que certaines de ces ressources seraient restées « **oisives** ». C'est faux. Dans une société libre, ces ressources se seraient assez rapidement dirigées vers des activités réellement désirables. **Avant que la restructuration ne puisse s'opérer, l'Etat met la main sur ces dernières**, souvent pour les injecter dans des secteurs déjà condamnés.

Emprunter pour quoi faire ?

Le grand emprunt national décidé en France par Nicolas Sarkozy en 2009 obéit malheureusement à cette logique. **Que penserait-on**, demande Pascal Salin, **d'un chef d'entreprise qui annonce qu'il va emprunter une somme d'argent importante à investir et qui convoque son conseil d'administration pour décider des meilleurs moyens de dépenser cet argent ?** On penserait que c'est là une manière **insensée** de procéder. Car si on doit décider une fois l'argent sur la table, on risque de faire des investissements non rentables, voire de conduire l'entreprise à la faillite. Le chef d'entreprise responsable va faire la démarche inverse. Il cherche perpétuellement des investissements rentables. Il regarde s'il peut les financer avec ses fonds propres et, si ce n'est pas le cas, il aura recours à l'emprunt en s'assurant qu'il peut dégager une plus-value après avoir couvert le coût de l'emprunt. **Pourtant, c'est la première démarche qu'a suivie Sarkozy.** Il s'est montré totalement keynésien : pour sortir d'une crise, il faut augmenter la « demande globale ». Pour ce faire, il suffit que l'Etat accroisse ses dépenses. C'est un véritable hymne au gaspillage. Ce faisant, l'Etat ne fait que déplacer les ressources. Cet emprunt part d'une base volontaire mais il devra de toute façon être remboursé par l'impôt. On dit que les sommes récoltées serviront à faire des investissements d'avenir et non à honorer des dépenses courantes. Le problème, c'est que **l'Etat est bien moins placé que des investisseurs pour prédire ce qui fonctionnera dans le futur. C'est l'illusion planificatrice.** Le passé en témoigne : le « plan calcul », le « Concorde », etc., ont été de véritables gouffres budgétaires.

La tentation des manipulations monétaires

Alors que la crise tire son origine dans la politique monétaire des banques centrales, il ne semble pas que les leçons du passé aient beaucoup servi. Les banques centrales (la Fed, la BCE) ont abaissé leur taux directeur jusqu'à un niveau incroyablement bas. Les plans de relance se sont succédé. On a creusé les déficits. On a poursuivi la création monétaire. **On n'a pas tiré les leçons car il est évidemment plus commode pour les autorités politiques de rejeter la responsabilité de la crise sur le fonctionnement des marchés** et de se présenter alors comme l'Etat rédempteur.

La Banque centrale américaine a provoqué l'actuelle crise financière. Tout le système financier a été ébranlé. Pourtant, on pense aujourd'hui que les banques centrales doivent soutenir l'activité économique, ce qui revient à faire dépendre le sort de milliards de personnes des décisions discrétionnaires de quelques banquiers centraux. On justifie le rôle des banques centrales en raison de leur capacité, en cas de crise, d'injecter massivement des liquidités dans le système financier. **En l'occurrence, seul celui qui a créé le désordre est peut-être en mesure d'y mettre fin. Peut-être valait-il mieux ne pas le créer initialement.** Au lieu de congratuler les banques centrales d'avoir prétendument aidé le système financier à sortir du désordre, on devrait surtout leur reprocher de l'avoir créé. **La leçon à tirer des événements de 2008-2009, c'est qu'il faudrait supprimer les banques centrales.** En effet, dans un système sans banque centrale, jamais de telles fluctuations de taux d'intérêt n'auraient pu se produire, jamais autant de liquidités n'auraient pu être créées. Malheureusement, l'idée selon laquelle le système monétaire fonctionnerait plus efficacement sans banque centrale n'est absolument pas acceptable aujourd'hui. Elle est pourtant vraie.¹⁶¹ **Les banques centrales jouent plusieurs rôles** dont certains pourraient être joués par des chambres de compensation et dont d'autres sont **inutiles et même nuisibles tels que celui de « prêteur en dernier ressort »**. Ce dernier **déresponsabilise en effet les organisations financières** (en créant un « risque moral »).

Mais c'est le rôle principal de la banque centrale, celui de créateur de monnaie, qui doit être mis en cause. Il implique nécessairement la distribution de crédits factices. Il n'est d'ailleurs pas nécessaire de créer encore de la monnaie. Si la masse monétaire restait constante dans un pays, cela se traduirait simplement par une augmentation bénéfique du pouvoir d'achat de la monnaie. Un monopole est toujours mauvais mais un monopole durable ne peut être que d'origine publique. Tel est le cas de la banque centrale en tant que seule habilitée à produire de la monnaie. **Si on supprimait la banque centrale, les banques commerciales frapperaient leur propre monnaie.** Il n'y aurait pas explosion de création monétaire mais une régulation monétaire. Pourquoi ? Car la concurrence pousserait chaque producteur à créer le meilleur produit possible. Or, **une monnaie qui se déprécie est mauvaise** (dès lors, la banque n'inonderait pas le marché de ses billets). **C'est un système qui a prévalu pendant des siècles et qui a beaucoup mieux fonctionné que le système actuel.** Si on ne change pas de système, on risque de voir réapparaître périodiquement des crises finan-

161 Pascal Salin renvoie ici à son ouvrage : **La Vérité sur la monnaie**, Odile Jacob, 1990

cières. Les esprits ne sont pas prêts mais les mentalités pourraient évoluer en raison de la crise financière.

Le retour de la réglementation

Comme on prétend - à tort - que la crise provient d'une insuffisance de la réglementation, on propose de renforcer les réglementations existantes, d'en créer de nouvelles, non seulement dans le secteur financier, mais également pour l'ensemble des activités économiques. Un des domaines qui fait le plus parler de lui, c'est évidemment celui de la **rémunération des dirigeants** d'entreprises. L'opinion publique est assez prompte à confondre rémunération élevée et **rémunération « excessive »**. Tel est le cas des **bonus, stock-options et parachutes dorés**. On accuse aussi ces modes de rémunération de favoriser la **recherche de profits à court terme au détriment de la viabilité à long terme** des organisations financières. Enfin, on les juge « **indécents** » dans un contexte où tant de salariés perdent leur emploi et où les actionnaires perdent une grande partie de la valeur de leurs actions.

Pascal Salin répond que si tous ces éléments de rémunération sont apparus et se sont maintenus, c'est parce qu'ils sont des incitants justifiés. S'ils étaient inutiles, ils auraient disparu. Pourquoi des actionnaires maintiendraient-ils des modes de rémunérations inutiles ? **En réalité, elles sont très utiles.** Pourquoi ? Dans le partage de la valeur créée par une entreprise, **on distingue**, pour simplifier, **entre une partie affectée à des rémunérations certaines**, décidées contractuellement au préalable (les salaires et les intérêts) **et une partie résiduelle qui constitue le profit**. Les bénéficiaires du profit sont ceux qui assument les risques. Les autres (les salariés et les prêteurs) reçoivent une rémunération certaine car sans risque (à ceci près qu'ils peuvent, eux aussi, pâtir d'une faillite ou des décisions de licenciements suite à de mauvais résultats). **Or, les bonus, stock options et parachutes dorés introduisent un élément variable dans la rémunération de certains salariés.** Le montant dépend de la capacité de ces salariés de créer un supplément de valeur ajoutée et donc du profit. Seules les personnes considérées comme étant les plus aptes à créer de la valeur peuvent bénéficier de ces trois modes un peu particulier de rémunération. Pascal Salin les passe en revue.

Les stock-options consistent à **accorder à des salariés d'une entreprise le droit de « lever des options » sur une quantité prédéterminée d'actions de leur entreprise à une date future et à un prix fixé à l'avance** (dit « prix d'exercice »). Il peut ou non décider d'acheter ces actions. Si le prix a augmenté, il fait un bénéfice. En France, le délai de levée est de minimum 4 ans mais le taux d'imposition est plus faible si on attend 6 ans. **Ce mécanisme n'est donc pas, comme on le dit stupidement, un mode de rémunération qui favorise les comportements court-termistes.** Au contraire, il a pour effet de privilégier le souci de veiller à la bonne santé de l'entreprise. **Evidemment, il arrive**, comme dans tous les domaines, que **certaines dirigeants abusent** de ce mécanisme. En s'attribuant par exemple des montants importants de stock-options sans contrôle suffisant des actionnaires. Mais c'est à ces derniers de veiller à leurs intérêts. Pas à la loi. Eux seuls en pâtissent mais ils ont normalement les capacités de faire

face et de punir ces abus. Une raison supplémentaire pour l'Etat de ne pas intervenir, c'est qu'il s'agit d'arrangements contractuels. Il est dangereux et immoral que l'Etat s'immisce dans des contrats privés.

Les parachutes dorés consistent à **accorder contractuellement à l'avance une indemnité à un haut cadre dirigeant lorsqu'il est mis fin à son contrat**. Il est justifié par le fait que le président d'une entreprise est révocable à tout moment et sans indemnité. Son montant dépend normalement directement de la durée de présence du bénéficiaire dans l'entreprise. Dès lors, comme les stock-options, ils ont le **mérite d'inciter les dirigeants à faire le choix du long terme**. Cela dit, là aussi, il y a eu des abus. Non pas en raison du montant mais parce que le dirigeant est considéré comme n'ayant pas rempli sa mission de façon satisfaisante. Se développe alors un sentiment d'injustice. **C'est aux actionnaires ou à leurs représentants dans le conseil d'administration de décider s'il s'agit ou non, vu les faits reprochés, d'un prélèvement injustifié sur les ressources** de l'entreprise. Cela dit, **ces comportements scandaleux ne sont pas le fait de véritables capitalistes** (c'est-à-dire de propriétaires d'une entreprise) **mais de salariés**. Cette situation d'irresponsabilité de nombreux dirigeants d'entreprise procède, on l'a vu, en grande partie du manque d'épargne et de capitaux propres qui s'explique à son tour par l'environnement institutionnel et étatique de notre société. Rappelons que **les très grandes entreprises ne constituent qu'une petite partie du monde de la production et qu'il faut éviter de généraliser à l'ensemble des entrepreneurs**. Il faudrait adopter une attitude inverse à celle généralement adoptée : **n'est-il pas surprenant qu'il y ait si peu d'abus de ce genre parmi le nombre considérable d'entreprises qui existent** (environ 1,8 millions en France). N'est-ce pas dangereux et arbitraire de vouloir légiférer à partir de ces quelques exceptions ?

Les bonus s'adressent davantage à ceux qui prennent des **décisions de gestion et dont les motivations s'inscrivent dans une logique temporelle plus rapprochée**. C'est le cas des traders qui doivent maximiser leurs chances de gain. Ici aussi, il peut y avoir des abus. On pense tout de suite évidemment à l'« **affaire Kerviel** » du nom d'un trader de la Société Générale qui a pris des risques inconsidérés ayant entraîné une perte de 5 milliards € pour sa banque. **Cet évènement a mis au jour les défaillances des systèmes de contrôle de la banque en question**. Il est plus que probable que les procédures de contrôle ont été révisées et renforcées depuis. Et cela tant dans la banque en question que dans les autres banques. Cela dit, la fragilité des banques ne procède pas seulement d'opérations spéculatives imprudentes mais tient surtout à la conjonction de crédits trop risqués et trop peu rentables, d'une part, et de fonds propres trop restreints d'autre part. Une simulation sur la base des comptes 2008 des cinquante premières banques mondiales montre que le basculement d'une partie des bonus en salaire fixe correspondrait au final à une détérioration des fonds propres de ces banques d'environ 0,65%.

Il faut encore parler du cas un peu particulier des entreprises qui ont fait l'objet d'un sauvetage par l'Etat. L'opinion publique s'émeut lorsque ces institutions distribuent encore à leur personnel des bonus plus ou moins importants, des stocks options ou des parachutes dorés. **Cette émotion est compréhensible car cette aide a été versée pour sauver le système financier et non pour sauver les banquiers**. Cela

dit, il faut examiner en quoi consiste cette aide des Etats. Dans certains cas, **l'Etat devient actionnaire** de la banque et, à ce titre, apporte des fonds propre quand il rentre dans le capital. **En ce cas, il est actionnaire. Ni plus ni moins.** Il peut exercer son influence sur les autres actionnaires pour changer ces méthodes mais il ne peut contraindre le conseil d'administration. Parfois, l'Etat se contente de prêter de l'argent moyennant un intérêt. **Il doit se comporter comme n'importe quel prêteur sans avoir un quelconque pouvoir de décision sur les banques emprunteuses. L'idée même que cet argent public ne peut servir, directement ou indirectement, à payer le personnel selon un (ou plusieurs) de ces trois modes de rémunération, est en soi contestable.** Pourquoi ? Parce que l'objectif affirmé de l'aide est de maintenir la viabilité des banques. Pour cela, il faut qu'elles soient gérées le plus efficacement possible. Si les actionnaires décident que, par exemple, le paiement de bonus est nécessaire pour attirer les meilleurs traders, il serait dangereux de l'interdire par la loi.

Chapitre VI : L'illusion de la coopération internationale

Face à la crise financière qui affecte la plupart des pays du monde, on constate généralement **deux types de réaction. La première** est celle du **repli sur soi**, consistant à essayer de s'isoler des marchés mondiaux pour éviter la contagion des influences néfastes venues de l'extérieur. C'est le cas de la Corée du Nord. Elle est certes protégée de la crise financière mais on ne peut pas dire que ses performances économiques soient extraordinaires. **La deuxième réaction** consiste à dire : **puisque les marchés sont mondialisés, il convient de mettre en place une gouvernance mondiale des marchés.** On retrouve ici la pulsion des Etats à prendre le contrôle de l'économie. Or, la politique économique est un jeu d'illusion. C'est plus une source d'instabilité que de stabilité. La mondialisation a fait perdre aux Etats une partie de ces illusions. Beaucoup sont alors tentés de créer un « cartel d'Etats » pour élargir leur pouvoir local à l'échelle du monde.

La coopération n'est pas bonne en soi

Comme le disait l'économiste Harry Johnson : « **La coopération n'est pas bonne en soi ; les membres de la mafia coopèrent bien entre eux** ». On parle de **coopération** pour parler d'accords entre **gouvernements**, mais on parle de **cartels** pour évoquer des accords entre **entreprises**. Le mot « cartel » a une connotation péjorative et suggère l'idée d'un pouvoir monopolistique créé pour exploiter les clients. Salin considère que, bien souvent, la coopération interentreprises vise à satisfaire des objectifs favorables aux clients. Un cartel est une organisation permettant à des entreprises d'harmoniser leurs produits ou certaines caractéristiques de leurs produits. **Une structure telle que le G20 peut être désignée comme un « cartel d'Etats ».** L'opinion courante condamne les cartels privés et célèbre la coopération entre Etats. On devrait pourtant adopter a priori l'attitude inverse : **les cartels privés librement constitués sont toujours soumis au risque d'une concurrence extérieure et donc incités à satisfaire leurs clients, alors que les cartels d'Etats forment des monopoles qu'aucune concurrence extérieure ne peut inquiéter.**

Se produit actuellement à l'échelle du monde exactement ce qui a eu lieu à l'intérieur de l'Union Européenne. Le processus d'intégration européenne a commencé d'une excellente manière : on a supprimé toutes sortes d'obstacles aux échanges entre pays européens (biens, services et capitaux) et on a ainsi accru la concurrence à l'intérieur de l'Europe. C'est un grand acquis car la concurrence, surtout à cette échelle, permet à chacun de se spécialiser et de bénéficier de la spécialisation des autres. Elle stimule l'innovation. **Il en va de même des politiques publiques. Quand elles sont mises en concurrence, on peut les juger, les évaluer et s'inspirer de ce qui marche. Malheureusement, les gouvernements, comme tout le monde, ont peur de la concurrence car il s'agit d'une discipline exigeante.** Elle implique des efforts pour s'améliorer en permanence. Les producteurs privés démarchent les gouvernements pour obtenir qu'on limite cette concurrence et y arrivent souvent. Ceci explique toutes les mesures protectionnistes. Mais ils ont toujours besoin de l'Etat pour limiter la concurrence.

Les Etats, eux, peuvent se défendre tout seuls contre la concurrence des autres Etats. Mais dans un cadre européen, les citoyens peuvent facilement migrer avec leurs capitaux dans un autre Etat de l'Union. Quelle solution pour ces Etats qui veulent garder l'emprise sur leurs citoyens et qui sont peu désireux d'être remis en cause et de s'améliorer ? L'harmonisation des politiques fiscales et réglementaires. Evidemment, les gouvernements des enfers fiscaux et réglementaires désirent que les gouvernements des paradis fiscaux appliquent les mêmes règles qu'eux-mêmes. Il n'y a pas d'autres justifications à cette volonté d'harmoniser ces secteurs. **On prétend parfois qu'on veut éviter les « distorsions de concurrence ».** Selon cet argument, les producteurs des différents pays ne sont pas réellement en concurrence car ils ne se trouvent pas dans les mêmes environnements fiscaux ou réglementaires. **Cet argument, déclare Pascal Salin, n'a « aucune valeur ».** Pourquoi ? Car il consiste à confondre la concurrence avec l'harmonisation des conditions de concurrence. **En réalité, la concurrence, ce n'est rien d'autre que la liberté d'entrer sur un marché.** Le grand mérite de la concurrence, c'est qu'elle force les producteurs à rechercher les meilleurs procédés de production et ce quels que soient leurs handicaps. Parmi ces handicaps figure le fait de vivre dans des environnements fiscaux et réglementaires moins avantageux que ceux dans lesquels vivent certains de leurs concurrents. Dès lors, les gens innovent, imaginent, créent, testent, etc. Il en ressort de nombreuses inventions et normes. **Si on harmonise de telles réglementations, on se prive de cet apport précieux à la connaissance.**¹⁶²

Il se passe actuellement au niveau du monde exactement le même processus que celui qui s'est produit en Europe, c'est-à-dire un **effort coordonné entre gouvernements pour adopter des politiques semblables**, en particulier dans le domaine réglementaire, en réponse à la crise financière et économique. La tendance mondiale est au renforcement des réglementations sous prétexte que la crise est née de la déréglementation. **C'est évidemment une erreur ainsi que cela a été maintes fois démontré**

162 Rappelons que, selon F.A. von Hayek, **la concurrence est un « processus de découverte »**. Confer le Tome I de « La Tradition de la Liberté »

dans cet ouvrage. Ce sont les plus convaincus des vertus de l'harmonisation qui tendent à faire adopter cette réglementation sur les bonus. Cela risque de faire fuir les financiers les plus capables du pays où elle est adoptée et même du continent européen. C'est pourquoi, ces gens tendent de faire adopter le même genre de règles au niveau du G20. **Il y a lieu de s'inquiéter** puisque les dirigeants des vingt pays membres du G20 ont convenu de se réunir tous les six mois. Il y a là **l'amorce d'un gouvernement mondial** qui risque d'imposer les mêmes règles et les mêmes politiques économiques. En effet, même si les vingt membres de ce cartel ne représentent pas le monde entier, ils ont les moyens de faire pression sur les autres pays pour faire adopter les recettes qu'ils préconisent. **Le problème, en soi, ce n'est pas la crise. C'est ce qu'elle risque d'entraîner : l'emprise d'un gouvernement mondial irresponsable sur la vie de tous les citoyens du monde.**

Contrairement à ce qui a été décidé par la plupart des gouvernements, il ne faudrait **pas de relance budgétaire, pas** plus qu'il ne faudrait **de relance monétaire**, ou qu'il ne faudrait renforcer des **réglementations** qui aboutissent nécessairement à freiner l'autorégulation des marchés. Ce faisant, on obtient plus de déficit, plus d'inflation, plus de réglementation, plus de distorsion des appareils productifs, plus de gaspillage. Une mesure ne cesse pas d'être stupide quand elle adoptée par un grand nombre d'Etats plutôt que par un seul. Elle reste tout aussi stupide mais devient plus nocive. Une atteinte à la liberté n'est pas moins immorale si elle est perpétrée par un grand nombre d'Etats. **Les réunions du G20 ont surtout servi à régler les bonus et à faire la guerre aux paradis fiscaux. Or, ce dont on se prive ici en uniformisant des règles, c'est des bienfaits de l'expérimentation.** Il serait pourtant beaucoup plus intelligent de conserver en cette matière la concurrence entre gouvernements de façon à ne pas tragiquement se priver de toute la richesse d'information que pourrait apporter la concurrence. Ce qui est vrai pour les producteurs de biens matériels est vrai aussi pour les producteurs de normes. La **fièvre réglementaire des dirigeants du cartel des Etats s'est focalisée sur la lutte contre les paradis fiscaux au cours de l'année 2009.** Ces derniers n'ont pourtant aucune responsabilité dans la genèse et le développement de la crise. S'il existe des paradis fiscaux, c'est parce que les autres pays sont des enfers fiscaux. Les enfers craignent la concurrence des paradis et veulent les transformer en enfer. Le monde entier va y perdre. Pourquoi ? Car les paradis sont propices à l'accumulation de capital alors que les enfers le font fuir. Or, encore une fois, il n'y a pas de croissance sans capital.

Les dirigeants des principaux pays du monde ne comprennent à peu près rien aux problèmes économiques. Ils surfent sur les idées popularisées par les médias (relance par la consommation, relance par l'investissement, contrôle des rémunérations des dirigeants, etc.). **Le « pragmatisme » dont ils se vantent n'est en fait que l'aveu de leur refus de comprendre les véritables raisons de la crise** et donc de ses remèdes. Le G20 n'est qu'un immense festival des mythes à la mode. La crise est l'occasion rêvée par tous les politiciens pour essayer de réaliser leurs obsessions. Aux Etats-Unis, par exemple, on profite de la relance budgétaire pour augmenter les dépenses dans quantité de domaines. En France, on réglemente à tout va. Alors que, précisément, c'est l'excès de réglementation qui est à l'origine de la crise.

« Lorsqu'on lit un titre de première page d'un journal annonçant que « **le G20 pose les nouvelles règles du capitalisme mondial** », il y a de quoi s'esclaffer ou s'effrayer. **Comment vingt individus, (...) peuvent-ils avoir la prétention inouïe de modifier en quelques heures de réunion un système qui a mis des siècles à s'élaborer**, qui est en évolution constante et qui est le fruit des décisions et des actions de quelques milliards d'individus ? Le capitalisme mondial n'existe d'ailleurs pas. Il y a, certes, un principe central qui définit le capitalisme et que l'on peut énoncer de la manière suivante : **le capitalisme est un système d'organisation spontanée des individus reposant sur le respect de la propriété privée légitime et la liberté des contrats**. Bien évidemment, ce système est aux antipodes des systèmes de gouvernement qui reposent sur l'exercice de la contrainte et donc sur le mépris de la liberté individuelle et de la propriété légitime ». ¹⁶³

Là où la politique avance, la liberté recule. Ces politiciens ne posent pas de « nouvelles règles » mais annoncent qu'ils violeront les règles sur lesquelles repose le capitalisme et qu'ils agiront arbitrairement au mépris de la liberté. **Ce que prouve cette crise financière, c'est que l'intervention étatique peut produire des maux publics** plutôt que des biens publics. Il est vrai que, en raison de la mondialisation, les systèmes financiers sont interdépendants dans le monde. Mais **cette interdépendance n'est pas une raison pour centraliser la politique monétaire**. Bien au contraire, dans un monde globalisé, **les autorités monétaires** - si elles existent - **devraient être le plus possible décentralisées et concurrentielles**. S'il existait une seule autorité monétaire dans le monde, le risque d'une instabilité mondiale serait beaucoup plus important. **Un gouvernement mondial serait un cauchemar potentiel**. S'il devenait aussi oppressif (fiscalement, économiquement, etc.) qu'il ne l'est déjà dans certains pays, il ne serait **plus possible aux paisibles citoyens d'émigrer nulle part**. Au lieu de désirer un gouvernement mondial, on devrait plutôt envisager la **disparition d'organisations telles que la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International**.

Le monde n'a pas besoin d'un « nouveau Bretton Woods »

Quand des problèmes économiques se posent dans un pays, on dit qu'« il faut un nouveau plan Marshall ». Quand il y a des problèmes monétaires et financiers internationaux, on proclame qu'« **il faut un nouveau Bretton Woods** ».

A quoi a servi Bretton Woods ? En principe, il s'agissait, en 1944, d'aider au retour à l'étalon-or ou, plus précisément, à un système où les banques centrales garantissaient un prix fixe entre leur monnaie et l'or de telle sorte qu'il en résulte un prix fixe entre les différentes monnaies. Seuls les Etats-Unis ont satisfait à leur obligation car ils ont annoncé en 1947 qu'ils rattachaient effectivement le dollar à l'or. Les autres pays signataires se sont contentés d'annoncer une parité fixe de leur monnaie par rapport au dollar. Mais, **personne n'a tenu ses engagements** : les Etats-Unis ont créé trop de monnaie et ont été incapables de maintenir la garantie-or du dollar. Les autres pays

¹⁶³ P. Salin, *Revenir au capitalisme pour éviter les crises*, Odile Jacob, 2010, p.223

se sont montrés encore plus laxistes et n'ont pas réussi à maintenir la parité de leur monnaie avec le dollar. S'ensuivirent des cascades de dévaluations jusqu'à ce que l'on sorte définitivement d'un monde prétendument de changes fixes avec la généralisation des taux de change flexibles après 1971.

Le FMI a été créé pour gérer le système de taux de changes fixes. Il aurait dû disparaître mais le propre d'une bureaucratie, une fois en place, est d'accroître ses pouvoirs même si elle a cessé d'avoir une raison d'être. Il s'est transformé en une sorte de banquier mondial des autorités monétaires nationales sous prétexte de venir en aide aux pays qui ont des « problèmes de balance des paiements ». **Drôle de banquier à vrai dire puisque son rôle consiste essentiellement à prêter à ceux qui sont les plus mal gérés. En réalité, il n'y a jamais eu de « problèmes de balance des paiements ».** Dans un régime de changes flexibles, cela n'a pas de sens car la flexibilité permet justement d'ajuster les offres et les demandes des différentes monnaies. Même dans un système de changes fixes, cela n'aurait pas de sens non plus car, en ce cas, la politique monétaire doit s'ajuster aux mouvements internationaux des devises. L'inutilité du FMI est évidente. A l'occasion de la crise, on a augmenté ses moyens. **Ces ressources accordées au FMI sont autant de ressources qui ne sont plus disponibles pour d'autres usages.**

Etats-Unis-Chine : nul besoin de rééquilibre

Beaucoup d'économistes et officiels, parmi lesquels Ben Bernanke, président de la Fed, considèrent que **la politique économique chinoise fait courir un risque à la stabilité économique du monde.** Ils estiment que **la Chine devrait réévaluer sa monnaie, le yuan,** afin de réduire le déséquilibre supposé dans les échanges sino-américains,¹⁶⁴ c'est-à-dire le déficit de la balance commerciale des Etats-Unis par rapport à la Chine. Par ailleurs, **ils désirent que la Chine engage des réformes pour réduire son taux d'épargne jugé excessif** qui provoquerait une pression à la baisse des taux d'intérêt dans le monde et une sortie des capitaux excessive de la Chine vers le reste du monde, en particulier vers les Etats-Unis. **En réalité, la Chine n'est pas un facteur de déséquilibre macroéconomique international.** Il n'y a aucune raison de modifier le taux de change ou de réformer l'épargne en Chine. Le taux d'épargne est extrêmement faible aux Etats-Unis et extrêmement élevé en Chine. **Une partie de cette épargne est exportée vers l'extérieur, en particulier vers les Etats-Unis qui en ont besoin** pour financer leur croissance qui a été durablement significative les années antérieures.

La Chine achète des actifs financiers américains et vend des marchandises. Si les Américains ont un déficit dans les échanges commerciaux avec les Chinois, *c'est parce qu'ils vendent des actifs financiers.* **Il y a bien équilibre. Ce n'est pas un déséquilibre macroéconomique. Seul un keynésien peut croire - à tort - qu'un déficit commercial est nuisible et que la croissance est « tirée » par les exportations.** C'est un peu comme si on disait d'un entrepreneur qui emprunte (et qui est donc

164 Suite à la pression des Etats-Unis et après la publication de l'ouvrage de Pascal Salin, la Chine a effectivement réévalué sa monnaie, laquelle a augmenté de 27% par rapport au dollar depuis 2006

« en déficit commercial » vis-à-vis de l'organisme de crédit) qu'il est en situation de « déséquilibre ». Ce serait absurde. Il n'y a aucun problème avec cela du moment que l'emprunteur rembourse le principal et les intérêts dans le futur, c'est-à-dire - pour parler maintenant du rapport entre les Etats-Unis et la Chine - qu'il parvient à dégager une épargne du surcroît de croissance obtenu par les emprunts initiaux.

Pourquoi la Chine a-t-elle un taux d'épargne élevé ? En grande partie **parce que la couverture des risques et des besoins personnels en Chine (maladie, éducation, retraite) relève de la responsabilité individuelle.** Les Chinois sont donc légitimement incités à épargner pour faire face aux risques et préparer leur retraite. En Europe, on a dissout cette responsabilité individuelle par les systèmes de mutualisation obligatoire. En faisant soi-disant « du social », on détruit les mécanismes de la croissance et on empêche dans une large mesure l'enrichissement des membres de toutes les classes sociales. **Si la Chine écoutait ces économistes américains, ils diminueraient leur épargne et feraient perdre à des centaines de millions de Chinois, l'espoir d'une vie plus prospère.** Demander à la Chine de réévaluer sa monnaie est dénué de sens puisque le système de change de la Chine est fondamentalement un système de changes flexibles. Depuis 2006, la Banque de Chine fixe chaque jour un taux pivot par rapport à un panier de monnaies et empêche toute fluctuation du taux de change sur le marché au-delà d'une marge de 3% par rapport à ce taux pivot. Ce taux pivot fixé chaque jour est en fait le taux constaté la veille sur le marché des changes. En définitive, c'est le marché des changes qui détermine le taux de change et la banque centrale se contente de limiter la variation des taux dans le court terme.

Le protectionnisme évité ?

Un domaine où la coopération internationale joue un rôle positif, c'est celui des échanges de biens et services. **La tentation protectionniste demeure néanmoins bien vivace.** Et cela tant en France qu'aux Etats-Unis. A titre d'exemple, Pascal Salin cite une phrase que Barack Obama a écrite à George Bush avant son entrée en fonction à propos de la Corée du Sud : « Ce pays nous envoie 400.000 à 500.000 voitures alors que nous leur en exportons ; je n'appelle pas cela du libre-échange ». En réalité, le libre-échange, c'est quand les habitants de deux pays sont libres d'acheter ce qu'ils désirent en provenance d'un pays où ils exportent d'*autres* bien. **Ce qu'Obama ne comprend pas, c'est que c'est, précisément parce qu'il ne s'agit pas du même genre de biens que cet échange est profitable.** C'est le B.A.-BA de la théorie de l'échange. Mais il n'est apparemment pas maîtrisé. Même au plus haut niveau de l'Etat...

Conclusion : Que faut-il « moraliser » ?

Le **message simpliste et faux** qu'on annonce chaque jour, c'est que la **cupidité des banquiers sans cœur s'exerce aux dépens de l'intérêt commun** et que l'Etat, « garant de la moralité publique » doit, dès lors, imposer des limites. Pascal Salin se propose d'examiner de plus près la dimension morale de ce problème.

Ethique universelle et éthique personnelle

Pour commencer, il faut clairement distinguer entre éthique universelle et éthique personnelle.

L'éthique universelle est celle qui peut potentiellement être adoptée par tous les individus dans le monde sans risque d'incohérence. C'est une éthique « universalisable ». Il ne peut exister qu'un type de devoir à caractère universel : le **respect des droits individuels**, c'est-à-dire le respect dû par un individu aux droits de la vie, à l'intégrité physique et aux **droits de propriété légitimes** des autres individus.

L'éthique individuelle, par contre, ne concerne que celui qui se la donne. Potentiellement, il existe autant d'éthiques individuelles que d'individus. Elle n'est pas généralisable et donc pas universalisable. Chacun a une conception différente du niveau d'altruisme ou d'égoïsme qu'il considère comme étant justifié. **Ces éthiques sont respectables à condition que leur mise en œuvre ne s'accompagne pas d'une atteinte à l'éthique universelle.**

La moralité du capitalisme

Dans un système capitaliste, on devient propriétaire d'une chose parce qu'on l'a créée, parce qu'on l'a obtenue dans le cadre d'un échange libre, ou parce qu'on l'a reçue de son précédent propriétaire. **Le capitalisme est le seul système social compatible avec la morale universelle, le seul qui ait un fondement indiscutablement moral.** Il est fondé sur le **respect des droits de propriété légitimes**, sur le respect du **contrat** et **l'échange libre**. La crise économique et financière est fondamentalement une crise de l'éthique. Il importe de **restaurer les fondements moraux de l'activité économique et financière**. Comme on le sait, il serait faux d'expliquer la crise de 2007-2009 par la recherche effrénée du profit. Pascal Salin a examiné les causes multiples de cette crise. Il reprend ici, en les examinant sous un angle moral, différents éléments de son analyse.

Avant l'apparition des banques centrales et de la politique monétaire, les billets étaient émis par des banques privées qui s'engageaient envers leurs détenteurs de les racheter à n'importe quel moment contre la quantité de métal qui avait permis de les acheter. Supposons qu'une banque émette un billet valant un gramme d'or. Supposons qu'elle se ravise et qu'elle dise à son détenteur qui revient vers elle pour revendre son billet contre l'or, qu'il ne vaut plus qu'un demi-gramme d'or. C'est là une rupture de contrat et, plus précisément, un vol. Dans une société civilisée - c'est-à-dire une société capitaliste - la banque serait condamnée par un tribunal. Par ailleurs, elle perdrait ses clients et ferait faillite. Raison pour laquelle, **dans une société capitaliste, les banques se conduiraient de manière responsable.** Le banquier peut évidemment émettre plus de billets qu'il n'a de grammes d'or mais il sera empêché d'aller trop loin dans cette politique de démultiplication des signes monétaires car, en cas de demandes trop en importantes en remboursement en or, il risquerait de faire faillite. Le capitalisme est à la fois autorégulé et moral.

A contrario, dans les systèmes monétaires modernes, après avoir maintenu, durant un certain temps, la convertibilité en or des monnaies émises, les autorités monétaires, suite à une expansion monétaire excessive, ont fini par décider d'opérer des dévaluations. La dévaluation est un vol puisqu'elle consiste à ne pas donner au détenteur la quantité d'or (ou d'argent) qui avait été promise. Une dévaluation est donc bien une atteinte à l'éthique universelle. **Mais l'Etat ne s'est pas arrêté en si bon chemin. Il a fini par supprimer la garantie de convertibilité** et a obligé les citoyens à continuer à utiliser exclusivement la monnaie dont il a le monopole, aussi mauvaise soit-elle. On appelle cela le « **cours forcé** ». L'Etat ne se soumet pas aux règles d'une société civilisée et manipule à sa guise la création monétaire et le taux d'intérêt.

La crise a été le résultat de la création d'une multitude d'illusions et peut-être de mensonges :

- l'illusion créée par les autorités monétaires qui ont laissé croire que l'on pourrait **indéfiniment se financer à bas coût** ;
- les illusions créées par la politique du logement qui ont **fait croire aux emprunteurs qu'ils pourraient facilement rembourser leurs dettes** et que le prix de leur logement augmenterait continuellement ;
- les illusions créées par les **agences de notation** et les émetteurs de dettes titrisées qui ont fait croire que les risques de ces titres étaient correctement évalués ;
- les illusions créées par les **experts des banques qui ont laissé croire que leurs modèles mathématiques** donnaient une image correcte de la réalité et des risques potentiels ;
- les illusions créées par les législateurs et les régulateurs qui ont conduit à croire que la **régulation des marchés était efficacement sous contrôle**.

Cela dit, on ne peut pas dire que, par ces illusions ou mensonges, on ait porté atteinte aux droits des individus. Personne n'a un « droit » à la vérité. De ce point de vue, l'éthique universelle a été respectée. Mais, **du point de vue de la morale personnelle, chacun peut évidemment estimer, en fonction de ses propres critères, que ces comportements sont scandaleux.** Mais si, sur base de ces jugements de valeur personnels, on exige de passer des lois pour interdire de tels comportements, on attente aux droits individuels. Prenons le cas des **bonus considérés comme « excessifs ».** **Constituent-ils une ponction faite par leurs bénéficiaires sur les ressources d'autrui ? Certainement pas.** Ils sont déterminés librement par un **contrat** entre les managers et les propriétaires de l'établissement. Quant aux **petits actionnaires, personne ne les a obligés à acheter des actions** qui ne leur confèrent aucun ou quasi aucun pouvoir de contrôle. **Les managers ont pris des risques excessifs, c'est vrai. Mais faire des erreurs ne constitue pas une faute morale.** C'est une faute intellectuelle car ils ont eu une confiance excessive dans les modèles et les compétences d'autrui. **Les capitalistes qui ont fait confiance aux managers ont été imprudents et orgueilleux en validant des choses qu'ils pensaient comprendre sans les comprendre.**

Quid des « **victimes collatérales** » de la crise, par exemple les salariés qui perdent leur emploi ? C'est attristant évidemment mais il n'y a **pas ici atteinte à des droits légitimes**. Si l'entreprise fait faillite et qu'on ne leur paye pas le salaire promis - effet externe négatif - on ne peut pas dire qu'ils soient victimes d'un vol. Ils subissent des effets liés au fait qu'ils vivent dans une société où tous les individus sont interdépendants, ce qui engendre une infinité d'effets externes positifs ou négatifs.

Par contre, il y a bel et bien eu des atteintes à l'éthique universelle dans la crise. Lesquelles ? Celles commises par les hommes de l'Etat. Car seuls sont immoraux (au niveau de l'éthique universelle) les actes de contrainte. Quels sont ces actes ? Ce sont ces lois et règlements qui imposent le **monopole monétaire** et évacuent le jeu de la responsabilité dans le fonctionnement des systèmes monétaires. On a porté atteinte à la liberté d'autrui (de produire et d'acheter) en interdisant à quiconque d'utiliser une autre monnaie que la monnaie étatique. Les hommes de l'Etat ont aussi porté atteinte aux droits en levant de nouveaux **impôts** (ou en empruntant des sommes qui ne pourront être remboursées que par des augmentations futures d'impôts) pour sauver des banques en faillite et financer de prétendus plans de relance.

« Ce qui est immoral, nous l'avons vu, ce n'est pas le comportement des managers qui a conduit à la faillite (la faillite est la sanction des erreurs). **Ce qui est immoral, c'est que l'Etat utilise un pouvoir de contrainte pour voler des ressources** à des contribuables qui ne sont pas responsables des erreurs faites par les autorités publiques, par les banquiers et leurs salariés ». ¹⁶⁵

Splendeur et misères du Capitalisme

Il est pour le moins étonnant que ce système auquel nous devons tant soit à ce point méconnu et honni. A la base, le capitalisme, c'est quelque chose de tout simple. C'est s'abstenir de consommer un bien ou une partie d'un bien dont on est propriétaire, le conserver et l'utiliser pour créer des richesses. En ce sens, **nous sommes tous des capitalistes.** C'est au moment de la révolution industrielle voire de la Renaissance que certains hommes décidèrent de systématiser et de complexifier une technique qui existait depuis toujours. Elle est aussi vieille que le premier échange commercial de l'humanité. Quelle forme a-t-il pris ? Nul ne le sait. Hayek imagine l'histoire d'une **peuplade primitive qui décida un jour, pour signaler ses intentions pacifiques, de déposer une sorte de présent à la lisière de son territoire.** Un peu plus tard, elle remarqua que le présent avait disparu et avait été remplacé par un autre objet d'une valeur jugée équivalente. **Que de chemin parcouru entre cet épisode fictif et l'activité quotidienne d'une salle de marché !**

Un tel échange est créateur de valeur car, des deux côtés, on se défait d'une chose qui a moins de valeur (aux yeux de celui qui l'échange) contre une autre qui en a plus. Autrement, l'échange ne se ferait pas. **Le monde est plus riche car deux biens ont simplement changé de mains.** N'en déplaise à ceux qui démontent le capitalisme, le marché n'est pas une mystérieuse entité démoniaque où se perpète le vol et l'exploitation. Ce n'est rien d'autre que la somme des échanges quotidiens entre plusieurs milliards d'individus. Ces échanges nécessitent une infrastructure d'une complexité inouïe qui s'est édifiée au fil des siècles. Le **capitalisme** ne consiste pas en une activité unique (des traders dans une salle de marché). **Il consiste en une myriade d'activités** (financières, bancaires, assurantielles, comptables, commerciales, productives, scientifiques, informatiques, administratives, etc.) **qui, en dernière analyse impliquent ou concernent l'ensemble des membres de l'humanité.**

La mondialisation capitaliste est en train d'opérer une révolution dans l'histoire : le passage d'un monde où, pour reprendre la phrase de Johan Norberg, la pauvreté était la règle et la richesse l'exception à celui où la richesse devient la règle et la pauvreté l'exception. Y aura-t-il assez de ressources dans le futur ? Oui, nos ressources sont illimitées, répond Julian Simon. Elles ne constituent pas un stock dans lequel il suffirait de se servir. Non, elles sont créées par l'homme, inventées par lui et sont aussi inépuis-

sables que la matière. **Ne détruisons-nous pas l'environnement ? Passé un certain stade de développement économique, l'humain cesse de polluer et restaure voire améliore son environnement.** Londres en 1890, c'est avant tout de la boue, des excréments, des détritux alimentaires, des cadavres de chevaux, une odeur âcre, le bruit assourdissant des ateliers, la **Tamise pestilentielle** qui ne possède **plus de poissons depuis un siècle** (40 espèces y ont été réintroduites en 1968), **l'absence d'oiseaux** (138 espèces y ont été identifiées en 1968) et le « smog », lourd et visqueux, chargé de pollution (il a disparu aujourd'hui avec une diminution drastique du pourcentage de bronchites).

N'allons-nous pas nous marcher sur les pieds ? Les humains ne sont pas des rats. Dans toutes les cultures, le fait de se marier et d'avoir des enfants sont des actes soumis à des procédures et à un contrôle social. Ce sont des décisions rationnelles (une postérité nombreuse tient lieu de sécurité sociale). **L'histoire démographique nous montre que la croissance démographique procède par poussées.** Grâce à l'enrichissement procuré par la mondialisation et les progrès médicaux dont il bénéficie, le tiers-monde vit aujourd'hui ce que nous avons vécu au XIX^{ème} siècle : une explosion démographique. On constate aussi que plusieurs de ces pays connaissent aujourd'hui une « transition démographique », c'est-à-dire une baisse de la natalité à mesure que s'élèvent les standards de vie, l'éducation, etc. On constate aussi que, contrairement à ce qu'affirmait Malthus, **la croissance démographique fait croître les ressources. Plus s'accroît l'humanité, plus s'accroît le nombre de cerveaux exceptionnels qui la composent.** L'accélération époustouflante des progrès technologiques ces dernières décennies en est la preuve.

Le livre de Julian Simon récapitule les **menaces que les mouvements écologistes brandissent à chaque décennie avec une assurance dogmatique imperturbable.** Il y a 50 ans, ils prédisaient que l'humanité allait mourir de faim aux alentours de l'an 2000 car l'agriculture ne suivrait pas la hausse démographique. Il y a 40 ans, ils prédisaient que plus de la moitié des espèces seraient éteintes en l'an 2000. Il y a 30 ans, ils prédisaient que toutes les forêts allaient disparaître dans le monde. Aujourd'hui, ils prédisent que nous allons manquer de ressources.

Débarrassons-nous des peurs inutiles et concentrons nos forces et nos intelligences sur les vraies menaces. L'une d'entre elles, avons-nous dit dans l'Avant-propos, est le **capitalisme de connivence** qui constitue un gaspillage de ressources et une menace pour l'économie et la démocratie. C'est une dérive du capitalisme. « Splendeur et misères du capitalisme » : cette force motrice qui crée la richesse et augmente les standards de vie de chacun, peut aussi voir sa logique pervertie par l'immixtion de l'Etat. Il importe de restaurer un climat de responsabilité. Si nous désirons réellement nous prémunir contre les futures tempêtes financières, nous devrions, estime Norberg,¹⁶⁶ faire exactement le contraire de ce que nous faisons aujourd'hui : nous devrions **enlever les barrières de sécurité et détendre les filets, abolir les plans**

166 J. Norberg, *Financial Fiasco, How America's infatuation with homeownership and easy money created the economic crisis*, 2009, p.142

de sauvetage et les fonds d'assurance pour forcer les banques, d'une part, à réfléchir aux risques qu'elles peuvent réellement supporter et, d'autre part, à estimer précisément le capital dont elles ont besoin pour couvrir leurs risques. Nous devrions priver les agences de notation de leur rôle officiel pour forcer les investisseurs à réfléchir par eux-mêmes pour savoir où placer leur argent. Nous devrions systématiquement mettre fin aux protections et garanties que les autorités gouvernementales donnent aux investisseurs et aux épargnants pour laisser place à leur propre jugement et à leur propre responsabilité. Plutôt que de surveiller constamment les grands acteurs économiques, mieux vaut les responsabiliser. Aucune réglementation n'a eu plus d'effet sur la prise de risque du secteur bancaire que le rôle de sauvegarde des banques centrales.

« Le capitalisme actuel est parfois décrit comme une « économie casino ». Mais je ne connais aucun casino où le président de la Banque Centrale et le Ministre des Finances accompagnent le joueur devant la roulette en lui garantissant gentiment de couvrir toutes ses pertes ». ¹⁶⁷

Le problème n'est pas que nous aurions une « économie de casino ». En réalité, poursuit Johan Norberg, nous avons une « économie hélicoptère », c'est-à-dire une économie où - pour reprendre une métaphore américaine qui compare la surveillance excessive de certains parents envers leurs enfants adolescents à celle d'un hélicoptère - les autorités observent constamment les acteurs du marché pour les empêcher de tomber et de se blesser (**et rangent tout le désordre qu'ils ont mis** après qu'ils soient partis). Cela signifie que les enfants ne grandissent jamais et n'apprennent jamais à déceler eux-mêmes le danger. Ils continuent constamment à se comporter imprudemment. C'est pour cette raison que de tels enfants finiront fatalement par tomber et se blesser très sérieusement dans des contextes plus dangereux car le risque fait partie de la vie.

Une autre menace est le keynésianisme qui cause les crises, les prolonge, creuse les déficits, endette les Etats et les pousse à la faillite. C'est une forme de maladie dont souffrent tous les pays occidentaux. Une troisième menace est le nationalisme et son corollaire obligé, le protectionnisme. C'est une tentation aujourd'hui très présente dans un pays comme la France. La dernière fois que les Etats européens sont tous redevenus protectionnistes après une longue ère libérale, ce fut à la fin du XIX^{ème} siècle et ce fut une des causes importantes de la première guerre mondiale car, comme l'écrivait Frédéric Bastiat, « lorsque les biens ne passent plus la frontière, ce sont les soldats qui la franchissent ». Une quatrième menace, c'est le supra-nationalisme, cette volonté de créer un Etat mondial ou un super-Etat européen qui serait doté de super-pouvoirs qui, plutôt que d'assurer la gestion d'un grand marché, appliquerait les désastreuses politiques keynésiennes, qui harmoniserait les législations fiscales et sociales et substituerait au libre échange, « l'échange équitable » qui est l'un des multiples noms du protectionnisme. **Une cinquième menace, c'est le malthusianisme** : les peurs fantasmagiques agitées par les écologistes peuvent déboucher

167 J. Norberg, op.cit., pp.142-143

sur des mesures extrêmement nocives, notamment en matière énergétique, avec pour conséquence un arrêt de la croissance, une hausse des prix énergétiques et la perte de la compétitivité des entreprises.

Une des plaies de notre société, c'est l'érosion du sens de la responsabilité et ce à tous les niveaux. L'Etat dépense plus que ce qu'il gagne et endette sans vergogne les générations futures. **Les banques agissent imprudemment** en tablant sur le fait que la banque centrale les renflouera en cas de nécessité. Ce qui est tragique, c'est que les gouvernements qui ont rendu ce secteur irresponsable sont eux-mêmes irresponsables puisque, en raison des dettes qu'ils ont creusées, ils dépendent fondamentalement de ce secteur bancaire et financier. Avant 2007, **la politique de crédit et la politique immobilière aux Etats-Unis ont rendu les ménages américains irresponsables**. En Europe, le système de retraite par répartition a pour effet de limiter l'épargne et faire reposer sur les épaules de la génération qui suit le soin de financer les retraites. La politique des bas taux d'intérêt incite à consommer immédiatement. Or, le capitalisme nécessite l'épargne. « Pas de capitalisme sans capitaux » rappelle Pascal Salin. Posséder une épargne conséquente encourage à se projeter dans l'avenir, à former des projets. Les politiques keynésiennes nous en dissuadent car elles incitent constamment à consommer (pour « relancer » prétendument l'économie). Les individus sont amenés à vivre dans un présent perpétuel et irresponsable. Or, comme le soutiennent les philosophes existentialistes, le propre de l'humain est justement d'être un pro-jet, quelqu'un qui se définit par ce qu'il entreprend.

C'est une autre plaie de notre société : le court-termisme. Cela concerne évidemment les managers qui, en raison de l'insécurité juridique, les réglementations, la pression fiscale, l'environnement institutionnel, etc. sont facilement dissuadés de mener de grands projet à long terme. Cela concerne les gouvernements qui, constamment occupés à gérer les crises qu'ils ont provoquées, manquent souvent de vision. Cela concerne la plupart des gens qui n'ont ni le goût ni l'idée de se projeter au-delà de 5 ans.

En réalité, nous avons besoin d'utopies. Pour raisonner à long terme, pour motiver les enthousiasmes et nous abstraire du court terme. Contrairement à ce que croient ceux qui estiment que le libéralisme défend le statu quo et les conservatismes, **il existe quantité « d'utopies libérales »**. Par exemple, la privatisation et la mise en concurrence de la monnaie (système qui a prévalu durant des siècles), la désétatisation de la culture (qui se traduirait par une émancipation de l'artiste et une efflorescence de la créativité), la retraite par capitalisation (et la restauration du sens de la responsabilité), la conquête spatiale, la suppression de la PAC et de toutes mesures protectionnistes que nous infligeons au tiers-monde, les chèques-éducation,¹⁶⁸ etc. Un défi d'envergure serait d'inverser le mouvement d'inflation législative et de supprimer tout ce qui entrave et déresponsabilise l'individu. Un autre serait d'accompagner le tiers-monde dans son mouvement de sortie de l'extralégalité afin de se constituer, comme l'explique Hernando de Soto, un capital vivant.

168 Confer la défense qu'en fait Milton Friedman dans le Tome I de « La Tradition de la Liberté », p. 355

Un grand défi serait un monde où l'immigration serait libre. **Aucune mondialisation authentique ne peut se produire lorsque les gens ne sont pas autorisés à franchir les frontières d'un pays à la recherche d'un emploi.** Cela impliquerait probablement une réforme du droit du travail et de la sécurité sociale mais arriver à faire de cela un succès, ce serait atteindre là un stade de développement civilisationnel élevé.

Les auteurs abordés dans cet ouvrage délivrent un message foncièrement optimiste. Nous avons toutes les cartes en main pour poursuivre ces utopies libérales.

Table des Matières

Tome I

Préface de Didier Reynders, président du Mouvement Réformateur	p.3
Introduction	p.7
John Locke, <i>Second Traité du Gouvernement</i> , 1690.....	p.21
Alexis de Tocqueville, <i>De la Démocratie en Amérique</i> , tome I, 1835.....	p.43
Alexis de Tocqueville, <i>De la Démocratie en Amérique</i> , tome II, 1840	p.79
Frédéric Bastiat, <i>Ce qu'on voit et ce qu'on ne voit pas</i> , 1862-1864	p.129
John Stuart Mill, <i>De la Liberté</i> , 1869	p.171
Karl Popper, <i>La société ouverte et ses ennemis</i> , tome I, 1945.....	p.191
Karl Popper, <i>La société ouverte et ses ennemis</i> , tome II, 1945	p.215
Friedrich Hayek, <i>Constitution de la Liberté</i> , 1960	p.237
Friedrich Hayek, Droit, <i>Législation et Liberté</i> , tome I, 1973.....	p.259
Friedrich Hayek, Droit, <i>Législation et Liberté</i> , tome II, 1976	p.283
Friedrich Hayek, Droit, <i>Législation et Liberté</i> , tome III, 1979.....	p.301
Milton Friedman, <i>Capitalisme et Liberté</i> , 1971	p.341

Tome II

Préface de Graff Lamsdorff, président du Forum Libéral Européen	p.5
Introduction de Charles Michel, président du Mouvement Réformateur	p.7
Avant-propos : Les Lumières Libérales	p.13
Etienne de la Boétie, <i>Discours de la servitude volontaire</i> , 1549	p.27
Adam Smith, <i>Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations</i> ,	p.39
1767	

Livre I : Des causes qui ont perfectionné les facultés productives du travail, et de l'ordre suivant lequel ses produits se distribuent naturellement dans les différentes classes du peuple	p.57
Livre II : De la nature des fonds ou capitaux de leur accumulation et de leur emploi	p.133
Livre III : De la marche différente et des progrès de l'opulence chez différentes nations	p.172
Livre IV : Des systèmes d'économie politique	p.185
Livre V : Du revenu du souverain ou de la république.....	p.263
Edmund Burke, <i>Réflexions sur la révolution de France</i> , 1790	p.345
Wilhelm von Humboldt, <i>Essai sur les limites de l'action de l'Etat</i> , 1791-1792	p.425
Benjamin Constant, <i>De la liberté des Anciens comparée à celle des Modernes</i> , 1819.....	p.473

Tome III

Préface de Felicity Medved, présidente du Forum Liberal Européen	p.5
Introduction de Charles Michel, président du Mouvement Réformateur.....	p.7
Avant-propos	p.11
Joseph Alois Schumpeter, <i>Capitalisme, socialisme et démocratie</i> , 1942	p.35
Friedrich August von Hayek, <i>La route de la servitude</i> , 1944	p.113
Bruno Leoni, <i>La liberté et le droit</i> , 1961	p.159
Julian L. Simon, <i>L'homme, notre ultime ressource</i> , 1996	p.211
Tyler Cowen, <i>Plaidoyer pour la culture commerciale</i> , 1998	p.289
Hernando de Soto, <i>Le mystère du capital</i> , 2000	p.339
Johan Norberg, <i>Plaidoyer pour la mondialisation capitaliste</i> , 2001	p.375

Tyler Cowen, <i>La Destruction Créatrice. Comment la mondialisation change les cultures du monde</i> , 2002	p.433
Philippe Legrain, <i>Nous avons besoin des immigrants</i> , 2006	p.467
Pascal Salin, <i>Revenir au capitalisme. Pour éviter les crises</i> , 2010.....	p.503
Conclusions, <i>Splendeur et Misère du Capitalisme</i>	p.555

Remerciements

L'auteur remercie tout particulièrement le Recteur Arthur Bodson pour son zèle infatigable ainsi que pour les conseils avisés qu'il lui a prodigués durant la correction.

Par ailleurs, l'auteur exprime sa reconnaissance au Forum Libéral Européen et au Parlement Européen pour avoir financé cet ouvrage.

Publié par le Forum Libéral Européen asbl avec le soutien du Centre Jean Gol.

Financé par le Parlement Européen.

Le Parlement européen n'est pas responsable du contenu de l'ouvrage.

Les vues qui y sont exprimées sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles du Forum Libéral Européen asbl.

ISBN 978-2-930650-07-4

EAN 9782930650074





Corentin de Salle

La Tradition de la Liberté

Tome III Splendeur et misères du capitalisme

Synthèse détaillée de textes majeurs de la tradition libérale

La pauvreté a toujours été la règle et la prospérité l'exception. **Au cours du XX^{ème} siècle s'est produit un événement révolutionnaire dans l'histoire de l'humanité : la prospérité est devenue la règle et la pauvreté l'exception.** En 1820, 85% de la population mondiale vivaient en-dessous du seuil absolu de pauvreté (1 \$/jour). En 1950, ce chiffre est tombé à 50%. En 1980, à 31%. Il est aujourd'hui à 20%. Dans le même temps, l'espérance de vie a plus que doublé, l'éducation a progressé (70% d'illettrés dans le tiers-monde en 1950 contre 25 à 30% aujourd'hui) et le pouvoir d'achat de l'ouvrier en Occident a été multiplié par 40. L'explication réside dans le développement prodigieux de **l'une des plus grandioses réalisations de l'esprit humain : la mondialisation capitaliste.**



Splendeur du capitalisme. Le libéralisme vise à consacrer, préserver et accroître la **liberté**. Le capitalisme vise, lui, à créer, préserver et accroître la **prospérité**. Le capitalisme est une condition nécessaire (mais non suffisante) à la liberté. **Pas de liberté sans prospérité.** Partout où il y a de la liberté, il y a du capitalisme. La **démocratie libérale** a failli succomber à la folie collectiviste du XX^{ème} siècle ; elle est **devenue la norme aujourd'hui**. Il y a un siècle, aucun pays ne connaissait le suffrage universel. Aujourd'hui, il existe 118 démocraties avec un système multipartite et le suffrage universel. Parmi ces 118 démocraties, 90 peuvent être considérés comme « libres », soit 46% de la population de la planète.

Misères du capitalisme. Un système libéral abrite nécessairement quantité de courants de pensée dont beaucoup s'opposent frontalement au capitalisme. Citons le **keynésianisme**, actuellement dominant, et qui, loin d'être la solution à la crise, en est plutôt la cause, le **malthusianisme** (à l'origine de quantité de mesures qui affectent, voire détruisent la croissance), le **protectionnisme** (qui cause un préjudice considérable au tiers-monde), le **nationalisme**, souvent lié au précédent, qui génère repli économique, tensions, conflits et guerres. Citons enfin le **capitalisme de connivence**, forme monstrueuse qui procède de l'interventionnisme, de l'hyper-réglementarisme étatique et, consécutivement, de l'érosion considérable de cette valeur libérale fondamentale qu'est la responsabilité.

Non, le « néolibéralisme » n'existe pas. C'est un agrégat de propositions caricaturales, contradictoires, d'idées déformées, d'affirmations cyniques, de mythes (sélection du plus fort, dictature des marchés, reproduction des inégalités, etc.), de citations tronquées, mensongèrement attribuées aux auteurs libéraux ou tirées de leur contexte. **Il existe, par contre, une pensée libérale, riche, complexe, cohérente et méconnue** qui s'est élaborée ces cent dernières années dans le droit fil de la pensée libérale des siècles précédents. C'est l'objet du dernier volet de cette **trilogie** consacrée à la « tradition de la liberté », achèvement d'un projet ambitieux qui a conduit à **synthétiser 10.000 pages de doctrine libérale des origines à nos jours**. Dans ce troisième tome, qui couvre la **période** s'étalant de la **crise de 1929 à la crise de 2008-2009**, l'auteur a sélectionné **dix grands textes** qui bousculent les idées reçues. C'est un **livre résolument optimiste** qui appelle à la réalisation « **d'utopies libérales** » dont **l'immigration libre**.

Docteur en philosophie et licencié en droit, **Corentin de Salle** enseigne dans diverses Hautes Ecoles bruxelloises et est chargé de cours suppléant à l'Université Libre de Bruxelles. Depuis 2005, il est chercheur au Centre Jean Gol et conseiller à la présidence du Mouvement Réformateur.